

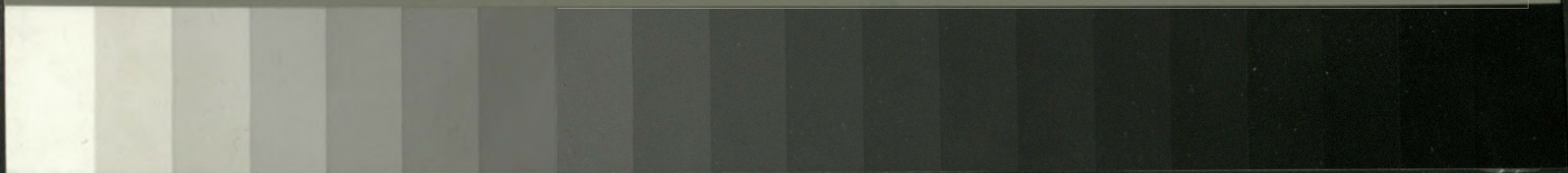


Grey Scale #13



DANES-PICTA .COM

A 1 2 3 4 5 6 M 8 9 10 11 12 13 14 15 B 17 18 19



ÉMILE DARD

NAPOLÉON
ET
TALLEYRAND

PARIS
LIBRAIRIE PLON

1 9 3 5

3^e mille



ÉMILE DARD

NAPOLÉON
ET
TALLEYRAND

PARIS
LIBRAIRIE PLON

1 9 3 5

3^e mille

DU MÊME AUTEUR :

Un acteur caché du drame révolutionnaire. — **Le général Choderlos de Laclos**, auteur des *Liaisons dangereuses* (1741-1803), d'après des documents inédits. Un volume in-8° écu, orné d'un portrait par Carmontelle. 2^e édition (Épuisé).

(Couronné par l'Académie française.)

Un épicurien sous la Terreur. — **Hérault de Séchelles** (1759-1794), d'après des documents inédits. Un volume in-8° écu, orné de gravures. 2^e édition.

Hérault de Séchelles. *Œuvres littéraires*, avec une préface et des notes par Émile DARD. Un volume in-16, orné d'un portrait.

(LIBRAIRIE PERRIN.)

Ce volume a été déposé à la Bibliothèque Nationale en 1935.

ÉMILE DARD

NAPOLÉON
ET
TALLEYRAND



*pour Kossicki
22/É 38 r
Wawrzyszew*

PARIS

LIBRAIRIE PLON

LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT

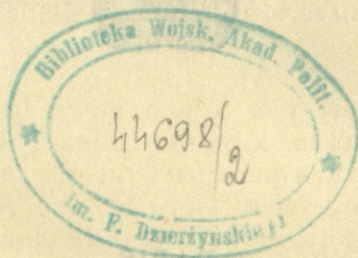
IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6°.

Tous droits réservés

92 (Napoleon) : 92 (Talleyrand) : 9/44

ÉMILE DARD

NAPOLÉON
ET
TALLEYRAND



Copyright 1935 by Librairie Plon.

Droits de reproduction et de traduction réservés
pour tous pays, y compris l'U. R. S. S.

AVANT-PROPOS

Dans l'ombre du grand Empereur, rayonnant de gloire, auréolé de rêves, assis avec le calme de la force sur un trône fragile ou marchant silencieux vers un destin caché, s'agite un impudent personnage, fort à l'aise dans la tourmente, dévisageant la grandeur, dédaignant la gloire, leur préférant l'esprit, l'argent et les plaisirs, mais assuré de n'être inférieur à personne, parce qu'au lieu de s'échauffer comme un parvenu, il trouve plus élégant de penser juste et de n'être dupe de rien. La rencontre d'un Napoléon et d'un Talleyrand est assurément rare. On ne peut comparer ces deux hommes car l'un d'eux est incomparable. Mais il est intéressant de mettre en lumière la différence de leurs conceptions et le choc de leurs caractères.

Napoléon sort peu à peu de la légende, qui a commencé pour lui à Sainte-Hélène, car « l'éloignement des pays répare en quelque sorte la trop grande proximité des temps (1). » L'Angleterre lui fit, de son vivant, un piédestal de vingt mille lieues marines qui le transfigura. Les peuples abusés le saluèrent alors comme un idéologue, un libéral, un pacifiste ! Depuis que les nuages se dissipent et que

(1) RACINE, préface de *Bajazet*.

l'homme est redescendu sur la terre, il apparaît différent, mais non diminué.

Poète et réalisateur à la fois, car on ne pourrait rêver plus qu'il n'agira, il reste un géant dans l'action et la plume tremble toujours si l'on essaie de le définir. On doit se borner à le considérer dans ses aspects divers, sans chercher à le démonter, ainsi que Taine, comme une machine, à l'examiner comme une magnifique plante humaine, débauche de la nature, et qui ne se reproduit pas.

« Rien de grand ne se fait sans le hasard », a dit Montaigne. Dans la réussite merveilleuse de Napoléon Bonaparte, il est impossible de démêler ce qui tient aux circonstances et ce qui revient au génie. Sans doute, plus encore que la nature, l'occasion fut sa mère. La circonstance la plus rare de sa fortune fut peut-être d'avoir été précoce. Grand homme à vingt-sept ans, il mesura sa tâche sur une longue vie et disposa pour l'accomplir d'une énergie intacte. C'est un plant sauvage qui s'est épanoui dans la grasse terre de France. « Je vivrai quatre-vingt-dix ans, » disait-il sous le Consulat.

Il n'avait aucun principe politique, ni religieux, aucune tradition, même aucune grande patrie, car la Corse ne s'était pas encore identifiée à la France, en participant de toute son âme à ses gloires et à ses douleurs. Nul ne l'a mieux dit qu'Albert Sorel : « Il pensera : je suis la France. Mais la France, même pour lui, restera pays de conquête. Il n'en sort pas, il y entre ; il est fils d'étranger ; la langue française n'est pas sa langue maternelle ; elle est pour lui la langue apprise de la civilisation, la langue européenne ; la France n'est point le coin de terre incomparable et sacré où dorment ses ancêtres ; elle s'étendra partout où le portera son cheval de guerre et où perceront ses aigles romaines (1). »

(1) ALBERT SOREL, V, 191.

L'absence de principes lui permit d'orienter au mieux sa fortune, en France ou hors de France, et de profiter de toutes les crises; mais il manqua pour se diriger d'une tradition, plus nécessaire peut-être au génie qu'à tout autre. Après la paix d'Amiens, il perdit de vue l'intérêt national et dérivait dans l'aventure. Après 1808, son puissant esprit mesura l'énormité de sa tâche et comprit l'inutilité de ses victoires. On a l'impression qu'enfermé dans un cercle fatal, il n'eut plus alors d'autre but que de « reculer les limites de la gloire », d'être un spectacle pour lui-même et pour la postérité, de finir en héroïsme « le roman de sa vie », d'affronter l'adversité, « qui manquait à sa carrière », sans craindre de « se montrer à nu » et de pouvoir dire aux Français, épuisés par lui : j'étais trop grand pour vous!

La famille et l'armée, où il entra dès l'enfance, formèrent son caractère moral, noble et sain. Il était bon jusqu'à la faiblesse avec ses frères, ses sœurs, ses vieux compagnons; généreux, juste, sensible, pénétré du sentiment de l'honneur; patient, indulgent, toujours porté à la bienveillance quand son orgueil n'était pas en jeu; alors seulement il devenait intraitable et pouvait être impulsif, jaloux et perfide. Dans sa jeunesse il n'hésitait jamais, dit Bourrienne. Mais, avec l'âge et l'usure, il devint indécis, crédule et même facile à jouer. Il avait beaucoup lu, mais sa prodigieuse mémoire ne retenait que l'utile. Lucien lui dit un jour qu'il était un « idéophobe ». Sa première jeunesse austère et pauvre, tout entière aux armes et à l'étude, éloignée des plaisirs et de la société, l'avait laissé timide. C'est un trait trop peu remarqué et qui explique sa gêne près des femmes, ses violences devant les ambassadeurs et parfois ses fautes. Alexandre, la reine Louise l'intimidèrent ainsi que tous les souverains nés sur le trône, M. de Metternich et, sans doute, M. de Talleyrand.

Celui-ci n'était nullement timide et pensait certainement qu'un descendant des comtes de Périgord, fort à l'aise devant le roi de France, n'avait pas à se gêner avec un Bonaparte. Sa naissance était d'ailleurs son seul préjugé.

Après avoir été reçu, en 1832, par Talleyrand à l'ambassade de Londres, Mérimée écrivait : « Je ne puis assez admirer le sens profond de tout ce qu'il dit, la simplicité et le *comme-il-faut* de ses manières. C'est la perfection d'un aristocrate. Les Anglais, qui ont de grandes prétentions à l'élégance et au bon ton, n'approchent pas de lui. Partout où il va, il se crée une cour et il fait la loi. Il n'y a rien de plus amusant que de voir auprès de lui les membres les plus influents de la Chambre des lords, obséquieux et presque serviles. »

Ce croquis, qui n'est pas d'un naïf, suffirait à faire comprendre que les rapports de Napoléon et de Talleyrand reposèrent, dès qu'ils se connurent, sur un équilibre instable. On ne voit pas Napoléon tirer l'oreille d'un tel ministre. Celui-ci jugeait que son maître avait de « sombres manières ».

Le premier portrait de l'évêque d'Autun, alors qu'il était député aux États généraux, a été tracé, sous le nom d'*Amène*, par l'auteur des *Liaisons dangereuses*. Tous deux s'étaient connus au Palais Royal près du duc d'Orléans. Voici Talleyrand, à trente-cinq ans, vu par Laclos :

« Amène a ces formes enchanteresses qui embellissent même la vertu. Le premier instrument de ses succès est un excellent esprit ; jugeant les hommes avec intelligence, les événements avec sang-froid, il a cette modération, le vrai caractère du sage. Il est un certain degré de perfection qui n'existe que dans l'entendement, et une espèce de grandeur à vouloir le réaliser ; mais ces brillants efforts donnent un instant de faveur à celui qui l'entreprend, et finissent par n'être d'aucune utilité aux hommes,

bientôt détrompés. Le bon esprit dédaigne tout ce qui traîne à sa suite de l'éclat ; et mesurant les bornes de la capacité humaine, il n'a pas le fol espoir de les étendre au delà de ce que l'expérience a montré possible.

« Amène ne songe pas à élever en un jour l'édifice d'une grande réputation. Parvenue à un haut degré, elle va toujours en décroissant, et sa chute entraîne le bonheur, la paix ; mais il arrivera à tout, parce qu'il saisira les occasions qui s'offrent en foule à celui qui ne violente pas la fortune. Chaque grade sera marqué par le développement d'un talent et allant ainsi de succès en succès, il réunira cet ensemble de suffrages qui appellent un homme à toutes les grandes places qui vaquent.

« L'envie, qui rarement avoue un mérite complet, a répondu qu'Amène manquait de cette force qui brise les difficultés nécessaires pour triompher des obstacles semés sur la route de quiconque agit pour le bien public. Je demanderai d'abord si l'on n'abuse pas de ce mot, *avoir du caractère*, et si cette force, qui a je ne sais quoi d'imposant, réalise beaucoup pour le bonheur du monde. Supposons même que dans des moments de crise, elle ait triomphé des résolutions, est-ce toujours un bien ? Je m'arrête. Quelques lecteurs croiraient peut-être que je confonds la fermeté, la tenue, la constance avec la chaleur, l'enthousiasme, la fougue : Amène cède aux circonstances, à la raison, et croit pouvoir offrir quelques sacrifices à la paix, sans descendre des principes dont il a fait la base de sa morale et de sa conduite » (1).

Il y a dans ce portrait quelques traits prophétiques. Quant aux principes dont Talleyrand, d'après Laclos, faisait « la base de sa morale et de sa con-

(1) *La Galerie des États généraux*, 1789. — Voir dans notre étude sur le Général Choderlos de Laclos, le chapitre ix, intitulé : *le Précurseur de Talleyrand*.

duite » c'étaient ceux des héros des *Liaisons dangereuses*.

Napoléon disait que Talleyrand était « l'immoralité personnifiée » et certes il n'avait point tort. Aucun homme ne s'est installé plus tranquillement au delà du bien et du mal. Le double orgueil de sa naissance et de son esprit l'isolait au-dessus de tous les scrupules, qu'il considérait comme des faiblesses, estimant que la sottise seule est un crime. Cependant il n'était né ni méchant, ni pervers. « Dans la vie privée, dit Metternich, il était d'un commerce aussi sûr qu'agréable. » Son entourage l'a toujours aimé et lui était dévoué. Mais ses parents, en contraignant cet enfant du siècle de Voltaire à entrer malgré lui dans les ordres, avaient pour toujours flétri sa conscience. On peut lui appliquer dès lors le mot profond de Tacite : *corruptio optimi pessima* (1).

Dans sa petite enfance, il tomba, se démit le pied et resta boiteux. Cet accident changea sa destinée. « Sans cette jambe, disait-il plus tard à Hyde de Neuville, j'aurais probablement suivi la carrière militaire. Qui sait, ajouta-t-il en riant, je serais peut-être aujourd'hui émigré ou, comme vous, l'envoyé des Bourbons. » A Saint-Sulpice, il fut silencieux et solitaire. A une de ses nombreuses amies, Mme de Chavagnac, il écrivait sous la Restauration : « Je faisais mon petit Bonaparte au séminaire. » Il reçut l'ordination dans les larmes (2). Un de ses proches prédit alors justement qu'il serait « un vilain petit abbé de Périgord ».

(1) Dans la lettre qu'il écrivit avant de mourir au pape Grégoire XVI, il dit : « Le respect que je dois à ceux de qui j'ai reçu le jour ne me défend pas non plus de dire que toute ma jeunesse a été conduite vers une profession pour laquelle je n'étais pas né. »

(2) L'abbé Sicyès, si différent par la naissance et par le caractère, parle, dans des circonstances analogues, de « sa mélancolie sauvage accompagnée de la plus stoïque indifférence sur sa personne et sur son avenir. »

Quel drame intérieur que celui de ce jeune prêtre à l'âme forte, mais né pour le monde, les passions, l'ambition ! Il éprouva d'abord un morne désespoir, puis une colère concentrée, un amer dégoût de soi. Ses traits gracieux se voilèrent sous un masque impassible. A qui se confier ? Qui pouvait le comprendre ? Quelle indulgence attendre, quelle équité même quand il devint un prêtre défroqué, puis un évêque marié ? Il était à jamais haïssable pour les honnêtes gens, pour d'autres, ridicule. C'était le scandale, il en avait horreur. Il dut beaucoup souffrir. La ressource de l'hypocrisie elle-même lui manquait. Il prit le parti de rejeter toute retenue, de braver l'opinion, d'échapper à tout prix à son état.

Quand la borne est passée, il n'est plus de limites.

Rien n'aurait pu surprendre de lui, dit Mme de La Tour du Pin, si ce n'est une faute de goût. C'est pourquoi il évita l'anticléricalisme. Ce n'était pas l'abbé Grégoire. Il ne se vengea de l'Eglise que sur la morale. Après avoir donné sa démission d'évêque, il se déclara libre ; de même après avoir quitté le ministère, mais toujours grand dignitaire de l'Empire, il affecta de se croire libre envers l'Empereur. Il avait des idées spéciales sur la liberté. En dehors de son cercle intime, il montrait une assurance hautaine, « une politesse froide, un air d'examen » : retraite dans le dédain pour éviter le mépris. Ce fut un grand comédien (1).

Sa vénalité est restée célèbre. Il était possédé, comme Mazarin, de la soif de l'or jusqu'à la manie, non pour l'avarice, mais pour le faste. Mazarin ne

(1) Un agent autrichien écrit de Vienne le 12 octobre 1814 : « J'ai vu Talleyrand. Il a une mine tout autre que celle que j'avais imaginée. Si je n'avais pas vu ses yeux, je l'aurais cru une figure de circ. Il n'a pas bougé. Il est resté dans une pièce pendant trois heures de temps. Les souverains lui ont tous parlé. Il est toujours resté dans la même attitude et à la même place. » (*Affaires étrangères. Lettres interceptées.*)

puisait que dans le trésor royal ; Talleyrand mit à contribution le monde entier. Napoléon pensa le tenir par son vice, le ruinant et l'enrichissant tour à tour. Il garda l'argent, mais ne se livra pas.

Il n'est guère exagéré de dire « qu'il a vendu tous ceux qui l'ont acheté ». Cependant il n'a jamais trahi sa raison. L'originalité de cette nature singulière, qui dépasse les combinaisons d'un romancier, est d'avoir conservé dans le désordre des mœurs, dans la corruption du cœur, dans une dissimulation raffinée, une intelligence claire, un jugement sain et un goût exquis des convenances. Aussi sa difformité morale était-elle pour lui un triste spectacle, dont il lui fallait s'arracher à tout prix par les émotions de la politique. Il fuyait la solitude en se livrant à la galanterie et l'insomnie près des tables de jeu.

Après le 18 Brumaire, Bonaparte ne trouva près de lui que deux hommes capables de collaborer activement à la direction des affaires : Talleyrand et Fouché. Il n'en forma pas d'autres car les dictatures ne sont pas des écoles de chefs politiques. Fouché ne lui plut jamais. Cuistre de collège, homme de sang, ancien jacobin, il lui rappelait trop son ancien passé révolutionnaire qu'il voulait faire oublier. M. de Talleyrand lui en imposait par sa naissance et l'attirait par son esprit. A l'intérieur, il était son complice. Le grand problème qu'il avait à résoudre fut bientôt à l'extérieur et Talleyrand seul connaissait bien la vieille Europe, son personnel et ses intrigues. Seul, il possédait de naissance une tradition, une doctrine, c'est-à-dire une vue ferme, fondée sur l'expérience, des intérêts permanents de la France.

Quand on examine sa longue vie avec une attention impartiale, on est frappé, non pas de ses perpétuelles variations, mais au contraire de sa parfaite

unité dans des circonstances perpétuellement changeantes. Pendant près de cinquante années, les plus agitées de notre histoire, cet homme qui prêta quatorze serments et qui fait le principal ornement du *Dictionnaire des girouettes*, n'a cessé de répéter la même chose et ce qu'il répétait c'est ce que la majorité des Français sentaient confusément. Aussi disait-il que « tout le monde » avait plus d'esprit que Voltaire ou que Bonaparte.

Mais il faut de l'esprit pour deviner ce que veut « tout le monde ». Talleyrand n'en manquait pas. A la veille de la Révolution, il brillait déjà dans cette élite qui seule prend clairement conscience des grands intérêts d'une nation. Il appartenait à cette partie de la haute aristocratie, éclairée, généreuse, qui cherchait à fonder en France la liberté politique à l'imitation de l'Angleterre et inclinait en même temps vers une alliance intime avec cette puissance pour assurer la tranquillité du continent.

Qu'on se rappelle qu'en 1789 la France comptait vingt-sept millions d'habitants, que la monarchie des Habsbourg ne possédait que vingt-cinq millions de sujets, la Prusse sept, les Iles Britanniques douze, la Russie trente-cinq avec ses possessions d'Asie et sa part de Pologne, l'Espagne dix, les États-Unis cinq, la Suède deux, que l'Italie, l'Allemagne du Sud et du Rhin étaient composées d'une poussière d'États. Dans l'Europe continentale, la France était la puissance la plus peuplée, la seule homogène, riche et centralisée. Au delà de ses frontières se trouvaient des voisins faibles, divisés, ses clients ou ses alliés, chez qui elle pouvait faire la loi à la condition de ne pas les envahir.

Dans une telle position, conquérir était donc s'affaiblir, en provoquant l'Autriche, la Russie et la Prusse à des conquêtes sur les petits États, nos protégés, et en rompant à notre détriment un équilibre qui assurait bien mieux notre prépondérance.

Celle-ci nous eût alors permis d'assurer, sans craindre l'Angleterre, le développement de notre commerce et de nos colonies. Telle était la pensée de Vergennes ; telle était aussi celle de Mirabeau et de Talleyrand. Si les Girondins, pour s'emparer de la dictature, n'avaient pas follement allumé, en avril 1792, l'incendie qui devait, pendant vingt-trois ans, dévaster le continent, la monarchie française, par une modération pleine de force, faisant de son désintéressement sa grandeur, aurait pu assurer pour un très long temps en Europe sa prépondérance par la paix.

De Londres, où il s'était réfugié après le 10 Août, Talleyrand voyait avec douleur l'aberration nationale. Ni l'ivresse révolutionnaire, ni les victoires de nos armées ne troublaient son froid jugement. Le 29 novembre, il adresse à Lebrun, c'est-à-dire à Danton, un mémoire, qui contient, accommodées au goût du jour, les mêmes idées qu'il nourrissait avant la Révolution. Elles lui paraissent avec raison convenir mieux encore à la démocratie qu'à une monarchie absolue. Les coalitions et l'esprit de conquête, il les dénonce comme un attentat contre les peuples. « Le territoire de la République suffit à sa population et aux immenses combinaisons d'industrie que doit faire éclore le génie de la liberté... La France doit donc rester circonscrite dans ses propres limites. » Qu'elle contracte avec les peuples libérés de la Belgique et de la Suisse une alliance défensive, des accords commerciaux ; qu'elle s'entende avec l'Angleterre pour l'affranchissement et l'exploitation de l'Amérique espagnole. Telle doit être, d'après lui, la politique de la République nouvelle.

Six ans après, à la fin du Directoire, un de ses collègues de l'Institut, Lacuée, l'ayant interrogé sur la direction à donner à notre politique étrangère, Talleyrand, qui allait quitter la direction du minis-

tère, le renvoya tout simplement à son ancien mémoire à Danton, de 1792.

Il aurait pu y renvoyer plus tard Louis XVIII et Louis-Philippe. Ce sont les mêmes idées qu'il leur suggéra sous le nom de légitimité et d'équilibre européen. Il resta constamment fidèle au libéralisme et à une politique de modération et de paix, comme aux moyens les plus propres à assurer le bonheur et la puissance de son pays. Assis sur ce fonds immuable, cet insaisissable Protée n'était en vérité qu'un doctrinaire à la manière de Royer-Collard, qui fut son ami, goûtant comme lui les considérations abstraites et les raisonnements rigoureux, un « homme à systèmes » comme disait Metternich, qui le connaissait bien, ou, comme dit un autre, un homme « ayant dans la tête le courage que l'on a dans le cœur ». Il commença et finit à l'Institut.

Un politique de cette qualité, par sa froide sagesse, par la supériorité de l'âge et de la formation, par sa tradition toute française, était le mieux fait pour compléter le général Bonaparte. Qu'on se rappelle comment le définissait Laclos : « Le bon esprit dédaigne tout ce qui traîne à sa suite de l'éclat, et mesurant les bornes de la capacité humaine, il n'a pas le fol espoir de les étendre au delà de ce que l'expérience a montré possible. » Comment le maître de la France profita de cette rencontre unique ; comment les conceptions des deux hommes se confondirent quelque temps pour se séparer ensuite ; comment leurs caractères se rapprochèrent pour s'affronter, c'est le sujet de ce livre.

Pendant longtemps, les historiens de Napoléon ont vu dans son ambition sans bornes la cause de son désastre final. Détracteurs ou apologistes se sont rencontrés sur ce point. Thiers, le plus illustre d'entre eux, n'a fait qu'envelopper ce reproche

d'admiration. S'opposant à Thiers, Albert Sorel a renouvelé l'histoire napoléonienne en présentant les faits sous un point de vue tout différent. Pour ce grand historien, dont l'œuvre est une des plus puissantes constructions intellectuelles de notre temps, la Révolution, en étendant le territoire français jusqu'aux bouches du Rhin, avait rendu la paix impossible avec l'Angleterre, maîtresse des mers et assurée par sa richesse de trouver toujours des alliés sur le continent. Héritier de la Révolution, Napoléon était donc obligé d'attaquer sans cesse pour se défendre dans une guerre de limites, dont la victoire contre toute l'Europe pouvait seule imposer la solution. Après Aboukir, Boulogne et Trafalgar, il était condamné à dominer le continent pour réduire par le blocus continental l'Angleterre à merci. Le grand empire ne fut donc qu'un expédient pour masquer son impuissance. Si Napoléon eût été vaincu à Marengo ou à Austerlitz, la France eût été, comme après Leipzig, rejetée dans ses anciennes limites. Tout son génie n'a pu que prolonger quelques années une lutte où il était vaincu d'avance.

La thèse de Sorel est maintenant acceptée en France et tend à se répandre à l'étranger. Elle est conforme aux faits, tels qu'ils se sont passés. Mais tient-elle assez compte de l'action de l'homme et surtout de celle du génie sur les événements? N'est-elle pas tout imprégnée du déterminisme de Taine? (1) Il semble que le grand historien ait été forcé, pour l'unité et l'harmonie de son œuvre, de faire entrer la masse énorme des faits dans un système et d'en présenter l'aboutissement comme la solution d'une formidable équation. Une *guerre de limites* n'a pas une issue fatale et il ne semble pas qu'il fût nécessaire à Napoléon de ressusciter l'Empire de Char-

(1) Voir, dans les *Nouveaux Essais de Critique et d'Histoire* d'Albert SOREL, l'étude intitulée : *Fatalisme et Liberté*, p. 29.

lemagne, de distribuer des trônes à ses frères, ni d'unifier l'Allemagne et l'Italie, ni d'emprisonner le pape pour assurer à la France, avec la paix dont elle était avide, ses limites naturelles, rêve de nos rois, réalisé par la Révolution.

Après avoir arrêté la Révolution à l'intérieur, Napoléon ne pouvait-il aussi l'arrêter à l'extérieur? En renonçant à la propagande et aux conquêtes, comme Talleyrand le conseillait déjà à Danton, puis au Directoire, ne pouvait-il conserver le Rhin par des moyens de conciliation? La forte frontière que la Prusse avait reconnue à Bâle, en 1795, l'Autriche à Lunéville, en 1801, l'Angleterre à Amiens, en 1802, était-il nécessaire pour s'y maintenir de conquérir au delà du Rhin? En un mot, les traités de 1801 et de 1802, qui n'ont été qu'une trêve, pouvaient-ils inaugurer, comme Talleyrand le souhaitait avec toute la France (1), une paix définitive?

Il n'y avait pour cela que deux moyens. Le Premier Consul pouvait faire à l'Angleterre les concessions qui l'eussent désarmée : neutralisation d'Anvers ou annexion de ce port à la Hollande, convention commerciale analogue au traité de 1783; et, avant tout, renonciation solennelle à toute con-

(1) Albert Sorel, pour étayer sa thèse, a écrit (VI, 24) que Talleyrand « demeura toujours *in petto* l'homme des « anciennes limites » au delà desquelles il ne crut jamais la paix durable, ni même possible ». Mais on verra que Talleyrand, après sa rentrée d'Amérique, était converti, comme tous les Français, à l'idée des frontières naturelles, qu'il ne concevait pas, sous l'Empire, une autre paix que celle qui nous les aurait conservées. Il espérait encore, en 1814, que nous pourrions un jour recouvrer la rive gauche du Rhin; en 1831, il pensait à l'annexion d'une partie de la Belgique.

Enfin, en 1838, à la veille de sa mort, apprenant l'arrestation de l'archevêque de Cologne par le gouvernement prussien, « il en fut, écrit Mme de Dino, frappé comme d'un événement important : « *Voilà qui peut nous rendre la ligne du Rhin,* » s'écria-t-il.

En réalité ce n'est pas l'annexion de la rive gauche du Rhin, mais la réunion de la couronne d'Italie à celle de France qui paraissait à Talleyrand, partisan de l'alliance autrichienne, le véritable obstacle à une paix durable.

quête hors des frontières naturelles. Si, malgré ces concessions, l'Angleterre restait intraitable, il pouvait encore gagner à lui le continent par une politique conservatrice comme celle de Vergennes, aussi respectueuse des vieilles dynasties que des nations. Pour qu'on crût en Europe à sa bonne foi, ce général victorieux devait laisser en France l'opinion publique s'exprimer avec quelque liberté pour la paix afin de pouvoir s'appuyer sur elle contre le parti militaire. « Il est impossible, a dit Albert Vandal, de dire si l'œuvre était au-dessus de son génie ; elle était certainement au-dessus de son caractère. » En fait, le Premier Consul méprisait la Révolution, considérait la liberté comme un désordre et introduisit dans la nation le genre d'ordre et d'égalité qui convient à l'armée. Il est donc difficile de savoir si une politique de modération et de liberté pouvait réussir après 1802, car elle n'a même pas été tentée. Qu'on suppose à Bonaparte l'esprit réaliste de Frédéric II ou le désintéressement de Washington ; ou qu'on le suppose simplement plus accessible aux conseils de Talleyrand, et le cours de l'histoire pouvait changer.

On a trop répété, après Napoléon lui-même, que Talleyrand n'avait joué qu'un rôle subalterne sous un maître impérieux ; que ses lettres aux ambassadeurs étaient rédigées par des faiseurs, sur des instructions imposées ; que les traités qu'il a signés n'étaient que l'enregistrement des victoires auxquelles il assistait de loin ; que ses conseils, si avisés qu'ils fussent, étaient peu de chose dans le tumulte de l'action. Ce n'est pas sur ce plan qu'il convient d'apprécier son importance.

Son rôle, si sévèrement qu'on le juge, est tout entier dans la lutte qu'il soutint avec une clairvoyance, une astuce, un sang-froid et, il faut bien le dire, un courage étonnant contre Napoléon. Que

dans la prosternation générale il ait seul relevé la tête et fixé sur César un regard intrépide ; qu'entouré de son armée de femmes, il ait, le sourire aux lèvres, défié le conquérant ; qu'il lui en ait imposé en représentant à lui seul, dans un accord tacite avec les masses, la protestation muette de la France ; qu'il l'ait à son insu impudemment et constamment trahi ; que le boiteux, traînant la jambe et pensant comme un Français moyen, soit toujours arrivé à temps pour barrer la route au génie ; qu'il ait enfin réparé dans la mesure du possible les ruines accumulées par Napoléon et sauvé le patrimoine rassemblé par nos rois, voilà ce qui mérite l'attention. C'est dans cette attitude d'insolent défi et de froide résolution qu'on doit considérer Talleyrand si l'on veut prendre sa mesure.

Il faut faire remonter à la rupture de la paix d'Amiens le commencement de la lutte qui s'engagea entre Napoléon et son ministre des Relations extérieures, quand le maître de la France, suivant le mot de M. de Rémusat, « laissa de côté l'utile pour nous étourdir par l'extraordinaire. » De la part de Talleyrand, il fallut une étonnante clairvoyance pour prévoir avant Austerlitz que l'aventure napoléonienne était sans issue et pour persévérer dans cette opinion, de victoire en victoire, jusqu'au désastre final. En 1805, il fait une dernière tentative pour amener l'Empereur à ses vues, c'est-à-dire à l'alliance autrichienne. Après Tilsitt, il quitte volontairement le ministère. Dès lors, sous les pas du conquérant, il dresse des embûches secrètes et en vient à Erfurt à la trahison complète, qui ne cesse plus jusqu'en 1814. Chef d'un véritable gouvernement occulte, il négocie directement avec l'Autriche et la Russie, qui accréditent des représentants auprès de lui. Il se tient, depuis 1809, en contact étroit avec Metternich et quand, après la prise de

Paris, le 31 mars 1814, il reçoit chez lui Nesselrode, ce n'est que pour tirer la conclusion d'une longue conversation qui n'a jamais cessé. Certes cette trahison, qui fut payée, ne saurait être assez flétrie alors que le sang français coulait. Cependant, si Talleyrand eût été désintéressé, la logique de son dessein et la suite de ses actes prouvent qu'il n'aurait pas agi autrement.

La France continuait, depuis 1789, d'être en état de guerre civile. Un grand nombre de Français combattaient dans les rangs ennemis ; d'autres étaient leurs complices à l'intérieur. La majorité de la nation aimait en Napoléon le continuateur de la Révolution, le restaurateur de l'ordre, le chef glorieux de nos armées ; elle espérait de lui la paix. Il enflammait partout l'admiration, l'enthousiasme, mais non pas ce sentiment religieux qui s'attachait à l'antique royauté et liait les consciences en pénétrant les cœurs. Il ne fut jamais que le dépositaire momentané des intérêts de la patrie menacée. A mesure que la paix s'éloignait, la confiance de la nation s'affaiblissait. Une grande partie de l'opinion, même dans l'armée, estimait que son ambition menait la France à sa perte. Quels conflits de conscience ! Qu'il faut plaindre des hommes en proie à ces hésitations, à ces angoisses devant le devoir incertain ! Ce fut le cas du malheureux Caulaincourt. Talleyrand n'éprouva ni hésitation ni angoisse. Il pensa simplement que Bonaparte était fou et qu'il convenait de l'écarter. Bientôt Napoléon trouva la trahison partout autour de lui, dans sa famille, parmi ses maréchaux, chez ses serviteurs (1). Aucune opposition ouverte n'était possible ; l'intrigue était

(1) « L'Empereur me cita à cet égard des traits et des noms si marquants que je n'ose les écrire. Je ne veux point ternir la gloire de quelques noms qui appartiennent à l'histoire. Ces hommes, ajouta l'Empereur, sont cependant des héros. » (CAULAINCOURT, II, 301).

le seul recours. Juger Talleyrand comme un homme politique contemporain et lui reprocher de ne pas s'être déclaré publiquement contre l'Empereur n'a aucun sens. Peut-être eût-il pu se retirer, non sans grands risques, mais il n'était pas homme à quitter la partie et il pensait qu'en l'absence du roi traditionnel, un Périgord avait beaucoup plus de droit qu'un Bonaparte de guider les destinées incertaines de la France.

Ce qui paraît le plus curieux, c'est qu'il demeura jusqu'à la dernière heure partisan de l'Empire et qu'il l'était sincèrement, car il redoutait pour lui-même le retour des Bourbons, auquel il ne se résigna que par force et à la dernière heure. Il estimait que l'Empire était sa création et s'attribuait le droit de le diriger, même contre l'Empereur. Indifférent comme les grands aristocrates à la personne du souverain, il avait été, après le 18 Brumaire, royaliste sans les Bourbons ; il devint, vers 1809, napoléonien contre Bonaparte, quand il jugea que celui-ci perdait à la fois l'Empire et la France.

L'Empereur, qui ne connut jamais complètement sa collusion avec l'étranger, devinait cependant son double jeu à l'intérieur ; attachement à l'Empire, opposition à sa personne. L'opposition l'irritait ; l'attachement le rassurait. Ainsi « ce diable d'homme » le troublait profondément. Il ne pouvait se résoudre à se confier à lui, ni à se passer de ses conseils. Après avoir traité presque affectueusement cet inquiétant ami, il voulut rivaliser de ruse avec lui. Il s'efforça de le compromettre, puis de l'avilir, de le tenir par l'argent. Il en vint à l'outrager. Puis il le rappelle, le flatte, l'utilise, l'outrage encore et finalement l'épargne parce qu'il en a peur.

Sans doute Talleyrand n'était plus apparemment que l'oracle de quelques salons du faubourg Saint-Germain ; mais l'opinion secrète de la nation déçue et la faveur de l'Europe suivaient le vieil homme

dans sa disgrâce et en faisaient un colosse. Napoléon signifiait encore victoire, mais Talleyrand voulait dire paix, et ce mot devenait le plus fort même dans l'armée. Voilà pourquoi Talleyrand, puissant dans sa faiblesse, avait depuis longtemps trahi l'Empereur que celui-ci s'obstinait toujours à le reconquérir, comme un rival avec lequel il fallait bien compter, puisqu'en le supprimant il eût achevé de se perdre dans l'opinion.

En réalité, après 1803 et jusqu'en 1814, c'est Napoléon qui avait raison. Dans le système de violence qu'il avait adopté, la modération, que Talleyrand continuait de lui conseiller, ne pouvait plus que hâter sa défaite. Talleyrand se trompait quand il croyait alors que l'Empereur ne combattait que par goût de domination. Depuis la rupture de la paix d'Amiens, c'était par nécessité. Mais s'il avait triomphé par l'épuisement de toute l'Europe, il eût asservi les nations après les rois et ruiné pour longtemps la civilisation, faite de libre concurrence. Talleyrand, pour qui les intérêts de la France et ceux de l'Europe étaient inséparables, discernait clairement ce formidable dilemme : c'est pourquoi il lutta jusqu'au bout.

Les véritables rapports de Napoléon et de Talleyrand seront toujours insuffisamment connus. Leur correspondance très incomplète a presque toujours un caractère officiel. Celle de Talleyrand avec les agents français à l'étranger a été rédigée sur ordre et contient la pensée de l'Empereur, non celle de son ministre. Dans la masse énorme des documents manquent les seuls qui seraient décisifs, la relation de leurs entretiens. Nous savons que, pendant longtemps, ces entretiens furent intimes et même affectueux. Aucun confident ne fut plus associé que Talleyrand jusqu'en 1808 à la pensée profonde du maître. Probablement il n'est aucun homme dont

Napoléon ait plus recherché les avis et plus désiré l'approbation. Mais le duel qui mit aux prises entre les quatre murs du cabinet impérial ces deux escrimeurs de haute classe n'a guère laissé de traces. Si Talleyrand eût pris note, comme Caulaincourt, Roederer ou Lucien, des entretiens prolongés, parfois quotidiens, qu'il eut avec l'Empereur, nous pourrions éclairer sous leur vrai jour et replacer, comme on dit, dans leur climat, ces rapports mémorables qui sont le fond même de l'histoire de cette époque. Talleyrand paraît y avoir pensé après sa disgrâce ; du travail auquel il se livra, nous n'avons d'autres traces que certains passages de ses Mémoires de 1816. Mais ces Mémoires, si tendancieux et parfois mensongers, ne nous sont connus que par une copie tronquée et falsifiée avant d'avoir été transmise, puis imprimée.

Ce n'est donc qu'une idée bien imparfaite qu'on peut donner des rapports de l'Empereur et de son ministre, en se servant des documents déjà connus. La biographie de Talleyrand si vivante et si riche de M. Lacour-Gayet, dont le quatrième volume vient de paraître, réunit avec art et clarté l'ensemble de ces documents. L'œuvre si attrayante de l'éminent historien nous a servi de guide et nous le remercions ici des indications précieuses qu'il a bien voulu nous donner. L'ouvrage de M. Charles Dupuis, *le Ministère de Talleyrand en 1814*, vrai modèle de critique historique et d'impartial jugement, est d'un intérêt capital et nous fut particulièrement utile. Les œuvres de M. Louis Madelin sont indispensables à quiconque s'occupe de l'histoire napoléonienne. Nous y avons eu bien souvent recours.

Les trois volumes des *Mémoires du général de Caulaincourt*, publiés en 1933 par M. Jean Hanoteau, avec une préface qui est elle-même une véritable contribution à l'histoire, ont apporté des éclaircissements nouveaux. Nous nous sommes efforcé d'en

tirer parti, ainsi que de la correspondance de Talleyrand et de Caulaincourt, que la *Revue des Deux Mondes* vient de publier et qui nous avait été obligeamment communiquée par son savant éditeur. Avec Talleyrand, Cambacérès et peut-être Duroc, Caulaincourt a été le plus initié à la pensée intime de l'Empereur. Ses Mémoires ne nous livrent cependant pas son secret, c'est-à-dire sa complicité politique avec Talleyrand de 1808 à 1814. Nous nous sommes efforcé de mettre en lumière cette complicité, mais en fixant ses limites (1).

On s'est également servi dans cette étude de documents inédits provenant des Archives nationales et des Archives du ministère des Affaires étrangères, où M. Abel Rigault voulut bien orienter nos recherches. Nous avons aussi fait des recherches fructueuses dans de nombreux dépôts étrangers. Les papiers de Nesselrode, maintenant publiés, sont fort importants pour les années 1810, 1811 et 1812. C'est surtout dans les riches archives du Ballplatz, à Vienne, où l'accueil le plus obligeant nous a depuis longtemps été réservé, que nous avons pu trouver quelques précisions et même quelques révélations nouvelles. C'est pour nous un bien agréable devoir de remercier, en terminant, MM. Maurice Paléologue et André Chaumeix, de l'Académie française, de nous avoir depuis longtemps encouragé à cette étude et de nous y avoir aidé de leur incomparable expérience et de leurs judicieux conseils.

E. D.

(1) Dans les mémoires, si nombreux pour cette époque, il faut faire une place à part à ceux de Mme de Rémusat. N'apercevant que les petits côtés de l'Empereur, elle se montre incapable de le juger à sa mesure. Subissant le prestige de Talleyrand et en partie sa dupe, elle a deviné avec une finesse pénétrante les qualités de son esprit et les misères de son cœur.

NAPOLÉON ET TALLEYRAND

I

LA PREMIÈRE RENCONTRE

(1797)

Les deux premières lettres. — Correspondance en partie perdue. — Le 18 Fructidor. — Le général Bonaparte et Talleyrand cherchent tous les deux à entrer dans le Directoire et échouent. — Talleyrand veut envoyer Sicéyès à Milan. — Dans une lettre secrète à Talleyrand du 19 septembre 1797, Bonaparte révèle ses idées sur le gouvernement de la France. — Dans sa lettre du 7 octobre, il lui explique pourquoi il veut la paix. — Traité de Campo-Formio (17 octobre 1797). — Le 6 décembre, Bonaparte et Talleyrand se rencontrent pour la première fois. — Comment l'un et l'autre doivent leur fortune à Barras. — Idées et sentiments de Talleyrand. — Son Mémoire du 25 novembre 1792, conservé par Danton, contient toutes ses idées. — Pour Bonaparte, Talleyrand ne pouvait pas être un guide, mais un simple instrument.

Il est imprudent de s'aimer avant de se connaître. C'est ce qui advint à Napoléon et à Talleyrand.

Le 18 avril 1797, le général Bonaparte, après d'immortelles victoires, avait signé les préliminaires de Leoben. Le 16 juillet, Talleyrand fut nommé par le Directoire ministre des Relations extérieures ; il comprit aussitôt que ce jeune vainqueur, qu'il n'avait encore jamais vu, était le seul capable de donner à la France l'ordre et la paix. Le 24 juillet, pour lui annoncer sa nomination, il lui adressait sa première lettre, aussi flatteuse qu'insinuante, dans le style de Voltaire écrivant à Frédéric II :

« J'ai l'honneur de vous annoncer, général, que le Directoire exécutif m'a nommé ministre des Relations extérieures.

« Justement effrayé des fonctions dont je sens la périlleuse importance, j'ai besoin de me rassurer par le sentiment de ce que votre gloire doit apporter de moyens et de facilités dans les négociations. Le nom seul de Bonaparte est un auxiliaire qui doit tout aplanir.

« Je m'empresserai de vous faire parvenir toutes les vues que le Directoire me chargera de vous transmettre, et la Renommée, qui est votre organe ordinaire, me ravira souvent le bonheur de lui apprendre la manière dont vous les aurez remplies. »

Le 5 août, de Milan, Bonaparte répondit aussitôt :

« Le choix que le gouvernement a fait de vous pour ministre des Relations extérieures fait honneur à son discernement. Il prouve en vous de grands talents, un civisme épuré et un homme étranger aux égarements qui ont déshonoré la Révolution.

« Je suis flatté de devoir correspondre souvent avec vous et de vous mettre par là à même de vous convaincre de l'estime et de la considération que j'ai pour vous.

« Salut et fraternité. — BONAPARTE (1). »

Par ces deux lettres, dont chaque terme est calculé, l'alliance était scellée entre ces deux hommes assez renseignés l'un sur l'autre pour se comprendre à demi-mot. Talleyrand, trahissant déjà le Directoire, se mettait aux ordres du vainqueur d'Italie. Bonaparte acceptait ces rapports directs. Il faisait entendre qu'il emploierait volontiers « les grands talents » de son correspondant. Le « civisme épuré »

(1) Publiée par Mlle Louise WEISS, dans *l'Europe nouvelle* du 7 mars 1925. (Archives du château de Sagan.)

visait les Bourbons que tous deux voulaient écarter. L'allusion hardie aux « égarements qui ont déshonoré la Révolution » annonçait l'intention de s'engager avec des hommes nouveaux dans des voies nouvelles.

A quelques jours de là, Bonaparte se promenant sur les bords du lac Majeur avec Joséphine, Berthier et Miot, faisait l'éloge de Talleyrand et Joséphine l'approuvait vivement.

Dès lors entre Bonaparte et Talleyrand, devenus complices, une double correspondance s'établit, l'une officielle, l'autre secrète. Celle-ci ne nous est parvenue que très incomplètement. Son existence est attestée tant par Talleyrand que par Napoléon lui-même (1). Mais les deux correspondants eurent plus tard un égal intérêt à la détruire. Elle devait être relative soit à la préparation du 18 Fructidor, soit aux négociations de paix avec l'Autriche.

Bonaparte méprisait le Directoire et haïssait les Jacobins. Mais un retour des Bourbons lui eût barré la route du pouvoir. Il se trouvait donc, par intérêt personnel, l'allié de Barras, comme jadis le partisan de Robespierre. Talleyrand n'était pas moins opposé au retour de l'ancienne dynastie. « Il était de ceux, dit Pasquier (2), qu'effrayait au dernier point le retour de la famille de Bourbon. Il savait que son passé le rendait irréconciliable avec elle. » C'est dans l'hôtel de Mme de Staël, à côté de Benjamin Constant, en flattant leurs opinions libérales, que le ministre des Relations extérieures, obligé de Barras, participa au complot. Il accepta cyniquement les conséquences du coup d'État, déportations, confiscations ; il les justifia devant l'étranger, comme il

(1) V. TALLEYRAND, *Mémoires*, I, p. 255 et 259. — PALLAIN, *le Ministre de Talleyrand sous le Directoire*, I, 149. — *Correspondance de Napoléon*. Lettre du 19 septembre 1797. — Cf. BOURRIENNE, I, p. 254 et 261.

(2) PASQUIER, I, p. 127. — Cf. MIOT, I, p. 180.

avait justifié le 10 Août. Tandis que, sous la garde d'Augereau, le Directoire envoyait les royalistes à Cayenne, Talleyrand jouait tranquillement au whist. « Voyez, disait Mme de Coigny, ce que c'est que d'avoir un homme de bonne compagnie à la tête des affaires. »

Dès le 6 septembre, Talleyrand fit part à Bonaparte des « grandes nouvelles » de Paris : « Paris est calme ; la conduite d'Augereau parfaite ; on voit qu'il a été à la bonne école ; les patriotes respirent ; point de mouvement populaire ; quelques terroristes ont voulu s'agiter un instant : un seul mot d'Augereau prononcé d'un ton ferme les a repoussés vers les faubourgs où ils sont tranquilles... Des mesures sévères ont été prises ; plusieurs étaient nécessaires ; quelques-unes pourront être adoucies... On est sorti un instant de la Constitution ; on y est rentré, j'espère, pour toujours (1). »

De son quartier général de Passeriano, Bonaparte, adroitement servi par Talleyrand, voyait ses plans couronnés de succès. Au même moment, Hoche, rival redoutable, du même âge que lui, succombait à la maladie. Ne voulant pas canonner une seconde fois les Parisiens, comme en Vendémiaire, il avait envoyé Augereau pour le remplacer. Mais, cette fois, tout s'était facilement passé. L'opération avait réussi sans effusion de sang. A cet instant, l'imagination enflammée du jeune général, qui envisageait tous les possibles, se fixa sur l'idée d'exploiter le succès, comme on dit à la guerre, et de s'emparer sans délai du pouvoir suprême. Il lui suffisait de se faire nommer directeur (2). C'eût été un Consulat à cinq ; il se serait chargé de mettre à leur vraie

(1) PALLAIN, *op. cit.*, p. 135.

(2) BARANTE, *Souvenirs*, I, p. 45, d'après une confidence de Regnault de Saint-Jean d'Angély. Il fallait quarante ans pour être nommé directeur. Bonaparte n'en avait que vingt-huit. Mais le Conseil des Cinq Cents l'eût déclaré éligible par exception.

place ses quatre collègues, puis d'imposer une constitution nouvelle. En même temps que lui, Talleyrand essaya de prendre au Directoire le siège de Carnot ou celui de Barthélemy, l'un et l'autre « fructidorisés ». Était-ce pour aider Bonaparte ou pour s'imposer à lui? L'ambition des deux hommes, destinés à s'affronter et à se combattre, fut, au début de leur liaison, placée sur le même plan et dirigée vers le même but. Ce point de départ ne doit pas être oublié si l'on veut comprendre la suite de leurs rapports.

Merlin de Douai et François de Neufchâteau furent nommés aux deux places vacantes du Directoire. Bonaparte échoua donc comme Talleyrand; mais pour frayer à Bonaparte la route du pouvoir, Talleyrand avait essayé, dès le 8 septembre, c'est-à-dire quatre jours après le coup d'État, du même moyen dont il usera, deux ans plus tard, au 18 Brumaire : rapprocher Bonaparte et Sieyès. Il imagina donc d'envoyer à Milan Sieyès, alors député, qu'il était question de nommer ministre en Hollande et qui passait, depuis la Constituante, pour la plus forte tête politique de l'État. Le motif apparent était de rédiger une nouvelle Constitution pour la République cisalpine.

La lettre secrète que Talleyrand fit parvenir alors à Bonaparte est perdue; mais elle est implicitement contenue dans la réponse que lui adressa Bonaparte, le 19 septembre, et qui a été trouvée en copie dans les archives de la famille impériale et, en original, au château de Sagan, parmi les papiers provenant de Talleyrand (1).

En raison de l'importance de cette lettre, dont la portée n'avait pas été signalée jusqu'ici, nous la donnons *in extenso*. Elle nous fixe sur les idées que nourrissait Bonaparte dès cette époque. Ces idées,

(1) V. *Correspondance*, III, p. 417, et *Europe nouvelle* du 7 mars 1925.

comme le rapprochement de Bonaparte et de Sieyès par les soins de Talleyrand, constituent une sorte de répétition générale du 18 Brumaire :

« Au Quartier Général de Passeriano.
Le 5^e jour complémentaire. An V de la République.

« Au citoyen Talleyrand,

« J'ai reçu, citoyen ministre, votre lettre confidentielle du 22 fructidor relative à la mission que vous désirez donner à Sieyès en Italie. Je crois effectivement comme vous que sa présence serait aussi nécessaire à Milan qu'elle l'aurait pu être en Hollande et qu'elle l'est à Paris.

« Malgré notre orgueil, nos mille et une brochures, nos harangues à perte de vue et très bavardes, nous sommes très ignorants de la science politique et morale. Nous n'avons pas encore défini ce que l'on entend par pouvoir exécutif, législatif et judiciaire. Montesquieu nous a donné de fausses définitions. Non pas que cet homme célèbre n'eût pas véritablement été à même de les donner bonnes. Mais son ouvrage, comme il le dit lui-même, n'est qu'une copie d'analyse de ce qui a existé ou existait. C'est un résumé de notes faites ou dans ses voyages ou dans ses lectures. Il a fixé les yeux sur le gouvernement d'Angleterre ; il a défini en général le pouvoir exécutif, législatif et judiciaire, ce que l'a défini le législateur anglais.

« Pourquoi, effectivement, regarderait-on comme une attribution du pouvoir législatif, le droit de guerre et de paix ?

« Le droit de fixer la quantité et la nature des impositions ?

« La Constitution anglaise confie, avec raison, une de ces attributions à la Chambre des Communes, et elle a très bien fait, parce que la Constitution anglaise n'est qu'une charte de privilèges.

« *C'est un plafond teint en noir, mais brodé en or.*

« Comme la Chambre des Communes est la seule qui tant bien que mal représente la nation, seule elle a dû avoir le droit de l'imposer : c'est l'unique digne que l'on a pu trouver pour modifier le despotisme et l'insolence des courtisans.

« Mais dans un gouvernement où toutes les autorités émanent de la Nation, où le souverain est le peuple, pourquoi classer dans les attributions du pouvoir législatif des choses qui lui sont étrangères. Depuis cinquante ans, je ne vois qu'une chose que nous ayons bien définie, c'est la souveraineté du peuple. Et nous n'avons pas été plus heureux dans la fixation de ce qui est constitutionnel que dans l'attribution des différents pouvoirs.

« L'organisation du peuple français n'est donc encore véritablement qu'ébauchée. Le pouvoir de gouvernement dans toute la latitude que je lui donne devrait être considéré comme le vrai représentant de la nation ; lequel devrait gouverner en conséquence de la charte constitutionnelle et des lois organiques ; le pouvoir se divise, il me semble, en deux magistratures bien distinctes :

« 1^o Dans une qui surveille et n'agit pas : à laquelle ce que nous appelons aujourd'hui pouvoir exécutif serait obligé de soumettre les grandes mesures, si je puis parler ainsi, la *législation de l'exécution*. Cette magistrature serait véritablement le grand conseil de la nation. Il aurait toute la partie de l'administration ou de l'exécution qui est par notre constitution confiée au pouvoir législatif ;

« 2^o La seconde magistrature serait ce que nous appelons aujourd'hui *Directoire exécutif*.

« Par ce moyen le pouvoir de gouvernement consisterait dans deux magistratures nommées par le peuple, dont une très nombreuse où ne pourraient être admis que des hommes qui auraient déjà rempli quelques-unes des fonctions qui donneraient aux

hommes de la maturité sur les objets de gouvernement.

« Le pouvoir législatif ferait d'abord toutes les lois organiques ; les changerait ; mais pas en deux ou trois jours comme l'on fait. Car une fois qu'une loi organique serait en exécution, je ne crois pas qu'on pût la changer avant quatre ou cinq mois de discussion.

« Le pouvoir législatif sans rang dans la République, impassible, sans yeux et sans oreilles pour ce qui l'entoure, n'aurait pas d'ambition et ne nous inonderait plus de ces mille lois de circonstance qui s'accumulent toutes seules par leur absurdité et qui nous constituent une nation sans lois avec 300 *in-folios* de lois.

« Voilà, je crois, un code complet de politique que les circonstances dans lesquelles nous nous sommes trouvés rendent pardonnable. C'est un si grand malheur pour une nation de 30 millions d'habitants et au dix-huitième siècle d'être obligée d'avoir recours aux baïonnettes pour sauver la patrie ! Les remèdes violents accusent le législateur : car une constitution qui est donnée aux hommes, doit être calculée pour des hommes.

« Si vous voyez Sieyès, communiquez-lui, je vous prie, cette lettre. Je l'engage à m'écrire que j'ai tort. Et croyez que vous me ferez un plaisir bien sensible, si vous pouviez contribuer à faire venir en Italie un homme dont j'estime les talents et pour qui j'ai une amitié toute particulière. Je le secondrai de tous mes moyens et je désire que réunissant nos efforts nous puissions donner à l'Italie une constitution plus analogue aux mœurs de ses habitants, aux circonstances locales et peut-être même aux vrais principes que celle que nous lui avons donnée pour ne pas faire une nouveauté. Au milieu du tracas de la guerre et des passions, il a été difficile de faire autrement.

« Je me résume :

« Non seulement je vous réponds confidentiellement que je désire que Sieyès vienne en Italie, mais je pense même et cela très officiellement que si nous ne donnons pas à Gênes et à la République cisalpine une constitution qui leur convient, la France n'en tirera aucun avantage. Leurs corps législatifs achetés par l'or de l'étranger seront tout entiers à la disposition de la maison d'Autriche et de Rome. Il en sera en dernière analyse comme de la Hollande.

« Comme la présente lettre n'est pas un objet de tactique ni de plan de campagne, je vous prie de la garder pour vous et Sieyès et de ne faire usage, si vous le jugez à propos, que de ce que je viens de vous dire de la convenance des constitutions que nous avons données à l'Italie.

« Vous verrez, citoyen ministre, dans cette lettre, la confiance entière que j'ai en vous et une réponse à votre dernière.

« Je vous salue.

« BONAPARTE.

« P.-S. — Mon frère (1) vous remettra cette lettre. »

C'est sans doute à cette lettre que Talleyrand fait allusion dans ses mémoires. « Lettre longue, dit-il, faite avec soin et dans laquelle il voulait que j'aperçusse un homme autre que celui qu'il avait semblé être jusqu'alors sur le théâtre des affaires (2). » Il la trouvait assez curieuse pour désirer qu'elle fût placée à la suite de ses mémoires, mais Mme de Dino et M. de Bacourt furent sans doute d'un autre avis.

Cette lettre du 19 septembre 1797 est précieuse

(1) Louis Bonaparte.

(2) *Mémoires*, I, 259.

puisqu'elle nous révèle les premières idées de Bonaparte sur le gouvernement de la France : réduire le pouvoir législatif à un Conseil d'État, « sans rang dans la République, impassible, sans yeux et sans oreilles » et entièrement soumis à un pouvoir exécutif dictatorial. Ce sont bien ces idées qu'il appliqua par la suite. Il les expose sur un ton doctoral et tranchant, avec plus d'audace que d'expérience et de clarté. Il écarte dédaigneusement Montesquieu et la constitution anglaise, qu'il ne comprit jamais. Nouvel Alexandre, il tranche de son épée le nœud gordien de la science politique. Ses vues sont celles d'un général qui fait la guerre, et ne peut comprendre l'ordre que sans la liberté, qui veut organiser l'État comme l'armée ; ce sont celles d'un étranger qui n'avait été pénétré ni par les généreuses pensées de 1789, ni par la lente évolution des esprits sous la monarchie et qui ne souhaitait dans le gouvernement français qu'un instrument docile à ses propres desseins. Cependant, par cet étonnant alliage d'ambition effrénée et de froid calcul, qui le rend incomparable, il exprimait le vœu « de n'avoir pas recours aux baïonnettes pour sauver la patrie ». Il pensait que « les remèdes violents accusent le législateur ». C'est de sa seule popularité qu'il voulait recueillir le pouvoir suprême.

Le souci de cette popularité fut le but qui le guida pendant les négociations d'Udine jusqu'au traité de Campo-Formio. Il les conduisit en maître avec un complet mépris des instructions du Directoire, que Talleyrand lui transmettait pour la forme. Celui-ci n'avait pas obtenu l'envoi en Italie de Sieyès qui, quelque temps après, fut nommé ambassadeur à Berlin ; pour la conquête du pouvoir au profit de Bonaparte les temps n'étaient pas encore mûrs. Talleyrand se soumit du moins entièrement à ses desseins pour la paix.

L'année 1797 se passa pour Bonaparte dans de

grandes hésitations. En signant hâtivement les préliminaires de Leoben, le 18 avril, il paraît s'être préoccupé d'arrêter ses concurrents, Hoche et Moreau. Il s'installe dans son proconsulat d'Italie, pense peut-être à s'y établir définitivement, lui donnant une organisation qui doit être jugée comme un modèle par la France (1). C'est à Paris qu'il voudrait dominer. Mais à Milan il est plus indépendant à la tête de son armée. Comme il n'a que 50 000 hommes, il demande des renforts que le Directoire lui refuse. Moreau en a 150 000. Puis l'hiver arrive et lui rend impossible la guerre dans les montagnes.

L'Orient lui était apparu avec tous ses prestiges. Dès ce moment l'idée de la conquête de l'Égypte s'était ancrée dans son esprit. S'étant établi à Corfou et dans les îles Ioniennes, il aurait pu recruter des troupes en Italie, soit pour la libérer tout entière, soit pour soulever la Grèce et marcher sur Constantinople. Il y pensa, mais fut détourné de ce projet par le caractère peu militaire des Italiens d'alors. La lettre qu'il écrivit le 7 octobre 1797 à Talleyrand donne, comme il le dit lui-même toute sa pensée :

« Sous trois ou quatre jours tout sera terminé, la guerre ou la paix ; je vous avoue que je ferai tout pour avoir la paix, vu la saison très avancée et *l'impossibilité de faire de grandes choses*.

« Vous connaissez peu ces peuples-ci. Ils ne méritent pas que l'on fasse tuer quarante mille Français pour eux.

(1) Voir la conversation de Roederer avec Lucien du 13 décembre 1801. Roederer parle de l'intention qu'on prête à Bonaparte de se faire nommer Premier Consul ou Président héréditaire de la République cisalpine pour se ménager une retraite et peut-être abandonner la France.

Lucien répond : « C'était son grand projet, mais je crois qu'il y a renoncé. »

(ROEDERER, *Journal*, p. 46.)

« Je vois par vos lettres que vous partez toujours d'une fausse hypothèse. Vous vous imaginez que la liberté fait faire de grandes choses à un peuple mou, superstitieux, pantalon et lâche.

« Ce que vous désirez que je fisse sont des miracles et je n'en sais pas faire. Je n'ai pas à mon armée un seul Italien, hormis, je crois, 1 500 polissons ramassés dans les rues des principales villes d'Italie, qui pillent et ne sont bons à rien.

« ...Peut-être dans quatre ou cinq ans, pourra-t-elle (la République cisalpine) avoir 30 000 hommes de troupes passables surtout s'ils prennent quelques Suisses, car il faudrait être un législateur bien habile pour leur faire venir le goût des armes. C'est une nation bien énervée et bien lâche (1)... »

Se voyant dans « l'impossibilité de faire de grandes choses » en Italie, secrètement décidé à quitter la France et à conquérir l'Égypte « par la double crainte, comme dit Stendhal, d'être oublié ou empoisonné », le général Bonaparte voulut du moins gagner la confiance et l'amour de tout le peuple français, en lui donnant provisoirement la paix, qui était déjà depuis longtemps son vœu le plus cher. Le Directoire préférait continuer la guerre à outrance parce qu'elle lui rapportait de l'argent et éloignait les généraux. C'est donc le général qui imposa la paix aux avocats.

Il écrivait encore à Talleyrand :

« Ce n'est qu'avec de la prudence, de la sagesse, beaucoup de dextérité que l'on parvient à de grands buts et que l'on surmonte tous les obstacles ; autrement on ne réussira à rien. Du triomphe à la chute, il n'est qu'un pas. J'ai vu dans les plus grandes cir-

(1) Bonaparte méconnaissait le véritable caractère des Italiens alors opprimés et divisés. Les éloges qu'il décerna plus tard au corps italien, pendant la campagne de 1812, effacent entièrement ses critiques de 1797.

constances qu'un rien a toujours décidé des plus grands événements.

« ... Le caractère distinctif de notre nation est d'être beaucoup trop vive dans la prospérité. Si l'on prend pour base de toutes les opérations la vraie politique, qui n'est autre que le calcul des combinaisons et des chances, nous serons pour longtemps la grande nation et l'arbitre de l'Europe... Je vous écris comme je pense : c'est la plus grande marque d'estime que je vous puisse donner. »

Le 17 octobre, Bonaparte signa avec Cobenzl le traité de Campo-Formio. Contrairement aux instructions formelles du Directoire, que Talleyrand lui avait transmises, il livrait Venise à l'Autriche. Le 26, Talleyrand le félicitait par ce billet, qui sans doute est le dernier de leur correspondance secrète :

« Voilà donc la paix faite et une paix à la Bonaparte. Recevez-en mon compliment de cœur, mon général ; les expressions manquent pour vous dire tout ce qu'on voudrait en ce moment. Le Directoire est content, le public enchanté. Tout est pour le mieux.

« On aura peut-être quelques criailleries d'Italiens, mais c'est égal. Adieu, général pacificateur ! Adieu. Amitié, admiration, respect, reconnaissance : on ne sait où s'arrêter dans cette énumération. »

Dans ces flatteries si délicates, il y avait un avertissement : *général pacificateur*.

Bientôt Berthier et Monge arrivèrent à Paris, porteurs du traité de paix. Dans la cérémonie du 1^{er} novembre, Talleyrand félicita le Directoire en lui attribuant les mêmes sentiments pacifiques qu'à Bonaparte. « Grâce immortelles soient rendues au Directoire, qui a su, quand il était temps, arrêter ses triomphes..., qui a senti que la véritable grandeur est celle qui se limite elle-même : la véritable

force celle qui se modère ; la véritable gloire celle qui s'entoure de la reconnaissance nationale. »

En réalité le Directoire eût désiré la continuation de la guerre pour se débarrasser du vainqueur d'Italie. Bonaparte, de son côté, se préparait secrètement à porter la guerre en Égypte. Mais Talleyrand, par un véritable tour de force, en les louant l'un et l'autre de sentiments qu'ils n'avaient pas, trouvait moyen d'exprimer sincèrement sa conviction personnelle : la nécessité de la paix.

Le 5 décembre, Bonaparte arrivait à Paris, après avoir passé cinq jours à Rastadt. Le soir même, il reçut la visite de Barras, puis envoya un aide de camp à Talleyrand pour lui demander un rendez-vous, qui fut fixé le lendemain 6, à onze heures, au ministère des Relations extérieures.

De cette première entrevue, Napoléon n'a jamais rien dit. On en est donc réduit à rapporter la courte et d'ailleurs curieuse relation de Talleyrand dans ses mémoires :

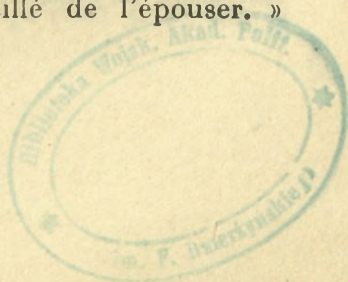
« Au premier abord Bonaparte me parut avoir une figure charmante ; vingt batailles gagnées vont si bien à la jeunesse, à un beau regard, à de la pâleur et à une sorte d'épuisement. Nous entrâmes dans mon cabinet. Cette première conversation fut de sa part toute de confiance. Il me parla avec beaucoup de grâce de ma nomination au ministère des Relations extérieures et insista sur le plaisir qu'il avait eu à correspondre en France avec une personne d'une autre espèce que les directeurs. Sans trop de transition, il me dit : « Vous êtes neveu de l'archevêque de Reims qui est auprès de Louis XVIII. (Je remarquai qu'alors il ne dit point comte de Lille.) » Et il ajouta : « J'ai aussi un oncle qui est archidiacre en Corse ; c'est lui qui m'a élevé. En Corse, vous savez qu'être archidiacre c'est comme être évêque en France. »

La figure charmante, le beau regard, la pâleur,

c'était la vision de la gloire. L'âme d'un Talleyrand y était sensible. La séduction du héros opéra. Après le roman par lettres ce fut le commencement de la lune de miel. Que Bonaparte ait félicité Talleyrand « avec beaucoup de grâce », insistant « sur le plaisir qu'il avait eu de correspondre en France avec une personne d'une autre espèce que les directeurs », on le croit aisément. Il est même probable que dans cette direction, la conversation alla beaucoup plus loin. Le parallèle entre l'archidiacre de Corse et l'archevêque de Reims est peut-être de l'invention de Talleyrand. Mais inventé ou non, il prouve que Talleyrand réserva, dès cette première entrevue, toute la distance qui séparait l'héritier des Périgord de celui des Bonaparte.

Voici les deux escrimeurs face à face. Il engagent le combat par des saluts ; ils le poursuivront bientôt par des engagements, des feintes, des enveloppements et enfin par des coups droits et mortels. Arrêtons-nous un peu pour les considérer à ce début de leur liaison, aussi différents par l'âge (vingt-huit et quarante-deux ans) que par l'origine et par le passé ; rapprochés par les hasards inouïs de la Révolution.

N'est-ce pas un singulier caprice de la fortune que le vainqueur d'Italie et l'ancien évêque d'Autun aient dû tous deux les débuts de leur fortune à Barras, le roi des pourris ? C'est Barras qui, le 13 vendémiaire, invita le général Bonaparte à sauver la Convention et à canonner les royalistes, le fit nommer général de division et général en chef de l'armée de l'intérieur. Quelques mois après, le 9 mars 1796, le général Bonaparte épousait Joséphine de Beauharnais qui, de notoriété publique, était la maîtresse de Barras. En racontant cet épisode de sa vie, il dira plus tard à Gourgaud : « ...Je l'invitai (Joséphine) à mon tour à dîner ; j'eus Barras... Barras m'a rendu service en ce qu'il m'a conseillé de l'épouser. »



Était-il encore assez ingénu pour ne s'être aperçu de rien? Ce n'est pas impossible (1). L'amour seul a-t-il triomphé de sa conception saine et forte de la famille, quand il épousait, sans le consentement de sa mère, une femme plus âgée que lui, d'un monde interlope, de mœurs décriées? On ne sait. Toujours est-il que, dès le 3 mars, six jours avant son mariage, il était nommé général en chef de l'armée d'Italie (2).

Pour Talleyrand, le cas est plus scabreux encore. Il l'a conté dans ses *Mémoires*; Barante le rapporte également.

Mme de Staël, à force de sollicitations, l'avait, après son retour d'Amérique, fait inviter à dîner chez Barras, dans sa maison de Suresnes, située sur les bords de la Seine. C'était là que le directeur, ancien officier aux Indes et qui en avait rapporté les vices de l'Asie, abritait sa vie corrompue. Talleyrand s'y rend de bonne heure, trouve la maison vide, prend un livre et attend. Arrive un jardinier tout ému, s'écriant que « M. Raymond vient de se noyer ». C'était un jeune homme que Barras avait fait élever, qu'il aimait beaucoup et dont il avait fait son aide de camp. En prenant un bain dans la Seine, Raymond avait été emporté par le courant. Barras survient, apprend le malheur, « jette les hauts cris » et va cacher dans sa chambre son désespoir et ses larmes. C'est alors que l'ancien évêque, auquel rien d'humain n'était étranger, pénétra dans la chambre. « Je lui dis, confesse-t-il, toutes les choses douces que la situation dans laquelle je le

(1) Le 11 juin, il écrivait de Milan à Barras lui-même : « Je suis au désespoir; ma femme ne vient pas; elle a quelque amant qui la retient à Paris. Je maudis toutes les femmes, mais j'embrasse de cœur mes bons amis. » *Collection Brouwet*. — Barras et Tallien furent les témoins de Bonaparte à son mariage.

(2) Dans une de ses premières lettres, antérieure à son mariage, Bonaparte écrit à Joséphine : « Vous avez donc pensé que je ne vous aimais pas pour vous! Pour qui donc! Ah! Madame, j'aurais donc bien changé. Un sentiment si bas a-t-il pu être conçu dans une âme si pure?... »

voyais et dans laquelle j'étais moi-même, pouvait m'inspirer. L'espèce d'embarras qu'il éprouvait avec moi qu'il ne connaissait pas, disparut peu à peu et l'intérêt que je lui témoignai parut lui faire du bien. Il me pria de revenir avec lui à Paris. Je l'accompagnai. Depuis ce temps, je n'ai eu qu'à me louer de Barras... » Quelques jours après avoir accompli ce petit chef-d'œuvre de dextérité, M. de Talleyrand entra pour longtemps au département des Relations extérieures. Comme on l'a vu, son premier acte fut de trahir le Directoire qui l'avait nommé.

Trahir ! C'est un terme que Talleyrand n'eût pas admis. Qu'était-ce que le Directoire ? Qu'était-ce que ce génial aventurier, arrivé de Corse, pour un grand seigneur de l'ancienne cour, conscient de remonter par ses ancêtres jusqu'aux origines de la France, estimant que sa race pouvait rivaliser avec celle de nos Rois, ajoutant à l'orgueil de la naissance celle de la supériorité de son esprit et croyant en conséquence, surtout après la chute des Bourbons, avoir un droit naturel d'influer sur les destinées de son pays ? L'effondrement de la monarchie l'avait stupéfié comme tout le monde. Il n'était entré dans la Révolution, ainsi que Bonaparte, que pour y trouver un moyen de parvenir. Royalistes l'un et l'autre, la Révolution ne leur causait que du dégoût. Talleyrand y ajoutait le dédain. « J'avoue que c'est sans aucune peine, écrit-il, que je verrais se perdre les détails de cette grande calamité. Quelle leçon les hommes auraient-ils à tirer d'actes sans plan, sans but, produits spontanément par des passions effrénées. » L'idée de la souveraineté du peuple, donnant naissance à un pouvoir fondé en droit et par conséquent légitime, n'avait rien de sérieux pour lui. Une aristocratie éclairée, ouverte au mérite et limitant le pouvoir absolu du Roi, un système représentatif à l'anglaise, voilà ce qu'était pour lui la

liberté (1). Quant au patriotisme, il l'entendait à la manière de Voltaire, le maître de sa pensée, comme la défense des intérêts traditionnels de l'État d'accord avec le bien général de l'Europe.

En réalité cet homme, dont on a si souvent dénoncé l'inconstance, n'était, nous l'avons dit, qu'un monarchiste doctrinaire de l'école de Royer-Collard, il péchait plutôt par excès de logique. Qu'on le suive à travers les bouleversements de son époque, à travers ses variations parallèles, et l'on s'étonnera de voir qu'unissant la fixité des vues à une souplesse déconcertante, sacrifiant les intérêts du moment à ce qu'il considérait comme l'essentiel, réservant sa raison même en capitulant, cédant à la vague, mais ne se laissant pas submerger, il n'a jamais cessé au milieu des pires vicissitudes de rester inlassablement fidèle aux conceptions de sa jeunesse. On peut lui appliquer une observation que lui inspirait à lui-même le caractère de Mme de Genlis : « La fixité dans les natures composées tient à leur souplesse. »

Pour lui, comme pour ses meilleurs amis, Lauzun, Liancourt, Narbonne, Choiseul-Gouffier, comme pour les meilleurs esprits du dix-huitième siècle, la constitution anglaise était le modèle. Il ne concevait pas la France autrement que monarchique. Il voulait ouvrir de larges accès à la bourgeoisie, tout en la dédaignant. A l'extérieur, il fut toujours partisan de l'alliance anglaise parce qu'elle signifiait la paix et la renonciation aux conquêtes. Les *Lettres sur l'Angleterre* publiées en 1734 par Voltaire et dirigées contre l'absolutisme politique et religieux sont, avec Montesquieu, à l'origine de ce courant d'idées.

Les vues si sages qu'il avait méditées sous l'an-

(1) « Peut-être y a-t-il une légèreté d'empreinte attachée à tout ce qui émane du peuple ; ses actions laissent après elles une trace passagère et la nature des hommes qu'il emploie n'aide pas à la mémoire. » (*Mémoires*, I, 228.)

cien régime et, pendant la Révolution, aux côtés de Mirabeau, il les avait formulées dans le *Mémoire sur les rapports actuels de la France avec les autres États de l'Europe*, qu'il adressa de Londres le 25 novembre 1792 au département des Affaires étrangères et que Danton avait conservé. C'était aux colonies, d'après lui, et non dans l'assujettissement des peuples voisins, que la France devait, comme l'Angleterre, chercher l'accroissement de son commerce, l'apaisement de ses discordes, le développement rationnel de sa puissance. Il reprit les mêmes idées dans ses deux lectures à l'Institut du 4 avril et du 3 juillet 1797. Il les défendit devant le Directoire, impuissant à s'en faire entendre, relégué dans sa chancellerie, mais persistant à rappeler toujours aux maîtres provisoires de la France les mêmes vérités.

Le général Bonaparte n'avait que faire des idées de Talleyrand. Il avait les siennes. Dans ses premières lettres, il s'était montré, pour lui en imposer, politique profond et froid calculateur. Il avait paru lui demander des conseils; il en vint très vite à donner des ordres. Déjà les hommes n'étaient plus pour ses desseins que des instruments. Il se défiait de l'esprit et ne recherchait que ceux qui possédaient, suivant son expression, « l'esprit de la chose », c'est-à-dire les spécialistes.

La campagne d'Italie l'avait révélé à lui-même. Il s'aperçut alors, dira-t-il plus tard à Caulaincourt, qu'il étonnait les Italiens par la profondeur de ses vues et l'étendue de son esprit, qu'il n'était pas seulement capable de succès militaires, mais qu'une grande carrière politique s'ouvrait devant lui. Il crut à son étoile, à sa prédestination; sans être croyant (1), il devint visionnaire et fataliste. « Je

(1) « Je ne crois pas à l'immortalité de l'âme. » A Joséphine, de Tortone, s. d.

voyais le monde fuir sous moi comme si j'étais emporté dans les airs, » dira-t-il à Gourgaud. Et à Joséphine, au lendemain de Mondovi : « Qu'est-ce que l'avenir? Qu'est-ce que le passé? Qu'est-ce que nous? Quels fluides magiques nous environnent et nous cachent des choses qu'il importe le plus de connaître? Nous naissons, nous vivons, nous mourons au milieu du merveilleux (1). »

Cette force errante, qu'aucun lien traditionnel ne guide ou ne retient, où se dirigera-t-elle après l'Italie? A Paris, à Londres, aux Pyramides, à Constantinople ou aux Indes? Bonaparte avait déjà choisi l'Égypte au moment où il rencontra, boiteux, pâle et le nez au vent, un sage de l'ancienne France.

(1) Collection Rosebery.

II

L'ALLIANCE

(1798)

Talleyrand s'impose au Directoire et à Bonaparte comme le seul représentant de l'ancienne Cour. — Il reçoit Bonaparte au nom du Directoire. — Il donne une fête, le 3 janvier, en l'honneur du général et de Mme Bonaparte. — En arrivant à Paris, Bonaparte était décidé à l'expédition d'Égypte. — Talleyrand ne concevait la conquête de l'Égypte qu'au profit de la Turquie et après la paix conclue avec l'Angleterre. — Il céda à Bonaparte et fit rédiger par ses bureaux tous les mémoires qu'il voulut. — Malgré ses promesses, Talleyrand ne part pas pour Constantinople. — Attaqué comme auteur de l'expédition d'Égypte, Talleyrand démissionne le 20 juillet 1799. — Il cherche partout un roi. — Il obtient du Directoire l'ordre de retour de Bonaparte et de son armée. — Avant d'avoir reçu cet ordre, Bonaparte revient seul et débarque à Fréjus. — Le 18 Brumaire. — Jugement de Bonaparte sur Talleyrand.

Talleyrand s'attache aux pas du vainqueur. Il est le thuriféraire et bientôt l'ami du héros du jour; il marche à ses côtés dans le sillage d'acclamations qu'il soulève. Mais à l'admiration que Talleyrand éprouve et qu'il proclame, se mêle une nuance de protection. Nous dirions à présent qu'il devient l'impresario d'une grande vedette; il le guide, l'avertit, garantit son inexpérience contre des contacts compromettants ou perfides. Il lui présente Paris, ce Paris que Bonaparte n'a pas revu depuis vingt mois, et où la société, malgré d'affreux mélanges, commence à se recomposer dans la joie de la victoire et l'espérance de la paix.

L'ancien régime avec ses pompes et ses élégances

régnait toujours sur les imaginations. Talleyrand par ses origines, son assurance imperturbable, sa politesse froide et raffinée, son esprit exquis et redoutable, était à Paris un représentant accompli de la cour de Versailles. Dans le gouvernement il était le seul. Ce fut sa chance. Le prêtre défroqué rassurait les jacobins. Ils pardonnaient ainsi au grand seigneur de les éblouir. Les directeurs ne se tenaient pas d'aise d'avoir un Périgord à leurs ordres. Les rudes soldats de la Révolution, puis de l'Empire, subirent le même prestige. Jusqu'en 1814, il fut le seul homme d'un grand nom à jouer un rôle de premier plan dans la politique. En comédien consommé, il sut jouer merveilleusement de cet avantage, auquel Bonaparte n'était pas le moins sensible. Confondu parmi ses pairs, il n'eût pas joui du même privilège. Ce privilège devint presque un monopole sous le Consulat quand il fallut rentrer en rapports normaux avec les souverains, leurs ambassadeurs, leurs ministres, avec l'Europe enfin, restée monarchique et aristocratique. Alors Talleyrand s'imposa.

Barras, qui jalousait Bonaparte, estima qu'il devait être présenté au Directoire non par le ministre de la Guerre, mais par celui des Relations extérieures, non comme général, mais comme négociateur de la paix. Ses vues étaient courtes, car il ouvrait ainsi au général, sous l'égide du gouvernement lui-même, l'accès de la politique. Talleyrand l'assura en souriant qu'il connaissait les militaires et que le Directoire pouvait compter sur lui.

La cérémonie eut lieu le 10 décembre dans la cour d'honneur du palais du Luxembourg. Devant l'autel de la patrie, les cinq directeurs, rutilants et empanachés, étaient assis entourés des ministres et du corps diplomatique. Bonaparte s'avança, calme et modeste, au milieu d'acclamations frénétiques. Dans sa brillante escorte, on remarquait Joubert,

un autre Hoche, et Talleyrand, qui suivait en boitant avec un panache à son chapeau et un sabre au côté. Le chœur du Conservatoire entonna l'*Hymne à la Liberté*.

Quand Bonaparte fut arrivé au pied de l'autel de la patrie, Talleyrand prit la parole. Il sut louer le vainqueur d'Italie comme *auteur de la paix* avec l'Empereur, comme futur vainqueur de l'Angleterre ; il rehaussa sa gloire militaire par l'éloge de son caractère. « Et quand je pense, conclut-il, à tout ce qu'il a fait pour se faire pardonner cette gloire, à ce goût antique de la simplicité qui le distingue, à son amour pour les sciences abstraites, à ce sublime Ossian qui semble le détacher de la terre ; quand personne n'ignore son mépris profond pour l'éclat, pour le luxe, pour le faste, ces méprisables ambitions des âmes communes, ah ! loin de redouter ce qu'on pourrait appeler son ambition, je sens qu'il nous faudra peut-être le solliciter un jour pour l'arracher aux douceurs de sa studieuse retraite. La France entière sera libre ; peut-être lui ne le sera-t-il jamais : telle est sa destinée. »

Bonaparte ne pouvait désirer mieux. A son tour il prononça un bref discours où il n'était question que de liberté, puis il reçut l'accolade de Barras et de ses collègues. Pour compléter l'effet qu'il voulait produire dans l'opinion, celui d'un grand général capable par sa sagesse de gouverner comme de vaincre, il se fit élire, le 25 décembre, à la place de Carnot, déclarée vacante après le 18 Fructidor, membre de la première classe de l'Institut (Sciences physiques et mathématiques. Section des Arts mécaniques). A la fin de son discours au Luxembourg, Bonaparte avait conclu par cette affirmation : « Lorsque le bonheur du peuple français sera assis sur de meilleures lois organiques, l'Europe entière deviendra libre. » Cette phrase, qui semblait annoncer l'ordre et la paix sous l'égide de la liberté, fut beau-

coup commentée. « Il y a là de l'avenir, » aurait dit Talleyrand.

Le 3 janvier 1798, le ministre des Relations extérieures donna en l'honneur de Mme Bonaparte une fête restée fameuse et qui fut comme la restauration de la société française. Il y déploya le plus grand faste, contrastant avec la lésinerie des directeurs qui furent vexés et leurs épouses encore davantage. Rewbell et Larevellière-Lépeaux s'abstinrent ; les trois autres parurent en habits civils. Cinq cents invités représentaient le Tout Paris d'alors ; les personnages officiels se mêlaient aux généraux, aux diplomates, aux jolies femmes et à ce qui restait du Paris d'autrefois. Mme de Staël y éprouva une de ses déconvenues les plus amères en voulant conquérir le conquérant. Mais la fête eut grand succès et plut à Bonaparte comme la plus délicate des flatteries. Elle annonçait le retour du bon goût, celui des anciennes classes ; c'était comme un arc-en-ciel à la fin de la tempête révolutionnaire. Les grandes manières de Talleyrand, son tact sans défaut, son habileté supérieure à se jouer des difficultés du moment, changeaient l'atmosphère de Paris, et ramenaient les mœurs à la tradition. Pendant le banquet, il se tint debout derrière le siège de Joséphine, préludant ainsi, sans le savoir, à ses futures fonctions de grand chambellan.

Le 21 janvier avait lieu la fête anniversaire de l'exécution de Louis XVI. C'est encore Talleyrand que le Directoire chargea d'y convier Bonaparte. L'ancien protégé de Robespierre, l'homme de Vendémiaire, accueillit très froidement l'ouverture, essaya de se dérober. Mais Talleyrand, toujours prêt à trouver la solution opportune, lui suggéra d'y assister en qualité de membre de l'Institut au milieu de ses confrères. Ainsi fut fait. Après la cérémonie, la foule acclama non pas le Directoire mais toujours le vainqueur d'Italie.

Jusqu'à l'arrivée de Bonaparte à Paris, Talleyrand, sans le connaître, avait, avec ses antennes, pressenti qu'il était l'homme désigné par le destin pour donner à la France l'ordre, comme il venait de lui donner la paix. C'est dans ces vues qu'il avait essayé, après le 18 Fructidor, de le rapprocher de Sieyès, « un de mes amis, disait-il à Sandoz, qui a été fort avant dans la Révolution, qui en est très dégoûté et qui est aujourd'hui aussi exagéré contre qu'il a été exagéré pour elle. » Mais pour Sieyès comme pour Talleyrand, il ne s'agissait nullement d'offrir le pouvoir suprême au général, ni de se subordonner à lui. C'était à son sabre seulement qu'ils faisaient appel, comme en vendémiaire et en fructidor. L'un et l'autre se croyaient alors supérieurs à lui par la sagesse et l'expérience. Talleyrand continuait d'intriguer pour entrer dans le Directoire et Sieyès y prendra place après son ambassade de Berlin. Dans Bonaparte, ils ne voyaient tous deux qu'un collègue éventuel, le bras qui exécuterait, tandis qu'ils se réservaient les hautes directions.

Dès les premiers entretiens qu'il eut avec le général, Talleyrand s'aperçut bien vite qu'ils ne parlaient pas la même langue. Le 18 Fructidor et la paix de Campo-Formio avaient raffermi le Directoire, qui ne pensait plus qu'à battre l'Angleterre. Bonaparte ne trouvait alors aucun complice, ni même aucune complaisance parmi les directeurs. Il avait été nommé général en chef de l'armée d'Angleterre et fit du 8 au 21 février une inspection des côtes. Mais ce voyage n'était qu'une feinte pour tromper l'Angleterre, comme un peu plus tard, au mois d'avril, son offre de se rendre au congrès de Rastadt. Son parti avait été pris en Italie même ; c'était l'expédition d'Égypte. « Il n'est pas exact, a écrit Albert Vandal (1), que les directeurs de

(1) *L'Avènement de Bonaparte*, I, 178.

l'an VI, qui avaient vu sans déplaisir Napoléon s'éloigner, l'eussent spontanément poussé et relégué en Égypte. L'expédition avait été surtout sa pensée personnelle, son fait... Son entreprise d'Égypte est l'un des actes qui lui appartiennent le plus complètement. » Il est également faux, comme on l'a soutenu, que Talleyrand ait poussé Bonaparte à cette décision, du moins telle qu'elle fut exécutée.

C'est à Venise que le grand imaginaire qu'était Bonaparte a conçu la pensée de l'expédition d'Égypte. Le rêve oriental agit sur lui ; il voit l'occasion de « faire de grandes choses, » de se créer un empire, sans trop savoir où cela le mènera. La France n'a pas la maîtrise de la mer. Ce serait donc folie d'aller en Irlande. Il n'y aurait d'ailleurs qu'une faible armée et n'y trouverait pour lui aucun solide établissement. Au contraire, s'il libérait, avec son armée française et républicaine, les Grecs et les chrétiens d'Orient du joug turc, il trouverait parmi eux et les Arabes d'innombrables soldats pour des buts sans bornes. L'Empire d'Orient peut-être au lieu de l'Empire d'Occident. « Quand je m'embarquai ; dira-t-il plus tard, je ne savais si je ne disais pas un éternel adieu à la France... Je me voyais sur le chemin de l'Asie, parti sur un éléphant, le turban sur ma tête et dans ma main un nouvel Alcoran (1)... » En cas d'échec, resterait encore la France, où sa renommée croissante et les fautes

(1) Battu en Occident, Napoléon regretta de n'avoir pas persisté en Orient. Le 10 août 1815, à bord du *Northumberland*, Gourgaud écrit : « Sa Majesté ne quitte pas sa cabine, m'y fait venir et me dit qu'Elle aurait mieux fait de ne pas quitter l'Égypte, qu'Elle aurait pu s'y maintenir. » *L'Arabie attend un homme ; avec les Français en réserve et les Arabes comme auxiliaires, j'aurais été le maître de l'Orient. Je me serais emparé de la Judée.* » (GOURGAUD, I, p. 52.) — Cf. les paroles rapportées par Lucien : « Il nous a bien souvent répété à Joseph et à moi que l'Europe n'était pas un terrain pour lui, qu'il lui fallait l'Asie et qu'il avait manqué sa fortune à Saint-Jean-d'Acre. (LUNG, II, 479.) V. MME DE RÉMUSAT, *Mémoires*, I, 274.

probables du Directoire le feraient rappeler et lui ouvriraient l'accès du pouvoir (1).

Au printemps de 1797, il fait occuper Corfou, Zante et Céphalonie, par le général Gentili et des officiers corses. Il réveille les souvenirs antiques, prévient le Directoire : « Les îles de Corfou, de Zante et de Céphalonie, lui écrit-il, sont plus intéressantes pour nous que toute l'Italie ensemble. » Le 13 septembre, il écrit à Talleyrand : « S'il arrivait *qu'à notre paix avec l'Angleterre*, nous fussions obligés de céder le cap de Bonne-Espérance, il faudrait nous emparer de l'Égypte. » Le 23 septembre, Talleyrand lui répond : « Le Directoire approuve vos idées sur Malte... Quant à l'Égypte vos idées à cet égard sont grandes et l'utilité doit en être sentie. Je vous écrirai à ce sujet au large. Aujourd'hui je me borne à vous dire que *si l'on en faisait la conquête, ce devrait être pour la Porte, pour déjouer les intrigues russes et anglaises* qui se renouvellent si souvent dans ce malheureux pays. Un si grand service rendu aux Turcs les engagerait aisément à nous y laisser toute la prépondérance et les avantages commerciaux dont nous avons besoin. L'Égypte, comme colonie, remplacerait les Antilles, et comme chemin, nous donnerait le commerce des Indes (2). »

La lettre plus détaillée, annoncée par Talleyrand, ne s'est pas retrouvée. Mais celle-ci suffit pour montrer quel abîme séparait la conception de Talleyrand de celle de Bonaparte. Pour Talleyrand, la conquête de l'Égypte devait être précédée d'une alliance avec la Porte. Elle aurait lieu au profit des

(1) Dès le 6 novembre 1797, il disait à Miot : « Je ne voulais pas des Bourbons, surtout ramenés par l'armée de Moreau et de Pichegru... Définitivement je ne veux pas du rôle de Monck et je ne veux pas que d'autres le jouent... Je ne puis plus obéir. J'ai goûté du commandement et je ne saurais y renoncer. Mon parti est pris : si je ne puis être le maître, je quitterai la France. » MIOT, I, 195.

(2) PALLAIN, I, 155.

Turcs et nous nous contenterions d'avantages commerciaux. Enfin elle ne pouvait commencer qu'après la paix avec l'Angleterre, c'est-à-dire après la paix générale. C'est ainsi que Talleyrand l'entendait déjà dans son rapport à l'Institut du 3 juillet 1797 sur « les avantages à tirer des colonies nouvelles dans les circonstances actuelles ». Appelant la paix de tous ses vœux, il voyait dans l'expansion coloniale, succédant à la paix, un moyen de dériver l'ardeur belliqueuse des Français et de consolider l'ordre à l'intérieur en débarrassant la France de ses éléments les plus turbulents.

En Italie, Bonaparte avait paru admettre que l'expédition d'Égypte ne devait être tentée qu'après la paix avec l'Angleterre. Mais, dès qu'il fut à Paris, il devint impatient d'agir. Il n'attendit même pas la paix avec l'Allemagne. Il dévoila ses projets au Directoire, qui, enchanté de se débarrasser de lui, les approuva.

Que pouvait faire Talleyrand? Il eût voulu faire la paix non seulement avec l'Allemagne, mais avec l'Angleterre. Il pressait Bonaparte de se rendre à Rastadt, mais en vain (1). Lutter à la fois contre le général et contre le Directoire était impossible. Talleyrand n'était pas homme à se briser sur les obstacles; il préférait les tourner. Il céda donc à Bonaparte, mais comme on cède à la tempête, fit rédiger par ses bureaux tous les mémoires qu'on voulut, invoqua, pour justifier l'expédition, l'autorité d'un subalterne, le consul Magallon, prit devant les agents étrangers, comme Sandoz-Rollin, la responsabilité de l'expédition, la représenta comme de nature à détourner le Directoire « de ces idées révolutionnaires qui auraient bouleversé l'Europe », et continua seulement de soutenir dans ses rapports au

(1) Talleyrand à Bonaparte 21 et 24 février 1798. — Rapport de Sandoz du 18 mars 1798,

Directoire qu'il ne fallait pas rompre avec la Porte.

L'expédition d'Égypte était une entreprise insensée puisque nous n'étions pas maîtres de la mer. En Irlande, on ne pouvait, d'après Bonaparte, réussir que par surprise. Mais comment éviter dans la Méditerranée, la flotte de Nelson à l'aller ou au retour? Comment ravitailler l'armée? Comment se concilier la Turquie en débarquant en Égypte sans même l'avoir prévenue? Au cas où l'on réussirait, comment résister à l'Europe entière après avoir privé la France de ses meilleurs généraux et de sa meilleure armée? Pour menacer les Anglais dans l'Inde, il eût fallu non pas la neutralité mais l'alliance de la Turquie et celle-ci était impossible à obtenir tant que la flotte anglaise dominerait la Méditerranée. La décision de Bonaparte serait inexplicable s'il n'avait pas projeté de se créer en Orient un établissement personnel. Cette décision, comme d'ailleurs le consentement intéressé du Directoire, constituaient contre la France une véritable trahison.

Comment s'étonner que, dans ces conditions, Talleyrand, qui avait deviné les arrière-pensées de Bonaparte, se soit dérobé à son invitation de se rendre à Constantinople pour négocier avec la Turquie? Dès le début de leur alliance, éclate la différence des deux hommes dans leur caractère comme dans leurs buts, l'un ne pensant qu'à son ambition personnelle, l'autre toujours constant dans son dessein de ramener en France l'ordre monarchique et la paix. Bonaparte ne courut jamais de plus grands risques personnels; il était fort à craindre qu'il ne revînt jamais. Talleyrand, attaché à son étoile, se contenta, désormais d'en surveiller le cours. Il continua de ponter, en spéculateur avisé, sur cette valeur d'avenir et prêta même de l'argent au général, « sans autre garantie que sa jeunesse, son génie et son bonheur. » L'Europe avait vu avec joie le vainqueur d'Italie s'éloigner avec son armée des champs

de bataille où se jouait le sort de la France. Le désastre d'Aboukir fut immédiatement suivi de la rupture des négociations de Rastadt, de l'assassinat de nos représentants, de la formation d'une coalition nouvelle, de la perte de l'Italie et de la menace d'une invasion à nos frontières.

L'expédition d'Égypte devint aussitôt impopulaire. Talleyrand fut violemment attaqué pour avoir paru la conseiller. Il se disculpa, comme il put, en rejetant sur son prédécesseur Delacroix et sur le consul Magallon la responsabilité d'une faute qui n'incombait qu'au Directoire et à Bonaparte.

Celui-ci quitta Paris le 4 mai. Le 5 mai il écrit à Talleyrand : « Lorsque vous serez décidé à quelque chose je vous prie de me le faire connaître par un courrier extraordinaire ainsi que du jour où vous devez quitter Paris afin que je puisse prendre des mesures en conséquence (1). » Le 10, il s'embarque à Toulon. Le 23 mai, en vue des côtes de Corse, puis le 18 juin, en lui faisant connaître la prise de Malte, il lui annonce l'envoi d'une frégate ; après Aboukir, le 19 août et encore le 7 octobre, il demande au Directoire si Talleyrand est à Constantinople : « Vous enverrez par Vienne un ambassadeur à Constantinople ; cela est très essentiel ; Talleyrand doit s'y rendre et tenir sa parole. » Talleyrand ne partit pas. Il était alors dans toute sa passion pour Mme Grant et trop avisé pour croire à la réussite d'une pareille mission. Il n'avait aucun goût pour être enfermé au château des Sept Tours. Napoléon, qui fut fort irrité, reconnut plus tard que Talleyrand avait eu raison, car il disait à Caulaincourt : « L'ambassade (de Talleyrand) à Constantinople n'aurait eu aucun succès car les Turcs ne sont pas fort politiques. Le Divan n'eût

(1) *Archives des Affaires étrangères*, en date du 15 germinal. D'après Masson (*Diplomates de la Révolution*, p. 221) il faut dater du 15 floréal.

vu que l'Égypte envahie par les infidèles. »

Le 20 juillet 1799, Talleyrand donnait sa démission de ministre des Relations extérieures. Toute la presse l'attaquait comme responsable de l'expédition d'Égypte qui tournait au désastre. Bruix, que le Directoire avait envoyé avec l'escadre de Brest pour rapatrier l'armée, n'avait pas réussi à joindre la flotte espagnole. C'est Talleyrand, ministre de la Marine *par intérim*, qui conseilla de renoncer à cette expédition. Il ne semble pas qu'il ait eu des rapports directs avec Bonaparte après son départ pour l'Égypte, ni jusqu'à son brusque retour. Plus tard Napoléon dira à Caulaincourt que Talleyrand fut « fort embarrassé » quand il le vit revenir d'Égypte et qu'il attribua son manque de parole au Directoire qui avait eu besoin de lui et qui ne se souciait pas d'ailleurs de faciliter la tâche du général en Égypte (1).

Le retour en France de Bonaparte à travers la croisière anglaise fut un miracle comme son arrivée en Égypte. Talleyrand ne pouvait fonder aucun plan sur un homme qui vivait aussi dangereusement, risquait constamment le tout pour le tout et que beaucoup n'espéraient plus revoir. Aussi, poursuivant son idée essentielle et secrète d'un retour à la monarchie, le voit-on mêlé aux différentes intrigues qui se tramaient alors. Le témoignage de Cambacérès mérite d'être retenu : « Sieyès écouta les propositions qui lui furent faites au nom du duc d'Orléans ; Talleyrand était alors dans l'intimité de Sieyès ; ce fut par l'intermédiaire de ce dernier que l'on traita avec les agents du duc. » D'autre part, un témoin non moins autorisé, Pasquier, affirme que vers l'époque du 18 Brumaire « Talleyrand envoya M. de Fontanes auprès du roi Louis XVIII avec mission d'offrir ses services. Il ne demandait

(1) CAULAINCOURT, *Mémoires*, II, 296.

pour récompense que le duché de Périgord et d'être affranchi des liens de son état ecclésiastique. Le Roi accorda le premier point sans difficulté ; sur le second, il répondit que cela regardait le pape. Ces négociations furent bientôt abandonnées (1). »

Cette démarche près de Louis XVIII paraît étrange quand on connaît la profonde répugnance que la famille royale éprouvait pour l'ancien évêque d'Autun et que la correspondance du comte de Vaudreuil avec le comte d'Artois signale à maintes reprises. D'après Barras, Talleyrand aurait été mêlé aux intrigues nouées entre le Directoire et Louis XVIII ; mais ce fut pour proposer d'attirer tous les Bourbons à Wesel, de s'en emparer et de les transporter en France « où l'on en ferait ce que le Directoire aviserait dans sa sagesse ». C'est comme un prélude à l'enlèvement du duc d'Enghien.

Enfin, le ministre de Prusse à Paris, Sandoz-Rollin, écrivait à son gouvernement que Sainte-Foix, confident de Talleyrand, l'avait sondé sur la candidature possible au trône de France de deux princes de la Maison de Hohenzollern, « le retour de la paix pouvant dépendre uniquement du rétablissement d'une monarchie constitutionnelle héréditaire (2). » Sieyès, lié avec Talleyrand, semble avoir eu la même idée à Berlin. Ce fut peut-être le véritable but de sa mission.

Louis XVIII, le duc d'Orléans, un prince prussien, tels étaient depuis 1792 les candidats envisagés pour le trône par tous ceux qui considéraient la monarchie comme nécessaire et la paix comme le vœu du peuple français. Talleyrand, dans l'incertitude du lendemain, avait la main dans toutes les intrigues.

(1) VANDAL, *l'Avènement de Bonaparte*, I, 119 (d'après les *Eclaircissements inédits de Cambacérès*). — PASQUIER, I, 248.

(2) BAILLEU, I, 330. — D'après Rœderer (*Journal*, p. 150), Talleyrand et Sieyès pensaient aussi au duc de Brunswick, qui avait déjà un parti à la Convention en 1792.

Mais il paraît difficile d'admettre qu'il pensât sérieusement à Louis XVIII, dont la restauration était alors presque impossible, sinon pour se tenir informé. En tous cas, en rapports intimes avec Sieyès qui venait d'entrer au Directoire, il n'oubliait pas Bonaparte, surtout après la mort de Joubert, qui avait été quelque temps l'espoir de la partie modérée des républicains.

Au mois d'août 1799, alors qu'il occupait encore le ministère des Relations extérieures, il proposa au Directoire d'abandonner l'Égypte, au besoin par capitulation, et d'obtenir ainsi de l'Angleterre le retour du général et du corps expéditionnaire. Si même Bonaparte devait s'engager à ne plus servir dans la présente guerre, il serait là pour comprimer les factions, ressusciter l'énergie nationale et réorganiser la victoire (1). L'Espagne devait servir d'intermédiaire avec l'Angleterre. Le principe de la négociation fut accepté par le Directoire. Le 3 septembre, Reinhard, successeur et créature de Talleyrand, écrivit à Bonaparte qu'il était autorisé à rentrer *avec son armée*, en prenant « toutes les mesures militaires et politiques » qu'il croirait opportunes, c'est-à-dire même par une capitulation et sur les vaisseaux anglais.

Cette lettre ne parvint pas à son adresse. Le 9 octobre, Bonaparte débarquait à Fréjus; le 16, il arrivait à Paris. Il avait évité une capitulation désastreuse pour son prestige, mais il avait, sans ordre, abandonné son armée. Il avouait plus tard que « les directeurs eurent individuellement l'idée de le faire arrêter, mais personne ne la communiqua à son voisin (2). »

Un mois après, quand il lança son apostrophe célèbre : « Qu'avez-vous fait de cette France que je

(1) BOULAY DE LA MEURTHE, *le Directoire et l'Expédition d'Égypte*, p. 189 à 194 et 319.

(2) CAVLAINGOURT, II, 297.

vous avais laissée si prospère?... Je vous avais laissé la paix, j'ai retrouvé la guerre. Qu'avez-vous fait de mes compagnons de gloire?... » Il oubliait qu'il avait quitté la France avant la paix définitive avec l'Autriche, que le départ de l'armée d'Égypte; puis le désastre d'Aboukir, avaient provoqué la rupture du congrès de Rastadt et la formation d'une coalition nouvelle, que Masséna et Brune venaient sans lui de sauver la France et qu'enfin il avait abandonné sans scrupule ses compagnons de gloire d'Égypte.

En réalité, la campagne d'Égypte considérée comme une folle entreprise, aboutissant à l'échec sur terre de Saint-Jean-d'Acre, à la défaite sur mer d'Aboukir, ne l'avait pas grandi dans l'opinion. Il était moins populaire qu'à son retour d'Italie (1). Mais alors il n'avait pas trouvé de complice dans le Directoire et il avait des rivaux dans l'armée. Depuis, Joubert, après Hoche, était mort; Moreau s'était dérobé; Bernadotte était écarté. Le Directoire, comme il l'avait prévu, s'était usé et discrédité. Sieyès, qui s'y trouvait prépondérant, ayant perdu Joubert, cherchait un autre sabre pour s'affermir au pouvoir, maîtriser les jacobins et, comme on disait toujours, sauver la République. Bonaparte, de tous les généraux, était le seul capable de concevoir, d'oser, de calculer : c'est la raison profonde de son succès.

Il comprit qu'il fallait agir comme la foudre; il avait trente ans. Il fut admirable d'audace et de froide habileté et joua son rôle en comédien né, qui parfois eut le trac. Talleyrand accourut l'un des premiers avec Rœderer et Regnault de Saint-Jean-d'Angély, puis Maret, Boulay de la Meurthe et Réal. Ce fut le cheval d'un marin, l'amiral Bruix, qui porta le nouveau César. Talleyrand réunit

(1) PASQUIER, I, 141.

Bonaparte à Sieyès. L'infatuation de Sieyès égalait presque l'orgueil de Bonaparte. Talleyrand qui avait pénétré l'ex-abbé (1), dont il a laissé dans ses *Mémoires* un portrait magistral, l'avait toujours traité avec déférence. « Sieyès, a-t-il écrit, a l'esprit supérieur au plus haut degré ; son cœur est froid et son âme pusillanime ; son inflexibilité n'est que dans sa tête. » L'ancien évêque sut lui persuader qu'il dominerait Bonaparte comme la pensée domine la force brutale. Un rendez-vous mal pris avec Sieyès, par un aide de camp du général, provoqua de la part du directeur un refus. Bonaparte eut, devant un nombreux auditoire, un mouvement de rage, désavoua l'aide de camp : « Il ne devait de visite à personne ; c'est à lui qu'on en devait... ; il était la gloire de la nation. » Talleyrand averti courut chez le général, le raisonna, le calma et la visite eut lieu. Elle aboutit à une entente complète (2).

Avec Barras, pour lequel Talleyrand continuait d'affecter admiration et dévouement, il servit aussi d'intermédiaire mais pour le surveiller et le duper. Bonaparte et lui avaient depuis longtemps jugé le personnage, auquel l'un et l'autre devaient leur fortune. Ses intrigues avec les Bourbons furent connues du Premier Consul, qui n'accusa jamais Talleyrand d'y avoir pris part ; il considérait au contraire Talleyrand comme à jamais brouillé avec l'ancienne famille royale.

Pendant les jours qui précédèrent le coup d'État,

(1) Sieyès avait également pénétré Talleyrand car il lui écrivait de Berlin : « Le mauvais exemple de faire argent de ce qu'il y a de plus cher parmi les hommes, l'honneur, vous a gagné aussi. J'ai repoussé l'accusation ; mais songez à vous disculper, car, sans cela, je cesse d'être votre ami. » Dans une lettre du 21 janvier 1798, le ministre de Prusse à Paris, Sandoz-Rollin, propose en effet à son gouvernement de donner 300 000 livres à Talleyrand en ajoutant : « Tout s'achète ici, non pas auprès du Directoire, mais auprès des ministres qui lui sont subordonnés. »

(2) VANDAL, *ibid.*, I, p. 112 et 258 (d'après les notes manuscrites de Grouvelle).

Talleyrand resta constamment en contact avec Bonaparte. Un soir même, chez Talleyrand, les deux complices furent surpris par un grand bruit de voitures et de cavaliers et Talleyrand souffla les bougies. Ce n'était qu'une fausse alerte et tous deux rirent de leur panique. Le matin du 18 Brumaire, Talleyrand accompagné de l'amiral Bruix, son ami intime (1), se rendit chez Barras, l'informa de ce qui se passait et le persuada de donner sa démission. Barras ouvrit les fenêtres, aperçut les troupes qui se rendaient aux Tuileries, se mit à son bureau et écrivit sa lettre de démission. Talleyrand lui baisa la main, l'appela sauveur de la patrie et, dit Norvins, garda l'argent qu'il devait lui remettre.

Le 19, Talleyrand fut à Saint-Cloud avec le fidèle Montrond, « en amateur », dit-il dans ses *Mémoires*. Il s'installa pour toute la journée dans une petite maison louée d'avance par ordre de Bonaparte et y surveilla les événements, entouré de ses amis Montrond, Desrenaudes, Røderer et son fils, Moreau de Saint-Méry, Duquesnoy, Collot. Moreau amusait la galerie par ses réflexions prudhommesques, Montrond par son esprit. L'ex-abbé Desrenaudes affichait des principes : on le fit taire. Vers cinq heures, au moment le plus critique, Lavalette aperçut du perron du château Talleyrand, sorti de son observatoire, et montrant son visage pâle mais résolu. Quand tout fut fini : « Il faut aller dîner, » dit-il tranquillement à Røderer et à Montrond. Il s'était ménagé un excellent souper près de Saint-Cloud, chez une jeune actrice, Mme Simons, à la scène Mlle Lange, qui passait pour la maîtresse de Barras.

(1) Il y avait, dit Norvins (III, 99), « une affinité singulière dans la trempe de leur esprit. » Mais Talleyrand était calme et Bruix agité. Il passait, comme Talleyrand, ses nuits à jouer. « Dans un corps petit, débile et délicat, Bruix portait des facultés et des passions qui le dévoraient : aussi était-il sujet à des crises nerveuses où alors il révélait tout ce qu'il avait d'élevé et d'impérieux. »

C'était bien joué jusqu'au bout et ce trait dut faire sourire Bonaparte. Pendant le dîner, Montrond raconta qu'il avait vu le général Bonaparte pâlir quand il fut mis hors la loi et manquer de tenue : « Général Bonaparte, répétait Montrond, cela n'est pas correct. »

Quatre jours plus tard, le 14 novembre, Bonaparte, installé au Luxembourg, fit appeler Talleyrand. Le 21, Reinhard était renvoyé; un arrêté du 22 rendait le ministère des Relations extérieures à Talleyrand. Acheta-t-il de la rente le 17 brumaire pour la revendre trois jours après, comme il le dit un jour malicieusement à Napoléon qui s'étonnait de sa fortune, c'est bien possible. Il fit dans sa vie des opérations moins heureuses.

A ce moment Napoléon le jugeait ainsi devant Cambacérès : « Il a beaucoup de ce qu'il faut pour les négociations : l'esprit du monde, la connaissance des cours de l'Europe, de la finesse pour ne pas dire quelque chose de plus, une immobilité dans les traits que rien ne peut altérer, enfin un grand nom... Je sais qu'il n'appartient à la Révolution que par son inconduite; jacobin et déserteur de son ordre dans l'Assemblée Constituante, son intérêt nous répond de lui (1). »

(1) VANDAL, *ibid.*, I, 243.

III

UN ROI ET LA PAIX

(1799-1803)

Lettre de Talleyrand à Lacuée. — Il lui envoie copie de son rapport à Danton du 25 novembre 1792. — Il répète que la paix n'est possible qu'en mettant un terme à la propagande et en respectant l'indépendance des autres peuples. — Après Marengo, Talleyrand se décide à pousser Bonaparte au trône. — Il prend avec lui le ton du courtisan et du favori. — Leurs entretiens sont fréquents et intimes, mais nous ne les connaissons pas. — Talleyrand rallie la noblesse au régime consulaire. — Talleyrand peu favorable au Concordat. — Il n'obtient pas du pape la permission de se marier : Bonaparte l'oblige à le faire. — Son but est de le déconsidérer et de lui interdire toute possibilité de retour aux Bourbons. — Mariage de Talleyrand.

L'époque comprise entre le 18 Brumaire (9 novembre 1799) et le traité d'Amiens (25 mars 1802) est une des plus glorieuses de notre histoire. Bonaparte était alors dans toute la magnificence de son génie. Il s'éleva, en quelque sorte, au-dessus de son caractère et, porté par la confiance de tout le peuple français, on put croire qu'il allait le ramener à sa véritable destinée. C'est aussi à cette époque que sa collaboration avec Talleyrand, dont la pensée était toute pénétrée de la tradition française, fut quelque temps habituelle, intime, presque affectueuse, et porta des fruits féconds.

A la veille du 18 Brumaire, quelques semaines avant de quitter le ministère qu'il dirigeait depuis deux ans, et qu'il allait bientôt réoccuper pendant sept années, Talleyrand nous a fait connaître, dans deux documents, les idées qui le dirigeaient.

Le premier est le rapport qu'il adressa au Directoire en juin 1799, avant de donner sa démission, sur la situation extérieure de la République. Avec un réel courage, alors qu'il était de toutes parts attaqué, il constate que la destruction de la flotte française à Aboukir a décidé l'entrée de la Turquie dans la nouvelle coalition, qui s'était formée contre la France, et l'ouverture des hostilités. Mais ce n'était là qu'une cause occasionnelle. « La cause principale, incessamment agissante, et dont il est impossible de se dissimuler les effets, c'est l'effroi inspiré à tous les anciens gouvernements de l'Europe par la Révolution française et par l'établissement de la République. » On prête à la France les projets les plus ambitieux et c'est pour cette raison qu'on voudrait armer l'Europe entière pour la détruire. Enfin Talleyrand rejette sur les commissaires du Directoire la responsabilité des exactions et des changements violents opérés en Suisse et en Italie sans qu'il ait été lui-même consulté (1).

Ce n'était donc pas dans l'extension de la France jusqu'au Rhin, conforme au vœu national, que Talleyrand voyait un empêchement à la paix, mais dans l'esprit de propagande et de conquête, qui poussait le Directoire à implanter les principes révolutionnaires et notre domination dans les pays étrangers. La France nouvelle, il l'acceptait comme conforme à la politique traditionnelle de nos rois, comme « le terme des sacrifices exigés de la nation. » Il pensait que « celle-ci devait défendre son état intérieur et *constitutif*, » c'est-à-dire ses frontières naturelles, jusqu'à la dernière goutte de son sang,

(1) Dans une lettre antérieure, il écrivait au Directoire : « Ne peut-on pas dire que le traité de Campo-Formio, et tous les autres traités que nous avons signés, ne sont que des capitulations militaires. ., des trêves semblables à celles que les musulmans se bornent à conclure avec les ennemis de leur foi sans jamais prendre des engagements pour une paix définitive. »

mais qu'elle pouvait les faire accepter, même de l'Angleterre, par une politique sage et ferme.

Le deuxième document, daté du 2 juillet 1799, nous le montre. C'est la lettre remarquable adressée par Talleyrand à son confrère de l'Institut, Lacuée, qui le questionnait sur la meilleure organisation du pouvoir exécutif quant aux relations extérieures.

Avec autant de sens politique que de fermeté, Talleyrand conteste le droit que s'est arrogé le Directoire de modifier à son gré la constitution de l'Italie et de la Suisse sans l'assentiment préalable du Corps législatif. Il trace avec netteté, en s'inspirant des règles en usage en Angleterre, et contrairement aux idées que lui avait développées Bonaparte dans sa lettre du 19 septembre 1797, les attributions du Corps législatif et du pouvoir exécutif en matière de politique extérieure. Au Corps législatif seul il appartient de déclarer la guerre et de ratifier la paix ou les alliances ; au pouvoir exécutif de négocier en tenant au courant le Corps législatif. Ce sont les vues d'un doctrinaire constitutionnel qu'il développe à la veille du 18 Brumaire. Il ne devait jamais entrevoir jusqu'en 1814 la possibilité de les faire prévaloir, ni même de les défendre.

Puis, voulant définir l'attitude que la France doit observer vis-à-vis de l'Europe, il déclare qu'il n'a pas changé d'avis depuis 1792 et il envoie à Lacuée copie du mémoire qu'il adressait de Londres à Danton. Il convient de citer ici les remarquables conclusions de cette lettre trop peu connue de Talleyrand à Lacuée :

« Je persiste dans l'opinion qu'il est de la nature d'un État libre de désirer que les autres peuples soient appelés à la jouissance d'un bien qui, une fois répandu, promet à l'Europe, au monde, l'extinction d'une grande part des querelles qui les ravagent. Mais en même temps, j'ai la conviction qu'il n'y a pas un autre moyen d'accélérer le triomphe

de la liberté et l'établissement du système représentatif, que de consolider d'abord l'un et l'autre en France même par une pacification honorable, et de porter ensuite, par une administration affranchie et des préjugés anciens, et des préjugés nouveaux, la France républicaine à cet état de prospérité et de satisfaction intérieure, que peu d'années lui assureraient et qui deviendrait pour tous les peuples l'excitation la plus active, la plus certaine, la plus douce pour eux comme la moins évitable pour ceux qui les gouvernent, vers un ordre de choses analogue à celui dont les avantages seraient si bien démontrés. Et j'atteste au contraire que le système qui tend à porter la liberté à force ouverte chez les nations voisines, est le plus propre à la faire haïr et à empêcher son triomphe.

« De même, j'ai encore l'opinion qu'il convient à la République, forte de sa position, de son étendue, de sa population et des richesses de son sol, d'être réservée dans ses alliances et de les réduire le plus souvent à la défensive.

« ...Ce qu'il faut pour la nation française, c'est lui montrer le but et le terme des sacrifices qui sont exigés d'elle ; ce qu'il faut pour les nations étrangères, c'est de les rassurer sur leur indépendance, c'est de leur présenter une Constitution inébranlable, un gouvernement fixe avec lequel elles puissent traiter. Voyez la profession politique de M. Pitt au Parlement d'Angleterre. *Il désire, il espère que la royauté va être rétablie en France; il n'aperçoit que dans cette destruction du régime républicain, une garantie parfaite contre l'ambition des Français, et un moyen suffisant pour négocier avec eux. Cependant, il convient que si le gouvernement, quel qu'il fût, acquerrait de la stabilité, on ne pourrait hésiter d'entrer en pourparlers avec lui.* Croyez que ce sentiment existe à Vienne, à Saint-Pétersbourg, comme à Londres, qu'on le retrouve aussi à Berlin, et chez

les puissances neutres du Nord, et qu'il entrave même chez les puissances amies tout ce qu'on pourrait attendre de leur alliance.

« Attachez-vous donc à ce double point.

« Dites à la France, dites à l'Europe que, relativement à notre état intérieur et constitutif, aucune transaction n'est possible, et que la dernière goutte de sang français sera versée pour le maintien de la République.

« Dites-leur ensuite, répétez-leur (et qu'aucun de vos actes ne démente après votre déclaration), que la République ne prétend s'immiscer aux affaires d'aucune autre nation, qu'elle respecte l'indépendance de toutes, et qu'autant qu'elle ne sera point attaquée, elle se montrera religieusement fidèle, et au droit général des nations, et à ses traités particuliers.

« Si, pendant une année encore d'une guerre glorieusement soutenue, la France républicaine ne dévie pas de la conduite qu'elle se sera tracée, j'ose répondre qu'elle aura reconquis la confiance des gouvernements d'Europe ainsi que de ses propres citoyens et avec ce double moyen de puissance et de négociations, je ne conçois rien de grand, d'heureux, qu'un avenir très prochain ne doive lui amener sans efforts (1). »

Quelques mois après avoir écrit, au milieu de la mêlée, ces lignes étincelantes de raison, Talleyrand devenait le ministre du Premier Consul et rentrait à l'hôtel de la rue du Bac. A Danton et au Directoire, c'est le même langage qu'il a tenu ; c'est aussi celui qu'il tiendra à Bonaparte, puis, en 1815, au congrès de Vienne, puis à Londres en 1830. Cédant toujours aux circonstances, quand elles étaient plus fortes

(1) PALLAIN, *le Ministère de Talleyrand sous le Directoire*, p. 424 et 439.

que lui, il restait toujours fidèle à sa pensée profonde. Le sentiment qu'il possédait des véritables intérêts de la France lui tenait lieu de conscience. C'est ce qu'il faut discerner dans les rapports qu'il entretiendra pendant quinze ans avec le plus grand animateur d'armées des temps modernes.

Talleyrand, en rentrant aux affaires, n'avait d'abord vu dans le vainqueur d'Italie que le sabre indispensable pour assurer la paix et mettre un terme à la Révolution. En 1798, comme en 1797, il s'était efforcé d'entrer au Directoire pour participer en personne à la décision finale. On a vu que convaincu de la nécessité du retour à la monarchie, il avait cherché partout, même en Prusse, le candidat au trône qui lui manquait. Pendant les mois qui suivirent le 18 Brumaire, il partagea l'émerveillement et l'enthousiasme de la France pour le grand homme qui savait, avec autant d'énergie que d'habileté, réconcilier les partis et restaurer partout l'ordre et la grandeur. Il apprit à la connaître par une collaboration quotidienne.

Le 6 mai 1800, le Premier Consul partit pour l'Italie, livré de nouveau à tous les hasards de la guerre. S'il était tué à Marengo, comme Joubert à Novi, la France restait sans autre chef que Cambacérès, un intérimaire. Confiant dans son étoile, Bonaparte n'avait rien prévu après lui. Entre Sieyès, Fouché, Talleyrand, Cambacérès, il y eut de mystérieux conciliabules. Les principaux eurent lieu à la Tuilerie, maison de campagne de Talleyrand à Auteuil. Ils ne nous sont guère connus que par une lettre que Lucien, resté à Paris comme ministre de l'Intérieur, écrivait le 24 juin à Joseph :

« Les intrigues d'Auteuil ont continué, on a beaucoup balancé entre Carnot et La Fayette. Ce dernier m'a fait proposer sa fille en mariage... l'intrigue a été poussée au dernier période. Je ne sais pas encore si le grand prêtre (Sieyès) se décidait pour

l'un ou pour l'autre ; je crois qu'il les jouait tous deux pour un d'Orléans, et votre ami d'Auteuil (Talleyrand) *était l'âme de tout*. La nouvelle de Marengo les a consternés et cependant le lendemain, le grand prêtre a passé très certainement trois heures avec votre ami d'Auteuil... Quant à nous, si la victoire avait marqué la fin du Premier Consul à Marengo, à l'heure où je vous écris, nous serions tous proscrits (1). »

Il fallait assurer en toute occurrence le sort du pays et celui des hommes de la Révolution. Qui remplacerait le Premier Consul ? Carnot, La Fayette, Bernadotte, Joseph ? Mais, le 14 juin, Desaix mourait à Marengo, après avoir assuré la victoire, et, le 2 juillet, Bonaparte rentrait sans rival à Paris, résolu à faire la paix sans attendre la victoire de Moreau.

A la nouvelle de Marengo, Talleyrand prit son parti et décida de pousser sur le trône des Bourbons l'homme que les événements imposaient. Il se rappela sans doute le vers de Voltaire :

Le premier qui fut roi fut un soldat heureux.

Le 21 juin, il écrivait au vainqueur de Marengo : « Général, j'arrive des Tuileries. L'audience des ambassadeurs ne pouvait être plus brillante, et je n'essayerai pas plus de vous peindre l'enthousiasme des Français, l'admiration des étrangers que les sentiments particuliers dont m'a rempli la lecture de la lettre que vous avez écrite aux Consuls. Quel début et quel dénouement ! La postérité pourra-t-elle croire aux prodiges de cette campagne ? Sous quels auspices votre retour nous est promis ! Il n'y a point eu d'empire qui ne fût fondé sur le merveilleux, et ici le merveilleux est la vérité. »

Empire fondé sur le merveilleux ! Sans doute le

(1) IUNG, *Lucien Bonaparte et ses Mémoires*, I, p. 411.

mot empire peut être pris ici dans un sens général ou poétique. Bonaparte n'en était encore qu'à se comparer à Washington. Talleyrand lui indiquait une autre route. Cependant ce n'était pas un empereur mais un roi qu'il voulait. Il avait deviné le secret du vainqueur et pressenti celui de l'avenir (1). Le premier, au sortir de la Révolution, il prononçait le mot du destin.

Élevé à la cour de Versailles et courtisan par toutes ses fibres, Talleyrand prit aussitôt à l'égard du Premier Consul le langage que depuis Louis XIV on observait près du roi. Il cédait à une ancienne habitude et voulait y accoutumer le nouveau maître. Mais ce langage fut rehaussé par le ton de l'admiration personnelle et par celui du sentiment. A l'armée, Bonaparte n'avait joui que de l'obéissance passive et d'un rude enthousiasme. Il apprécia cet hommage nouveau : un encens délicat tout parfumé d'amour.

Ce n'est pas de dévouement, d'attachement que parle Talleyrand, c'est de tendresse. Loin du maître de ses pensées, il est « triste », « incomplet » ; « ne pas vous voir laisse mon imagination et mon esprit sans guide ». Il n'éprouve pas seulement le « désir » de le revoir, mais le « besoin » ; il craint l'effet pour la santé du Premier Consul de « son infatigable et vraiment sublime activité ». Sur de mauvaises nouvelles, il lui écrit : « Je ne peux me faire à l'idée de voir la douleur approcher de vous, premièrement parce que je vous aime et, ensuite, parce qu'étant l'être le mieux organisé pour tous les bonheurs vous seriez de tous le plus à plaindre. »

Quand on se rappelle les prétentions galantes et assez peu justifiées du grand homme, on se demande si la malice d'un observateur renseigné ne se cache pas derrière cette flatterie : l'être le mieux

(1) A peine arrivé en Italie, Bonaparte lui avait écrit : « Le Saint-Bernard nous a offert quelques difficultés. Depuis Charlemagne, il n'a jamais vu une armée aussi nom'reuse, »

organisé pour tous les bonheurs. Talleyrand dit encore : « Je vous voudrais pour quinze jours dans une position où vous seriez forcé de faire du soin de votre santé l'affaire principale de vos journées, car je vous assure que vous ne vous en occupez pas assez. Je n'aime point votre bibliothèque ; vous y êtes trop longtemps, je la crois humide ; les rez-de-chaussée ne vous valent rien ; vous êtes fait pour les hauteurs. » Peut-on mieux dire ? Quant à Talleyrand lui-même, quand il soigne ses rhumatismes à Bourbon-l'Archambault, « le sentiment, écrit-il, qui m'attache à vous, ma conviction que le dévouement de ma vie à votre destinée, aux grandes vues qui vous animent n'est pas inutile à leur accomplissement, m'ont fait mettre au soin de ma santé un intérêt que je n'avais jamais senti. »

Il arrivait cependant que le tact si délicat de Talleyrand fût en défaut. Sous l'Empire, Napoléon parla devant son ministre du mémoire qu'il avait écrit en 1791, étant lieutenant à Valence, pour un concours institué par l'Académie de Lyon sur ce sujet : *Quelles vérités et quels sentiments importe-t-il le plus d'inculquer aux hommes pour leur bonheur ?* Il n'avait pas obtenu le prix, mais une médaille de cinquante louis qu'il avait vendue. Cinq ou six jours après, Talleyrand se présenta avec le mémoire, qu'il avait réussi à se procurer à Lyon. « L'avez-vous lu ? » dit Napoléon en prenant l'ouvrage. « Non, Sire, je le reçois à l'instant ». Alors, racontait plus tard Napoléon (1), « je le jetai au feu et posai les pincettes dessus. Talleyrand devint rouge, mais je ne voulais pas laisser voir un semblable ouvrage qui, écrit dans ma jeunesse, aurait pu rendre l'Empereur ridicule. »

Mais voici, dès le Consulat, la flatterie suprême, le plaisir de la contemplation : « Quand ce que vous

(1) GOURGAUD, II, 312.

pensez, ce que vous dites et tout ce que je vous vois faire ne serait qu'un *simple spectacle*, je sens que l'absence que je vais faire sera pour moi la plus sensible des privations. »

Il ne faut pas croire que Talleyrand, si habile à travestir ses sentiments, fût alors dépourvu de toute sincérité. Le spectacle, qu'il déclarait si passionnant, c'était celui de la fondation d'une dynastie nouvelle, qu'il considérait comme son œuvre. « J'aimais Napoléon, » a-t-il écrit plus tard, « je m'étais attaché même à sa personne, malgré ses défauts ; à son début, je m'étais senti entraîné vers lui par cet attrait irrésistible qu'un grand génie porte en lui ; ses bienfaits avaient provoqué en moi une reconnaissance sincère. Pourquoi craindrais-je de le dire ? J'avais joui de sa gloire et des reflets qui en rejaillissaient sur ceux qui l'aidaient dans sa noble tâche. »

Les lettres que l'on vient de citer (1) ont été écrites dans l'été de 1801. Le 13 septembre, Talleyrand présentait encore la couronne au Premier Consul, en même temps que l'hommage de sa fidélité : « Permettez-moi d'emprunter à l'histoire d'une amitié très célèbre ce qu'un ministre d'Henri IV disait à son maître : Depuis que je suis attaché à votre sort, *je suis à vous à la vie et à la mort.* » Talleyrand devait bientôt manquer à sa parole, mais plus vite encore, Bonaparte devait abandonner l'exemple du roi Henri.

En somme le ministre des Relations extérieures déployait tous ses efforts pour devenir ce qu'on appelait sous l'ancien régime un favori, c'est-à-dire un courtisan qui dirigeait l'État par la confiance exclusive qu'il inspirait au souverain et qui pro-

(1) *Lettres inédites de Talleyrand à Napoléon (1800-1809)* publiées par Pierre BERTRAND. Perrin, 2^e édition, 1889. — Ce recueil est très incomplet, de nombreuses lettres de Talleyrand à Napoléon se trouvant aux Archives nationales, aux Affaires étrangères, au British Museum ou dans des collections privées.

fitait en même temps de tous les avantages du pouvoir.

Au lendemain du 18 Brumaire, dès sa première audience, il présentait au Premier Consul, avec cette assurance qui ne le quittait jamais, un plan d'organisation de travail; il réclamait le privilège de travailler et de correspondre directement avec lui. Il espérait ainsi ne plus être, comme sous le Directoire, un commis, rarement consulté, qui recevait des ordres de cinq personnes, mais le collaborateur intime d'un seul maître.

Bonaparte était d'avance acquis à cet arrangement. Avidé de savoir, comme il avait dévoré les livres, il vidait les hommes. Il sentit qu'il avait beaucoup à apprendre de ce vétéran, qu'il n'avait encore approché que quelques mois. Pour le moment, leurs conceptions et leurs intérêts coïncidaient. Pendant la durée du Consulat, leurs entretiens furent fréquents et prolongés. Tous les grands intérêts de l'État, et non seulement les affaires extérieures, y furent débattus. Les épanchements personnels y trouvèrent leur place. « Talleyrand et Maret, dira plus tard le baron Fain, sont les seuls qui ont été admis aux plus hautes méditations de l'Empereur. »

Ces entretiens sont demeurés inconnus; nous n'en connaissons rien qu'indirectement. Ils furent certainement très cordiaux jusqu'à la fin de 1805. « Le Premier Consul, dit Bourrienne, recevait toujours Talleyrand avec plaisir. Le 1^{er} août 1804, l'Empereur écrit à Talleyrand : « J'ai appris avec intérêt le rétablissement de votre santé. J'ai besoin et j'espère que vous vivrez longtemps. » « Il était consulté sur tout, » dit Mme de Rémusat. Qu'on aimerait à connaître par le menu les échanges et les ripostes de ces deux esprits, ce qu'ils s'avouaient et ce qu'ils se cachaient, la conception de la vie qui se dissimulait derrière leurs paroles. « Je suis un homme auquel on peut tout dire, » disait Bonaparte. Ce qui est

certain, c'est que Talleyrand déploya tous ses efforts pour le rétablissement de la monarchie et de la paix. Ce fut le duel du bon sens boiteux et du génie armé, de la tradition, « cette raison qui s'ignore » et de l'imagination créatrice. Ce fut aussi le duel de deux hommes dont chacun pensait dominer l'autre, quelques inégaux qu'ils fussent dans l'action, car à une certaine hauteur de pensée, l'égalité s'établit. L'impression que produisit Talleyrand sur le Premier Consul fut profonde et durable ; elle s'accrut encore à l'heure de la brouille et des revers. Ni dans l'armée, ni dans la politique, Bonaparte n'avait encore rencontré un homme possédant une doctrine et la développant avec cette hauteur dans la déférence, cette souplesse unie au sang-froid ; dans l'essentiel tant de clarté, dans le détail tant de finesse, dans la profondeur une légèreté si française, affirmant la maîtrise.

De tous ses efforts, Talleyrand, d'accord avec Lucien, mais malgré Joséphine et Fouché, poussa Bonaparte vers le rétablissement de l'hérédité. Au moment de l'établissement du consulat à vie, puis de l'empire, son rôle concerté avec le Premier Consul, à l'intérieur comme à l'étranger, fut considérable. « M. de Talleyrand, dit Bourrienne, dont les idées ne pouvaient être que monarchiques, faisait parler les cabinets de l'Europe... Il voulait deux Chambres d'après les idées de la Constituante comme en Angleterre (1). » Napoléon n'en tint pas compte. Mais, en 1814, il disait à Caulaincourt : « Talleyrand est un de ceux qui ont le plus contribué à établir ma dynastie. » Il le mit au premier rang dans l'État quand il lui confia, après le traité de Lunéville, la mission de se rendre à Lyon pour y présider la *Consulta* chargée de doter la République cisalpine d'une Constitution. Talleyrand y réussit à mer-

(1) BOURRIENNE, IV, p. 359.

veille et fit élire Bonaparte président, selon son désir.

Le maître de la France, le dominateur de l'Europe, s'appuyait sur des généraux énergiques, la plupart exécuteurs silencieux de ses ordres, et sur d'excellents commis, les seuls d'ailleurs qu'il ait aimé à distinguer. Près de lui, un sage Cambacérès, mais timide autant que solennel, Lebrun, un homme de plume et de secret (1), Sicéyès, un théoricien dégoûté, « esprit supérieur, cœur froid, âme pusillanime », Rœderer, un écouteur intelligent, Maret, secrétaire d'État, un serviteur fidèle. Dans sa famille, un seul homme de valeur, Lucien, mais aussi orgueilleux que lui et auquel il ne pardonnera jamais de l'avoir sauvé au 18 Brumaire. Durant tout son règne, la France ne lui fournit que deux politiques, à la fois clairvoyants et audacieux : Talleyrand et Fouché. Ils tenaient tous deux à la Révolution, mais Fouché par le sang. La rivalité entre eux était naturelle ; elle s'exaspéra. Talleyrand poussait au rétablissement de l'hérédité ; Fouché la craignait pour les régicides. Ce dernier était puissant dans les retranchements de la police, mais Talleyrand le guettait à chaque attentat. On assure qu'il conseilla au Premier Consul de le faire fusiller. Le 14 septembre 1802, le ministère de la police fut supprimé. Talleyrand l'emporta sur son rival, parce qu'il voulait, comme Bonaparte, le rétablissement du trône, mais surtout parce qu'il était grand seigneur.

« Les Jacobins, dit Stendhal, sont les seuls hommes que Napoléon ait jamais haïs. » En revanche, il avait un préjugé de hobereau corse, d'ancien officier de l'armée royale, pour la haute noblesse. La cour de Versailles l'avait ébloui de loin dans ses jeunes années. Il fut flatté de recevoir Joséphine, même des mains de Barras. « Nous autres nobles, »

(1) Cf CAULAINCOURT, *Mémoires*, II, p. 298-299. Lebrun était royaliste, et renseignait Louis XVIII, mais d'accord avec Napoléon

dit-il aux émissaires de la chouannerie. Talleyrand exerça sur lui le même prestige que sur les politiciens du Directoire. Ce prestige dura jusqu'en 1814. Le seul homme qui aurait pu rivaliser avec Talleyrand était Narbonne, parcé qu'il joignait à la naissance et à de grandes manières un esprit perspicace et solide. Pasquier l'a justement remarqué et a noté « le souci que son retour a causé à M. de Talleyrand et les peines que celui-ci s'est données pendant longtemps pour empêcher qu'il approchât de l'Empereur (1). » Seul en France de son espèce, Talleyrand en imposa à Bonaparte comme plus tard lui en imposèrent Metternich, Alexandre I^{er}, la reine Louise et tous les rois, ses faux frères, lorsqu'il dut les fréquenter en égal et que, dans l'intimité, la supériorité du vainqueur ne lui suffit plus, comme après les batailles, pour combler la distance. Il est probable que derrière ses boutades, ses accès de colère, ses interpellations brutales, la timidité chez cet homme de guerre, se dissimulait. A sa première audience d'ambassadeur, Metternich fut choqué qu'il gardât son chapeau sur la tête et se demanda s'il ne devait pas garder le sien. « Son attitude, dit-il, annonçait de la gêne et même de l'embarras. » Il est probable que dans ses entretiens avec Talleyrand il fut souvent intimidé malgré ses airs de maître. La fameuse impassibilité dut le déconcerter. « Talleyrand était fier, dira-t-il plus tard, comme tous les Périgord. »

« Votre pouvoir ne sera affermi, disait à Bonaparte Sieyès, devenu réactionnaire, que lorsqu'en verra le faubourg Saint-Germain dans vos antichambres. » Ce fut Talleyrand qui l'y introduisit. Infidèle aux Bourbons, il ne le fut jamais à l'aris-

(1) PASQUIER, II, 102. — C'est au même sentiment qu'il faut attribuer plus tard certaines tentatives de Talleyrand pour détourner l'Empereur de l'ancienne noblesse. A Sainte-Hélène, Napoléon a noté ces tentatives.

tocratie. « Pas de monarchie sans noblesse, » disait-il. Il commença par des réceptions et des bals où les invités furent de suite plus triés que sous le Directoire, puis de plus en plus choisis parmi l'ancienne noblesse. Les fêtes qu'il donna dans son château de Neuilly, les 19, 25 février et le 8 juin 1800 furent des événements. Bonaparte se rendit aux deux premières. Les émigrés, les proscrits de Fructidor, les anciens chefs vendéens y côtoyaient les généraux, les fonctionnaires et les diplomates, émerveillés du retour au bon goût, au luxe, aux magnificences de l'art. Par les mains expertes du ministre des Relations extérieures, la société française se recomposait. Talleyrand conduisait le Premier Consul chez Mme Helvétius, où les derniers encyclopédistes se réunissaient, et chez la marquise de Boufflers. Le 27 février 1801, il envoyait gravement au chef de l'État « la liste des personnes non dansantes qui se sont trouvées chez le ministre des Relations extérieures à la soirée du 6 ventôse (1) » :

Mmes d'Aiguillon.

Benezech.

Bourgoing.

Bruix.

Canteleu.

Castellane (née Chabot.)

Crillon (famille de)

Custine.

de Dreux.

du Clusel.

Flahault.

de Fleurieu.

de Jaucourt.

Mmes de Jumilhac.

de Lameth.

La Rochefoucault (née Rohan-Chabot.)

de Noailles.

Reichtrein.

de Ségur.

de Vaisnel.

de Vergennes.

de Witt (née Pelletier Saint-Fargeau.)

(1) PIERRE BERTRAND, *Lettres inédites de Talleyrand à Napoléon* (1800 à 1809), p. 4.

Enfin Talleyrand, aidé de Joséphine, travaillait activement au retour des émigrés, les poussant à se rallier au restaurateur de l'ordre et à solliciter des places, tout en riant sous cape de l'empressement qu'ils ne tardèrent pas à y mettre. Il commença par ses propres frères, qui touchaient encore de l'Angleterre leurs soldes arriérées. Il servit même d'intermédiaire aux agents de Louis XVIII et aux chefs vendéens, Montesquiou, Hyde de Neuville, d'Andigné, que le Premier Consul espérait alors rallier à son gouvernement. Enfin le corps diplomatique, heureux de retrouver les formes d'autrefois, reprenait le chemin des Tuileries. Talleyrand lui fit décider un deuil de dix jours à la mort du général Leclerc, beau-frère du Premier Consul, qui en fut flatté.

Sous des dehors impérieux et brusques, Bonaparte était bon, sensible et fidèle à l'amitié, reconnaissant des services rendus, patient et parfois débonnaire pour ceux qui l'approchaient. Ses colères, ses violences mêmes n'avaient pas de lendemain. Il n'est pas douteux qu'il ait éprouvé une vive estime pour l'intelligence de Talleyrand et même un goût très vif pour sa personne, et probablement pour ce qu'il y avait dans son esprit de profond et de cynique à la fois. C'est lui que, dès cette époque, il emploie dans ses rapports épineux avec les membres de sa famille, Joseph, Lucien, Élisabeth. Mais il était défiant, dissimulé, rusé parfois jusqu'au machiavélisme. Comment dans la terrible partie qu'il jouait ne l'eût-il pas été? La réputation de Talleyrand devait le faire réfléchir. Sa dérobade lors de son départ pour l'Égypte était toujours dans sa mémoire. L'entourage de Talleyrand au ministère était composé d'intrigants et d'agents doubles auxquels il s'abandonnait sans précaution, de sorte qu'il en devenait le prisonnier. La grande occupation de cet entourage était de jouer sur les valeurs, d'extorquer de l'argent

aux puissances étrangères par tous les moyens. Ces agissements intéressés se confondaient parfois avec des entreprises d'espionnage ou de contre-espionnage. Il n'était guère plus facile à Bonaparte de savoir ce qui se passait dans le bureau des Relations extérieures que dans ceux de la Police. Il en était réduit à faire surveiller Talleyrand et Fouché et à intercepter leurs lettres. Pendant les négociations de Lunéville et d'Amiens il jouait au plus fin avec Talleyrand, communiquait directement avec Josphe, son plénipotentiaire, et se donnait, en 1802, le malin plaisir d'annoncer lui-même à son ministre, fort étonné, la signature du traité de paix avec l'Angleterre. Il soupçonna ou découvrit, dès cette époque, certains propos équivoques aux représentants étrangers, aux royalistes, des indiscrétions, des fuites de documents (1). » « Son intérêt, pensait Bonaparte, me répond de lui. » Talleyrand en effet devait redouter également soit le retour des Bourbons, soit

(1) Ces fuites se produisirent déjà sous le Directoire, dès l'arrivée de Talleyrand au ministère. Une lettre de Talleyrand à Barras du 25 août 1797, récemment passée en vente, a pour but de se justifier de cette accusation. Il attribue les indiscrétions commises à un membre du Directoire et ajoute : « Le nombre de ceux que j'admets aux travaux confidentiels est très petit. »

Les livraisons de papiers à l'Angleterre en 1800 et 1801, qui provoquèrent, sur la dénonciation de Fouché, l'exil de Roux-Laborie, secrétaire de Talleyrand, rappelé par Napoléon en 1804, constituent peut-être des manœuvres de contre-espionnage. (Voir VANDAL, *l'Avènement de Bonaparte*, II, p. 410 et suivantes). Les intrigues de Talleyrand en Angleterre n'ont jamais été éclaircies. Le secret a été conservé. Les pièces probantes ont été supprimées ou réservées. Un récent ouvrage de M. Duff Cooper (*Talleyrand*, Londres, 1932) n'en dit mot. Montrond paraît bien avoir été un agent anglais.

On relève dans la correspondance de Napoléon ces deux lettres adressées à Talleyrand :

« Je désirerais, citoyen ministre, que vous arrestassiez toutes les lettres adressées à M. Laborie venant d'Angleterre sous votre adresse et sur lesquelles il y a : Pour Mme Smith. » (15 août 1800).

« Un grand nombre d'individus, citoyen ministre, reçoivent des journaux anglais venant de vos bureaux. Je vous prie de veiller à ce que personne n'en reçoive plus sous votre couvert. » (26 août 1800).

celui du Directoire. Mais son intérêt pouvait varier avec les circonstances et il apparaissait à Bonaparte que l'homme était d'un caractère à ne se donner jamais complètement, afin de rester libre quoi qu'il arrive.

Bonaparte connaissait son vice dominant, l'amour de l'argent, et pensa d'abord l'enchaîner ainsi que les siens par sa générosité. Il lui fit des dons importants, lui facilita l'acquisition du château de Valençay, ferma les yeux sur ses trafics, malgré la colère qu'il en éprouvait, plaça ses frères et fit restituer au baron de Talleyrand, son cousin, ses biens confisqués. Mais la reconnaissance ne suffisait pas à lier un tel homme. Bonaparte connaissait aussi sa plaie secrète : la honte d'être un prêtre défroqué, l'exaspération de se sentir méprisable ou ridicule en dehors de son cercle intime, la crainte de renouer si peu que ce fût ses liens, rompus en apparence, avec l'Église.

Lors des négociations du Concordat, Talleyrand qui dut, en sa qualité de ministre, y prendre une part active, ne montrait aucune disposition à les faire aboutir. « En général, écrivait à Vienne l'ambassadeur Philippe Cobenzl, ami de Talleyrand et son ancien condisciple au collège d'Harcourt, Talleyrand a toujours montré la plus mauvaise volonté pour le rétablissement de la religion catholique en France ; ce qui s'explique assez bien par l'embarras qui en résulterait pour lui, vu son ancienne qualité d'évêque (1). » C'est sans doute la même pensée qui explique son rôle à la Constituante pour séparer de Rome l'Église de France. Un des envoyés pontificaux, Caselli, le qualifiait d'« ennemi implacable et très puissant ». Le cardinal Mathieu, historien de ces négociations, estime qu'il y a joué le rôle d'avocat du diable.

(1) *Archives de Vienne.*

Malgré cette attitude, le Premier Consul imagina de demander pour son ministre le chapeau de cardinal. Mais Talleyrand se refusa formellement à rentrer dans la hiérarchie ecclésiastique, même au rang le plus éminent. Il ne songeait qu'à s'évader définitivement de l'Église. Sur ses instances, le Premier Consul consentit à écrire à Pie VII pour que la situation de son ministre fût enfin réglée. Cette demande, à laquelle Talleyrand ajouta ses démarches particulières, aboutit à un compromis satisfaisant. Le 10 mars 1802, l'ancien évêque d'Autun fut absous de l'excommunication qui pesait sur lui ; il obtenait de porter l'habit laïque et de remplir les charges de l'État. Mais il n'obtenait pas la permission de se marier. Quant au caractère du prêtre, il est, comme on sait, indélébile.

C'est alors que le Premier Consul intervint dans des conditions encore mal définies et qu'il n'a cherché, ainsi que Talleyrand lui-même, qu'à obscurcir. Mme de Rémusat et Méneval, bien informés tous deux, paraissent être dans la vérité quand ils rapportent que Talleyrand fut mis en demeure par le Premier Consul d'épouser sa maîtresse ou de la renvoyer. Mme Grant, ayant obtenu audience et versé des larmes, le Premier Consul lui déclara : « Il faut que vous portiez son nom ou que vous ne paraissiez plus chez lui. » Mais Bonaparte savait le puissant attrait qu'éprouvait alors son ministre pour « la belle Indienne ». Il n'ignorait pas non plus ce qui se répétait partout, qu'elle était intimement mêlée à ses affaires d'argent, le dépassant encore en rapacité, et que Talleyrand ne pouvait se séparer d'une femme qui possédait son secret. S'il n'avait été guidé que par le souci de la morale ou par l'intérêt de l'État, il n'eût pas supporté que son ministre des Relations extérieures prît comme femme légitime une étrangère de mauvaise vie, capable par manque d'esprit, vanité ou intérêt de dévoiler par-

tout ce qu'elle apprenait (1). Durant tout son règne il devait poursuivre Mme Talleyrand de ses sarcasmes, la chasser de sa cour, l'exiler et la tourmenter de toutes manières. Il est donc étonnant qu'il ait forcé Talleyrand à l'épouser, lui qui annula le premier mariage de son frère Jérôme, voulut faire annuler celui de Lucien et empêcha Berthier d'épouser Mme Visconti. Il avait des idées sévères sur la probité comme sur la dignité du mariage et s'efforçait de les imposer autour de lui. Pourquoi a-t-il voulu faire de Talleyrand, suivant ses propres expressions, « un prêtre marié à une catin, que de Lessart avait entretenue et qui, dans les soupers, se mettait toute nue (2)? »

Le grand manieur d'hommes qu'était Napoléon avait pour principe qu'il faut compromettre les gens pour les tenir et qu'on n'obéit bien que dans l'inquiétude. Il paraît probable qu'il a voulu s'assurer de la fidélité de Talleyrand, d'abord en le déconsidérant encore davantage, puis en lui interdisant tout retour possible aux Bourbons. Comment un prêtre, non seulement défroqué, mais « marié à une catin », pourrait-il jamais servir le roi très chrétien? Au

(1) Le baron de Vincent, représentant l'Autriche à Paris, écrivait à Stadion, le 3 avril 1806 :

« Le 30 mars, je fus chez Mme de Talleyrand. Après y avoir passé quelque temps, elle prit le moment où elle était peu entourée, me fit signe de m'asseoir près d'elle et me dit : Joseph va être reconnu roi de Naples, Borghèse souverain ou duc d'une partie de l'État de Parme et d'un autre pays que je ne me rappelle pas ; Berthier sera prince de Neuchâtel. Le prince Murat, duc de Clèves et de Berg, et dans quelques jours, Louis Bonaparte sera roi de Hollande. — Et M. de Talleyrand, interrompis-je? — Lui, me répondit-elle, ne sera pas encore de cette fournée mais ce sera quand il voudra. Ceci est pour vous seul, ajouta-t-elle.

« Le *Moniteur* ci-joint prouve qu'une partie de ces nouvelles s'est déjà vérifiée. » (*Archives de Vienne*).

(2) GOURGAUD, II, 324. — Les soupers fins de la villa d'Autueil étaient renommés : « Le service, dit Lucien Bonaparte, s'y faisait à la grecque. Des nymphes à nom mythologique y servaient le café dans des aiguères d'or ; les parfums brûlaient dans les cassolettes d'argent. » (IUNG, II, p. 255).

IV

CHARLEMAGNE ET LA GUERRE

(1802-1804)

Comment le Premier Consul pouvait maintenir la paix après le traité d'Amiens. — Au lieu de rassurer l'Europe en inaugurant une politique de conservation, il multiplie les annexions et les entreprises nouvelles. — Il ne peut se résigner à être « le premier en Europe et le second sur mer » et projette déjà la constitution de l'empire d'Occident. — Talleyrand voulait un roi et la paix : c'est Charlemagne et la guerre. — Leur dissentiment date de cette époque. — Talleyrand garde le ton du courtisan et participe à la fondation de l'Empire. — L'affaire du duc d'Enghien. — Talleyrand conseille l'arrestation et désigne Caulaincourt au choix du Premier Consul. — Plusieurs raisons de cette attitude. — Donner un nouveau gage à Bonaparte contre les Bourbons. — Souiller par un crime l'homme qui a fait de lui un évêque marié,

Les historiens français admettent en général que la rupture du traité d'Amiens est imputable à la seule Angleterre. Ils s'appuient tous sur l'interprétation littérale du texte d'après lequel l'Angleterre devait évacuer l'île de Malte dans les trois mois qui suivraient la ratification du traité pour la rendre à l'Ordre, neutre et indépendante, sous la garantie des grandes puissances. Or l'Angleterre s'est toujours refusée à cette évacuation.

Mais l'examen impartial des faits amène à des conclusions bien différentes. Il s'agissait surtout après la pacification générale de substituer à l'esprit de guerre l'esprit de paix, à l'esprit de conquête celui de conservation. La France victorieuse, possédant désormais la frontière du Rhin jusqu'à la mer, portée à plus de trente millions d'habitants,

recouvrant ses colonies, formait un bloc de puissance, qui inquiétait non seulement l'Angleterre, mais l'Europe entière. Elle ne pouvait se faire accepter qu'en rassurant.

Les mois qui s'écoulèrent après le 25 mars 1802 furent décisifs dans l'histoire de la France et dans celle de Napoléon. En arrivant au pouvoir, il avait proclamé le respect de la République pour l'indépendance des autres peuples, déclaré que ses engagements, « préparés par la sagesse, formés par la franchise », seraient désormais « gardés par la fidélité ». Il avait adjuré dans les termes les plus nobles, les plus pressants, le roi d'Angleterre, l'empereur d'Allemagne de ne plus « sacrifier à des idées de vaine grandeur le bien du commerce, la prospérité intérieure, le bonheur des familles », de reconnaître enfin que « la paix est le premier des besoins comme la première des gloires ». Les puissances n'avaient pas répondu à cet appel. Mais Marengo et Hohenlinden avaient imposé au continent la paix française et l'Angleterre avait suivi.

N'était-ce pas le moment pour le Premier Consul d'opérer, par un de ces coups de théâtre, dont son génie avait le secret, une révolution dans les rapports de la France avec l'Europe ; de proclamer, comme le conseillait déjà Talleyrand au Directoire, sa renonciation définitive à la propagande et aux conquêtes, d'affirmer non par des paroles mais par des actes, son désintéressement général et sa volonté de se consacrer désormais aux œuvres de paix. Au moment où il se préparait à entrer dans la famille des souverains, n'était-il pas d'une sage prévoyance de se faire plus conservateur qu'eux-mêmes, afin de désarmer leur naturelle hostilité, de montrer la plus grande déférence pour les vieilles dynasties et une sorte de vigilance pour le maintien des frontières des vieux États ? Si l'Angleterre demeurait secrètement hostile, ne convenait-il pas de la désarmer par des

ennemis de l'Angleterre, ce qui « pourra le mettre à portée d'acquérir un jour cette gloire qui prolonge la mémoire des hommes au delà de la durée des siècles ».

Le 20 juin, l'ancien conventionnel Cavaignac est envoyé en mission près de l'iman de Mascate sur la route des Indes.

Le 26 août, l'île d'Elbe est réunie à la France.

A la même date le général Brune est envoyé comme ambassadeur à Constantinople avec l'instruction « de tenir constamment ce rang au-dessus des ambassadeurs des autres nations ».

Le 5 septembre le colonel Sébastiani est envoyé en Égypte ; il passera par Tripoli et reviendra par la Syrie. Trois mois après, Sébastiani est de retour après avoir donné un grand éclat à sa mission ; un corps de six mille hommes se concentre en Corse en vue d'une nouvelle expédition d'Égypte. Le rapport de Sébastiani fut publié comme un défi à l'Angleterre dans le *Moniteur* du 30 janvier 1803.

Le 11 septembre, l'annexion à la France du Piémont, détaché de la République italienne, est annoncée. C'était une conquête non de la Révolution, mais de Bonaparte. « Je fis de vains efforts, écrit Talleyrand, pour le détourner de cette mesure. Il croyait qu'elle était dans son intérêt personnel. Son amour-propre... prévalut contre tous les conseils de la prudence (1). » Tout le continent s'effraya de voir la France installée définitivement au delà des Alpes.

Le 30 septembre, le Premier Consul notifie sa médiation aux Suisses, sous la menace d'un corps de trente mille hommes, commandé par Ney. Il veut éviter, écrit-il à Talleyrand, que la Suisse devienne « un nouveau Jersey ».

Au commencement de 1803 est publiée une loi

(1) *Mémoires*, I, 290.

sur les douanes qui ne laissait aucune possibilité d'arrangement de commerce avec l'Angleterre, alors que des concessions commerciales étaient le seul moyen de l'apaiser.

Le 2 avril, le Consulat à vie fut proclamé. Il établissait la dictature absolue. L'ambassadeur de Russie annonçait à sa cour que Bonaparte avait l'intention de se proclamer *Empereur des Gaules* et l'envoyé prussien, qu'il voulait « reproduire Charlemagne ». Entre temps, l'expédition de Saint-Domingue, imprudemment entreprise avant le traité d'Amiens, avait abouti à un désastre. D'autre part, les troupes françaises n'évacuaient pas la Hollande. Les terres ecclésiastiques de la rive droite du Rhin étaient distribuées aux princes allemands, nos alliés.

Ces envahissements continuels agitaient profondément l'Europe, la portaient à rechercher en désespoir de cause le soutien de l'Angleterre. Celle-ci se fortifiait dans sa résolution de ne pas quitter Malte tant que la France dominerait l'Italie et occuperait la Suisse et la Hollande. Il ne s'agissait plus d'Anvers, mais de Milan, de Bâle et d'Amsterdam. C'est à ce moment que le ministre prussien Haugwitz déclarait : « Que les Anglais exercent le despotisme sur les mers, c'est un très grand inconvénient, je l'avoue ; mais le despotisme continental est infiniment plus dangereux. »

Comment s'étonner, dans de telles conditions, que l'Angleterre devenue l'espoir de toute l'Europe, n'ait pas évacué Malte. Le ministère Addington, impopulaire et sans autorité, se résigna cependant, à la fin de 1802, à envoyer à Paris son ambassadeur, lord Whitworth. Andréossi partit pour Londres, précédé d'instructions menaçantes, adressées à Otto, qui s'y trouvait pour l'échange des prisonniers : « Laissez entrevoir que le premier coup de canon peut créer subitement l'*Empire Gaulois*... Le Premier Consul n'a que trente-trois ans et il n'a encore

détruit que des États de second ordre ; qui sait ce qu'il lui faudrait de temps, s'il y était forcé, pour changer de nouveau la face de l'Europe et ressusciter l'*Empire d'Occident*. » Et c'était à Talleyrand que Bonaparte dictait ces lignes ! Partout il se montrait conquérant, agressif ; il se présentait lui-même comme un épouvantail et s'ingéniait à répandre l'effroi, tout en protestant de son désir de paix.

Sans doute peut-on soutenir que la guerre lui paraissant certaine, il prenait partout ses avantages. Mais il ne la prévoyait pas si proche, puisqu'il ne fit partir l'expédition de Decaen pour les Indes que le 16 février 1803, à la veille de la rupture, risquant ainsi de livrer ses troupes aux Anglais avec l'escadre qui les portait. Même dans l'attente certaine d'une guerre avec l'Angleterre, ne devait-il pas essayer de se concilier les puissances continentales ? Or, il les réduisait à préférer la tyrannie lointaine de l'Angleterre à la sienne beaucoup plus proche, pesante et toujours agissante. Tout indique que la paix d'Amiens ne fut pour lui qu'une étape au lieu d'une fin. Son activité dévorante n'était pas apaisée ; la passion de dominer le possédait toujours. Il brûlait d'entreprendre des tâches de plus en plus difficiles. La prise de Londres, dit Marmont, hantait sa pensée. Il ne pouvait se résigner, écrit l'envoyé prussien Lucchesini, à être le premier en Europe et le second sur mer.

Les forces et l'ardeur de la jeunesse avaient servi ses premiers succès ; peut-être l'ont-elles ensuite perdu. Peut-être un homme moins grand et mûri par l'âge eût-il mieux convenu aux circonstances que ce jeune dieu. Nul ne l'a mieux défini que Balzac quand il fait dire naïvement à un grognard : « C'était un homme qui ne pouvait pas rester sans rien faire. » « Quel dommage, disait aussi Talleyrand, qu'il ne soit pas paresseux. » Lui-même avouait plus tard à Gourgaud : « J'ai trop embrassé de choses. »

Après avoir fait tous ses efforts pour la conclusion de la paix, Talleyrand déploya toute son ingéniosité pour retarder la rupture ; il remet de jour en jour l'audience finale de Whitworth, disparaît à la campagne pour éviter de recevoir ses derniers messages, lui envoie encore une note au lieu des passeports demandés, le relance même sur la route de Londres. Peine inutile ! Le 19 mai, les deux ambassadeurs passent le détroit.

Tous les plans de Talleyrand étaient déjoués ; tous ses espoirs étaient déçus. Dès le lendemain de Marengo, Ouvrard assure dans ses *Mémoires* qu'il lui dit : « Je sais bien ce que devrait faire le Premier Consul, ce que demande son intérêt, le repos de la France et celui de l'Europe. Deux routes lui sont ouvertes : le système fédéral qui laisse chaque prince, après la conquête, maître chez lui à des conditions favorables au vainqueur ; ainsi, aujourd'hui, le Premier Consul pourrait rétablir le roi de Sardaigne, le grand-duc de Toscane, etc... Mais veut-il au contraire réunir, incorporer ? Alors il s'engage dans une carrière qui n'a pas de terme. »

Talleyrand avait voulu pour la France la paix et un roi : c'était Charlemagne et la guerre. C'est au moment de la rupture de la paix d'Amiens qu'il a commencé de se séparer de Napoléon et de se rallier à la cause de l'Europe. On lui a reproché de n'avoir pas prononcé, ni publié avec plus d'énergie, son opposition. Ce n'était pas dans sa manière. Lui était-ce d'ailleurs possible ? Il insinuait, conseillait, il montrait de la ténacité, ne se déconcertait jamais, mais répugnait aux éclats inutiles. On ne connaît d'ailleurs pas le ton que prirent alors ses entretiens avec le Premier Consul. Dans une lettre à Beurnonville, il qualifie Bonaparte de « l'homme le moins influençable et le plus tenace que Dieu ait créé ». « Bonaparte, a-t-il encore écrit, détestait de m'entendre dire que j'aurais volontiers laissé Malte aux

Anglais en toute propriété pourvu que le traité eût été signé par M. Pitt ou par M. Fox au lieu de l'être par M. Addington. »

Au conseil privé qui précéda la rupture, Talleyrand fut invectivé par Bonaparte ainsi que Joseph, qui parlait, comme lui, pour la paix. Il eût été chassé brutalement s'il eût adressé au Premier Consul les mêmes représentations qu'à Danton ou au Directoire. Or il entendait bien rester en place, car dans une dictature il n'existe d'influence réelle que dans les places.

Voyant ses avis dédaignés, Talleyrand commença de se livrer aux ambassadeurs étrangers. La grande aventure napoléonienne commençait, lutte d'usure contre l'Angleterre, maîtresse de la mer, sans aucun allié sûr en Europe; celle-ci, effrayée, révoltée par un système d'exactions et d'envahissements qui ne laissaient aucun intérêt en repos. Talleyrand comprit que cette aventure, si elle se développait et qu'on ne pût l'arrêter, était vouée au désastre, que la puissance du Premier Consul devenait fragile et que l'Europe coalisée aurait le dernier mot. C'est donc de l'Europe qu'il fallait se rapprocher dans l'intérêt même de la France, qu'il faudrait peut-être un jour sauver du désastre où l'entraînait Bonaparte. Avec son intelligence froide et lucide il perçut tout cet avenir, comme il avait senti, dès 1792, que la propagande révolutionnaire et la conquête sans limites perdraient la Révolution, dès 1797, que la continuation de ce système rendait la paix impossible.

Un agent de l'ambassadeur anglais, Huber, lui signalait, le 3 mai, les efforts déployés en faveur de la paix par Joseph Bonaparte, Regnault de Saint-Jean-d'Angély, Malouet, Fouché. « Quant à M. de Talleyrand, ajoute-t-il, vous savez, milord, que son intérêt comme ministre et comme individu est si décidément lié à la paix, qu'on peut compter sur

son aide si quelque incident lui donne cette influence que son manque d'énergie lui refuse. » De son côté, l'envoyé prussien Lucchesini écrivait dans le même temps que Talleyrand n'avait ni conseillé, ni approuvé la mission du colonel Sébastiani, mais qu'il avait menacé d'offrir sa démission dans l'affaire de la médiation suisse et s'était efforcé de faire supprimer dans l'*Exposé de la situation* au Sénat le passage provocant sur l'Angleterre. Une lettre de l'ambassadeur de Russie, Markoff, est encore plus caractéristique. Rapportant certains propos de Bonaparte, il ajoute : « On se réunit communément à attribuer ces incohérences à un esprit qui a de la tendance vers un égarement complet, c'est communément l'opinion du principal ministre de tous ses plans politiques. » Talleyrand est ainsi désigné comme répandant partout que Bonaparte devenait fou. Après la scène violente que le Premier Consul fit à l'ambassadeur anglais le 18 février 1803, le ministre Hawkesbury déclara : « Il doit être fou. » C'est ici le commencement de l'opinion qui se répandit peu à peu à Paris dans les milieux d'opposition, les salons royalistes et, en Europe, dans toutes les cours : Bonaparte est fou ! Talleyrand, qui vivait dans son intimité et souvent était témoin de ses violences, accréditait déjà cette opinion.

Il conservait cependant près du Premier Consul l'attitude d'un parfait courtisan et de l'ami le plus dévoué. Il était encore bien loin de désespérer de sa fortune. Le pouvoir de Bonaparte était absolu ; sa popularité entière ; son génie rayonnant. Talleyrand l'avait servi avec un zèle sincère et il aspirait encore à le diriger. S'exagérant son rôle au 18 Brumaire, il estimait que le nouveau régime était sa création et qu'il devait veiller à sa conservation. Il y était attaché par les liens les plus forts. La disparition de Bonaparte ne pouvait profiter qu'aux Bourbons ; elle pouvait aussi provoquer le retour

des hommes du Directoire ; dans les deux cas, Talleyrand était écarté, peut-être perdu. D'ailleurs pour Talleyrand, comme pour la France entière, le régime de l'an VIII avait fait cesser la guerre civile et l'anarchie ; son maintien était la seule garantie de l'ordre. En se détachant de Napoléon, Talleyrand pensait donc beaucoup moins à le combattre qu'à le consolider en le sauvant de ses propres fautes. Il poursuivait avec logique et ténacité son plan de restauration de l'ordre et de la paix par la monarchie. Bien loin de considérer, comme il l'a soutenu plus tard dans ses *Mémoires* (1), que la nouvelle dynastie était une transition nécessaire au retour des Bourbons, il n'a cessé, même en combattant Napoléon, de soutenir le régime impérial jusqu'au dernier jour de son existence.

Le 28 août 1804, il annonce à Napoléon qu'il va le rejoindre à Aix-la-Chapelle, emmenant avec lui l'ambassadeur d'Autriche et plusieurs ministres étrangers, porteurs de lettres de leurs souverains pour la reconnaissance du nouvel empereur. Ne pensant qu'à flatter son maître (il espérait alors devenir archichancelier) il ajoute : « Il paraîtra grand et juste que la ville qui fut longtemps la première des villes impériales, qui a toujours porté le nom spécial de siège et trône royal des empereurs, qui fut la résidence habituelle de Charlemagne, se ressente avec éclat de la présence de Votre Majesté et fasse ressortir la ressemblance de destinées que l'Europe a déjà saisie entre le restaurateur de l'Empire romain et le fondateur de l'Empire français. »

En réalité, Talleyrand n'avait pas été favorable au titre d'empereur. « Il pressait le Consul, dit Mme de Rémusat, de remplacer son titre par celui de roi. Il m'a avoué depuis que le titre d'empereur l'avait dès lors effrayé ; il y voyait un vague et

(1) *Mémoires*, I, 274-275.

une étendue qui étaient précisément ce qui flattait l'imagination de Bonaparte. « Mais, disait encore M. de Talleyrand, il y avait là une combinaison de république romaine et de Charlemagne qui lui tournait la tête. » — « Talleyrand voulait que je me fisse *Roi*, disait Bonaparte ; c'est le mot de son dictionnaire. Il se serait cru tout de suite redevenu grand seigneur sous un roi ; mais je ne veux de grands seigneurs que ceux que je ferai ; et puis le titre de roi est usé, il porte avec lui des idées reçues ; il ferait de moi une espèce d'héritier ; je ne veux l'être de personne. Celui que je porte est plus grand, il est encore un peu vague, il sert l'imagination (1). »

Sous les flatteries du courtisan mûrissaient déjà les trahisons du ministre. Au printemps de 1804, Talleyrand fut intimement mêlé à la proclamation de l'Empire, comme il l'avait été à celle du Consulat à vie. « La France, écrivit-il aux agents français à l'étranger, est en ce moment une famille fière de sa fortune, mais inquiète de l'avenir et qui demande que l'adoption mutuelle, qui lie ensemble ses destinées et celles du chef qui la gouverne, soit pour jamais mise à l'abri des caprices du sort et des vicissitudes du temps. »

Il fut nommé grand chambellan, tout en conservant le ministère des Relations extérieures, puis bientôt après grand-croix de la Légion d'honneur. Mais Cambacérès lui fut préféré comme archichancelier, et devint ainsi grand dignitaire de l'Empire. Napoléon ne pouvait supporter la présence de Mme Grant dans son palais. Peut-être se méfiait-il déjà de l'ambition et de l'indépendance de son ministre. Talleyrand qui avait cherché, quelques années avant, à entrer dans le Directoire, désirait également devenir grand dignitaire. Dans une monarchie absolue, comme celle qu'il avait connue dans

(1) MME DE RÉMUSAT, *Mémoires*, I, 359, 391.

sa jeunesse, les grandes places près du prince permettaient seules d'avoir un rôle puissant dans l'État. Sous un régime récent et dont le chef pouvait disparaître d'un instant à l'autre sans héritier formellement désigné, c'est aux grands dignitaires qu'il appartiendrait en fait de pourvoir à la succession ou d'exercer la régence. Talleyrand voulait être à portée d'agir dans une telle circonstance. Il conçut de son échec un vif dépit, qui accrut encore la rancune qu'il éprouvait de son mariage forcé.

Le ministre des Relations extérieures s'employa activement à faire venir Pie VII à Paris. Mais le Souverain Pontife refusa que Mme Grant lui fût présentée. Talleyrand figura comme grand chambellan le jour du sacre ; il avait exprimé un avis favorable au sacre de Joséphine. Mais il passe sous silence dans ses *Mémoires* sa participation aux événements qui le gênaient sous Louis XVIII.

Il assista de même, le 26 mai 1804, à Milan, au couronnement de Napoléon comme roi d'Italie. C'était le pas décisif vers la fondation de l'Empire d'Occident, qui désormais occupe toute la pensée de Napoléon. C'était aussi la destruction de tous les plans de modération et de paix qui occupaient la pensée de Talleyrand. Il était évident que l'Europe n'accepterait jamais la réunion des deux couronnes de France et d'Italie sur la même tête. Pour conjurer ce danger Talleyrand essaya de faire de Lucien un président de la République cisalpine ou de confier ces fonctions à Joseph avec le titre de roi. Mais Joseph prétendit à l'indépendance complète ; Lucien ne se réconcilia pas avec son frère et Napoléon prit la couronne pour lui. Talleyrand ne put que s'incliner et attendre les événements. Dans le rapport qu'il lut au Sénat, le 18 mars 1805, il déclara sans rire :

« La malveillance n'a-t-elle pas cherché à répandre l'alarme en rappelant la gloire, le nom et la destinée d'Alexandre et de Charlemagne ? Frivoles et trom-

peuses analogies !... Charlemagne a été conquérant et non pas fondateur. Les fondateurs gouvernent pendant leur vie et ensuite pendant des siècles... Alexandre, en reculant sans cesse les limites de ses conquêtes, ne fit que se préparer des funérailles sanglantes... Comme ces grands hommes, nous avons vu Votre Majesté porter avec rapidité ses armes en Europe et en Asie ; son activité, comme la leur, a su embrasser en peu de temps la plus vaste étendue et franchir les plus grandes distances. Mais, dans ses plus glorieuses expéditions et dans ses plus hardies entreprises, a-t-elle été entraînée par une passion vague et indéfinie de dominer et d'envahir ? Non, sans doute, et l'histoire l'a déjà inscrit dans ses fastes dès le début de sa noble carrière, Votre Majesté voulut rappeler la France à des idées d'ordre et l'Europe à des idées de paix... »

Sous Napoléon comme sous le Directoire, c'était là sa manière d'insinuer sa pensée et de maintenir ses principes. L'ironie dissimulée sous l'éloge n'est-elle pas la seule forme d'opposition permise à un courtisan ? C'est désormais ainsi qu'il faut interpréter les flatteries qu'il continuera de prodiguer à Napoléon.

Deux mois avant la proclamation de l'Empire, Talleyrand fut étroitement mêlé à une affaire dont le retentissement fut considérable sur les contemporains et dans la postérité, bien qu'elle n'ait en réalité que fort peu modifié le cours des événements intérieurs : l'arrestation et l'exécution du duc d'Enghien.

Après les travaux de Nougarière de Fayet et les minutieuses enquêtes d'Henri Welschinger et de Boulay de la Meurthe, les circonstances qui entourent le drame paraissent maintenant éclaircies. M. Lacour-Gayet a établi, avec une grande précision, la part de responsabilité qui pèse sur Talleyrand. M. Jean Hanoteau, avec la même impartialité, a retracé la

conduite de Caulaincourt dans la préface qui accompagne la publication qu'il a faite de ses *Mémoires*.

En dépit du plaidoyer qu'il présenta sous la Restauration pour protester contre les accusations de Savary, il apparaît comme certain que Talleyrand, dans un entretien avec le Premier Consul du 7 mars 1804, puis dans une lettre du 8 mars, conseilla l'arrestation du duc d'Enghien, en laissant entendre qu'elle devait être suivie de l'exécution. « La politique, disait-il, exige de punir sans exception. » Les témoignages conformes de Chateaubriand et de Méneval, qui l'un et l'autre ont tenu la lettre entre leurs mains (ce dernier dès 1804), s'accordant avec le témoignage de l'Empereur lui-même et avec ceux d'un grand nombre de contemporains, aucun doute ne nous paraît subsister.

Le lendemain 9 mars, Cadoudal était arrêté. Sous cette impression, un conseil de gouvernement se réunit le 10 mars : les consuls Cambacérès et Lebrun, Talleyrand, peut-être Fouché. L'enlèvement du duc d'Enghien fut décidé. Seul, Cambacérès eut le courage de s'y opposer et s'attira de Bonaparte la fameuse apostrophe : « Vous êtes devenu bien avare du sang des Bourbons ! » Le 10 et le 11 mars, Talleyrand adressa deux notes au baron d'Edelshein, ministre des Affaires étrangères de l'électeur de Bade, pour le prévenir que le duc d'Enghien et Dumouriez, qu'on croyait avec lui, seraient arrêtés par deux détachements français qui franchiraient la frontière. Il donna des instructions, le 11 mars, au général Caulaincourt, aide de camp du Premier Consul, chargé de l'ensemble des opérations ; il avait conseillé à Bonaparte le choix de Caulaincourt dans sa lettre du 8. Le duc fut arrêté dans la nuit du 14 au 15 par le général Ordener, conduit à Strasbourg, amené à Paris. Murat, gouverneur de Paris, reçut de Talleyrand les ordres nécessaires. Le 20, à cinq heures du matin, Enghien était amené

à Vincennes, jugé en présence de Savary et exécuté la nuit suivante, à deux heures et demie du matin. A ce moment précis, Talleyrand jouait au creps chez la duchesse de Luynes ; il annonça l'événement par ces simples mots : « Le dernier Condé a cessé d'exister. » Trois jours après, malgré la consternation publique, il donnait un bal au ministère. Il se moquait de l'indignation de son subordonné d'Hauterive. Il adressait dans les jours suivants une circulaire aux agents diplomatiques français pour justifier l'enlèvement du duc d'Enghien en territoire étranger. Les petits États, sauf la Suède, s'inclinèrent sans protester. La cour de Vienne parut indifférente. Seul, Alexandre I^{er} demanda des explications et protesta devant la diète germanique. Talleyrand, dans une lettre officielle, où il ne compromettrait que le Premier Consul, et non lui-même, riposta en faisant allusion à l'assassinat de Paul I^{er}. « Cette injure, a écrit le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, ne fut jamais pardonnée à Napoléon en dépit de toutes les embrassades de Tilsitt et d'Erfurt. »

Devant Rœderer, Caulaincourt, plus tard devant Gourgaud, et, en 1809, devant Talleyrand lui-même, Napoléon n'a cessé de déclarer que c'était Talleyrand qui avait attiré son attention sur la présence du duc d'Enghien à Ettenheim et lui avait conseillé son arrestation. Il estimait d'ailleurs qu'il s'était conduit « en bon ministre », mais lui reprochait d'avoir ensuite essayé de dégager sa responsabilité. Napoléon, en parlant ainsi, était d'accord avec la vérité, bien que le souvenir de l'exécution du duc d'Enghien n'ait cessé de le tourmenter jusqu'à la veille de sa mort et qu'il en ait pris la responsabilité devant l'histoire.

Ce qui nous intéresse c'est de démêler les mobiles auxquels Talleyrand dut obéir quand il prit dans le drame de Vincennes cette part si peu conforme à

son caractère froid et à ses mœurs douces. Mais, en politique, froideur et aménité sont de fausses apparences ; la nécessité ou la passion amènent très vite les natures les plus tranquilles à favoriser ou à couvrir des actes de sang. Napoléon, qui était le moins cruel des hommes, obéit bien moins à la colère qu'à la raison d'État ; il voulut à la fois défendre son existence menacée et s'attacher à jamais les hommes de la Révolution, obliger les autres à se prononcer. Talleyrand n'était pas exempt de poussées de violence. Il avait parfois « sa peau de serpent, » nous dit Aimée de Coigny. Plus tard c'est l'assassinat de Napoléon lui-même sur lequel il arrêtera ses pensées.

Dans l'affaire du duc d'Enghien, il a suivi, d'abord, la tendance habituelle et logique de son esprit. Dès les débuts du Consulat, il mettait Bonaparte en garde pour sa vie : « Votre conservation est encore et pour longtemps le seul gage de notre fortune publique. » Il lui écrivait encore, en lui dénonçant des complots royalistes : « Rien ne donne peut-être plus de considération véritable à un gouvernement aux yeux de l'étranger que cette aptitude à découvrir ainsi les plus secrètes trames dirigées contre lui. » Après l'attentat de nivôse, il l'excitait, en plein conseil, à sévir : « Cela est nécessaire au dedans et au dehors (1). »

Protéger la vie précieuse du restaurateur de l'ordre ; écarter définitivement les Bourbons, les « avilir » pour faire place à la dynastie nouvelle, tel était bien son but politique, uni à son intérêt personnel, depuis Marengo ; son premier mouvement devait donc le pousser à se prononcer fortement contre le duc d'Enghien, le plus brillant et le plus valeureux représentant de la

(1) BOULAY DE LA MEURTHE, *Correspondance de Talleyrand avec le Premier Consul pendant la campagne de Marengo*, p. 34, 43. — RÆDERER, *Journal*, p. 67.

dynastie déchue, par conséquent le plus à redouter.

Talleyrand n'était pas l'homme du premier mouvement. Il dut méditer longuement l'attitude qu'il allait prendre dans cette redoutable occasion. De même qu'au 21 janvier 1793, les conventionnels s'étaient divisés en *votants* et en non-votants, de même il fallait cette fois se déclarer pour ou contre le nouvel Empire, à la veille d'être proclamé. Talleyrand avait déjà provoqué la défiance, excité les soupçons du maître ; il était entré dans des intrigues, dans des collusions avec l'étranger ; s'il ne trahissait pas, il n'était déjà plus fidèle. L'occasion s'offrait à lui de donner un gage irrévocable, d'acquiescer sur le maître un crédit presque illimité. Il ne pensa qu'à l'intérêt pressant du moment et prit son parti. Sa conduite le liait à Napoléon, qui ne put douter, de son côté, que son ministre, en coupant tous les ponts avec les Bourbons, ne s'attachât sans retour à sa fortune. Ils devenaient secrètement complices pour la vie.

Mais, dès cette époque, Talleyrand pensait à se disculper et à se trouver un alibi. Tous les hommes qui avaient été mêlés à cette affaire en firent d'ailleurs autant. Ils laissèrent seul, auprès du cadavre, Napoléon que ce souvenir assombrissait, et qui, sans doute, en 1814 et 1815, en supporta les conséquences dans le traitement qu'on lui fit subir. Talleyrand ne tarda pas à se présenter devant l'Europe et parmi ses amis comme l'exécuteur passif et désolé des ordres sanguinaires du Premier Consul. On verra plus loin le stratagème qu'il employa (1). Dans la première lettre qu'il lui avait adressée, sous le Directoire, à l'occasion de son entrée au ministère, le général Bonaparte l'avait félicité d'être resté « étranger aux égarements qui ont déshonoré la Révolution. » Il entendait bien garder ce privilège

(1) Voir le chapitre suivant, p. 96.

dans l'opinion de son monde et des honnêtes gens. Mais Bonaparte jouissait aussi de ce privilège. Talleyrand qu'il avait contraint à devenir un prêtre marié, position méprisable et ridicule, Talleyrand qu'il froissait par son impérieuse volonté, décevait par sa politique, humiliait par son mépris pour sa vénalité, n'a-t-il pas vu, en le poussant au crime, l'occasion d'une revanche? Que Bonaparte fût marqué à son tour, comme les *votants*, comme Fouché, comme Barras; qu'il lui fût désormais impossible d'en imposer par son honneur sans tache, par son passé sans souillure, n'était-ce pas pour lui une sorte de compensation? L'hypothèse apparaît vraisemblable et dans la logique des caractères.

Le comte Molé, pénétrant et bien informé, l'affirme dans ses *Mémoires* : « Le duc d'Enghien périt par suite d'une intrigue de Talleyrand et de Fouché, qui voulaient entraîner Napoléon et le mettre en leur puissance par un crime qui le mettrait en complicité avec eux et après lequel il ne pourrait rien leur reprocher de leur vie révolutionnaire. » Mais la part prise par Talleyrand fut beaucoup plus importante que celle de Fouché. De plus Fouché, *votant* et ancien terroriste, pouvait agir ainsi par intérêt. Il n'en était pas de même de Talleyrand. Mais Napoléon l'avait flétri par son mariage; il réussit à son tour à le souiller en le poussant au crime.

Par cet échange de procédés, finit la première phase des relations de ces deux hommes. Ils vont continuer de s'affronter par leurs caractères, tout en suivant la ligne de leurs conceptions, qui prenaient d'ailleurs naissance dans leurs caractères. Ils avaient toujours besoin l'un de l'autre. Ils ressemblaient assez, surtout Talleyrand, que Mme de Staël peignait dans un de ses romans sous les traits d'une femme, à ces époux qui ont commencé de se haïr, mais qui ne peuvent encore se séparer.

V

LES DALBERG

Origine ancienne des Dalberg. — Charles-Théodore (1744-1817). — Coadjuteur en 1787 de l'archevêque de Mayence. — Sa culture, son cosmopolitisme, ses mœurs peu canoniques, sa réputation d'écrivain dans toute l'Allemagne. — Il est considéré au Vatican comme franc-maçon, pervers et dangereux. — Son zèle pour l'unité allemande. — Il assiste au sacre de Napoléon par Pie VII. — Après Austerlitz, il voit dans Napoléon le seul fondateur possible de l'unité allemande. — Emmerich de Dalberg (1773-1833). — Son patriotisme allemand. — Sa liaison avec Vitrolles en 1795. — Au service de l'Autriche, de la Bavière; ministre de Bade à Paris en 1803. — Sa liaison avec Talleyrand. — Sa haine pour Bonaparte. — Il devient chef du service de l'espionnage russe. — Le comte d'Antraigues fait partie de ce service. — Dénonciation des ordres secrets donnés à la flotte française en mars 1805. — Ces fuites provenaient d'agents subalternes. — Dalberg était en rapport avec les bureaux des Affaires étrangères. — Talleyrand se sert de son intermédiaire pour se justifier près d'Alexandre I^{er} dans l'affaire du duc d'Enghien et charger Caulaincourt. — Dalberg contribue par ses rapports à la coalition de 1805. — Il suit Talleyrand à Varsovie en 1806. — Naturalisé Français il est créé duc par Napoléon en 1810. — Charles-Théodore devient prince primat de Francfort. — En 1813, il abdique en faveur du prince Eugène. — Emmerich de Dalberg, associé à Talleyrand en 1814, finit sa carrière en France.

Deux Allemands, l'oncle et le neveu, ont été depuis le Consulat jusqu'à la fin de l'Empire à la fois des favoris de Napoléon et des amis de Talleyrand. Tous deux, le second surtout, ont joué un rôle important dans l'histoire de cette époque, sans qu'on y ait encore prêté grande attention.

Des généalogistes, sans doute complaisants, rattachaient l'illustre famille des Dalberg Kameron von Worms aux colons romains de Rhénanie; soit à

Caïus Marcellus, cousin de la Vierge Marie, venu, après la destruction de Jérusalem, dans les légions de Varus ; soit au capitaine romain Longinus, qui perça le flanc du Christ sur la croix. En tout cas, fondus depuis le quatorzième siècle avec les Kameron de Worms, les Dalberg possédaient depuis longtemps déjà de vastes territoires entre Spire et Oppenheim, Leur administration était paternelle et bienfaisante. Ils fondaient des monastères, des bibliothèques, des théâtres, protégeaient l'agriculture, les arts, les sciences et la musique. Un de leurs ancêtres, évêque de Worms, avait fait un recueil de quelques milliers de mots qui ont la même étymologie en grec et en allemand. Ce pourrait être un précurseur du racisme aryen. Mais les Dalberg étaient au contraire des cosmopolites, amis des lumières, accueillants aux étrangers, ouverts à tous les vents de l'esprit, dévoués à la patrie allemande encore nébuleuse et tournés vers l'Église, la politique et la haute culture plutôt que vers les armes.

Telle était leur ancienneté et leur prestige en Allemagne qu'ils avaient le privilège immémorial de se faire reconnaître et armer par l'empereur dans la cérémonie de son sacre comme premiers barons et chevaliers du Saint-Empire. Les Dalberg n'avaient jamais voulu accepter d'autre titre que celui de baron porté par leurs premiers ancêtres. Avant que l'empereur élu nommât de nouveaux comtes de l'Empire, le héraut d'armes criait : « Est-il ici un baron de Dalberg qui veuille recevoir la dignité de comte ? » Le silence des Dalberg affirmait leur orgueilleux renoncement.

Charles-Théodore baron de Dalberg, le plus âgé des deux membres de cette famille qui marquèrent dans l'histoire napoléonienne, était né le 8 février 1744 au château familial de Herrnsheim. Destiné à l'Église, il reçut dès l'âge de neuf ans de grasses prébendes. A quatorze ans, il était chanoine de l'évêché de Worms

et à vingt-quatre ans du siège de Mayence, dont le prince-archevêque, baron d'Herthal, électeur d'Empire, était son parent. Charles-Théodore devint en 1787 son coadjuteur, c'est-à-dire son successeur désigné. Il devint ensuite coadjuteur de l'évêque de Worms et du prince-évêque de Constance. Dès 1772, il avait été nommé gouverneur du pays d'Erfurt, qui dépendait de Mayence.

Quand éclata la Révolution française il y vivait presque en souverain. Son esprit, ses connaissances, son zèle pour le bien public, appelaient sur lui les yeux de toute l'Allemagne. Un de ses frères était connu comme auteur dramatique. Un autre, savant orientaliste, composait une *Histoire d'une famille druse*, qui est encore connue. Le coadjuteur avait fait d'Erfurt le rendez-vous des gens de lettres. Il était lié avec Wieland, Herder, Schiller, Goethe, avec l'historien suisse Jean de Müller. Il avait fait de longs séjours en Italie dont il regrettait, devant Vitrolles, les belles filles. Catherine II correspondait avec lui et le chargea de rédiger un code pour la Russie. Joseph II l'invitait à créer en Allemagne par ses efforts un véritable esprit public (1). Il faisait élever près de lui son parent, le jeune Nesselrode. Il composait un gros ouvrage intitulé *l'Univers*, exposé philosophique et politique, animé de l'amour le plus pur de l'humanité, qui établit sa réputation dans toute l'Europe.

Prélat fort peu canonique par les mœurs comme par l'esprit, il était entré, fort jeune encore, dans la société secrète fondée par le fameux Weishaupt sous le nom d'*Ordre de la Perfectibilité* ou des *Illuminés*. Il était même devenu un des douze apôtres, choisis par

(1) En 1792, Charles-Théodore publiait un *Essai sur les limites de l'Etat*, à tendances « josphistes », qui a fait l'objet d'une intéressante étude de M. Robert Leroux, maître de conférences à l'Université de Strashourg : *La théorie du despotisme éclairé chez Karl Theodor de Dalberg*.

Weishaupt ; il obéissait donc à ses directions encore mal connues, mais qui paraissent bien rapprochées des directions maçonniques.

Les archives du Vatican contiennent à l'égard de Charles-Théodore de Dalberg des documents significatifs. Une note du cardinal Consalvi, en date du 19 mai 1804, signale « sa passion de paraître et de figurer, son ambition sans limites, la vanité qui le domine, le désir de faire parler de lui » et « *forse una certa fina malignita* ». Une autre note de 1808, signée du cardinal di Pietro, le peint comme « affectant un zèle qu'il n'a jamais eu et n'a pas pour les intérêts de l'Eglise » ; au contraire, « pour ses intérêts personnels ou par suite de ses liens secrets avec la franc-maçonnerie, il s'est fait le vassal de l'empereur des Français ; il fut un des principaux auteurs du célèbre traité de la Confédération du Rhin du 12 juillet 1803, dont l'Eglise a tant souffert ; enfin il a délégué à Constance un vicaire qui cherche à détruire la religion catholique dans ce diocèse (1). »

Le nonce à Lucerne élevait en effet les plaintes les plus vives contre l'administration du baron de Wessemberg que Charles-Théodore avait envoyé à Constance pour l'y représenter. « Il cherchait à détruire la vénérable discipline de l'Eglise, notamment pour le célibat des prêtres, ne reconnaissait ni les indulgences, ni l'autorité du pape, défendait l'indifférentisme, prétendait que le salut est possible dans toute religion, voulait détruire les monastères. Plusieurs de ses prêtres niaient la présence réelle, le sacrement du mariage, de l'ordination et scandalisaient même les protestants. » A toutes les réclamations du nonce, Dalberg répondait de s'adresser à son vicaire et le cardinal secrétaire d'Etat, se désolant de la triste situation d'un diocèse si important, qui contenait plus de trois cent

(1) *Archives du Vatican.*

mille catholiques, qualifiait durement Dalberg de *uomo sì perverso et pericoloso* (1).

Quand les armées françaises pénétrèrent dans le Palatinat, s'emparèrent de Mayence, puis occupèrent toute la rive gauche du Rhin, Charles-Théodore, gravement lésé dans ses intérêts, sentit se réveiller son patriotisme germanique. La Révolution française avait d'ailleurs faussé et dépassé les aspirations maçonniques et la démocratie armée était singulièrement incommode pour les princes, même réformateurs. Tout en faisant bonne mine aux Français et en conservant l'attitude la plus prudente, Charles-Théodore blâmait la faiblesse de la Prusse et conservait des relations étroites avec Vienne, où l'empereur demeurerait l'infatigable défenseur de la liberté allemande. Le 22 mars 1797, à la diète de Ratisbonne, il estima que l'Allemagne ne pouvait se défendre contre les Français que par une dictature et proposa l'archiduc Charles. Après Leoben et Campo-Formio, il conseilla encore à Thugut de réaliser l'unité allemande contre les Français « intrépides, spirituels et ivres de gloire » sous Bonaparte.

L'Autriche ayant reconnu par le traité de Lunéville la domination française sur la rive gauche du Rhin, Charles-Théodore, qui venait de succéder à l'électeur de Mayence, céda cette ville à la France. Le recès de l'Empire du 25 février 1803 le rejeta définitivement sur la rive droite du Rhin avec l'évêché de Ratisbonne, la présidence de la Diète, le titre d'électeur archichancelier, de primat d'Allemagne et un million de revenus. Il fut, en dehors du grand maître de l'Ordre Teutonique et du prieur de Malte, le seul prince ecclésiastique dont les domaines ne furent pas sécularisés. La protection de Napoléon et la complicité de Talleyrand est ici évidente. Le 17 mai 1804, Charles-Théodore écrivait

(1) *Archives du Vatican.*

à Napoléon : « L'immense vœu de la nation vous donne, Sire, l'Empire français... Achevez votre ouvrage en continuant d'encourager les progrès des lumières, en vous dévouant au bonheur de l'humanité et en maintenant la religion (1). »

Au mois de novembre 1804, le nouvel électeur archichancelier de l'Empire se rendit à Paris pour assister au couronnement du nouvel empereur des Français. Il y fut reçu par Pie VII, « avec égards », et se présenta à lui non seulement comme désireux « d'offrir à Sa Sainteté l'hommage de sa vénération profonde, mais aussi de lui exposer l'état et les vœux des Églises d'Allemagne..., secondé par l'influence bienveillante de l'Empereur des Français ». Mais Consalvi était prévenu ; il refusa de négocier avec lui un nouveau concordat allemand et de le reconnaître comme représentant des autres princes allemands, qui ne pouvaient être tenus à l'écart de cette affaire (2).

En revanche, Charles-Théodore fut reçu par Napoléon, moins méfiant que Pie VII et Consalvi, avec une amabilité empressée, qui fut imitée par toute la famille impériale, surtout par Joséphine. Ce prélat si tolérant, mondain et léger à la française, spirituel et cultivé, plut infiniment. On comptait sur lui pour appuyer, comme il semblait le faire, la politique napoléonienne en Allemagne. Puis, c'était un Dalberg, et cela comptait beaucoup pour Napoléon. Il le fit nommer membre correspondant de l'Institut en remplacement de Klopstock. Quant à Talleyrand, il était déjà dans des relations intimes avec le ministre de Bade à Paris, neveu de Charles-Théodore ; ils durent se comprendre admirablement et se trouver de suite en mutuelle sympathie (3). Mais l'électeur

(1) *Archives des Affaires étrangères.*

(2) *Archives du Vatican.*

(3) La franc-maçonnerie fut certainement un lien entre eux. Mira-

archichancelier de l'Empire cachait son jeu ; il voulait toujours sauver l'Allemagne de l'oppression française et, de retour à Mayence, s'empressa d'envoyer une circulaire secrète à tous les États de l'Empire pour les inciter encore à la résistance contre la France et à l'union. C'est à ce moment que l'Angleterre, l'Autriche et la Russie se coalisèrent de nouveau contre Napoléon.

Le coup de foudre d'Austerlitz opéra une révolution dans l'esprit de Charles-Théodore. Il avait protesté, au sein de la Diète, contre l'envahissement de la Bavière par l'Autriche et écrivait à Napoléon : « Votre Majesté a prouvé que ses armées sont plus rapides que les délibérations de la Diète, et qu'il lui est plus facile de gagner une bataille qu'à l'archichancelier de rédiger une lettre déhortatoire (1). » C'était le temps où, comme l'a dit Henri Heine, il suffisait à Napoléon de siffler pour que la Prusse n'existât plus. Par ses étonnantes victoires sur le continent, il forçait l'admiration de l'Europe et lui faisait oublier Trafalgar. Cette admiration, chez Charles-Théodore, devint subitement de l'enthousiasme. Sa vanité n'était pas restée indifférente aux flatteries du grand Empereur. L'Empire d'Allemagne d'ailleurs s'était effondré. Il vit en Napoléon le seul homme qui pouvait le relever, l'ordonner, fonder l'unité allemande, et lui conseilla de se pro-

beau, lors de sa mission en Prusse, fut initié aux mystères de l'illumination bavarois. A son retour en France, son premier adepte fut son ami, l'abbé de Périgord. Celui-ci était, en 1786, premier surveillant d'une loge établie à Paris de concert avec le duc d'Orléans et d'où devait sortir le premier club des Jacobins. Talleyrand figura encore en 1788 dans la loge des *Amis Réunis* et dans la *Société des Trente*, composée, semble-t-il, de dignitaires des autres loges. On trouve, parmi les Trente, les noms de Le Peletier de Saint-Fargeau, du duc de Liancourt, de d'Aiguillon, Condorcet, Sieyès, La Fayette, du Port, Target, Röederer, Dupont de Nemours. (V. LACOUR-GAYET, I, p. 83 et 371, et IV, p. 86). Charles-Théodore se lia intimement avec Talleyrand qu'il descendait toujours chez lui quand il se rendait à Paris.

(1) *Archives des Affaires étrangères*, 27 frimaire an XIV.

clamer Empereur d'Occident. La diète ne pouvait-elle, en effet, investir l'Empereur des Français au lieu du roi de Hongrie de la dignité impériale ? C'est alors qu'il publia en 1806 ses *Remarques sur le règne de Charlemagne*. Napoléon ne pouvait se satisfaire d'un titre soumis à l'élection. Mais rien ne pouvait lui être plus agréable qu'un tel conseil donné par un grand seigneur allemand, puisqu'il rêvait, lui aussi, de succéder à Charlemagne. Charles-Théodore multipliait ses lettres admiratives à l'Empereur, qui le traitait de « songe-creux » devant Metternich, mais se laissait enjôler par lui. De cette époque date sa singulière fortune et celle de son neveu Emmerich, baron de Dalberg, qui partageait les sentiments tout allemands de son oncle, mais, de trente ans plus jeune, devait jouer dans les destinées de la France un rôle beaucoup plus actif.

Emmerich de Dalberg naquit le 30 mai 1773, à Mayence. Pourvu à sept ans d'une prébende ecclésiastique, il la résilia à quatorze ans, étudia en 1790 et 91 à Zurich, dont l'Université était renommée pour ses cours de langue et de littérature françaises. Il continua ses études à Erfurt auprès de son oncle, puis à l'Université de Göttingue. A vingt ans, bien que faible de constitution, il voulut entrer dans l'armée pour se battre contre les Français. Son oncle l'en détourna, tout en reconnaissant qu'il obéissait « à un devoir sacré en ce moment-ci ». Il lui conseilla de continuer ses études. Comme il se trouvait en 1795 à Mannheim, dans sa famille, les troupes françaises y entrèrent après avoir bombardé la ville. Le jeune baron de Dalberg se réfugia près de son oncle, à Erfurt, avec sa mère et ses sœurs. C'est alors qu'il rencontra, chez la duchesse de Bouillon, le baron de Vitrolles, âgé comme lui de vingt-deux ans, officier dans l'armée de Condé. La liaison de ces deux hommes en Allemagne devait avoir une

conséquence fort importante à Paris, en 1814.

« Il sortait, écrit Vitrolles, de l'Université de Gœttingue. Il y avait puisé les idées que la Révolution jetait au dehors dans les jeunes imaginations. La disparité de nos opinions ne fut point un obstacle à notre liaison. Nous étions jeunes tous deux ; et à cet âge on cède si facilement aux attraits de l'amitié ! On s'attache pour le plaisir de s'attacher. Dalberg avait de la grâce dans les manières, de la douceur et de la facilité dans le commerce de la vie. Son esprit, fin et délicat, était nourri de connaissances variées et orné par le goût et le sentiment des arts. Sa taille était petite et mince. Sa physionomie portait surtout l'empreinte de la finesse ; peut-être même y en avait-il trop dans son regard pour ne pas intimider la confiance et arrêter l'abandon. » C'est ce que Consalvi appelait chez l'oncle *una fina malignita*.

Vingt ans plus tard, Pasquier parlera de Dalberg en ces termes : « Intrigant jusqu'à devenir conspirateur au besoin, sans aucun principe sur quelque matière que ce fût, libéral, hautain et cauteleux tout à la fois, profondément corrompu comme le sont les oisifs blasés, que l'ennui et la satiété ont démoralisés. » Dalberg avait alors passé à l'école de Talleyrand.

En 1795, encore tout dévoué à la cause de l'Empire allemand, dont le centre et la direction se trouvaient à Vienne, Emmerich de Dalberg prit du service dans la chancellerie du baron de Hügel, ministre de l'Empire à la diète de Ratisbonne. Il passa l'hiver suivant à Vienne. Sa famille, dont les biens situés sur la rive gauche du Rhin avaient été séquestrés, pensait à transporter son établissement en Autriche. Il entra au service autrichien d'abord à Vienne, puis à Rastadt, pendant le Congrès, où il connut le jeune Metternich. Inquiet pour les biens de sa famille sur lesquels le séquestre, d'abord levé, avait été rétabli à la fin de 1797, il quitta le service impérial tout

en gardant un entier dévouement pour la patrie allemande.

Pour attester cette fidélité, il écrivit alors des *Considérations sur une alliance austro-suisse*, puis un plaidoyer en faveur des émigrés français avec cette épigraphe : *Res sacra miser*. Il restait toujours passionnément Allemand. Afin d'éviter de servir un gouvernement en guerre avec la France, et de perdre ainsi ses propriétés, il entra au service bava-rois dans le Palatinat. En 1801, après le traité de Lunéville, il adressait secrètement à l'archiduc Charles un mémoire, faisant appel à une coalition européenne pour ramener la France à la frontière du Rhin. Mannheim fut cédé par la Bavière à l'élec-teur de Bade lors du recès de 1803. Bien qu'à regret, Dalberg dut quitter le service bava-rois pour celui de Bade. Il y fut d'ailleurs très bien accueilli. Son père devint grand maître et ministre d'État de la Cour de Bade et la direction du Musée de Mannheim lui fut confiée. Emmerich de Dalberg, alors âgé de trente ans, fut nommé ministre de Bade à Paris. Il quitta Carlsruhe le 29 mai 1803 et fut reçu en audience par le Premier Consul le 19 juin.

Ce n'était pas son premier séjour à Paris. Après la paix de Lunéville et depuis surtout qu'il avait quitté le service autrichien pour celui de la Bavière, il était allé à Paris pour y défendre les intérêts de sa famille. Il parlait et écrivait bien le français. Son nom et la protection de son oncle l'introduisirent partout. Tous deux affectaient d'ailleurs un grand zèle pour la France qu'ils détestaient. Emmerich de Dalberg plut à Talleyrand par son esprit et ses manières ; il le renseigna sur l'Allemagne, et obtint que le séquestre fût levé sur les propriétés de sa famille situées sur la rive gauche du Rhin. On sait par quels louches trafics Talleyrand et son entourage réglèrent en Allemagne l'affaire des sécularisations. « Paris, dit Albert Sorel, devint une immense bourse

de terres ecclésiastiques où les princes d'Allemagne mirent aux enchères les dépouilles du Saint-Empire. » Charles-Théodore, nous l'avons dit, fut seul épargné dans cette curée. Emmerich de Dalberg servit-il d'intermédiaire dans ces marchés? Rien n'est plus vraisemblable. Il était, comme Talleyrand, homme d'argent, déjà mêlé à ses spéculations. Lors de la paix d'Amiens, on assure qu'il participa avec le ministre français à une spéculation sur les fonds publics qui fut d'ailleurs malheureuse, car ils y perdirent deux millions.

Dès qu'il fut installé à Paris comme ministre de Bade, Dalberg fut attiré par Talleyrand, heureux de posséder dans sa familiarité un diplomate étranger qui possédait un nom illustre, l'usage du grand monde européen, des connaissances variées, et, ne représentant qu'un petit État, pouvait le renseigner sur ses collègues plus importants. La grande influence de la famille Dalberg sur les deux rives du Rhin, dans l'Allemagne du Sud et à Vienne, la haute position de Charles-Théodore à la diète de Ratisbonne, tout invitait Talleyrand à faire entrer Emmerich de Dalberg dans les intérêts de la France, ainsi que dans les siens.

Vitrolles, qui venait d'obtenir sa radiation de la liste des émigrés, retrouva vers 1802, à Paris, son compagnon de 1795 à Mannheim. Il constata que les idées révolutionnaires de l'ancien étudiant de Göttingue, empruntées à la franc-maçonnerie et aux doctrines de Weishaupt, s'étaient furieusement tournées contre Bonaparte. En réalité, Dalberg haïssait la France qui avait saisi les biens de sa famille, morcelé la patrie allemande, bouleversé le vieil Empire germanique. « Ses idées révolutionnaires, écrit Vitrolles, et ses sentiments royalistes se trouvèrent d'accord pour détester, lui, le destructeur de la liberté, et moi, l'usurpateur. Nos convictions roulaient souvent sur les moyens de le renverser, et ceux

qu'il aurait choisis étaient des plus violents. » C'était l'époque de l'attentat de la rue Saint-Nicaise, des complots de Cadoudal et de Pichegru. « Il y avait des poignards dans l'air. » La complaisance avec laquelle Dalberg envisageait alors l'assassinat de Bonaparte n'étonne pas, puisqu'on le retrouvera, en 1814, à l'origine de l'affaire Maubreuil ; mais elle éclaire sous son vrai jour son caractère.

Une circonstance inattendue vint donner à Dalberg l'occasion de « mettre sa haine dans la balance de la haute politique ». Après la rupture de la paix d'Amiens (mai 1803), la Russie s'était érigée en médiatrice, comme le fit plus tard l'Autriche en 1813 ; en réalité, elle se rapprochait de plus en plus de l'Angleterre ; la troisième coalition devait bientôt se former par le traité du 11 avril 1805. L'ambassadeur russe à Paris, Markoff, avait organisé une agence européenne d'espionnage, recrutée surtout parmi les royalistes, le Suisse Christin à Paris, Vernégues à Rome, et le fameux comte d'Antraigues à Dresde. Christin fut découvert ; Bonaparte demanda le rappel de Markoff. Celui-ci, pressentant une disgrâce de son gouvernement, ayant déjà reçu l'ordre de quitter Paris, se rappela que l'impératrice de Russie était une princesse de Bade. Il accrédita officiellement son principal secrétaire, d'Oubril, comme chargé d'affaires, mais laissa au ministre de Bade, Dalberg, « la correspondance secrète avec la Cour de Russie. » Nous avons à cet égard le témoignage formel de Vitrolles, ami de Dalberg et renseigné par lui (1). Il ne peut s'agir que de la transmission à Saint-Pétersbourg des rapports ou des renseignements de l'espionnage, qui continua de plus belle après que Markoff eut quitté Paris, la guerre étant déjà résolue.

Parmi les individus qu'employait l'espionnage

(1) VITROLLES, *Mémoires*, t. I, p. 35.

russe contre la France, le comte d'Antraigues paraît avoir été le plus habile et nous devons lui donner une attention particulière, d'autant que la question intéresse, comme on le verra bientôt, Talleyrand tout autant que Dalberg.

Quand M. Léonce Pingaud publia, il y a quelque quarante ans, son curieux ouvrage sur le comte d'Antraigues, ses lecteurs furent moins intéressés par la personnalité balzacienne de cet agent d'espionnage, car on en trouve de pareils à toute époque, que par les lettres de ses correspondants parisiens dissimulés sous les noms de *Vannelet*, *l'ami*, *l'amie* et le *filz de l'ami*. Dans un style négligé, pittoresque, plein d'aperçus cyniques et parfois profonds, l'aspect tragique des temps consulaires était rendu avec une grande intensité de vie. Ces lettres, soi-disant adressées à d'Antraigues, mais recopiées de sa main, parvenaient au ministre Czartoriski et étaient lues par Alexandre I^{er} lui-même. Comme elles contenaient des portraits pris sur le vif, des documents authentiques, des faits, dont plusieurs sont vrais, d'autres vraisemblables, on s'efforça de découvrir l'identité de ces mystérieux correspondants, assez haut placés pour être si bien renseignés sur les secrets de l'État français et assez criminels ou assez fous pour risquer leur vie à ce redoutable jeu ; ils affectaient dans leurs lettres le plus complet désintéressement personnel, étant poussés, à les en croire, non par leur loyalisme pour les Bourbons qu'ils méprisaient, mais uniquement par leur haine pour Bonaparte. « L'Angleterre, écrit le *filz de l'ami*, en février 1805, est nécessaire à la France pour empêcher la tranquillité d'un règne qui, s'il était paisible, effacerait celui de Néron. »

Parmi les renseignements ainsi adressés à Saint-Pétersbourg, d'où ils parvenaient à Londres, nous n'en citerons qu'un pour son exceptionnelle gra-

tivité. Il s'agit de l'ordre donné par le Premier Consul, dans les premiers jours de mars 1805, aux amiraux Gantheaume et Villeneuve de faire sortir leurs flottes de Brest, de La Rochelle et de Toulon, de se joindre à la flotte espagnole de l'amiral Gravina, de se porter aux Antilles, et de revenir à toutes voiles sur la Manche, devant Boulogne. Nelson, attiré vers l'Égypte, chercherait d'abord nos flottes dans la Méditerranée, puis les poursuivrait peut-être vers les Antilles. Mais les flottes française et espagnole, possédant pour quelques jours, grâce à leur avance, la maîtrise de la mer devant les côtes anglaises, le débarquement en Angleterre pourrait s'opérer. Pour le succès de cette vaste opération le secret était nécessaire. Or le secret fut divulgué, au moment même où l'ordre du Premier Consul allait être expédié. Dès le 1^{er} mars, le *fils de l'ami* écrivait à d'Antraigues : « Si la flotte de Toulon peut sortir, elle ira s'unir à Gravina... Si celle de Rochefort peut sortir, elle se réunira à Gravina... Elles doivent se porter aux Indes occidentales et attaquer la Jamaïque (1). » Nelson fut averti. Villeneuve rentra à Cadix. Au lieu du débarquement en Angleterre, ce fut Trafalgar. Si l'on considère que l'instant était décisif, qu'après l'échec du débarquement à Boulogne et la destruction de notre marine à Trafalgar, toutes les guerres de Napoléon n'ont traduit que son agitation dans l'impuissance, on conclura que la trahison du *fils de l'ami* a peut-être changé les destinées de la France et du monde.

Quels étaient donc ces mystérieux personnages qui correspondaient avec d'Antraigues? Des détails biographiques assez précis répandus dans leurs lettres ont éveillé, dès la publication du livre de M. Pingaud, l'attention des historiens les plus sérieux. Le nom du père de Daru et celui de Daru

(1) LÉONCE PINGAUD, *le Comte d'Antraigues*, 2^e édition, p. 423.

lui-même, alors secrétaire général du ministère de la Guerre, furent prononcés comme étant ceux de l'*ami* et du *filz de l'ami*. Dans son remarquable ouvrage sur le règne d'Alexandre I^{er}, M. Waliszewski a pris parti pour cette hypothèse (1). La mère de d'Antraigues était la fille de M. de Saint-Priest, intendant du Languedoc, et Noël Daru, père de Pierre Daru, le célèbre intendant général de la Grande Armée, avait été pendant de longues années le principal secrétaire et l'intime de Saint-Priest à Montpellier, où d'Antraigues fut élevé par son grand-père maternel. Les souvenirs de Montpellier sont évoqués par l'*ami*. Son âge, plusieurs fois indiqué par lui, correspond avec celui de Noël Daru. La date de sa mort est bien celle où le *filz de l'ami* succède à l'*ami*.

Il n'est pas besoin de relever l'invraisemblance morale d'une pareille hypothèse (qu'on se refuserait à examiner si elle n'avait été déjà formulée) quand on considère le caractère sévère de Noël Daru, tel que Stendhal, son cousin, qui ne l'aimait pas, nous l'a dépeint, quand on se rappelle les nobles sentiments, l'infatigable dévouement à Napoléon, l'héroïque labeur à l'armée pendant dix ans de guerres de Pierre Daru ; mais le simple examen des documents publiés par M. Pingaud suffit à réduire à néant des suppositions aussi aventurées.

Quelle créance l'histoire peut-elle accorder à des rapports d'espions ? D'Antraigues a d'abord été employé par Louis XVIII et le comte d'Avaray l'appelait alors « la fleur des drôles ». Il passa ensuite au service russe et le vice-chancelier Kotchoubey écrit au sujet de d'Antraigues à l'ambassadeur russe à Vienne, Razoumovsky, qui veut le renvoyer : « Je suis bien de votre avis que l'on n'a jamais

(1) WALISZEWSKI, *le Règne d'Alexandre I^{er}*, I, p. 128-129. Dans les références données par M. Waliszewski, on ne trouve pas la moindre indication qui permette de donner quelque base à son affirmation.

poussé plus loin les mystifications. » La femme même de d'Antraigues, la fameuse Saint-Huberty, associée à son métier, écrit un jour à son mari : « Prête-moi un peu de ton toupet et je vous leur ferai (*sic*) des histoires qui n'auront ni père, ni mère. » Cet aveu ne suffit-il pas ? Comment d'Antraigues se procurait-il à Paris des états d'effectifs de l'armée et des rapports diplomatiques authentiques ? C'était évidemment par des employés subalternes. A plusieurs reprises les ministres russes étonnés lui firent demander de les mettre directement en rapport avec ses correspondants ou de leur confier tout au moins leur nom ; il se déroba toujours. Il prétendait copier des extraits des lettres personnelles qu'il recevait de ses correspondants. On n'a pas retrouvé les originaux dans ses papiers. Mais ces copies ne sont pas seulement de son écriture ; elles sont toutes de son style. Vannelet, l'*ami*, l'*amie*, qui se donne comme intimement liée avec Joséphine, le *fiis de l'ami*, tous parlent le même langage concis, incorrect et vivant : c'est celui de d'Antraigues. Les gens de ce métier ont tous pour habitude de s'adresser à des employés inférieurs et de travestir ensuite ces humbles comparses en personnages de marque pour éblouir ceux qui payent leurs services. C'est ce que fit d'Antraigues. Habilement, il rattacha les personnalités qu'il imaginait à son existence passée pour donner plus de vraisemblance à ses impostures. D'ailleurs comment admettre que les agents secrets d'espionnage donnent sur eux-mêmes dans leurs écrits des renseignements biographiques permettant de les découvrir ? En 1812, l'espion Michel, employé au ministère de la Guerre, qui fut fusillé, avoua qu'il faisait ce métier depuis *huit* ou *dix ans*. Tous les ambassadeurs russes, depuis Markoff et Dalberg, son suppléant, jusqu'à Kourakine, s'en étaient transmis le secret (1).

(1) Il y avait aussi des fuites au ministère de la Marine ainsi que

Albert Sorel a consacré dans ses *Lectures historiques* un article brillant et plein d'aperçus au comte d'Antraigues. Avec bien des hésitations il a admis, jusqu'à preuve du contraire, que la personnalité des correspondants de d'Antraigues était réelle, tout en restant inconnue. De leur existence il a conclu à celle d'un parti d'*amis de l'Angleterre* autour de Bonaparte. Si par *amis* on entend espions, cela n'est pas douteux. Mais il n'y avait pas de partisans de l'Angleterre à la cour consulaire ou impériale. Il y avait des partisans de l'Autriche comme Talleyrand, des partisans de la Russie comme Caulaincourt, de l'alliance prussienne en grand nombre, mais la haine contre l'Angleterre était universelle et ralliait tous les partis. Albert Sorel a noté également que beaucoup de renseignements de l'*ami* mystérieux provenaient des bureaux de Talleyrand, notamment de celui de Durant, sous-directeur des Pays du Nord, et il ajoute : « Talleyrand connaissait l'*ami*, ses liaisons avec d'Antraigues et sa correspondance russe, cela ne fait aucun doute pour moi. » Mais pourquoi l'*ami* ne serait-il pas Dalberg, qui vivait dans la familiarité de Talleyrand ?

Nous sommes très probablement ici, comme dans l'affaire Dupeyrou, sous le Consulat, sur le terrain du contre-espionnage. D'Antraigues, sous la surveillance de Dalberg, pratiquait l'espionnage vulgaire dans les administrations et les ministères. Il inventa l'*ami* et le *fil*s de l'*ami* pour donner du poids à ses renseignements et de la cohésion à ses commentaires. Mais l'existence de l'agence russe

le prouve la lettre de Napoléon à Fouché du 8 octobre 1804 : « Je suis fort inquiet sur le sort d'une dépêche importante que devrait avoir reçu le ministre de la Marine et qui, à ce qu'il paraît, aurait été perdue ou escamotée au courrier, ou soustraite par les agents de la marine. Voyez le secrétaire du ministre et le chef du bureau du départ à la secrétairerie d'État, qui a reçu le courrier. Cette perte est d'une telle importance que, si je ne la retrouve point intacte, je serai obligé de changer tout le plan de mes opérations... »

était connue au ministère des Relations extérieures. On savait alors que Dalberg la dirigeait et que ses rapports étaient lus par l'empereur de Russie lui-même. Talleyrand et ses bureaux trouvaient leur profit à entretenir indirectement des relations avec elle et à l'alimenter de nouvelles vraies ou fausses suivant les cas. Ils laissaient passer les lettres de Dalberg par les courriers français qui se rendaient à Francfort, d'où un courrier russe les portait en Russie. Charles-Théodore administrait Francfort ; il avait connu d'Antraigues à Vienne. Il était en rapports constants avec Durant, « grand notaire » des sécularisations. Tous les contacts nécessaires existaient.

Dans une circonstance tragique, après l'exécution du duc d'Enghien, Talleyrand paraît s'être servi de l'entremise de Dalberg, compromis lui-même dans l'affaire en sa qualité de ministre de Bade à Paris (1), pour se justifier devant l'empereur de Russie et se créer un alibi dans l'avenir.

La lettre, qu'écrivit l'*ami* à cette occasion, présente Talleyrand atterré par l'événement dans le bureau de Durant et pâle comme un mort. « Au lieu de conseiller et d'apologiste de l'attentat, écrit Albert Sorel, il en devient presque une victime ; loin d'avoir contribué à l'enlèvement et à la mort du prince, on le voit avec le fidèle Durant et le plus fidèle *ami* travailler à sauver Enghien. Il expédie au prince cet avis : *Partez à l'instant* ; cet avis est porté par un neveu de l'*ami*, qui est employé à

(1) Il n'est pas douteux que Dalberg n'ait secondé Talleyrand dans toute cette affaire, notamment pour repousser la note russe qui suivit l'exécution du duc d'Enghien. (V. THIERS, V, p. 43). Sous la Restauration Dalberg fut accusé par Savary de n'avoir pas averti à temps la Cour de Bade de l'enlèvement du duc d'Enghien. Il répondit en publiant des *Documents historiques sur la mort du duc d'Enghien*, où il cite ses dépêches et celles de son gouvernement. Mais ces documents officiels ne contiennent pas le fond des choses.

Strasbourg et qui a trois postes d'avance sur Caulaincourt ; le duc reçoit ce billet vingt-neuf heures avant d'être arrêté et il n'en tient pas compte. » Comme il fallait un bouc émissaire, Talleyrand, par Dalberg, charge l'honnête et malheureux Caulaincourt. C'est à lui que Bonaparte aurait donné l'ordre de fusiller le prince, et Caulaincourt, fier de son importance, n'aurait pas dissimulé sa joie ; « il était infatué ». La responsabilité de l'électeur de Bade est mise à l'abri et Bonaparte est représenté comme le tyran le plus sanguinaire et le plus impitoyable, car Talleyrand sait aussi très positivement que Pichegru a été sur son ordre étranglé dans sa prison par Samson le bourreau.

Albert Sorel, comme Léonce Pingaud, font justement observer que Talleyrand n'aurait pas manqué de se servir sous la Restauration des arguments de cette lettre, si elle n'eût été imaginée dans tous ses détails. Pour Alexandre I^{er}, ce chef-d'œuvre de perfidie représenta la vérité. Napoléon, comme Caulaincourt, l'ignorèrent toujours. Talleyrand l'inspira à Dalberg qui la fit passer par d'Antraigues en Russie. De tels services ne s'oublient pas.

En même temps qu'il dirigeait le service secret de renseignements de la Russie, Dalberg correspondait avec l'électeur de Bade, qu'il représentait officiellement. Celui-ci, malgré les profits qu'il avait retirés des sécularisations (1), était toujours sous l'influence autrichienne et russe et partageait l'exaspération de l'Europe contre les envahissements croissants de Napoléon. Dalberg, comme son oncle Charles-Théodore, pensait toujours que l'Allemagne devait s'unir et se jeter avec l'Europe dans les bras de l'Angleterre. D'après Michaud, bien informé

(1) D'après les mémoires du baron de Sers (p. 74), Dalberg aurait remis un million à Talleyrand pour favoriser l'agrandissement de l'État de Bade.

comme royaliste, il envoya en 1804 à Carslsruhe un mémoire dans lequel il conseillait une coalition générale contre la France. Il avait fait ce mémoire à la demande du ministre autrichien, qui en eût communication, et le fit parvenir à Londres et à Saint-Pétersbourg. Les bases de la coalition de 1805 y étaient établies et même les conditions imposées à la France y étaient prévues ; ce sont à peu près celles de 1814 : les anciennes limites augmentées de la Savoie, de Nice, d'Avignon et de quelques enclaves belges, mais la Corse donnée à la Sardaigne en compensation de la Savoie, la Suisse rétablie, la Hollande à la Maison de Nassau, l'Italie à l'Autriche, aux Bourbons et à la Sardaigne ; un soulèvement royaliste, appuyé d'un débarquement de 20000 Russes et Autrichiens, ramènerait les Bourbons en France. Ce mémoire ne s'est pas retrouvé (1), mais Vitrolles confirme le renseignement de Michaud. « La correspondance de Dalberg, écrit-il, fut imprégnée de ses passions ; il aiguisa les griefs, exalta les passions et contribua bien pour sa part aux déterminations du tsar qui forma la troisième coalition par son traité avec la Grande-Bretagne, signé à Pétersbourg le 11 avril 1805. »

Craignant d'être découvert, Dalberg quitta la France à la fin de 1804 et s'éclipsa pendant plus d'une année sous prétexte de santé, invoquant un voyage à faire en Italie. Il revint cependant pour assister au sacre le 2 décembre 1804. Il était également avec le corps diplomatique au couronnement de Napoléon à Milan comme roi d'Italie. Il songeait à rentrer au service autrichien. Le 17 novembre 1804, Cobenzl écrivait à l'ambassadeur d'Autriche à Paris : « Je crois comme vous que ce serait une très bonne chose si le baron Dalberg entrait à notre service...

(1) C'est probablement celui qui se trouve dans les Archives russes. V. SOREL, VI, 390-392.

Sa Majesté est disposée... Il lui faudra quelque temps pour se débarrasser de ses liens actuels. Mon avis serait que le plus tôt possible, il demandât congé à son maître actuel et qu'il se rendît à Vienne (1). »

Napoléon ne se douta de rien. Après Ulm et Austerlitz, Dalberg, réglant toujours sa conduite sur celle de son oncle Charles-Théodore, revint définitivement à Paris. Toujours ministre de Bade et s'attachant plus étroitement que jamais à Talleyrand, il le suivit, après Iéna, à Varsovie avec le corps diplomatique qui s'y était en partie transporté. La comtesse Potocka, qui l'y rencontra, le dépeint ainsi :

« C'était un singulier personnage, moitié illuminé, moitié philosophe du dix-huitième siècle ; il était en relation avec tous les gens les plus éclairés et les plus compromis d'Europe. Imprudent à l'excès, il disait tout ce qui lui passait par la tête, ne ménageant personne, pas même Napoléon, qu'il traitait de *tyran* et d'*usurpateur*. Sa véritable mission était de surveiller les intérêts de l'Allemagne, qu'il négligeait passablement depuis que l'amour absorbait toutes ses facultés.

« Admis dans l'intimité de M. de Talleyrand, il gémissait souvent avec lui sur les événements du jour ! Et pourtant il faisait des vœux sincères pour le rétablissement de la Pologne, tout en désirant ardemment l'émancipation de l'Allemagne, deux choses aussi difficiles à concilier que tous ses autres sentiments (2). »

Gagné, du moins en apparence, à la cause française, devenu le confident préféré de Talleyrand, Dalberg servit d'intermédiaire entre celui-ci et l'envoyé autrichien, le baron de Vincent. Napoléon, croyant l'Autriche contenue pendant qu'il luttait à Eylau et

(1) *Archives de Vienne*.

(2) *Mémoires de la comtesse Potocka (1794-1820)*, publiés par Casimir STRYIENSKI, p. 143.

Friedland, récompensa Dalberg, dont Talleyrand fit valoir les services et la naturalisation, en le nommant dès 1806 conseiller d'État, puis, le 2 mars 1810, duc français avec une dotation de deux cent mille francs de rente. Il refusa cependant d'être chambellan de l'Empereur, se trouvant sans doute trop grand seigneur (1). Charles-Théodore, au comble de la faveur, était devenu en 1806 souverain de Francfort avec le titre de prince primat et trois cent mille sujets. Le prince de la Leyen, qui avait épousé sa nièce, sœur du duc Emmerich, devint aussi prince souverain et membre de la Confédération du Rhin.

A partir de 1812 le prince primat et son neveu commencèrent à changer d'attitude. Après Leipzig, Charles-Théodore se rendit à Zurich et abdiqua en faveur d'Eugène Beauharnais désigné, depuis 1810, pour son successeur (2). Il publia une justification de sa conduite, qui avait été entièrement dirigée par le souci de l'indépendance et de l'unité de l'Allemagne. Il mourut à Ratisbonne en 1817.

Emmerich de Dalberg, devenu Français, suivit, comme on le verra, une autre route. On le retrouvera à Erfurt, puis à Paris, toujours complice de Talleyrand et associé, comme à Varsovie, à ses manœuvres de trahison. Sa haine de libéral et d'Allemand contre Napoléon se donnera carrière en 1814 et sa violence contre les Bonaparte ne connaîtra plus de borne. Il fut membre du gouvernement provisoire, puis de la mission française au congrès de Vienne, ensuite pair de France, ministre à Turin et grand-croix de la Légion d'honneur sous la Restauration. Il refusa l'ambassade de Russie et mourut en 1833 dans son château patrimonial de Herrnheim.

(1) De juin 1808 à mars 1809, Emmerich de Dalberg dirigea l'administration et les finances du grand-duché de Bade. Il abolit tous les titres sans fonctions et admit les femmes dans les services publics.

(2) C'est à l'occasion de cette désignation qu'il avait stipulé pour son neveu le titre de duc et la dotation.

Il avait épousé en 1808, par les soins de Talleyrand, Mlle de Brignole. La duchesse de Dalberg, nommée dame du palais, travailla, comme son mari, à la chute de l'Empire. Leur fille unique se maria en 1832 au fils d'Acton, favori de la reine Marie-Caroline de Naples et ennemi acharné de Napoléon. Le titre de duc de l'Empire français, donné par l'Empereur au baron de Dalberg, est passé aux Tascher de la Pagerie par le mariage d'un Tascher avec une nièce d'Emmerich de Dalberg, fille de la princesse de la Leyen.

Emmerich de Dalberg, malgré sa trahison et les efforts qu'il fit pour abattre Napoléon, son bienfaiteur, fut considéré en Allemagne comme un renégat tandis que son oncle Charles-Théodore, par ses mérites d'écrivain, l'élévation de son esprit, qui s'alliait à la facilité de ses mœurs, et aussi par la sincérité de son patriotisme allemand, a gardé une place parmi les grands esprits qui honoraient l'Allemagne à cette époque.

Le *Mercur de Rhin* du 21 octobre 1814 publiait cette lettre :

« Quatre Dalberg se sont rendus à l'appel de la patrie. Un seul est devenu apostat de l'Allemagne et de sa famille. Le ci-devant grand-duc de Francfort a voulu conserver un appui au clergé catholique ; il était tout Allemand.

« *Signé : UN DALBERG.* »

Il est juste d'ajouter que Charles-Théodore s'efforça de réconcilier Napoléon avec Pie VII et aussi de le mettre en garde contre les excès de son ambition. C'est dans ce but qu'il écrivit un ouvrage sur Périclès pour lui offrir, tout en le flattant, l'exemple d'Alcibiade. Il accompagnait son ouvrage de cette lettre : « Sire, je prends la liberté de pré-

senter à Votre Majesté un écrit qui retrace quelques traits caractéristiques du siècle de Périclès. Alors (il faut l'avouer) le progrès des lumières n'influaient que sur les états de la Grèce ; tandis que dans le siècle de Napoléon, toutes les parties du monde sont liées par le commerce, la politique, la littérature. La protection que Vous accordez, Sire, aux Sciences et aux Beaux-Arts ne peut que traduire nécessairement ses effets bienfaisants pour tous les contemporains (1). »

En comblant de bienfaits ces deux grands seigneurs allemands, Napoléon avait cru les rallier à sa cause. Il n'avait réussi qu'à introduire deux ennemis de plus autour de lui. Il resta jusqu'à la fin complètement aveugle sur leurs intrigues. Quand en 1814, à Fontainebleau, il connut la présence du duc de Dalberg dans le gouvernement provisoire présidé par Talleyrand, il dit tristement à Caulaincourt : « Je ne voulais pas croire qu'un si beau nom pût être mal porté (2) ».

(1) *Archives des Affaires étrangères*, 17 février 1806. — On peut consulter sur Charles-Théodore de Dalberg ; *Karl von Dalberg und seine Zeit*, par BEAULIEU-MARCONNAY. Weimar, 1879, 2 volumes.

(2) CAULAINCOURT, *Mémoires*, III, p. 443.

VI

L'ULTIMATUM DE TALLEYRAND

(1805)

Napoléon et Talleyrand se séparent le 1^{er} octobre à Strasbourg. — Scène étrange. — Talleyrand se décide à présenter à Napoléon ses conseils par un rapport qui constitue, dans sa pensée, un ultimatum. — Il propose l'alliance de l'Autriche qu'on dédommagerait en Orient en l'opposant à la Russie. — Celle-ci, rejetée vers les Indes, s'opposerait à l'Angleterre. — Mais en même temps la France devrait se retirer dans ses limites naturelles. — Napoléon renoncerait à la couronne d'Italie en désignant son successeur. — L'Empereur paraît peu attentif aux conseils de Talleyrand que celui-ci renouvelle sans succès le 5 décembre. — Désastre de Trafalgar. — Talleyrand ne croyant plus à la fortune de Napoléon commence à se séparer de lui lors de la négociation de la paix de Presbourg. — Témoignage de Metternich. — Repoussant des offres d'argent de Cobenzl, Talleyrand trouve le moyen de faire rembourser par l'Autriche sa propre dette envers Choiseul-Gouffier.

Le 12 août 1805, Napoléon décida de remplacer la guerre maritime par la guerre continentale et dirigea la Grande Armée de Boulogne vers le Danube. Le 16, il l'annonçait à Talleyrand : « Mon parti est pris ; je veux attaquer l'Autriche avant le mois de novembre prochain pour faire face aux Russes. » Toutefois il lui recommandait de graduer ses notes à l'Autriche afin de lui permettre encore de désarmer. Il s'efforçait de l'éblouir : « Vous savez qu'il est assez dans mes principes de suivre la marche que tiennent les poètes pour arriver au développement d'une action dramatique, car ce qui est brusque ne porte pas à vrai. »

Le ministre de Prusse à Paris, Lucchesini, dont

les relations avec Talleyrand étaient fort intimes, nous fait connaître ses sentiments sur la nouvelle guerre : « M. de Talleyrand est au désespoir, écrit-il à son gouvernement, et s'il avait pu, s'il pouvait encore, ou en empêcher l'éclat, ou en arrêter promptement le cours, avant que le succès ou les défaites excitassent l'ambition ou forçassent l'honneur à la continuer, il compterait cette circonstance comme la plus glorieuse de son ministère (1). »

Le 26 septembre, Talleyrand reçut de Napoléon l'ordre de le rejoindre à Strasbourg pour être prêt à suivre le quartier général selon les circonstances. Il devait le suivre jusqu'à Tilsitt, c'est-à-dire pendant deux ans, avec un manque de confort qui n'était pas dans ses habitudes et en regrettant fort ses douces soirées chez Mmes de Laval et de Vaudémont

Le 1^{er} octobre, au moment de quitter Strasbourg, Napoléon parut ému jusqu'aux larmes. Il embrassa Joséphine, puis Talleyrand, les serrant ensemble contre lui devant M. de Rémusat, en disant : « Il est pourtant bien pénible de quitter les deux personnes qu'on aime le mieux. » Ne pouvant plus maîtriser ses sentiments, il tomba par terre, gémissant, bavant, et eut une violente attaque de nerfs. Rémusat lui fit boire de l'eau de fleurs d'oranger ; Talleyrand l'inonda d'eau de Cologne. Une demi-heure après, il partait pour l'Allemagne en recommandant le secret sur cette scène étrange (2).

On a souvent reproché à Talleyrand d'avoir manqué du courage nécessaire pour opposer franchement ses vues de modération à la politique d'orgueil et de violence pratiquée par l'Empereur. Pour qu'un tel reproche fût fondé, il faudrait avoir eu

(1) BAILLEU, II, 334 (14 septembre 1805).

(2) TALLEYRAND, *Mémoires*, I, 295. — MME DE RÉMUSAT, III, 61. Les deux récits sont presque identiques. Mais Mme de Rémusat place l'incident par erreur au début de la campagne de 1806.

connaissance de ses longs entretiens avec Napoléon. Or ces entretiens, où les deux interlocuteurs durent se livrer le fond de leur pensée, nous sont restés inconnus. Nous n'en possédons que de pâles reflets soit dans les paroles échappées à la colère de l'un, soit dans les mémoires souvent mensongers de l'autre, soit par les rapports de tiers qui n'y ont pas assisté. Ce que nous savons, c'est que les deux hommes, après une période d'entente et d'intimité, se heurtèrent, se blessèrent et entrèrent l'un envers l'autre dans un état de sourde hostilité qui aboutira d'un côté aux outrages, de l'autre à la trahison.

Il est certain que Talleyrand, qu'il n'était pas facile d'intimider, tout en gardant les formes du courtisan, ne dissimula pas son opinion. Il était impossible d'aller plus loin avec l'Empereur et tout moyen d'opposition publique manquait sous son gouvernement. Il ne restait que la retraite qui eût ressemblé à la rébellion et risquait d'être châtiée comme telle. D'ailleurs Talleyrand estimait que le régime impérial était, pour une grande part, son ouvrage, qu'il lui appartenait d'en maintenir la direction et que, dans la carence de la légitimité, un Périgord avait bien autant de droit qu'un Bonaparte d'influer sur les destinées de la France. Talleyrand était resté jusque-là fidèle à l'Empereur et les arrière-pensées qu'il nourrissait ne l'avaient encore entraîné à aucun acte qu'on puisse avec certitude qualifier de félonie contre le souverain dont il était le ministre.

C'est alors qu'il se résolut à une démarche à laquelle les historiens n'ont pas donné l'importance qu'elle mérite et que Talleyrand lui-même oublia presque dans la suite, devenu indifférent à ce qui n'avait pas réussi. Cette démarche ne fut pas connue des contemporains. Dans nos mœurs politiques elle paraîtrait toute naturelle, mais, sous Napoléon, ce fut sans doute un cas unique.

Talleyrand présenta à l'Empereur un plan de

politique bien défini, non comme d'autres ont pu le faire, dans une conversation, mais par un rapport officiel. En s'érigeant en conseiller, il se posait en égal, et risquait de blesser l'Empereur, peut-être de se l'aliéner à jamais. Dans sa pensée, ce conseil constituait un ultimatum et c'est de son rejet qu'il faut dater sa résolution secrète d'abandonner la fortune de Napoléon dès qu'il en trouverait l'occasion.

Ce plan politique est daté du 17 octobre 1805, au lendemain de la victoire d'Elchingen, qui est du 14, à la veille de la capitulation d'Ulm, qui est du 18. Talleyrand s'y place dans la seule hypothèse possible, celle d'une victoire complète sur l'Autriche. Il fallait un certain courage pour dicter la paix à un souverain qui marchait de victoire en victoire. Il fallait une rare clairvoyance et une sagesse profonde pour parler de modération à un pareil moment et, seul en France, prévoir froidement l'avenir en résistant à l'entraînement magnifique et glorieux du présent. Avec quelle habileté, quelle prudence, quelle modestie et quelle hauteur de vues en même temps, il introduit ses conseils :

« Sire,

« Dans l'éloignement où je suis de Votre Majesté, ma plus douce ou plutôt mon unique consolation est de me rapprocher d'elle, autant qu'il est en moi, par le souvenir et par la prévoyance. Le passé m'explique le présent et ce qu'a fait Votre Majesté me devient un présage de ce qu'elle doit faire ; car, tandis que les déterminations des hommes ordinaires varient sans cesse, celles de Votre Majesté, prenant leur source dans sa magnanimité naturelle, sont dans, les mêmes circonstances, irrévocablement les mêmes.

« Lorsque Votre Majesté quitta Strasbourg, une seule chose tempérait mes regrets. C'était la certitude qu'elle marchait à la victoire. A peine quelques jours se sont écoulés, à peine Votre Majesté a-t-elle

rencontré l'ennemi et déjà elle a vaincu. Mais, quand le vulgaire ne voit dans le succès de Votre Majesté que ces succès mêmes, ceux qui songent qu'après les mémorables campagnes de l'an IV et de l'an V, au 18 Brumaire, après la journée de Marengo, et en d'autres circonstances non moins solennelles, Votre Majesté n'a profité de ses triomphes que pour offrir la paix à ses ennemis, ceux qui savent qu'elle ne considère chaque victoire que comme un gage de la paix après laquelle elle soupire, ne doutent point qu'après avoir remporté dans cette guerre des avantages signalés sur l'Autriche, elle ne cède encore au noble penchant de sa grande âme.

« Il ne m'appartient point de rechercher quel était le meilleur système de guerre : Votre Majesté le révèle en ce moment à ses ennemis et à l'Europe étonnée. Mais, voulant pouvoir lui offrir un tribut de mon zèle, j'ai médité sur la paix future, objet qui, étant dans l'ordre de mes fonctions, a de plus un attrait particulier pour moi, parce qu'il se lie plus étroitement au bonheur de Votre Majesté (1). »

Parler à l'Empereur de sa magnanimité, du noble penchant de sa grande âme pour la paix, n'était-ce pas, suivant un conseil de Napoléon lui-même, « supposer à autrui les sentiments qu'on veut lui inspirer » ? Déclarer que la conclusion de la paix était liée au bonheur de l'Empereur, n'était-ce pas un sévère avertissement ?

Les pages qui suivent cet habile début sont un chef-d'œuvre de clarté, d'aisance et de profondeur, un modèle jamais égalé du style diplomatique qui tend de nos jours à devenir un véritable galimatias. Ni sentimentalité, ni rhétorique, ni vague philosophie, mais des arguments courts, pressants, tendant tous au but ; tous les mots chargés de sens

(1) BERTRAND, 156 et suiv. Le texte entier du projet suit la lettre.

et pas un mot de trop. La profondeur dans l'aisance. Selon l'expression d'Albert Sorel, c'est Voltaire diplomate, mais avec une vigueur qui témoigne d'une forte conviction. Il faut placer ces pages près des célèbres instructions pour le congrès de Vienne.

Quelques jours avant, Talleyrand écrivait à d'Hauterive : « Voici ce que je voudrais faire des succès de l'Empereur. Je les suppose grands. Je voudrais que l'Empereur, le lendemain d'une grande victoire qui ne me paraît plus douteuse, dît au prince Charles : « Vous voilà aux abois, je ne veux pas abuser de « mes victoires. J'ai voulu la paix, et, ce qui le « prouve, c'est que je la veux encore aujourd'hui. « Les conditions d'un arrangement ne peuvent plus « être les mêmes que celles que je vous aurais proposées il y a deux mois. Venise sera indépendante « et ne sera réunie ni à l'Italie ni à l'Autriche. « J'abandonne la couronne d'Italie comme je l'ai « promis. La Souabe, qui est un éternel sujet de « discorde entre l'électeur de Bavière et vous, sera « réunie à la Bavière ou à tel autre prince. Je vous « aiderai pour vous emparer de la Moldavie et de la « Valachie. A ces conditions, je ferai avec vous un « traité offensif et défensif, et toute idée d'alliance « avec la Prusse ira au diable. Voulez-vous cela « dans vingt-quatre heures? J'y consens. Sinon, « craignez les chances qui appartiennent presque « de droit à une armée victorieuse. » Voilà mon rêve de ce soir. Mille amitiés (1). »

A la veille d'Austerlitz, la solution que propose Talleyrand au problème de la paix « comme la plus durable que la raison permette d'espérer, » c'est l'alliance autrichienne de l'ancienne monarchie qui dura de 1756 à 1792. Pour sceller cette alliance, qu'il

(1) *Archives des Affaires étrangères* : Talleyrand à d'Hauterive, 11 octobre 1805.

estimait plus efficace que celle de la Prusse, il proposait d'abord de séparer la France de l'Autriche par la constitution d'États tampons en Vénétie, en Souabe et au Tyrol. Pour dédommager largement l'Autriche de ses pertes en Italie et en Allemagne, et la réconcilier définitivement avec la France, on lui attribuerait la Valachie, la Moldavie, la Bessarabie, une partie de la Bulgarie, le Danube, une partie des côtes de la mer Noire. Ainsi, n'ayant plus de rivalité avec la France en Italie ni en Allemagne, l'Autriche serait aisément détachée de l'Angleterre. Elle s'opposerait forcément à la Russie en lui barrant le chemin de Constantinople. « L'Autriche, ennemie naturelle des Russes, aura pour alliée naturelle la France. » Enfin les Russes eux-mêmes « comprimés dans leurs déserts, porteront leur inquiétude et leurs efforts vers le midi de l'Asie, où le cours des événements les mettra en présence et en opposition avec les Anglais aujourd'hui leurs alliés. Ainsi aura été complètement résolu le problème de la paix la plus durable que la raison puisse permettre d'espérer. »

Dans l'ardeur sincère qu'il mettait à défendre la cause de la paix, Talleyrand faisait preuve d'une grande imagination politique. La guerre au cœur de l'Europe lui paraissant sans issue pour la France, il en transportait le terrain en Orient et dans les Indes pour y créer des rivalités nouvelles dont la France pourrait jouer et profiter contre l'Angleterre. Il décongestionnait l'Europe en quelque sorte pour y laisser le champ libre à la France dans la mesure qui lui semblait possible. Ses vues auraient été parfaitement réalisables si la peur et la haine de Napoléon n'avaient pas dominé tous les sentiments de l'Europe et en particulier ceux de l'Autriche.

Lancer l'Autriche vers l'Orient, lui révéler sa vocation orientale n'était nullement chimérique après Austerlitz, puisque ce plan fut réalisé par Bismarck

après Sadowa. Il aboutit en fin de compte au conflit austro-russe de 1914. Lancer la Russie vers les Indes contre l'Angleterre, c'était engager la lutte de « l'éléphant contre la baleine », également prédite par Bismarck et que la politique soviétique a envisagée de nos jours. Talleyrand eut à cet instant plus d'avenir dans l'esprit que Napoléon; mais si ses idées furent plus tard reprises par Bismarck, ce ne fut plus, comme en 1805, à l'avantage de la France, mais contre elle.

Pour pénétrer toute la pensée de Talleyrand et mesurer l'effet que son rapport du 17 octobre dut produire sur Napoléon, il convient de relire avec soin le projet de traité qui l'accompagnait. On n'a pas encore remarqué jusqu'ici qu'il y introduisait dans les articles 2 et 3, sans le dire dans le rapport et en quelque sorte par surprise, une stipulation d'une importance capitale :

ART. 2. — Les limites de la France sont, depuis la Hollande jusqu'à Bâle, le thalweg du Rhin, depuis Bâle jusqu'aux Alpes ses limites actuelles, et, en Italie, celles qui la séparent maintenant du royaume d'Italie, des États du pape et de l'Étrurie.

Sa Majesté l'Empereur des Français s'engage pour lui, ses héritiers et ses successeurs à ne rien acquérir par voie d'achat, d'échange, de donation et de réunion, ni par aucune voie semblable quelconque au delà des limites susdites.

ART. 3. — Immédiatement après les ratifications les couronnes de France et d'Italie seront séparées à perpétuité et S. M. l'empereur d'Allemagne et d'Autriche promet de reconnaître comme roi d'Italie le successeur que S. M. l'Empereur des Français se sera donné, conformément aux constitutions du royaume.

L'article 4, en quelque sorte complémentaire, déterminait également les limites de l'Autriche

privée des territoires vénitiens, de la Souabe et du Tyrol et stipulait que l'Autriche s'engageait comme la France à ne rien acquérir au delà de ces limites nouvelles.

Ainsi, par les articles 2 et 3, la France déclarait non seulement devant l'Autriche, mais devant l'Europe que l'ère des conquêtes était pour elle désormais close. Elle renonçait pour toujours au royaume d'Italie dont Napoléon venait de poser la couronne sur sa tête. C'était l'abandon du projet du grand Empire d'Occident, déjà décidé dans l'esprit de Napoléon, et qui devait lui être fatal. La France se renfermait pour toujours dans sa limite naturelle du Rhin telle que la Révolution la lui avait donnée. Elle conservait, il est vrai, en Italie, Gênes et le Piémont, annexés par le Premier Consul et dont Talleyrand n'osait, pour cette raison, demander l'abandon, mais l'Empereur s'engageait pour lui et pour ses successeurs à ne rien acquérir au delà. Un tel engagement, imposé à soi-même par le vainqueur et mettant fin à ces guerres de conquêtes que l'Europe reprochait à la Révolution comme à Napoléon, rendait possible l'acceptation par l'Autriche des propositions qui lui étaient faites. Il aurait eu un grand retentissement et sans doute un effet utile (1). Il eût en tout cas, témoigné dans le gouvernement de la France d'un esprit nouveau, celui de Talleyrand. Pour l'Europe, c'était là l'essentiel, car le crédit repose sur la confiance.

Dans ce projet de pacification générale, Talleyrand n'a pas fait la moindre allusion à la nécessité de concessions éventuelles à l'Angleterre du côté d'Anvers et de la Belgique. Ce n'était pas seulement par convenance. Les frontières de la France sur le

(1) Dans un de ses derniers ouvrages : *Napoléon* (Dunod, 1935), M. Louis Madelin parlant de la solution proposée par Talleyrand à l'Empereur, écrit, p. 332 : « Il est possible qu'adoptée par celui-ci, elle eût orienté l'Europe vers une paix durable. »

Rhin lui semblaient, comme à tous les Français, intangibles. Il ne se laisse nullement deviner, ainsi que l'a pensé Albert Sorel, comme un partisan des *anciennes limites*. C'est dans l'union des couronnes de France et d'Italie, fondement du futur Empire d'Occident, qu'il discernait le véritable obstacle à la paix. C'est dans la politique de Bonaparte en Italie, dès 1797, politique dépassant le Rhin et plus ou moins acceptée par le Directoire, qu'il apercevait l'erreur initiale, qui souleva contre nous les colères de l'Europe et rejeta le continent vers l'Angleterre (1).

C'était donc tout un programme constructif que Talleyrand proposait à l'Empereur dans son projet de traité. C'était aussi une critique audacieuse et sévère du système de conquêtes et d'empiétements perpétuels qui rendait toute conciliation impossible avec l'Europe et que Talleyrand avait dénoncé dès 1792. Après avoir exposé son plan avec autant de tact que de clarté, il s'efforçait encore en terminant de désarmer l'opposition qu'il prévoyait chez l'Empereur par d'habiles et délicates flatteries :

« J'ai regardé comme un devoir de soumettre ce travail à Votre Majesté. J'ai à m'excuser auprès d'Elle de ne le lui présenter qu'ébauché ; mais il suffit d'indiquer à Votre Majesté ce qu'il faut longuement développer aux autres et, d'ailleurs, j'aurais besoin, pour exposer ma théorie, de plus de temps que Votre Majesté n'en met à gagner des batailles et à soumettre des pays. »

Il y avait bien quelque orgueil dans cette humilité affectée. Aussi Napoléon dut-il en être choqué, quand le rapport lui parvint dans l'ivresse de la victoire. D'après Talleyrand, un conseil spécial fut tenu par l'Empereur à Munich pour examiner le rapport du 17 octobre. Talleyrand y prit part. Mais

(1) M. Raymond Guyot, dans sa remarquable étude sur *le Directoire et la Paix de l'Europe* (Alcan, 1911), a mis en lumière ce point de vue capital.

l'Empereur, dit-il, dans ses *Mémoires*, ne pensait qu'à « marcher sur Vienne, courir à de nouveaux succès et dater ses décrets du palais impérial de Schœnbrünn. »

Le 20 novembre, Talleyrand était à Vienne : « Je trouve que l'Empereur est bien loin, écrivait-il à d'Hauterive, il est à près de quarante lieues de Vienne ; il me semble qu'il faudrait en finir. » En lui annonçant le 3 décembre sa victoire à Austerlitz, l'Empereur lui écrivit que la bataille ayant été perdue par l'Autriche, les conditions de la paix ne pouvaient plus être les mêmes qu'avant le combat. Ce point de vue fut toujours le sien ; une victoire militaire donnait des droits au vainqueur ; mais ces droits n'appartiennent qu'à la victoire définitive qu'il ne connut jamais.

Le 5 décembre, Talleyrand lui répondit ; ce fut pour lui faire entendre avec de nouveaux arguments, avec un courage et une conviction qu'on ne peut qu'admirer chez un courtisan, ses conseils de modération et de paix.

« Sire,

« Je reçois la lettre dont Votre Majesté m'a honoré le lendemain de la bataille. Celle que j'avais reçue la veille m'aurait causé de mortelles alarmes si j'eusse pu prévoir que Votre Majesté s'exposait autant que j'apprends qu'elle l'a fait.

« Je jouis des succès de Votre Majesté en homme dont Votre Majesté sait bien que toutes les pensées et toutes les affections ont pour premier objet son bonheur et sa gloire. Je jouis de l'idée que cette dernière victoire de Votre Majesté la met en état d'assurer le repos de l'Europe et de garantir le monde civilisé contre les invasions des barbares.

« Votre Majesté peut maintenant briser la monarchie autrichienne ou la relever. Une fois brisée, il ne serait pas au pouvoir de Votre Majesté elle-même

d'en rassembler les débris épars et d'en recomposer une seule masse. Or l'existence de cette masse est nécessaire. Elle est indispensable au salut futur des nations civilisées... J'oserai dire à Votre Majesté que c'est là ce qu'attendent de sa politique prévoyante et de sa magnanimité tous les sincères amis de sa gloire.

« Si la monarchie autrichienne, trop affaiblie vers l'Occident, ne se trouvait plus en mesure de retenir sous son sceptre les États qu'elle aurait conservés, les Hongrois, qui doivent au nom d'indépendance et de liberté leur turbulence et leur inquiétude, pourraient abandonner une bannière humiliée par de continuelles défaites et, trop faibles pour former un État indépendant, se donner aux Russes, avec les mœurs desquels les leurs ont tant d'analogie. Je suis informé, par des voies qui ne sont pas suspectes, que de tels projets trouveraient en Hongrie des partisans nombreux. Or, les Russes, maîtres de la Hongrie, seraient tout-puissants contre l'Europe.

« Je supplie Votre Majesté de vouloir bien relire le projet que j'eus l'honneur de lui adresser de Strasbourg. J'ose, aujourd'hui plus que jamais, le regarder comme le meilleur et le plus salutaire. Les victoires de Votre Majesté le rendent maintenant facile. »

Quand Napoléon revit son ministre à Brunn le 11 décembre, il lui dit : « J'ai gagné une grande victoire, vous êtes un grand ministre. » Le baron de Damas en rapportant ce propos, également cité dans les *Mémoires* de Barras, déclare le tenir d'un témoin. Napoléon a souvent répété que les succès diplomatiques de Talleyrand n'étaient dus qu'à ses propres victoires. Mais les conseils de Talleyrand à Napoléon ne venaient que de lui : ils n'avaient pas été agréés. La correspondance particulière de Talleyrand avec d'Hauterive montre qu'il fut cons-

tamment tenu à l'écart par l'Empereur, qui ne voulait pas de mentor.

La faveur de Talleyrand était cependant encore assez grande pour que l'Empereur lui confiât la négociation du traité de Presbourg; mais il lui imposa ses directions qui ne correspondirent nullement aux conseils de son ministre. Vainqueur à Austerlitz, il contraignit les Autrichiens à des sacrifices sans leur accorder de compensations vers l'Orient. Abattue, humiliée, l'Autriche ne pouvait plus que panser lentement ses plaies pour préparer en secret une nouvelle guerre qu'elle fit, poussée par l'Angleterre, quatre ans plus tard. Le 15 décembre, Napoléon, croyant tenir l'alliance prussienne et voulant compromettre la Prusse vis-à-vis de la Russie, faisait inscrire dans le traité signé par Haugwitz la garantie de l'indépendance et de l'intégrité de l'empire ottoman. Il fermait ainsi l'avenue orientale que Talleyrand voulait ouvrir à l'Autriche et, se croyant sûr de Berlin, jugeait inutile de ménager Vienne. Quelques mois ne s'écoulèrent pas avant que la Prusse, puis la Russie lui aient déclaré la guerre (1).

Pendant les négociations de Presbourg, Talleyrand forcé d'obéir montra du moins pour l'Autriche tous les égards possibles. Il réussit à obtenir de Napoléon quelques adoucissements sur le chapitre des contributions. Les Autrichiens n'en surent gré qu'à lui. « Maître de la rédaction, dit-il, je m'appliquai à la rendre exempte de toute équivoque; aussi quoique Napoléon ait obtenu tout ce qu'il était possible d'obtenir, le traité ne lui plut pas. Il m'écrivit à quelque temps de là : « Vous m'avez fait à

(1) Dans un billet du 12 mars 1808, cité par LACOUR-GAYET (IV, p. 93). Talleyrand décline l'honneur d'être représenté sur un monument destiné à perpétuer le souvenir de la paix de Presbourg. Ce n'était pas assurément par modestie, mais parce qu'il en rejetait la responsabilité.

Presbourg un traité qui me gêne beaucoup. »

Peu de jours après avoir envoyé à l'Empereur son rapport du 17 octobre, Talleyrand apprit la nouvelle de la défaite de Trafalgar qui, au lendemain de la capitulation d'Ulm, assurait l'empire des mers et par conséquent la victoire future à l'Angleterre. Le 12 novembre, Talleyrand écrivait à l'Empereur : « J'éprouve une vive douleur en envoyant à Votre Majesté les tristes nouvelles que je reçois de Cadix sur la situation de la flotte combinée : le génie et la fortune étaient en Allemagne. » La correspondance de Talleyrand avec d'Hauterive prouve combien il fut affecté et frappé par ce désastre : « Quelle terrible nouvelle que celle de Cadix ! Puisse-t-elle ne pas mettre d'entrave à aucune des opérations politiques qu'il me paraît nécessaire de faire maintenant !... » Il pressentit donc aussitôt toute la portée de l'événement que Napoléon s'efforça d'abord de cacher, puis qu'il espéra couvrir par le retentissement de la victoire d'Austerlitz.

Plus que toute autre, Austerlitz fut la victoire de son génie. Mais alors que sa gloire ne souffrait plus de rivale, Talleyrand, dont il avait dédaigneusement repoussé les conseils, aperçoit le désastre final. Dans cette marche dans les ténèbres qu'est la politique, c'est un cas de télévision extraordinaire. Napoléon ne se trompait pas en croyant qu'il ne pouvait plus triompher que par la force. Mais Talleyrand ne croyait plus à sa fortune. D'ailleurs même un triomphe final, quelque improbable qu'il fût, n'eût rien produit de bon ni de durable. Talleyrand estimait donc qu'aucune paix n'était possible si la France n'abandonnait pas ses conquêtes d'Allemagne et d'Italie pour rentrer dans ses limites naturelles.

Entre Napoléon et lui le rapport du 17 octobre 1805 avait été, de sa part, un ultimatum qui fut dédaigneusement repoussé. C'est certainement de cette époque que date sa résolution de quitter le minis-

tère pour reprendre sa liberté et se mettre peu à peu du côté de l'Europe contre Napoléon. La trahison commence à Erfurt, mais la séparation date de Presbourg. Talleyrand va s'obstiner jusqu'au bout, malgré l'Empereur, dans son système autrichien.

Nous avons à cet égard le témoignage formel de Metternich. Deux ans après, il écrivait à Stadion que deux partis existaient en France, le parti militaire qui entourait l'Empereur et celui de l'opposition « composé de la grande masse de la nation, masse inerte et sans malléabilité, comme les résidus d'un volcan éteint. A la tête de cette masse se trouvent les personnes les plus éminentes de l'état civil et principalement M. de Talleyrand, le ministre de la Police, et tous ceux qui ont des fortunes à conserver, qui n'entrevoient aucune stabilité dans des institutions basées sur des ruines et qu'au lieu d'appuyer sur un état de choses durable, le génie inquiet de l'Empereur n'entoure que de ruines nouvelles. *Ce parti existe depuis 1805.* »

Peu après il écrivait encore : « M. de Talleyrand a, dès la campagne de 1805, conçu le plan de s'opposer de toute son influence, comme ministre des Affaires étrangères, aux projets destructeurs de Napoléon; influence subalterne quant au point de vue politique de l'Empereur, mais puissante dans les moyens journaliers d'exécution. Nous lui devons positivement des nuances plus ou moins favorables dans la négociation de Presbourg. »

Nous savons, d'autre part, par Talleyrand lui-même, que le ministre des Affaires étrangères d'Autriche, le comte Louis Cobenzl, lui fit pendant les négociations de la paix de Presbourg des offres d'argent qu'il refusa d'accepter, estimant que la place qu'il occupait encore ne le lui permettait pas (1). Malgré cet accès de vertu, qu'on voudrait

(1) V. chap. xii de ce livre, p. 117.

admirer, il est clair que Talleyrand, pour se mettre dans le cas de recevoir de pareilles offres, avait lié partie avec l'Autriche. Ne nous pressons d'ailleurs pas d'admirer. Par un moyen détourné, Talleyrand avait déjà trouvé l'occasion de profiter des générosités de l'Autriche. Les Archives de Vienne nous en fournissent la preuve.

Talleyrand avait depuis longtemps contracté une dette de plus de 600 000 francs envers l'ancien ambassadeur de Louis XVI à Constantinople, Choiseul-Gouffier, « l'homme, dit-il dans ses *Mémoires*, que j'ai le plus aimé. » Bien que possédant à cette époque, d'après l'ambassade d'Autriche, plus de 40 millions, il imagina, pour s'acquitter, de relever une réclamation de Choiseul-Gouffier concernant le remboursement par le gouvernement autrichien de secours fournis, pendant son ambassade, à des prisonniers autrichiens en Turquie. Déjà il avait remboursé 110 000 francs à son ami sur des sommes extorquées au gouvernement espagnol. Il comptait que le gouvernement autrichien fournirait le solde. Mais celui-ci refusa de s'exécuter. Cobenzl écrivait le 17 novembre 1804 à son cousin Philippe, ambassadeur à Paris : « De vrais services et ce qui nous est utile nous les payons sans doute tout aussi volontiers et même mieux que tout autre ; mais donner 60 000 florins pour ne rien avoir est un peu dur. » Talleyrand aurait dit alors à Choiseul en présence de Simon, un de ses hommes à tout faire : « Ils n'ont pas voulu te traiter comme j'ai désiré ; mais sois tranquille, je te vengerai d'une manière qu'ils ne s'attendent pas et dont ils se souviendront longtemps. » L'occasion de cette vengeance tardait cependant à se présenter quand Austerlitz vint rendre tout facile. Dans les négociations qui précédèrent la paix de Presbourg, Talleyrand convint avec le prince Jean de Lichtenstein que la créance de Choiseul-Gouffier fixée par lui à 200 000 livres

serait reconnue, mais réduite à 100. Il est probable que l'entretien des prisonniers autrichiens en Turquie n'avait pas coûté si cher à l'ambassadeur de France à Constantinople. Les 100 000 livres furent effectivement payées après la ratification du traité de Presbourg. Le 26 avril 1806, le général de Vincent, précédant Metternich à Paris, écrivait à Stadion : « M. de Talleyrand m'a encore parlé de l'affaire de M. de Choiseul et il a affecté de la considérer comme une chose convenue et terminée entre le prince Jean de Lichtenstein et lui. Cet objet acquiert de l'importance par l'intérêt si vif que M. de Talleyrand prend à cette affaire... J'ai déjà eu l'honneur de dire à Votre Excellence que je pensais qu'en annonçant elle-même au ministre des Relations extérieures que, sachant le prix qu'il attache à cette affaire, elle s'est occupée elle-même à la terminer convenablement, il en résulterait des rapports particuliers et un rapprochement entre les ministres des deux cours qui ne pourrait être qu'à l'avantage des affaires qu'ils sont chargés de traiter. »

Le 27 novembre, Stadion transmettait à Metternich une lettre de change pour la valeur de cent mille livres : « Peut-être trouverez-vous à propos pour la remise de cette somme d'attendre le retour de M. de Talleyrand, vu le vif intérêt qu'il y prend, et pour tâcher de tirer au moins quelque profit d'un sacrifice qu'on n'aurait pas fait sans la perspective de l'obliger personnellement. Votre Excellence voudra bien aussi avoir soin que la quittance de M. de Choiseul soit en règle et conçue dans les termes qui ont été indiqués, parce qu'il est essentiel qu'il n'ait plus le moyen de revenir une troisième fois après avoir effectivement reçu beaucoup au delà de ce qui lui était dû. »

Dès le 27 mars, Vincent avait remis à Talleyrand, signataire du traité de Presbourg, des bijoux de la part de François II, « la boîte et le solitaire pour le

ministre et la seconde bague pour M. de la Besnardière. M. de Talleyrand parut sensible à la beauté du présent, et me demanda surtout si le portrait de Sa Majesté l'empereur était ressemblant, ce que je lui assurai (1). »

De tels présents étaient d'usage, mais mesurés sur l'importance et le crédit du plénipotentiaire. Vitrolles prétend encore que Talleyrand réduisit à 90 millions l'indemnité de 100 millions réclamée par Napoléon de l'Autriche et prit sa part sur la différence. On peut tout croire de Talleyrand en matière d'argent, mais il convient de ne rien affirmer sans preuve (2).

Après le rejet de son plan de pacification du 17 octobre 1805, Talleyrand, décidé à se séparer, non de l'Empire, mais de l'Empereur, ne changera plus de politique. Il essaiera, jusqu'en 1814, d'imposer à Napoléon l'alliance autrichienne. La logique et la suite de ses idées attestent leur sincérité. Désintéressé, il eût agi de même. Mais, lié à l'Autriche par conviction, il en viendra bien vite à se livrer entièrement à elle. Son ultimatum à Napoléon arrivait d'ailleurs trop tard. L'occasion de 1802 était perdue pour une politique de modération en Europe et de détente avec l'Angleterre. Après Austerlitz et Trafalgar, Napoléon et Talleyrand ne pouvaient plus s'entendre. Mais Napoléon pouvait mourir.

(1) *Archives de Vienne*. Krutthofer à Colloredo, 18 juin 1805. — Vincent à Stadion, 27 mars 1806, 3 et 25 avril 1806. — Stadion à Metternich, 27 novembre 1806.

(2) Dans le compte secret des dépenses pour « douceurs » remises à des officiers ou fonctionnaires français par le Kriegsministerium (novembre 1805-février 1806), on voit figurer 60 000 florins « à une personne dont Sa Majesté sait seule le nom. »

VII

CONVERSATION AVEC MADAME DE ROMBECK

(1805)

Mme de Rombeck. — Talleyrand cherche à s'enquérir près d'elle des opinions de Cobenzl, son frère. — Elle se défend avec beaucoup d'esprit. — Relation de cette conversation par Mme de Rombeck. — Une lettre de Talleyrand au prince de Ligne.

Une conversation de Talleyrand, c'est-à-dire un mélange si français où la profondeur s'allie à la légèreté et à la grâce, où la pensée devient une arme, sans s'altérer, ni s'obscurcir, nous avons souvent regretté de n'en posséder aucune relation. A défaut de ses entretiens avec l'Empereur, dont on ne peut qu'imaginer d'un côté la puissance et l'éclat, de l'autre la finesse et l'imprévu, et qui seraient pour la postérité des documents décisifs, peut-être des pages uniques dans notre littérature, un hasard assez singulier nous a livré quelques répliques fort piquantes qu'il échangea avec une femme d'esprit, le 3 décembre 1805, c'est-à-dire deux jours après la bataille d'Austerlitz.

Cette femme était Mme de Rombeck, sœur du comte Louis Cobenzl, qui occupait le poste de vice-chancelier et dirigeait en fait avec le ministre d'État, comte Colloredo, la politique extérieure de l'Autriche. Elle n'avait pu suivre son frère, dont elle tenait la maison, après l'entrée des troupes françaises. Son mauvais état de santé l'avait obligée de rester à Vienne. Élevée à Paris, mariée à un gentilhomme

hollandais, elle passait pour la confidente du comte Louis et était renommée pour son intelligence et sa grâce. Dans ses salons, écrit Metternich, elle recevait surtout des étrangers et des émigrés français. Cobenzl lui-même vantait « sa prudence et sa circonspection angélique ». Elle devait plaire à Talleyrand, qui était arrivé à Vienne le 17 novembre et avait ouvert des négociations avec le comte Stadion et le général Giulay. Ceux-ci prétendaient, d'accord avec Haugwitz, introduire entre les belligérants la médiation prussienne. Résolu à ne traiter qu'avec l'Autriche seule et avec Cobenzl lui-même, son ancien condisciple du collège d'Harcourt, qu'il appelait « son camarade », Talleyrand, qui aimait mêler les femmes à la politique, ne trouva rien de mieux que d'aller s'enquérir des intentions de Cobenzl auprès de sa sœur, Mme de Rombeck.

Leur entretien fut connu. L'empereur François II et Cobenzl s'en émurent. Mme de Rombeck fut priée d'en donner une relation exacte et c'est ainsi que les Archives de Vienne la possèdent encore.

On y verra la manière enveloppante de Talleyrand, comment il savait tout à tour flatter, questionner, menacer ou séduire les femmes qu'il s'efforçait d'enchaîner à sa politique, se montrer à la fois galant, impudent et cynique. Il veut faire avouer à Mme de Rombeck que son frère reçoit de l'argent des Anglais et a tout l'air de lui en offrir. Il lui proposa de faire avec elle la paix de l'Europe. « Nous allons chercher, lui dit-il, votre jolie écritoire, et nous la ferons à nous deux. » Mais on remarquera aussi combien il est constant dans son projet d'alliance autrichienne, bien que ce projet ait été repoussé par Napoléon, et comment il se déclare royaliste au grand étonnement de Mme de Rombeck. « Oui, Madame, pourquoi vous en étonner? C'est une nouvelle dynastie, et cela peut arriver partout. »

Mme de Rombeck se défend avec beaucoup d'esprit. Elle affecte une ignorance complète de la politique et sait cependant fort bien que le retour à la paix de Lunéville est la base de l'accord conclu entre l'Angleterre, l'Autriche et la Russie. C'était d'ailleurs la pensée secrète de Talleyrand.

Nous avons publié cet entretien de Talleyrand avec Mme de Rombeck dans la *Revue de Paris* du 15 janvier 1911, où il avait provoqué quelque intérêt et même quelques discussions. Nous le reproduisons ici comme une des seules conversations authentiques qu'on possède de Talleyrand avec celles qu'a rapportées Aimée de Coigny dans ses *Mémoires*.

— Madame, je ne vous fais pas d'excuse de me présenter chez vous en frac ; le costume d'un voyageur est le seul qui puisse me convenir à Vienne. Madame, je suis d'un étonnement extrême de n'avoir pas trouvé monsieur votre frère à Linz. L'Empereur était persuadé qu'il y serait ou à Saint-Pœlten. Pourquoi nous a-t-il fait la guerre ? Il est bien Russe, madame, bien Russe !

— Monsieur, mon frère est Autrichien ; il me semble qu'il ne peut pas être autre chose.

— Madame, connaissez-vous Mme de Colloredo (1) ? Êtes-vous liée avec elle ?

— Monsieur, je la voyais souvent ; mais on n'est pas liée avec quelqu'un qu'on ne voit que dans le grand monde, et très peu d'ailleurs, puisque toute sa vie est consacrée à l'éducation de Madame l'Archiduchesse.

— Madame, c'est une fière intrigante que cette femme. C'est elle qui a fait la guerre. L'Empereur ne peut la souffrir. Il sait ses intrigues avec une femme

(1) Née de Crenneville ; femme du comte Colloredo, adjoint à Cobenzl en 1805 ; elle était fort mêlée aux affaires de Naples et possédait la faveur de l'Impératrice. Le *XV^e Bulletin de la Grande Armée* signale ses intrigues.

de chambre de l'Impératrice. C'est une femme de rien. Comment M. de Colloredo a-t-il pu l'épouser ? Il était donc en enfance ?

— Monsieur, si Mme de Colloredo était intrigante, jamais on ne lui aurait confié l'éducation de Madame l'Archiduchesse. Chez nous, aucune femme n'a de crédit dans les affaires, pas même l'Impératrice.

— Madame, je suis sûr de ce que je vous dis là. C'est une femme abominable ; l'Empereur l'exècre.

— Monsieur, cela peut être. Mais tout cela m'est parfaitement étranger. Jamais je n'en ai entendu parler. Mme de Colloredo a beaucoup d'esprit, de l'instruction. Elle m'a paru douce et aimable, me traite fort bien : je n'en sais pas davantage.

— Madame, vous êtes Française, vous ; votre cœur est français ; je le sais.

— Monsieur, j'ai été élevée à Paris ; mes amies les plus anciennes sont Françaises. Je ne suis pas née ici, mais tout mon cœur est autrichien, comme celui de mon frère.

— Madame, vous n'êtes pas Russe, vous. Vous avez trop bon goût pour cela. J'ai tant entendu parler de vous qu'il me paraît que j'ai l'honneur de vous connaître beaucoup.

— Moi aussi, monsieur, j'ai beaucoup entendu parler de vous. Mais parlons donc de mon frère. C'est un grand chagrin pour moi que d'en être séparée et de ne savoir comment lui écrire.

— Madame, donnez-moi vos ordres, je lui ferai parvenir vos lettres, et en tout ne vous adressez qu'à moi. J'espère bien que vous ne pensez pas à partir ; mais si vous le vouliez absolument, vous auriez tout ce que vous pourriez désirer : chevaux, passeports, etc...

— Monsieur, je n'ai aucune demande à faire ; je dois être traitée comme tout le monde. Mais, puisque vous avez la bonté de vouloir m'obliger, permettez que je vous envoie une lettre ouverte pour mon frère.

Je serais heureuse de lui écrire d'autant que j'ai été fort malade.

— Madame, on dit que monsieur votre frère tient un grand état, qu'il a une excellente maison. Comment fait-il donc, car il n'est pas riche? Il faut qu'il ait des ressources. Quel traitement a-t-il de la Cour?

— Monsieur, trente mille florins pour sa place de vice-chancelier, six mille pour ce qu'on appelle ici argent de table et dix mille d'une pension qu'il a eue, je crois, quand il a fait avoir Cracovie à l'Empereur; c'est le seul événement politique que j'aie retenu parce que mon cousin m'a dit qu'on avait laissé le choix à mon frère d'une pension, de la Toison ou d'une somme d'argent; que mon frère, ayant alors, je crois, trente-quatre ans, penchait pour la Toison; qu'il lui a représenté qu'elle ne pouvait lui manquer, que l'argent, il le mangerait et que la pension lui resterait.

— Madame, cela n'est pas naturel. On n'a pas une maison à Vienne avec quarante mille florins.

— Monsieur, mon frère en a quinze mille de son bien.

— Eh bien! madame, avec soixante mille florins on n'a pas un grand état; mais nous savons que l'Angleterre lui a donné beaucoup d'argent.

— Monsieur, si cela était, je le saurais mieux que personne, puisque c'est moi qui mène sa maison.

— Mais, madame, comment fait-il?

— Il fait des dettes, monsieur, et je pourrais vous en convaincre en vous montrant mes livres de compte qui vous prouveraient le déficit de ses finances.

— Madame, les guinées anglaises, les guinées, les guinées..., que vous le sachiez ou non, c'est un fait.

— Monsieur, je suis étonnée que l'ancien ami de mon frère me tienne un langage pareil. Je n'ai l'honneur de vous recevoir qu'au titre de votre liaison avec lui. Jamais personne n'a osé me dire telle

chose. Mon frère est pur, désintéressé et tellement désintéressé qu'il n'a jamais rien demandé ni pour lui, ni pour les siens.

— Madame, l'Empereur m'écrit qu'il est bien mécontent de monsieur votre frère, qu'il donne des conseils pernicieux. Il a beaucoup aimé monsieur votre frère, madame, il avait du charme pour lui (1). Mais, à présent, il est furieux ; je vous en avertis.

— Monsieur, j'en suis fâchée. Mais, encore une fois, tout cela ne me regarde pas. Je n'entends rien à la politique. Mon frère, non seulement n'en parle jamais, mais ne permettrait pas qu'on m'en parlât.

— Madame, je crois, moi, que les femmes entendent très bien les affaires, qu'elles sont même utiles à la politique. L'Empereur croit qu'elles ont un grand talent pour concilier ; il leur accorde de grands moyens de négociation. S'il était ici, madame, il ferait de grands frais pour vous ; il serait en coquetterie avec vous.

— Monsieur, vous m'étonnez beaucoup. J'ai cru que votre Empereur ne parlait jamais à aucune femme.

— Madame, c'était vrai autrefois ; mais, à présent, il est très aimable pour elles. Vous le verrez. Il fera annoncer son arrivée.

— Monsieur, vous devez trouver simple que je sois la seule à ne pas lui faire ma cour, quand jamais je ne la fais à mon souverain. Je n'ai jamais rempli ce devoir, auquel mon cœur me portait toujours, à raison de ma santé qui ne me permet ni de m'habiller, ni de sortir beaucoup.

— Madame, vous avez beaucoup d'amis ; nous en avons même de communs : Mme de Brionne (2), la

(1) Cobenzl avait négocié à Udine avec le général Bonaparte le traité de Campo-Formio en 1797.

(2) Louise de Rohan, chanoinesse de Remiremont, fille du prince Charles de Rohan-Montbazon, lieutenant général, épousa Charles de Lorraine, comte de Brionne, grand écuyer de France. Talleyrand,

personne que j'ai le plus aimée, je sais qu'elle vous aime beaucoup.

— Oui, monsieur, elle a de l'amitié pour moi ; elle en avait beaucoup pour vous. Mais je crois que vous êtes brouillés ?

— C'est vrai, madame. J'ai été d'un grand étonnement de ne plus la trouver à Linz, en quittant l'Empereur à Munich. Les derniers mots qu'il m'ait dits étaient d'avoir pour elle les plus grands égards, de lui donner une sauvegarde et de la traiter en princesse étrangère, puisqu'elle ne voulait plus être Française. Mais, madame, pourquoi a-t-elle abandonné sa maison dans l'état de santé où elle est ?

— Monsieur, vous connaissez ses opinions et sa fierté. Son courage la soutient. Elle était presque mourante quand elle a passé par ici pour aller en Hongrie.

— Madame, permettez que je vous remette des lettres dont j'étais chargé pour elle.

— Oui, monsieur ; mais service pour service : ayez bien soin de mes lettres pour mon frère.

— Oui, madame, et puisque vous voulez me les donner ouvertes, j'écirai un mot à mon ancien camarade.

— Monsieur, vous lui ferez sûrement grand plaisir.

— Madame, c'est affreux à lui de nous avoir fait la guerre. L'Empereur croyait qu'il était son ami. Il est vraiment ingrat pour lui. Nous le regardions comme Français.

— Monsieur, je ne sais pas ce que vous appelez ingrat. Mais ce que je sais, c'est que mon frère a dans le cabinet où il travaille le buste de votre Empereur avec celui de l'archiduc Charles, que vous pouvez les avoir vus, puisque vous m'avez

dans ses mémoires, s'exprime ainsi sur elle : « La beauté d'une femme, sa noble fierté se mêlant au prestige d'un sang illustre et fameux, si souvent près du trône, ou comme son ennemi, ou comme son soutien, répandent un charme particulier sur les sentiments qu'elle inspire. » Talleyrand, en passant à Linz, avait essayé vainement d'être reçu par elle.

dit que vous aviez parcouru toutes les chambres de la chancellerie pour m'y chercher. Je me souviens de lui avoir demandé s'il garderait ce buste en cas que la guerre fût heureuse pour nous et qu'il me répondit qu'il le garderait toujours, et plus que jamais alors, que c'était l'image d'un très grand homme et qu'il serait toujours flatté de l'avoir connu.

— Madame, Mme la comtesse Diane de Polignac (1) est encore une de nos amies communes.

— Oui, monsieur, mais vous êtes aussi brouillé avec elle.

— Ah! madame, la Révolution nous a tous désunis. Monsieur, comte d'Artois, est le prince que j'ai le plus aimé. Je sais, madame, qu'il vous aime beaucoup.

— Je ne l'ai jamais vu, monsieur; mais il a beaucoup de bontés pour moi, parce que je suis liée avec des personnes qu'il honore de son amitié. Nous avons, comme vous dites, quelques amis communs; mais je les ai tous conservés et vous, monsieur, vous les avez perdus.

— Madame, vous avez une tournure d'esprit très piquante; vous avez tout à fait nos manières.

— Vos manières, monsieur, comme si les nôtres ne valaient pas les vôtres!

— Madame, connaissez-vous M. Œwis (Haugwitz)? Dis-je bien son nom, madame?

— Non, monsieur, très mal. Je le prononce mieux, mais pas bien encore. Oui, monsieur, je l'ai vu, mais je ne le connais pas.

— Madame, je sais qu'il a dîné chez monsieur votre frère, dans votre petit intérieur.

— C'est vrai, monsieur, et chez l'Empereur aussi, ce qui compte encore plus.

(1) Belle-sœur de la duchesse Jules de Polignac, amie de Marie-Antoinette; elle émigra dans la nuit du 16 au 17 juillet 1789 avec toute la famille Polignac, le comte d'Artois, le prince de Condé.

— Madame, oserais-je vous demander ce que monsieur votre frère a voulu dire dans cette déclaration par ces mots : *nos alliés*?

— Monsieur, nos alliés sont, je crois, l'Angleterre, la Russie et la Prusse.

— La Prusse, madame, vous croyez à la Prusse? Nous n'y croyons pas, nous, madame. Apprenez que la Prusse n'est ni pour vous, ni pour nous : elle n'est que pour elle. Madame, connaissez-vous Mack? Quelle idée en aviez-vous?

— Monsieur, je l'ai vu ; mais je ne connais ni ne juge pas plus les politiques que les militaires. J'ai dîné avec lui chez M. de Colloredo ; je l'ai beaucoup regardé et j'ai trouvé qu'il ne mangeait pas autrement qu'un autre.

— Madame, vous avez une manière de répondre très originale.

— Monsieur, je ne reste pas court, voilà tout.

— Mais, madame, que pensiez-vous de Mack?

— Monsieur, j'en pensais très bien ; je n'en pense plus rien.

— Madame, vous êtes liée avec M. de Stadion?

— Oui, monsieur, assez.

— Madame, il a de l'esprit ou je crois qu'il en a. Mais quels petits moyens ! quelles réticences ! pas le moindre laisser-aller ; toujours de l'embarras : *il écrira, il demandera*. Ce n'est pas comme cela, madame, qu'on négocie. Il y a huit jours que je lui ai proposé la paix. Je pouvais la finir tout de suite et très bonne ; il n'avait qu'à la signer. Mais je n'en ai pas obtenu un mot. Monsieur votre frère, à Lunéville, avec Joseph Bonaparte, a tout conclu de son chef sans avoir de pleins pouvoirs. Voilà, madame, comment on sert son maître.

— Monsieur, mon frère est depuis plus longtemps au ministère que M. de Stadion. Apparemment qu'il a pu prendre sur lui ; au reste, je n'en sais rien.

— Madame, votre M. de Stadion, qui ne nous va

pas du tout, n'ouvre jamais les yeux. Avez-vous pris garde à ses yeux, madame ?

— Monsieur, ils m'ont paru très clairs. Peut-être a-t-il la vue basse ; je n'en sais rien.

— Non, madame, il n'a pas la vue basse ; mais je vais m'expliquer mieux. Monsieur votre frère a les yeux petits, même laids, mais il les ouvre tant qu'il peut. Enfin, madame, c'est avec monsieur votre frère que nous voulons traiter ; c'est lui que veut l'Empereur.

— Monsieur, vous m'étonnez beaucoup. Votre Empereur, disiez-vous, n'aime plus mon frère.

— Oui, madame, c'est vrai ; il est furieux contre lui, mais il le r'aimera.

— Il faut, monsieur, que votre Empereur ait bien peu de caractère. Je ne suis qu'une femme, mais ce que je cesse d'aimer, je ne le r'aime jamais.

— Madame, il a beaucoup de caractère ; c'est un homme étonnant. Ses talents militaires sont prodigieux, ses succès immenses. Madame, c'est dans nos bras que vous devez vous jeter, nous sommes vos alliés naturels. Qu'est-ce que c'est que des Russes ? Des barbares, des gens affreux ! Cette maison d'Autriche si illustre, si grande ! Eh bien, madame, si vous ne faites pas la paix, tous vos États seront partagés ; le cœur de l'Empereur en saigne.

— Monsieur, l'archiduc Charles va arriver.

— Madame, vous avez dit le grand mot et c'est ce qui vous perd ; oui, madame, ce mot vous perd ; oui, madame, l'archiduc arrivera et sera battu.

— Monsieur, il faut que vous sachiez que je suis superstitieuse. Il y a une prédiction qui s'est vérifiée jusqu'à présent et qui dit que nous serons sauvés par un Charles.

— Je m'appelle Charles, madame.

— Et moi Charlotte, monsieur. Mais ce ne sera ni vous, ni moi, mais l'archiduc Charles.

— Ah ! madame, ne vous bercez d'aucun espoir.

Vous êtes perdus sans nous. Je ne saurais trop vous le répéter. Nos victoires sont prodigieuses. Les Russes ont perdu toute leur artillerie. Madame, 18 000 hommes de tués ; 5 000 que l'Empereur a eu l'affreux spectacle de voir s'engloutir dans les marais. Il me mande que c'était horrible. Nous n'avons, nous, que 800 hommes de tués (1). Vos Russes ont fait une école militaire inconcevable. J'écrivais tout à l'heure au baron de Breteuil (2) que l'Empereur me mandait qu'il était remarquable qu'il venait de remporter la plus grande des victoires sur les cendres du prince Kaunitz, de ce prince Kaunitz qui avait fait l'alliance avec la France (3).

— Monsieur, je ne vous crois pas. Je ne veux pas croire à vos mauvaises nouvelles. Vous me voyez très malade. Il n'est pas possible que vous veniez exprès chez moi pour m'affliger. Je crois, au contraire, que nous serons vainqueurs et je vais me coucher sur nos lauriers.

— Madame, ce que je vous dis est de toute vérité. Je dois vous le dire pour que dans chaque ligne que vous écrivez à monsieur votre frère, la paix s'y trouve trois fois.

— Monsieur, ce serait le moyen de déplaire à mon frère. Il ne lirait pas mes lettres si je lui parlais politique.

— Madame, faites la paix. Nous n'avons que cela à faire. Je m'en vais chercher votre jolie écriture et nous la ferons à nous deux.

— Eh bien ! monsieur, le traité de Lunéville...

(1) Nous eûmes en réalité 7 000 hommes tués ou blessés, les Austro-Russes 23 000, dont un très petit nombre noyés dans les lacs.

(2) Ancien ambassadeur à Pétersbourg sous Louis XV, puis ministre d'État, revenu de l'émigration en 1802.

(3) Napoléon fut logé après la bataille dans le château de Kaunitz. La lettre qu'il écrivit à Talleyrand, le 13 décembre, pour lui annoncer la victoire, ne parle pas de Kaunitz ; nous n'avons pas trouvé trace de la lettre à laquelle Talleyrand fait allusion.

— Ah ! madame, cela n'est pas possible.

— Vous voyez, monsieur, que je n'entends rien à la politique ; mais vous faites bien attendre ce monsieur qui vous arrive du quartier général. Vous êtes bien peu curieux d'apprendre un nouveau succès.

— Madame, vous avez bien envie que je m'en aille et moi, je ne peux jamais sortir de chez vous.

— En effet, monsieur, vous y prenez goût ; mais vous oubliez non seulement que je suis malade, mais que nous sommes ennemis.

— Madame, que monsieur votre frère vienne faire la paix ! L'Empereur ne demande qu'à s'expliquer avec lui, et alors nous serons amis. D'abord, en dépit de vous, vous êtes Française. Vous viendrez à Paris où tout le monde vous aime et vous désire.

— Monsieur, j'y serais bien étrangère à présent. D'ailleurs je ne quitterai jamais mon frère ; j'irais au bout du monde avec lui.

— Madame, mon Empereur m'a fait un grand éloge de l'Empereur de Russie. Il l'a trouvé superbe et d'une grande bravoure, mais entouré d'espèces vraiment espèces.

— Monsieur, il me paraît qu'un prince Czartorsky, un prince Dolgorouky sont de grands seigneurs faits pour l'entourer.

— Madame, il n'est pas question de naissance. Tout cela est bien jeune et pitoyable. Madame, l'Empereur n'est pas étonné du maintien du vôtre. Il savait ce qu'il est aux coups de canon. Le voyez-vous souvent, l'Empereur ?

— J'ai déjà eu l'honneur de vous dire, monsieur, que ma santé me dispensait de faire ma cour ; mais il n'a peut-être pas une sujette qui lui soit plus respectueusement attachée que moi. Mon culte pour lui est dans mon cœur, et j'ose dire qu'il est dans mon sang. J'ai hérité de mon père ce royalisme et cet attachement pur et désintéressé.

— Madame, personne n'est plus royaliste que moi.

— Vous êtes royaliste, vous, monsieur?

— Oui, madame, pourquoi vous en étonner? C'est une nouvelle dynastie, et cela peut arriver partout.

— J'espère, monsieur, qu'elle n'arrivera jamais ici. Mon royalisme à moi est tout entier pour mon maître et n'en pourrait changer.

— Madame, monsieur votre frère doit vous aimer beaucoup.

— Oui, monsieur, nous nous aimons tendrement.

— Vous devez l'amuser, madame?

— Monsieur, je ne suis là que pour le distraire.

— Madame, en France vous auriez du crédit.

— Monsieur, ici je n'ai pas celui de demander un passeport. Vous voyez que je ne suis pas fière; mais c'est de toute vérité quand je vous dis que mon frère m'a interdit toute demande et que je ne lui en fais aucune.

— Madame, j'ai toujours entendu parler de votre société; on dit que vous donnez des fêtes charmantes.

— Monsieur, je n'ai plus de société; je ne vis que pour mon frère et, chez lui, dans le grand monde, pendant qu'il travaille, je m'occupe et quand il a fini, je suis prête à faire tout ce qui peut le distraire.

— Madame, il est bien heureux.

— Monsieur, moi plus heureuse encore.

— Madame, je viendrai, si vous le permettez, vous faire ma cour bien souvent.

— Monsieur, quand vous voudrez, mais, à présent, vous me feriez plaisir de me laisser seule, parce que je ne me suis levée que pour vous recevoir, étant encore bien faible.

— Madame, vous êtes bien mal logée ici. Pourquoi avoir quitté la Chancellerie? Cela n'a pas de nom. Retournez-y. Cette chambre ne vous va pas.

— En effet, monsieur, le voisinage vous serait plus commode; mais, pendant l'absence de mon

frère, je ne pouvais être bien que chez une amie avec laquelle je suis liée depuis vingt-cinq ans.

— Madame, vos deux lettres sont parties pour monsieur votre frère. J'ai donné la première à M. Sébastiani (1). J'aime beaucoup monsieur votre frère ; il est extrêmement aimable. L'Empereur fait le plus grand cas du comte Philippe (2). Il n'a pas voulu la guerre, lui, il nous aime. Paris le charme. Il a un rire si communicatif. D'abord il ne comprend pas trop ce qu'on dit, mais, à mesure qu'il vous entend, il a une bonhomie, une gaieté vraiment aimable. Il trouve nos manières fort agréables. Sa maison a l'air d'aller tous les jours. Il vit très bien. En tout, madame, il nous convient beaucoup...

Quelques semaines après avoir eu cette conversation avec Mme de Rombeck, Talleyrand eut l'occasion de s'entretenir avec le prince de Ligne, dont la petite maison était à Vienne le centre où tous les étrangers distingués se réunissaient. Le célèbre prince avait alors plus de soixante-dix ans : c'était toujours un causeur étincelant. Ruiné par la perte de ses biens en Belgique et en France, disgracié par l'empereur François, il faisait bon visage à la mauvaise fortune, écrivait pour tromper l'ennui et, tout en regrettant le Paris de sa jeunesse, pensait toujours n'être au monde que pour s'amuser : « On eût dit que pour être heureux, il avait voulu être pauvre, » écrit la comtesse Potocka.

Une lettre de Talleyrand au prince de Ligne, qui souffrait alors des yeux, se trouve à Bruxelles, à l'Académie royale de Belgique. Elle est datée du 31 décembre 1805 :

« On m'a réveillé en me disant que M. le prince de Ligne avait eu la bonté de me faire dire que j'aurais

(1) Général de brigade à Austerlitz, où il fut blessé.

(2) Le comte Philippe Cobenzl, cousin du comte Louis, était ambassadeur à Paris avant la guerre.

l'honneur de le voir aujourd'hui. J'ose lui offrir de venir à 4 heures et demie mais avec un mauvais dîner. En attendant je dois lui dire qu'au premier moment où je rejoindrai l'Empereur, je lui demanderai d'être autorisé à donner des ordres au profit de sa nièce.

« Votre Altesse parle de Paris comme Lusignan ; mais Vienne en est moins éloigné que Jérusalem, et, heureusement pour tout ce qui vous aime et pour les personnes privilégiées qui vous lisent (dans le nombre desquelles je voudrais bien être), vous n'êtes point aveugle. Il faut avoir bien complètement tous ses yeux pour conserver, comme vous le pratiquez, toute la fraîcheur et toute la grâce de son esprit. Vous avez pu désirer de les fermer quelque temps sur la France et plus récemment quelques mois sur l'Autriche ; mais tout cela est fini. Il y a, comme nous disons, paix et amitié entre les deux pays. L'amitié sera perpétuelle de la part de ceux à qui vous permettez de vous aimer et de vous le dire. »

« Vienne, le 31 décembre 1805. »

Talleyrand devait encore visiter le prince de Ligne à Tœplitz, au mois de juillet 1807, en se rendant de Tilsitt à Paris, par Dresde. Ligne écrivait alors à son compatriote, le prince d'Arenberg, l'ancien ami de Mirabeau, pour lui annoncer l'arrivée de Talleyrand : « Jugez de son plaisir d'être reçu par moi, car il n'y a plus de français au monde que lui, et vous et moi qui ne le sommes pas. »

VIII

LE DÉPART DE TALLEYRAND

(1806-1807)

Dès le commencement de 1806, Talleyrand décidé à quitter le ministère. — Il est nommé prince de Bénévent. — Mort de Pitt. — Fox entre en pourparlers avec Talleyrand. — Celui-ci fait tous ses efforts pour conclure la paix avec l'Angleterre. — Il consent à la restitution du Hanovre et à l'abandon de Malte sans y être autorisé par l'Empereur. — L'Empereur veut traiter avec la Russie avant de conclure avec l'Angleterre. — Mort de Fox et échec des négociations. — Talleyrand s'oppose à la guerre de Prusse. — Il rejoint l'Empereur à Mayence. — Ses félicitations après Iéna. — Le blocus continental. — Services rendus par Talleyrand à Varsovie. — Napoléon le charge de contenir l'Autriche en lui offrant une alliance. — Dalberg sert à Talleyrand d'intermédiaire avec M. de Vincent. — L'Autriche offre la médiation. — Talleyrand insiste pour l'alliance. — Après Friedland, Napoléon se déclare pour l'alliance russe et charge Talleyrand de signer le traité de Tilsitt. — Talleyrand, prévoyant la mort de Napoléon, se tenait prêt à proclamer Joseph comme successeur et à conclure l'alliance autrichienne. — Dalberg, son émissaire à Vienne. — Talleyrand quitte le ministère (9 août 1807). — Il est nommé vice-grand électeur. — A Paris, il se rapproche de Metternich.

De Presbourg à Tilsitt, Napoléon s'égare de plus en plus vers l'impossible. Avec le coup d'œil de l'aigle il voit parfaitement qu'il ne peut plus vaincre l'Angleterre qu'en maîtrisant par la force l'Europe et l'Asie, qu'il est à la merci d'une défaite et qu'il lui faut vaincre sans cesse pour maintenir son trône et ceux qu'il a élevés pour ses frères. Qu'apercevant cette situation, il l'ait acceptée et tenté de la surmonter, sans paraître inégal à sa tâche, c'est sa gloire impérissable comme homme. Mais Talleyrand

n'avait-il pas le droit de penser tout bas que l'Empereur était désormais un empêchement à la paix? Après le rejet de son plan autrichien du 17 octobre 1805, il était décidé à quitter le ministère des Relations extérieures quand il en trouverait l'occasion, car « il n'était pas si aisé qu'on pourrait le penser, dit-il dans ses *Mémoires*, de cesser ses fonctions actives auprès de lui. »

L'empereur François, après le refus par Napoléon du comte Philippe Cobenzl, cousin du comte Louis, l'ami de Talleyrand (1), avait décidé d'envoyer Metternich comme ambassadeur à Paris. Celui-ci n'y arriva que le 4 août 1806. Mais dès le mois de mars, l'Autriche était représentée à Paris par le général baron de Vincent, Lorrain au service de l'Autriche, que Bonaparte avait connu à Udine. On lui avait adjoint un conseiller de légation, fort avisé, M. de Floret, qui était autorisé à correspondre directement avec Vienne et, se trouvant chargé de toutes les besognes secrètes, entra rapidement dans l'intimité de Talleyrand.

Il écrivait alors que Talleyrand « désirait ardemment se retirer d'un poste qui ne peut plus tenter son ambition et dont le fardeau l'accable... Il a été et est toujours contraire au plan de Napoléon, sans avoir le courage de le combattre. Il profite donc habilement des circonstances pour arrêter la fougue de son maître, en lui présentant l'intérêt plus important pour le moment de faire la paix, dont la misère publique et les cris des provinces malheureuses ne peuvent plus cacher le besoin (2). »

(1) L'Empereur écrivait à Talleyrand : « L'ambassadeur Cobenzl à Paris est un homme très faux, très acharné à peindre tout ce qui se fait ici sous les plus odieuses couleurs. Il paraît bien avoir l'esprit faux de sa cour. Je crois nécessaire de vous surveiller pour que vous vous en méfiez dans vos communications avec lui et que vous ne soyez pas plus longtemps dupe de sa prétendue bonhomie. » (22 août 1804).

(2) *Archives de Vienne*. Floret à Stadion, 9 juillet 1806. — Cf. le

De son côté, Vincent était fort assidu chez Talleyrand, entouré d'une véritable cour, en raison de la faveur dont il jouissait toujours près de l'Empereur, aussi bien que de l'attitude d'opposition que devinaient les diplomates étrangers : « Tous les ministres étrangers s'empressent également chez lui et lui font une cour assidue, car les choses sont montées ici à une telle hauteur que le ministre participe aux hommages que, de toutes parts et de toutes manières, on offre à un maître que la fortune et les circonstances ont porté à un point de puissance aussi considérable qu'étonnant... L'accès dans le cabinet de M. de Talleyrand est presque impossible ; un mot d'attention accordé au moment d'une rencontre fortuite est un événement heureux et la moindre prévenance en société est remarquée et considérée comme une faveur (1). »

Le 5 juin Talleyrand fut nommé prince de Bénévent. Il affecta de ne s'en réjouir qu'à cause de sa femme, enchantée d'être princesse. « Passez chez Mme de Talleyrand, » disait-il aux visiteurs qui le félicitaient. Mais Bénévent appartenait de temps immémorial au Saint-Siège ; la Cour de Rome protesta officiellement. Napoléon, qui avait fait de son ministre des Relations extérieures un évêque marié, voulut lui donner encore l'apparence d'un spoliateur du Saint-Siège. Il le mettait en même temps en délicatesse avec Joseph, Bénévent se trouvant enclavé dans le royaume de Naples. Mais Talleyrand ne se rendit jamais dans ses États et se contenta du plaisir de signer Charles-Maurice, de prendre rang parmi les princes souverains et de retirer par son administrateur, l'Alsacien Beer, ce qu'il pouvait d'argent de sa principauté. Il suffisait à cet homme de goût d'être un Périgord. A Gagern qui lui donnait

rapport d'Oubril à Pétersbourg du 11 juillet : « M. de Talleyrand désire faire la paix car il attend ce moment comme celui de son repos. »

(1) Vincent à Stadion, 3 avril 1806.

de l'Altesse, il observait : « Je suis moins et peut-être je suis plus. »

Une des pièces principales du Grand Empire fut la Confédération du Rhin dont Napoléon se déclara protecteur. Il en tira un contingent de 63 000 hommes, c'était le principal pour le moment. Mais c'était aussi la suppression du Saint-Empire ; la Prusse hors de l'Allemagne ; la suprématie passant de l'Autriche à la France. Qu'en livrant aux princes allemands cinquante et une villes libres et les territoires de la noblesse dite immédiate, qu'en concentrant et centralisant les territoires il préparât l'unité de l'Allemagne moderne, il ne s'en douta pas. Il voulait assurer sa suprématie en Allemagne ; il « faisait » la guerre. Charles-Théodore de Dalberg devint souverain de Francfort-sur-le-Mein par où passaient tous les trafics d'espionnage et de trahison. Le prince de la Leyen, beau-frère du baron de Dalberg, malgré la petitesse de ses États, fit partie du Collège de Princes. Talleyrand, sa femme et son entourage s'emparèrent avec avidité de cette besogne féconde en courtages, comme le recès de 1803. L'honnête d'Hauterive fit le projet et rédigea les actes. Mais Sainte-Foix se chargea de faire payer les princes allemands et de répartir les profits.

Le 23 janvier 1806, Pitt mourut. Après la nouvelle d'Austerlitz, la goutte lui remonta au cœur. Fox prit les Affaires étrangères dans le ministère whig de lord Grenville. C'était un événement considérable. Le 20 février, Fox écrivit à Talleyrand pour l'informer d'un projet d'assassinat découvert à Londres contre Napoléon. Sa lettre officielle était accompagnée d'une lettre particulière où il affirmait que le gouvernement britannique tout entier et le roi lui-même approuvaient sa démarche. Talleyrand fut autorisé à remercier ; il ajouta que les dispositions de Napoléon étaient pacifiques. Fox proposa aussitôt de conclure, d'accord avec la Russie,

une paix sûre et durable entre les deux nations. L'échec de la négociation, qui s'ouvrit alors et dura jusqu'à l'ouverture des hostilités avec la Prusse, c'est-à-dire jusqu'aux premiers jours d'octobre 1806, est imputé par Thiers et par Albert Sorel à l'Angleterre ; mais l'examen attentif des documents du Foreign Office et des Affaires étrangères ne confirme pas entièrement ce jugement (1). Fox désirait sincèrement la paix. En sondant les intentions de Napoléon, il lui offrait en tout cas une occasion dont il était possible de s'emparer. Les instructions du ministre anglais portent la marque de sa bonne foi. Napoléon lui-même crut la paix prochaine et en donna l'assurance autour de lui. Ce qui est certain, c'est que Talleyrand déploya tous ses efforts pour la faire aboutir.

« M. de Talleyrand, écrit Savary (2), poussait les conférences avec l'Angleterre avec activité. Rien ne lui eût coûté pour faire conclure la paix avec l'Angleterre. Il disait à qui voulait l'entendre que sans elle tout était problème pour l'Empereur, qu'il n'y aurait qu'une suite de batailles heureuses qui le consoliderait et que cela se réduisait à une série dont le premier terme était A et dont le dernier terme pouvait être Y ou zéro. Il entraînait en fureur quand il s'apercevait des petites intrigues des ambitieux qui amenaient la guerre en parlant des armements de la Prusse, qu'eux-mêmes provoquaient tous les jours par leur jactance et leurs menaces. » Quand il écrivait ces lignes sous la Restauration, Savary était brouillé avec Talleyrand. Son témoignage n'en a que plus de valeur. D'autre part, Vincent écrivait à Vienne : « M. de Talleyrand qui, d'un autre côté, veut quitter les affaires, se fait un point d'honneur de parvenir auparavant à

(1) Il a été fait notamment par MM. Coquelle (*Napoléon et l'Angleterre*, 1904).

(2) *Mémoires*, II, p. 264.

la conclusion de la paix avec l'Angleterre (1). »

La correspondance officielle de Fox et de Talleyrand (2) se doubla d'une correspondance particulière qui atteste leur intimité. « Vous êtes l'homme d'Europe, écrit Fox le 26 mars, avec qui personnellement j'aurais le plus de plaisir à coopérer dans la belle et grande cause dont il s'agit. » Talleyrand répond sur le même ton qu'il a hâte de reprendre « leurs causeries amicales ». Il désigna au choix de Fox lord Seymour, comte de Yarmouth, alors interné en France. C'était un grand seigneur, fort débauché, qu'il espérait manœuvrer par son confident Montrond, l'ex-ami d'Aimée de Coigny et qui l'était devenu de lady Yarmouth (3). Ni Montrond, ni Yarmouth ne manquaient d'esprit autour d'une table de jeu ou après une joyeuse partie. « Yarmouth a toute ma confiance, écrivit Fox. Tout ce qu'il vous dira, vous pouvez croire que c'est moi-même qui vous le dis. »

Talleyrand fit plus que de donner ses soins à la négociation. Par un manège, qui avait commencé à Presbourg, et qui va se développer singulièrement dans les années suivantes, il s'efforça d'engager Napoléon par d'adroites équivoques et de le forcer malgré lui à la paix. Il admit verbalement, sans y être autorisé, de traiter sur la base de l'*uti possidetis*, c'est-à-dire qu'il fit admettre une seconde fois par l'Angleterre, comme à Amiens, nos limites naturelles du Rhin et des Alpes. Il déclara, en même temps, que la restitution du Hanovre à l'Angleterre ne ferait pas de difficultés. Or, Napoléon avait déjà promis le Hanovre à la Prusse. De même il abandonna Malte et consentit à la garantie de l'empire ottoman, si les royaumes et principautés attribués

(1) *Archives de Vienne*..

(2) *Affaires Étrangères*. Angleterre, *Corr. politique*. Février-septembre 1806.

(3) Il en eut un fils, le fameux lord Seymour.

à la famille impériale étaient reconnus. C'est ce qui ressort du rapport de Yarmouth à Fox en date du 13 juin.

Mais Napoléon ne suivit pas son ministre. Sa politique dynastique dépassait le Rhin et les Alpes. Il voulait être maître de la Méditerranée ; que la Sicile fût à Joseph et Malte à l'Ordre. Il entendait surtout achever la constitution du Grand Empire, qui occupait alors toutes ses pensées, donner à la Confédération du Rhin sa sanction définitive, installer Louis sur le trône de Hollande, enfin aboutir séparément avec la Russie à une paix qu'il imposerait ensuite à l'Angleterre. De là toute une série d'atermoiements et de malentendus où s'usèrent le zèle de Talleyrand et les bonnes dispositions de Fox.

Le cabinet britannique finit par céder sur la Sicile. On enverrait le roi de Naples aux Baléares, à Corfou ou en Dalmatie. Mais Yarmouth, que Montrond faisait boire outre mesure, révéla à la suite d'un dîner au ministre de Prusse Lucchesini que le Hanovre, promis à la Prusse par Napoléon, était en fait abandonné par lui à l'Angleterre. Le gouvernement prussien se sentit joué et commença d'armer.

Le 5 août un nouveau négociateur, lord Lauderdale, grand partisan de la France, fut adjoint à Yarmouth, jugé trop peu sérieux. Il réclama de nouveau l'*uti possidetis* promis verbalement par Talleyrand, sauf pour le Hanovre et la Sicile. Ses instructions prouvent que l'Angleterre était toujours disposée à la paix à des conditions que confirmait un projet de traité en date du 31 juillet. Napoléon n'a jamais publié le projet anglais, car l'opinion française l'eût jugé beaucoup plus que satisfaisant. L'Empereur temporisait, attendant toujours la ratification par Alexandre 1^{er} de la convention conclue entre Clarke et le plénipotentiaire russe, Oubril,

Le 3 septembre, on sut que le tsar de Russie refusait de ratifier. Il venait d'apprendre qu'au lieu d'évacuer l'Allemagne, comme il s'y était engagé, Napoléon avait supprimé le Saint-Empire et établi la Confédération du Rhin sous son protectorat. Fox mourut le 13 septembre. Dès lors les négociations avec l'Angleterre furent considérées comme rompues. L'armée prussienne était sur le pied de guerre. Napoléon partit pour Mayence pour prendre le commandement de la grande armée.

« Talleyrand, dit Metternich, s'opposa aussi longtemps qu'il le put à la campagne contre la Prusse. D'après Savary, Murat et Caroline combattaient alors Talleyrand et poussaient l'Empereur à la guerre. « Le grand-duc de Berg et plusieurs autres étaient enchantés que les conférences avec l'Angleterre fussent rompues et la moindre conséquence qu'ils en tiraient est qu'il fallait bien vite tomber sur la Prusse et l'accabler pendant qu'elle n'était occupée que de marches et de contremarches, qu'elle faisait faire à ses troupes. L'ultimatum du cabinet de Berlin vint au secours de leur impatience (1). »

Le prince de Bénévent rejoignit l'Empereur à Mayence le 7 octobre. Il ne devait revenir à Paris que dix mois après. Son opposition à l'Empereur avait déjà aigri leurs rapports car les lettres qu'il recevait de lui prennent dans l'année 1806 un ton plus sévère. Le 29 février, l'Empereur se plaint du manque de régularité dans son travail ; désormais il veut lire lui-même toutes les lettres de nos ambassadeurs et la traduction des journaux anglais et étrangers : « Je vous enverrai un portefeuille dont je garderai la clef... Cet arrangement aura lieu dès demain. » Le 15 mars, il lui écrit : « En vérité, je ne puis concevoir votre manière de faire les affaires ; vous voulez faire de votre chef et ne vous donnez

(1) SAVARY, II, p. 269,

pas la peine de lire les pièces et de peser les mots... Apportez-moi ce soir des explications. » Le 8 août : « Je vous envoie une lettre qui vous fera connaître ce coquin de Lucchesini. Il y a longtemps que mon opinion est faite sur ce misérable. Il vous a constamment trompé, parce que j'ai reconnu depuis longtemps que rien n'est plus facile que de vous tromper. »

C'est à Mayence que Talleyrand, en compagnie des deux Dalberg, attendit les événements. Le 12 octobre, l'Empereur lui écrivait : « Les affaires sont ici tout à fait comme je les avais calculées il y a deux mois à Paris, marche par marche, presque événement par événement ; je ne me suis trompé en rien. » Le 14 octobre, c'était Iéna et Auerstædt. Le 18, Talleyrand présentait ses félicitations à l'Empereur en ces termes :

« Mayence, 18 au soir.

« Sire,

« Quoique Votre Majesté nous ait depuis longtemps familiarisé avec les prodiges et bien que les succès qui ont signalé l'ouverture de la campagne fussent un gage assuré de succès plus grands, je n'aurais pas osé espérer qu'ils dussent être promptement suivis d'une victoire si grande et si complète. Je craignais (et c'était l'opinion de ce côté-ci de l'Allemagne) que l'ennemi ne mît tout en œuvre pour éviter un engagement général et n'obligeât Votre Majesté à le poursuivre jusqu'aux derniers confins de l'Allemagne. Si telle a été leur résolution, l'esprit, le génie de Votre Majesté a su la rendre vaine. Votre Majesté a depuis longtemps épuisé l'admiration ; notre amour et notre reconnaissance pour elle sont seuls inépuisables. Aujourd'hui tous nos vœux sont pour voir mettre fin à des périls dont les fidèles serviteurs de Votre Majesté sont d'autant plus alarmés qu'Elle les compte Elle-même pour rien, »

Le soir du même jour, il écrivait encore :

« Mayence, 18 octobre au soir.

« Sire,

« L'estafette de Paris ne nous a apporté aujourd'hui aucune nouvelle qui mérite d'être adressée ou transmise à Votre Majesté. Les dernières lettres de Paris sont du 16. On y connaissait les événements des 9, 10 et 11. Ils ont préparé la victoire du 14 qu'on y connaîtra demain.

« Pour nous, nous attendons avec une vive impatience des détails de cette belle journée dont nous connaissons seulement les résultats et les nouvelles des événements qui ont dû la suivre. C'est aujourd'hui le cinquième jour depuis la victoire. Cet intervalle suffit pour nous autoriser à espérer que nous aurons des nouvelles cette nuit. Il paraît impossible que l'ennemi désabusé, ne pouvant plus compter que sur la générosité de Votre Majesté, ne lui demande pas bientôt la paix (1). »

C'était toujours le ton de la flatterie ; mais ce n'était plus l'accent de ses félicitations après Marengo.

A la fin d'octobre, Talleyrand rejoignit quelques jours l'Empereur à Berlin. D'après Savary, il lui aurait remis une nouvelle note en vue de la pacification générale. Nous ne la connaissons malheureusement pas. Elle n'eut pas, en tout cas, plus de succès que le projet de 1805 dont elle devait s'inspirer ; Talleyrand était toujours fidèle au système autrichien. Le 21 novembre, Napoléon signait à Berlin le fameux décret du blocus continental. Le long rapport du 20 novembre, que signa Talleyrand et qui justifie cette mesure, fut certainement rédigé

(1) Ces lettres viennent d'être acquises par le British Museum. Elles faisaient partie de la collection Roscherry. Nous les avons publiées avec cinq autres lettres inédites de Talleyrand à Napoléon dans la *Revue de France* du 15 juin 1934.

sur ordre de l'Empereur et par une autre main que la sienne ; il est contraire à toutes ses idées et ne peut engager en rien sa responsabilité.

Talleyrand quitta Berlin le 1^{er} décembre et, après un séjour à Posen, où il retrouva Napoléon qu'il n'avait pas vu depuis Berlin, le rejoignit encore à Varsovie à la fin de décembre. Il devait rester à Varsovie jusqu'au 3 mai 1807. Il s'établit à l'hôtel Radziwill. Le salon de la sœur du prince Poniatowski, la comtesse Vincent Tyskievitch, qu'il avait intimement connue avant la Révolution, devint en quelque sorte son quartier général. Pendant ce terrible hiver rempli par la lutte meurtrière de Napoléon avec l'armée russe, Talleyrand, sortant de sa nonchalance habituelle, déploya la plus grande activité. Il remplit les fonctions de gouverneur de Pologne et de pourvoyeur de la Grande Armée, à la grande satisfaction de l'Empereur. Par son sang-froid, notamment après Eylau, il sut maintenir l'opinion polonaise et couvrir de l'éclat des fêtes les périls et les deuils. Mais son action s'exerça surtout comme ministre des Relations extérieures. Le corps diplomatique s'était établi près de lui.

Napoléon passa quelques semaines du mois de janvier à Varsovie, se montrant à la noblesse polonaise, nourrissant son exaltation. Le premier bal auquel il assista eut lieu chez le prince de Bénévent. « Que de jolies femmes, » lui dit-il en s'en allant. C'est là qu'il fit la connaissance de la comtesse Walewska. Il disait plus tard à Gourgaud (1). « C'est M. de Talleyrand qui m'a procuré Mme Walewska ; elle ne s'est pas défendue. » Plusieurs témoignages nous indiquent que Talleyrand jouait assez habituellement ce rôle près de l'Empereur qui a dit de lui : « Il avait toujours ses poches pleines de femmes. » C'était tout à fait pour un grand seigneur dans la

(1) GOURGAUD, I, 136,

tradition de l'ancienne cour. Mais Talleyrand voyait plus loin. Il regrettait pour la France et pour l'Europe que l'Empereur ne fût pas plus « paresseux », qu'il fût « inamusable » ; il regrettait aussi qu'il ne fût pas plus distrait de l'ambition par l'amour. Il savait que « l'amour fut rarement pour lui un besoin et peut-être même un plaisir » (1). Mais il pouvait être une vanité.

En s'engageant dans une lutte redoutable avec Alexandre I^{er} qui allait s'allier à la Prusse, le 26 avril 1807, par le traité de Bartenstein, Napoléon sentit aussitôt la nécessité d'armer tous les ennemis des Russes : Polonais, Turcs, Persans. Il était encore plus nécessaire de désarmer l'Autriche et de s'assurer sa neutralité. Si les armées russes avaient refusé le combat, l'entraînant dans les neiges et que l'Autriche l'eût attaqué de flanc, 1807 eût été 1812 avec la retraite coupée du côté de la France. Après Eylau, « victoire blessée à mort », on l'entendit murmurer ces mots : « Ah ! si j'étais l'archiduc Charles ! »

Nul mieux que Talleyrand n'était désigné pour contenir l'Autriche. Elle était son système. L'Empereur le savait ; il s'en servit. En réalité, il était déjà décidé pour l'alliance russe, s'il pouvait l'obtenir par la victoire. Mais il aimait jouer au plus fin avec Talleyrand, le dominer par l'astuce, sur son terrain propre, et comme il disait, l'employer pour les choses qu'il ne voulait pas faire. « La fin de tout ceci, lui écrivait-il, sera un système entre la France et l'Autriche ou entre la France et la Russie... Je l'ai proposé plusieurs fois à l'Autriche ; je le lui propose encore. »

Sous prétexte de rendre hommage à Napoléon, l'empereur François envoya à Varsovie en ambassa-

(1) CAULAINCOURT, II, p. 383. — Ce fut également Talleyrand qui fixa le choix de l'Empereur sur Mme Gazzani et reçut sur cette liaison ses confidences. (Mme DE RÉMUSAT, III, 342).

deur le général de Vincent ; en réalité c'était un observateur militaire, chargé, comme diplomate, de gagner du temps et d'attendre une défaite française. La correspondance encore inédite de Vincent avec le ministre Stadion, qui se trouve aux archives de Vienne, va jeter une lumière toute nouvelle sur la véritable attitude de Talleyrand (1).

Le 2 janvier 1807, le général de Vincent fit porter à Talleyrand, à Varsovie, la lettre qui l'accréditait. Le porteur de la lettre était l'officier qui commandait le cordon de neutralité autrichien en Galicie. Ce n'était autre que le colonel Neipperg, le futur mari de Marie-Louise. Après avoir rempli sa mission, il fit parvenir à Vincent ses passeports, en ajoutant : « Vous êtes attendu comme le Messie. » Vincent arriva à Varsovie le 8. Il fut reçu le 9 par Napoléon, qui se montra très aimable. « Nous finirons, dit-il, par une alliance. » Il ajouta qu'il ferait la guerre à la Russie jusqu'à ce qu'elle reconnaisse l'indépendance de l'Empire Ottoman, que l'Autriche devait désirer comme lui.

Talleyrand se montra d'abord réservé. Bientôt il envoya à Vincent le baron de Dalberg, qui résidait à Varsovie comme ministre de Bade avec le corps diplomatique. Il était, comme on l'a vu, devenu le confident intime de Talleyrand auquel il avait voué une affection « filiale ». Dalberg, considéré par Vincent comme acquis à l'Autriche, lui déclara « que Talleyrand a beaucoup plus à faire à contenir l'Empereur que pour conduire et suivre les événements politiques ; que Napoléon était entouré de tous les éléments inflammables, que les Polonais, le prince Murat, que l'entourage et la suite de l'Empereur, composée de jeunes gens et

(1) Metternich restait à Paris. Il voulut prendre un congé pour affaires personnelles et revenir à Vienne. Mais Talleyrand, qui ne le connaissait pas et s'entendait fort bien avec Vincent, s'y opposa vivement.

d'ambitieux, l'excitaient sans cesse à de nouvelles entreprises, que nous (l'Autriche) étions sûrs d'être accueillis pour le moment, que nous ne le serions pas si l'Empereur avait des avantages contre la Russie. » Il fit entendre que l'Autriche pourrait échanger la Silésie prussienne contre la Galicie.

Le 17 et le 18, Vincent fut invité chez Talleyrand à des fêtes où l'Empereur dansa. Le 24, il eut avec Talleyrand un long entretien où celui-ci lui proposa nettement une alliance avec la garantie de l'intégrité et de l'indépendance de la Turquie. Il le pressa de demander des pleins pouvoirs à son gouvernement.

Le 5 février, après le départ de Napoléon, Talleyrand insiste de nouveau. Le 8, Napoléon ne peut vaincre à Eylau ; mais l'armée russe, aussi éprouvée que la nôtre, bat en retraite. Le 12, Talleyrand devient plus pressant. « Vous voulez, dit-il à Vincent, changer l'état de choses par la guerre, que n'essayez-vous de la paix ? Il faut ramener la France à des principes sociaux, lui donner le temps de se polir... Les lenteurs ne conviennent pas ; l'Empereur est dans ce moment *bien seul*. » Vincent, en transmettant ces paroles, ajoute qu'« il est aisé de connaître les vues de M. de Talleyrand parce qu'elles sont fixes et sont pour la paix, mais le tempérament de l'Empereur qui prend des déterminations d'après les événements seuls, qui se livre sans cesse à l'audace et à la chaleur de son caractère, ne permettent pas tant qu'il sera les armes à la main que l'on puisse présenter des idées fixes et attendre des résultats certains. »

Talleyrand était de plus en plus considéré à Vienne comme un ami, presque comme un allié contre Napoléon, dont il se servait comme d'un épouvantail pour amener l'Autriche à l'alliance. « Son opinion constante, écrit Vincent, ramène toujours le même axiome ; qu'il n'y a que l'alliance de

deux grandes puissances qui puisse donner la paix à l'Europe. » Pour atteindre ce but, Talleyrand doit lutter contre le caractère irascible et véhément de l'Empereur, « qui n'a pas, dit-il, d'autre ennemi dans le cœur que l'Autriche, parce qu'il lui a fait trop de mal. » — Donnez-nous, lui dit Vincent, votre frère Archambault de Périgord comme ambassadeur à Vienne. « Il parut flatté de l'ouverture. »

Stadion, mis au courant, atermoyait toujours, ne voulant risquer la guerre contre la France qu'après une victoire russe. Au lieu de l'*alliance*, il se décida à offrir la *médiation* sur les bases suivantes : règlement nouveau des affaires allemandes, intégrité de la Turquie, maintien du partage de la Pologne, participation de l'Angleterre aux négociations. Metternich, d'accord avec Talleyrand, devait reprendre cette tactique en 1813 (1).

Talleyrand pressenti approuva et, de Vienne, on se déclara « charmé » de cette approbation. Mais se posant de plus en plus en défenseur de la vieille Europe contre Napoléon, Talleyrand insistait de nouveau sur l'alliance. « Essayez donc de la paix avec l'Empereur ; vous n'avez d'autre ennemi à craindre que lui. » Il menaçait de l'alliance russe ; c'est par l'Autriche qu'il voulait la paix générale. Il la voulait *depuis quatre ans* (c'est-à-dire depuis la rupture de la paix d'Amiens). De la Pologne il disait : « Je déteste ce pays-ci. Je n'ai rien vu de plus léger et de plus inconséquent que tous ces gens-là ; ils réunissent toutes les qualités dangereuses des autres nations. » Il prenait l'engagement qu'il n'y aurait pas de Galiciens dans la nouvelle garde polonaise de Napoléon. « Tous ces gens (les Polonais) sont fous, il faut bien les occuper à quelque chose. »

Napoléon feignit d'accepter, le 11 avril, l'offre de

(1) V. la lettre de Talleyrand à Napoléon du 6 mars 1807, publiée par nous dans la *Revue de France* du 15 juin 1934.

médiation de l'Autriche (1), pour paralyser cette puissance pendant quelques semaines. Il était décidé, en cas de victoire, à l'alliance russe, parce que seule la Russie pouvait l'aider à attaquer les Anglais dans l'Inde. Mais Talleyrand fut dupé. Il croyait tenir la paix par l'Autriche et désignait déjà Prague comme le siège du futur congrès. Napoléon préférait Copenhague. Dalberg voulait emmener Talleyrand à Vienne pour lui faire connaître Stadion. Vincent faisait ressortir « le mérite de Talleyrand d'avoir triomphé du caractère et de la politique de son maître ».

Le 3 mai, Napoléon fit venir Talleyrand au beau château de Finckenstein où il avait établi son quartier général. Talleyrand amenait avec lui l'ambassadeur persan avec lequel fut signé, le 4, un traité dirigé contre l'Angleterre et prévoyant une expédition commune dans l'Inde. En quittant Varsovie, Talleyrand, qui se savait surveillé par l'Empereur, recommandait à Vincent une grande réserve dans ses lettres. « Je ne suis pas sûr, lui dit Talleyrand, de lire vos lettres le premier. » « Il me promet, ajoute Vincent, de m'instruire autant qu'il le pourrait de tout ce qui se passerait sur la Basse-Vistule. » Vincent croyait toujours que Napoléon allait adhérer à la médiation autrichienne et proposait Neipperg pour lui porter un projet d'armistice. « Afin d'avoir une idée, écrit-il à Stadion, du Cabinet français, il faut se représenter Napoléon sans cesse assujéti à ses plans et à ses propres idées, le ministre cherchant à rappeler son maître à des idées plus simples, lui présentant des idées d'intérêt personnel pour lui, pour sa dynastie, calmant sa fougue et ne trouvant que dans la paix les moyens d'éteindre par un

(1) Napoléon remplaça le mot *médiation* par celui d'*intervention*, Vincent s'en plaignit à Talleyrand qui répondit : « Que dans cette occasion ce mot est synonyme avec celui d'*intervention* et que ce n'est qu'à celui-ci qu'on peut ajouter *amicale*. »

autre genre d'activité ses passions guerrières... » Pour comprendre ces expressions il faut se rappeler que Napoléon avait fait venir au château de Finckestein la comtesse Walewska.

Cependant, avant que la Russie ait accepté la médiation autrichienne, les événements se précipitèrent. Dès le 12 mars, Napoléon avait écrit à Talleyrand : « Faites des miracles pour qu'on m'expédie par jour 50 000 rations. Aujourd'hui le sort de l'Europe et les plus grands calculs dépendent des subsistances. Battre les Russes si j'ai du pain, c'est un enfantillage... L'importance de ce dont je vous charge là est plus grande que toutes les négociations du monde. »

Le 26 mai, c'est la prise de Dantzig, dont « les résultats sont immenses, » écrit Talleyrand à Dalberg, qui le répète à Vincent. Le 11 juin, l'armée russe se dispose à l'attaque. « M. de Talleyrand, écrit Vincent, a témoigné un véritable chagrin d'un événement qui vient détruire ou du moins éloigner les moyens de pacification auxquels il travaillait depuis plusieurs mois. » Le 14 juin, ce fut Friedland.

Talleyrand écrivit aussitôt de Dantzig à l'Empereur pour le féliciter :

« Dantzig, 18 juin 1807.

« Sire,

« J'apprends, enfin, quelques détails de la bataille de Friedland ; et j'en connais à présent assez pour savoir qu'elle sera comptée parmi les plus célèbres dont l'histoire perpétuera le souvenir. Mais ce n'est pas seulement sous des rapports de gloire que je me plais à l'envisager ; j'aime à la considérer comme un avant-coureur, comme un garant de la paix, comme devant procurer à Votre Majesté le repos qu'au prix de tant de fatigues, de privations et de dangers elle assure à ses peuples ; j'aime à la considérer

comme la dernière qu'elle sera forcée de remporter ; c'est par là qu'elle m'est chère ; car toute belle qu'elle est, je dois l'avouer, elle perdrait à mes yeux plus que je ne puis dire si Votre Majesté devait marcher à de nouveaux combats et s'exposer à de nouveaux périls sur lesquels mon attachement s'alarme d'autant plus facilement que je sais trop combien Votre Majesté les méprise... »

En même temps il écrivait à Dalberg une lettre que celui-ci communiqua aussitôt à Vincent :

« Trouve-t-on enfin que les malheurs de l'Europe ont assez duré?... Je ne sais où s'est réfugié le sens commun. Ajoutez qu'il n'y a que nous qui ayons franchement et complètement accepté la médiation de l'Autriche, qui sera plus portée à se plaindre de nous que de ceux qui l'ont refusée. »

Aussitôt après la victoire, Vincent communiqua par Talleyrand à l'Empereur les réponses de l'Angleterre et de la Prusse, acceptant l'offre autrichienne de médiation. Il était trop tard. L'alliance russe était faite, malgré Talleyrand, qui se trouvait joué ainsi que Vincent. « Vous êtes meilleurs gentilshommes que les Russes, dit obligeamment Napoléon à Vincent, et je penchais pour vous par *européanisme*. Nous pouvons vivre bons amis. »

Il est probable que ce fut pour lier Talleyrand, partisan de l'alliance autrichienne, au système russe, au moment où il allait quitter le ministère, peut-être aussi pour l'humilier, que Napoléon lui fit rédiger presque sous sa dictée et signer les articles publics et secrets du traité de Tilsitt. Mais instruit par l'expérience de Presbourg, il ne lui confia pas le soin de fixer le chiffre des contributions de guerre et fit régler cette question par Berthier (1).

(1) Même à Tilsitt, il y avait encore des partisans d'une continuation

Talleyrand, au cours des négociations que nous venons d'analyser, s'était nettement posé devant la cour d'Autriche comme un adversaire des tendances belliqueuses de Napoléon ; il s'était montré résolu, pour parvenir, par l'alliance autrichienne, à la paix générale, à agir de tout son pouvoir même en dehors et à l'insu de l'Empereur. N'a-t-il pas été plus loin ? S'est-il borné à des conseils d'ordre diplomatique ? On trouve dans les *Souvenirs* de Barante un renseignement fort curieux, que celui-ci obtint, sous la Restauration, du comte de la Tour, ministre des Affaires étrangères de Sardaigne. Aldini, secrétaire d'État du royaume d'Italie, fut envoyé à Varsovie au commencement de 1807. En revenant à Milan, il passa par Vienne et, s'autorisant du nom de Talleyrand, conseilla au gouvernement autrichien de réunir une armée nombreuse en Bohême pour contraindre Napoléon à la paix. Il estimait que seule l'action de l'Autriche pouvait rétablir la paix en Europe et arrêter les entreprises gigantesques de Napoléon. Que Talleyrand, dès cette époque, ait engagé l'Autriche à armer contre Napoléon, on ne peut, sans en être certain, le considérer comme invraisemblable.

De son côté, Pasquier connut, en 1829, des conversations que Talleyrand eut, après l'échec d'Eylau, avec Dalberg. Qu'aurions-nous fait si Napoléon avait été tué ? Que ferions-nous si cela arrivait au premier jour ? disait Talleyrand à Dalberg. « Et la conséquence fut alors qu'il faudrait lui donner pour

de la guerre, en particulier Murat qui voulait devenir roi de Pologne. « Il faut, disait Talleyrand, lui faire abandonner cette idée de Pologne. On ne peut rien faire avec ces gens-là ; voilà une occasion de terminer tout cela avec honneur. » Talleyrand pressait l'Empereur de conclure sans passer le Niémen. « Un jour qu'il sortait du cabinet de l'Empereur, il trouva dans le salon à côté le grand-duc de Berg... M. de Talleyrand lui dit tout haut devant tout le monde : « Monseigneur vous nous avez fait faire la guerre ; mais vous ne nous empêcherez pas de faire la paix. » (SAVARY, III, 138, et VII, 35).

successeur son frère Joseph, en se hâtant d'annoncer à l'Europe que la France rentrait immédiatement et sans nulle réserve dans sa frontière du Rhin. » Ce renseignement, dont Pasquier garantit la certitude, est entièrement confirmé par une lettre encore inédite de Metternich à Stadion du 19 août 1807 (1).

Pendant la bataille d'Eylau, dit cette lettre rétrospective, « quelques aides de camp affidés qui ne quittaient ni l'Empereur ni le ministre de la Guerre, devaient, dans le moment même d'une catastrophe, expédier un homme sûr à M. de Talleyrand. Ce ministre tint continuellement un courrier prêt à partir pour Naples. Il eût porté au roi Joseph la nouvelle de son avènement à l'Empire et l'invitation de se rendre sur-le-champ à Lyon. » M. de Talleyrand, dans le cas de mort de l'Empereur, se serait aussitôt rendu à Vienne, précédé par un émissaire qu'il eût suivi un jour après, et eût proposé au gouvernement autrichien de reconnaître Joseph, de conclure une alliance secrète dirigée contre la Russie, et d'entamer ensemble des négociations pour la pacification générale de l'Europe, moyennant la restitution immédiate de la Dalmatie et de l'Istrie et une nouvelle frontière plus avantageuse pour l'Autriche en Italie, la reconnaissance par l'Autriche de la Confédération du Rhin et ses bons offices pour traiter de la paix avec l'Angleterre. Le gouvernement autrichien n'aurait eu que douze heures pour se décider. Talleyrand aurait rejoint Joseph à Lyon et le nouvel empereur aurait fait son entrée à Paris le jour de la proclamation de la paix.

Metternich déclare tenir les renseignements, qu'il envoie à Stadion, d'une personne à qui Talleyrand avait confié ce projet, « qui doit convenir à l'Autriche ». Cette personne ne peut être que Dalberg et il est certain que Vincent et Stadion lui-même

(1) *Archives de Vienne.*

avaient été secrètement prévenus, sans quoi il eût été impossible pour Talleyrand d'obtenir une décision du gouvernement autrichien dans un délai de douze heures et de se transporter aussitôt à Lyon pour y trouver Joseph.

Dalberg devait être aussi l'émissaire qui eût précédé de vingt-quatre heures Talleyrand à Vienne. Ce seigneur allemand n'avait cessé de servir d'intermédiaire entre Talleyrand d'une part, Vincent et Stadion de l'autre. On le voit en rapport, d'après la correspondance de Vincent, avec le capitaine d'état-major de Sainte-Aldegonde. On sait que Berthier aimait s'entourer d'officiers des meilleures familles et Talleyrand, d'ailleurs en très bons termes avec Berthier, devait trouver parmi eux des « affidés ». On peut penser que c'est Sainte-Aldegonde qui eût prévenu Talleyrand d'urgence en cas de mort de l'Empereur. Le comte Louis de Périgord, neveu de Talleyrand, était aussi aide de camp de Berthier avec le grade de chef d'escadron (1).

Stadion avait d'abord été choqué qu'un baron allemand, autrefois au service de la cour de Vienne, servît maintenant la France. Mais il changea vite d'opinion et, le 21 juillet 1807, il écrivait à Paris, à Metternich, de bien accueillir, « Dalberg dont la sphère d'activité s'est beaucoup élargie pendant ces derniers mois. J'engage Votre Excellence non seulement à le cultiver beaucoup mais à lui témoigner les meilleurs sentiments, même de la part de notre cour, et ma reconnaissance personnelle des avis qu'il nous a transmis par M. de Vincent ainsi que du prix que je mets et que nous mettons à tout ce qui vient de lui » (2).

Ce témoignage de satisfaction suffit pour appré-

(1) Très brillant officier, il mourut à Berlin le 18 juin 1808, à l'âge de vingt-quatre ans. Son mariage était projeté avec la nièce de Dalberg.

(2) Archives de Vienne.

cier la nature des services de Dalberg, qui fut bientôt naturalisé Français et créé duc par Napoléon, puis doté par lui de 200 000 livres de rente sur la recommandation de Talleyrand. L'Empereur ne se doutait pas que le nouveau duc français et toujours franc-maçon allemand, le traitait publiquement de « tyran » et d' « usurpateur (1) ».

Le 9 août 1807, le comte de Champagny, ministre de l'Intérieur, fut nommé ministre des Relations extérieures en remplacement de Talleyrand. Le 10 août, celui-ci envoyait encore à l'Empereur sa dernière lettre de service, qui se termine ainsi : « Je n'ai pas encore vu M. de Metternich mais je le verrai ce soir. L'envoi que j'ai l'honneur de faire à Votre Majesté aujourd'hui sera le dernier acte de mon ministère. Le premier et le dernier sentiment de ma vie sera la reconnaissance et le dévouement. »

Talleyrand venait d'arriver à Paris en passant par Dresde, suivant de très près l'Empereur. C'est à Tilsitt que son départ avait été décidé. Il ne paraît pas douteux qu'il ait quitté volontairement le ministère ainsi qu'il l'a dit dans ses *Mémoires* :

« Je quittai alors le ministère comme je le voulais. Pendant tout le temps que j'ai été chargé de la direction des Affaires étrangères, j'ai servi Napoléon avec fidélité et avec zèle. Longtemps il s'était prêté aux vues que je me faisais un devoir de lui présenter. Elles se réglaient sur ces deux considérations : établir pour la France des institutions monarchiques, qui garantiraient l'autorité du souverain en la maintenant dans de justes limites ; ménager l'Europe pour faire pardonner à la France son bonheur et sa gloire. En 1807, Napoléon s'était depuis longtemps déjà écarté, je le reconnais, de la voie dans laquelle j'ai tout fait pour le retenir, mais

(1) V. p. 99. — Les *Mémoires* de Talleyrand ne disent pas un mot du rôle de Dalberg à Varsovie et présentent Vincent comme uniquement chargé de la police de la frontière.

je n'avais pu, jusqu'à l'occasion qui s'offrit alors, quitter le poste que j'occupais. Il n'était pas si aisé qu'on pourrait le penser, de cesser des fonctions actives près de lui. »

De même dans sa déclaration de 1836, il écrira plus tard : « Je servis donc Bonaparte empereur, comme je l'avais servi consul : je le servis avec dévouement, tant que je pus croire qu'il était lui-même dévoué uniquement à la France. Mais dès que je le vis commencer les entreprises révolutionnaires qui l'ont perdu, je quittai le ministère, ce qu'il ne m'a jamais pardonné. »

A Sainte-Hélène, Napoléon a dit à Las-Cases : « Les rois de Bavière et de Wurtemberg m'ont fait tant de plaintes sur sa rapacité que je lui retirerai le portefeuille. » Mais, en 1814, il s'est exprimé autrement devant Caulaincourt : « Mes affaires ont bien été tout le temps que Talleyrand les a faites. C'est sa faute s'il s'est perdu dans mon esprit : *Pourquoi a-t-il voulu quitter le ministère?* C'est l'homme qui connaît le mieux la France et l'Europe. *Il serait encore ministre s'il l'avait voulu* (1). »

On a vu d'ailleurs que, dès le début de 1806, les agents autrichiens étaient avertis de son intention de se retirer. Napoléon avait rejeté son projet autrichien et avait conclu avec la Russie une alliance qui devait l'amener à combattre jusque dans les Indes. Talleyrand ne pouvait plus servir une politique qui démentait les idées de toute sa vie, celles qu'il n'a jamais abandonnées. Prévoyant, dès la rupture de la paix d'Amiens, puis après Austerlitz, l'effondrement final de l'aventure napoléonienne, il songeait à se mettre à l'abri, n'ayant aucun goût pour jouer un jour les courtisans du malheur. Pour agir sur les destinées prochaines de la France, il lui fallait une grande place dans l'État, puisqu'il n'y

(1) CAULAINCOURT, II, p. 257; III, p. 447.

avait plus d'assemblées. De même qu'il avait cherché, en 1797 et en 1798, à entrer dans le Directoire et, dès 1804, à être archichancelier, il voulut encore, en 1807, devenir grand dignitaire de l'Empire. Il pensait bien demeurer indispensable à Napoléon. En cas de mort de l'Empereur ou de défaite de l'armée, c'est seulement d'un tel poste qu'il pouvait imposer ses vues. Napoléon le comprit, car il dit encore, en 1814, à Caulaincourt « que c'était la manie des grandeurs qui lui avait fait quitter le ministère, qu'il avait voulu être grand dignitaire, prince, et par-dessus tout archichancelier d'Etat, ce qui, dans ses idées, lui aurait donné la grande main sur les affaires politiques (1). »

Comment Talleyrand s'y prit-il pour faire accepter par Napoléon son départ? « Il argua de sa santé, dit Savary, fit parler par ses femmes chez l'Impératrice et l'Empereur devina le reste. Il était trop content de M. de Talleyrand pour lui refuser ce qu'il désirait si vivement. *L'Empereur fut très fâché de ce changement.* » Talleyrand, dit encore Savary, fut dès lors très attaqué. « On chercha à le rendre odieux à l'Empereur qui résista longtemps. »

Le 14 août, un message impérial au Sénat annonça que le prince de Bénévent était nommé vice-grand électeur, cette charge se trouvant vacante, depuis que Joseph était roi de Naples. « C'est une marque éclatante de notre satisfaction que nous avons voulu lui donner pour la manière distinguée dont il nous a constamment secondé dans la direction des affaires extérieures de l'Empire. »

Metternich, installé à Paris comme ambassadeur, attendait avec une impatience passionnée « le jour où trois cent mille hommes réunis, régis par une même volonté et dirigés vers un but commun » feraient justice de Napoléon; « époque dont nul

(1) CAULAINCOURT, III, p. 434.

ne saurait prévoir la date, mais que rien n'éloigne, *sauf la vie d'un seul homme*, et que tout le génie de ce même homme peut d'autant moins retarder qu'il n'a pas encore pris la moindre mesure pour en prévenir les immanquables effets (1). »

Talleyrand prit aussitôt contact avec lui. Ils se connaissaient encore fort peu. Il y eut « infiniment de vague » dans le premier entretien et une correction étudiée. Metternich observa que la France ne voulait plus de guerre nouvelle. — « Oui, interrompit Talleyrand, la paix a un puissant garant dans la lassitude des partis ; celle-ci est extrême. » Il fit ensuite l'éloge de Vincent, qui avait plu à Napoléon « et surtout de l'impassibilité avec laquelle ce général avait supporté *les ridicules propos des Polonais* et de beaucoup de Français pendant son séjour à Varsovie ». Bientôt Stadion avertit Metternich de ce qui s'était passé avec Dalberg à Varsovie et les rapports de l'ambassadeur avec le vice-grand électeur devinrent beaucoup plus confiants. Metternich écrivait en même temps : « Le baron de Dalberg est ici depuis avant-hier. Il pourra être très utile à l'Autriche. »

Sur les voies et moyens d'agir, l'ambassadeur de l'empereur François s'était d'ailleurs renseigné. « Tout ce qui de loin ou de près tenait à M. de Talleyrand par des relations d'affaires, écrit-il à Stadion, s'est enrichi. Il y a des fortunes immenses parmi les acolytes. Le nombre des fortunes médiocres qui découlent de la même source est infini. » Tout ce monde est au désespoir depuis que leur chef a quitté le ministère « comme il le cherchait depuis longtemps ». « Ils accusent M. de Talleyrand de folie, d'une impardonnable paresse pour servir ses propres intérêts ; ils le voient ruiné d'ici quatre ans, n'ayant plus que 400 000 livres d'ap-

(1) Metternich à Stadion, *Mémoires*, II, p. 119.

pointements (1)... Par indolence, M. de Talleyrand part au moment où toutes sortes de transactions avantageuses vont se faire... Mme de Talleyrand, qui n'est nullement étrangère à ces sortes de transactions, avait déjà tout préparé pour attirer les amateurs à la grande boutique. Dès le moment que la paix fut connue, elle mit une de ses femmes, encore novice en affaires, dans la confidence... « Vous concevez, dit-elle, qu'on n'osera jamais parler directement à moi-même. » C'était donc perdre une mine d'or que de quitter dans un pareil moment le timon des affaires (2). »

(1) En réalité Talleyrand recevait 330 000 francs comme vice-grand électeur; 40 000 francs comme grand chambellan, 120 000 francs comme prince de Bénévent, 5 000 comme grand aigle de la Légion d'honneur, soit un total annuel de 495 000 francs.

(2) *Archives de Vienne*. Metternich à Stadion, 19 août 1807. — A la date du 8 août, Metternich écrivait qu'il avait perdu au département des Relations extérieures une source où il puisait *en toute certitude* et que les bureaux venaient d'être entièrement réorganisés. « Le plus âgé des faiseurs dans ce département n'a pas trente ans. »

IX

BAYONNE ET VALENÇAY

(1808)

Napoléon, enivré par sa puissance, ne compte plus que sur la violence pour soumettre l'Europe et abattre l'Angleterre. — Talleyrand reste fidèle au régime impérial. — Malgré Napoléon il cherche à diriger les affaires. — Comment Napoléon est amené à l'associer à ses projets sur l'Espagne. — Dès 1806, il paraît certain que Talleyrand a poussé Napoléon à l'entreprise espagnole pour le détourner de l'Autriche et de la Russie. — Il était d'ailleurs obligé de se prononcer contre les Bourbons. — Mais il n'est responsable ni des événements de Bayonne ni de la guerre qui s'ensuivit. — Pour le lier à sa politique, le déconsidérer et le ruiner, Napoléon fait de Talleyrand le geôlier des princes espagnols à Valençay. — Au mois d'août 1808, Napoléon fait appeler Talleyrand à Nantes et lui annonce qu'il l'emmènera à Erfurt. — Raisons de cette grave imprudence. — Talleyrand quitte Paris en plein accord avec Metternich.

Après Tilsitt, qu'il considérait comme « l'époque la plus heureuse de sa vie », Napoléon, favorisé dans ses entreprises par les divisions de l'Europe, triomphait des conseils modérateurs et de la sagesse de Talleyrand. La guerre de Prusse, que le ministre avait déconseillée, se terminait par des victoires inouïes. L'alliance autrichienne, qu'il préconisait, était remplacée par celle de la Russie, beaucoup plus précieuse contre l'Angleterre. Désormais Napoléon ne songe plus qu'à une lutte à outrance pour abattre l'Angleterre, après avoir dominé l'Europe, en y établissant partout sa dynastie.

S'il n'est pas fou, comme Talleyrand le laisse entendre et comme beaucoup le pensaient alors, il

est enivré par sa gloire et ne croit plus qu'aux moyens de violence qui lui ont réussi. Dans le délire d'un grand rêve de domination, il méprise toute force morale et prétend, bien qu'incroyant, tenir son pouvoir non du 18 Brumaire, mais de Dieu. Cependant il insulte, dépouille et emprisonne le pape qui l'a consacré. Dans l'universelle servilité qui l'entoure il n'aperçoit plus de différence entre les hommes, entre les peuples, tous interchangeables, comme ses régiments, sous les rois créés par lui. « Il y a un temps où vous reconnaîtrez qu'il y a bien peu de différence entre un peuple et un autre, » écrivait-il à Eugène. « Les Espagnols sont comme les autres peuples, » écrivait-il à Bessières. Et à Murat : « S'il y avait des mouvements parmi les Espagnols, ils ressembleraient à ceux que nous avons vus en Égypte. » Il n'imagine plus de borne à l'effort. « Le climat de l'Europe, dit-il, est partout le même. » Ce guerrier qui méprisait tant l'idéologie, devient un idéologue à sa manière, mais le plus dangereux de tous car c'est un idéologue qui agit.

Tandis que les rois et les princes s'humilient devant le nouveau Charlemagne, seul Talleyrand ne s'incline pas. Il n'est pas plus ébloui par Iéna et par Friedland qu'il ne l'a été par Austerlitz. S'il est un reproche qu'on ne peut lui faire, c'est d'avoir abandonné l'Empereur dans sa chute ; il s'est séparé de lui en pleine gloire. En prenant part à son élévation, il avait entendu mettre un terme à la Révolution et à la guerre qui en était sortie, c'est-à-dire restaurer la monarchie et faire la paix. Au lieu d'un roi, qu'il eût voulu constitutionnel, il avait trouvé un maître impérieux qui n'avait su créer l'ordre que pour la guerre. Dès la rupture de la paix d'Amiens, il comprit que le Premier Consul s'égaraient. Avant Austerlitz, il conseillait l'évacuation des territoires conquis et l'alliance conservatrice de l'Autriche. Napoléon, au contraire, avait étendu ses conquêtes

jusqu'aux frontières de la Russie et de l'Orient et menacé l'Asie par l'alliance russe et persane. Après Tilsitt comme après Austerlitz, Talleyrand, toujours réfractaire à l'enivrement de la victoire, persistait froidement à ne voir le salut que dans la paix, par le retour aux frontières du Rhin.

Quittant le ministère, il restait cependant fidèle au régime impérial. Soit que l'Empereur pérît, soit qu'il fût vaincu, il espérait, comme grand dignitaire de l'Empire, rester maître de l'heure et imposer ses vues. Il se confiait alors à son amie Mme de Rémusat :

« Tenez pour sûr, lui disait-il, qu'avec tous ses défauts l'Empereur est encore aujourd'hui très nécessaire à la France, qu'il sait maintenir, et que chacun de nous doit y faire son possible. Cependant, s'il écoute les beaux avis qu'on lui donne aujourd'hui, je ne répondrai de rien. Le voilà enfermé dans une intrigue pitoyable. Murat veut être roi d'Espagne ; ils enjôlent le prince de la Paix et veulent le gagner, comme s'il avait quelque importance en Espagne. C'est une belle politique à l'Empereur que d'arriver dans un pays avec la réputation d'une liaison intime entre lui et un ministre détesté ! Je sais bien qu'il trompe ce ministre, et qu'il le rejettera loin de lui quand il s'apercevra qu'il n'en a que faire ; mais il aurait pu s'épargner les frais de cette méprisable perfidie. L'Empereur ne veut pas voir qu'il était appelé par sa destinée à être partout et toujours l'homme des nations, le fondateur des nouveautés utiles et possibles. Rendre la religion, la morale, l'ordre à la France, applaudir à la civilisation de l'Angleterre en contenant sa politique, fortifier ses frontières par la Confédération du Rhin, faire de l'Italie un royaume indépendant de l'Autriche et de lui-même, tenir le tsar enfermé chez lui en créant cette barrière naturelle qu'offre la

Pologne : voilà quels devaient être les desseins éternels de l'Empereur, et ce à quoi chacun de mes traités le conduisait. Mais l'ambition, la colère, l'orgueil et quelques imbéciles qu'il écoute, l'aveuglent souvent. Il me soupçonne dès que je lui parle *modération*, et, s'il cesse de me croire, vous verrez quelque jour par quelles imprudentes sottises il se compromettra, lui et nous. Cependant j'y veillerai jusqu'à la fin. Je me suis attaché à cette création de son empire; je voudrais qu'elle tint comme mon dernier ouvrage, et, tant que je verrai jour à quelque succès de mon plan, je n'y renoncerai point (1). »

Sauver l'Empire en s'opposant à l'Empereur, sauver la France en même temps que l'Europe, tel paraissait à Talleyrand le seul moyen de revenir à nos traditions séculaires pendant « cette longue et calamiteuse aberration de l'histoire de France, qui conduisit la République à la dictature militaire, la dictature militaire à la monarchie universelle, et la monarchie universelle à la catastrophe de Moscou » (2).

L'attitude d'opposition qu'avait prise Talleyrand depuis la fin de 1805 n'avait cessé de se préciser et de s'aggraver. Cette attitude, dans ses origines, avait été franche et directe. Napoléon ne pouvait oublier qu'à la veille d'Austerlitz, Talleyrand, seul, lui avait hardiment conseillé la renonciation aux conquêtes; qu'il lui avait renouvelé ce conseil après Iéna; qu'il n'avait cessé de lui recommander l'alliance conservatrice de l'Autriche. Comment douter que ces idées n'aient été discutées entre eux dans de nombreux et intimes entretiens? Mais, après le rejet de ses conseils, Talleyrand, bien décidé à ne

(1) Mme DE RÉMUSAT, *Mémoires*, III, p. 268-269.

(2) Albert SOREL, *Lectures historiques*, p. 95.

pas se soumettre, était entré dans des manœuvres secrètes qu'il devait bientôt pousser jusqu'à la complète trahison. Napoléon ne le découvrit jamais entièrement, mais, défiant et soupçonneux, il surveillait attentivement son ministre.

Le départ de Talleyrand du ministère au milieu du triomphe de Tilsitt aggrava singulièrement ses rapports avec l'Empereur. Il était clair qu'il ne voulait plus désormais être tenu pour responsable de la politique de son maître. Cependant il ne renonçait pas à la diriger de loin. Napoléon ne l'entendait pas ainsi. « Du jour donc, écrit Pasquier, où le portefeuille fut passé entre les mains de M. de Champagny, l'Empereur affecta de ne travailler ostensiblement qu'avec lui et, tout en témoignant une grande bienveillance à M. de Talleyrand, il n'eut plus avec celui-ci que les conversations indispensables, prenant soin surtout qu'il ne pût jamais intervenir dans les affaires que lorsqu'il en recevait une permission spéciale. Il pouvait donc bien être consulté, mais l'initiative ne lui appartenait plus et, s'il l'obtenait quelquefois, ce ne pouvait être qu'à force d'adresse. Ce changement de situation, quoique assez brusque, ne fut d'abord aperçu que d'un très petit nombre de personnes, mais il n'en fut pas moins très sensible à M. de Talleyrand, auquel il inspira une humeur qui ne tarda pas à se manifester par le sarcasme qu'il lançait au moindre propos sur son successeur. »

Ces propos de salon, dont l'Empereur était avide, lui furent rapportés et c'est ainsi que commença la mésintelligence des deux hommes. Elle ne va pas cesser de s'accroître, se transformera en inimitié, puis en haine et amènera les plus graves conséquences.

La résolution prise par l'Empereur d'écarter désormais Talleyrand des affaires apparaît à l'occasion des démarches décidées à Tilsitt en vue de

reprendre les négociations de paix avec l'Angleterre. Talleyrand était resté en rapports, directement ou par Dalberg, avec les ambassadeurs étrangers. Le 5 septembre 1807, il rendit compte à l'Empereur dans une longue lettre de la visite de MM. de Metternich et de Tolstoï, ambassadeurs d'Autriche et de Russie, qui venaient lui faire connaître les démarches faites à Londres près du ministre Canning par leurs collègues Stahremberg et Alopeus (1). A cette lettre, Napoléon répondit sèchement qu'il avait donné à Champagny les instructions nécessaires.

Cependant l'Empereur sentit bientôt qu'il ne pouvait se passer entièrement de Talleyrand. « J'ai toujours eu un faible pour lui, » dira-t-il plus tard à Caulaincourt. Il avait un penchant secret à s'entretenir avec le seul homme qui osât lui résister, avec le seul qui fût en politique aussi dépourvu de scrupules que lui-même. Mais n'était-il pas aussi son prisonnier? Talleyrand avait vécu dans son intimité; il possédait depuis longtemps ses secrets de politique, de famille, d'amour. S'il eût eu le goût d'écrire, quels mémoires un tel observateur aurait pu nous laisser! Mais surtout, si bizarre que cela paraisse, Talleyrand était la conscience de Bonaparte, c'est-à-dire sa conscience politique.

La France entière voulait la paix et Talleyrand la voulait comme elle. Il y avait dans l'armée un parti de la guerre que conduisait et qu'avait suivi peut-être Napoléon. « Je suis, disait-il à Rœderer, le grand maître des loges militaires. » Mais ce parti s'effritait. Les maréchaux critiquaient. La guerre de Prusse, celle de Russie avaient été impopulaires. Après Eylau, les frondeurs s'enhardirent; les soldats criaient : vive la paix! Berthier, Daru se plaignaient tout haut; Ney, Lannes avec violence. « Il n'y a pas

(1) Voir la lettre de Talleyrand dans la *Revue de France* du 15 juin 1934. — Les démarches avec l'Angleterre échouèrent devant l'attitude négative de Canning.

un de mes maréchaux qui n'ait conspiré contre moi, » disait l'Empereur. Pour ces maréchaux, Talleyrand apparaissait déjà comme un guide et une espérance. Mais surtout il y avait l'Europe, dont tous les représentants, souverains et diplomates, adroitement circonvenus, considéraient Talleyrand comme le seul défenseur de la paix dans l'Empire français, comme le seul frein à la rage belliqueuse de l'Empereur. Talleyrand pour tout le monde incarnait la paix et le conquérant victorieux était ainsi forcé de compter avec lui. Napoléon désirait aussi la paix, mais il croyait (et, à cette époque, il avait raison) ne pouvoir la saisir qu'à coups de victoires. Il fallait donc qu'il fit légitimer, en quelque sorte, chacune de ses victoires par l'homme de la paix, qu'il l'associât de gré ou de force à tous ses actes essentiels. C'est pourquoi il lui avait fait signer le traité de Tilsitt, après le lui avoir dicté, pour le rendre solidaire de l'alliance russe que Talleyrand désapprouvait. C'est pour la même raison qu'il va recourir à son ancien ministre au moment de s'engager dans la désastreuse aventure espagnole.

Talleyrand s'en était d'ailleurs occupé bien avant de quitter le ministère. A la veille d'Iéna comme à la veille d'Austerlitz, le prince de la Paix lança une proclamation ambiguë, suivie bientôt d'une humble palinodie. Napoléon se content, prit ses précautions, et mûrit sa vengeance ; mais dans son esprit la chute des Bourbons d'Espagne fut alors résolue.

C'est à Berlin que, d'après Talleyrand lui-même, Napoléon l'entretint de son projet. Ils en causèrent encore à Varsovie au commencement de l'année 1807, puis à Tilsitt (1). Les lettres que Talleyrand adressa à l'Empereur en 1807 et 1808 au sujet des affaires d'Espagne ont été pour la plupart détruites par

(1) TALLEYRAND, *Mémoires*, I, 307. — CHATEAUBRIAND, *Outre-tombe*, VI, 318. — SAVARY, VII, 35.

lui en 1814. Sous la Restauration, il déclara solennellement à la Chambre des Pairs qu'il mit en garde Napoléon contre les dangers de son entreprise. « La disgrâce, dit-il, fut le fruit de ma sincérité. » D'autre part Napoléon lui a reproché avec véhémence « de lui en avoir donné la première idée, de l'y avoir persévéramment poussé ».

Il dit plus tard à Caulaincourt : « Talleyrand se vante que la disgrâce dans laquelle il se croit tient à sa prétendue opposition à la guerre d'Espagne. Certes il ne m'y a pas excité au moment où elle a commencé... ; mais personne n'était plus convaincu que lui que la coopération de l'Espagne et du Portugal contre l'Angleterre et même l'occupation partielle de ces États par mes troupes était le seul moyen de forcer le cabinet de Londres à la paix... Il a oublié qu'il avait eu aussi précédemment l'idée de déplacer la dynastie d'Espagne, comme on avait fait en Étrurie. Je suis loin de lui en faire un reproche. Il juge bien les choses. C'est le ministre le plus capable que j'aie eu. Talleyrand était trop avant dans les affaires, trop bon politique pour admettre que les Bourbons pussent rester à Madrid, quand il n'y en avait plus à Paris, ni à Naples... Dans des circonstances difficiles, dans une guerre avec une partie de l'Europe, la France pouvait-elle risquer d'avoir une dynastie ennemie sur son flanc ? Talleyrand, qui est un de ceux qui ont le plus contribué à établir la mienne, était trop intéressé à la maintenir, trop habile, trop prévoyant, pour ne pas conseiller tout ce qui était dans l'intérêt de sa conservation et de la tranquillité de la France. »

Enfin Talleyrand a reconnu lui-même dans ses *Mémoires* qu'il donna le conseil à Napoléon de faire occuper la Catalogne jusqu'à ce qu'il parvienne à obtenir la paix maritime avec l'Angleterre. « Si la paix tarde, aurait-il ajouté, il est possible que la Catalogne, qui est la moins espagnole de toutes les

provinces de l'Espagne, s'attache à la France ; il y a déjà des traditions historiques pour cela ; et peut-être alors pourrait-elle être réunie définitivement à la France. Mais tout ce que vous ferez au delà de cela ne pourra que vous causer un jour d'amers regrets. »

Il semble qu'en rapprochant ces textes, on peut saisir la vérité. L'opinion de Talleyrand ou plutôt les conseils qu'il donnait à l'Empereur au sujet de l'Espagne se sont inspirés des circonstances et des nécessités du moment.

A Berlin, après Iéna, puis à Tilsitt, Talleyrand était avant tout préoccupé de mettre fin à la guerre contre la Prusse, puis contre la Russie, qu'il désapprouvait également puisqu'il les considérait comme sans issue. Si mauvaise qu'il jugeât la paix de Tilsitt, c'était une paix. On a vu que Murat voulait continuer la guerre pour affranchir complètement la Pologne, dont il rêvait de devenir roi. Napoléon lui-même rêvait d'une expédition dans l'Inde. Tourner l'esprit et la fougue de l'Empereur du côté de l'Espagne, c'était les détourner du Niémen et de la Galicie. A cet instant, ce péril paraissait à Talleyrand le plus pressant.

Savary lui dit à Tilsitt : « Si la paix n'est pas faite dans une quinzaine, Napoléon passera le Niémen. » « Et qu'irait-il donc faire au delà du Niémen ? » répondit Talleyrand. Il ajouta : « Il faut lui faire abandonner cette idée de Pologne. On ne peut rien faire avec ces gens-là ; on n'organise que le désordre avec les Polonais. Voilà une occasion de terminer tout cela avec honneur ; il faut la saisir ; il faut même d'autant plus se hâter que l'Empereur a une affaire beaucoup plus importante ailleurs et qu'il peut faire entrer dans un traité de paix. S'il ne la fait pas, lorsqu'il voudra l'entreprendre il sera rappelé ici par de nouveaux embarras, tandis qu'il peut tout terminer dès aujour-

d'hui. Il le peut d'autant plus que ce qu'il projette est une conséquence raisonnable de son système (1). »

Cette « affaire importante » était le détronement des Bourbons d'Espagne. En détournant l'Empereur vers l'Espagne, Talleyrand ne pouvait se dissimuler qu'il servait les intérêts de l'Autriche et de la Russie. Ayant reconnu le danger de l'aventure, voulait-il y pousser l'Empereur pour le perdre tout à fait et précipiter la paix? On l'a dit. Il est certain qu'au fond de son esprit mûrissait l'idée que Napoléon était décidément un fléau pour la France et pour l'Europe, que ses guerres, qui s'enchaînaient l'une à l'autre, n'étaient qu'une course à l'abîme, et que raccourcir la course était le seul moyen de limiter les dégâts. Il n'est donc pas impossible qu'il ait voulu perdre Napoléon en le poussant en Espagne, mais il semble qu'en 1807 il n'était pas encore arrivé à ce point et qu'il cherchait seulement à le détourner de l'Autriche.

Le détronement des Bourbons d'Espagne était dans le système de Napoléon, mais il était aussi dans celui de Talleyrand. Ne fallait-il pas que la nouvelle dynastie recueillît tout l'héritage des Bourbons?

« Il aura sans doute, dit Pasquier, articulé dès lors (à Varsovie) une phrase que je lui ai entendu répéter maintes et maintes fois : « La couronne « d'Espagne a appartenu depuis Louis XIV à la « famille qui régnait sur la France et on n'a pas pu « regretter ce que l'établissement de Philippe V a « coûté de trésors et de sang, car il a seul assuré la « prépondérance de la France en Europe. C'est « donc une des plus belles portions de l'héritage « du grand Roi, et cet héritage, l'Empereur doit « le recueillir tout entier ; il n'en doit, il n'en peut « abandonner aucune partie. » J'ai la certitude que

(1) SAVARY, *Mémoires*, VII, 35.

Napoléon a, de son côté, souvent prononcé cette même phrase. Tous deux l'avaient donc également adoptée : à qui des deux appartient-elle à l'origine ? Sans rien assurer, on peut dire qu'elle porte au moins le cachet de M. de Talleyrand, et de sa manière de présenter les questions (1). »

Si sa propre logique inclinait Talleyrand à conseiller ou à admettre qu'un Bonaparte remplaçât les Bourbons sur le trône d'Espagne, bientôt une impérieuse nécessité, un intérêt immédiat, l'y obligea. Considérant l'empire napoléonien comme son œuvre, il s'était toujours déclaré contre les Bourbons, avec persévérance, mépris, parfois avec intempérance et excès de zèle. C'était la source de sa faveur auprès de Napoléon. Ce voile cachait aussi ses intrigues. Il aveuglait Napoléon, qui crut toujours que Talleyrand ne pouvait le trahir après lui avoir donné tant de gages et coupé les ponts avec l'ancienne dynastie. C'est ainsi que Talleyrand avait conseillé l'arrestation du duc d'Enghien ; de même, il ne put se dérober à cette nouvelle épreuve de sa fidélité.

On sait comment les choses se passèrent. Au commencement de septembre, Napoléon apprit à Paris le bombardement de Copenhague par la flotte anglaise. Il décida d'occuper le Portugal. Il fallait que ses troupes traversassent l'Espagne. Le 27 octobre, il conclut à Fontainebleau avec Izquierdo, agent du prince de la Paix, un extraordinaire traité qui autorisait les troupes françaises à coopérer avec les troupes espagnoles à la conquête du Portugal, lequel devait fournir un royaume au roi d'Étrurie, et une principauté à Godoï. Ce traité fut l'origine de la guerre d'Espagne, car les troupes françaises occupèrent définitivement le nord de la péninsule.

(1) PASQUIER, *Mémoires*, I, 328. — Cf. MME DE RÉMUSAT, II, 313.

Napoléon a prétendu que Talleyrand avait personnellement négocié ce traité avec Izquierdo, qu'il avait été « l'âme de cette négociation, quoiqu'il n'eût pas de portefeuille; ce moyen de forcer l'Angleterre à la paix pour obtenir l'évacuation de ces États lui paraissait péremptoire. » Talleyrand affirme au contraire dans ses *Mémoires* que le traité fut négocié secrètement avec Izquierdo par Duroc, qui le signa, à l'insu de M. de Champagny et de lui-même, bien qu'il fût à ce moment à Fontainebleau. Les deux affirmations sont contradictoires (1).

Nous avons indiqué les raisons complexes qui portaient ou obligeaient Talleyrand à se prêter aux vues de Napoléon sur l'Espagne et il n'est pas douteux qu'il ne les ait au début favorisées. La nécessité de la lutte contre l'Angleterre obligeait d'ailleurs l'Empereur à s'assurer de l'Espagne et du Portugal, mais non à les conquérir. Le procédé était tout. Celui de Napoléon fut aveugle, brutal et perfide. Il révolta, comme un outrage, les rois et les nations. Talleyrand ne peut être tenu responsable ni de l'acte de brigandage politique accompli à Bayonne, ni de la guerre qui s'ensuivit. En mariant le prince des Asturies, comme celui-ci le demandait, à une princesse de la famille impériale, en s'alliant aux Bourbons, Napoléon eût rehaussé davantage sa dynastie qu'en envoyant Joseph à Madrid. Mais il lui fallait un trône pour Joseph, un autre pour Caroline et un autre pour Jérôme. C'est pour cette fatale politique dynastique que devaient mourir en Espagne tant de soldats français, qui manquèrent

(1) Dans l'ouvrage très documenté qu'il a publié sur *Napoléon et l'Espagne* (1799-1808), M. André Fugier a fait état de documents portugais, d'après lesquels Talleyrand aurait été gagné par le gouvernement de Lisbonne, qui cherchait à se défendre contre les ambitions de Godoï. C'est une raison de croire que Talleyrand fut opposé, comme il le dit, au traité du 27 octobre. Il est vrai qu'il touchait aussi du prince de la Paix.

plus tard à la défense du Rhin (1). Quand l'Espagne se souleva, Napoléon pouvait encore rappeler Joseph, qui demandait lui-même que Charles IV fût renvoyé à Madrid, et ce n'est certes pas Talleyrand qui le lui eût alors déconseillé. Tout valait mieux que de jeter l'Espagne soulevée dans les bras des Anglais, au moment même où il s'emparait des États pontificaux, faisait enlever le pape et était excommunié (2). « M. de Talleyrand, écrit Savary, est le premier qui ait songé à l'opération d'Espagne; il avait préparé les ressorts qu'il fallait mettre en jeu pour la faire fonctionner; il est bien vrai qu'il voulut la faire d'une autre manière et peut-être l'eût-il menée à meilleure fin (3). »

C'est le 12 avril 1808 que Napoléon partit pour Bayonne, sans être encore décidé à détrôner les Bourbons. Il ne s'y décida qu'après les avoir vus. Nous possédons des lettres que Talleyrand lui écrivit alors. Elles ont le ton de la flatterie, mais non celui de l'approbation. Il conjure l'Empereur de ne pas franchir les Pyrénées. « J'espère que Bayonne est le terme où s'arrête Votre Majesté et qu'elle ne s'éloignera pas davantage » (21 avril). « En m'annonçant que le dénouement est très proche, Votre Majesté semble me permettre d'espérer que tout s'arrangera à Bayonne et qu'elle ne sera point obligée de sortir des frontières de France, ce que je désire de toute mon âme » (30 avril). « Je réserverai pour moi seul, comme Votre Majesté me l'ordonne, les grands événe-

(1) « J'ai conquis l'Espagne; je l'ai conquise pour qu'elle soit française, il ne s'agit pas de recommencer Philippe V... J'ai fait Joseph roi parce que ma famille était nécessaire pour assurer ma dynastie. » REEDERER, *Journal*, p. 239, 249.

(2) La duchesse d'Abrantès, qui était alors à Burgos écrit : « L'Espagne n'a été le tombeau de quatre cent mille Français que par cette funeste faute de la prise de possession de la ville de Rome et surtout de la captivité du pape. »

(3) SAVARY, III, p. 214.

ments qu'elle veut bien m'annoncer » (10 mai) (1).

Savary dit que Napoléon regrettait à Bayonne l'absence de Talleyrand. Sans doute il eût voulu lui faire partager des responsabilités qu'il trouvait déjà lourdes. Il était également inquiet des bruits qui lui étaient rapportés et d'après lesquels Talleyrand le désapprouvait et se désolidarisait de lui dans les salons où fréquentaient les ambassadeurs. Ses critiques ne portaient pas sur la conception première, qu'il avait approuvée, mais sur la manière dont l'affaire avait été conduite loin de lui ; il affectait de diriger surtout ses sarcasmes sur Maret et Champagny (2). Il est certain qu'à cette époque ses rapports avec l'Empereur étaient déjà fort altérés et qu'il était tombé dans une sorte de disgrâce.

Le 9 mai, le jour même où Joseph était désigné comme roi d'Espagne, l'Empereur écrivait à Talleyrand pour lui annoncer que le prince des Asturies, son frère et son oncle seraient internés à Valençay sous sa surveillance. « Tenant à faire croire, dit Talleyrand, que j'approuvais ses projets, il choisit précisément ma terre de Valençay pour en faire la prison du prince des Asturies, de son frère et de leur oncle. Mais ni ces princes, ni le public ne s'y trompèrent. Il ne réussit pas plus à cela qu'à conquérir l'Espagne. »

Voici la lettre, qui fut omise quand on publia sous le Second Empire la *Correspondance de Napoléon I^{er}*.

« Bayonne, 9 mai 1808.

« Le prince des Asturies, l'infant don Antonio son oncle, l'infant don Carlos son frère, partent mercredi d'ici, restent vendredi et samedi à Bordeaux et seront mardi à Valençay.

(1) *Archives nationales*, F IV, 1680.

(2) PASQUIER, I, 313, 328. — Rapports de Tolstoï, 13, 17 mai 1808.

« Soyez-y lundi au soir. Mon chambellan Tournon s'y rend en poste pour tout préparer pour les recevoir. Faites en sorte qu'ils aient là du linge de table et de lit, de la batterie de cuisine. Ils auront huit ou dix personnes de service d'honneur, et autant ou le double de domestiques. Je donne l'ordre au général qui fait les fonctions de premier inspecteur de la gendarmerie. Je désire que ces princes soient reçus sans éclat extérieur, mais honnêtement et avec intérêt, et que vous fassiez tout ce qui sera possible pour les amuser. Si vous avez à Valençay un théâtre, et que vous fassiez venir quelques comédiens, il n'y aura pas de mal. Vous pourriez y faire venir Mme Talleyrand avec quatre ou cinq femmes. Si le prince des Asturies s'attachait à quelque jolie femme, et qu'on en fût sûr, cela n'aurait aucun inconvénient, puisqu'on aurait un moyen de plus de le surveiller. J'ai le plus grand intérêt à ce que le prince des Asturies ne fasse aucune fausse démarche ; je désire donc qu'il soit amusé et occupé. La farouche politique voudrait qu'on le mît à Bitche ou dans quelque château fort ; mais, comme il s'est jeté dans mes bras, qu'il m'a promis qu'il ne ferait rien sans mon ordre, que tout va en Espagne comme je le désire, j'ai pris le parti de l'envoyer dans une campagne, en l'environnant de plaisirs et de surveillance. Que ceci dure le mois de mai et une partie de juin ; alors les affaires d'Espagne auront pris une tournure, et je verrai le parti que je prendrai.

« Quant à vous, votre mission est assez honorable : recevoir trois illustres personnages pour les amuser est tout à fait dans le caractère de la nation et dans celui de votre rang. Huit ou dix jours que vous passerez là avec eux vous mettront au fait de ce qu'ils pensent et m'aideront à décider ce que je dois faire.

« Les brigades de gendarmerie seront renforcées,

de manière qu'il y ait quarante gendarmes, pour être certain qu'on ne l'enlève pas, et mettre obstacle à sa fuite. Vous causerez avec Fouché, qui enverra des agents dans les environs et parmi ses domestiques. Car ce serait un grand malheur que, de manière ou d'autre, ce prince fit quelque fausse démarche.

« Il faudrait une garde au château. J'ai pensé que la compagnie départementale pourrait fournir un poste.

« Par le traité que j'ai fait avec le roi Charles, je me suis engagé à donner à ces princes 400 000 francs par an. Ils ont plus que cela de leurs commanderies ; ils auront donc, à eux trois, trois millions.

« Si vous pensez, pour leur faire honneur et pour toutes sortes de raisons, avoir besoin d'une compagnie de grenadiers ou de chasseurs de ma garde, vous en causerez avec le général Walther, et vous la ferez partir en poste. Ci-joint un ordre pour le général Walther. »

Albert Sorel a écrit de cette lettre : « C'était le seul trait d'esprit de cette répugnante et burlesque tragédie ; mais le sarcasme portait loin et Frédéric l'eût savouré. »

Talleyrand répondit sur le ton impassible du courtisan respectueux, qu'il conserva désormais devant les injures que Napoléon devait lui prodiguer. C'est ce qui faisait dire au maréchal Lannes qu'il pouvait recevoir un coup de pied au derrière sans qu'il y parût sur son visage. Mais le respect laissait entrevoir le persiflage. Il répondit le 13 mai :

« Presque aussitôt après la lettre de Votre Majesté, les ordres qu'elle m'a fait adresser par M. le grand maréchal me sont parvenus, et la lettre du 9 mai, par laquelle Votre Majesté les confirme en les modi-

fiant. Je répondrai par tous mes soins à la confiance dont elle m'honore. Mme de Talleyrand est partie dès hier soir pour donner les premiers ordres à Valençay. Le château est abondamment pourvu de cuisiniers, de vaisselle, de linge de toute espèce. Les princes y auront tous les plaisirs que peut permettre la saison, qui est ingrate. Je leur donnerai la messe tous les jours, un parc pour se promener, une forêt très bien percée, mais où il y a très peu de gibier, des chevaux, des repas multipliés et de la musique. Il n'y a point de théâtre, et d'ailleurs il serait plus que difficile de trouver des acteurs. Il y aura d'ailleurs assez de jeunesse pour que les princes puissent danser, si cela les amuse (1). »

En l'envoyant à Valençay, Napoléon voulait le déconsidérer encore un peu plus : un Périgord géolier des Bourbons, avec la gendarmerie à ses ordres. « Votre mission, disait-il, est assez honorable. » Il voulait surtout le lier à l'affaire d'Espagne, comme il l'avait lié à celle d'Enghien et à l'alliance russe. Enfin il méditait un nouveau moyen d'enchaîner cet homme insaisissable. Les bienfaits n'y avaient pas suffi ; mais, ruiné, il l'aurait à sa merci. Talleyrand, privé des bénéfices qu'il se procurait étant ministre, dépensait plus qu'il n'avait. Ses dépenses, ses libéralités étaient immenses. Il avait depuis longtemps soutiré beaucoup d'argent de l'Espagne (2).

(1) *Archives nationales*, AF iv, 1680.

(2) D'après SAVARY (VII, 35), Talleyrand et le Prince de la Paix se partagèrent en 1800 2 500 000 francs. « Napoléon connut cette dilapidation. » — D'autre part, d'après un rapport du 19 août de Metternich, le Prince de la Paix dut faire, pendant la campagne de Prusse, un emprunt de 30 millions de florins à la maison Hope d'Amsterdam. Talleyrand exigea 10 pour 100 de commission dont 7 pour lui et 3 pour la banque. « Izquierdo, lisant la dépêche du ministre, reçut les cartes de Montrond et de Simon, deux affidés des plus intimes de Talleyrand, avec une invitation à dîner le lendemain. J'ai cru voir, dit-il, deux corbeaux prêts à se jeter sur une charogne. Il y a eu 4 mil-

Napoléon le lui fit restituer en oubliant de lui verser les sommes, d'ailleurs insuffisantes, qu'il lui avait promises pour l'entretien des princes espagnols. C'était le frapper au point sensible. Il en fut assurément plus blessé que des outrages adressés à sa femme. Le prince des Asturies, dit Pasquier, distingua « une jeune personne qui vivait dans la maison de M. de Talleyrand. Cette liaison, dont Ferdinand se méfia bientôt, ne fut pas aussi longue qu'on l'eût désiré. » Mais la princesse de Bénévent s'attacha d'une manière durable les hommages du duc de San Carlos, qui accompagnait les princes espagnols dans leur prison dorée et possédait toute leur confiance. L'amitié du duc de San Carlos fut à maintes reprises utilisée par Talleyrand contre l'Empereur.

Dans ses *Mémoires* écrits sous la Restauration, Talleyrand s'est vanté d'avoir entouré les princes espagnols des respects et des soins les plus attentifs en même temps que « des consolations de la religion ». Quand il quitta Valençay, les trois princes lui écrivirent une belle lettre et lui firent cadeau de leurs livres de prières. Mais Mme de Talleyrand leur resta ; elle leur faisait de la musique. Le vice-grand électeur n'était pas homme à négliger ces alliés que l'Empereur lui offrait, ni à manquer aux égards qu'il leur devait.

Le 24 mai 1808, il reçut de Napoléon ce billet : « Le prince Ferdinand, en m'écrivant, m'appelle son cousin. Tâchez de faire comprendre à M. de San Carlos que cela est ridicule et qu'il doit m'appeler simplement : *Sire* (1). »

lions et demi de francs distribués entre Talleyrand, Montrond, Cassanove et Izquierdo lui-même. » (*Archives de Vienne*).

(1) Le commentaire de Talleyrand dans ses *Mémoires* : « Ajaccio et Sainte-Hélène dispensent de toute réflexion », est de M. de Bacourt, comme le récit de l'entrevue de Nantes, ainsi que l'a prouvé M. LACOUR-GAYET (IV, p. 301) en retrouvant un fragment original des *Mémoires*.

Le 31 mai, Talleyrand répondit sans sourciller : « Les ordres de Votre Majesté seront exécutés dès aujourd'hui dans une lettre que le prince Ferdinand a l'honneur d'écrire à Votre Majesté et dans laquelle il doit suivre le protocole convenable (1). »

En se promenant sous les ombrages de Valençay, Talleyrand devait penser à sa disgrâce, qui le privait de ce qu'il considérait comme le plus précieux dans sa vie, le pouvoir et l'argent, et se demander amèrement si les destinées de l'Europe et de la France allaient s'accomplir sans lui.

Au moment de quitter Bayonne, Napoléon, qui voulait visiter Bordeaux et la Vendée avant de rentrer à Paris, envoya à Talleyrand l'ordre de le rejoindre à Nantes. « Cet ordre, dit Pasquier, lui causa une vive satisfaction. » L'entrevue eut lieu vers le 9 août. « Il fut bien accueilli, bien traité. Napoléon affecta même, dès leur première rencontre, un retour de confiance qui avait toutes les apparences de l'abandon. » A son retour, « la physionomie de Talleyrand respirait le contentement... Il avait l'air de tirer honneur du choix qui avait été fait de son beau château de Valençay pour la résidence des princes d'Espagne. Il parlait beaucoup de la grande victoire de Bessières à Rio-Seco et, comme l'Empereur, il la comparait à celle de Berwick à Almanza. »

Ce changement d'humeur s'expliquait ; Napoléon lui avait annoncé qu'il l'emmènerait à Erfurt où il devait, le 27 septembre, se rencontrer avec l'empereur Alexandre 1^{er}. Talleyrand, de nouveau dans la place, ayant changé d'humeur mais non pas de dessein, affermi dans ses résolutions par le désastre de Baylen et bientôt par la capitulation de Cintra, allait entrer, toujours impassible, dans la voie de la trahison.

(1) *Archives nationales*, AF IV 1680.

Comment expliquer que Napoléon ait fait appel à Talleyrand pour le seconder dans une circonstance aussi grave pour lui que le Congrès d'Erfurt, puisqu'il connaissait déjà l'évacuation de Madrid par Joseph, c'est-à-dire l'échec de son plan? Comment après avoir été abandonné de Talleyrand, après qu'il l'eut outragé par lettre, après que ses critiques lui eussent été rapportées, puisqu'elles avaient provoqué ses outrages, comment a-t-il pu lui confier ses intérêts les plus essentiels et les plus intimes? Peut-être était-il dans l'illusion de l'avoir lié sans retour à sa fortune en faisant de lui à Valençay le geôlier des Bourbons? Peut-être, dans le délire d'orgueil où il vivait, croyait-il qu'il pouvait insulter sans crainte et qu'il lui suffisait d'un sourire pour apaiser? Sans doute ne trouvait-il dans son entourage personne qui fût plus propre à le conseiller en face d'Alexandre I^{er}, et à en imposer à l'empereur de Russie, personne qui fût mêlé depuis aussi longtemps à ses intérêts et à ses pensées. Il se croyait, comme sur le champ de bataille, seul capable de forcer la destinée et faisait au fond peu de cas de ceux qu'il employait. Ces sentiments divers lui dictèrent ce choix qui devait lui être fatal.

L'Autriche armait en secret, pleine d'espérances depuis les désastres de Baylen et de Cintra. « Les catastrophes qui font crouler le trône d'Espagne, écrivait Metternich, sont assurément faites pour combler la mesure de la politique astucieuse, destructrice, criminelle de Napoléon, *politique qu'il n'a cessé de suivre depuis son avènement.* » Malgré l'alliance de Tilsitt, Metternich s'entendait à merveille avec l'ambassadeur de Russie, Tolstoï. Persuadé que l'Autriche éprouverait bientôt le sort de l'Espagne, il conseillait à son gouvernement de préparer activement la guerre tout en temporisant.

Sur le conseil de Stadion, il s'était décidément rapproché de Talleyrand « qui fait maintenant pro-

fession d'attachement à la cour d'Autriche, écrit-il, et qui dans les derniers temps m'a fourni de véritables gages de son désir d'établir entre nous et la France les relations les plus intimes. » Ses entretiens avec le vice-grand électeur, quelque temps interrompus par le séjour à Valençay, devenaient sa principale source de renseignements.

Quand Talleyrand fut désigné pour accompagner l'Empereur à Erfurt, il se réjouit de le voir « acquérir par cette nouvelle marque de faveur une nouvelle sphère d'activité. » Talleyrand le mit au courant des dispositions prises par Napoléon pour le congrès et le pressa d'y faire venir l'empereur d'Autriche ; à son défaut Metternich devrait y paraître. Mais Champagny, sur l'ordre de l'Empereur, fit comprendre à l'ambassadeur d'Autriche qu'on ne voulait ni de son maître, ni de lui et Metternich en conclut, « d'après l'idée de M. de Talleyrand », que l'Autriche devait plus que jamais chercher son salut en s'armant.

Le refus de Napoléon d'admettre au congrès d'Erfurt l'empereur François et Metternich mit fin à des pourparlers que Talleyrand paraît avoir engagés de sa propre initiative avec l'ambassadeur d'Autriche à Paris. Il s'agissait de l'échange de la Légion d'honneur et de la Toison d'Or entre les deux empereurs et leurs ministres : « Savez-vous ce que je ferais à la place de votre Cour ? dit Talleyrand. Je lui proposerais *l'échange des ordres*... l'Empereur attache de l'importance à tout ce qui vient de votre Cour, comme venant de vieux seigneurs. — Il faut, d'après les statuts de la Toison, répondit Metternich, cinq cents années de noblesse ; vous vous trouvez donc le seul qui puissiez y prétendre, et nous verrons comment l'Empereur fera ses preuves. » L'affaire en resta là. « M. de Talleyrand ne trahit pas encore, écrit Metternich, le 24 septembre ; il fronde et veut diriger. »

C'est ainsi que Talleyrand « préparait » le Congrès d'Erfurt. Pour lutter contre la politique de Napoléon, il emportait, en quittant Paris, la confiance de l'Autriche. A Erfurt, il allait trouver près d'Alexandre un précieux complice, Caulaincourt.

X

CAULAINCOURT

Un soldat égaré dans la politique. — Sa famille. — Ses débuts dans l'armée royale, puis dans l'armée républicaine, en Vendée. — Mission à Constantinople. — Avec Hoche et Moreau. — Mission à Saint-Petersbourg sur la désignation de Talleyrand. — Aide de camp du Premier Consul en 1803. — L'arrestation du duc d'Enghien. — Sa colère et son désespoir après l'exécution. — Son amour pour Mme de Canisy. — Napoléon s'oppose au divorce. — Influence de Talleyrand sur Mme de Canisy. — *Proserpine*. — Caulaincourt, ambassadeur à Saint-Petersbourg en 1808. — Il se justifie près de l'empereur Alexandre de son rôle dans l'arrestation du duc d'Enghien. — Il tombe sous l'influence d'Alexandre. — Sa correspondance avec Talleyrand et ses projets de mariage.

S'il est difficile de ne pas voir en Caulaincourt un partisan secret de Talleyrand en présence de textes précis et de témoignages directs, il serait cependant impossible de le confondre avec la tourbe d'agents véreux et d'espions internationaux qui entouraient l'adversaire de Napoléon. Ses *Mémoires* fort intéressants viennent d'être enfin publiés (1). Composés vers 1820, quand l'hostilité de la Restauration ne lui laissait plus d'autre alternative que de se donner la figure d'un des partisans les plus fidèles de l'Empereur, ils permettent cependant de le mieux connaître. Son cas angoissant paraît bien être celui d'un militaire jeté sans préparation dans la politique, s'y égarant et tombant dans ses chausse-trapes et ses abîmes.

(1) *Mémoires du général de Caulaincourt*. Introduction et notes de Jean Hanoteau, 3 volumes. Plon, 1933.

D'un caractère sévère et plein d'honneur, ardent patriote, officier modeste et dévoué, il était fait pour servir la France, comme ses pères, loin des intrigues. Mais il appartenait à la plus ancienne noblesse ; il en possédait les traditions et l'allure. C'est ce qui le fit distinguer par Talleyrand et rechercher par Bonaparte. Redoutable fortune ! Près de pareils jouteurs il n'était pas de force. Talleyrand le séduisit, s'en servit sans aucun scrupule et le compromit gravement. Napoléon en abusa et le tourmenta de toutes manières. Il en conçut un profond ressentiment qu'on se chargea d'envenimer. A Pétersbourg, Alexandre en fit sa dupe. La politique qui l'avait saisi ne le lâcha plus. Il lui fut sacrifié. Devenu grand écuyer de l'Empereur, il mit son honneur à le servir dans la fortune comme dans l'adversité jusqu'aux extrêmes limites du dévouement. Mais il s'entêtait en même temps à le contredire avec rudesse et à déjouer ses plans.

Ce double jeu répugnait à son noble caractère et l'effrayait ; il ne cherchait qu'à s'y dérober en rentrant dans l'armée ou dans la vie privée. Il commençait toujours par refuser les missions politiques qu'on lui confiait ; mais, formé à l'obéissance passive, il pliait devant le maître impérieux. Il a écrit avec amertume : « L'Empereur ne comptait pour rien la conscience et l'honneur de ceux qu'il employait. »

Il servit donc jusqu'au bout, par point d'honneur, un maître qu'il admirait, mais qu'il était bien loin d'aimer. Prêt à donner sa vie pour son pays, il croyait sincèrement que Napoléon le perdait par son ambition. De là son rôle ambigu et sa triste destinée. Il faut le plaindre plutôt que le blâmer. On ne saura jamais quelle part eut dans sa conduite sa rancune d'ailleurs justifiée contre Napoléon. Le 25 août 1800, il écrivait à sa tante Mme d'Harville à la suite de la retraite prématurée du général d'Harville : « L'injustice qu'éprouve mon oncle m'afflige

cruellement et me dégoûterait si la patrie ne passait pas avant les honneurs et l'honneur avant le ressentiment. » Cette phrase pourrait être la devise de sa vie.

Armand-Augustin-Louis de Caulaincourt, né à Caulaincourt, le 9 décembre 1773, était issu d'une vieille famille féodale et militaire, établie en Picardie bien avant la guerre de Cent Ans ; famille de cour en raison de son antique origine, mais, avant tout, famille d'épée. Les ancêtres d'Armand de Caulaincourt sont tous de rudes batailleurs au service du Roi ; il possédera leur infatigable ardeur, leur courage naturel, leur sentiment ombrageux de l'honneur et aussi leur opiniâtreté ; il ne craindra pas de parler franc et ferme devant Napoléon, comme un grognard de vieille race. Son grand-père et son père furent maréchaux de camp de l'ancien régime, comme son oncle maternel le général d'Harville. Son frère cadet devait mourir général de division, le 7 septembre 1812, en entrant le premier dans la grande redoute de Borodino. Sa mère, née Barandier, dame pour accompagner de la comtesse d'Artois, fut plus tard dame d'honneur de la reine Hortense.

A quatorze ans, Armand de Caulaincourt s'engage comme simple cavalier au régiment étranger d'Arras, commandé par son parent Théodore de Lameth ; à seize ans, en novembre 1789, il est sous-lieutenant. Les Caulaincourt, comme les d'Harville et les Lameth, adoptèrent les idées nouvelles, c'est-à-dire qu'ils désiraient une monarchie constitutionnelle et répugnaient à quitter la France et l'armée, surtout quand la guerre fut déclarée. Les maréchaux de camp Caulaincourt et d'Harville furent faits lieutenants généraux en 1792. Armand de Caulaincourt, aide de camp de son père, qui prit sa retraite à ce moment, perdit sa place et fut renvoyé sans doute comme ex-noble ; il paraît avoir servi dans la garde

nationale en 1793 ; il se retrouve sergent-major, le 24 août 1793, au 17^e bataillon de réquisition de Paris, stationné à Cambrai ; puis maréchal des logis au 16^e régiment de chasseurs. Envoyé avec son escadron en Vendée, sous Kléber, il se bat ensuite dans le Morbihan sous Hoche, qui le distingue et le protège. Le 28 mars 1795, il devient aide de camp du général Aubert-Dubayet, ami de sa famille, qui le fait nommer capitaine de cavalerie, puis chef d'escadron, pendant son court passage au ministère de la Guerre ; il l'emmène ensuite avec lui à l'ambassade de Constantinople. Caulaincourt y passe six mois, se brouille avec son général, dont il ne semble pas partager les idées avancées, revient à Paris avec l'ambassadeur turc, Esseid Pacha, qui eut grand succès près des Parisiens, et l'accompagne chez le ministre des Relations extérieures ; c'est ainsi, pour son malheur, qu'il connut Talleyrand.

Au mois d'août 1797, le chef d'escadron Caulaincourt, âgé de vingt-quatre ans, devient aide de camp de son oncle, le général d'Harville, et part pour l'Allemagne dans l'armée de Sambre-et-Meuse. Il aurait voulu prendre part avec Hoche à l'expédition d'Angleterre, mais ce projet échoue, et bientôt Caulaincourt, qui veut avant tout se battre, devient colonel du 2^e carabiniers, sous Jourdan, puis sous Lecourbe. Il partage les sentiments de ses camarades de l'armée du Rhin et des généraux républicains, brûlant du patriotisme le plus pur et se défiant déjà de Bonaparte. Pour lui, jeune colonel, « le temps de cet amour ridicule de la royauté est passé ». Que le gouvernement maintienne l'ordre et la justice et qu'on rende à l'armée les généraux qui ont organisé la victoire, voilà son seul vœu tout militaire, à la veille du 18 Brumaire. Dans la campagne de 1799, il est blessé deux fois à la tête de son régiment. Dans la campagne de 1800, sous Moreau, il sert brillamment, mérite à Hohenlinden

les éloges du général en chef qu'il aime « comme un père » ; il n'a jamais encore prononcé dans ses lettres le nom de Bonaparte, qu'il n'a fait qu'entrevoir en 1796 chez Joséphine de Beauharnais. Retenons qu'il a combattu en Vendée et qu'il est alors l'homme de Moreau.

Le 10 octobre 1801, Caulaincourt, qui se trouvait à Lunéville avec son régiment, reçut l'ordre de se rendre à Paris où il apprit du ministre des Relations extérieures que le Premier Consul l'envoyait à Pétersbourg porter de sa part une lettre à l'empereur de Russie, Alexandre 1^{er}, qui montait sur le trône après l'assassinat de son père.

Talleyrand n'avait pas oublié le jeune officier appartenant à cette ancienne noblesse, qu'il s'efforçait d'introduire près de Bonaparte et que celui-ci recherchait. Il l'avait désigné au choix du Premier Consul. Le père de Caulaincourt était d'ailleurs un vieil ami de Joséphine de Beauharnais et de Mme Junot. Ainsi le colonel du 2^e carabiniers, qui n'aimait que son métier et ne rêvait que de batailles, fit son entrée, sans l'avoir désiré ni recherché, dans la diplomatie. La carrière militaire l'eût porté sans doute aux premiers rangs de l'armée. Les honneurs qui l'attendaient dans la voie nouvelle qui s'ouvrait à lui devaient lui inspirer bien des soucis, des amertumes et des regrets. Il passa à Saint-Pétersbourg les six premiers mois de 1802, remplit sa mission avec la ponctualité d'un militaire et l'élégance native d'un gentilhomme français. Ayant passé sa jeunesse dans les rudes armées de la République, mais nourri dans les souvenirs de Versailles, il fut ébloui, dès le premier abord, par la cour de Russie. L'empereur Alexandre, avec son aisance et ses grâces étudiées, le séduisit et le conquit pour toujours. A son retour, il fut nommé aide de camp du Premier Consul et promu, le 29 août 1803, général de brigade à trente ans. Il en

fut très flatté. C'est dans ce poste de choix, qui l'attachait désormais à la personne et à la fortune de Bonaparte, qu'il reçut le 9 mars 1804 l'ordre de se rendre avec le général Ordener dans le grand-duché de Bade et de prêter à ce dernier, à la tête d'un détachement, son appui pour l'arrestation du duc d'Enghien.

La part prise par Caulaincourt dans cette affaire a été étudiée par M. Jean Hanoteau avec une minutie et une impartialité qui emportent avec elles la conviction. C'est Ordener qui était chargé de se rendre à Ettenheim et d'y arrêter le duc d'Enghien. Caulaincourt, envoyé à Offenbourg, avait seulement reçu l'ordre de faire parvenir au gouvernement grand-ducal une lettre de Talleyrand ainsi que de remplir certaines missions secondaires. Si les deux missions étaient distinctes, Caulaincourt devait cependant se concerter avec Ordener, et lui prêter main-forte. L'arrestation du prince s'opéra sans difficulté. En cas de complications, le rôle de Caulaincourt, aide de camp du Premier Consul et investi par conséquent de sa confiance, fût devenu prépondérant. Il n'en fut pas ainsi. Caulaincourt ne vit pas le prince à Strasbourg. Il ne pouvait ignorer que son arrestation était décidée, mais ne savait pas que son exécution dût suivre. On ne l'avait pas mis dans le secret et il ne se défia pas. Le 21 mars, en arrivant à Malmaison, il apprit que dans la nuit le prince avait été fusillé.

C'est Talleyrand, Fouché et Murat qui conseillèrent au Premier Consul l'arrestation et l'exécution. C'est aussi Talleyrand qui désigna Caulaincourt au choix de Bonaparte. Le témoignage de Méneval, confirmé par celui de Chateaubriand, semble à cet égard décisif. Compromettre dans cette affaire un homme de l'ancien régime dut paraître politique aussi bien au Premier Consul qu'à son ministre, qui voulaient tous deux rassurer les hommes de la

Révolution et couper le pont avec les Bourbons. « Il est compromis, dit Bonaparte ; il n'en servira que mieux. » Caulaincourt ignora la part prise par Talleyrand à sa désignation et ne put l'attribuer qu'au Premier Consul, dont il avait reçu directement les ordres. Formé à la discipline militaire, trop jeune d'ailleurs pour avoir connu l'ancienne maison royale, sans reconnaissance ni dévouement personnel pour elle, il obéit passivement aux ordres donnés. C'est un chapitre de *Servitude et Grandeur militaires*.

Quand il entra à Malmaison, Joséphine en larmes lui apprit l'exécution. Mme de Rémusat recula dès qu'elle l'aperçut. Il comprit soudain l'odieux du crime et l'opprobre qui allait en rejaillir sur lui. Cet homme d'honneur fut pris d'un violent désespoir, éclata en sanglots. Il parut devant le Premier Consul « avec un visage sévère et irrité », « les lèvres serrées, le teint jauni, les traits contractés ». Il exprima, dit Pasquier, « son indignation avec une énergie telle que les assistants ne savaient quelle contenance tenir ». Repoussant les avances du Premier Consul, il conserva longtemps devant lui une attitude « raide et glacée ». Un de ses amis le trouva dans son lit, malade de chagrin. La société à laquelle il appartenait et plusieurs de ses parents même se détournèrent de lui. Il n'était pas d'humeur à supporter les injures, mais on lui fit mille avanies. Un soir, comme il dansait chez Mme Récamier, le vide se fit autour du couple et il devint pâle comme un mort. Ce fut le ver rongeur de sa vie. A son lit de mort, ses dernières paroles furent pour protester contre l'accusation dont partout il était l'objet. Peut-être aurait-il dû, après avoir obéi, abandonner la Cour consulaire, reprendre un commandement dans l'armée et n'en jamais sortir. Mais on ne quittait pas un tel maître comme on le voulait. Mme de Rémusat, avec sa pénétration habituelle, a sans doute deviné juste en écrivant : « Quand il vit qu'on

était déterminé à épuiser les affronts sur lui... il conçut un souverain mépris des hommes et consentit à les obliger au silence en se plaçant aussi à un degré de puissance qui pouvait leur imposer. »

Le 10 juillet 1804, il fut nommé grand écuyer du nouvel Empereur ; le 1^{er} février 1805, général de division et grand officier, puis grand-croix de la Légion d'honneur. Malgré de si grandes faveurs, son cœur était ulcéré. Il ne put jamais pardonner à Napoléon d'avoir traité un Caulaincourt comme un gendarme, comme le général Hulin. Devenu sombre, taciturne, il accomplit désormais avec zèle ses fonctions de grand écuyer, suivit constamment l'Empereur à Ulm, Austerlitz, Iéna, Tilsitt et se considéra partout comme chargé de sa sécurité, au risque même de sa propre vie.

Il prit aussi l'habitude d'affirmer devant lui son opinion et de le contredire même avec une rudesse que l'Empereur, qui se plaignait d'être traité par lui « comme un postillon », supportait sans doute en souvenir d'Ettenheim.

Vers 1805, le général de Caulaincourt, alors âgé de trente-deux ans, s'éprit éperdument d'une jeune femme de vingt ans dont l'éclatante beauté, jointe à la grâce et à l'esprit, avait fait sensation à la cour impériale ; elle venait d'y entrer comme dame du palais de l'Impératrice. Voici comment la duchesse d'Abrantès la dépeint à cette époque : « Elle était éblouissante de beauté, surtout lorsqu'elle paraissait dans une fête. Je l'ai souvent comparée à une Muse. Il est impossible de réunir sur un visage plus d'agréments ravissants que n'en présentait le sien. La régularité des traits, le charme du regard, du sourire, la chevelure soyeuse et lustrée, la taille élégante, tout s'y trouvait. » « Grande, bien faite, dit Mme de Rémusat, avec les cheveux et les yeux fort noirs, de jolies dents, un nez aquilin et régulier, le teint un peu brun et animé, sa beauté avait

quelque chose d'imposant, même d'un peu altier. »

Adrienne de Canisy répondait aux sentiments du général de Caulaincourt. Elle était issue d'une des plus vieilles familles de Normandie qui avait traversé la Révolution sans émigrer, mais non sans en subir les sanglantes atteintes. Sa mère, Charlotte de Loménie de Brienne, avait été guillotinée, le 10 mai 1794, avec son père et ses trois frères, le même jour que Madame Élisabeth. Agée de onze ans, elle fut alors confiée, ainsi que sa sœur, au Père Patrault, le professeur de mathématiques du jeune Bonaparte à l'école de Brienne. A Sainte-Hélène, Napoléon racontait à Gourgaud (1) que, sous le Consulat, il fit rendre à leur famille les deux jeunes filles, que le Père Patrault voulait garder pour les marier à ses neveux. « Sans moi, disait-il, la future duchesse de Vicence allait prendre un paysan pour mari. » Les deux sœurs épousèrent peu après les deux frères de leur père, qui prétendit, pour excuser ce choix bizarre, qu'aucune famille n'était égale à la sienne. Adrienne de Canisy n'avait en se mariant que treize ans et demi. Son oncle et mari était beaucoup plus âgé qu'elle et la délaissa, après la naissance de deux enfants. Il fut écuyer de l'Empereur, puis premier écuyer du roi de Rome.

Mme de Canisy, qui vivait séparée de son mari, désirait impatiemment épouser Caulaincourt. Elle demanda le divorce, admis par le code Napoléon, en arguant de son jeune âge au moment de son mariage. Sa famille, royaliste de cœur, bien que ralliée comme tous les Français au restaurateur de l'ordre, ne fut favorable ni au divorce, ni à ce nouveau projet d'union. Le rôle qu'on imputait à Caulaincourt dans l'arrestation du duc d'Enghien, et qui lui valait la réprobation de l'ancienne société, fut sûrement la cause principale de cette opposition,

(1) GOURGAUD, I, 32.

particulièrement vive chez Mme de Brienne, grand-mère de Mme de Canisy. Mais une autre opposition bien plus grave se produisit alors ; ce fut celle de l'Empereur, qui, pensant déjà pour son propre compte au divorce, ne voulait cependant pas admettre une femme divorcée à sa cour, ni par conséquent autoriser le mariage de son grand écuyer. Il avait forcé Talleyrand à devenir un prêtre marié ; il voulut empêcher Caulaincourt d'épouser la femme qu'il aimait.

Napoléon, dans la formidable partie qu'il jouait, avait pour système non seulement de compromettre avec lui ceux qui le servaient, mais encore de les tenir toujours dans l'inquiétude. « Son grand principe général, dit Mme de Rémusat, était qu'on n'avait de zèle que lorsqu'on était inquiet. » Il se plaisait, dit Talleyrand, à inquiéter, à humilier, à tourmenter ceux qu'il avait élevés. Sans doute pensa-t-il par cette opposition à son mariage tenir en main son grand écuyer, dont il connaissait le ressentiment à la suite de l'affaire du duc d'Enghien, et dont il éprouvait la raideur de caractère et les tendances à le contredire. Mais ce n'étaient pas là les seules raisons qui le poussaient à cette attitude inhumaine.

Mme de Canisy était liée avec une des plus anciennes et meilleures amies de Talleyrand, la vicomtesse de Laval, belle-sœur du duc de Montmorency-Laval et mère de Mathieu de Montmorency. Cette jolie femme, aux yeux noirs et languoureux et à l'esprit piquant, avait connu l'évêque d'Autun sous Louis XVI ; encombrée d'un mari ridicule, elle vivait publiquement avec Narbonne, vieil ami de Talleyrand. Depuis le Directoire, elle tenait dans son hôtel de la rue Roquépine, tout près de ceux qu'habitaient Mme de Canisy et Talleyrand lui-même, rue d'Anjou, un salon dont Talleyrand était le grand homme, et où l'on médissait habituel-

lement de Napoléon. Les épigrammes du faubourg Saint-Germain faisaient bondir l'Empereur comme un taureau sous la banderille. Au lendemain d'Austerlitz ou d'Iéna, il s'en occupait comme d'une affaire d'État. La présence de Mme de Canisy dans le salon de Mme de Laval lui déplut assurément ; il aurait voulu marier Caulaincourt à son idée et dans l'intérêt seul de son service.

Dans le salon de Mme de Laval, Mme de Canisy connut Talleyrand. Celui-ci ne négligea pas l'occasion d'exercer une action puissante sur un homme aussi important et renseigné que l'était devenu Caulaincourt. Rien n'était plus dans sa manière. Mme de Canisy était une femme d'esprit, d'un caractère altier et hardi. Le passé de sa famille, le monde où elle vivait, l'intelligence particulière à l'aristocratie des intérêts permanents de la France, tout la rapprochait des vues de Talleyrand. Elle devait souffrir plus cruellement que Caulaincourt lui-même de l'affaire du duc d'Enghien et surtout de l'opposition, injurieuse pour elle, de l'Empereur à son mariage. Celui-ci la forçait à vivre dans la position la plus fausse pour une honnête femme. Napoléon eut donc bientôt en elle une belle, active et spirituelle ennemie.

Nous n'avons guère de détails sur l'influence qu'elle put exercer. La décence de sa conduite ne l'a pas fait remarquer des auteurs de mémoires, surtout empressés à rapporter les scandales. On trouve cependant dans les souvenirs naïfs du mame-luck Ali ce curieux passage : « Il y avait des dames de la Cour auxquelles l'Empereur se plaisait à donner des surnoms. Celui de *Proserpine* fut donné à Mme de Canisy, depuis duchesse de Vicence (1). » Plus tard, aux heures tragiques d'avril 1814, Cau-

(1) L'opéra de *Proserpine*, du célèbre Paisiello, fut représenté à Paris en 1804 et plaisait particulièrement à l'Empereur.

laincourt nous a lui-même rapporté la dernière explication qu'il eut, après l'abdication, avec l'Empereur : Celui-ci lui dit : « Croyez-vous que la belle Mme de Canisy m'ait pardonné ? Elle a du caractère. Talleyrand la voyait beaucoup ; cela me déplaisait ; elle aurait joué le rôle de Mme de Longueville. Que pense-t-elle de tout cela?... »

Reine des enfers, héroïne d'une nouvelle Fronde près de Talleyrand, nouveau cardinal de Retz, telle apparaissait donc à Napoléon Mme de Canisy ; il croyait cependant avoir des droits à sa reconnaissance pour l'avoir retirée encore enfant des mains du Père Patrault, qui voulait lui faire épouser un paysan. Quant à ses sentiments royalistes, ils étaient ceux de toute sa famille. Malgré le rôle joué par Caulaincourt près de l'Empereur, malgré l'hostilité dont il fut l'objet sous la Restauration, Mme de Canisy paraît les avoir conservés après 1814. Lors des journées de juillet 1830, elle quitta Paris avec Vitrolles, accompagnée de son fils aîné. Celui-ci, âgé de quinze ans, était ardemment légitimiste. « Dans ce conflit qui n'était pour lui que le combat du droit contre la révolte, il voulait se jeter dans les rangs de la garde royale (1). »

Il n'est donc pas douteux qu'en s'opposant au mariage de Caulaincourt avec Mme de Canisy, l'Empereur n'ait voulu le soustraire à l'influence de Talleyrand et conserver la liberté de disposer, comme il l'entendait, d'un homme qu'il voulait tout à lui. En le compromettant dans l'affaire du duc d'Enghien, il l'avait pour toujours séparé des Bourbons ; puis il l'avait enchaîné à lui en le comblant d'honneurs. Mais de tels calculs, nés du mépris des hommes qu'inspire le pouvoir, se retournent parfois contre leur auteur quand ceux qui en sont l'objet ont de l'indépendance. C'est ce qui arriva.

(1) VITROLLES, *Mémoires*, III, 122.

Les rapports de Talleyrand et de Caulaincourt se développèrent tout naturellement quand celui-ci fut devenu grand écuyer de l'Empereur, et qu'à Paris ou en campagne, ils eurent de fréquentes occasions de se voir à la Cour. Favorisés par la présence de Mme de Canisy dans les salons que fréquentait Talleyrand, ces rapports devinrent donc intimes de 1805 à 1807, c'est-à-dire à l'époque où Talleyrand, se détachant de plus en plus de la politique impériale, pensait à quitter le ministère pour mieux diriger les événements. Il existe quarante-sept lettres de Caulaincourt à Talleyrand datant de cette époque qui attestent ces rapports intimes et montrent que le grand écuyer aspirait ardemment, comme le ministre des Relations extérieures, à une paix prochaine. « Venez, je ne suis pas le seul qui le désire, écrivait-il le 5 avril 1807, le moment est opportun... Vous manquez tout à fait à l'Empereur qui s'ennuie et à la chose publique qui gagnerait peut-être la paix par votre amour pour elle... Friedland veut dire pays de la paix... Que n'êtes-vous là, nous aurions la paix... Je vous écris avant d'écrire à ma maîtresse (1). » Ces lettres, qui devaient passer au cabinet noir, sont écrites avec la plus grande prudence, ainsi que celles de Talleyrand à Caulaincourt, datant de 1807 à 1815, qui faisaient partie des papiers de Caulaincourt et qui viennent d'être publiées (2).

Le 14 août 1807, Talleyrand quitta le ministère, et son attitude d'opposition à l'Empereur, tout en restant secrète, devint plus ardente et plus active.

Caulaincourt fut-il complice de cette opposition

(1) Collection de la maison Noël Charavay.

(2) *Revue des Deux Mondes* des 15 octobre et 1^{er} novembre 1935 : Jean HANOTEAU, *Lettres de Talleyrand à Caulaincourt (1809-1815)*. Nous ferons de fréquents emprunts à cette correspondance d'un vif intérêt, mais dans laquelle il est visible que Talleyrand cherche à séduire Caulaincourt sans se livrer à lui et en le trompant sur la nature de ses propres sentiments pour l'Empereur. Nous remercions ici M. Jean Hanoteau de nous l'avoir obligeamment communiquée.

pendant les campagnes de Prusse et de Russie? Talleyrand lui confia-t-il les projets qu'il avait formés avec Dalberg, soit pour provoquer une médiation de l'Autriche, soit pour assurer la succession de Joseph au trône, si Napoléon était tué? Rien ne permet de l'affirmer. Il paraît seulement certain que Caulaincourt sympathisait, comme déjà la plupart des maréchaux et peut-être Duroc lui-même, avec les idées pacifiques de Talleyrand et il est probable que leur entente dans cette voie devint plus étroite et plus précise.

Le 10 décembre 1807, Talleyrand écrivait au Grand écuyer : « Mon tout petit esprit a bien de la peine à se persuader que ce que nous ferons au delà du Rhin dure plus que le grand homme qui l'ordonne. Nulle nation après lui ne consentira à se soumettre à une autre nation. La main vigilante et puissante de l'Empereur nous préservera de tout, mais qui est-ce qui lui succédera? La nature ne produit pas deux hommes de sa dimension. » Renoncer aux conquêtes ; se retirer dans nos frontières naturelles ; assurer la succession à l'empire en cas de mort : c'était en somme le fond de sa pensée que Talleyrand livrait à Caulaincourt.

Dès Tilsitt, c'est-à-dire en juin ou juillet 1807, Napoléon voulut nommer Caulaincourt à l'ambassade de Saint-Pétersbourg. Il avait même pensé à lui donner la succession de Talleyrand et celui-ci, sûr de dominer Caulaincourt, voyait ce projet avec plaisir. Par deux fois Caulaincourt refusa l'ambassade. « Je désirais alors, écrit-il, trouver l'occasion de quitter le service et de me marier. » Le général Savary fut alors envoyé en Russie en mission temporaire. A Paris, l'Empereur insista de nouveau pour que Caulaincourt acceptât l'ambassade. Sur son refus réitéré, il lui fit dire par Duroc que son acceptation « était le seul moyen d'arranger le mariage qu'il projetait avec Mme de Canisy : que son absence concilierait tout ; que l'Empereur donnerait son consentement ;

que dans le cas contraire, l'Empereur s'en ferait un prétexte pour s'opposer à son mariage. Ainsi, d'après Caulaincourt, l'Empereur aurait fait de son acceptation à l'ambassade la condition de son propre consentement à son mariage. Quelques jours plus tard, à la chasse, l'Empereur lui dit : « C'est la belle Mme de Canisy qui vous retient à Paris. Cependant vos affaires, puisque vous voulez vous marier, s'arrangeront mieux de loin que de près. » Après de nouveaux refus, l'Empereur décida de lui forcer la main et annonça publiquement son choix. « Je me résignai, » dit Caulaincourt auquel Napoléon tira l'oreille en lui disant qu'il était une mauvaise tête.

De tous les souverains d'Europe, l'empereur de Russie, Alexandre I^{er}, était celui qui avait marqué le plus vivement son indignation de l'affaire du duc d'Enghien. Il prit alors le deuil et fit demander à Paris des explications par son représentant. Talleyrand, au nom de son maître, répliqua insolemment que le gouvernement français n'avait pas demandé d'explications pour le meurtre de Paul I^{er}. Un article du *Moniteur* dans le même sens fut publié. Alexandre, dit le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, même à Tilsitt et à Erfurt, n'oublia jamais cette injure. Or le premier ambassadeur qu'envoya Napoléon à Pétersbourg auprès d'Alexandre fut Savary, qui avait fait exécuter le duc d'Enghien ; le second fut Caulaincourt. Il est impossible de croire que Napoléon ait agi par inadvertance. Orgueilleux de sa puissance, il voulait s'imposer à Alexandre tel qu'il était. Caulaincourt, bien accueilli en apparence par le czar, vit aussitôt les salons se fermer devant lui.

Contre cet exil mondain il ne pouvait trouver d'appui que dans le souverain et se résolut alors à un acte grave que Napoléon ignora, car il n'eût jamais supporté un tel désaveu de la part de son ambassadeur. Caulaincourt communiqua, le 2 avril 1808, trois mois après son arrivée en Russie, à l'empereur

Alexandre les papiers officiels qu'il possédait relatifs à l'arrestation du duc d'Enghien en ajoutant : « Les renseignements que Votre Majesté a reçus des bords du Rhin m'ont justifié de l'odieuse calomnie qui pèse sur moi depuis trois ans. Il est des détails que Votre Majesté peut ne pas connaître. Je dois à la confiance dont elle daigne m'honorer de les mettre sous ses yeux. » Alexandre répondit le 4 avril : « Je savais, général, par mes ministres en Allemagne combien vous étiez étranger à l'horrible affaire dont vous me parlez. Les pièces que vous me communiquez ne peuvent qu'ajouter à cette conviction ; j'aime à vous le dire. »

Un accord sur le texte entre l'ambassadeur de France et l'empereur de Russie a dû évidemment précéder l'échange de ces deux lettres puisqu'elles se réfèrent l'une et l'autre aux renseignements envoyés d'Allemagne à Alexandre, notamment de la cour de Bade. Or il est probable que ces renseignements n'étaient nullement favorables à Caulaincourt qui avait *seul* notifié l'arrestation au premier ministre de Bade, comme « chargé à cet égard des ordres du Premier Consul ». Le général Ordener n'était même pas nommé dans la lettre de Talleyrand. Alexandre ne fut donc pas dupe et ne se prêta que pour la forme à cette manifestation épistolaire, qui ne fut pas divulguée. D'ailleurs le rapport mensonger de l'*ami* de d'Antraigues du 19 avril 1804, inspiré par Talleyrand et dicté sans doute par Dalberg, ministre de Bade à Paris, avait rejeté sur Caulaincourt toute la responsabilité de l'exécution du duc d'Enghien. Quoi qu'il en soit, Caulaincourt, en désavouant par écrit Napoléon, s'était désormais livré à l'empereur de Russie ; il y avait entre eux un secret qui aurait pu coûter cher à l'ambassadeur et qui l'obligeait désormais à favoriser les vues d'Alexandre. Celui-ci n'était rien moins que naïf ; il entretenait alors Caulaincourt de Mme de Canisy. Insinuant et bien renseigné :

« Ne viendra-t-elle pas ? » lui demandait-il. C'était retourner le fer dans la plaie.

Flatté par l'empereur Alexandre, honoré de ses entretiens fréquents, invité à ses dîners intimes, le suivant dans ses villégiatures, Caulaincourt apparut désormais comme un favori. Déployant un faste sans précédent, dans le superbe palais Wolkonski, qu'Alexandre avait mis à sa disposition, se ruinant malgré ses 800 000 francs de traitement, l'ambassadeur vit alors la haute société russe affluer dans ses salons. L'Empereur avait en réalité donné des ordres, mais il lui disait galamment : « Vous avez conquis les plus révoltés. »

Après l'annexion de la Finlande, consentie et même pressée par Napoléon qui voulait combattre l'influence anglaise en Suède, la situation de Caulaincourt fut hors de pair. La célèbre lettre de Napoléon le 2 février 1808 ouvrait à Alexandre les perspectives les plus grandioses vers l'Orient. Caulaincourt fut chargé de proposer le partage de l'Empire ottoman en échange d'un contingent de 20 à 25 000 Russes qui, joints à 35 ou 40 000 Français auraient envahi l'Asie. Mais ce n'était là, du moins pour l'instant, qu'un trompe-l'œil. Pour contenir l'Autriche qui s'armait, tandis que l'Espagne se soulevait, une entrevue des deux souverains était nécessaire. Cette entrevue fut retardée par les événements d'Espagne et deux fois remise. Enfin à la fin d'août, Alexandre, poussé par Caulaincourt, manda à Napoléon qu'il serait le 27 septembre à Erfurt. Le 28 août, Caulaincourt, devenu duc de Vincence, écrivait à Napoléon : « Paroles comme actions tout me prouve que Votre Majesté peut compter sur cette Cour quels que soient les événements. » Caulaincourt était joué. Depuis le désastre de Baylen, les dispositions d'Alexandre étaient devenues bien différentes. On en jugera à Erfurt où Talleyrand et Caulaincourt vont se rencontrer.

Dès la fin de 1807, après l'arrivée de Caulaincourt à Pétersbourg, la correspondance avait repris entre Talleyrand et Caulaincourt. Talleyrand comprit aussitôt que le meilleur moyen de s'attacher l'ambassadeur de France en Russie était de lui donner de fréquentes nouvelles de celle dont il souffrait si cruellement d'être séparé et de prendre en mains ses intérêts dans l'affaire de son divorce. De son côté, Caulaincourt employait près de lui les deux neveux du prince de Bénévent, Edmond et Louis de Périgord, sur la recommandation de leur oncle.

Dès le mois de mars 1808, Talleyrand vient donc lire une lettre de Caulaincourt à l'Empereur qui a reçu une première fois Mme de Canisy et l'a traitée paternellement, mais n'a donné ni refusé son autorisation à la séparation de corps. Mme de Canisy demande une seconde audience. « En tout, écrit Talleyrand, elle ne fait pas une démarche qui ne soit bien calculée ; elle me paraît avoir autant de bon esprit que d'agréments... Votre amie a paru avec tous ses avantages au bal de la semaine. Elle a un peu dansé. » Enfin la seconde audience a lieu. L'Empereur se montre « parfaitement bon » et Mme de Canisy se retira fort contente. « Elle se réserve de vous écrire sa conversation entière, elle le fera beaucoup mieux que moi. Vous verrez qu'elle a fait un bel usage de tout son esprit et qu'elle a montré, et bien à son avantage, tout son caractère ; c'est une femme d'une espèce bien supérieure. »

En même temps qu'il s'occupe de l'affaire du divorce, Talleyrand ne ménage pas les flatteries à Caulaincourt lui-même. Il l'assure que l'Empereur le destine au ministère. « Vous avez éminemment tout ce qu'il faut pour vous distinguer dans cette carrière. » Il l'engage à accompagner Alexandre dans l'entrevue projetée des deux empereurs. S'il parle de Napoléon, c'est sur le ton de l'admiration et du dévouement. Était-ce crainte du cabinet noir,

dissimulation à l'égard de Caulaincourt? Sans doute : mais Talleyrand et Caulaincourt étaient tous les deux des monarchistes qui redoutaient le retour des Bourbons et restèrent fidèles à l'Empire, même quand ils se furent détachés de Napoléon : ils s'entendaient à demi-mot.

Dans la dernière lettre qu'il écrivit à Caulaincourt avant Erfurt, le 24 août 1808, Talleyrand s'exprimait ainsi :

« J'espère que de votre entrevue, il résultera non pas des plans de guerre, mais des ouvertures de paix, et il y a bien des raisons à faire valoir pour rendre ces ouvertures-là moins stériles que les autres. On peut penser que c'est l'intérêt de tout le monde... celui essentiellement de l'Empereur parce que cela établirait notre dynastie. »

XI

LA TRAHISON D'ERFURT

(1808)

L'Empereur, avant de partir pour Erfurt, met Talleyrand au courant de ses projets et le charge de rédiger une convention avec Alexandre. — Il ajoute au projet de Talleyrand deux articles dirigés contre l'Autriche. — Talleyrand persuade Alexandre de repousser ces deux articles et fait échouer ainsi le projet de Napoléon. — L'offre de Constantinople à la Russie aurait seule pu conserver l'alliance russe. — Caulaincourt étroitement associé à Talleyrand. — Témoignages à cet égard de Talleyrand, Metternich et Tolstoï. — Talleyrand, Caulaincourt et le mariage russe. — Napoléon dupé. — Caulaincourt, obligé de retourner à Pétersbourg, arrange le mariage d'Edmond de Périgord et de Dorothee de Courlande. — En rapprochant la Russie de l'Autriche, Talleyrand décide celle-ci à la guerre. — Napoléon, complètement joué, attribue à l'action du maréchal Lannes les mauvaises dispositions de l'empereur Alexandre.

Engagé depuis la rupture de la paix d'Amiens dans une guerre contre l'Angleterre devant laquelle tout autre que lui eût reculé, puisqu'il n'avait la maîtrise ni des mers, ni du continent, Napoléon, après avoir vaincu tour à tour l'Autriche, la Prusse et la Russie, avait enfin cette dernière pour alliée. L'Autriche armait de nouveau. Seule l'alliance de la Russie pouvait la contenir et permettre à Napoléon de soumettre l'Espagne dressée tout entière contre lui depuis le désastre de Baylen. C'est pour faire appel à l'alliance russe que Napoléon résolut de se rendre à Erfurt. Qu'Alexandre I^{er}, en allié loyal, secondât ses vues, et Napoléon pouvait ramener d'Allemagne en Espagne la Grande Armée, chasser les Anglais de la péninsule et la pacifier,

Dans le cas contraire, l'Angleterre, maîtresse des mers, soulevait de nouveau le continent et assaillait la France de toutes parts. A l'entrevue d'Erfurt allait donc se jouer la destinée du grand empire. On allait enfin savoir si Napoléon pouvait compter sur l'alliance d'une grande puissance européenne, seule chance possible pour lui de triompher de la ténacité de l'Angleterre.

Dans cette passe difficile, Napoléon, avant d'aborder Alexandre, prépara toutes ses séductions : des caresses pour l'« homme sensible » ; des rêves pour l'ambitieux ; de jolies femmes pour « le matérialiste ». La Comédie française fut du voyage. Mais il lui fallait un homme assez expérimenté pour le seconder, assez sûr pour lui servir de confident. Caulaincourt accompagnait Alexandre. Ce n'était pas assez : il crut accroître encore ses chances de réussir en faisant appel à Talleyrand.

Celui-ci était alors à Valençay avec les princes espagnols. Il fut appelé à Nantes et y rencontra, le 9 août, l'Empereur arrivant de Bayonne. Il fut enchanté de rentrer en faveur, c'est-à-dire d'avoir les moyens de lutter efficacement contre les projets belliqueux de Napoléon.

Quand ils furent tous deux à Paris, Napoléon lui fit lire la correspondance de Russie et lui livra son secret : « Nous allons à Erfurt, lui dit-il ; je veux en revenir libre de faire en Espagne ce que je voudrai ; je veux être sûr que l'Autriche sera inquiète et contenue et je ne veux pas être engagé d'une manière précise avec les Russes sur les affaires du Levant. Préparez-moi une convention qui contente l'empereur Alexandre, qui soit surtout dirigée contre l'Angleterre et dans laquelle je sois bien à mon aise pour tout le reste ; je vous aiderai : le prestige ne manquera pas (1). » Selon son habitude, Napoléon

(1) TALLEYRAND, *Mémoires*, I, 408,

voulait tout obtenir sans rien donner. Talleyrand en conclut qu'après avoir écrasé l'Espagne, il se retournerait contre l'Autriche et, débarrassé d'elle, voudrait imposer pour finir sa volonté à la Russie. C'était la guerre sans fin et sans espoir fondé de triompher de l'Angleterre. Il fallait donc au plus vite sauver l'Europe et c'était aussi, selon lui, sauver la France.

Le récit que Talleyrand, dans ses mémoires, nous a laissé du Congrès d'Erfurt est bien de son style et paraît authentique. Il est clair et ironique, perfide autant que spirituel ; il est écrit avec une aisance hautaine, une négligence étudiée, mais tout l'essentiel s'y trouve. Talleyrand prépara le projet de convention avec la Russie. L'Empereur n'en fut qu'à moitié satisfait et le reprit pour le modifier ; il y ajouta deux articles, l'un par lequel il s'établissait juge des motifs qui devaient déterminer la Russie à déclarer la guerre à l'Autriche ; l'autre qui prévoyait l'envoi immédiat d'un corps d'armée russe près des frontières autrichiennes ; c'était là pour lui l'essentiel.

Talleyrand affecte d'avoir, comme en se jouant, brisé ses plans. En vain Napoléon traversait-il les foules en triomphateur, en vain recevait-il les humbles hommages et les plus basses flatteries des rois et des princes, dont nul ne sut « passer la main noblement sur la crinière du lion » ; en vain usait-il tour à tour en face d'Alexandre de la séduction ou de la menace. Le prince de Bénévent, qui lui-même se faisait traiter en souverain, suivait l'Empereur tout le jour sans qu'aucune de ses faiblesses ou de ses ruses lui échappât. Le soir, après le spectacle, il prenait le thé avec Alexandre ^{1er} chez la princesse de Thurn-et-Taxis et, le matin, recevait chez lui le représentant apeuré de l'Autriche, M. de Vincent. Dans ces divers entretiens il prépara le dénouement.

Napoléon avait pris la peine de recopier de sa

main le projet de convention de Talleyrand, amendé par lui, et l'avait remis à Alexandre, après lui avoir fait promettre de ne le montrer à aucun de ses ministres. Mais l'empereur de Russie n'avait déjà plus de secrets pour Talleyrand (1). Il lui montra le projet de convention et Talleyrand le persuada d'effacer tout ce qui regardait l'Autriche. En même temps, M. de Vincent était rassuré, et, tout joyeux, rassurait son gouvernement. Napoléon ne comprenait plus rien à l'attitude d'Alexandre, et de guerre lasse, se résignait au départ. Avant de s'embrasser pour la dernière fois, les deux souverains firent signer le 12 octobre, par leurs deux ministres, Champagny et Roumiantsoff, la convention préparée, mais les deux articles relatifs à l'Autriche et ajoutés par Napoléon au projet de Talleyrand avaient disparu. L'alliance de Tilsitt était en fait brisée et l'Autriche, prévenue par Talleyrand, était secrète-

(1) Déjà sous le Consulat, aussitôt après la paix avec la Russie du 8 octobre 1801, Talleyrand était entré en rapports personnels avec Alexandre I^{er} qui lui avait envoyé son portrait entouré de diamants. Les deux lettres suivantes, encore inédites, qui se trouvent aux Archives du ministère des Affaires étrangères, furent échangées entre eux :

« J'ai reçu avec sensibilité le don que Votre Majesté Impériale a bien voulu me faire de son portrait. Ma première impression a été d'être vivement touché du caractère de bienveillance qu'il porte dans tous ses traits. J'ai senti ensuite, en l'examinant de plus près, qu'il suffisoit de le montrer pour rendre raison de tous les actes de justice et de bonté qui ont marqué le début de votre règne, qui en signaleront la suite, et en immortaliseront la durée.

« Je prie Sa Majesté Impériale de recevoir mes remerciements et l'assurance de mon profond respect. » (24 février 1802.)

« Citoyen ministre, j'ai reçu votre lettre du 24 février dernier et je ne puis qu'être sensible aux témoignages de votre reconnaissance pour un don, auquel l'usage, moins encore que mes sentiments particuliers, vous donnoient les droits les plus légitimes. Il m'est très agréable de voir que vous y attachiez quelque prix et je retrouve avec plaisir, dans la manière dont vous vous exprimez à ce sujet, de nouveaux motifs de vous donner en chaque occasion des témoignages de mes sentimens pour vous. Je vous prie, citoyen Ministre, de recevoir l'assurance de ma parfaite estime.

« ALEXANDRE. »

(Saint-Petersbourg, le 4 avril 1802).

ment résolue à faire la guerre au printemps. Autour d'une tasse de thé, Talleyrand avait nonchalamment vaincu le maître de tous les champs de bataille.

En réalité, Talleyrand fut beaucoup plus pressant et actif auprès de l'empereur de Russie et de l'envoyé autrichien qu'il ne veut le dire. Les rapports de Metternich et de Tolstoï l'attestent. Il prononça devant Alexandre et devant M. de Vincent les paroles les plus graves qui ne pouvaient plus laisser à ceux-ci aucun doute sur ses intentions nettement hostiles à l'Empereur et sur la résolution qu'il avait prise de le forcer par tous les moyens à la paix. « Sire, lui dit-il dès son arrivée, que venez-vous faire ici? C'est à vous de sauver l'Europe et vous n'y parviendrez qu'en tenant tête à Napoléon. Le peuple français est civilisé, son souverain ne l'est pas; le souverain de la Russie est civilisé, et son peuple ne l'est pas; c'est donc au souverain de la Russie d'être l'allié du peuple français. » Dans une autre entrevue, il fut encore plus net : « Le Rhin, les Alpes, les Pyrénées sont la conquête de la France; le reste est la conquête de l'Empereur; *la France n'y tient pas.* » Qu'on juge de l'effet de ces paroles sur l'empereur de Russie (1).

Alexandre n'avait jamais été sincère avec Napoléon : « Moi, aller chez Napoléon ! » écrivait-il à sa sœur. « Rira bien qui rira le dernier », écrivait-il à sa mère (2). Il louvoyait, attendant un nouveau Baylen. Mais il était à la fois faux et faible. Le prestige impérial de Napoléon agissait sur lui, comme ses caresses et ses flatteries. Peut-être eût-il cédé. Talleyrand l'en empêcha. Son intervention fut donc un événement considérable qui changea peut-être le cours des événements.

Pour triompher des rancunes, des répugnances et

(1) METTERNICH, II, p. 248.

(2) Grand-duc Nicolas MIKHAILOVICH, *Correspondance d'Alexandre I^{er}*.

des arrière-pensées d'Alexandre, il eût fallu que Napoléon, par un coup d'audace, lui offrît Constantinople. Au seul nom de Constantinople, Alexandre, comme Roumiantsoff, n'auraient plus écouté que leur joie de réaliser le grand rêve de la Russie. Il fallait, pour opposer la Russie à l'Autriche et à l'Angleterre à la fois, la lancer vers l'Orient, comme Talleyrand avait voulu y lancer l'Autriche. Le partage de l'Orient eût peut-être sauvé la France, comme le partage de la Pologne l'avait sauvée en 1793 et en 1795. Le désintéressement de la France en Orient l'eût transformée en arbitre. Notre génération n'a-t-elle pas vu en 1915 l'Angleterre, au mépris de toute sa tradition historique et de ses intérêts certains, abandonner Constantinople à la Russie pour s'assurer la continuation de sa coopération militaire contre l'Allemagne. En 1808, Napoléon n'a pu s'y décider. Rien n'était en effet plus contraire à son caractère. « Celui qui posséderait Constantinople, aurait-il dit à Tilsitt, serait le maître du monde. » Il voulait être à la fois Charlemagne et Alexandre le Grand et son orgueil se révoltait à l'idée d'abandonner à son allié la moitié de ses rêves (1).

L'empereur de Russie sut, comme l'empereur d'Autriche (et le cabinet de Londres ne put l'ignorer), que Napoléon était désormais attaqué au sein même de son gouvernement. « Nous sommes enfin arrivés à une époque, écrit alors Metternich, où *des alliés* semblent s'offrir à nous dans l'intérieur du Grand Empire. » Des alliés ! Talleyrand n'était donc pas seul. Il y avait le baron de Dalberg présent à Erfurt, mais toujours comme représentant de Bade, avec son oncle le prince Primat. La princesse de la Leyen, sœur du baron, servit d'intermédiaire entre Napo-

(1) Le 23 avril 1816, Napoléon disait à Gourgaud : « Alexandre va marcher sur Constantinople... A Erfurt il me l'avait demandé, mais je n'avais pas voulu y consentir. » GOURGAUD, I, p. 165,

l'éon et Alexandre (1). Les deux Dalberg ne durent pas être inactifs entre Talleyrand et M. de Vincent. Mais c'est Caulaincourt que Metternich veut désigner. Il accompagnait l'empereur Alexandre. Le récit qu'il nous a laissé dans ses *Mémoires* des journées d'Erfurt est, à l'opposé de celui de Talleyrand, lourd et confus. Il y semble surtout préoccupé d'échapper aux fonctions diplomatiques que Napoléon lui imposait. Sa loyauté répugnait évidemment à agir contre son souverain, même, comme il le croyait, dans l'intérêt de la France et de l'Empire. Il ne pensait d'ailleurs qu'à retourner en France pour épouser Mme de Canisy. Mais il ne paraît pas douteux qu'il n'ait constamment servi à Erfurt l'action de Talleyrand.

C'est d'abord Talleyrand lui-même qui le dit : « La fortune de l'Autriche voulut que M. de Caulaincourt que l'on s'est acharné à mal juger, eût inspiré à l'empereur Alexandre de la confiance et lui en eût fait prendre en moi. Je l'avais vu plusieurs fois en particulier à Tilsitt. Je le vis presque tous les jours à Erfurt. » Accompagnant Alexandre, Caulaincourt devait être des thés de la princesse de Thurn-et-Taxis et Talleyrand y passa toutes ses soirées. Le jour même de son arrivée à Erfurt, Caulaincourt vint chez lui. « Nous mîmes en commun, dit-il, ce que nous savions et bientôt nous fûmes parfaitement d'accord sur tous les points. » Plus loin, il reconnaît qu'il dut à Caulaincourt, qui était allé au-devant d'Alexandre, l'accueil engageant que lui fit l'empereur de Russie dès son arrivée à Erfurt. Enfin au moment décisif où Alexandre rejeta les deux articles de la convention secrète dirigés par Napoléon contre l'Autriche : « Ce fut M. de Caulaincourt, écrit Talleyrand, qui, par son crédit personnel emporta sa détermination. » On ne peut

(1) BARANTE, *Souvenirs*, I, p. 282.

croire que Talleyrand rejette le poids de sa responsabilité sur Caulaincourt, comme il le fit dans l'affaire du duc d'Enghien. Au contraire, il veut lui rendre justice. Quand il écrivit ses *Mémoires*, sous la Restauration, il tirait vanité de son action à Erfurt et considérait cet épisode comme le plus glorieux de sa carrière. Il en lisait le récit à ses amis, et disait à Vitrolles : « Tous les jours on prétend sauver la monarchie ; eh bien, moi, à Erfurt, j'ai sauvé l'Europe. »

Les *Mémoires* de Metternich et les rapports de Tolstoï confirment d'ailleurs entièrement ceux de Talleyrand. C'est Caulaincourt, dit Metternich, qui rapprocha Talleyrand de l'ambassadeur de Russie à Paris, M. de Tolstoï. Talleyrand lui confia « l'influence sans bornes qu'il exerçait sur l'esprit de Caulaincourt. » Metternich estime qu'en retournant à Saint-Petersbourg, Caulaincourt servira à rapprocher l'Autriche de la Russie. Ainsi les tendances austrophiles de Talleyrand et russophiles de Caulaincourt, loin de se contrarier, se complétaient.

De son côté Tolstoï écrit : « La conduite de Caulaincourt à Erfurt ne peut laisser aucun doute sur son dévouement au vice-grand électeur. » Enfin, de retour à Paris, Talleyrand, confirmant à Metternich ce qu'il avait dit à Vincent, lui déclara : « Caulaincourt, entièrement dévoué à mon point de vue politique, est instruit de manière à seconder toutes les démarches que fera M. le prince de Schwarzenberg (1)... L'intérêt de la France elle-même exige que les puissances en état de tenir tête à Napoléon se réunissent pour opposer une digue à son insatiable ambition. La cause de Napoléon n'est plus celle de la France ; l'Europe entière ne peut être sauvée que par la plus intime réunion entre l'Autriche et la Russie (2). »

(1) Schwarzenberg était alors ambassadeur d'Autriche à Pétersbourg.

(2) METTERNICH, II, p. 248. — ALBERT SOREL, VII, 316.

Ces textes émanés de Talleyrand, de Metternich et de Tolstoï suffisent à établir la complète communauté d'action entre Talleyrand et Caulaincourt. Le premier dominait l'autre par son audace, la hauteur et la clarté de ses vues, par la désinvolture avec laquelle il manœuvrait et l'entraînait sans trop lui laisser voir où il allait. Caulaincourt, dans ses Mémoires, paraît s'être complètement illusionné. Il crut le moment favorable à une pacification générale, Napoléon disposé à des sacrifices, Alexandre décidé à ménager l'Autriche, mais franchement hostile à l'Angleterre. Il reproche à l'Autriche de ne pas s'être expliquée. Parle-t-il sincèrement? La France, dit-il, serait alors rentrée « dans le système que lui a tracé le cadre que la nature lui a donné », c'est-à-dire les limites des Alpes et du Rhin. C'est bien à ce but que tendait Talleyrand, mais celui-ci n'était cependant pas assez naïf pour croire que Napoléon s'y fût si facilement résigné.

Talleyrand, en réconciliant l'Autriche et la Russie contre Napoléon, ne prévoyait pas plus que Caulaincourt qu'une guerre en résulterait six mois après et que c'est la France qui serait attaquée. Pour eux, le caractère intraitable de l'Empereur, son ambition sans bornes étaient les seules causes de la continuation de la guerre, et il fallait avant tout les contrecarrer. Napoléon était plus clairvoyant quand il pensait alors qu'attaqué de toutes parts par l'Angleterre, il ne pouvait se maintenir que par de nouvelles victoires; mais déjà son étoile avait pâli et, depuis Baylen et Cintra, ses ennemis comme son entourage avaient commencé de douter de son bonheur.

En se rendant à Erfurt, Napoléon avait encore un autre projet, plus intime celui-là et plus secret encore, c'était d'obtenir la main d'une des sœurs de l'empereur de Russie. Il en avait déjà été vaguement question à Tilsitt. Ce fut encore Talleyrand

qu'il choisit à la fois comme confident et comme émissaire. Il était plus gêné d'avouer son ambition d'entrer dans la famille des rois que d'affronter les batailles, trop orgueilleux pour risquer un refus. Il désirait donc que Talleyrand persuadât l'empereur de Russie de lui parler le premier de la convenance d'un nouveau mariage, de la nécessité d'avoir des enfants pour consolider son œuvre et assurer sa dynastie. Un tel langage de la part d'Alexandre autoriserait ensuite des ouvertures plus directes de la part de Napoléon. Sur un terrain si glissant, Talleyrand, partisan de l'alliance autrichienne, jugea prudent de pousser Caulaincourt à s'aventurer le premier. Celui-ci y consentit. L'accueil ayant été favorable, Talleyrand reprit son ton dégagé et s'attribua tout le mérite devant Napoléon.

« J'avoue, a-t-il écrit, que j'étais effrayé pour l'Europe d'une alliance de plus entre la France et la Russie. A mon sens, il fallait arriver à ce que l'idée de l'alliance fût assez admise pour satisfaire Napoléon, et à ce qu'il y eût cependant des réserves qui la rendissent plus difficile. Tout l'art dont je croyais avoir besoin me fut inutile avec l'empereur Alexandre. Au premier mot il me comprit et il me comprit précisément comme je voulais l'être (1). » Après avoir fait la leçon à Alexandre sur ce qu'il aurait à dire, Talleyrand prévint Napoléon « qui fut enchanté de l'idée que ce serait à lui de répondre et point à lui de demander. »

Les deux empereurs se virent aussitôt et sortirent « parfaitement contents ». Alexandre, dit Caulaincourt, mit dans cet entretien « toute l'obligeance que sa bienveillance pour nous (Talleyrand et lui) lui inspirait, mais resta, me dit-il, dans les termes généraux des réflexions qu'une sage politique et l'intérêt de l'avenir devaient faire faire à Napoléon. »

(1) *Mémoires*, I, 450.

Peut-on mieux faire entendre qu'il s'agissait d'endormir Napoléon et de l'amener par un faux espoir à l'ajournement de ses projets belliqueux. C'était toujours du temps gagné.

Trois mois après, les fiançailles de la grande-duchesse Catherine, la seule des sœurs d'Alexandre, qui fût en âge d'être mariée, étaient célébrées avec le prince d'Oldenburg, mais, dès le 14 novembre, Caulaincourt, le premier, en envoyait la nouvelle à Paris. La plus jeune sœur d'Alexandre, l'archiduchesse Anne, n'avait encore que quatorze ans et pour elle, ce devait être dans la suite, « le refus filé ». Vitrolles n'exagérait pas quand, en 1814, bien renseigné par Dalberg, il racontait au comte d'Artois « ce chef-d'œuvre de perfidie ». C'était aussi, de la part de Napoléon, un comble de crédulité. Il avait vaincu et outragé les rois et il voulait entrer dans leur famille. Il avait insulté Alexandre en faisant allusion à l'assassinat de son père, fait de Talleyrand un évêque marié ; il empêchait Caulaincourt d'épouser et même de se rapprocher de la femme qu'il aimait, et c'était à eux qu'il confiait le soin de son bonheur domestique.

Vers la fin du congrès, Caulaincourt fut mis en demeure par l'empereur Napoléon de retourner à Pétersbourg pour une nouvelle année ou d'accepter la succession de Champagny au ministère des Relations extérieures. « Il me dit pour me faire aller à Pétersbourg tout ce qui pouvait déterminer un bon citoyen. Mon choix ne fut pas douteux ; je croyais pouvoir y faire le bien et les qualités de l'empereur Alexandre m'avaient attaché à lui. » Les deux empereurs quittèrent Erfurt le 14 octobre 1808. Caulaincourt suivit l'empereur Alexandre au château de Löbikau chez la duchesse de Courlande. « C'est dans cette visite, dit-il, que j'arrangeai le mariage de sa fille avec M. Edmond de Périgord, grâce à l'honorable intervention de ce prince. »

Talleyrand ne mentionne pas dans cette occasion l'intervention de Caulaincourt, mais, ainsi que leur correspondance en fait foi, il l'avait chargé de veiller aux intérêts de son neveu. Avant de quitter Erfurt, il avait demandé pour lui à Alexandre la main de la princesse Dorothée de Courlande, une des plus riches héritières d'Europe. Il fit valoir, dit Pasquier, que la duchesse de Courlande, sa mère, pourrait lui servir d'intermédiaire secret avec Alexandre. « Napoléon croyait, écrit Talleyrand, que, quelques années auparavant, j'avais influé sur le refus de ma nièce la comtesse Juste de Noailles, qu'il m'avait demandée pour Eugène de Beauharnais, son fils d'adoption (1). Quelque choix que je voulusse faire pour mon neveu, je devais donc trouver l'Empereur mal disposé. » Il conclut qu'il était plus sûr de s'adresser à Alexandre, qui consentit à faire lui-même la demande en mariage. Ainsi Napoléon ne pourrait s'y opposer. « Ses généraux auraient été refusés. »

C'est ainsi que Napoléon ayant manqué son mariage russe, Caulaincourt étant empêché d'épouser Mme de Canisy, Talleyrand seul réussissait à bien marier son neveu. Celui-ci se rendit à Pétersbourg et descendit chez Caulaincourt. Le mariage eut lieu à Francfort le 22 avril 1809 et fut béni par le prince primat Charles-Théodore de Dalberg. On était là entre amis. La princesse Dorothée ne fut pas consultée. Le jeune comte parut indifférent. Mais Talleyrand avait « trouvé une famille » et la future duchesse de Dino, dit Albert Sorel, fut « le joyau de sa maison » avant de devenir « l'enchantement de son âge mûr et les délices de sa vieillesse ».

Talleyrand remercia Alexandre en termes enthous-

(1) Ou peut-être même pour son propre frère Louis Bonaparte. Le 19 mai 1816, Napoléon dit à Las Cases : « Pour Louis, j'avais un instant jeté les yeux sur une nièce de M. de Talleyrand devenue depuis Mme Juste de Noailles. »

siastes et comme un courtisan consommé. « Tout a réussi, Sire, comme on devait le croire, lorsque deux aussi grandes puissances que la vôtre et celle de l'amour prenaient la peine d'y influencer. » Il oppose au dieu des armées le dieu de la paix : « On voit sur votre noble et beau visage que telle est votre religion. Avec elle on peut gouverner le monde. On en est digne. » Il souhaite une union éternelle des deux empereurs : « Je bénis jusqu'à la distance qui vous sépare (1). » Dès cette époque la liaison secrète, intime et continue jusqu'en 1814 de Talleyrand avec le gouvernement russe fut établie. A peine arrivé à Paris, il s'empressa d'avertir Metternich : « Alexandre n'est plus entraînable contre vous... Seule l'union intime de l'Autriche et de la Russie peut sauver les restes de l'indépendance de l'Europe. » Metternich partit pour Vienne en novembre : ce fut pour conseiller à l'empereur François et à Stadion de faire la guerre au printemps de 1809.

Tel fut le résultat de l'action de Talleyrand, secondé par Caulaincourt, à Erfurt. Il voulait empêcher Napoléon de faire la guerre à l'Autriche, il aboutit à décider l'Autriche à la lui faire. Ce qui nous paraît inconcevable, c'est que Napoléon n'ait pas eu le moindre soupçon d'avoir été trahi par Talleyrand. Les résistances et l'entêtement d'Alexandre, il les attribua au maréchal Lannes, qu'il estimait très haut sur le champ de bataille, mais dont il craignait l'esprit frondeur, le caractère passionné, « la mauvaise tête », et qu'il avait envoyé naguère comme ministre à Lisbonne pour calmer son exaltation républicaine.

C'est en 1812, dans le traîneau qui le ramenait de Smorgoni, qu'il fit cette confidence à Caulaincourt. Celui-ci dut en être bien étonné. Talleyrand s'en fût fort égayé. Lannes avait été envoyé par

(1) SCHILDER, *l'Empereur Alexandre I^{er}*, II, p. 396.

Napoléon au-devant d'Alexandre sur le chemin d'Erfurt et avait voyagé dans sa voiture :

L'Empereur, écrit Caulaincourt, « me dit tenir d'une personne à qui le maréchal s'en était vanté, peu avant la dernière guerre d'Autriche, qu'il avait dit à l'empereur de Russie, au-devant duquel il avait été envoyé par lui, lors de l'entrevue d'Erfurt, et avec lequel il voyageait tête-à-tête, que l'Empereur Napoléon voulait le tromper, que son ambition n'avait pas de bornes, qu'il ne respirait que la guerre comme le moyen de parvenir à son but et qu'il ne saurait trop s'en méfier. Il se vanta même d'avoir ajouté quelques détails intérieurs et cité des faits pour éclairer, soi-disant, Alexandre et empêcher qu'il fût sa dupe.

« Cette confidence, ajouta l'Empereur, m'a expliqué la méfiance et la conduite d'Alexandre à Erfurt. Je n'en ai pas parlé au maréchal. C'eût été compromettre le confident qui pouvait me rendre encore service. Ce que j'aurais dit au maréchal ne l'eût pas changé. Se voyant démasqué, il fût devenu ennemi irréconciliable, tandis qu'il s'est conduit depuis en brave homme. Il m'avait d'ailleurs fait un rempart de son corps, dans d'autres circonstances, et il est mort en héros, quoiqu'il eût tenu la conduite d'un traître, puisqu'il n'était pas même appelé par sa mission de courtoisie à émettre une opinion sur moi et sur les affaires. Il n'aura pu résister aux paroles flatteuses, à la confiance simulée d'Alexandre et, encore moins, à un vieux ressentiment pour je ne sais quoi, car il était aussi violent dans ses sentiments qu'ardent sur le champ de bataille. Dans les dernières années, il y était d'un sang-froid admirable et était devenu général aussi distingué qu'il avait été chef audacieux. C'était un de mes meilleurs généraux, peut-être le plus capable sur le champ de bataille. Voilà les hommes, Caulaincourt, ajouta l'Empereur. On me reproche de les estimer peu.

Ai-je tort? Pardonnerais-je, oublierais-je si je les croyais meilleurs qu'ils ne peuvent être et qu'ils ne sont en effet? (1) »

Certes Napoléon connaissait bien les hommes. Il se défiait surtout de ses maréchaux. Mais, soupçonnant Lannes à tort, pour des propos qui n'étaient sans doute que vantardises, il se laissa, sans s'en apercevoir, trahir par Talleyrand. A Erfurt, celui-ci fut attentif à tout. L'historien allemand Jean de Müller le trouva à une heure du matin assis sur un canapé, absorbé dans ses pensées, près de la chambre à coucher de l'Empereur. Dès qu'il l'aperçut, Talleyrand lui demanda un mémoire sur les entretiens de l'Empereur avec Wieland et avec Gœthe. Déjà il exerçait sur tous les propos du maître son ironie supérieure (2).

(1) CAULAINCOURT, II, p. 232.

(2) *Souvenirs de Müller*, p. 247.

XII

L'OUTRAGE ET LA VENGEANCE

(1809)

Talleyrand désapprouve publiquement la guerre d'Espagne et se rapproche de Fouché. — Murat choisi pour succéder à Napoléon. — Metternich prévient sa cour. — Retour brusqué de Napoléon. — La scène du 28 janvier 1809. — Talleyrand impassible prépare sa vengeance. — Le 29 janvier il va trouver Metternich et se met au service de l'Autriche. — Correspondance à ce sujet entre Metternich et Stadion. — Francfort choisi comme centre des rapports du gouvernement autrichien avec Talleyrand pendant la guerre. — Napoléon ignore la trahison de Talleyrand. — Fouché d'accord avec Talleyrand pendant l'affaire de Walcheren. — La « conspiration des hypothèses ».

Au commencement de novembre 1808, Napoléon, ayant opéré la conversion de la Grande Armée, partit pour l'Espagne. Toujours sans défiance à l'égard de Talleyrand, il lui recommandait avant de partir de donner au moins quatre fois par semaine un dîner de trente-six couverts aux ministres, conseillers d'État, membres du Sénat et du Corps législatif, « afin de les mettre à même de se voir, et que vous puissiez ainsi connaître les principaux et cultiver leurs dispositions (1). »

Le 27 novembre, il lui écrivait d'Aranda pour lui demander son avis sur la réforme du Corps législatif dont les membres se montraient mécontents de ne pouvoir voter qu'en silence sur les projets préparés par le Conseil d'État.

Le 8 décembre, Talleyrand donnait son avis avec autant de mesure que de finesse :

(1) LECESTRE, *Lettres inédites de Napoléon*, I, 247.

« ...Ce corps est beaucoup trop nombreux, et il est plus mal organisé que mal composé. Le système de son institution n'est pas dans le caractère national. Des Français, de quelque classe qu'ils soient, ne peuvent pas rester assemblés sans rien dire. Le silence obligé est pour leur vanité, pour leur pétulance une véritable loi pénale, et le plus patient d'entre eux est naturellement porté à s'élever au-dessus de cette contrainte par le bavardage et la présomption... Néanmoins, dans tout état de cause, il faut en France une sorte de représentation pour voter l'impôt : on serait donc obligé de substituer un nouveau corps à celui qui existe ; mais faut-il porter la destruction au sein même du corps politique que Votre Majesté a formé, et si près des bases de l'édifice de sa dynastie ? Je ne le pense pas. Il ne faut pas se priver du bénéfice du temps qui vient de s'écouler. La gloire immense que Votre Majesté a recueillie a jeté à une grande distance en arrière de nous le point d'où nous sommes partis. L'éclat de ce règne a ébloui tous les esprits ; et les degrés, par où Votre Majesté nous a élevés au point où nous sommes, ne sont plus aperçus ni mesurés par personne. Tout a vieilli pour nous en peu d'années ; et ce serait méconnaître et compromettre même les bienfaits de cet heureux prestige que de placer parmi des créations qui ont déjà un certain caractère de vétusté, le disparate d'une institution toute nouvelle (1). »

Dans la même lettre, en félicitant Napoléon de la victoire de Somo-Sierra, et en lui souhaitant d'arriver bientôt à Madrid, le prince de Bénévent conservait le ton de la flatterie et de l'admiration. Mais son attitude réelle était bien différente. Il se répandait partout en critiques contre Champagny et Maret et surtout contre la manière dont l'affaire

(1) BERTRAND, p. 478 à 480.

d'Espagne avait été conduite avec leur connivence. Il fallait, disait-il, faire la guerre au roi d'Espagne et non à la nation espagnole ; alors celle-ci eût accepté Joseph comme jadis Philippe V (1). Devant Beugnot, chez Mme de Rémusat, dans les salons dont il était l'oracle, il prononçait des paroles acerbes contre cette faute irréparable de l'Empereur.

Il y eut plus. Dans une de ses réceptions, ordonnées par l'Empereur, on vit apparaître Fouché, avec lequel on le savait depuis longtemps brouillé, et l'on n'ignorait point que l'Empereur entretenait cette brouille avec soin. Le prince de Bénévent prit avec affectation le duc d'Otrante par le bras et ces deux figures blafardes se promenèrent longtemps ensemble devant les invités stupéfaits : ils faisaient ainsi connaître publiquement leur réconciliation. C'était déjà, comme en 1815, chez Louis XVIII, « le vice appuyé sur le bras du crime ». Le rapprochement avait été opéré par d'Hauterive, ancien oratorien comme Fouché, vieil ami de Talleyrand et chef de division au ministère des Relations extérieures. A ce trio d'anciens ecclésiastiques, qui se réunit à Bagneux dans la maison de d'Hauterive, il ne manquait, pour compléter un quatuor, que l'abbé Sieyès.

Il s'agissait en effet de remplacer Napoléon en cas qu'il fût tué par les balles ou assassiné en Espagne. Depuis Marengo, ce fut là l'incessante, et d'ailleurs légitime préoccupation de Talleyrand. Joseph, en Espagne, n'était plus libre de ses mouvements. Pour succéder à Napoléon, il fallait un militaire, parce qu'on était en guerre, mais facile à conduire en politique, faisant partie de la famille impériale et rassurant les Jacobins. Murat, qui avait pris une part active aux journées de Vendémiaire et à l'exé-

(1) Il écrivait à Caulaincourt, le 16 décembre 1808, après la prise de Madrid : « J'aurais voulu qu'on ait traité avec la junte au lieu de traiter avec les notables de la ville. »

cution du duc d'Enghien, convenait depuis longtemps à Fouché. Une lettre lui fut envoyée à Naples pour l'avertir de rentrer à Paris au premier signal (1). Mais Eugène de Beauharnais, prévenu par Lavalette, intercepta la lettre et la fit parvenir à l'Empereur. De son côté, Mme Lætitia, ayant surpris chez la princesse de Vaudémont quelques paroles d'entente entre Talleyrand et Fouché, prévint son fils. Napoléon fut également averti que Talleyrand et Fouché avaient dîné ensemble chez Mme de Rémusat.

Metternich (2) était aux écoutes. Il était alors passionnément épris de Caroline Murat. Les circonstances lui parurent si graves qu'il partit pour Vienne, à la fin de novembre, pour en rendre compte à sa Cour. Les armements reprirent activement en Autriche et la guerre fut, en principe, décidée pour le printemps suivant, sous la réserve que le rôle d'agresseur serait laissé à Napoléon. Au sujet de Talleyrand, l'empereur François et Stadion restaient étonnés, hésitants : « Agit-il dans le sens de son maître? Le sert-il sur une voie qui, toute divergente qu'elle paraît, peut tendre au même but, celui d'éviter des complications à la France, en nous berçant d'un espoir chimérique ; ou bien suit-il un point de vue distinct et personnel à lui et à quelques-uns des premiers personnages de l'État? Ne rien dire ; être prêt à tout entendre ; ne point croire sans gages, tels sont les principes généraux qu'on peut indiquer à M. de Metternich. »

(1) SAVARY (V, 167) signale la découverte en 1812 de dix-neuf lettres de Murat à Fouché datées de 1809, qui prouvaient que Murat espérait la succession de Napoléon.

(2) Pour le développement des événements qui vont suivre, j'utiliserai la correspondance de Metternich, ambassadeur à Paris, et celle du ministre Stadion, qui se trouvent aux Archives de Vienne. Les *Mémoires* de Metternich publiés en 1880 n'ont donné de cette correspondance que des extraits choisis. Les dépêches réservées et chiffrées, dans lesquelles l'ambassadeur rendait compte de ses rapports avec Talleyrand, et les réponses du ministre ont été pour la plupart omises ou tronquées ; elles étaient encore inédites.

Rentré à Paris, Metternich écrit, le 11 janvier 1809 : « J'ai trouvé la personne en question (Talleyrand) dans les mêmes dispositions dans lesquelles je l'avais quittée. Il ne me reste pas de doute que tous les partis ne soient pris *éventuellement*. On n'amènera pas de catastrophes, mais on profiterait de celles qui auraient lieu. Tel est le résumé de nos entretiens. On trouve l'attitude de l'Autriche bonne. On conseille de la tenir aussi forte. »

Le 17 janvier, après un nouvel entretien avec Talleyrand, l'ambassadeur écrit : « X... (Talleyrand) et son ami (Fouché) sont toujours de même très décidés dans l'occasion, si cette occasion se présente, n'ayant pas le courage assez actif pour la provoquer. » L'occasion, c'était la mort de Napoléon. Qu'entendait M. de Metternich par « courage actif ? » Était-ce comme les agents anglais sous le Consulat, pour le « coup essentiel (1) ? »

Le 20 janvier, Talleyrand fit voir à Metternich une lettre de Fouché prévenant que des chevaux étaient commandés sur la route de Bayonne pour un général. « Ce général, c'est l'Empereur. » Talleyrand montre encore des rapports de Champagny, une lettre de Dalberg, qui affirme « que l'Allemagne se monte toujours davantage. » « *Talleyrand, déclare Metternich, est d'accord qu'il ne faut pas se laisser prévenir par Napoléon s'il est décidé à nous faire la guerre.* »

Napoléon arriva le 23 janvier à Paris, brûlant les étapes à cheval, dans un état de colère concentrée. Dans l'après-midi du samedi 28, il fit appeler dans son cabinet Cambacérès, Lebrun, l'amiral Decrès, Fouché et Talleyrand. Il avait résolu d'exécuter ce dernier.

(1) Dès le 16 octobre 1807, Metternich écrivait à Stadion : « Le sort, la durée d'un Empire peuvent-ils dépendre de la frêle existence d'un individu ? On n'est que trop en droit de se faire cette question quand des moyens d'éviter un funeste conflit sont aussi problématiques. » C'était suggérer l'assassinat. (METTERNICH, II, 135. Cf. p. 120.)

La scène dura une demi-heure d'après Pasquier, selon d'autres plusieurs heures (1). L'Empereur se plaignit d'abord de ce qu'on avait égaré les esprits sur les événements du jour, interprété comme malheureuse une campagne marquée par des succès, et agi comme en présence d'une succession déjà ouverte. Il rappela les devoirs d'obéissance et d'absolue discipline qui liaient envers lui les grands dignitaires et les ministres. Enfin, ne se contenant plus, marchant à grands pas, gesticulant, il fondit sur Talleyrand, immobile, accoudé à une cheminée à cause de sa mauvaise jambe

— Vous êtes un voleur, un lâche, un homme sans foi, vous ne croyez pas en Dieu ; vous avez toute votre vie manqué à tous vos devoirs, vous avez trahi, trompé tout le monde ; il n'y a pour vous rien de sacré ; vous vendriez votre père. Je vous ai comblé de biens, et il n'y a rien dont vous ne soyez capable contre moi. Ainsi depuis dix mois, vous avez l'impudeur, parce que vous supposez à tort et à travers que mes affaires en Espagne vont mal, de dire à qui veut l'entendre que vous avez toujours blâmé mon entreprise sur ce royaume, tandis que c'est vous qui m'en avez donné la première idée, qui m'y avez persévéramment poussé. Et cet homme, *ce malheureux* (il désignait ainsi le duc d'Enghien), par qui ai-je été averti du lieu de sa résidence ? Qui m'a excité à sévir contre lui ? Quels sont donc vos projets ? Que voulez-vous ? Qu'espérez-vous ? Osez le dire ! Vous mériteriez que je vous brisasse comme un verre ! J'en ai le pouvoir, mais je vous méprise trop pour en prendre la peine !

D'après Mollien, il aurait encore ajouté :

(1) Elle a été relatée par Pasquier (I, 358) qu'il tenait de Decrès. Nous citerons plus loin d'après son texte. Elle est également racontée par Mollien (II, 334). Tous les contemporains la mentionnent, notamment Chateaubriand. La version de Thiers est intéressante parce qu'il eut communication des *Eclaircissements* inédits de Cambacérès.

— Pourquoi ne vous ai-je pas fait pendre aux grilles du Carrousel? Mais il en est bien temps encore. Tenez, vous êtes de la... dans un bas de soie.

D'après Metternich, il lui aurait aussi reproché la paix de Presbourg, qu'il qualifiait *d'infâme* et *d'œuvre de corruption*.

« Passant et repassant devant M. de Talleyrand, dit Thiers, lui adressant chaque fois les paroles les plus blessantes, accompagnées de gestes menaçants, il glaça d'effroi tous les assistants, et laissa ceux qui l'aimaient pleins de douleur de voir abaissée dans cette scène la double dignité du trône et du génie. »

Talleyrand resta impassible et muet. Plusieurs années après, l'amiral Decrès n'en revenait pas encore de cette maîtrise de soi. Roumiantsoff, écrivant à sa Cour, admirait « sa désinvolture ». Napoléon, dit Méneval, redevenu sous-lieutenant d'artillerie, l'avait menacé du poing : « Las de se heurter à un bloc inébranlable, il quitta la partie. » Talleyrand réussit ainsi à reconquérir sur Napoléon une sorte de supériorité et à le mettre en mauvaise posture. Reprocher à son ministre ses conseils, n'était-ce pas, de la part de Napoléon, se reconnaître coupable de les avoir suivis? Se plaindre qu'on ait considéré sa succession comme ouverte, n'était-ce pas souligner la faute qu'il avait lui-même commise envers la France, en restaurant la monarchie à son profit, sans se désigner d'héritier? Dans tous ses reproches, l'essentiel, la trahison, ne se trouvait pas. Elle eût justifié tous les châtiments. Mais Napoléon l'ignorait. Sa violence était donc injuste autant qu'impolitique, puisqu'elle ne portait, dans sa pensée, que sur ces propos de salon, qu'il ne pouvait supporter (1).

(1) Napoléon écrivait à Caulaincourt, le 6 février 1809 : « Vous entendrez beaucoup parler de ce que j'ai nommé un nouveau grand chambellan. Cette place est incompatible avec celle de vice-grand

C'est ainsi qu'après Austerlitz, un rapport de police sur les conversations du faubourg Saint-Germain avait déchaîné sa colère. Il aimait à dire qu'il était un « être de raison », qu'il calculait tout. Cette fois, son caractère impulsif l'emporta jusqu'à outrager sans cause. La vengeance suivit l'outrage.

Talleyrand sortit à pas lents du cabinet de l'Empereur. A ce moment, Napoléon aurait lancé sa dernière flèche sans réussir à l'émouvoir : « Vous ne m'aviez pas dit que le duc de San Carlos était l'amant de votre femme. — Je n'avais pas pensé, Sire, que ce rapport pût intéresser votre gloire et la mienne. » Talleyrand aurait encore dit aux assistants terrifiés et qui s'attendaient à le voir arrêter : « Quel dommage qu'un si grand homme ait été si mal élevé ! » Comme il sortait, Duroc vint lui demander sa clef de chambellan. Il n'aima jamais à parler de cette scène et n'en fit pas confidence à Metternich, qui l'apprit d'ailleurs. Dans ses *Mémoires*, il laisse négligemment entendre que Napoléon lui fit, en public, des scènes violentes. « Elles ne me déplaisaient pas, car la peur n'est jamais entrée dans mon âme ; et je pourrais presque dire que la haine qu'il manifestait contre moi lui était plus nuisible qu'à moi-même. »

électeur. Le prince de Bénévent, d'ailleurs, continuait à s'abandonner à cette insouciance et à cette coterie de mauvaises mœurs qui l'environne, ce qui donne lieu à des *commérages* qui sont peu agréables. »

De même, dans une conversation avec Rœderer, du 6 mars 1809, Napoléon ne se plaint que d'avoir été critiqué par Talleyrand dans les affaires d'Espagne et du duc d'Enghien, malgré les conseils qu'il avait donnés. « Je ne lui ferai aucun mal ; je lui conserve ses places ; j'ai même pour lui les sentiments que j'ai eus autrefois, mais je lui ai retiré le droit d'entrer à toute heure dans mon cabinet. Jamais il n'aura d'entretien particulier avec moi ; il ne pourra plus dire qu'il m'a conseillé ou déconseillé une chose ou une autre. » (Rœderer, *Journal*, p. 245).

Enfin dans le traîneau de Smorgoni, il parle à Caulaincourt de la *malveillance* de Talleyrand à son égard après Baylen, mais non de sa *trahison* (CAULAINCOURT, II, 253). Devant la reine Hortense, il traita aussi Talleyrand de « vieille commère ».

La lettre par laquelle l'Empereur faisait connaître au vice-grand électeur qu'il n'était plus grand chambellan est datée du 27 :

« Mon cousin, le bien de mon service me faisant désirer que la place de grand chambellan de mon palais ne soit pas réunie dans la même personne avec celle de vice-grand électeur de l'Empire, mon intention est que vous remettiez au grand maréchal du Palais (le maréchal Duroc) la clef de grand chambellan. »

Talleyrand y répondit le lendemain :

« Sire, j'ai obéi aux ordres de Votre Majesté en remettant à M. le grand maréchal du Palais la clef de grand chambellan. Mais que Votre Majesté me permette de le lui dire : je lui ai pour la première fois obéi avec douleur. Des dignités dont Elle avait daigné m'honorer, celle qui m'attachait plus spécialement au service de sa personne m'était la plus chère. Ainsi l'un des bienfaits de Votre Majesté est devenu pour moi le sujet des plus vifs regrets ! Ma consolation est d'appartenir à Votre Majesté par deux sentiments qu'aucune douleur ne saurait ni surmonter, ni affaiblir, par une reconnaissance et un dévouement qui ne finiront qu'avec ma vie (1). »

Dans la soirée, Talleyrand courut chez ses amies, Mme de Rémusat, la vicomtesse de Laval. « Vous ne vous êtes pas jeté sur lui », se serait écriée celle-ci. « Ah ! j'y ai bien pensé, mais je suis trop paresseux pour cela. » Son impassibilité n'était qu'apparente. Rentré chez lui, il éprouva une sorte de saisissement ; les médecins furent inquiets pour sa vie. Dans la nuit, il se reprit, réfléchit, et à la différence de Napoléon, il agit.

Le lendemain dimanche 29 janvier, il alla trouver Metternich. Un rapport inédit de l'ambassadeur

(1) LACOUR-GAYET, IV, p. 104 et 105 (Archives Broglie).

d'Autriche jette une complète lumière sur la décision qu'avait prise Talleyrand pendant la nuit. Ce rapport, en date du 31 janvier, était « réservé et chiffré ». Il fut placé entre des pièces humides et parvint à Vienne difficilement déchiffrable. Le ministre Stadion en demanda aussitôt la répétition qui lui fut envoyée le 23 février suivant. Nous en donnerons les passages essentiels.

« La tension commence à acquérir son plus haut degré. L'Empereur n'a jusqu'à présent pas osé attaquer Fouché. La voie qu'il choisit contre Talleyrand montre que ces hommes sont ancrés très fort. L'Empereur se cuirasse; il serait plus simple de paralyser ses adversaires; *il ne l'ose donc pas*. Le gant est décidément jeté entre les parties. X... (Talleyrand) s'est dépouillé de tout masque vis-à-vis de moi. Il me paraît très décidé à ne pas attendre (*indéchiffrable*) la partie. Il m'a dit avant-hier que le moment était arrivé; qu'il croyait de son devoir d'entrer en relations directes avec l'Autriche. Il me dit que, dans le temps, il avait refusé les offres que lui fit le comte Louis Cobenzl; que dans le moment il les accepterait. Il motiva ce premier refus par la place qu'il occupait à cette époque. Je suis libre maintenant et nos causes sont communes. Je vous en parle avec d'autant moins de retenue que je crois que chez vous on désire m'obliger. — Il m'a fait pressentir qu'il avait besoin de quelques centaines de mille francs, l'Empereur l'ayant sapé jusque dans ses fondements par l'entretien des princes espagnols et l'achat de sa maison. Je lui répliquai que l'empereur (François) n'était pas éloigné de lui procurer sa reconnaissance s'il voulait servir la cause générale. Il répondit qu'elle était la sienne, qu'il ne lui restait plus que de périr avec elle (23 février : qu'à triompher ou à périr avec elle). — Etes-vous étonné de la proposition que je vous fais? me demanda-t-il. — Non, lui dis-je, je la

regarde comme un gage véritable (23 février : qu'il voulait donner à la cause commune). »

Metternich demande alors à l'Empereur de lui adresser trois ou quatre cent mille francs en lettres de change à ordres supposés sur la Hollande : « Quelque forte que paraisse cette somme, elle est bien inférieure aux sacrifices auxquels on est habitué et les résultats de son emploi peuvent être immenses. » (23 février) : « Je ne puis au reste détailler l'utilité dont X... m'est, depuis que nos relations ont pris ce caractère. Je prie Votre Excellence de calculer sur l'échelle la plus élevée... La personne qui s'est engagée à me procurer la dislocation de l'armée n'a pas encore été à même de me tenir parole. »

Après s'être ainsi livré à l'Autriche, Talleyrand, le soir du même jour, se rendit tranquillement aux Tuileries où il y avait cercle de cour dans la salle du trône. Il arriva le premier. Napoléon parla à ses deux voisins et passa devant lui sans le regarder. « Désarmé, dit Thiers, par cette soumission calculée, l'Empereur découvrit le calcul, mais agréa l'humilité. » Le dimanche suivant, il revint. Tout se passa de même. Mais son voisin tardant à répondre à une question de l'Empereur, Talleyrand répondit à sa place. Tout en violant l'étiquette, il avait rompu la glace. Ses rapports avec l'Empereur étaient redevenus normaux.

Le 30 janvier, le *Moniteur* annonça que le prince de Bénévent était remplacé comme chambellan par M. de Montesquiou. Napoléon avait choisi un grand nom et un honnête homme. Talleyrand avait perdu sa place et son traitement de quarante mille francs. C'était beaucoup pour lui, mais en fait ce n'était rien. Napoléon avait foudroyé dans le vide un homme que, par ses insultes, il poussait à toutes les vengeances (1). On s'en est étonné à tort, puisque

(1) Mme de Talleyrand fut rayée des invitations de la Cour et le duc de San Carlos reçut l'ordre de se fixer à Bourg-en-Bresse.

Napoléon ignorait que Talleyrand le trahissait depuis Erfurt. La punition était, dans sa pensée, proportionnée à la faute ; mais elle ne l'était pas à sa propre violence. Metternich conclut, en bonne logique, que Napoléon avait peur. Peut-être la générosité de l'Empereur fut-elle l'effet de son orgueil. Il voulut montrer à Talleyrand qu'il pouvait l'anéantir, mais qu'il ne le craignait pas.

Les rapports intimes se continuèrent entre Talleyrand et Metternich. Ils durent se rencontrer dans les salons qu'ils fréquentaient pour ne pas éveiller l'attention de la police, que d'ailleurs Fouché dirigeait toujours. Le 1^{er} février, Metternich écrit à son gouvernement :

« X... vient de me faire prévenir que le général Oudinot a reçu l'ordre de se porter sur Augsbourg et sur Ingolstadt. Un courrier a été dépêché à Munich avant-hier pour y porter cette nouvelle. Il n'a encore rien pu apprendre sur les ordres qu'il pourrait avoir (*indéchiffrable*) à sa disposition. Il faut attacher une grande valeur à tous les mouvements du corps d'Oudinot, vu le cas particulier que l'Empereur fait de ce corps. Il regarde la communication que m'a faite ce matin M. de Champagny comme la preuve irrécusable que l'Empereur est décidé à la guerre. X... croit que l'on devrait prendre immédiatement pour prétexte de mise sur pied de guerre le mouvement que fera Oudinot ; et surtout qu'on ne perde pas de temps, toute illusion serait criminelle. Napoléon veut positivement la guerre. »

Le 23 février, Metternich relit ces textes à Talleyrand qui approuve et ajoute qu'il faut parler avec la Russie de manière à lui prouver que c'est Napoléon qui provoque la guerre. Metternich écrit : « X... demande ce qui arriverait en Allemagne si on enlevait le corps d'Oudinot. »

Et le 27 février : « X... rapporte qu'un affidé de l'empereur Napoléon lui a dit que nous ne sommes

prêts nulle part ; que nous n'avons rien d'aucun côté. »

Stadion n'avait été qu'insuffisamment éclairé par le rapport secret de Metternich du 31 janvier. Cependant, dès le 10 février, il s'empresse d'écrire : « Au reste, l'Empereur m'a ordonné de vous donner carte blanche au sujet de X... et vous êtes autorisé à lui assurer tout ce qu'il pourra raisonnablement désirer dès que vous serez convaincu qu'il veut et qu'il peut nous rendre de véritables et d'importants services. »

Le 10 février, il confirme que « l'Empereur veut entrer dans les propositions de X... et il vous autorise à ne pas vous laisser arrêter par les sommes dès qu'il s'agit de services réels, essentiels et non purement de vagues promesses. Cependant il ne veut pas s'exposer non plus à des avances trop considérables à moins d'être assuré qu'elles engageront X... à des démarches essentiellement utiles au service et qui présentent de grands résultats. Nous profitons donc de l'incident de la dépêche illisible, dont vous aurez trouvé à propos d'instruire la personne en question, pour vous envoyer au hasard une somme de cent mille francs dont vous pourrez disposer pour le convaincre que nous n'hésitons point sur l'objet même, mais que nous ne balançons que sur la manière de faire passer ces envois, crainte de compromettre, et que nous attendons vos éclaircissements ultérieurs. Vous saisissez cette circonstance pour lui faire entrevoir que ce sera d'après la valeur des services que se régleront les sommes et pour le mettre dans le cas de se prononcer avec plus de précision sur ce qu'il pourra et sur ce qu'il voudra faire. M. de Mier (courrier) ajoutera quelques explications verbales à ce que je viens de vous marquer. »

Enfin, le 12 mars, au moment où la Grande Armée se prépare à se mettre en mouvement, Stadion écrit à Metternich :

« Je suppose que nous recevrons dans peu de jours

des notions de la part de Votre Excellence en conséquence de ce que j'ai eu l'honneur de lui adresser relativement à X... tant par écrit que verbalement par M. de Mier. Il vous aura prévenu sans doute de l'idée que nous avons de faire passer les sommes dont il s'agit par un intermédiaire quelconque, soit une maison de commerce, soit un individu qui aurait la confiance de X... dans l'étranger, ce qui nous paraît la manière la plus sûre pour éviter mutuellement d'être compromis. J'attends là-dessus votre opinion, monsieur le comte, pour que, dans le cas où X... rejetât ce moyen, je puisse vous faire passer encore des sommes par le prochain courrier. C'est bien actuellement le véritable moment où ses services pourront devenir essentiels, s'il y met réellement de la bonne volonté... Un point essentiel serait celui de convenir d'avance d'une voie de communication aussi sûre et régulière que possible *après la rupture*. Il s'agirait peut-être de la conduire de chaque côté jusqu'aux armées respectives, ou bien par quelque détour à travers les pays qui ne seraient pas pour le moment le théâtre des hostilités. »

Fort de l'approbation impériale, Metternich écrit le 7 mars : « Mes relations avec X... sont très actives. C'est en grande partie par son organe que j'apprends de moment à autre ce qui peut nous intéresser. Je supplie Votre Excellence de vouloir bien pousser jusqu'à la somme que j'ai demandée. Les circonstances sont trop importantes pour qu'il ne soit urgent de mettre tout en jeu. Je me suis procuré du cabinet de l'Empereur deux mémoires d'un intérêt immense sur la position du moment. Un courrier ne me paraît pas assez sûr pour les faire passer. La Russie n'y étant pas mieux traitée que l'Autriche, je les ai fait parvenir à Pétersbourg. La politique de Napoléon s'y trouve et le fin mot en est : destruction de tout ce qui ne ressort point du fondateur de la nouvelle dynastie. »

Dans la même lettre, Metternich parle des dépêches de Caulaincourt, dont il a eu communication. Le 17 mars, il annonce l'envoi de la dernière dislocation de l'armée française, copiée au dépôt de la guerre, des tableaux détaillés de l'État de toutes nos armées et donne beaucoup de détails militaires très précis. Le même jour, il annonce que l'empereur Alexandre vient d'écrire à Napoléon pour que Talleyrand soit envoyé à Pétersbourg afin d'y négocier avec Roumiantsoff la paix avec l'Angleterre. « Il est à supposer que ce choix ne sera pas plus agréable à Napoléon que le fond de la proposition même. » Cette proposition n'eut, en effet, pas de suite.

Les 20 et 23 mars, Metternich donne encore à son gouvernement la substance des dépêches de Caulaincourt à d'Andréossy, ambassadeur à Saint-Pétersbourg et à Vienne. Enfin, le 23 mars, il écrit :

« Je prends maintenant les dispositions pour entretenir avec Talleyrand une correspondance active *pendant le cours de la guerre*. Nous regardons Francfort comme le meilleur point intermédiaire. Talleyrand est fixé sur le choix de la personne qui lui servirait dans cette ville (1). Francfort convient-il à Votre Excellence? Y a-t-il un individu que, de notre côté, on pourra y employer? »

Le 31 mars 1809, Stadion accepte Francfort, où régnait le prince-primat Charles-Théodore de Dalberg, grand ami de Talleyrand et oncle du duc de Dalberg, son confident.

« Les maisons de banque que vous indiquez sont averties et vos traites ne souffriront pas de difficultés. Si cette seconde somme ne suffit pas, vous pourrez

(1) Sans doute le banquier Bethmann ou les Dalberg. — Maurice-Simon Bethmann, banquier à Francfort, avait été nommé par Alexandre I^{er} conseiller d'État russe. En cette qualité, il assista au congrès d'Erfurt. Il avait reçu de l'empereur François le titre de gentilhomme du royaume d'Autriche. Sa banque servait à toutes les tractations autrichiennes et russes.

tirer encore de la même manière, ce qui vous compromettra d'autant moins que cette proposition aura l'air d'être provoquée par le dérangement que votre départ subit de Paris (1) vous occasionne. Cependant, je dois observer qu'en n'épargnant pas les sommes indispensables, il est nécessaire d'y mettre toute l'économie que la circonstance permet.

« Sa Majesté agréee fort l'idée que vous proposez d'une communication par Francfort. Puisque Votre Excellence dirigera sa route par cet endroit, ce sera le mieux qu'elle y établisse elle-même, à son passage, *les arrangements qui sont convenus à Paris*. S. A. I. l'archiduc (2) s'occupera d'établir de là des communications avec nos armées et il ne s'agira que de connaître la personne employée dans cette ville pour l'activer sur-le-champ. »

Après la paix de Vienne, Metternich, nommé ministre des Affaires étrangères, ne revint pas à Paris. Schwarzenberg le remplaça et ne fut pas mis dans le secret. Il est assez difficile de savoir combien de temps Talleyrand resta au service payé de l'Autriche. Mais il est bien certain que l'alliance autrichienne qu'il conseillait en 1805 demeura jusqu'en 1815 l'axe de sa politique. Depuis 1809, il n'a rien fait que d'accord avec Metternich.

Napoléon fut, en 1809, aussi aveugle qu'en 1808 à Erfurt. Il ignore la trahison de Talleyrand. Il l'ignore à tel point qu'il ne cessera jusqu'à la fin de 1813 de regretter et de rechercher ses services. A Sainte-Hélène il disait à Gourgaud : « Je défie aucun individu de m'attraper. Il faudrait que les hommes fussent bien scélérats pour l'être autant

(1) Metternich, retenu par le gouvernement français, ne quitta Paris que le 26 mai. Le 3 avril, dans un rapport déjà publié, il écrit une phrase qui paraît dictée par Talleyrand, car elle résume toute sa pensée : « La France ne fait plus la guerre depuis la paix de Lunéville. C'est Napoléon qui la fait avec des moyens français. »

(2) L'archiduc Charles, commandant des armées autrichiennes.

que je le suppose. » Cependant, de 1808 à 1814, il fut constamment joué par Talleyrand. Les deux empereurs d'Autriche et de Russie, Stadion, Metternich, plus tard Nesselrode et Floret, étaient seuls dans le secret. Talleyrand correspondait par les courriers étrangers et la police impériale, qui surveillait ses lettres, quand il les envoyait par la poste, n'en trouvait que d'insignifiantes ou faites pour être lues (1). Napoléon croyait que Talleyrand ne pourrait jamais se réconcilier avec les Bourbons et qu'il avait donc intérêt à le soutenir. C'est pourquoi il ne se défia pas suffisamment.

Pendant la guerre de 1809, le vice-grand électeur, en apparence inactif, conservait le masque du parfait courtisan. Après la victoire d'Eckmühl et la prise de Ratisbonne où Napoléon fut légèrement blessé, il lui écrivit :

« Il y a treize jours que Votre Majesté est absente, et elle a ajouté six victoires à la merveilleuse histoire de ses précédentes campagnes. Elle ne pouvait nous étonner que de cette manière ; car aucun triomphe ne pourra nous surprendre par sa grandeur, mais aucun de nous ne comprendra jamais qu'une campagne ait pu approcher si près de son terme lorsqu'on s'attendait à peine qu'elle pût être près de son début.

(1) Le 9 janvier 1817, l'Empereur disait à Gourgaud qu'il faisait aussi surveiller par la poste la correspondance des amis de Talleyrand, notamment Laforêt, ainsi que celle des ministres étrangers. Ceux-ci, prévenus, « disaient ce qu'ils voulaient que je susse sur le compte de M. de Talleyrand... Talleyrand faisait tout ce qu'il pouvait pour faire croire que c'était à lui qu'étaient renvoyés les paquets afin d'empêcher les ministres étrangers de dire du mal de sa personne. Un jour, Mlle Raucourt écrivait de lui : « Quand on veut le faire parler on n'y peut pas parvenir, c'est une vraie boîte de fer-blanc ; « mais après la soirée, dans un petit cercle de cinq ou six amis, on « n'a qu'à le laisser aller ; il bavarde alors comme une vieille femme. » « C'était exact ; j'en plaisantai Talleyrand qui ne pouvait pas com-
prendre d'où je connaissais le propos. »

« Je ne sais s'il me sera permis, Sire, de parler à Votre Majesté des dangers qu'elle a consenti à courir ; ils sont connus ici de bien peu de gens. Mais j'ose l'assurer que lorsque, malgré tous les efforts que l'on a raison de faire pour les cacher, l'effrayante nouvelle en sera devenue publique, tous les cœurs seront brisés de douleur et je ne crains pas d'ajouter que l'impression ira jusqu'à affaiblir la reconnaissance et l'admiration dont tous vos sujets doivent être pénétrés, mais votre vie fait notre existence.

« Il ne me reste rien à faire ici, où je ne puis servir Votre Majesté. Tout ce qui me rappelle le temps où j'étais assez heureux pour que mes moments fussent utiles à son service, contribue à attrister mon séjour à Paris. J'y resterai encore quelques jours pour placer ma nièce dans sa nouvelle famille et j'irai aux eaux de Bourbon-l'Archambault, où mon seul désir et ma plus vive espérance seront de recevoir des nouvelles d'Allemagne. Tout éloigné que je suis de la scène de ses glorieuses entreprises, je n'existe pas moins par tous mes sentiments, par toutes mes pensées dans le premier rang de ses serviteurs qui ont placé ce qu'ils attendent personnellement de considération, de gloire et de bonheur dans l'accomplissement des grandes vues de Votre Majesté (1). »

Soucieux également d'expliquer sa disgrâce à l'honnête et crédule Caulaincourt, Talleyrand lui écrivait dès le 6 février : « Vous aurez appris que l'Empereur a nommé un nouveau grand chambellan. Le langage à cet égard a été déterminé par le *Moniteur*. Mais je ne puis pas me dissimuler qu'il n'y ait dans cette nouvelle disposition des choses qui me sont pénibles... J'ai une sorte de peine qu'un homme délicat comme vous comprendra à merveille. » Et le 17 mars : « La mauvaise humeur gros-

(1) BERTRAND, p. 481-482.

sièrement exprimée est devenue de la politesse ; la politesse est devenue de l'obligeance par les formes prises aux derniers cercles, et les choses en sont là... La rigueur que l'Empereur m'a témoignée ne peut affaiblir ma reconnaissance pour les bontés dont il m'a si longtemps comblé et pour les bienfaits qu'il a répandus sur moi, et, s'il était possible que, dans la suite, éclairé contre les préventions qu'il paraît avoir adoptées, il me crût encore utile, il me retrouverait entièrement dévoué comme je l'ai toujours été, comme je le serai toujours. Le bien germe et laisse des racines indestructibles dans un cœur élevé ; le mal glisse et s'efface. Il y a des liens qui durent la vie et ceux que j'ai contractés avec l'Empereur ne finiront qu'avec moi (1). »

Quand Napoléon revint à Paris à la fin d'octobre, après avoir conclu la paix de Vienne, à laquelle Talleyrand n'eut aucune part, il avait cependant de nouvelles raisons de se défier de son ancien ministre. Connaissant sa réconciliation avec Fouché, il ne pouvait douter qu'en son absence les deux hommes n'aient continué leur accord et que cet accord n'ait été complet dans l'affaire de Walcheren.

On sait que la flotte anglaise ayant débarqué, le 30 juillet 1809, quelques semaines après la bataille de Wagram, des troupes dans cette île, Fouché, ne perdant pas son sang-froid, avait provoqué l'envoi à Anvers de Bernadotte, adversaire sournois de l'Empereur. Comme ministre intérimaire de l'intérieur, il avait organisé à Paris une garde nationale de 30 000 hommes. Ses cadres furent composés de la haute bourgeoisie et de l'ancienne noblesse opposées secrètement à l'Empire ; le frère de Talleyrand, Archambault, y figurait ainsi que son ami Montrond ;

(1) Talleyrand à Caulaincourt, 6 février et 17 mars 1809.

Stanislas de Girardin, un des opposants du faubourg, en fut colonel. Si Anvers était pris, si les Anglais barraient la route de Paris à l'armée française, si l'Empereur lui-même était tué ou renversé, Talleyrand et Fouché, liés secrètement depuis 1808 dans cette prévision et appuyés à Paris, puis dans les départements, par la garde nationale, disposeraient des événements. L'alarme se répandit dans l'entourage de l'Empereur, alors enfermé à Schœnbrunn en proie aux convulsions nerveuses qu'il avait déjà éprouvées à Strasbourg en 1805.

Ce qui était plus grave encore, c'est que Montrond, le confident intime de Talleyrand, qui lui servait alors d'intermédiaire avec Fouché, fut soupçonné d'avoir appelé les Anglais à Anvers. La question reste encore douteuse et obscure. Montrond, exilé à Anvers après la disgrâce de Talleyrand, fut enfermé à Ham l'année suivante, après la disgrâce de Fouché (1).

L'affaire de Walcheren est encore mal connue. Elle paraît bien reposer sur un nouvel accord de Talleyrand et de Fouché en vue de s'emparer du pouvoir en cas de mort de l'Empereur. C'est pourquoi Nesselrode l'appelle « la conspiration des hypothèses » et y voit même un effet de l'esprit d'opposition qui se manifestait déjà dans l'armée comme dans la nation.

« Ce n'étaient plus les soldats de Marengo, d'Ulm et d'Iéna ; les vieilles bandes étaient en Espagne, et y avaient péri en grande partie. L'armée d'Allemagne était une armée nouvelle. L'esprit en était altéré ; celui des officiers supérieurs surtout se prononçait hautement contre les projets de destruction universelle de l'Empereur ; parmi eux se distinguèrent Bernadotte et Masséna.

« L'opinion de la France abondait dans ce sens,

(1) V. MADELIN, *Fouché*, II, 126 et suivantes,

et présentait même un caractère plus alarmant encore. La conviction que ce n'était plus elle, mais l'empereur Napoléon qui faisait la guerre, devenait plus générale : on se lassait de son système fatigant, et on concevait des inquiétudes sérieuses sur le sort d'une nation gouvernée par un chef qui, tous les ans, en jouait l'existence sur une carte. Les personnes du gouvernement chargées d'influencer l'opinion cherchèrent à rassurer à cet égard, et firent même entrevoir un avenir de paix, de prospérité et de bonheur, pour le cas où l'Empereur ne reviendrait pas de la guerre. C'est ce que l'on appela la conspiration des hypothèses. On fit plus : lors de l'organisation des gardes nationales de Paris, on chercha à y placer, comme officiers, des individus connus par leurs bonnes intentions : et à ceux qui ne voulurent pas s'y prêter, on insinua secrètement qu'il serait bon que, dans ces circonstances, des gens bien pensants et sincèrement dévoués aux vrais intérêts de leur patrie eussent les armes à la main (1). »

Au retour de l'Empereur à Paris, il semble donc que Talleyrand devait avoir définitivement perdu toute faveur. Nous allons cependant le voir rentrer en scène et avec son indifférence habituelle au choix des moyens, chercher, sans se lasser, à diriger les événements.

(1) NESSELRODE, *Lettres et papiers*, III. Note pour Speranski, mars 1810, p. 238-239.

XIII

NESSELRODE ET FLORET

(1809-1812)

Talleyrand disgracié mais regretté par l'Empereur. — Floret et Nesselrode sont accrédités près de Talleyrand par l'Autriche et la Russie. — Correspondance secrète de Nesselrode avec Speranski. — Talleyrand revient en faveur au moment de la négociation du mariage autrichien. — Son rôle important à cette occasion. — Talleyrand déclare à Nesselrode que Napoléon veut rétablir la Pologne et que la Russie ne peut l'éviter qu'en faisant la paix avec la Turquie et en se rapprochant de l'Autriche. — Espionnage de Nesselrode. — Disgrâce de Fouché. — Metternich, poussé par Talleyrand, se rapproche de la Russie. — Alexandre prépare aussitôt la guerre. — Napoléon, averti par les Polonais, arme à son tour. — Talleyrand prévient Nesselrode. — Dalberg prévient Schwarzenberg. — Demande d'argent de Talleyrand à l'empereur Alexandre. — Napoléon essaie de ruiner Talleyrand pour l'avoir à sa discrétion. — Envoi de Tchernicheff à Paris. — Il espionne et pousse à la guerre. — Talleyrand s'y oppose et détermine Alexandre à renoncer à l'offensive. — Arrivée de Caulaincourt qui se rallie entièrement aux vues de Talleyrand. — Napoléon accepte l'idée de Talleyrand d'une garantie autrichienne donnée à la Russie contre un rétablissement de la Pologne. — Il le déclare à Kourakine et désigne Nesselrode comme négociateur. — Nesselrode à Pétersbourg. — Refus d'Alexandre, décidé à la guerre.

L'Autriche écrasée se trouvait pour plusieurs années enchaînée à son vainqueur. Le grand Empire de 1810 était aussi imposant que l'empire romain. Napoléon vécut alors l'instant le plus éclatant du « roman de sa vie ». Par son mariage avec Marie-Louise il étonna ses contemporains plus encore que par ses victoires. Entrer dans le lit d'une archiduchesse, après avoir outragé tous les rois, leur parut un exploit incroyable, unique et dont les effets pouvaient être durables, puisqu'en comblant son

ambition, il l'incitait à la modération. Ce pouvait être le point de départ d'une politique nouvelle. Mais Napoléon n'y vit qu'une étape dans la voie fatale où il s'était engagé sans retour : assujettir l'Europe pour réduire l'Angleterre à merci. Le 20 mars 1811, il donnait à son immense empire un héritier, le roi de Rome.

Au contraire, après la fameuse scène du 29 janvier 1809, qui consumma sa disgrâce, Talleyrand s'efface comme anéanti par la foudre. Du cabinet de l'Empereur le voilà relégué à sa table de whist. Après avoir accompagné la victoire, agréé les hommages des souverains et de leurs ministres, le voilà presque ruiné, réduit, dans les salons dédorés du faubourg Saint-Germain, à jouer les vieux amoureux et ne paraissant plus que dans les cérémonies où son air méprisant et sa béquille faisaient partie du décor.

Le traité de Vienne a déjoué tous ses plans. L'Autriche est abattue, mais il ne l'est pas. Il s'obstine dans sa résolution de contraindre à la paix le conquérant, qui mène à leur perte l'Empire et la France. Il imagine toujours que Napoléon est maître de s'arrêter quand il le voudra. Un désir de vengeance contre l'homme qui l'a insulté publiquement s'unit désormais à sa constante conviction et la renforce. Sous les dehors du courtisan peut-être est-il alors le seul en France et en Europe à regarder de ses yeux morts le grand homme en face.

Mais ce qui surprend plus encore, c'est que cet homme indolent, qui passe ses jours en frivolités et ses nuits au jeu, ne cesse de troubler le repos de Napoléon. L'Empereur l'a séparé des Bourbons, lié à lui, par le mariage de Mme Grant, par Enghien et par Valençay. Talleyrand est son prisonnier, et cependant il lui échappe. En vain Napoléon le surveille, l'épie, fait écouter ses conversations, ouvrir ses lettres ; il le soupçonne, mais ne trouve rien, sinon des

bavardages ou des vénalités, c'est-à-dire, dans un tel drame, moins que rien. Il en est réduit à le traiter de « vieille commère », à surveiller ses amis ou à l'attaquer dans sa femme, diversion pitoyable et qui ne met pas les rieurs de son côté.

Il y a plus. Si la présence de Talleyrand inquiète l'Empereur et l'obsède, son absence laisse un vide à ses côtés. Ne trouvant autour de lui qu'officiers raidis, commis inclinés, consciences asservies, esprits inertes, il s'écrie : Ah ! si Talleyrand était là... Alors, il se rapproche de son ancien ministre, se plaît à l'écouter, goûte sa claire raison, son fin cynisme, paraît suivre ses avis toujours opportuns, comme pour mériter son approbation ; puis, brusquement, découvrant sous l'habileté des formes l'opposition foncière, repris de défiance, ressaisi par la colère, il se laisse aller à des éclats grossiers qui s'émoussent devant une froideur ironique ; il écarte le traître, qu'il n'a pas les moyens de confondre, menace, médite des vengeance, l'exil, la prison, pire encore, et finalement ne fait rien, irrésolu, impuissant devant le vieil homme qui conspire contre lui, mais avec tout le monde, et qui est redoutable car il incarne la paix.

Avec une intrépidité sans scrupules, mais non pas sans dangers, Talleyrand continue donc à lutter secrètement contre la victoire. De ses agissements on ne peut trouver de trace dans les documents français. La police impériale n'en a jamais saisi la trame. Ni les *Mémoires* de Savary, ni les papiers de Maret n'en donnent connaissance. En 1818, Savary écrivait (1) : « Ah ! si j'avais su seulement la millième partie des vilénies du misérable (Talleyrand) qui a aujourd'hui la lâcheté de l'insulter (Napoléon). » C'est donc aux documents étrangers que l'on doit recourir.

(1) Savary à la comtesse de Kiekmannsegge. Gratz, le 8 mai 1818.

L'Autriche fut représentée à Paris, après le traité de Vienne, par le prince de Schwarzenberg, grand seigneur et militaire, que Talleyrand dédaigna de fréquenter. Schwarzenberg écrivait lui-même à Metternich qu'il voyait Berthier pour ne pas être réduit à Champagny, lequel ne lui disait rien. Le prince Kourakine, ambassadeur de Russie, avait encore moins d'importance. Obèse, goutteux, constellé de pierreries, important, bizarre et insignifiant, il représentait à merveille l'alliance de Tilsitt. Les véritables ambassadeurs d'Autriche et de Russie à Paris étaient accrédités secrètement non pas près de Napoléon, mais près de Talleyrand. L'un était le chevalier de Floret, l'autre le comte Charles de Nesselrode, tous deux conseillers de leurs ambassades respectives.

Floret était un modeste employé, originaire des provinces belges. En l'envoyant à Paris le 27 août 1803, Louis Cobenzl écrivait à son cousin Philippe Cobenzl : « Quoique vous me dites que vous ne voulez qu'un scribe, j'imagine que vous ne vous fâcherez pas contre nous si nous vous envoyons un homme qui sait très bien le français, l'allemand, l'anglais et le hollandais, qui copiera tout ce que vous voudrez et qui, en même temps, est en état de rédiger tout ce dont vous le chargerez, et par conséquent de vous soulager pour des notes, billets, apostilles, etc., qui a des formes aimables, qui est d'une grande modestie, parfaitement sûr et qui est l'ami intime de Kernthoffer (1). Tel est l'homme que nous vous destinons. Il s'appelle Floret, il a été longtemps au service de feu l'électeur de Cologne, a vécu quelques années à Paris comme professeur à l'École militaire. Il est à présent notre secrétaire à la Légation de Hollande (2). »

(1) Secrétaire de l'ambassade d'Autriche à Paris,

(2) *Archives de Vienne*.

Floret, depuis 1803, n'avait pas quitté Paris sauf pendant la guerre. Il a laissé sous la forme de lettres officielles, de bulletins réservés ou de journal, une correspondance précieuse, destinée à être lue seulement par Stadion, puis par Metternich, qui le tenait en haute estime. Renseigné autant que modeste et discret, il connaissait depuis longtemps Talleyrand, qui lui confiait, en dehors de Schwarzenberg, tout ce qu'il voulait faire parvenir à Metternich. Celui-ci vint à Paris en mission extraordinaire pour le mariage de Marie-Louise, de mars à octobre 1810, ce qui annula momentanément le rôle de Floret. Les rapports de Talleyrand et de Metternich se modifièrent d'ailleurs après le mariage de Napoléon avec Marie-Louise, et l'alliance qui s'ensuivit. Bien que dans la correspondance autrichienne il soit toujours désigné par la lettre X, il semble que les subsides autrichiens, qu'il avait reçus en 1809, aient cessé à cette époque. Du moins on n'en trouve plus trace.

Le comte Charles de Nesselrode, le futur chancelier alors âgé de trente ans, se rendit à Paris au mois de mars 1810 pour occuper les fonctions de conseiller de l'ambassade et sous le prétexte de négocier un emprunt. Il se présenta aussitôt chez Talleyrand : « J'arrive de Pétersbourg, lui dit-il ; je suis officiellement employé près du prince Kourakine, mais c'est auprès de vous que je suis accrédité. J'ai une correspondance particulière avec l'Empereur et je vous apporte une lettre de lui (1). »

La correspondance de Nesselrode fut adressée à l'empereur Alexandre par l'intermédiaire du conseiller Speranski, alors tout-puissant auprès de lui et considéré comme francophile. Ni l'ambassadeur

(1) TALLEYRAND, I, 321. — Cf. NESSELRODE, II, 66, 70. — Faisant partie de l'ambassade de Russie à Paris depuis la fin de 1807, Nesselrode avait été mis en rapports avec Talleyrand par son parent Dalberg et par Choiscul-Gouffier, qui avait épousé une Russe et servit toujours à Talleyrand d'agent secret pour les affaires russes.

à Paris Kourakine, ni le ministre Roumiantsoff n'en eurent connaissance. « C'était, dit Nesselrode, mes entretiens avec M. de Talleyrand et quelques autres personnes opposées à la croissante ambition de Napoléon qui en firent les frais. A cette opposition s'était rallié M. de Caulaincourt, alors ambassadeur de France en Russie. Dans des conversations secrètes, il avait rendu l'empereur Alexandre attentif aux dangers dont l'ambition de son maître menaçait la Russie. »

La correspondance de Nesselrode se poursuivit de mars 1810 à septembre 1811. Elle était non seulement secrète mais à langage supposé. C'est ainsi que Napoléon était appelé « le joli cœur » ou « Sophie Smith » ; l'empereur de Russie, « Louise » ; Talleyrand désigné par « mon cousin Henry » ou « le Jurisconsulte » ; ses paroles étaient encadrées de deux points. Fouché s'appelait « Natasche » ou « le Président » ; Caulaincourt « le Professeur » ou « Holtschinski », etc. On voit aussi figurer dans la table un certain Esménard, appelé « Schwartz ». D'après M. Walizewski (1) il s'agirait d'un officier d'ordonnance du maréchal Ney, Jean-Baptiste Esménard, frère du poète, qui était lui-même employé par la police et fabriqua pour elle des articles ou de faux documents (2).

En arrivant à Paris, quelques mois avant Nesselrode, Floret fut tout étonné de constater que Talleyrand était rentré en faveur presque aussitôt après le retour de l'Empereur dans sa capitale. Ni les souvenirs encore cuisants de la scène du 29 janvier 1809, ni la part prise aux intrigues de Fouché

(1) *Le Règne d'Alexandre I^{er}*, II, 225.

(2) Les lettres et papiers du chancelier comte de Nesselrode ont été publiés à Paris de 1904 à 1912. Les originaux ont été légués au dépôt d'archives du quai d'Orsay par le comte Charles de Nesselrode, leur éditeur. Mais la correspondance complète, en partie inédite, se trouve aux Archives de l'État russe. Ces papiers constituent une source précieuse, que Sorel et Vandal n'ont pas connue, et qui n'a encore été utilisée que très superficiellement pour les années 1810, 1811 et 1812.

dans l'affaire de Walcheren n'avaient empêché cette surprenante réconciliation. « La plus grande confiance paraissait avoir succédé à la froideur d'autrefois. Des entretiens avaient lieu presque chaque jour entre l'Empereur et son ancien ministre, qui venait de recevoir le droit des petites entrées, c'est-à-dire le privilège d'entrer à toute heure chez l'Empereur sans être annoncé, privilège dont fort peu de personnes ne jouissaient jusqu'alors que de fait (1). »

Peu après, mettant les choses au point, Floret écrivait : « M. de Talleyrand commence à remonter en faveur. Il a été du voyage de Fontainebleau ; il voit souvent l'Empereur, a dîné avec lui ; mais tout n'est pas encore au point où cela était ; il a le pied dans l'étrier mais il n'est pas encore en selle (2). »

Comment expliquer ce retour de faveur ? C'est que l'idée d'un mariage autrichien avait pris corps dans l'esprit de l'Empereur après le succès douteux des démarches de Caulaincourt. Talleyrand avait été opposé, contre Fouché, au divorce, tant qu'il avait été question d'un mariage russe. Il parut à Napoléon le seul homme capable de le conseiller et de le guider du côté de Vienne.

L'attitude de Caulaincourt, chargé de sonder le

(1) *Archives de Vienne*. Le Fèvre de Rechenberg à Metternich, 15 novembre 1809. Le Fèvre avait précédé Floret à Paris de quelques semaines.

(2) Floret à Metternich, 3 novembre 1809. La dépêche continue ainsi : « Montrond est exilé à Anvers où il était allé voir le préfet son ami. Je n'ai pas encore eu l'honneur de faire ma cour ni au prince (de Talleyrand), ni à la princesse. La dernière est toujours à la Muette et traîne de venir habiter son bel hôtel rue Varenne où le prince est déjà établi. Les nièces des bords du Gange ont quitté la chère tante, elles n'ont pu s'y acclimater. Le père, qui est à Paris, les a retirées pour les mettre en pension chez une compatriote, une certaine Mme Dupuis... L'Empereur a été pendant son séjour à Fontainebleau de très mauvaise humeur ; elle a été exaltée surtout un jour de cercle contre plusieurs dames qui s'y trouvaient, même la belle Mme Gazzani. Il passe ses soirées chez sa sœur la princesse Pauline, qu'il affectionne plus que jamais et même d'une manière particulière. Il travaille moins sur le conseil des médecins. »

terrain à Saint-Pétersbourg, paraît singulière : « Cet ambassadeur, écrivit Nesselrode, ne mit pas beaucoup d'empressement à s'en acquitter ; il ne crut pas l'affaire aussi pressée et jugea qu'elle prendrait la même tournure que deux ans auparavant. » Ce qui est plus grave que cette absence de zèle, c'est la complaisance et l'activité que déploya Caulaincourt en négociant avec Alexandre une convention au sujet de la Pologne, par laquelle Napoléon déclarait « que le royaume de Pologne ne serait jamais rétabli ». L'empereur de Russie, « tout en filant son refus » pour le mariage, essayait d'obtenir cet engagement. Caulaincourt signa le 4 janvier la convention que Napoléon, déjà décidé à épouser Marie-Louise, refusa de ratifier, estimant justement qu'en ce qui concernait la Pologne, « il ne pouvait s'engager que pour lui-même et non pour toute éventualité ». Caulaincourt, manœuvré par Alexandre, avait dépassé ses instructions. Il est probable qu'il estima, comme l'eût fait Talleyrand, et peut-être d'accord avec lui, qu'une renonciation aussi solennelle au rétablissement de la Pologne était le seul moyen d'empêcher la guerre avec la Russie, d'arriver à la paix générale et que par conséquent toute occasion était bonne pour y contraindre l'Empereur, même par surprise et malgré lui (1).

Arrivant à Paris au commencement de mars, à la veille de la célébration du mariage de Napoléon et de Marie-Louise, qui avait causé un vif dépit à Saint-Pétersbourg, Nesselrode s'empressa de se renseigner près de Talleyrand et de Floret. Il apprit ainsi que Maret, dès la fin de décembre, avait fait, dans le plus grand secret, la première insinuation à Mme de Metternich alors à Paris. Il fit connaître ensuite à l'empereur Alexandre le rôle de Talleyrand qui n'a pas encore été signalé :

(1) Cf. WALIZEWSKI, *le Règne d'Alexandre I^{er}*, II, 303.

« Vers le commencement de janvier, l'Empereur consulta le prince de Bénévent sur la position où il se trouverait, dans le cas où le mariage russe éprouverait des retards. Ce ministre la lui dépeignit comme fort désagréable ; car ayant annoncé à l'Europe que nul autre motif ne l'avait porté au divorce que la nécessité de donner un héritier à la couronne de France, on devait trouver extraordinaire qu'il ne prît pas les moyens d'arriver promptement à ce but. Il fut frappé de ce raisonnement, et sentit qu'il était urgent de mettre fin à cet état de choses. Une autre considération le fixait encore dans cette idée. Le mariage le dispenserait de se rendre en Espagne où il ne voulait pas aller. Il dit dans cet entretien : « Les Autrichiens sont si maladroits ! Je ne compte sur aucune facilité de leur part. » M. de Talleyrand démentit cette opinion, et fut chargé d'entamer une négociation plus formelle. Peu connu du prince de Schwarzenberg, il s'adressa à Floret, son conseiller d'ambassade, et l'autorisa à écrire à son ministère que l'Empereur avait résolu de demander une archiduchesse d'Autriche, s'il ne réussissait point en Russie. Il ajouta que le moyen d'arranger cette affaire de la manière la plus avantageuse pour la cour de Vienne serait d'y mettre le plus grand empressement, dans le cas où elle accepterait la proposition et d'envoyer sans délai des pleins pouvoirs pour conclure dans les vingt-quatre heures, si les réponses de Pétersbourg étaient dilatoires (1). »

Metternich, aussitôt averti par Floret, comprit qu'il fallait suivre le conseil de Talleyrand et accepter sans délai. Ce fut Alexandre I^{er} qui fut joué.

Quand se tint aux Tuileries, le 28 janvier, le conseil extraordinaire qui devait décider entre le mariage russe et le mariage autrichien, Talleyrand était

(1) NESSELRODE, III, 241-242.

entièrement d'accord avec l'Empereur. « Fontanes, dit Nesselrode, tint en faveur de l'Autriche un discours fort long, *inspiré par Talleyrand*, et auquel l'Empereur donna des signes d'approbation si peu équivoques que la foule des courtisans se rangea à cet avis. » Talleyrand reprit lui-même les arguments de Fontanes; il soutint que le mariage de Napoléon avec une petite-nièce de Marie-Antoinette absoudrait la France aux yeux de l'Europe du crime d'une faction. L'alliance autrichienne serait la meilleure garantie d'une paix durable et la promesse d'une réconciliation européenne. Cette idée était celle que Talleyrand avait toujours défendue, depuis 1805, dans l'intérêt de l'Empire et de la France (1).

Dès son arrivée à Paris, Nesselrode avait interrogé Talleyrand sur les véritables intentions de l'Empereur à l'égard de la Russie. C'était là le but essentiel de sa mission. Convaincu que l'Empereur méditait le rétablissement du royaume de Pologne et une guerre avec la Russie, qu'il fallait à tout prix empêcher, Talleyrand déchira les voiles. Il représenta Napoléon comme toujours avide de domination, malgré son mariage, n'attendant que d'avoir soumis l'Espagne pour porter ses troupes vers la Vistule et rétablir la Pologne. Il sacrifierait la Prusse et donnerait la Silésie au roi de Saxe pour l'indemniser de la perte du grand-duché de Varsovie. Il cherchait à gagner la Suède et soutenait secrètement la Turquie. Contre ces dangers la Russie n'avait d'autre ressource que de faire au plus vite la paix avec la Turquie et de se rapprocher de l'Au-

(1) Au début de février, Talleyrand écrivait à Caulaincourt : « Vous savez que l'Empereur me traite mieux qu'il n'a fait depuis un an. Il me paraît revenu des préventions qui lui avaient été données par des gens qui n'y ont pas gagné grand'chose. Quand on sait que l'on n'a jamais eu que des pensées pour son intérêt et qu'on s'est tenu loin de toute intrigue, le temps doit éclairer et il paraît qu'il l'a fait. » Et, le 11 avril : « J'ai, depuis quelque temps, à me louer des manières de l'Empereur avec moi. »

triche pour en imposer à Napoléon et sauver l'Europe.

Tout effaré, Nesselrode s'en fut trouver Floret pour lui faire part des confidences de Talleyrand. Le diplomate autrichien en prévint aussitôt Metternich :

« Les confidences de Talleyrand mettent en grand embarras Nesselrode. Il se trouve pris entre deux responsabilités, celle de croire trop et celle de croire trop peu. Talleyrand prétend que l'Empereur s'occupe sérieusement de ce qu'il aura à faire après la soumission de l'Espagne, qu'il croit consommer l'année prochaine, et il portera alors toutes ses forces et son activité vers le nord, en travaillant à l'affaiblissement de la Russie par le rétablissement de la Pologne ; que pour y parvenir, on sacrifiera la Prusse et on gagnera l'Autriche. On enlèvera à la première la Silésie et on la donnera à la Saxe pour l'indemniser du duché de Varsovie ; en échange de la Galicie, on restituera à l'Autriche la Dalmatie, Trieste et Fiume. On n'exigera nulle coopération active de la part de l'Autriche, mais seulement qu'elle ne soit pas contraire au plan du rétablissement de la Pologne. Talleyrand dit que des mémoires ont été rédigés sur ces bases ; qu'on a fait à Lejeas, ancien secrétaire de légation de France en Perse, et qui a vécu longtemps en Russie, ainsi qu'à Ponton, officier du génie, attaché à Caulaincourt, une longue série de questions sur les positions, comme de rivières, places fortes, mode de recrutement, etc., de la Russie. Talleyrand échauffe beaucoup la tête de Nesselrode, qui est dans une grande perplexité, et demande le conseil du sage. Je lui dis de ne mander que des faits et, en transmettant les propos, de les apprécier d'après la source (1). »

(1) *Archives de Vienne*. Floret à Metternich, sans date, mais évidemment de mars 1810.

Dès ce moment, Nesselrode, convaincu que son pays courait les plus grands dangers, se livre activement à l'espionnage. Il demande que des crédits importants lui soient ouverts dans les banques de Perrégaux et Lafitte. Il adresse à Speranski des mémoires originaux et secrets, dérobés au cabinet de l'Empereur. « Si M. de Caulaincourt pouvait en avoir connaissance, il y aurait deux personnes de fusillées. » Pendant toute la durée de sa mission il ne cessera de se procurer à prix d'or, dans les bureaux des affaires étrangères, de la police, peut-être dans ceux de la secrétairerie d'État, les renseignements les plus précieux et de tenir son maître parfaitement informé, sans que Napoléon, ni Champagny, paraissent en avoir eu le moindre soupçon.

Quant à Talleyrand, il ne cessait de répéter à Nesselrode que le seul moyen de conserver la paix était l'entente de l'Autriche et de la Russie ; que l'Autriche refuserait toute alliance avec la France et accepterait aussitôt les avances russes ; qu'une paix avec la Turquie faciliterait l'entente avec l'Autriche ; qu'une prolongation de la guerre turque ruinait la Russie et ne servait qu'à la France ; que Napoléon n'attendait que d'avoir soumis l'Espagne pour asservir l'Autriche et attaquer la Russie.

A la fin de mai 1810, Nesselrode écrivait :

« Henry (1) est surtout satisfait de la marche que nous allons adopter pour nos finances, parce qu'elle prouve qu'on a bien saisi ses idées générales. Son principe est toujours que l'on profite de ce moment de repos pour se rendre fort ; et rien, à son avis, ne nous y fera parvenir aussi sûrement que les soins

(1) Talleyrand. — Speranski avait fait soumettre à Talleyrand son plan pour la réorganisation des finances russes. « Le cousin Henry en est enchanté, écrivait Nesselrode et nous en attendons les meilleurs résultats. » Talleyrand s'efforçait de faire passer en Russie le financier anglais Boyd, alors interné en France.

plus particuliers donnés, depuis l'établissement du conseil, à notre administration intérieure. Il veut que je tranquillise sur le compte de l'Autriche ; pour le moment il n'appréhende rien de ce côté, et paraît convaincu que le comte Metternich quittera Paris sans contracter des engagements dangereux pour la Russie. Il voit même dans l'union étroite des cours de Vienne et de Pétersbourg un moyen d'inspirer à la France des vues plus pacifiques et croit que cette union sera encore possible en dépit du mariage.

« En ajoutant à ces mesures une prompte pacification avec la Turquie, notre position deviendra assez forte pour nous faire envisager l'avenir avec calme et dignité. Pendant un an que durera pour le moins encore la guerre d'Espagne, nous n'avons aucune discussion sérieuse à redouter et c'est, il me semble, tout ce qu'il faut pour nous mettre en mesure. Ce qui arrivera alors, et lorsque l'Empereur sera entièrement dégagé de ce côté-là, n'est pas difficile à prévoir ; toute sa conduite à notre égard ne l'annonce que trop... Le système de l'empereur Napoléon vis-à-vis de nous sera un système de temporisation, par lequel il cherchera à maintenir ses relations avec notre cour dans l'état de tiédeur où elles sont actuellement, jusqu'à ce qu'il juge le moment assez favorable pour lever entièrement le masque, (1). »

Les conseils de Talleyrand étaient les mêmes qu'à Erfurt. Il se flattait toujours, par une union de l'Autriche et de la Russie, de sauver la France et l'Europe, en empêchant une guerre, dont il croyait que Napoléon seul pouvait prendre l'initiative. En même temps, persévérant dans ses espoirs de pacification générale, il reprenait et poursuivait activement, avec Fouché, ses efforts de 1806, en vue

(1) NESSELRODE, III, p. 262 à 264.

d'amener la paix avec l'Angleterre que, déclare Nesselrode, « il désirait par-dessus tout. »

On sait que Napoléon engagea lui-même, en janvier 1810, par l'entremise du gouvernement hollandais, des pourparlers avec Londres. Ils échouèrent. Fouché les reprit en secret et sans mandat. Découvert, il fut renvoyé et remplacé par Savary. La lettre où Nesselrode annonce cet événement atteste la nature intime des rapports de Fouché et de Talleyrand : « Le départ du président (Fouché) me dérange beaucoup, c'est de lui que notre jurisconsulte (Talleyrand) puisait les renseignements que je vous ai transmis pour « la commission des lois » (1). Je prévois que ma correspondance s'en ressentira et réclame dès à présent toute votre indulgence à cet égard. » Pour arrêter Ouvrard, émissaire de Fouché, la police l'attira chez Mme Hamelin ; on y trouva, en même temps que lui, Talleyrand.

Le 2 juin 1810, l'Empereur fit à Fouché, devant le Conseil réuni à Saint-Cloud, une scène assez analogue à celle que Talleyrand avait dû subir le 29 janvier 1809. Dans les reproches dont l'Empereur accabla Fouché, on remarqua (2) celui de s'être entendu avec Talleyrand : « Vous vous croyez bien fin, lui dit-il, et vous ne l'êtes guère cependant ; c'est Talleyrand qui est fin et dans cette occasion il vous a joué comme un enfant ; il a fait de vous son instrument (3). » Il lui dit encore : « Vous devriez porter votre tête sur l'échafaud. » Mais le duc d'Otrante opposa à ces menaces un sang-froid aussi imperturbable qu'un an avant, le prince de Bénévent.

Le lendemain, 3 juin, Fouché étant absent, l'Empereur réunit les ministres et les grands dignitaires.

(1) Sans doute « l'empereur Alexandre ». Le mot n'est pas dans la clef.

(2) PASQUIER, I, 393.

(3) *Ibid.*

Il exposa les faits. « Quelle peine, demanda-t-il, y a-t-il dans nos codes pour une pareille forfaiture? » L'Empereur regarda fixement chacun, mais personne ne proposa la disgrâce. Cambacérès plaida les circonstances atténuantes. Talleyrand souriait : « Sans doute, dit-il à mi-voix à son voisin, M. Fouché a eu tort et moi je lui donnerais un remplaçant, mais un seul : c'est M. Fouché lui-même. » C'était résumer l'opinion générale (1), qui approuvait en secret les efforts de Talleyrand et de Fouché pour contraindre l'Empereur à la paix. D'Hauterive fut chargé de faire un rapport et conclut que les manœuvres de Fouché ne renfermaient aucune mauvaise intention et que rien ne révélait une connivence de Talleyrand. Napoléon s'adressait bien : c'était d'Hauterive qui avait réconcilié contre lui Talleyrand et Fouché!

Sans doute faut-il rapporter à ces événements la lettre que l'Empereur adressait à Talleyrand le 29 août :

« Monsieur le prince de Bénévent, j'ai reçu votre lettre ; sa lecture m'a été pénible. Pendant que vous avez été à la tête des Relations extérieures, j'ai voulu fermer les yeux sur beaucoup de choses. Je trouve donc fâcheux que vous ayez fait une démarche que je désirais et que je désire oublier (2). »

Nesselrode conclut du renvoi de Fouché que tout espoir d'une paix générale était désormais écarté. « Personne ici, écrit-il, ne croit que M. Fouché soit coupable... Le seul tort qu'on puisse lui imputer dans cette affaire, c'est celui d'avoir peut-être trop désiré la paix. » Les conseils de Talleyrand prenaient, après le départ de Fouché, une force nouvelle. Le vice-grand électeur venait d'ailleurs d'entrer en rap-

(1) MADELIN, *Fouché*, II, 189 à 190. « M. Fouché fut suivi dans sa disgrâce du regret général de toute la nation. » Schwarzenberg à Metternich, juin 1810.

(2) *Correspondance*, XXI, 16850

ports avec Metternich lui-même, dont la présence à Paris rendait inutile l'entremise de Floret. Metternich, poussé par Talleyrand, déclara à Nesselrode que des rapports d'amitié et de confiance entre l'Autriche et la Russie lui paraissaient « la base de tout système conservateur et pacifique en Europe » (1).

Il se produisit alors, contrairement à toutes les prévisions de Talleyrand, ce qui s'était déjà produit à Erfurt. En rapprochant, d'accord avec Caulaincourt, la Russie de l'Autriche pour prévenir une agression de Napoléon, Talleyrand, à la fin de 1808, n'avait réussi qu'à précipiter les armements de l'Autriche. De même, en 1810, après avoir effrayé Nesselrode par l'annonce d'un rétablissement prochain de la Pologne, après avoir incité la Russie à mettre un terme à la guerre de Turquie et à se rapprocher de l'Autriche, il ne réussit qu'à convaincre Alexandre de la nécessité de prendre le premier l'offensive. Son illusion, qui paraît sincère par la logique même de ses actes, était de croire que la paix dépendait uniquement de Napoléon ou qu'elle fût encore possible à cette époque entre l'Europe et lui.

A partir du mois d'août 1810, Alexandre, dans le plus grand secret, encouragé par les nouvelles défavorables d'Espagne que lui transmet Nesselrode, se prépare en vue d'attaquer le premier. L'armée russe se rapproche de la frontière et s'y concentre. Talleyrand ne fut pas prévenu. Caulaincourt ne s'aperçut de rien. Était-il complice comme les historiens russes le croient? Son caractère ne permet pas cette supposition. Il fut berné par Alexandre, auquel il s'était livré dès le début de sa mission, et qui l'avait entièrement persuadé de ses aspirations pacifiques et de

(1) Nesselrode, en assurant que l'Autriche ne veut pas d'une alliance avec la France, ajoute : « M. de Metternich a trop d'avenir dans l'esprit pour briguer une pareille alliance. » C'est là une expression familière à Talleyrand, dont il s'est servi notamment pour Choiseul.

son amitié pour Napoléon. Caulaincourt pensait sincèrement, comme Talleyrand, que Napoléon seul contraignait à la guerre par son insatiable ambition une Europe qui ne désirait que la paix, et cette persuasion, jointe aux manèges d'Alexandre, paraît suffire à expliquer son aveuglement.

Napoléon, trompé par la sérénité de son ambassadeur à Pétersbourg, ne soupçonna rien jusqu'aux premiers jours de décembre 1810. Il fut alors prévenu par des Polonais fidèles, témoins des armements de la Russie et des efforts d'Alexandre pour se créer un parti en Pologne contre la France. C'est alors qu'alarmant lui-même Caulaincourt, il décide la réunion de la Hollande, des villes hanséatiques, du Valais et ordonne la levée de 120 000 conscrits.

Nesselrode en fut aussitôt averti par Talleyrand. Napoléon, écrit-il à Speranski, « ayant à jamais banni la paix de la terre, on ne saurait douter qu'il ne médite sans cesse de nouveaux bouleversements ». Affaiblir la Russie, rétablir la Pologne par une entente avec l'Autriche, entraver la conclusion de la paix entre la Russie et la Porte, « voilà quelles doivent avoir été les idées de l'Empereur à Fontainebleau, telles qu'elles auraient été consignées dans plusieurs mémoires rédigés sous ses yeux et qu'elles m'ont été communiquées par le *cousin Henry* (Talleyrand). Depuis, Napoléon aurait déclaré : « Au reste je me moque de l'Espagne ; elle est « hors de mon système. » Les immenses moyens qu'il a réunis lui permettent d'agir contre la Russie tout en continuant la guerre d'Espagne. « Se rendre fort et finir la guerre de Turquie, voilà ce que Henry (Talleyrand) veut que je vous répète encore aujourd'hui parce que jamais les circonstances ne l'ont exigé plus impérieusement. » S'entendre ensuite avec l'Autriche pour paralyser l'action du conquérant et sauver le repos de l'Europe ; enfin flatter la vanité et les intérêts de Bernadotte

en Suède afin de le brouiller avec la France (1). »

En même temps, Dalberg, toujours en rapports intimes avec Talleyrand, allait prévenir Schwarzenberg, en l'absence de Floret.

« Un individu (en note : le duc de Dalberg) que je ne nommerai pas, écrit l'ambassadeur d'Autriche (2), me fit hier la confidence qu'il avait été chargé de faire un travail sur la question combien la France pourrait avoir l'année prochaine de troupes disponibles contre la Russie ; que les matériaux pour répondre à cette question lui avaient été fournis par le ministre de la Guerre ; qu'il avait trouvé près de 600 000 hommes... ; qu'il n'avait mis en compte que 70 000 Autrichiens ; qu'il y a déjà des explorateurs en Pologne ; que M. Thiard (3) est à Varsovie... ; qu'on était persuadé qu'en cas de rupture avec la Russie, la Suède se joindrait à la Grande-Bretagne. »

Ainsi Napoléon, qui avait recours à d'Hauterive pour confondre Fouché et Talleyrand, chargeait un Dalberg de travaux militaires confidentiels ! On reste confondu devant un tel aveuglement.

On pense bien que Talleyrand entendit retirer des profits d'argent des services signalés qu'il rendait à la Russie. Une lettre de Nesselrode du

(1) Lettre de Nesselrode du 5 décembre 1810. Dans une lettre postérieure du 5 avril 1811, Nesselrode indique que « Henry (Talleyrand) voudrait aussi que l'on commençât, dès à présent, à s'entendre en secret avec l'Angleterre afin qu'au 1^{er} avril de l'année 1812 (qu'il envisage comme l'époque la plus prochaine de la rupture), tout ce qui aurait rapport aux subsides et à la coopération de cette puissance se trouvât complètement réglé. » On sait que la rupture entre la France et la Russie eut lieu à peu près à cette date. Talleyrand avait encore prévu juste.

(2) *Archives de Vienne*. Schwarzenberg à Metternich, 11 décembre 1810.

(3) « C'est un homme fort dangereux, écrit Nesselrode et un des agents secrets les plus habiles. Il a un talent éminent pour l'espionnage. » Il ne peut s'agir, comme le croit l'éditeur des *Lettres et Papiers de Nesselrode*, du général Thiard de Bissy, qui fut disgracié à la fin de la campagne de 1807.

6 juin 1810, écrite en langage secret, paraît bien renfermer une demande d'argent du prince de Bénévent. Mais un document parfaitement clair a été, dès 1897, publié en Russie (1). C'est une lettre du prince lui-même, adressée à l'empereur Alexandre, en date du 15 septembre 1810 :

« Sire, Votre Majesté m'a témoigné un intérêt qui, dans des temps de peine, a fait la consolation et l'orgueil de ma vie ; et il faut que je compte autant sur sa bonté que sur sa loyauté pour oser lui parler de moi comme je vais le faire.

« Depuis Erfurt, un système suivi de reproches, de gênes, de tourments intérieurs, a rendu ici ma position et, par suite, celle de mes affaires fort difficile. Tout mouvement, toute chose, simple dans d'autres temps, pouvait être mal interprétée. Il fallait donc laisser le temps tout seul détruire par son action les préventions de l'Empereur qui devaient avoir un terme, puisque je n'ai pas cessé un jour de lui être dévoué. Je dois croire que ce but a été, en quelque sorte, atteint : mais l'éloignement absolu des gens d'affaires dans lequel il a fallu vivre, le soin que j'ai dû employer pour que mon nom ne fût jamais prononcé, a conduit mes affaires qui, dans le fond, sont bonnes, à un embarras qui augmente chaque jour et dont, après beaucoup d'efforts, je ne vois pour sortir aucun moyen qui ne présente de graves inconvénients.

« J'ai besoin de quinze cent mille francs, et c'est au mois de novembre qu'il me serait important de les avoir. Quoique ce soit une chose simple en soi, je dois mettre beaucoup de précautions dans le choix des moyens à prendre pour me les procurer à présent et pour les rendre dès que les circonstances

(1) Par la revue russe *Russkaja Slarina*, puis par SCHILDER, *l'Empereur Alexandre I^{er}*, II, 397-398, et dans le *Journal des Débats* du 27 mars 1899.

auront changé. J'ai été conduit insensiblement et presque d'une manière forcée à cette situation pénible d'affaires par l'isolement dans lequel, sans rien changer aux dépenses qu'il était de mon honneur de faire, j'ai dû me placer. Je dois en sortir d'une manière aussi inaperçue, et pour cela je dois m'adresser à une personne dont la délicatesse soit assez clairvoyante pour qu'elle prenne, si elle veut me rendre service, les précautions que je vais lui indiquer et qui sont indispensables.

« Si Votre Majesté trouve qu'en ayant la confiance de m'adresser à elle je n'ai fait que rendre hommage aux qualités généreuses dont elle est douée et obéir à l'extrême confiance qu'elle m'a inspirée, et que cela la porte à vouloir terminer mes embarras, je la supplie de faire écrire, par un homme de sa confiance, à M. Bethmann (1) qu'elle a donné à M. Labenski, son consul général à Paris, un crédit de quinze cent mille francs sur lui, Bethmann, à Francfort, qui fera pour remplir cet ordre les opérations convenables, et à M. Labenski une lettre motivée pour lui annoncer ce crédit. Le motif serait des achats et des affaires qui sont personnelles à Votre Majesté, qui voudrait bien faire ajouter à la lettre à M. Labenski que sa signature seule pour cette opération serait pièce comptable.

« La malignité active de tous ceux qui ne connaissent ni la confiance, ni la générosité, ni les motifs simples des choses, me portent à supplier Votre Majesté de brûler cette lettre. Mon cœur, en l'écrivant, est rempli de sentiments de reconnaissance, d'affection, de dévouement et de respect.

« Je suis avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté le très humble et très obéissant serviteur. — Charles-Maurice, prince de BÉNÉVENT. »

(1) Voir la note p. 232.

Voici quelle fut la réponse de l'empereur de Russie, dont il n'existe aux archives russes que le brouillon :

« Monsieur le prince de... J'ai votre lettre du... Je ne me suis point mépris et je vous ai rendu justice. J'ai tout de suite été persuadé qu'une mauvaise situation dans vos affaires domestiques exigeait de vous, très impérieusement, que vous retrouviez sans délai à votre disposition une aussi forte somme que celle dont vous me parlez. J'ai vu votre confiance à mon égard avec une juste et grande satisfaction et je vous en remercie. Mais je vous le demande, mon prince, à vous-même, sans vous desservir complètement puis-je déférer à ce vœu? Placé par la Providence, comme je le suis, à l'égard d'un étranger que les talents doivent toujours rendre influent dans les affaires de sa patrie, je dois dans une pareille circonstance écouter autre chose que mon affection. Si je vous rends ce service, par qui, comment le puis-je sans qu'il n'en pénètre rien? Par conséquent, à combien de soupçons ne seriez-vous pas exposé et de combien, par ce fait, ne me serais-je éloigné moi-même de cette règle pure et simple que je me suis tracée dans les relations avec les puissances étrangères et ceux qui les servent? C'est donc à regret, mon prince, que je me refuse à moi-même le plaisir que je trouverai toujours à vous obliger. »

On ne sait trop ce qu'il faut le plus admirer dans cette savante escrime, l'enveloppement du prince ou la parade de l'empereur de Russie. Celui-ci possédant la lettre de Talleyrand, qu'il s'était bien gardé de brûler, l'avait à sa discrétion, de même qu'il tenait Caulaincourt par la lettre où celui-ci avait tenté de se disculper dans l'affaire du duc d'Enghien.

Talleyrand ne se tint pas pour battu. Bientôt il

conseillait au gouvernement russe d'accorder des licences de commerce avec l'Angleterre, comme le faisait Napoléon, qui entendait se réserver ce privilège. Ce conseil fut écouté et Talleyrand, appuyé par Nesselrode, demanda que les premières de ces licences, qui donnaient lieu à des trafics très lucratifs, lui fussent réservées. On ne sait s'il les obtint (1).

Napoléon continuait de rechercher Talleyrand et de le repousser tour à tour. Celui-ci ne cachait nullement son désir ardent de paix et ses prévisions pessimistes au cas où la guerre recommencerait. Napoléon le savait, mais il savait aussi que tout le monde pensait plus ou moins comme Talleyrand. Il ne possédait aucun fait contre lui et s'il le soupçonnait de trahison, ses soupçons ne prirent pas assez de consistance pour qu'il les ait jamais formulés. La postérité pourra s'en étonner, mais elle est à cet égard beaucoup mieux éclairée que les contemporains et que Napoléon lui-même. Si l'Empereur avait

(1) Les deux lettres suivantes n'ont pas été publiées dans les *Lettres et Papiers de Nesselrode*; elles se trouvent à la Bibliothèque Thiers dans le Fonds Masson :

Talleyrand à Nesselrode.

« Paris, 29 mars 1811.

...« Je désirerais vivement obtenir quelques-unes de ces licences dont un de vos courriers pourrait être porteur. Pour que l'effet en fût bien complet, il serait nécessaire que le nom du bâtiment et celui du capitaine fussent en blanc ...Lorsque vous me remettriez ces licences, je les confierais à un Américain qui est ici et qui a l'autorisation d'aller en Angleterre quand ses affaires l'exigent. Il se chargerait de compléter l'opération avec toute la circonspection qui est nécessaire. »

Nesselrode à Speranski.

« Paris, 19-31 mars 1811.

« J'ai l'honneur de vous envoyer une lettre que le prince de Bénévent vient de m'adresser : je supplie Votre Excellence de vouloir bien la mettre sous les yeux de l'empereur. Dans le cas où Sa Majesté Impériale daignerait agréer la demande de M. de Talleyrand, la circonspection commandée par les circonstances du moment exigerait peut-être qu'en faisant parvenir le nombre de licences demandées, vous évitiez de me nommer la personne pour laquelle elles sont destinées. »

découvert des faits contre Talleyrand, il l'eût sans doute mis tout au moins comme Fouché hors d'état de nuire. Mais il ne réussissait pas à saisir cet homme insaisissable et ne pouvait ni le séduire, ni l'écarter.

La connivence de Talleyrand avec Fouché dans la négociation anglaise avait de nouveau fait perdre à Talleyrand toute faveur. A la fin de 1810, Nesselrode écrit :

« Le prince de Bénévent est allé passer quelques semaines à la campagne. L'Empereur commence à le traiter un peu mieux ; mais cette bienveillance momentanée n'est qu'apparente, il n'y aura jamais de raccommodement complet et sincère entre ces deux hommes supérieurs. Depuis la guerre d'Espagne, il y a une contradiction formelle dans leurs vues politiques. Celles de M. de Talleyrand tendent à la conservation, tandis que l'Empereur n'a d'autre but que de détruire. Les journaux anglais ont fait dernièrement un éloge aussi pompeux que maladroit de lui et de Fouché, en soutenant que la puissance de la France avait décliné depuis que l'un ne dirigeait plus les affaires étrangères et l'autre celles de l'intérieur. Il en est résulté que la haine que l'Empereur leur avait vouée n'a fait qu'accroître et qu'il renchérira encore sur le système de persécution qu'il a adopté vis-à-vis d'eux. »

L'Empereur revint à l'idée de ruiner Talleyrand et de le tenir ainsi à sa merci. D'autre part, en ayant fait sous le Consulat un prêtre marié, dans le but de le déconsidérer et de l'obliger à ne compter que sur sa protection, il commença à le tourmenter de toutes manières au sujet de sa femme.

Au cours de l'année 1811, Talleyrand, qui ne pouvait renoncer à son grand train de vie, se trouva dans une situation critique, après avoir perdu quatre millions dans la faillite de la banque Simon de Bruxelles. « On dit le prince si complètement

ruiné qu'il est prêt à offrir son bilan à ses créanciers (1). » Il vendit au duc de Dalberg une maison qu'il avait achetée à un Anglais sans payer les droits de mutation ; la maison fut confisquée comme propriété anglaise (2). Il vendit aussi, avec tristesse, sa bibliothèque. « M. de Talleyrand est plus mal que jamais, écrit Nesselrode. L'Empereur suit à son égard un système de persécution qui tend à le ruiner de fond en comble. La terre de Valençay lui rapportait net 150 000 francs ; depuis que les princes d'Espagne y sont, il n'en tire non seulement aucun revenu, mais elle lui a coûté au delà de 700 000 francs. Il a demandé à l'Empereur de lui acheter Bénévent ; il lui a été répondu que le projet était de réunir cette principauté à l'Empire (3). »

Napoléon se décida enfin à lui payer 150 000 francs pour l'arriéré du loyer de Valençay. Mais apprenant en même temps que Talleyrand avait reçu 680 000 francs des villes hanséatiques, il lui fit savoir par Mollien qu'il serait poursuivi s'il ne rendait pas cette somme (4). Outre ces 680 000 francs, Talleyrand, d'après Floret, devait encore 200 000 francs à un Anglais, Crawford, hypothéqués sur son hôtel de la rue de Varenne, et 600 000 francs à l'architecte. Enfin, le 31 janvier 1812, Napoléon lui acheta son hôtel plus de 2 millions en défalquant du prix les 680 000 francs des villes hanséatiques. Talleyrand dut payer ses dettes les plus criardes. Cependant il était bientôt en état, sans qu'on sache comment, d'acheter au marquis d'Hervas l'hôtel de la rue Saint-Florentin et une maison de plaisance à Saint-Brice, près d'Écouen.

Après la fameuse scène de 29 janvier 1809, Mme de Talleyrand avait reçu l'ordre de ne plus paraître à

(1) Floret à Metternich, 12 août 1810.

(2) Floret à Metternich, 4 janvier 1811.

(3) NESSELRODE, III, 289, 298, 328.

(4) Voir la lettre de Napoléon à Mollien, LECESTRE, II, p. 138.

la cour et de ne plus revoir le duc de San Carlos. Ce rappel à la fidélité conjugale n'était pas du goût du prince. L'ex-Mme Grant lui était devenue insupportable. Son cœur appartenait alors avec exaltation à la duchesse de Courlande, mère de sa nièce, la comtesse Edmond de Périgord, future duchesse de Dino. Après avoir passé l'été de 1811 à Bourbon-l'Archambault, où il soignait ses rhumatismes, relisait les lettres de Mme du Deffand, écrivait ses souvenirs sur Choiseul, le prince de Bénévent reçut à Saint-Germain la visite d'un officier de gendarmerie, envoyé par Savary. Celui-ci lui apprit que sa femme avait eu l'imprudence de se travestir en homme pour revoir le duc de San Carlos à Valençay, qu'elle avait visité pendant l'été le château de Coppet, « le foyer des frondeurs », et qu'il était question de l'exiler, et lui avec elle, à Pont-de-Sains, petite commune du département du Nord, où Mme de Talleyrand possédait une maison, près d'une forge, isolée dans les bois. Quelle perspective ! Dès cinq heures du matin, Talleyrand était au lever du ministre de la Police, Savary, qui le ménageait par haine de Maret. Il obtint de rester à Saint-Germain, la princesse demeurant seule à Paris ou à la campagne.

D'après Floret, Napoléon aurait voulu exiger le divorce, pour infliger à l'ancien évêque une nouvelle souillure. Mais devant Talleyrand, l'Empereur se défiait toujours de son premier mouvement et n'allait jamais jusqu'au bout de ses intentions. Au fond du cœur il ne pouvait s'en passer ; il espérait toujours le reprendre, l'avoir tout à lui. Talleyrand se vit cependant à cette époque retirer les petites entrées. Mais l'Empereur continuait de le voir, se promenant longuement avec lui à Trianon, le gardant deux heures à Compiègne, le convoquant aux Tuileries avec Cambacérès et Berthier pour commenter devant lui son entretien du 16 août avec

Kourakine (1). Napoléon déclarait alors : « Je veux que Talleyrand qui m'a si souvent manqué de fidélité et qui a donné tant d'exemples d'immoralité soit réduit à vivre de ce qu'il tient de mes bontés (2). » Talleyrand en vécut en effet mais pour continuer à le combattre.

Au commencement de 1811, Nesselrode, qui continuait d'acquérir à prix d'or dans les bureaux de la Guerre, des Relations extérieures et de la Police d'importants documents, craignit pour sa sécurité ; il songea au départ nécessaire. Il se trompait d'ailleurs entièrement ; non seulement l'Empereur ne soupçonnait pas ses manœuvres d'espionnage, mais voyant Talleyrand le fréquenter, tandis qu'il était lui-même réduit à Kourakine, il ne pensait qu'à l'attirer et à le garder.

Comme Nesselrode avait prévenu son gouvernement de ses craintes et de ses intentions, celui-ci envoya à Paris pour le remplacer éventuellement le colonel des gardes Tchernichef. En 1809 et 1810, cet officier, qui n'était âgé, comme Nesselrode, que de trente ans, avait déjà servi d'agent de liaison entre les deux souverains. Caulaincourt, toujours peu perspicace, écrivait à Talleyrand : « Je vous recommande comme un bon, un excellent jeune homme, M. Tchernichef, qui vous remettra lui-même cette lettre. Il mérite intérêt et confiance. M. Roumiantsoff l'honore de l'un et de l'autre. L'Empereur le distingue depuis longtemps parmi tous ceux qui l'honorent... » En réalité, Tchernichef possédait toutes les qualités du détective mondain et même du parfait cambrioleur. Les femmes en raffolaient. Sa taille de guêpe et ses yeux chinois eurent encore plus de succès que la chevelure blonde et les grands

(1) Floret à Metternich, 20 août, 25 août, 19 septembre 1811.

(2) Floret à Metternich, 12 août, 21 septembre, 26 novembre 1811.

— LACOUR-GAYET, II, 303.

airs de M. de Metternich. Pauline Borghèse ne fut pas, dit-on, insensible à ses regards langoureux ; il les égarait aussi sur les papiers et les coffres-forts. En arrivant à Paris, il remit, comme Nesselrode, au prince de Bénévent une lettre personnelle de l'empereur Alexandre. Talleyrand possédait désormais deux agents russes accrédités auprès de sa personne (1).

Tchernichef jugeait la guerre inévitable entre la France et la Russie ; il était partisan d'attaquer sans attendre et de soulever l'Allemagne entière contre Napoléon. Dès son arrivée à Paris, il reprit tous les fils d'espionnage organisés sous le Consulat par Markoff, continués par Dalberg, et dont l'alliance de Tilsitt n'avait pas rompu la tradition. Son audace et son activité furent incroyables, et pendant longtemps, élégant, insinuant, homme à succès, fêté dans les salons, accueilli amicalement par l'Empereur, il ne fut même pas soupçonné. Un tel homme, pressé d'agir, avide de réalités, était beaucoup moins soucieux des opinions de M. de Talleyrand que le futur chancelier Nesselrode ; il n'était d'ailleurs pas dans le secret. « Son Altesse, écrivit-il, s'expliqua généralement avec moi en vrai ami de la Russie, appuyant surtout sur le désir qu'Elle avait de nous voir, dans les circonstances actuelles, faire notre paix avec les Turcs le plus promptement possible : reste à savoir si Elle a été sincère (2). »

Les circonstances devenaient critiques. Les conseils de Talleyrand, qui tendaient à la paix, avaient été singulièrement méconnus. Depuis le mois d'août 1810, Alexandre armait non pour la défen-

(1) Les rapports de Tchernichef à l'empereur de Russie et au chancelier ont été publiés dans le t. XXI de *Recueil de la Société d'histoire de Russie*.

(2) Rapport du 9/21 janvier 1811. — En fait Talleyrand donna à Tchernichef les mêmes conseils qu'à Nesselrode : faire la paix avec la Turquie ; se rapprocher de l'Autriche.

sive, mais pour l'attaque, se flattant avec ses 230 000 hommes de venir facilement à bout des 50 à 60 000 Français, qui se trouvaient au delà du Rhin, appuyés seulement par 95 000 hommes de la confédération germanique. Ses préparatifs de guerre devaient être terminés en février ou mars 1811. Sur Napoléon, Alexandre, dit Albert Vandal, était en avance d'une armée et d'une année. En Espagne, Soult était battu ; Masséna, arrêté devant les retranchements de Torrès-Védras, demandait instamment des renforts. L'ukase du 31 décembre 1810 annonçait la rupture du blocus continental et la main tendue à l'Angleterre. En Pologne, Alexandre avait fait appel à Czartoriski, qui s'en ouvrit à Poniatowski ; celui-ci prévint aussitôt Napoléon et vint à Paris. L'Empereur parut à ce moment accablé. Le roi de Rome naquit le 20 mars au milieu de la consternation et des sombres pressentiments.

Dans son rapport du 9 avril 1811, Tchernichef conseille au tsar de faire la paix avec les Turcs « à quelque condition que ce soit », « d'entrer inopinément dans le duché de Varsovie, de se déclarer roi de Pologne et de faire tourner contre l'empereur Napoléon lui-même tous les moyens préparés dans ce pays pour nous faire la guerre. » Ses conseils n'avaient que trop de chance d'être écoutés. Mais, à ce moment, Talleyrand, enfin prévenu, alla trouver Nesselrode et s'opposa de toute sa force à la guerre.

Il représenta que la Russie avait tout avantage à conserver une attitude défensive, militairement et politiquement. Militairement, parce que l'armée russe en entrant en Allemagne se trouverait éloignée de ses ressources et adossée à une Pologne hostile ; le moment favorable à l'offensive était d'ailleurs passé ; les forteresses de l'Oder et Dantzig avaient été mises à l'abri d'un coup de main. Politiquement, parce qu'en n'attaquant pas, l'odieux de la guerre retomberait sur Napoléon ; la Russie gagnerait le

temps de faire la paix avec la Turquie et de s'entendre avec l'Autriche et l'Angleterre.

Talleyrand fit ensuite adopter à Nesselrode le système qu'il fallait, d'après lui, opposer à Napoléon.

Ce système consistait à faire la paix avec la Turquie et à renoncer à la Moldavie et à la Valachie ; à réaliser ensuite avec l'Autriche une entente étroite *dans toutes les questions* ; à convenir avec elle d'une *ligne défensive*, où devrait s'arrêter la domination de Napoléon. Si Napoléon envoyait des troupes au delà de cette ligne, les deux cours feraient cause commune contre lui. Cette ligne défensive commencerait à la Baltique, suivrait les frontières de la Prusse, traverserait la Saxe pour gagner la Bohême et longer les frontières des États autrichiens. Le duc d'Oldenbourg pourrait être établi dans les provinces polonaises de la Russie et éventuellement opposé à Poniatowski comme roi de Pologne.

Les suggestions de Talleyrand, transmises le 27 avril à Speranski, firent grand effet sur Alexandre, car c'est au mois de mai qu'il renonça à l'offensive, qu'il préparait depuis dix mois. Le 17 juin, Tchernichef la conseillait encore, mais, au même moment, Caulaincourt rentrait à Paris, chargé par Alexandre des assurances les plus pacifiques.

Caulaincourt n'avait jamais cessé d'être en rapport avec Talleyrand. Il était chargé par Alexandre d'exprimer sa satisfaction à Nesselrode. « L'empereur Alexandre, écrivit celui-ci, ne voulant pas perdre une source d'informations si précieuse, l'engagea à se servir, à son retour, de mon entremise pour les lui faire parvenir. » Et il ajoute, pensant à Talleyrand autant qu'à Caulaincourt : « Tous ces hommes ne croyaient pas trahir leur maître, mais le préserver de la fougue de ses passions en l'empêchant de poursuivre ces guerres perpétuelles qui dépeuplaient la France, l'appauvrirent et pou-

vaient finir par d'épouvantables catastrophes (1). »

Caulaincourt se rallia entièrement aux vues que Talleyrand avait fait adopter par Nesselrode et que celui-ci avait transmises à Alexandre : Ne pas attaquer le premier ; conclure au plus vite la paix avec la Porte afin d'opposer toutes ses forces à une agression possible de Napoléon ; s'unir intimement à l'Autriche et garantir en commun une ligne défensive, notamment à la frontière du grand-duché de Varsovie, pour empêcher un rétablissement de la Pologne. Tous trois s'accordèrent en outre pour demander à l'empereur de Russie l'envoi d'un négociateur sérieux, jouissant de la confiance de son maître et autorisé à traiter sur les bases indiquées, c'est-à-dire à exiger de Napoléon la garantie de l'Autriche pour l'accord qui interviendrait et rétablirait entre la France et la Russie sinon l'entière confiance, du moins une paix de quelque durée. Le négociateur demandé ne devait être autre que Nesselrode lui-même, qui aurait eu pour le conseiller et l'appuyer à Paris Talleyrand et Caulaincourt.

Dès son arrivée, le 5 juin, Caulaincourt fut reçu

(1) Talleyrand, qui était en villégiature à Saint-Germain, affectait de vivre dans la retraite et, par prudence, ne communiquait avec Caulaincourt que par Nesselrode. Il lui écrivit cette lettre où l'on découvre son habileté pour rallier Caulaincourt à ses vues tout en protestant, par crainte du cabinet noir, de son dévouement à l'Empereur :

« Votre retour me fait un plaisir que vous comprendrez mieux que je ne puis vous l'exprimer. D'abord parce que je vous estime et vous aime. Et mon attachement pour l'Empereur fait que je suis bien aise de voir rapprocher un homme qui, par excellence, savait l'aimer et le servir comme il mérite de l'être.

« En se prosternant trop devant les héros, on s'éloigne de leur oreille et de leur pensée. Il faut entendre leur génie plus que leurs paroles, et en être considéré par sa loyauté autant que par son obéissance. C'est parce que vous avez ce caractère et ce talent que vous avez pour moi un grand attrait. Je vous embrasse.

« Le Prince de Bénévent. »

Saint-Germain, 10 septembre.

(LACOUR-GAYET, IV, p. 108. Archives Broglie.)

par Napoléon, au moment où se préparait la cérémonie du baptême du roi de Rome. L'Empereur l'accueillit froidement. Nous ne connaissons le récit de cet entretien dramatique, qui dura sept heures, que par Caulaincourt lui-même. Il y prophétisa l'avenir avec une telle exactitude qu'on ne peut oublier que sa relation fut écrite plusieurs années après la fin du drame. Il n'est pas douteux qu'il ait parlé à l'Empereur avec une rude franchise. Il plaida d'ailleurs avec autant de fougue que d'aveuglement l'innocence d'Alexandre et la pureté de ses intentions. Napoléon montra plus de pénétration en jugeant le caractère ambitieux et faux d'Alexandre et en dénonçant ses projets de guerre. Caulaincourt déclara qu'il fallait choisir entre la Russie et la Pologne et Napoléon affirma qu'il ne voulait pas le rétablissement de la Pologne.

Que se passa-t-il entre cet entretien du 5 juin et la scène fameuse que fit le 15 août Napoléon à Kourakine devant le corps diplomatique réuni aux Tuileries? Quelle fut l'attitude de Maret, qui avait remplacé Champagny depuis le 17 avril 1811, et que Talleyrand, son adversaire acharné, criblait d'épigrammes? On n'a pas de précisions à cet égard. Mais les textes sont là, mal connus ou mal interprétés jusqu'ici; ils parlent d'eux-mêmes. Il en ressort clairement que, dans cet intervalle, l'Empereur connut le projet de Talleyrand, approuvé par Caulaincourt et par Nesselrode, et qu'il l'adopta. Il vit Talleyrand à cette époque, d'après Tchernichef, l'entretint plus d'une heure à Trianon, et c'est alors qu'il lui dit en le congédiant : « Vous êtes un diable d'homme, je ne puis éviter de vous parler de mes affaires ni m'empêcher de vous aimer (1). »

(1) TCHERNICHEFF, Rapport du 7 septembre, p. 255. Le texte français porte : « Ne pas venir vous parler, » que nous avons remplacé par « éviter de vous parler », qui est plus clair,

Après avoir entendu le duc de Vicence, Napoléon avait ralenti ses préparatifs militaires. Présidant le 16 juin l'ouverture du Corps législatif, il parut se prononcer contre le rétablissement de la Pologne : « Je ne veux rien, dit-il, qui soit contre les traités que j'ai conclus, je ne sacrifierai jamais le sang de mes peuples pour des intérêts qui ne sont pas immédiatement ceux de mon empire. Je me flatte que la paix du continent ne sera pas troublée. »

Peu après, il fait dire au remplaçant de Caulaincourt, Lauriston (1) qu'il se prêtera à des moyens d'arrangement, « si on peut en trouver ». Enfin, le 15 août, il se résolut à parler publiquement au représentant officiel du tsar, Kourakine. Mais il ne parlait pas aux ambassadeurs sur le même ton que les autres souverains. Sachant qu'il ne se soutenait que par son prestige personnel, il voulait que son attitude impressionnât comme s'il était encore à la tête de ses armées. C'est surtout quand il se prêtait à des concessions qu'il croyait devoir les faire précéder de paroles menaçantes. Il traita donc fort chaudement le malheureux Kourakine, étouffant d'émotion sous ses dorures et ses décorations. C'est pourquoi cet entretien fut rapproché ensuite de ceux qu'il eut avec Whitworth en 1803 et Metternich en 1808. Il parla hautement de ses armements, se refusa à tout dédommagement au duc d'Oldenbourg du côté de Varsovie, considérant qu'il avait garanti l'intégrité du grand-duché, mais affirma qu'il ne songeait pas au rétablissement du royaume de Pologne et qu'il en avait averti Poniatowski ; qu'il était donc prêt à conclure une convention à cet égard. Kourakine, dans son rapport officiel, ajoute à la fin :

« En parlant de la Pologne et qu'il ne songeait pas à la rétablir, il a dit : Voulez-vous des assurances,

(1) Nesselrode écrivait au sujet de Lauriston : « Il ne faudrait pas lui accorder une trop grande confiance ; il pourrait en abuser et ne saurait à cet égard être mis sur la même ligne que M. de Caulaincourt. »

des conventions, *la garantie de l'Autriche*.² Vous les aurez (1). »

La garantie de l'Autriche, c'était la solution même préconisée par Talleyrand. Elle signifiait que si Napoléon tentait de rétablir la Pologne, ou même d'agrandir le grand-duché, l'Autriche serait tenue de s'y opposer conjointement avec la Russie.

Enfin l'Empereur déclara à Kourakine : « L'affaire de l'Oldenbourg doit finir..., on n'a pas voulu vous envoyer les pleins pouvoirs que vous avez demandés, qu'on envoie donc ici des plénipotentiaires pour la traiter et la finir, je désire et ne demande que cela. En attendant, on vous ôte un bon secrétaire, auquel vous êtes accoutumé (Nesselrode) et on vous laisse dans l'embarras sans un bon aide pour vous soulager dans votre travail. » Ainsi l'Empereur, suivant le conseil de Talleyrand, adopté par Caulaincourt, demandait un négociateur plus actif et plus autorisé que Kourakine et désignait lui-même Nesselrode. Talleyrand l'avait donc approché et avait fait prévaloir sa solution.

Nesselrode quitta Paris en septembre, passa par Vienne pour pressentir le gouvernement autrichien, et dès son arrivée à Pétersbourg, le 23 octobre, fut aussitôt reçu par l'empereur Alexandre auquel il remit un mémoire (2) dans lequel il déconseillait toute agression contre la France. Il estimait néces-

(1) Le rapport officiel de Kourakine, publié dans les *Lettres et Papiers de Nesselrode* (III, p. 405), ne contient pas cette phrase répétée par tous les historiens : « Non, si vos armées campaient sur les hauteurs de Montmartre, je ne céderais pas un pouce du territoire varsovien. » Sorel et Vandal n'ont pas connu le texte du rapport de Kourakine. « Tenant l'Autriche, dit Vandal, Napoléon se fût estimé bien naïf de la remettre lui-même en rapport avec Alexandre » (III, 295). Cependant, Napoléon, pressé par Talleyrand, y avait consenti et les propositions qu'apporta à Pétersbourg Nesselrode, d'accord avec Talleyrand, n'avaient pas d'autre but que d'utiliser ce consentement arraché par Talleyrand à l'Empereur.

(2) Publié par VANDAL en annexe, III, p. 589. Cf. NESSSELRODE, III, p. 417.

saire, « d'après les déclarations positives de l'empereur Napoléon, » dans sa conversation du 15 août avec Kourakine, d'accepter la négociation qu'il avait offerte; d'en confier le soin à un plénipotentiaire qui se rendrait à Paris avec des pouvoirs illimités pour conclure. « L'arrangement obtenu, il y a encore un *point capital*, qui est presque à envisager comme la *clef de voûte*, c'est que l'*Autriche soit invitée à le garantir*. L'empereur Napoléon ayant offert lui-même cette garantie ne pourrait pas facilement la décliner... La Russie et l'Autriche, c'est-à-dire les deux seules puissances continentales dont aujourd'hui encore la réunion produirait un contrepoids efficace à l'énorme pouvoir de la France, se trouveraient pour la première fois depuis six ans unies non seulement par un intérêt commun, car celui-là n'a jamais cessé d'exister, mais par un lien positif et avoué. »

Le mémoire de Nesselrode paraît dicté par Talleyrand lui-même; il reproduit toutes ses idées, celles qu'il développait à Alexandre à Erfurt en 1808, celles qu'il insinuait à Metternich en 1809, puis transmettait en 1810 à Alexandre par Nesselrode. Talleyrand, par un détour, revenait même au projet autrichien de 1805, que nous avons appelé son ultimatum. Après six ans d'efforts, il l'avait enfin imposé à Napoléon, mais sans lui dévoiler que la garantie donnée par l'Autriche à la Russie scellerait, dans son idée, l'union des deux puissances pour contenir son ambition.

Cette garantie, qu'il avait imposée à Napoléon, c'est d'Alexandre que Talleyrand ne put la faire accepter. Celui-ci avait d'abord paru se laisser convaincre par Nesselrode. Mais il apprit bientôt la victoire complète remportée par ses armées sur le Danube. Cependant il annonçait à Lauriston, aussi crédule que Caulaincourt, que Nesselrode allait prochainement être envoyé en mission à Paris. Pendant

deux mois, Nesselrode parut à la veille de partir, mais il ne partit jamais. Le 16 décembre 1811, Napoléon fit nettement savoir à Tchernichef, par le ministre de Prusse Krüsemark, qu'il attendait impatiemment Nesselrode, non pas avec une mission d'apparat, mais comme conseiller de l'ambassade muni de pleins pouvoirs ; en même temps, suivant sa coutume, Napoléon essayait d'effrayer par « la grandeur de ses préparatifs, le nombre immense de ses troupes ».

Tchernichef, pris, à ce moment, en flagrant délit d'espionnage et obligé de quitter Paris, vint répéter lui-même ces paroles à Pétersbourg au mois de février 1812. Alexandre venait d'entrer en pourparlers de paix avec la Turquie. Des paroles de Napoléon il ne retint que les menaces. En mars, Nesselrode fit un dernier effort, adressa encore un mémoire pour prévenir la guerre en poursuivant la négociation offerte par Napoléon lui-même sur la base de la garantie de l'Autriche. Le 29 mars, Speranski, son protecteur, fut disgracié. Le 8 avril, Alexandre adressait à Napoléon un ultimatum. Tout entier à ses rancunes, gagné par son entourage allemand, qui lui conseillait avec force d'accepter la guerre, mais d'éviter les grandes rencontres et de se retirer en ravageant, il attendit Napoléon en Russie pour le prendre au piège.

Napoléon, qui, par la menace, avait contraint la Prusse et l'Autriche à le suivre, n'avait pas tort, deux mois plus tard, en disant à Savary « qu'il était obligé de faire la guerre à la Russie seule cette année pour n'avoir pas l'Autriche et la Prusse contre lui l'année suivante ». Mais il avait cédé trop tard, négligé l'alliance suédoise et le soulèvement de la Turquie.

Ainsi Talleyrand, avec une adresse exempte de tous scrupules, mais demeuré toujours fidèle à ses

idées pacifiques, et croyant que l'Autriche et la Russie les partageaient, tandis que Napoléon seul les contrariait, s'était efforcé de 1810 à 1812, comme en 1809 avant la guerre d'Autriche, comme en 1808 à Erfurt, de contraindre Napoléon à la paix en unissant contre lui l'Autriche et la Russie. Ses efforts n'avaient réussi d'abord qu'à presser les armements de la Russie, puis, par conséquence, ceux de la France. Il fit enfin accepter par Napoléon l'idée d'une garantie de l'Autriche donnée à la Russie. Cette garantie aurait pu être acceptée par Alexandre, si celui-ci eût sincèrement désiré un arrangement, et pouvait prévenir les hostilités. Mais Alexandre, poussé par l'Angleterre, ne pensait qu'à sa vengeance ; il était prêt et n'attendit plus. Ce fut seulement par la défaite de Napoléon que les desseins de Talleyrand devaient se réaliser.

XIV

L'ARMÉE DES FEMMES

(1811-1812)

L'Empereur, pour ne pas laisser Talleyrand à Paris, lui offre l'ambassade de Varsovie. — Les intrigues de la duchesse de Bassano font échouer le projet. — Nouvelle disgrâce de Talleyrand. — Nouveaux regrets de Napoléon. — Surveillance dont Talleyrand est l'objet. — Il se réfugie dans les salons de ses amies. — La comtesse de Kielmannsegge. — Son dévouement à Napoléon. — La duchesse de Courlande. — La vicomtesse de Laval. — La princesse de Vaudémont. — Les dames de Bellegarde. — La comtesse Tyskievitch. — La duchesse de Luynes. — Mme de Rémusat. — Mme de Brignole. — Mme de Canisy. — Mme de Souza. — La comtesse Edmond de Périgord. — Hostilité de cette société pour l'Empereur, qu'elle considère comme fou. — Goût de Napoléon pour l'aristocratie. — Départ de la duchesse de Courlande. — Sa correspondance avec Talleyrand. — Le secret de Talleyrand — Aimée de Coigny.

Au moment de quitter la France pour aborder, de son propre aveu, « l'entreprise la plus grande, la « plus difficile qu'il ait encore tentée », qu'allait faire Napoléon du vice-grand électeur de l'Empire, de « ce diable d'homme »? Déjà il avait eu la faiblesse de rappeler Fouché à Paris, de le recevoir et, malgré la remise d'un mémoire contraire à la guerre de Russie, de l'autoriser à habiter la capitale ou son château de Ferrières, prêt à reprendre sa place au Sénat (1).

Laisser Talleyrand derrière lui, c'était préparer de nouveau, comme en 1809, l'union des deux hommes, à côté d'une impératrice de vingt-deux ans, entre

(1) MADELIN, *Fouché*, II, 230. — Rapports de Tchernicheff, p. 253, 301.

Cambacérès, sage inactif, et Savary, policier maldroit. Il résolut de l'emmener avec lui pour mieux le surveiller, mais aussi pour en profiter. Entre le zèle aveugle de Maret, la rude franchise de Caulaincourt et la légèreté de Narbonne, Talleyrand lui manquait. Qui pouvait mieux que lui manœuvrer l'Autriche, surveiller la Prusse, en imposer à la Pologne, s'entremettre, s'il en était temps encore, près d'Alexandre ou, après la victoire, préparer la paix?

Un soir du mois de mars, il le garda fort tard et lui proposa dans le plus grand secret de se rendre à Varsovie comme ambassadeur ou plutôt, ainsi qu'on dirait maintenant, comme haut-commissaire. Il s'agissait de soulever la Pologne et de la faire concourir avec toutes ses ressources au succès final. Talleyrand y avait fait ses preuves en 1807. Ses amies, la duchesse de Courlande et la comtesse Vincent Tyskievitch, lui fourniraient les moyens. Enchanté de rentrer aux affaires, Talleyrand accepta avec empressement (1).

Albert Sorel a pensé, d'après Maret, que l'attitude de Talleyrand n'était qu'une feinte, que bien résolu à ne pas s'engager dans cette aventure et à rester à Paris, il fit en sorte de faire échouer le projet de l'Empereur, tout en paraissant l'accepter. Mais le récit de Caulaincourt, précis et détaillé, paraît exact. L'opinion, si désabusée qu'elle fût, s'attendait d'ailleurs à de nouvelles et promptes victoires. Il est bien cer-

(1) D'après la comtesse Kielmannsegge (II, 204), l'Empereur lui aurait promis 500 000 francs d'appointements. — Cf. Schwarzenberg à Metternich, 20 mars 1812 : « On veut prétendre que X... (Talleyrand) est nommé pour être du voyage... Les hommes éclairés y voient, ce qui y est en effet, une profonde combinaison de l'Empereur, celle d'éloigner X... de Paris, où il ne pouvait le laisser pendant son absence, et d'avoir à côté de lui l'homme dont, au moment où il s'agira de parler paix, il pourra se servir avec le plus d'avantage par la confiance qu'il inspire à la Russie. Cependant, d'après les dernières notions, il paraît se flatter trop tôt de ce qui n'est pas encore bien décidé. » De son côté, Floret signale les violentes attaques de Maret contre Talleyrand. (*Archives de Vienne*.)

tain que Talleyrand ne serait parti pour Varsovie qu'avec l'idée bien arrêtée d'empêcher la guerre ou de précipiter la paix après les premières victoires, pour le plus grand profit de la France et de l'Empereur lui-même.

Que se passa-t-il? Comment comprendre le revirement presque subit qui se produisit dans l'esprit de Napoléon? Sur un point tous les témoignages concordent. Talleyrand se fit ouvrir à Vienne un crédit de 60 000 francs, sous le prétexte qu'il n'y avait point de change direct entre Paris et Varsovie et qu'il ne voulait pas se trouver gêné à son arrivée en Pologne. Pensait-il par ce moyen détourné avertir Metternich? Comptait-il sur lui pour alimenter son compte? C'est bien possible. On ne trouve rien à ce sujet dans les archives de Vienne. L'opération fut découverte par Lavalette, qui avertit l'Empereur.

En même temps la police révéla des indiscretions de salon. D'après Maret et ses amis, Talleyrand s'était empressé de faire part de la bonne nouvelle à ses habituelles confidentes, la duchesse de Courlande, la vicomtesse de Laval. D'après Caulaincourt et Savary, Maret, qui, depuis un an, avait remplacé Champagny au ministère, se crut menacé. La duchesse de Bassano, plus alarmée encore que son mari, aurait imaginé de faire répandre la nouvelle et d'imputer l'indiscrétion à Talleyrand lui-même. « Ce concours de circonstances, écrit Caulaincourt, parut à l'Empereur un coup monté par M. de Bénévent pour se donner de suite de l'importance à Paris et à Vienne. Il y vit de l'intrigue, fulmina contre lui et se prononça si fortement avant que la vérité lui arrivât tout entière, qu'il ne put plus revenir. » L'Empereur connut plus tard l'intrigue de Mme de Bassano, qui dut se justifier devant lui.

Talleyrand ne partant plus, il fallait l'éloigner de Paris. L'Empereur s'y décida. Caulaincourt essaya de conjurer l'orage. Savary se joignit à lui et reçut

deux fois, sans l'exécuter, l'ordre de faire partir le prince. Caulaincourt proposait à Napoléon de faire venir Talleyrand et de l'interroger.

« Je ne veux pas le voir, répondit l'Empereur, je vais donner l'ordre de le chasser de Paris. Je vous défends d'aller chez lui, de lui parler de cela (1). »

Mais il n'exécuta pas ses menaces. De toutes les solutions, il prit encore une fois la pire : menacer sans frapper. C'est alors, dit Caulaincourt, que Talleyrand « fut poussé à bout et ne garda plus de mesure ».

Le parti Maret triomphait. Le salon de la duchesse de Bassano se divertit bruyamment de la nouvelle disgrâce du prince de Bénévent. Dans un jeu de société, Caulaincourt fut ridiculisé ; il figura sous la forme d'un automate, auquel l'*Enchanteur boiteux* faisait répéter à tout propos : *La paix fait le bonheur des peuples*.

C'est alors que l'Empereur prononça devant Caulaincourt ces paroles où l'on retrouve ce mélange d'attrait et de répulsion, de mépris et de considération qu'il éprouvait pour Talleyrand : « Talleyrand a fait une folie de quitter le ministère, car il mènerait encore les affaires, tandis que sa nullité le tue. Il regrette, au fond, de ne plus être ministre et intrigue pour gagner de l'argent. Ses entours en ont toujours besoin comme lui et sont capables de tout pour en avoir. Il voulait qu'on crût que je ne puis me passer de lui, et cependant mes affaires n'ont pas plus mal été depuis qu'il ne s'en mêle plus. Il a trop tôt oublié que ce sont les batailles gagnées par les Français qui ont dicté les traités qu'il a signés. Personne, en Europe, n'est dupe de cela. L'esprit de Talleyrand me plaisait. Il a des vues, il est profond politique,

(1) Il ajouta : « Son esprit d'intrigue gâte tout. Je le regrette car le mariage de son neveu m'aurait servi en Courlande. Il plaît aux Polonais et m'aurait aussi assuré Metternich, qui n'aime pas Maret. » (CAULAINCOURT, III, p. 434.)

bien supérieur à Maret ; mais il a un tel besoin d'intrigue et une telle canaille autour de lui que cela m'a toujours déplu. »

Ainsi échoua le dernier essai de réconciliation entre Napoléon et Talleyrand. Dès que ses affaires se gâtèrent, Napoléon commença de le regretter. A Varsovie, il lui avait substitué un parent de Duroc, l'abbé de Pradt, archevêque de Malines, beau parleur, et royaliste camouflé. Choix déplorable ! On en jugera par ce qu'écrivait quelques mois après Metternich à Floret :

« L'archevêque de Malines qui se conduit à merveille vis-à-vis de nous, n'a que le défaut d'être lui-même trop pusillanime ; mais je sais pertinemment que *ses rapports sont constamment rédigés dans le sens le plus conforme à nos intérêts* et qu'ils font preuve combien, dans son court séjour à Varsovie, il a appris à réduire à sa juste valeur le soi-disant patriotisme des Polonais (1). » Ce témoignage suffit.

A Moscou, Napoléon disait à Caulaincourt : « Si j'avais envoyé Talleyrand à Varsovie, j'aurais mes six mille cosaques (polonais) et mes affaires auraient tout de suite une autre face. » Dans le traîneau qui le ramenait en France il disait encore au grand écuyer : « J'ai eu tort de me fâcher contre Talleyrand. Les intrigues de boudoir de la duchesse m'ont mis en colère contre lui et mon affaire a manqué. » Et quelques jours après : « Talleyrand aurait plus fait par le salon de Mme Tyskievitch à Varsovie que Maret et l'abbé de Pradt avec leur zèle, leur bavardage... » A Varsovie, avant de déverser sa colère sur M. de Pradt, il déclara : « Talleyrand m'a bien souvent manqué ici. » C'est un refrain qui revient sans cesse. Outragé, disgracié, menacé par lui, Talleyrand hantait sa pensée.

Au moment de quitter Paris le 11 mai 1812, l'Em-

(1) Metternich à Floret, 4 novembre 1812 (*Archives de Vienne*).

pereur avait recommandé à Savary de surveiller avec la plus grande attention le prince de Bénévent et son entourage. Il semble qu'il ait voulu l'humilier, l'effrayer, n'ayant pu se résoudre tout simplement à l'éloigner. Il lui interdit de disposer de ses dotations en faveur de sa fille adoptive, la jeune Charlotte, soi-disant pour réserver les droits de ses neveux Périgord. Il lui interdit également d'insulter sa femme en public sous peine d'exil. Talleyrand dut sourire en pensant qu'il recevait des leçons de bon ton de Bonaparte. Et la veille de la bataille de la Moskowa, l'Empereur écrivait encore à Marie-Louise de ne rien faire pour Talleyrand qui puisse être interprété comme une faveur et de ne pas même l'inviter à sa partie de whist (1).

Tombé dans une profonde disgrâce, pouvant craindre à tout instant que ses rapports avec l'Autriche et la Russie ne fussent découverts, espionné « jusque dans l'intérieur de sa chambre », Talleyrand, qui s'était senti menacé dans sa liberté, devint plus prudent que jamais. Il semble que pendant la campagne de Russie il se soit borné à observer et à attendre. Il surveilla ses lettres et ses conversations, se retira dans la vie privée, mais continua de fréquenter les quelques salons où, depuis son départ du ministère et surtout depuis sa disgrâce de 1809, il avait pris l'habitude de passer ses soirées et ses nuits.

C'est seulement dans ce cadre intime et de bon ton qu'il se trouvait à l'aise, y retrouvant l'amour ou son souvenir, car il avait pour principe de ne jamais rompre. C'est de là qu'indigné mais attentif, haineux mais lucide, il continuait de défier au milieu d'une petite armée de femmes le dominateur de l'Europe. La politique, dira-t-il plus tard au jeune Thiers qui s'étonnait de sa frivolité, ce sont les femmes.

(1) *Mémoires de la comtesse de Kielmannsegge*, I, p. 128-154.

Mme de Staël, à laquelle il devait sa fortune, fut la seule qu'il abandonna.

Parmi les personnes que l'Empereur employait à surveiller Talleyrand et son entourage, paraît avoir figuré, plus ou moins consciemment, une Allemande jeune et belle, dont les mémoires, bien qu'assez incohérents, nous aideront à pénétrer dans ce milieu.

La comtesse de Kielmannsegge, née Schonberg, était la fille du maréchal de la cour de l'électeur de Saxe. Veuve à vingt-trois ans d'un comte de Lynar, elle épouse à vingt-cinq un capitaine de cavalerie de l'armée prussienne, ennemi juré des Français. En 1800 elle se lie intimement à Berlin avec la duchesse de Courlande, et partage ses goûts littéraires ainsi que son enthousiasme sentimental pour le jeune dieu de la guerre, devenu le maître de la France. Ce goût ne fit que croître et l'on doit bien penser que sa mésintelligence toujours plus profonde avec son mari n'y fut pas étrangère. Le comte de Kielmannsegge entra dans un complot contre la vie de Jérôme, roi de Westphalie, et fut arrêté à Brême. Les époux se séparèrent. Appelée par la duchesse de Courlande, la comtesse se rendit, en 1809, à Paris et fut aussitôt accueillie comme une amie dans la société dont Talleyrand était le centre. Elle fut présentée à Napoléon qui la traita avec bonté, gracia son mari, l'aida dans ses démêlés interminables avec lui, la présenta à toute la famille impériale et finalement la confia à Savary. Son dévouement à l'Empereur ne se démentit jamais. Elle demeura à Paris jusqu'en 1813, revit à Dresde Napoléon, qui lui remit un pli secret pour l'empereur Alexandre, et plus tard lui écrivit de Sainte-Hélène. Elle porta son deuil et, plus de vingt ans après, fit graver sur sa propre tombe la devise qu'il lui avait donnée : *Seule et soumise*.

La société Talleyrand, si on peut l'appeler ainsi, se réunissait chez Talleyrand lui-même dans les beaux hôtels qu'il occupa successivement rue d'Anjou, rue

de Varennes et rue Saint-Florentin ou à sa maison de campagne à la Muette. On la retrouvait surtout chez la duchesse de Courlande, la vicomtesse de Laval, la princesse de Vaudémont, les dames de Bellegarde, la comtesse Tyskievitch, la duchesse de Luynes. « Talleyrand plaisait aux femmes, dira plus tard Nesselrode, Dieu sait pourquoi, à moins que ce ne soit à cause de leur goût instinctif pour le mal. »

De ce petit groupe, qu'on appelait en plaisantant le sérail, la duchesse de Courlande était « la sultane ». Tous les hommages lui étaient réservés et il était de bon ton d'admirer sa robe ou sa parure. La princesse de Bénévent ne paraissait que chez elle, où elle se maintenait encore solidement « par un incroyable mélange de ruse et de sottise ». Talleyrand ne paraissait pas s'apercevoir de sa présence. De grandes dames, dont l'esprit devenait la dernière arme, ne pouvaient pardonner à cette aventurière d'avoir conquis jadis par ses attraits l'amour du grand homme.

La duchesse de Courlande n'avait que sept ans de moins que Talleyrand, mais conservait avec toutes ses grâces des restes de beauté. A trente-six ans, Vitrolles la dépeignait ainsi : « Sa taille charmante n'était pas élevée ; sa figure était fraîche comme celle des filles du Nord, ses traits gracieux, ses yeux charmants, sa bouche délicate, ses dents superbes. Le seul défaut de son visage était peut-être son nez un peu trop long. Son esprit n'avait pas précisément de la supériorité, mais elle parlait plusieurs langues avec une grande facilité et le français avec une pointe d'accent étranger qui n'était pas désagréable. Sa parole était gracieuse et abondante, parfois avec quelque excès dans l'intimité. »

La duchesse de Courlande était sujette russe et pensionnée par Alexandre I^{er}. Sa fortune était considérable et ses dettes l'étaient aussi. Ses goûts étaient allemands. Dans sa vie fort agitée, elle avait subi

l'influence d'un Suédois, le baron d'Armfeldt, grand ennemi de Napoléon et lié avec d'Antraigues (1).

Le mariage de sa dernière fille, la future duchesse de Dino, avec le neveu de Talleyrand, l'avait amenée à Paris. Talleyrand l'y fixa. Épousant avec ardeur ses vues et ses intérêts, elle contribua sans doute à l'enfoncer dans ses compromissions autrichiennes et russes. Elle recevait par ses nombreux amis et par ses trois filles, la princesse de Rohan, qui se consolait de l'amour de Metternich près du prince Louis-Ferdinand de Prusse, la princesse de Hohenzollern-Hechingen et la duchesse d'Acerenza, des informations de tous les points de l'Europe ; elle correspondait elle-même avec Alexandre 1^{er} et la grande-duchesse de Weimar. Faut-il croire, comme l'assure la comtesse Kielmannsegge, qu'elle ait pensé à épouser Napoléon et qu'il y eut du dépit dans son hostilité déclarée pour lui (2)?

Dans le petit salon de la vicomtesse de Laval, Talleyrand retrouvait avec la meilleure compagnie son vieil ami Narbonne, depuis longtemps installé chez la vicomtesse comme chez lui. Mme de Laval semblait absorbée par son tricot de grosse laine, mais quand elle parlait, tous étaient sous le charme, « Elle est, dit Aimée de Coigny, la plus piquante, la plus gaie, la plus absolue, la plus aimable et la moins bonne des femmes. Maîtresse de M. de Talleyrand quand elle était jolie, actuellement son amie très exigeante, c'est la seule au fond qui ait de l'empire sur lui. » D'après la comtesse de Kielmannsegge, Mme de

(1) En 1811 Armfeldt était devenu le chef d'une diplomatie occulte par laquelle l'empereur Alexandre, dont il connaissait tous les secrets, communiquait avec les ennemis déclarés de Napoléon et ses alliés mécontents. Il accompagna en 1812 l'empereur de Russie à Abo, lors de son entrevue avec Bernadotte, et contribua à la paix de la Russie avec la Turquie.

(2) Sur la duchesse de Courlande, on peut consulter : Baron DE VITROLLES, *Souvenirs autobiographiques d'un émigré*, publiés par Eugène Forgues, p. 167-201.

Laval veillait à ce que les lettres de la duchesse de Courlande à Alexandre I^{er} fussent exactement recopiées. Elle fut exilée de Paris en 1812.

Chez Mme de Laval, le prince de Bénévent redevenait M. de Talleyrand. « L'intérieur de cette petite chambre de Mme de Laval, observe encore malicieusement Aimée de Coigny, donnant à M. de Talleyrand l'assurance que le lien qui le tenait à la bonne compagnie n'était pas rompu, rassurait sa conscience. N'ayant point de crimes à se reprocher, ses fautes lui semblaient plus légères quand il acquérait la preuve qu'elles ne l'avaient point détaché de ceux qui seuls pouvaient les trouver choquantes (1). »

La princesse de Vaudémont, née Montmorency, et veuve d'un prince de la maison de Lorraine, « esprit de la Ligue, tempérament de la Fronde », estimait que ses petits chiens avaient le droit de mordre familièrement les ministres et les ambassadeurs sous tous les régimes. Personne ne régnait dans son salon. Elle avait des amis dans tous les partis et leur demeurait fidèle. C'est chez elle que Talleyrand se rapprocha de Fouché. « On peut regarder sa maison comme l'asile le plus doux de l'amitié et le lieu le plus dangereux pour les gouvernements mal affermis. On y complotait en toute sûreté. Les fauteuils y sont si bons, la vie si agréable et si niaise que les espions s'y endorment (2). »

Il ne semble pas qu'il faille attacher grande importance aux dames de Bellegarde, Adèle et Aurore, Savoyardes devenues Françaises. Le mari d'Adèle, colonel dans l'armée sarde, était devenu général en Autriche. Elles réunissaient à dîner chaque semaine des gens de lettres et des artistes, que Talleyrand déconcertait par sa froideur, tout en s'amusant du « doux murmure » des deux jolies sœurs et de leur

(1) *Mémoires d'Aimée de Coigny*, p. 199-200.

(2) *Ibid.*, p. 165

extrême liberté. C'est à ces dîners qu'Aimée de Coigny se lia avec Talleyrand. En 1814 les dames de Bellegarde devinrent d'ardentes royalistes. Elles n'étaient pas à leurs débuts (1).

La comtesse Vincent Tyskievitch, que Talleyrand avait connue, comme la vicomtesse de Laval, avant la Révolution, était « son esclave » depuis près d'un quart de siècle. « Coiffée en cheveux et couronnée de fleurs, » malgré ses quarante-cinq ans et son œil de verre, elle éprouvait pour lui un sentiment passionné, dont, assure Mme de Rémusat, il était fatigué, et gaspillait sa fortune à lui faire des cadeaux. Elle était la sœur de Poniatowski. Tous les huit jours, la société Talleyrand se réunissait chez elle. On y jouait dans le silence un jeu d'enfer, qui distrayait le Prince de ses travaux.

La jeune comtesse Potocka, qui était venue de Vienne à Paris pour retrouver Flahaut, regrettait chez sa tante Tyskievitch le modeste salon du prince de Ligne, où régnait l'esprit et la *Gemütlichkeit*. C'est autour du tapis vert qu'elle rencontra une autre amie de Talleyrand, la vieille duchesse de Luynes, « bâtie comme un gendarme et mise comme la femme la plus vulgaire ; elle jouait avec rage, avait une voix de stentor, riait aux éclats, faisait de l'opposition avec une rare grossièreté ; le tout passait pour de l'originalité. Il était même convenu d'admirer la noblesse et la fermeté de son caractère et la constance de ses opinions (2). » Cependant la duchesse avait en 1790 travaillé de ses mains aux terrassements du Champ-de-Mars, lors de la fête de la Fédération, où l'évêque d'Autun célébra la messe devant Louis XVI.

La duchesse de Luynes, née Montmorency, était la belle-mère de la duchesse de Chevreuse, qui fut

(1) V. sur les dames de Bellegarde notre livre : *Un épicurien sous la Terreur. Hérault de Séchelles*.

(2) *Mémoires de la comtesse Potocka*, p. 204.

exilée, en 1810, par l'Empereur pour « son impertinence ». Talleyrand lui fit alors une visite, accompagné de la duchesse de Courlande et de la vicomtesse de Laval et encourut à cette occasion de vifs reproches de Napoléon. Mais aux yeux de la bonne compagnie, cela rachetait bien des fautes. La duchesse de Luynes et la princesse de Vaudémont « aimaient solidement M. de Talleyrand ».

Parmi les amies de Talleyrand il faut faire une place à part à Mme de Rémusat, dont le mari était préfet du Palais. Elle n'appartenait pas à la haute aristocratie. Petite-nièce de Vergennes, amenée par Joséphine à la cour consulaire et comblée de faveurs, mais royaliste de cœur et libérale de raison, elle observait Napoléon sans être éblouie, d'un œil froid, railleur et bientôt hostile. Elle n'était pas romantique et comprenait Talleyrand à merveille, bien qu'il la scandalisât. Parfois elle le sermonnait et lui lisait Massillon. Mais elle subissait aveuglément son influence et fut pour lui l'alliée utile et secrète (1).

Mme de Brignole, Génoise d'origine, « était liée, dit Mme de Chastenay, de la plus étroite intimité avec le prince de Bénévent. » Elle était dame de l'Impératrice et cherchait à plaire à l'Empereur qui l'employait secrètement. Sa fille, « joli serin effaré », épousa Dalberg, devenu duc français, conseiller d'État et doté de 200 000 livres de rente. Floret écrivait à Metternich : « C'est l'évêque qui a *mitonné* le mariage. » La duchesse de Dalberg détestait l'Empereur. Pendant la campagne de 1812, Dalberg fut chargé de négocier avec les États-Unis au sujet d'indemnités dues à des navires américains. Il y vit une occasion de profits personnels. Napoléon le démasqua et le disgracia. Mais il était trop tard : d'adversaire et d'espion russe et autrichien,

(1) En 1813, Napoléon disait à Caulaincourt (II, 359) : « Les Rémusat sont gens d'intrigues et d'argent sur lesquels je me suis bien trompé. »

Dalberg devint dès lors son ennemi implacable.

Mme de Canisy fréquentait les salons de la société Talleyrand, ainsi que M. de Saint-Aignan, beau-frère de Caulaincourt. Elle n'avait toujours pas pu obtenir de l'Empereur son divorce. A la fin de 1810, elle fut exilée dans ses terres, comme l'avait été quelques mois avant la duchesse de Chevreuse. C'est alors que Caulaincourt demanda son rappel de Russie pour défendre celle qu'il aimait. « Ne pouvant rien reprendre dans ma conduite, écrit-il, l'Empereur se vengea sur mes amis. » Il multiplia en vain ses démarches. L'Empereur essaya de le marier à la duchesse de Montebello ou à la fille de la princesse de Thurn-et-Taxis. Duroc lui fit savoir que Mme de Canisy serait rappelée s'il assurait, comme de lui-même, l'ambassadeur russe des intentions pacifiques de Napoléon. Caulaincourt refusa et parla de quitter le service. Savary obtint enfin, en août 1811, le retour à Paris de Mme de Canisy, mais à cette occasion l'Empereur fit à Caulaincourt une scène très violente. En même temps, Duroc engageait le grand écuyer à cesser tout à fait de voir Talleyrand. On juge quelles pouvaient être pour l'Empereur les dispositions de celle qu'il avait surnommée *Proserpine*. Le 11 mars 1812, la comtesse de Kielmannsegge écrivait : « Tous les soirs il y a des conciliabules secrets chez Mme de Canisy entre Talleyrand et M. de Caulaincourt. C'est sa manière de se venger de l'Empereur qui n'a pas voulu favoriser son mariage avec le duc de Vicence (1). »

Mme de Souza était restée l'amie de Talleyrand, qui goûtait toujours son esprit. Son fils, le charmant général de Flahaut, coûtait à son père beaucoup d'argent. Il était tout dévoué à l'Empereur qui pensa lui donner en 1813 la succession de Duroc.

(1) Comtesse de KIELMANNSEGGE, *Mémoires*, I, 88, 139. — NESSELRODE, II, 381.

C'est peut-être par égard pour Flahaut que Napoléon ménagea Talleyrand.

On comptait encore dans la société de Talleyrand son ami de jeunesse, Choiseul-Gouffier, marié en Russie, mais inséparable de Mme de Bauffremont, Jaucourt, La Marck, l'ami de Mirabeau, le comte de Clary, gendre du prince de Ligne, le duc de Laval, la duchesse de Fitz-James et Aimée de Coigny. Talleyrand recevait encore beaucoup d'étrangers diplomates et informateurs. Toute l'Europe défilait devant « le sérail ».

Si nous n'avons pas parlé de la comtesse Edmond de Périgord, fille de la duchesse de Courlande, qui avait épousé en 1809, sous les auspices d'Alexandre et par les soins de Caulaincourt, le neveu de Talleyrand, c'est que son très jeune âge (elle était née le 24 août 1793) l'écartait encore de la politique où bientôt elle devait briller d'un vif éclat. Déjà Talleyrand se trouvait attiré par l'étrange beauté et la précoce intelligence de celle qui devait, dès le congrès de Vienne, occuper une si grande place auprès de lui « pour le charme de sa vie, l'esprit de ses lettres, l'enchantement et la séduction de ses réceptions, l'art suprême de faire parler autrui et de lancer à propos, sans y paraître toucher, les insinuations troublantes et attirantes (1) ». A cette époque, écrit Charles de Rémusat, « c'était ce que les femmes appellent vulgairement un pruneau : elle était excessivement maigre et chétive. Sa figure toute petite, tendue, découpée, grimacière, ne laissait voir d'agréable que de grands yeux et de belles dents... Elle devint peu à peu une des plus belles personnes de son temps (2). »

La future duchesse de Dino était toute allemande, comme sa mère, par ses goûts et par son éducation.

(1) SOREL, VIII, p. 382.

(2) LACOUR-GAYET, IV, p. 233 (*Mémoires inédits de Charles de Rémusat*).

Il faut se rappeler que les pays allemands étaient et sont restés, jusqu'en 1918, ceux où les sujets étaient les plus soumis à leurs princes grands et petits, ceux où l'aristocratie conservait tous ses privilèges avec le respect des populations. La future duchesse de Dino finit sa vie à Sagan, dans le pays où elle régnait comme une souveraine. En 1812, elle était attachée à la cour comme dame du palais de Marie-Louise. Son mari était colonel du 8^e régiment de chasseurs dans l'armée du roi de Naples. Elle habitait la maison de son oncle et admirait chez ce grand seigneur d'un goût parfait, d'une insolence exquise, la supériorité de l'intelligence et les audaces d'un partisan. Elle rêvait d'étonner le monde. Il lui en fournit les moyens. Son prestige à ses yeux paraît bien exprimé dans ce passage de ses *Mémoires* :

« Je suis restée convaincue que ce qui aidait à le rendre si imposant, c'était un trait de sa nature, qui se sentait à travers son indolence. C'était ce courage plein de sang-froid et de présence d'esprit, ce tempérament hardi, cette bravoure instinctive, qui inspire un goût irrésistible pour le danger sous toutes ses formes, qui rend le péril séduisant et donne tant de charme aux hasards. Il y avait sous la noblesse de ses traits, la lenteur de ses mouvements, le sybaritisme de ses habitudes, un fond de témérité audacieuse, qui étincelait par moment, révélait tout un ordre nouveau de facultés et le rendait, par le contraste même, une des plus originales et des plus attachantes créatures (1). »

L'aristocratie internationale qui faisait le fond de cette société avait vu avec joie la Révolution française terrassée par le général Bonaparte. Elle se fût résignée au remplacement des Bourbons par une famille qui eût fait oublier son obscure origine en

(1) *Chronique de la duchesse de Dino*, II, 430. — V. Maurice PALÉOLOGUE, *Talleyrand, Metternich, Chateaubriand*, p. 54 et suiv.

s'inclinant avec déférence devant les vieilles dynasties, en flattant et favorisant les aristocraties qui leur étaient attachées. Mais elle en était venue à haïr l'homme qui bouleversait tous les trônes, ruinait tous les intérêts, et peuplant de nobles ses antichambres, portait partout, avec les horreurs de la guerre, l'amour de l'égalité. C'est de ce monde auquel il appartenait par la naissance et par ses alliances que Talleyrand a été toute sa vie l'interprète plus ou moins conscient, car on ne peut jamais trahir sa classe tout à fait.

La comtesse Potocka a laissé un piquant tableau de l'effet produit à Vienne, dans le salon d'une Polonaise, la comtesse Lanckoronska, par l'annonce du mariage de Marie-Louise :

« On eût dit que la foudre, en tombant sur un fil électrique, avait pulvérisé les individus... Après un instant de stupeur muette, un cri d'horreur retentit spontanément dans tout le salon. On se récria sur l'inconvenance et la lâcheté d'une alliance qui mettait au pouvoir du plus *infâme usurpateur* la première princesse de l'Europe ! Ce ne furent qu'imprécations et sanglots étouffés. Les dames eurent des attaques de nerfs, les hommes se laissèrent aller progressivement de l'indignation à la fureur. Il n'y a plus de justice à espérer sur cette terre, s'écriait-on. Il ne reste qu'à quitter l'Europe et à se coloniser en Amérique, disaient les femmes. Les plus *sensibles* affirmaient que la jeune princesse en mourrait et qu'on ne verrait pas consommer une telle profanation. D'autres prétendaient que Napoléon deviendrait fou de joie et que le ciel ne permettrait un tel scandale que pour foudroyer de plus haut le moderne Nabuchodonosor (1). »

Beaucoup des amis de Talleyrand auraient pu se trouver à Vienne. A Paris, on parlait seulement plus

(1) *Mémoires de la comtesse Potocka*, p. 183-184.

bas. On y tournait en dérision cette cour militaire et pompeuse, dépourvue de l'aimable enjouement d'autrefois, la tribu des Corses jouant aux souverains autour de l'avarice de Madame Mère. L'héroïsme semblait grossier. Le ridicule partout recouvrait le sublime : On se gaussait des nouveaux nobles empachés, « Murat l'aubergiste, Bernadotte le soldat, Berthier l'ingénieur, Maret le commis, » un comte Regnault de Saint-Jean d'Angély voulant se faire prendre pour un gentilhomme. Dans l'Empereur on ne voyait qu'un fou furieux ou simplement un fou (1). Au milieu de 1811, Nesselrode, renseigné chez Talleyrand, écrit à Speranski que l'Empereur passe de la plus profonde mélancolie à des exercices immodérés, qu'il refuse son dîner, disant l'avoir déjà pris, qu'il dicte des phrases qui n'ont aucun sens, et qu'on se demande quel parti prendre si ces accès, qu'il eut déjà à Schoenbrunn en 1809, se renouvelaient. « Tout porte à croire qu'il deviendra fou à lier... Mais cet état peut durer longtemps avant de justifier l'interdiction. »

« Je savais bien, disait plus tard Napoléon à Caulaincourt, que Nesselrode avait toutes ses relations dans le faubourg Saint-Germain. » Après avoir détruit ou domestiqué les Jacobins, sous le Consulat, il sentait que toute l'opposition s'était concentrée contre lui dans le fameux faubourg autour de M. de Talleyrand qui s'y trouvait chez lui, malgré tous ses efforts pour l'y rendre impossible. Vers 1810, il se fit composer par son secrétaire Méneval une sorte de dictionnaire sur les familles influentes de cette aristocratie, qu'il flattait sans la conquérir. Talleyrand, Sémonville, Duroc et Fouché fournirent des

(1) Il en était parfois de même dans l'entourage de l'Empereur. A la fin de 1809, Decrès, ministre de la Marine, confiait à Marmont, de passage à Paris : « L'Empereur est fou, tout à fait fou et nous jettera tous, tant que nous sommes, cul par dessus tête, et tout cela finira par une épouvantable catastrophe. » (MARMONT, III, 336.)

notes souvent contradictoires. C'est en feuilletant ce livre qu'il cherchait des épouses pour ses généraux, mais ces épouses ne l'aimaient guère.

C'est encore dans la haute noblesse que Napoléon avait choisi les chambellans dont il s'entourait et les dames du palais de l'Impératrice. Si l'on consulte l'Almanach impérial après 1810, on constate que Napoléon et Marie-Louise étaient presque entièrement entourés des grands noms de France. C'est ce qui explique les nombreuses intelligences que Talleyrand trouvait dans l'entourage impérial. L'Impératrice cependant préférait la nouvelle noblesse à l'ancienne. Mais Napoléon paraissait de plus en plus d'un goût contraire. Dès l'école militaire, jeune officier obscur et pauvre, il avait été ébloui par la cour. Sauf à l'armée, où il n'a jamais recherché que le mérite, il se laissait de plus en plus guider dans ses choix par les souvenirs de l'ancien régime. Il oubliait qu'il était né de la Révolution et qu'on ne gouverne sûrement qu'avec son parti. De 1800 à 1812, les royalistes s'emparèrent peu à peu des places, non seulement à la cour mais dans toutes les administrations : le lit de Louis XVIII était fait.

L'Empereur s'en aperçut à la fin de son règne et, en revenant de Russie, exprimait sa déconvenue en termes amers : « Malheur au souverain qui se livrerait au faubourg Saint-Germain car il n'est pas changé ! Quoique la Révolution ait amené beaucoup d'excès, on a souvent trouvé des entrailles dans les gens du peuple. Le faubourg Saint-Germain n'en a pas. Il veut reconquérir une influence qu'il croit lui appartenir. Dans son opinion les rois sont son choix, les peuples ses vassaux. Les rois doivent gouverner par lui et pour lui et le peuple obéir. Voilà tout ce que les grands seigneurs permettraient au monarque si le bon temps revenait. » A Fontainebleau, il disait encore : « On conserve dans le faubourg Saint-Germain l'esprit de la Ligue. Il faut

le tenir dans un état de blocus, car c'est une colonie étrangère dans la France et même dans Paris, et une colonie où l'on n'est occupé que de ses privilèges, de ses intérêts. On s'y embarrasse fort peu de ceux du pays. Le mot de patrie n'y est pas connu (1). »

La comtesse de Kielmannsegge rencontra chez Talleyrand Nesselrode, puis Tchernitchef qu'elle démasqua aussitôt. Elle surprit un conciliabule entre Talleyrand, la duchesse de Courlande et la vicomtesse de Laval, débattant sur le moyen de réduire Napoléon à l'impuissance en excitant contre lui la haine d'Alexandre, et répétant dans un transport : Nous le perdrons, nous le perdrons ! Elle affirme, sans qu'on puisse en trouver ailleurs confirmation, que Talleyrand portait toujours une bague présentant d'un côté cette inscription : *Malgré eux*, et de l'autre trois fleurs de lis au centre d'un serpent se mordant la queue. C'était, s'il faut l'en croire, le signe de reconnaissance de ceux qui travaillaient à la ruine des Bonapartes. Mais peut-être n'était-ce qu'un insigne maçonnique. Le 4 mai 1812 elle entend Talleyrand récitant des vers « ignobles et offensants » qu'il avait faits sur l'Empereur.

La guerre avec la Russie paraissant certaine, la duchesse de Courlande, sujette russe, se décida dès le mois de mars à quitter la France afin de ne pas perdre la pension qu'elle recevait de l'empereur Alexandre. La vicomtesse de Laval, qui avait reçu un ordre d'exil, voulait l'accompagner pour sortir de France, mais les passeports lui furent refusés. L'Empereur dit à ce propos : « Elle peut s'estimer heureuse que je lui permette encore de rester à Paris. Je m'oppose à ce qu'elle parte avec la duchesse de Courlande. Celle-ci est assez intrigante de nature et il ne lui manquait que d'être travaillée par Mme de Laval. »

(1) CAULAINCOURT, II, p. 310, et III, p. 463.

La duchesse de Courlande put partir, malgré ses créanciers, pour son château de Lœbichau, près d'Erfurt, d'où elle entretenait avec Talleyrand une correspondance suivie (1). Avant son départ Napoléon

(1) Trois lettres de cette correspondance ont été interceptées et se trouvent aux Archives des Affaires étrangères. Elles paraissent bien avoir été rédigées par Talleyrand dans l'espoir qu'elles seraient interceptées. Nous les donnons ici ; la lettre du 29 novembre 1812 est relative au projet qu'avait alors Talleyrand d'adopter son neveu Edmond de Périgord et d'en faire l'héritier de ses biens.

« Paris, 15 novembre 1812.

« Le bruit du Palais est que l'Impératrice espère voir l'Empereur dans les jours où l'hiver oblige à un repos forcé. Je ne sais si c'est le désir qu'elle en a qui donne lieu à ce bruit, ou s'il y a quelque fondement. On m'écrit de Varsovie toutes les peurs de l'archevêque de Malines qui avait déjà emballé tous ses effets : C'est un peu bête ! Il devoit au contraire rassurer le pays, se montrer profondément tranquille, et bien dire que la surveillance de l'Empereur étoit telle que l'on pouvoit avoir une confiance entière. C'est avec de bons propos, et l'air de parfaite sécurité que j'ai empêché il y a cinq ans qu'il y eût une seule femme qui quittât Varsovie lorsque les Russes n'en étoient plus qu'à 15 lieues.

« Paris, le 23 novembre 1812.

« Le Paris qu'on appelle le faubourg Saint-Germain, est en mouvement pour la noce de la fille de M. Léon, qui épouse M. de Gontaut. Toute la vanité et toute la petitesse de l'émigration viennent d'être dans leur grand jour. Parmi les détails curieux, en voici un : On a fait imprimer des billets de part, et dans ceux que j'ai reçus, comme attaché au gouvernement, on a ajouté à la main, après le nom de M. de Gontaut, *chambellan de l'Empereur*, et dans ceux qui ont été envoyés aux personnes que l'on suppose ne pas aimer le gouvernement, les billets ont été envoyés sans l'addition à la main. Quelle petitesse ! Quelle bassesse ! Et ces Messieurs s'appellent les conservateurs de l'honneur françois. C'est du Léon tout pur. Son ami que vous connoissés en auroit fait tout autant. Mais il faut laisser tout cela à sa juste valeur, penser à autre chose et faire des vœux pour que le tems beau qu'il fait ici soit le même en Pologne, pour que l'hiver soit doux et que les Russes ayent assés de bon sens pour faire la paix cet hiver et pour ne pas laisser détruire ce qui reste de leur pays.

« Saint-Brice, le 2 novembre 1812.

« Un rapport du roi de Naples dans lequel Edmond est très bien nommé et qui est dans le *Moniteur*, me met dans le cas d'écrire à l'Empereur, comme je vous l'ai mandé il y a quelque tems. Je suis bien aise que les miens le servent avec distinction, et cela m'autorise à faire ma demande. Si l'Empereur a la bonté d'ordonner à M. l'archichancelier de s'occuper de cette affaire, elle pourra être complètement terminée en peu de tems. Je serai charmé, je vous assure, chère amie,

lui fit exprimer ainsi qu'à Mme de Laval, par la duchesse de Rovigo, son mépris des propos tenus sur sa personne. La police française la surveillait à Carlsbad, où elle se rendit pendant l'été.

De son côté la comtesse Tyskievitch retourna à Varsovie, d'où elle renseignait Talleyrand en confiant ses lettres à Floret (1). Mais la sœur de Poniatowski faisait des vœux pour le rétablissement de la Pologne par les victoires françaises.

Un jour Talleyrand posa cette question à la comtesse de Kiellmannsegge, que d'ailleurs il détestait et traitait de « grande haquenée » : « Quelle opinion croyez-vous que la postérité aura de moi? — Que vous avez voulu être un homme autour de qui les opinions se seront toujours disputées. — Oui, oui, c'est bien cela; c'est tout à fait cela. Je veux que pendant des siècles on continue à discuter sur ce que j'ai été, ce que j'ai pensé, ce que j'ai voulu. »

Le vice-grand électeur de l'Empire qui, selon un mot d'Aimée de Coigny, « préférait les paradoxes aux préjugés », se trouvait en effet dans la position la plus paradoxale. Il était brouillé avec les Bourbons par son passé révolutionnaire et sa position de prêtre marié; sa participation à l'affaire du duc d'Enghien, sa mission compromettante de geôlier des princes espagnols à Valençay ne lui permettaient guère d'espérer une réconciliation. Sa fortune était donc attachée à l'Empire. D'autre part, il haïssait Napoléon qui l'avait outragé et cherchait ardemment sa vengeance. Il n'en pouvait trouver qu'une : la régence, par la mort de l'Empereur.

d'avoir un lien de plus avec vous. Ne parlez de mes projets à personne; il vaut toujours mieux que les choses ne soient connues que quand elles sont faites. »

(1) V. une lettre de la comtesse Tyskievitch à Talleyrand, datée de Varsovie, 20 décembre 1812, publiée par nous dans la *Revue d'histoire diplomatique* de juillet 1934.

C'est vers ce but que, dans l'année 1813, il va concentrer tous ses espoirs. La mort de l'Empereur, il l'a toujours prévue, sinon désirée, à chaque guerre nouvelle. L'abdication pouvait sortir de la défaite. La régence, sur laquelle il comptait bien dominer, car il pouvait seul concilier tous les partis, et qu'il était seul accepté par l'Europe pour l'exercer, désiré par l'Autriche et par la Russie, lui permettra à l'extérieur et à l'intérieur de réaliser tous ses plans : retour aux limites naturelles, qu'à cette époque il espère encore conserver par l'abandon des conquêtes, restauration de la liberté ou de ses formes. Et quelle meilleure vengeance contre l'Empereur, mort ou vif, que celle de lui dérober le pouvoir en l'exerçant au nom de son fils ! Quelle revanche que de réussir là où il a échoué ! La régence fut en 1812 et en 1813 le secret de Talleyrand, et jusqu'au 30 mars 1814, bien loin de préparer le retour des Bourbons, il s'attacha obstinément à faire prévaloir cette autre solution, l'Empire sans l'Empereur, c'est-à-dire la paix et la monarchie constitutionnelle sans les Bourbons. Selon toute vraisemblance Caulaincourt, Savary et bien d'autres pensaient secrètement comme lui.

Il correspondait avec la duchesse de Courlande, avec Caulaincourt. Il était renseigné de toutes parts, notamment par Dalberg et par les bureaux des Relations extérieures. Mais il n'écrivait qu'avec une extrême prudence et se tenait coi. Les nouvelles de l'armée étaient rares. A Wilna, où il résidait avec le corps diplomatique, Maret les filtrait soigneusement. L'opinion attendait impatiemment une victoire et la paix. On ne savait encore rien quand, le 23 octobre, la conspiration Malet éclata ; son effet fut considérable.

Le 2 septembre, Napoléon, au cœur de la Russie, apprit la grave défaite de Marmont aux Arapiles ; le 6, il laissait échapper l'armée russe à Borodino. La décision s'éloignait encore. Il pensa que Tal-

leyrand, si loin de lui, devenait dangereux, mais qu'il pouvait être utile et, de nouveau, sentit la nécessité de se rapprocher de lui. Il écrivit donc à l'Impératrice de rendre les entrées à Talleyrand et à Rémusat : « Il n'y a pas d'inconvénients (1). »

Talleyrand comprit, quitta aussitôt Saint-Brice et revint à Paris. Savary le pria de recevoir de nouveau les étrangers. A Caulaincourt, auquel il recommandait tantôt les intérêts de la duchesse de Courlande, tantôt ceux de son neveu, il écrivit, le 26 octobre, pour savoir si l'Empereur désirait qu'il ouvrît ses salons ; saisissant l'occasion, il fit parvenir à Napoléon ses doléances par cette voie et lui redemanda ses faveurs. « S'il m'avait fait vice-archichancelier d'État, comme il l'a voulu un moment et comme je l'avais désiré, alors cela et beaucoup d'autres choses auraient été toutes simples, mais l'Empereur, par l'espèce de défaveur dans laquelle il me laisse, m'ôte tout moyen de lui prouver utilement mon dévouement. » Il se plaint du mal que répandent injustement sur lui Sémonville et Mme de Bassano, déclare qu'il est gêné dans ses affaires. Si l'Empereur lui permet d'adopter son neveu, qui lui succéderait à Bénévent, il sera satisfait d'avoir attaché sa famille « à une dynastie pour laquelle tous mes efforts, tous mes vœux ont été employés depuis plus de douze ans ».

Il était alors si loin de penser aux Bourbons qu'il écrivait, le 26 octobre, à Caulaincourt qu'il fallait établir davantage « la nullité du Sénat », de ce Sénat dont il se servira pour proclamer Louis XVIII. Quelques années avant, il écrivait à l'Empereur que l'existence de Louis XVIII était de bien peu d'intérêt, même pour sa cause, et que le sort condam-

(1) De Mojaïsk, le 7 septembre. (*Lettres inédites de Napoléon à Marie-Louise*. Édit. Madelin, 1935.)

nait ses regrets et ses ambitions à l'obscurité (1). Mais voici que les royalistes lui envoient un émissaire.

Aimée de Coigny, autrefois duchesse de Fleury, grande dame déclassée mais pleine d'usage et d'esprit, revenue de bien des illusions et de bien des aventures, avait passé par toutes les opinions, ayant aimé successivement Lauzun, Montrond et le tribun Garat. Pour lors le comte Bruno de Boissgelin l'avait convertie aux Bourbons. Il la dépêcha chez Talleyrand, qu'elle avait vu de près aux dîners des dames de Bellegarde. L'ancien évêque d'Autun apparaissait déjà aux royalistes comme le Messie. Mais il n'était pas encore au point.

Aimée de Coigny allait passer une heure ou deux, tous les matins, dans sa bibliothèque. Elle se bornait à nourrir sa haine contre Napoléon, mais ne parlait pas de Louis XVIII. A ses insinuations Talleyrand se déroba. Après l'affaire Malet, Napoléon parut moins redoutable. Talleyrand se relâcha de sa prudence :

« Il faut le détruire, me dit-il un jour, n'importe le moyen.

— C'est bien mon avis, lui répondis-je vivement.

— Cet homme-ci, continua-t-il, ne vaut plus rien pour le genre de bien qu'il pouvait faire, son temps de force contre la Révolution est passé ; les idées dont il pouvait seul distraire sont affaiblies, elles n'ont plus de danger et il serait fatal qu'elles s'éteignissent. Il a détruit l'égalité, c'est bon ; mais il faut que la liberté nous reste ; il nous faut des lois ; avec lui c'est impossible. Voici le moment de le renverser, Vous connaissez de vieux serviteurs de cette liberté, Garat, quelques autres. Moi, je pourrai atteindre Sieyès, j'ai des moyens pour cela. Il faut

(1) Talleyrand à Napoléon, 20 août 1804. Voir la *Revue de France* du 15 juin 1934.

ranimer dans leur esprit les pensées de leur jeunesse : c'est une puissance, et puis, l'Empereur étant en retraite de Moscou, il est bien loin. Leur amour pour la liberté peut renaître !

— L'espérez-vous ? lui dis-je

— Pas beaucoup, reprit-il, mais enfin il faut le tenter. »

Le fameux vingt-neuvième bulletin révéla le 16 décembre toute la profondeur du désastre. Il se terminait ainsi : « La santé de l'Empereur n'a jamais été meilleure. » L'effet était calculé. Le retour subit de Napoléon à Paris, le 18 décembre, « arrêta tout autre sentiment que l'étonnement ». « Il sauta de sa chaise de poste sur son trône et ressaisit le sceptre. »

Aimée de Coigny cessa ses visites et se tint aux aguets chez la princesse de Vaudémont.

XV

TALLEYRAND ET CAULAINCOURT EN 1813

Conseil extraordinaire du 3 janvier 1813. — Nouvelle scène violente de l'Empereur à Talleyrand. — Entente étroite et secrète de Talleyrand et de Mëtternich. — Attitude de Caulaincourt à Pleisswitz et au congrès de Prague. — Elle est concertée avec Talleyrand et répond au sentiment général de l'armée. — Mme de la Tour du Pin. — Retour de Napoléon après Leipzig. — Il adresse à Talleyrand des injures mais le consulte encore. — Propositions de Francfort. — Comment la succession de Maret fut offerte par l'Empereur à Talleyrand avant de désigner Caulaincourt. — Il fait à Talleyrand des conditions inadmissibles pour provoquer son refus et forcer ainsi Caulaincourt à accepter le ministère. — Talleyrand oppose à Napoléon l'exemple de Wellington. — Dalberg envoie un émissaire à Francfort qui décide les Alliés à franchir le Rhin. — Dernière scène de violence. — Quels furent les adieux de Napoléon à Talleyrand avant de rejoindre l'armée pour la campagne de France.

En revenant de Russie, Napoléon pouvait renoncer à l'Espagne, comme il ne le fit qu'un an après, ramener vers le Rhin les restes de la Grande Armée et les cent cinquante mille hommes qui occupaient les forteresses d'Allemagne, les joindre aux levées nouvelles et, renonçant à ses conquêtes, comme Talleyrand le lui conseillait depuis 1805, se retrancher dans les limites naturelles de la France. Il eût ainsi offert sur le Rhin, près de ses bases, un front redoutable, à ses ennemis, s'ils se fussent refusés à traiter. Soutenu par toute la nation, il eût peut-être lassé l'Angleterre. C'était le seul moyen de conserver à la France les conquêtes de la Révolution. Mais c'eût été aussi s'avouer vaincu.

Il pensait toujours qu'il ne pouvait se maintenir

en Europe et même en France que par la victoire et que tout recul le perdrait. Sa puissante intelligence avait certainement pénétré le vice fondamental de sa position. Plus on l'étudie à cette époque et plus on est amené à penser qu'il n'a pas été victime, comme on l'a cru longtemps, des illusions qu'il cherchait lui-même à propager. A partir de 1813, il combattit sans confiance et peut-être même sans espoir, soutenu par la volonté d'offrir au monde l'image du héros que rien ne peut abattre ni diminuer et de terminer par un surcroît de grandeur le roman de sa vie. Molé, qui croit alors avoir pénétré « les replis de son intelligence », déclare : « Je n'y ai jamais aperçu la moindre préoccupation d'élever un édifice impérisable. »

Le 3 janvier 1813, à huit heures du matin, il réunit un conseil extraordinaire auquel Talleyrand fut convoqué avec Caulaincourt, Cambacérès, Duroc, Maret, Champagny et les deux conseillers d'État des Relations extérieures, La Besnardière et d'Hauteville (1). On examina s'il convenait d'engager une négociation directe avec la Russie ou s'il valait mieux accepter l'entremise qu'offrait l'Autriche. Talleyrand, Caulaincourt et Cambacérès opinèrent pour l'entremise autrichienne. Mais ce conseil fut de pure forme. « Comme l'Empereur se souciait peu que la discussion s'animât et surtout qu'on décidât quelque chose, c'est à peine si l'on put placer quelques mots (2). »

D'après Savary, Talleyrand s'étant exprimé d'une manière ambiguë, l'Empereur lui dit brusquement :

« Voilà comme vous êtes toujours ; vous allez

(1) D'après FAIN, *Manuscrit de 1813*. — CAULAINCOURT cite aussi Decrès.

(2) CAULAINCOURT, II, 398, 99. — Thiers et Ernouf, d'après Maret, font opiner faussement Caulaincourt et Talleyrand pour la négociation directe avec la Russie. Aimée de Coigny (p. 190) confond le conseil du 3 janvier 1813 avec la proposition de Napoléon à Talleyrand de reprendre le ministère à la fin de la même année.

disant partout qu'il faut faire la paix, mais comment la faire?

— « Votre Majesté a encore entre les mains des effets négociables. Si elle attend davantage et qu'elle vienne à les perdre elle ne pourra plus négocier. »

L'Empereur s'impatientant un peu, lui dit : « Mais expliquez-vous. » Et comme M. de Talleyrand hésitait à le faire, il ajouta : « Vous n'avez pas changé. » « C'est à qui ne parlerait pas, » ajoute Savary.

Ce conseil, dit Caulaincourt, n'eut aucun résultat, « mais, par sa composition, il avait produit l'effet politique désiré. Aussi le *Moniteur* l'annonça-t-il à l'Europe et à la France, c'était tout ce que voulait l'Empereur. »

Vers le 30 janvier, Talleyrand eut une entrevue avec l'Empereur. « Il dut reconnaître que Napoléon l'avait entièrement pénétré et savait à quoi s'en tenir sur son compte. » C'est du moins Savary qui l'assure. Comme après la scène du 26 janvier 1809, l'émotion de Talleyrand lui aurait causé une sorte d'attaque. « Si par hasard l'Empereur passe à cheval sous ses fenêtres, écrit dans son journal la comtesse de Kielmannsegge, il s' imagine que c'est pour s'assurer qu'il est peut-être mort. » L'Empereur l'aurait alors qualifié de *faux frère* et de *coquin*, faisant ainsi allusion au rôle de la duchesse de Courlande près d'Alexandre (1).

Que Napoléon ait alors entièrement pénétré les intentions de Talleyrand, c'est peu probable, car il ne put en avoir d'autre preuve que les conversations qui lui étaient rapportées plus ou moins exactement et les lettres en général sans intérêt que la poste lui communiquait. Il n'a jamais connu, ni cité de lui aucun fait précis de trahison avec l'étranger. Il répétera deux fois à Caulaincourt en avril 1814 : « Tal-

(1) SAVARY, *Mémoires*, VI, 65. — Comtesse DE KIELMANSEGGE, II, 182.

leyrand me trahissait depuis *six mois* », c'est-à-dire depuis novembre 1813, et il visera ainsi les avances secrètes faites à cette époque aux royalistes par Talleyrand. « Son intérêt, répétait-il encore à Molé le 30 mars 1813, bien plus que son caractère, me garantit sa fidélité. » Plus tard, il reconnut, devant Las Cases, que Talleyrand l'avait alors fortement poussé à la paix. « Je lui dois, observait-il, cette justice. Il blâma mon discours au Sénat, mais il approuva fort celui du Corps législatif. Il ne cessait de me répéter que je me méprenais sur l'énergie de la nation ; qu'elle ne seconderait pas la mienne, que je m'en verrais abandonné, qu'il me fallait m'accommoder à tout prix. Il paraît qu'il était alors de bonne foi, qu'il ne trahissait pas encore (1). »

Michaud assure cependant qu'à la fin de janvier 1813, des lettres compromettantes pour Talleyrand furent saisies par la police et, comme en 1812, décidèrent l'Empereur, avant son départ, à traduire Talleyrand devant une cour de justice et, en attendant, à l'exiler loin de Paris. Mais si Napoléon changea aussitôt d'avis sur les conseils de Cambacérès, Savary et Berthier, c'est que le cas n'était pas tellement grave. Peut-être s'agissait-il de la correspondance volontairement insignifiante de Talleyrand avec la duchesse de Courlande (2) ou des lettres qu'il aurait alors écrites à son oncle, l'archevêque de Reims, qui se trouvait à Hartwell près de Louis XVIII ; mais on n'a jamais vu ces lettres, dont Villemarest seul affirme l'existence. Peut-être s'agissait-il simplement des rapports de la comtesse Kielmannsegge. En réalité, Napoléon en 1813, comme en 1812, au moment de s'exposer aux risques de la guerre, se de-

(1) *Mémorial*, 13 août 1816.

(2) Cette correspondance était interceptée. Plusieurs copies se retrouvent dans les archives des Affaires étrangères. Mais la duchesse écrivait aussi à Alexandre des lettres qui n'ont pas encore été retrouvées.

mandait ce qu'il allait faire de Talleyrand. Il répugnait, dira-t-il plus tard, aux mesures de rigueur et, encore une fois, il ne fit rien.

Quelles étaient à ce moment les véritables intentions de Talleyrand? Nous le savons de la manière la plus claire par une lettre de Floret (1) à Metternich du 12 février et par la réponse de Metternich. Ces deux lettres, encore inédites, sont aux archives de Vienne :

« Les hommes d'État et de cour, écrit Floret, sont aujourd'hui divisés en deux partis ; l'un, le moins fort quoique le seul influent, est celui qui entre aveuglément dans les intentions du maître. L'autre, qui a une opinion à lui, celle qu'il faut mettre fin aux guerres et fonder un état de tranquillité stable pour la paix générale. X... (Talleyrand) est le plus ardent de ce dernier : « La paix, dit-il, est entre les mains de l'Autriche, mais pour l'avoir il faut qu'elle la commande ; elle ne le pourra que lorsqu'elle aura au moins une armée de 200 000 hommes ; elle doit même exagérer ses forces. Qu'elle déclare : J'arme pour la paix, et tous les peuples sont à ses pieds. Si elle développe de faibles moyens, elle donnera de l'ombrage sans remplir son but. Si elle est forte, elle imposera et réussira. Je ne suis pas dans les affaires, mais s'il y avait un congrès à Vienne, j'irais avec plaisir travailler avec le comte de Metternich. » Le duc de Vicence rechercha avec un empressement marqué le général Bubna au dernier cercle dans l'intérieur et *lui dit la même chose que X..., se servant pour ainsi dire des mêmes paroles que ce dernier.* »

Le 28 février, Metternich répondait à Floret :

« Vous direz à X... que je partage entièrement

(1) Floret était revenu en janvier 1813 de Vilna à Paris. Ses rapports avaient aussitôt repris avec Talleyrand,

son point de vue et que toute notre conduite doit lui prouver que nous suivons entièrement ce point de vue, qui devait être nécessairement le sien. Dites-lui également que si nous devons être assez heureux pour amener des négociations, c'est lui de préférence que nous désirerions voir chargé de cette commission. Je suis bien loin cependant d'oser me flatter et du fait, et du choix. Les confédérés commencent l'un après l'autre à s'adresser à nous et la marche que nous suivons les met tous à nos pieds. »

Il résulte de ces lettres que Talleyrand poussait l'Autriche à s'armer pour imposer sa médiation. C'est la politique qu'il n'avait cessé de pratiquer en 1806 à Varsovie, puis, en 1811, quand il décidait Napoléon à offrir à la Russie la garantie de l'Autriche contre le rétablissement de la Pologne. C'est la politique que Metternich, entièrement d'accord avec Talleyrand, avait depuis longtemps choisie, celle qu'il suivra pendant les six premiers mois de 1813, passant de l'alliance à la neutralité et de la neutralité à la médiation armée. Tous deux désirent aboutir à la paix. Mais Metternich sait bien qu'à ce moment, l'Angleterre n'abandonnera plus, comme en 1802, Anvers à la France. C'est ce qu'il ne dit pas à Talleyrand. Celui-ci croit encore que la France, en abandonnant ses conquêtes d'au delà du Rhin, peut se retirer tranquillement dans ses limites naturelles.

Le 22 mai Metternich écrit à Floret pour lui donner des détails sur les armements croissants de l'Autriche : « Vous pourrez faire un usage confidentiel de ces notions vis-à-vis de X... ou de toute autre personne que vous jugerez utile (1). »

(1) Une autre lettre inédite du 29 mai de Metternich à Floret prouve que ce dernier était entré en rapport avec Savary, rallié, comme Caulaincourt, aux idées de Talleyrand.

« C'est avec plaisir que nous voyons que le duc de Rovigo persiste dans le système qu'il paraît avoir adopté, de soutenir la cause de la

Caulaincourt, désigné par cette dernière ligne, était comme on l'a vu entièrement d'accord avec Talleyrand et par conséquent avec Metternich ; il agissait de concert avec eux.

A la date du 15 avril, on trouve dans le journal de Floret une note fort curieuse, qui précise tout à fait l'état d'esprit de Talleyrand :

« Le prince de Schwarzenberg passa la soirée chez le prince de Bénévent qui disserta beaucoup sur sa thèse favorite : la Paix, pensant qu'il n'y avait que l'Autriche qui puisse la donner en s'y prenant bien et en appuyant sa médiation sur une grande armée. Le prince de Schwarzenberg lui assura que c'était notre unique but et que nous étions prêts à l'appuyer de tous nos efforts, que l'Empereur Napoléon lui-même nous invitait à prendre cette attitude. — Il nous faut, dit l'autre, que l'Empereur devienne roi de France ; jusqu'ici tout ce qu'il a fait a été fait pour l'empire ; il a perdu l'empire lorsqu'il a perdu l'armée ; du moment qu'il ne voudra plus faire la guerre pour l'armée, il fera la paix pour le peuple français ; — et alors il deviendra roi. »

En marge, Metternich a écrit au crayon : « Les paroles de M. de Talleyrand portent en entier l'expression de son caractère et de la marche de son esprit. L'idée de faire passer Napoléon de l'empire à la royauté va bien particulièrement à ce type. Elle a la valeur d'une mauvaise plaisanterie, mais qui ne manque pas d'originalité. »

paix. Vous lui insinuerez que nous en sommes instruits, que les rapports que le prince de Schwarzenberg nous a faits sur son compte ont été très favorables. Vous lui ferez savoir que nous sommes sans préjugés quelconques sur les hommes et sur les choses ; que le jour même où le duc de Rovigo suivra la seule ligne que nous croyons conforme aux véritables intérêts de la France, savoir de ne pas flatter le *souverain général*, mais de le rappeler à son devoir de *souverain père de son peuple*, nous serons on ne peut plus d'accord avec le ministre de la Police. Il est hors de doute que dans sa place il peut rendre les plus éminents services à la cause que nous défendons, et que nous serons toujours prêts à les reconnaître. »

Ce que Metternich qualifiait de mauvaise plaisanterie qui ne manquait pas d'originalité, c'était l'idée immuable que depuis le Directoire, et même depuis la mort de Louis XVI, Talleyrand n'avait cessé à travers toutes les vicissitudes de la politique, de défendre inlassablement : renoncer aux conquêtes, faire la paix et ramener un roi, qui ne fût pas Louis XVIII, mais qui ne dépendît pas entièrement de l'armée et rétablît, par la paix, l'ordre, la liberté et la prospérité dans la nation déjà la plus puissante, la plus riche et la plus peuplée de l'Europe.

Floret, dans sa lettre du 12 février, que nous avons citée plus haut, indiquait que Talleyrand prendrait volontiers part avec Metternich au futur congrès. Metternich, dans sa réponse, avait relevé ce désir avec satisfaction, tout en observant que sa réalisation n'était pas aisée. A défaut de Talleyrand, ses préférences se portaient sur Caulaincourt. Il chargea Bubna de sonder le terrain et celui-ci lui écrivait de Dresde, le 17 juin, à la veille du congrès de Prague :

« Je suis Narbonne de très près... *L'homme de confiance (l'ami de X...)* me disait l'autre jour que l'Empereur se moquait de lui et n'en est pas du tout content. Mais Narbonne me paraît compter sur l'appui de Bassano... L'homme en question, que j'ai vu aujourd'hui un moment, m'a fait sentir qu'il n'est pas hors de possibilité qu'on nomme Narbonne plénipotentiaire. Si on désigne Narbonne pour cette mission, je protesterai et je tâcherai de faire tomber le choix sur celui que vous m'avez nommé de préférence. Mais cela doit s'opérer très indirectement car je n'oserai pas prononcer son nom de peur de le compromettre. »

L'homme de confiance, l'ami de X..., n'était autre que Caulaincourt dont la malheureuse campagne de Russie avait encore accru l'opposition, âpre et amère, contre l'Empereur. C'est lui qui fut nommé premier plénipotentiaire au congrès de Prague, comme le

désirait Metternich ; Narbonne lui fut adjoint. Auparavant Caulaincourt avait été chargé le 18 mai par l'Empereur de négociations qui aboutirent à l'armistice de Pleisswitz.

A Pleisswitz comme à Prague, l'attitude de Caulaincourt paraît des plus troubles et a provoqué de nombreux commentaires, notamment de la part des historiens russes, qui généralement qualifient son attitude de trahison. Dans sa remarquable préface aux *Mémoires* de Caulaincourt, M. Jean Hanoteau a publié intégralement les textes et développé tous les arguments qui peuvent servir à défendre ou à excuser Caulaincourt. M. Louis Madelin, dont l'autorité est grande, paraît hésiter dans son jugement. Il déclare dans un récent ouvrage qu'il a essayé d'élucider ce cas angoissant. « Je n'ai pas cru pouvoir conclure, écrit-il, que Caulaincourt ait positivement trahi. Mais il est certain que si l'on ajoute foi au témoignage des plénipotentiaires adverses, on est autorisé à tous les soupçons (1). »

Il n'est guère possible de ne pas ajouter foi à ces témoignages. Le 31 mai 1813, le plénipotentiaire russe, général Schouvalow, après avoir signalé que Caulaincourt essayait de transformer la négociation d'armistice en négociation pour une paix séparée, ajoute que le grand écuyer le prit à part :

« Tâchons donc de nous arranger, me dit-il. L'empereur Napoléon a, je crois, consenti à la médiation de l'Autriche. Je ne sais, au reste, s'il y a consenti formellement. Profitons du moment, il est bon, nous sommes dans un moment de faiblesse, nos troupes sont dispersées. Le général Bertrand est du côté de Strigau. Les autres colonnes vous présentent le flanc en marchant. Quand nous avons des succès, on ne peut plus nous faire entendre raison. Vous nous laissez faire ; aussi nos troupes sont fatiguées. C'est

(1) Louis MADELIN, *le Consulat et l'Empire*, 1933, p. 214.

notre moment de faiblesse. Mais n'oubliez pas ce que je vous dis, il nous viendra des renforts considérables. Si nous mettons le pied dans le duché de Varsovie, la guerre durera des années.

« Voilà, Sire, toutes les phrases, autant que je m'en rappelle, du duc de Vicence et vraiment il y en a qui lui coûteraient la tête si on le savait.

« Votre Majesté Impériale, qui connaît mieux que moi le duc, saura s'il parle de son chef ou si cette franchise simulée cache quelque finesse infernale qu'il est difficile de s'expliquer.

« *P.-S.* — J'oubliais encore de dire à Votre Majesté Impériale que le duc de Vicence trouve que nos cosaques pouvaient agir avec succès sur les derrières de l'armée française ; en un mot, on dirait, à l'entendre, qu'il désire un grand échec pour l'armée française afin de conclure la paix au plus vite. »

Le lendemain, 1^{er} juin :

« Le duc de Vicence m'a encore tenu, sous la condition que Votre Majesté Impériale seule en serait instruite, les discours dont j'ai fait le rapport hier. Il me parle toujours de l'état de faiblesse dans lequel l'armée française se trouve, il dit que les renforts ne sont pas encore venus, que leurs troupes sont dispersées, que, comme nous n'agissons pas, cela prouve que nous ne pouvons pas agir, que nous devons savoir la peine qu'ils ont à faire venir leurs munitions, que si les cosaques agissaient vigoureusement sur leurs derrières, ils intercepteraient toute communication. Je tâcherai, Sire, d'avoir le nom des endroits où leurs corps se trouvent, mais, d'après ce que le duc m'a dit, il paraît effectivement que leurs troupes sont excessivement étendues.

« *P.-S.* — Le duc de Vicence vient de m'informer à l'instant que, d'après ce que j'ai exigé au sujet des troupes ennemies qui s'étaient arrêtées vis-à-vis des nôtres, les premières ont commencé à opérer leur

mouvement rétrograde. Si Votre Majesté Impériale me permet de le dire, je crois que le duc de Vicence, dans ses discours, ou bien parle franchement et d'après sa façon de penser, ou bien trouve qu'il serait de l'intérêt de son Empereur que nous agissions avant que les Autrichiens aient commencé leurs opérations. Votre Majesté Impériale saura sûrement lequel de ces deux motifs peut l'animer ou s'il y en a un troisième. »

Enfin, le 2 juin :

« ...Mais les derniers discours qu'il me tint, Sire, il y a un moment, sont dans le genre de ceux dont j'ai déjà eu l'honneur de faire le rapport à Votre Majesté Impériale, c'est-à-dire son étonnement de ce que nous ayons agi aussi faiblement contre l'armée ennemie, que nous lui laissions faire tranquillement des marches extravagantes, telles que celles sur Breslau ; que les corps français étaient faibles et dispersés, que le maréchal Marmont avait craint d'être attaqué dans sa marche, que son corps, qui avait été de 28000 hommes, était réduit à la moitié ; qu'il n'avait de cartouches que dans les gibernes des soldats ; que tel autre maréchal n'avait que dix charges par canon. Le duc de Reggio, ajoute-t-il, n'a que 12000 hommes et M. Bülow le laisse faire ce qu'il veut, et il pouvait le détruire ; les cosaques pourraient travailler sur les derrières de l'armée française, prendre les munitions, intercepter les courriers, enfin leur faire un mal épouvantable. Et puis, dit-il, le jour où Breslau est pris, vous convenez d'une suspension d'armes : que n'ai-je pas fait pour vous le faire sentir avant l'échange des pleins pouvoirs : si, au lieu de cela, vous m'aviez dit : voilà nos dernières conditions et, si vous n'y consentez pas, je romps la suspension d'armes, je vous donne autant d'heures pour vous décider ; de plus, continuait-il, pendant trois ou quatre jours que nous étions en pourparlers

avant l'échange des pleins pouvoirs, pourquoi n'avez-vous pas soutenu vos prétentions par de fortes attaques ; savez-vous que l'armistice est tout à notre avantage ; je vous confierai même que l'empereur Napoléon était si pressé de savoir s'il était conclu que, non seulement il m'envoya trois courriers pour savoir si j'avais fini, mais qu'il vint lui-même à la rencontre du mien. »

L'empereur Alexandre fit connaître à l'Autriche les confidences, cependant secrètes, de Caulaincourt, sans examiner « si les discours du duc de Vicence pouvaient le compromettre ou non ». Il estima que ces discours tendaient probablement à provoquer une attaque russe ainsi qu'à détacher la Russie de l'Autriche. Sur ce dernier point, il rassura complètement la cour de Vienne ; d'autre part, il lui annonça une prochaine offensive aussitôt après l'arrivée de ses renforts. Mais le 4 juin, fut signée une convention d'armistice pour deux mois.

Au congrès de Prague, Caulaincourt fut nommé plénipotentiaire à son corps défendant, et après avoir opposé la plus vive résistance. L'Empereur força son consentement en partant à l'improviste pour Mayence et sans même lui donner les instructions promises. Son attitude en face de Metternich fut aussi singulière qu'en face de Schouvalow.

Les rapports de Metternich et ceux du plénipotentiaire russe Anstett prouvent que, sortant de la réserve qui lui était prescrite, il s'engagea à titre personnel. Il dit à Metternich : « Demandez tout ce qui est juste et surtout ce qui présente l'idée d'une véritable base de pacification ; vous l'obtiendrez plus facilement que peu, parce que Napoléon se dira : l'Autriche est décidée à la guerre plutôt qu'à une trêve. » D'après le plénipotentiaire russe Anstett, il aurait ajouté : « Dites-moi seulement si vous avez de bonnes troupes pour nous rendre une fois rai-

sonnables... Ramenez-nous en France par la paix ou par la guerre et vous serez béni par 30 millions de Français et par tous les serviteurs et amis de l'Empereur. » Metternich écrit encore le 30 juillet : « M. de Caulaincourt qui est animé du meilleur esprit... m'a confirmé que, depuis son voyage à Dresde... l'empereur Napoléon est dans l'illusion la plus complète sur la véritable position des choses. Dérouté depuis toujours dans tous ses calculs, s'accrochant à l'idée qui flatte ses vues, il paraît aussi complètement convaincu à l'heure qu'il est que l'Autriche ne prendra jamais fait et cause contre lui qu'il nourrissait la conviction à Moscou que l'empereur Alexandre se prêterait à la paix. »

À la même date, Caulaincourt écrivait à l'Empereur : « J'ai vu M. de Metternich... *Je me suis tenu dans la réserve absolue qui m'est prescrite.* » A Pleisswitz il ne lui a pas fait davantage connaître ses confidences à Schouvalow. Il ne cherchait donc pas à ménager à l'Empereur une victoire contre les Russes en poussant ceux-ci à attaquer. C'est tout le contraire qu'il souhaitait.

L'attitude du grand écuyer, à Pleisswitz comme à Prague, n'a pas, à notre avis, été différente de celle qu'il avait tenue en 1808 à Erfurt, et dans les années suivantes à Saint-Pétersbourg et à Paris. Sa politique était liée à celle de Talleyrand depuis que celui-ci avait quitté le ministère, en le désignant d'ailleurs pour son successeur. Metternich et Alexandre ne pouvaient avoir aucun doute à ce sujet. Ils savaient qu'ils pouvaient compter sur l'un comme sur l'autre, tout en appréciant parfaitement la différence de leur esprit, de leur caractère et de leur moralité.

Talleyrand ne se livra jamais entièrement à Caulaincourt. Il lui dissimulait sa haine profonde contre l'Empereur, le laissait croire à un dévouement égal au sien. Ses lettres de 1812 et de 1814 prouvent qu'il

essayait même de se servir de son crédit près de l'Empereur pour rentrer en grâce et obtenir ses faveurs pour sa famille et ses amis. Il avait pour appuis auprès du grand écuyer son beau-frère, M. de Saint-Aignan, ainsi que Mme de Canisy. Caulaincourt ne pouvait ignorer la vénalité de Talleyrand, mais peut-être ne connaissait-il pas entièrement sa dépendance des ennemis de la France. En politique on ne choisit pas toujours ses alliés, et assurément leurs conceptions seules étaient communes.

Caulaincourt admirait l'Empereur, mais sans l'aimer, et l'Empereur le savait. Il était ulcéré par l'affaire du duc d'Enghien et par les empêchements que Napoléon continuait à mettre à son mariage avec Mme de Canisy. Mais il était lié comme Talleyrand à l'Empire. Il voulait le sauver, il voulait sauver l'Empereur, malgré lui, il voulait surtout sauver la France malgré l'Empereur. Torturé par tant de sentiments divers, le malheureux homme aurait voulu échapper à la politique, retourner sur le champ de bataille où le devoir était simple et clair. Mais l'Empereur ordonnait et il obéissait en soldat. Il est, nous le répétons, plus encore à plaindre qu'à blâmer. Quand il souhaitait voir l'Empereur arrêté dans ses victoires et contraint de faire la paix, il croyait naïvement à la bonne foi de Metternich et à la magnanimité d'Alexandre. Les limites naturelles de la France, celles de Lunéville, lui semblaient, dit Sorel, « infranchissables aux armées, immuables dans les traités ». La paix terminerait tout pour le bien de la France et le bonheur de l'Europe.

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que Talleyrand, comme apôtre de la paix, et Caulaincourt, comme « son homme de confiance », avaient derrière eux l'opinion secrète de la France presque entière, qui ne pouvait pas s'exprimer, et l'opinion même d'une grande partie de l'armée. A Prague, Berthier implorait la paix de Metternich. Les maréchaux, gens

du métier, voyaient clairement que Napoléon isolé ne pouvait battre l'Europe entière et qu'il n'avait aucun moyen de réduire l'Angleterre. Pendant le congrès de Prague, comme plus tard pendant le congrès de Châtillon, ils mettaient tout leur espoir dans les négociations confiées à Caulaincourt et celui-ci se trouvait presque aussi responsable devant eux que devant l'Empereur. « Je vois bien, leur disait Napoléon, que vous ne voulez plus faire la guerre. Berthier voudrait chasser à Grosbois ; Rapp habiter son bel hôtel à Paris. » Mais tous ces braves voulaient surtout sauver la France. « J'ensevelirai le monde sous les ruines, » disait Napoléon à Metternich. Et à Bubna : « Je ne fais pas cas de ma vie, pas plus que de celle des autres. Je ne l'estime pas plus que celle de cent mille hommes ; j'en sacrifierai un million, s'il le faut. » S'il était né sur le trône, s'il avait pu être *roi*, comme Talleyrand l'avait rêvé, il n'eût pensé qu'à l'intérêt national, et, rassemblant ses forces dispersées, désarmant et divisant les Alliés par sa modération, peut-être n'eût-il pas laissé la France plus petite qu'il l'avait reçue.

Après la bataille de Leipzig, Napoléon n'avait plus qu'une armée en déroute et ravagée par la maladie. Les Bavares firent aussitôt défection. Talleyrand l'apprit grâce aux informations qu'il recevait du camp adverse et prévint Cambacérès pour qu'il en avertît l'Empereur au plus vite, car l'armée bavaroise pouvait lui couper la route de Mayence. Le courrier arriva trop tard ; mais la garde, commandée par le général de Nansouty, culbuta les Bavares. « M. de Talleyrand, écrit Pasquier, m'a dit depuis que l'Empereur, à son retour, pour tout remerciement d'un avis aussi important, lui avait reproché de ne l'avoir donné que pour desservir M. le duc de Bassano (1). » C'est à ce

(1) PASQUIER, II, 96.

moment que Talleyrand aurait déclaré : « C'est le commencement de la fin (1). »

Napoléon rentra à Paris dans la soirée du 9 novembre. Il venait d'écrire à Cambacérès : « C'est dans ma destinée de me voir constamment trahi par l'affreuse ingratitude des hommes que j'ai le plus comblés de bienfaits. » Il pensait sans doute à Talleyrand, mais il pensait aussi à ses frères, à Murat, à Bernadotte, à tant d'autres. Nul homme ne fut plus trahi que Napoléon.

Talleyrand assista à son arrivée. En rentrant, il rejoignit une de ses amies, Mme de La Tour du Pin, qu'il avait connue en Amérique. Son mari était préfet d'Amiens ; elle allait le rejoindre. Tous deux étaient royalistes de cœur. Pleine d'émotion, elle l'interroge : « Oh ! laissez-moi donc tranquille avec votre Empereur, lui dit Talleyrand, c'est un homme fini. — Comment, fini, dis-je, que voulez-vous dire ? — Je veux dire, répondit-il, que c'est un homme qui se cachera sous son lit. » La haine de Talleyrand éclatait ; il rendait les mépris qu'il avait reçus. Il ajouta : « Il a perdu tout son matériel ; il est à bout, voilà tout. » Puis, tirant de sa poche un journal anglais, il lui fit lire un article marqué au crayon : *Dîner offert par le prince régent à Mme la duchesse d'Angoulême*. « L'article donnait la description de la salle à manger drapée en satin bleu de ciel avec des bouquets de lis, du surtout de table orné de cette même fleur royaliste. » Talleyrand remit le papier dans sa poche et dit avec ce sourire fin et malin que seul il possédait : « Ah ! que vous êtes bête ! A présent, partez et ne vous enrhumiez pas (2). »

Cette confidence de la comtesse de La Tour du Pin

(1) D'après une lettre de Metternich à Hudelist du 23 novembre. (*Archives de Vienne*.)

(2) Marquise DE LA TOUR DU PIN, *Journal d'une femme de cinquante ans*, II, 337.

prouve que Talleyrand avait pris à cette date, c'est-à-dire après Leipzig, des assurances du côté royaliste. Jusqu'alors, d'accord avec Metternich, il avait pris secrètement parti pour la régence à laquelle allaient ses préférences personnelles. Mais il fallait compter avec l'Angleterre, qui n'avait jamais reconnu l'Empereur et qui poursuivait le rétablissement de Louis XVIII dans les anciennes limites de la France. Talleyrand, avec des airs énigmatiques, commença donc de préparer l'opinion autour de lui afin de n'être pas surpris par l'événement. Mais ses préférences allaient toujours à la régence qui satisfaisait le plus complètement son intérêt et ses rancunes, puisqu'elle lui donnerait le pouvoir et le vengerait des insultes de Napoléon, d'une manière éclatante, en lui livrant son fils.

En avril 1814, l'Empereur disait à Caulaincourt : « Talleyrand me trahissait *depuis six mois*. » Connut-il aussitôt après la bataille de Leipzig (16-18 octobre) les premières avances de Talleyrand aux royalistes ? Il y a lieu de croire qu'il ne les connut ou ne les devina que plus tard, au cours de la campagne de France. Le 11 novembre 1813, il disait en effet à Rœderer : « Tout a été tranquille cette année... M. de Talleyrand a été tranquille. On ne m'a point fait d'intrigues comme Fouché avec Talleyrand il y a trois ans. » Il se reposait toujours sur l'impossibilité où se trouvait Talleyrand, croyait-il, de se réconcilier avec les Bourbons. Mais il avait pénétré son jeu pour la régence.

Le 10 novembre à son lever il aperçut Talleyrand et l'apostropha violemment. Il était alors devenu très violent, les nerfs tendus :

« Que venez-vous faire ici ? Je sais que vous vous imaginez que si je venais à manquer vous seriez le chef du Conseil de régence. Prenez garde, monsieur. On ne gagne rien à lutter contre ma puissance. Je

vous déclare que si j'étais dangereusement malade, vous seriez mort avant moi. — Sire, je n'avais pas besoin d'un tel avertissement pour que mes vœux ardents demandent au ciel la conservation des jours de Votre Majesté. »

Quelques jours plus tard, il le consultait, et c'était sur les affaires d'Espagne à propos desquelles ils s'étaient brouillés. Il s'ouvrait à lui mais « avec ce sentiment hautain de la supériorité qui permet de ne rien dissimuler ». L'armée anglaise allait franchir la frontière. « Mais à propos, dit Talleyrand, vous me consultez comme si nous n'étions pas brouillés. — Ah ! aux circonstances, les circonstances, répondit l'Empereur. Laissons le passé et l'avenir et voyons votre avis sur le moment présent. »

« Eh bien, reprit le prince, il ne vous reste qu'un parti à prendre. Vous vous êtes trompé ; il faut le dire, et tâcher de le dire noblement. Proclamez donc que, roi par choix des peuples, élu des nations, votre dessein n'a jamais été de vous dresser contre elles ; que, lorsque vous avez commencé la guerre d'Espagne, vous avez cru seulement délivrer les peuples du joug d'un ministre odieux, encouragé par la faiblesse de son prince ; mais que, en y regardant de plus près, vous vous apercevez que les Espagnols, quoique éclairés sur les torts de leur roi, n'en sont pas moins attachés à sa dynastie ; que vous allez donc la leur rendre, pour qu'il ne soit pas dit que vous vous soyez opposé à aucun vœu national. Après cette proclamation rendez la liberté au roi Ferdinand et retirez vos troupes. Un pareil aveu pris de si haut et quand les étrangers sont encore hésitants sur notre frontière ne peut que vous faire honneur, et vous êtes encore trop fort pour qu'il soit pris pour une lâcheté (1). »

(1) Mme DE RÉMUSAT, I, 107. — L'Empereur, d'après le récit que Mme de Rémusat tenait de Talleyrand, aurait répondu : « Une

Le 14 novembre, le beau-frère de Caulaincourt, M. de Saint-Aignan, qui avait été fait prisonnier par les Autrichiens, arriva avec une lettre de Metternich pour Caulaincourt et une note rédigée d'après les paroles de Metternich. Cette note parlait des *frontières naturelles*. Metternich ne s'engageait pas et n'avait pour but, par une proposition fallacieuse, que de soulever l'opinion française contre Napoléon. Nesselrode et lui désignèrent Caulaincourt comme la personne qu'ils désireraient voir représenter la France au futur congrès. Schwarzenberg se joignit à eux pour vanter la loyauté du duc de Vicence. « Le prince de Metternich, écrit Saint-Aignan, me chargea de dire au duc de Vicence qu'on lui remettrait volontiers les intérêts de l'Autriche et ceux de tout le monde si on pouvait, pour en décider suivant les principes d'équité qu'on lui connaît. », C'est par de pareilles flatteries, chargées de lourde ironie, que « l'homme de confiance, l'ami de X... », avait été gagné.

Napoléon ne prit pas Metternich au mot, ce qui l'eût sans doute embarrassé. Il n'accepta pas formellement les fameuses bases de Francfort ; il se contenta d'annoncer secrètement, le 16, à Metternich l'envoi d'un plénipotentiaire, en acceptant le choix de Caulaincourt. Cependant, le bruit s'en répandit dans les salons que fréquentaient Saint-Aignan et Caulaincourt et qui étaient ceux des amis de Talleyrand. « Il y eut, dit Pasquier, des indiscretions volontaires, calculées. » On connut non seulement les propositions de Metternich à Francfort, mais celles qu'il avait faites à Caulaincourt à Prague, et par lesquelles « la paix pouvait être faite en soixante heures ». Le désir de voir accepter les bases de Francfort fut universel. « Une sorte de

lâcheté, ah ! que m'importe... Je suis lâche, moi, essentiellement lâche... » On a peine à y ajouter foi.

ligue se forma pour y pousser Napoléon. M. le duc de Vicence en était l'âme et M. de Talleyrand n'y était pas étranger. »

Quand on connut la réponse évasive du 16 novembre, le désappointement fut général. On l'attribua à Maret. Il fut l'objet de si violentes attaques que Napoléon, pour calmer l'opinion, se décida, tout au moins en apparence, à le sacrifier (1).

Talleyrand a dit dans ses *Mémoires* que Napoléon lui offrit alors le ministère ; il s'en est vanté avec complaisance. « Ce qu'il y a de bizarre, écrit-il, dans la conduite de Napoléon à mon égard c'est que, dans le temps même où il était le plus rempli de soupçons sur moi, il cherchait à me rapprocher de lui. » Bien que l'offre fût secrète, il la confia à son entourage, notamment à la duchesse de Courlande et à Aimée de Coigny, qui a confondu les dates et placé avant la campagne d'Allemagne l'offre qui eut lieu au retour. Mais deux notes, qui se trouvaient dans les papiers de Caulaincourt, donnent à cette offre un caractère très particulier.

Décidé à se battre coûte que coûte et à mener la lutte jusqu'au bout, n'ayant aucune confiance dans les propositions des Alliés, et persuadé qu'il ne pouvait se maintenir, même en France, que par la victoire, Napoléon n'avait vu dans l'armistice de Pleisswitz et dans le Congrès de Prague que le moyen de refaire son armée. Il n'attachait pas plus d'importance au futur congrès. Sacrifiant Maret par nécessité il ne voulait le remplacer que par un exécuteur passif de ses ordres. Caulaincourt était déjà désigné comme plénipotentiaire. Il jugea qu'il pouvait cumuler les deux places. Bien qu'ami de Talleyrand, il le considérait comme un homme

(1) PASQUIER, III, p. 141. — ERNOUF, *Maret*, p. 609, et SAVARY, VI, p. 210 et suiv.

d'honneur et, malgré son entêtement, comme un soldat qui finissait toujours par obéir. Le public voyait en lui, comme en Talleyrand, l'homme de la paix. Enfin il le croyait lié par son passé à l'Empire. Son rôle dans l'arrestation du duc d'Enghien avait été trop public pour qu'il pût jamais servir les Bourbons. Quelque goût qu'il eût pour l'expérience et l'habileté de Talleyrand, il le savait capable d'aspirer à un grand rôle personnel. Il était averti à ce moment de son rapprochement avec les royalistes. Au ministère, il pouvait tout en redouter.

Dès son arrivée à Mayence, après Leipzig, c'est au grand écuyer qu'il avait proposé la succession de Maret. Caulaincourt refusa. Napoléon lui dit alors : « Vous voudriez me faire reprendre Talleyrand... Tout le monde le veut... Il s'est indignement conduit pendant les affaires d'Espagne. » Puis, après une nouvelle pause, il ajouta : « Je ne suis pas, après tout, trop éloigné non plus de cette idée, car c'est un homme d'esprit. Celui-là n'a jamais été dupe... Mais c'est qu'il est livré, entouré de ce qu'il y a de plus vil. Mes affaires étaient à l'encan. Je ne puis forcer les ambassadeurs à venir chez Mme Grant. D'ailleurs, je ne veux pas la voir. Croyez-vous que ce choix fasse croire à la paix? » Je répondis que je n'en doutais pas. « Berthier ne jure que par lui (continua l'Empereur). Savary, la police, Pasquier, sans doute pour les résultats, ne voyant que Talleyrand pour les Relations, mais Savary, c'est en haine de Bassano. » Puis comme s'il croyait en avoir trop dit, l'Empereur reprit : « Je ne puis jamais employer un homme qui a les histoires de Talleyrand et qui a aussi mal parlé quand il m'a cru embarrassé. On croirait d'ailleurs que je le suis maintenant. Il a voulu être prince et grand dignitaire, cela est incompatible avec la qualité de ministre. Je ne veux pas de Talleyrand, non que je ne rende justice à ses talents. C'est l'homme qui a le plus de vues,

d'adresse, mais c'est de l'or à côté de la m..... » Après un nouveau silence : « Parlez-moi franchement, me dit l'Empereur. Est-ce Talleyrand que vous voudriez voir aux affaires? — Oui, Sire. » L'Empereur me prit l'oreille amicalement et ajouta : « Je m'en doutais. Vous êtes toujours de ses amis. Eh bien ! je vous dis ce qui m'en empêche car je suis un homme sans rancune et sans prévention. Dieu merci, je fais mes affaires et sais me faire obéir, mais, dans cette circonstance, vos vœux, monsieur le grand écuyer, me dit-il en riant, ne peuvent être satisfaits. »

A Paris, l'Empereur offrit de nouveau le ministère à Caulaincourt. Nouveau refus. Il fit intervenir Cambacérès sans plus de résultat. De guerre lasse, « après cinq minutes de silence et de promenade dans son cabinet, les mains derrière le dos et les yeux fixés sur moi : « Eh bien, je prendrai Talleyrand, mais chargez-vous de cette négociation avec lui. Voilà mes conditions. Allez le trouver. Je ne veux me rappeler que ses bons services.. Il faut qu'il se sépare de sa femme. Je ne veux pas qu'elle paraisse aux Relations, ni à la Cour. Allez ! » Il reprit un instant après : « Ajoutez-lui que je ne veux pas que ses entours d'intrigues, les... (1) paraissent à l'hôtel des Relations. » Je voulus faire quelques réflexions sur la nature des conditions imposées qui rendaient la chose inacceptable. « Eh bien ! vous me convenez mieux que personne aux Relations. Allez et choisissez. » Ce second mot n'était pas prononcé que la porte était fermée.

Le prince de Bénévent répondit au duc de Vincence : « L'Empereur demande que je me déconsidère, que j'abandonne mes amis. Ce n'est pas me donner le moyen de le bien servir. Pour lui et pour moi, je refuse. Il me connaît et savait, en vous

(1) Il semble bien que Napoléon désigne ainsi la duchesse de Courlande, qui venait de rentrer en France, et Mme de Laval, qui se trouvait aussi à Paris,

envoyant, que la barrière qu'il élevait était insurmontable. »

Le même jour, 18 novembre, Talleyrand écrivait à la duchesse de Courlande : « J'arrive de Saint-Cloud. Toujours même politesse publique, un peu froide. Tout le monde parti, on m'a fait demander et la conversation a été pressante. Même refus de ma part d'après les conditions que l'on faisait. Cela a fini sans humeur. On m'a demandé le secret (1)... »

Presque aussitôt, l'Empereur reparla de Talleyrand à Caulaincourt :

« Il se monte la tête ; il a des scrupules de délicatesse pour une femme qu'il n'estime pas, qui lui pèse, qui le gêne. On dirait qu'entre elle et moi, entre la France et une catin, le choix peut être difficile ! Demandez-lui, comme de vous, de quel côté sont les bienfaits. A qui doit-il la reconnaissance et sa réputation d'homme d'État ? Je consens à ce qu'il ne chasse pas tout de suite les intrigants qui l'entourent mais peu à peu et que le corps diplomatique ne les trouve pas chez lui. Quant à sa femme, il ne manquera pas d'expédients plausibles pour s'en débarrasser, s'il veut. Il fait le fier et joue les nobles sentiments parce qu'il croit que j'ai besoin de lui. Eh bien ! il se trompe. Dites-lui que je ferai la paix sans lui, dussé-je céder davantage plutôt que de recevoir la loi. Il voudrait pouvoir afficher sa nouvelle délicatesse à mes dépens et dire qu'il m'a forcé. Il ne me connaît donc plus... » Puis il reprit : « Vous êtes un enfant de refuser le ministère pour le ménager à Talleyrand. Il n'en ferait pas autant pour vous. Que voulez-vous ? La paix ? Eh bien ! n'est-elle pas dans mon intérêt plus encore que dans le vôtre ? Le duché de Vicence vaudrait-il mieux que celui de Bassano, si je n'étais plus aux Tuileries ? Vous êtes

(1) LACOUR-GAYET, *Talleyrand*, II, 327 (Archives Broglie).

tous de drôles de gens ! Croyez-vous donc que Talleyrand me fera vouloir ce que l'entêté Caulaincourt n'aura pas pu me persuader ? Talleyrand n'est plus qu'une vieille femme. Mes arguments ne sont plus ceux d'Austerlitz et de Friedland. Tout le monde eût fait ce qu'il fit alors. Mais je veux vous faire faire aujourd'hui ce que personne n'a encore fait, une bonne paix après des revers (1). Vous négocierez pendant deux mois. Il faut ce temps pour se parler et mes préparatifs et mon attitude feront le reste, car ce ne seront pas les cajoleries de salon qui persuaderont Alexandre et Metternich. On va se parler de loin et par des plénipotentiaires qui seront probablement fort mal disposés, car les intrigants de l'Angleterre seront partout. Elle n'est pas pressée de finir la lutte. Elle n'a d'engagé que ses guinées... » L'Empereur, voyant qu'il ne changeait pas mes dispositions, m'ordonna de *décider Talleyrand*. Ce fut son mot. « Allez à Paris, revenez ventre à terre. »

« Les propositions étant à peu près les mêmes que j'avais faites et que d'autres avaient renouvelées, on me reçut avec les mêmes objections. Il me fut facile de voir qu'on ne voulait même pas négocier sur cette base. L'Empereur me renvoya trois fois de suite chez M. de Talleyrand, toujours avec de nouveaux expédients pour que sa femme fût éloignée sans que cela eût l'air, disait-il, de la condition de son rappel aux affaires : « Dites à Talleyrand, me dit-il cette dernière fois, qu'il ne peut avoir oublié que j'ai toujours eu du penchant pour lui, que je ne me rappelle que des services qu'il m'a rendus. Faites-lui sentir mieux que vous ne l'avez fait (et ici l'Empereur eut l'air de s'en prendre à moi du non-succès) quelle est sa position... Soyons amis, Cinna... (2). Faites-lui

(1) C'est ce que devait faire Talleyrand, quatre mois après, mais sans Napoléon.

(2) On sait que l'Empereur interprétait dans un sens de calcul et de duplicité le « Soyons amis, Cinna ».

comprendre qu'il est temps qu'il réfléchisse, que ce que je lui offre mérite attention, que ma bonté et mon indulgence peuvent se lasser si je le vois ennemi déclaré. Rappelez-lui qu'il est Français et que son Empereur a le droit de lui ordonner. Si je lui donnais demain une mission insignifiante hors de Paris, que ferait-il? Il obéirait car, Dieu merci, on ne me brave pas. Ne vaut-il pas mieux, pour tous les intérêts, qu'il aille s'établir rue du Bac et qu'il envoie Mme de Talleyrand dans sa terre près de Maubeuge ou même à Clichy, où elle ne gênera personne? J'ai fait plus que je ne devais pour entrer dans vos idées. Si vous ne réussissez pas, l'Empereur ordonnera et vous serez mon ministre des Relations au lieu d'être mon plénipotentiaire au congrès, car je vous avais désigné, si les ouvertures qu'on a faites amènent à de véritables négociations de paix. Vous préférerez rester à Paris près de la belle Mme de ... (1) à aller négocier au milieu de mes ennemis. »

Caulaincourt fit une dernière démarche près de Talleyrand qui lui répondit : « Mettez-vous à ma place. Pesez les conditions qu'on m'impose. Que feriez-vous?... L'Empereur exige que je serve et il me déconsidère. Placé entre ce qu'il appelle l'intérêt du pays, mais plutôt sa faveur, et une question de délicatesse qui touche à mon honneur, mon choix ne peut être douteux. Il appellerait demain ambition ce qui n'aurait été que dévouement. L'Empereur a tort de vouloir saper ainsi la considération de ceux qu'il emploie, car c'est cette considération qui nous donne le public et, plus qu'un autre, il veut avoir l'opinion pour lui. »

Le refus de Talleyrand étant définitif, l'Empereur dit à Caulaincourt, en lui tirant l'oreille : « Je suis

(1) Mme de Canisy.

décidé. Cela paraîtra demain. » Et il ajouta d'un air gracieux. « Allons, que voulez-vous? Ne pas être ministre? Vous êtes un enfant. Vous entrez aux affaires dans un moment important. Chacun vous y verra avec plaisir et vous attacherez votre nom à une des circonstances les plus heureuses pour le pays, puisque tout le monde veut la paix. Elle ne sera pas difficile puisque, à entendre certaines gens, je jetterais l'Italie et un tiers de la France à la tête des ennemis qu'on serait encore content... Vous prêterez serment ce soir, me dit-il. Si ces fonctions ne vous conviennent pas, dès que mes négociations seront passées, et au plus tard dans trois mois, je vous donnerai un successeur (1). »

C'est ainsi que Caulaincourt se laissa circonvenir et prêta serment comme ministre, le 20 novembre. L'Empereur n'avait fait appel à Talleyrand, en lui imposant des conditions humiliantes, que pour provoquer son refus et lever ainsi la dernière objection de Caulaincourt. A un tel moment, quelle importance pouvait avoir la présence à Paris de Mme de Talleyrand? Et comment Talleyrand pouvait-il renvoyer « ses amis », c'est-à-dire la duchesse de Courlande? Il semble d'après son billet du 18 novembre à la duchesse de Courlande qu'il eût accepté d'être ministre si l'offre lui en eût été faite plus décemment, puisqu'il écrit : « Même refus de ma part *d'après les conditions que l'on faisait.* » Il a relevé dans ses *Mémoires* que l'Empereur aurait dit plusieurs fois à la Besnardière, après le départ de Caulaincourt : « Ah ! si Talleyrand était là il me tirerait d'affaire. » « Il se trompait, ajoute-t-il, car je n'aurais pu le tirer d'affaire qu'en prenant sur moi, ce que j'aurais fait très probablement, d'accepter les conditions des ennemis ; et si, ce jour-là, il avait eu le plus léger succès militaire, il aurait désavoué ma signature. »

(1) CAULAINCOURT, I, Préface de Jean Hanoteau, p. 161 et suiv.

En réalité, Maret accompagna l'Empereur pendant toute la campagne comme secrétaire d'État et fut donc son véritable ministre des Relations extérieures. Au commencement de février, Caulaincourt reçut à Châtillon l'ordre de faire désormais passer sa correspondance par Maret. Il protesta vainement.

Le billet adressé par Talleyrand à la duchesse de Courlande le 18 novembre ainsi que le témoignage de Savary, prouvent qu'il y eut, peut-être à l'insu de Caulaincourt, une entrevue directe entre Napoléon et Talleyrand. Savary, qui partageait les vues de Talleyrand, quant à la négociation avec les Alliés, avait conseillé à l'Empereur de lui confier le ministère. Se rendant au conseil de Savary, Napoléon fit appeler Talleyrand et lui fit cette proposition mais sous la réserve qu'il démissionnerait de sa charge de vice-grand électeur. Talleyrand accepta le ministère, mais refusa de démissionner, voyant dans la condition imposée par l'Empereur une marque de défiance. Sa charge de grand dignitaire était en effet une sauvegarde pour sa sécurité, lui rapportait un gros traitement et l'aurait mis au premier rang en cas de régence. C'est sans doute pour toutes ces raisons que Napoléon proposa et que Talleyrand, flairant le piège, refusa.

Talleyrand rapporta lui-même à Savary les conseils qu'il avait donnés à l'Empereur au cours de ces entretiens.

« Voilà votre ouvrage détruit, aurait-il dit ; vos alliés en vous abandonnant ne vous ont laissé d'autre alternative que de traiter sans perdre de temps, de traiter à vos dépens et à tout prix. Une mauvaise paix ne pourra pas nous devenir aussi funeste que la suite d'une guerre qui ne peut plus nous être favorable ; le temps et les moyens de ramener la fortune vous manquent et vos ennemis ne vous laisseront pas respirer. Il y a parmi eux des intérêts différents qu'il faudrait faire parler ; les ambitions particulières sont

les moyens qu'on peut saisir pour préparer une diversion. »

Pressé de s'expliquer, Talleyrand fit entendre qu'il y avait en Angleterre une famille « qui acquiert une gloire favorable à tous les genres d'ambitions. » On pouvait la seconder, la pousser au pouvoir suprême et ainsi provoquer des changements tels que la situation européenne se renverserait.

L'Empereur écoutait et somma encore Talleyrand de s'expliquer en lui reprochant « qu'il était toujours le même, qu'on ne pouvait pas le deviner ».

Enfin Talleyrand nomma la famille Wellesley, c'est-à-dire celle de Wellington, le vainqueur de nos armées en Espagne, le futur vainqueur de Waterloo : « Voilà un Wellington, dit-il, qui doit avoir quelque arrière-pensée. S'il se résigne à vivre sur sa réputation, il ne peut pas ignorer qu'il ne sera bientôt plus question de lui ; *il a plusieurs modèles devant les yeux*, et un talent comme le sien ne s'arrêtera pas tant qu'il y aura quelque chose à convoiter. »

Si ces paroles ont bien été prononcées par Talleyrand, on ne peut y voir que la plus cruelle ironie. L'Empereur avait souvent essayé de l'humilier ; il lui rendit la pareille, mais avec quelle hauteur de vue. Comparer Wellington à Napoléon ou à ses généraux, qui voulaient tous devenir rois, c'était comparer le patriotisme naturel et désintéressé d'un grand citoyen au délire de l'orgueil individuel ; c'était opposer le serviteur de l'État tel qu'il existe dans une monarchie séculaire, où chacun est à sa place, avec les aberrations de l'ambition, quand elle n'a pas ses racines dans le seul amour de la patrie. Napoléon ne comprit pas ou l'affecta et répondit « qu'avant de songer à favoriser l'ambition des autres, il fallait être en état de se faire respecter chez soi » (1). Peut-être avait-il compris l'intention injurieuse de Talleyrand.

(1) SAVARY, VII, p. 229 à 231.

Dans les derniers jours de 1813, chez les Rémusat, devant Pasquier, Talleyrand, définitivement séparé de Napoléon, le déclarait perdu : « Son plus grand mal, son mal sans remède, disait-il, c'est l'isolement. Il est seul, comme il l'a voulu, seul en Europe ; mais ce n'est rien, seul en France... Avec tout l'esprit du monde, que peut-on devenir quand on s'est réduit pour toute conversation à la conversation de M. Maret?... Duroc voyait le mal, Berthier un peu aussi, mais Duroc avait trop peu d'esprit pour savoir dire ce qu'il pensait. C'est encore vrai de Berthier... Daru est un bœuf, toute son intelligence passe au travail. Cambacérès aurait bien des lumières, il voit les choses, mais il y a une chose dont il est totalement dépourvu, c'est le courage (1). »

Tandis que les souverains alliés et leurs ministres réunis à Francfort hésitaient à franchir le Rhin et attendaient la réponse de Napoléon aux bases proposées par l'intermédiaire de M. de Saint-Aignan, l'arrivée par la Suisse « d'un émissaire de deux hauts fonctionnaires français, un sieur P... », exerça une influence décisive sur leur détermination. Il était chargé de leur faire connaître l'état de l'opinion publique et des partis en France et la faiblesse des moyens dont disposait l'Empereur. Après l'avoir entendu, l'invasion de la France fut décidée. Ce fait, affirmé par Maret, est confirmé par Savary.

Jomini dit plus clairement que le secrétaire du duc de Dalberg était parti pour Francfort, portant ces mots aux souverains alliés : « On vous attend à Paris les bras ouverts. » Dalberg était animé de la haine la plus violente contre l'Empereur, haine d'Allemand, haine de franc-maçon contre une dictature, haine aussi causée par sa récente disgrâce. A Fontainebleau, Napoléon, les yeux enfin dessillés,

(1) *Mémoires inédits de Charles de Rémusat*, cités par LACOUR-GAYET, IV, p. 114.

disait de lui : « C'est un agent d'intrigues, un faiseur d'affaires, un véritable agioteur de Bourse. On m'a toujours dit que c'était un intrigant. *Je ne voulais pas croire qu'un si beau nom pût être mal porté.* J'en ai fait un Français ; il me doit sa fortune. Je l'ai marié, comblé de biens, d'honneurs et de richesses. J'ai fait plus pour lui que pour vous (Caulaincourt), que pour tous les braves qui m'ont mis la couronne sur la tête (1). » L'Empereur avait également surpris les intrigues de la duchesse de Dalberg et lui avait adressé de dures paroles.

Talleyrand était-il d'accord avec son ami Dalberg? N'était-ce pas lui un des deux hauts fonctionnaires désignés par Maret? C'est bien probable. « Tâchez donc, disait encore à Fontainebleau Napoléon à Caulaincourt, de savoir chez les étrangers qui on a envoyé à Francfort et de quelle part venait le message, car j'ai eu vent du projet mais la trace a été perdue (2). » Maret, d'autre part, accuse Talleyrand d'avoir prolongé, en se servant du duc de San Carlos, la négociation de Valençay et l'acceptation du traité final par la junta espagnole. Ce retard de deux mois rendit impossible le retour en temps utile de l'armée d'Espagne qui eût doublé les forces dont disposait Napoléon.

Talleyrand, redoublant de prudence, attendit les événements. Il est possible que l'Empereur, en lui offrant le ministère à des conditions inacceptables, ait aussi cherché à constater son refus, car il dit alors : « Celui qui me refuse ses services aujourd'hui est nécessairement mon ennemi. »

Avec Talleyrand, Napoléon cherchait toujours à

(1) ERNOUF, *Maret*, p. 609. — SAVARY, VI, p. 219. — JOMINI, II, p. 332. — CAULAINCOURT, III, p. 443.

(2) CAULAINCOURT, *ibid.* — Savary désigne Pozzo di Borgo, qui se trouvait près d'Alexandre, comme le principal inspirateur de la décision des souverains alliés d'envahir la France. Une lettre interceptée qui se trouve aux Archives des Affaires étrangères confirme le fait.

jouer au plus fin, généralement sans y réussir. Il éclatait alors en violences. A l'instigation de Maret il songea de nouveau à faire enfermer à Vincennes le vice-grand électeur. Mais sur les conseils de Cambacérès, de Caulaincourt, de Savary et peut-être sur l'intervention de Flahaut, il y renonça. Cet homme qui ne craignait pas de faire la guerre à l'Europe entière n'osa pas mettre hors d'état de nuire un vieillard infirme. « Jamais, disait-il, je ne donnerai les mains à la perte d'un homme qui m'a longtemps servi. » Pouvait-il d'ailleurs laisser croire à la France, à l'Europe que son ancien ministre, un grand dignitaire de l'Empire, le trahissait? Mais Aimée de Coigny, avec sa finesse, a découvert sa raison secrète dans son orgueil. Bonaparte, dit-elle, « était combattu entre le désir de le perdre et la crainte d'avoir l'air de le croire trop considérable en s'en défaisant. C'est à cette hésitation que M. de Talleyrand doit la vie. » Même dans les moments tragiques, c'est bien souvent l'amour-propre plutôt que l'intérêt qui dicte les décisions.

Le dimanche 16 janvier, à la sortie de la messe, devant tous les ministres réunis dans son cabinet, l'Empereur fit à Talleyrand une nouvelle scène d'une extrême violence, que celui-ci supporta avec son habituel sang-froid. « En rentrant chez lui, il adressa à l'Empereur une lettre dans laquelle il le priait dans les termes les plus convenables de donner quelque attention à la situation qu'il lui faisait et qui ne semblait guère compatible à la place que son titre de grand-électeur l'appelait à tenir dans un conseil de régence. » C'est alors qu'il brûla beaucoup de ses papiers personnels et fit disparaître tout ce qui pouvait le compromettre (1).

Le lendemain 17 janvier, Talleyrand écrivait à la duchesse de Courlande :

(1) PASQUIER, II, 142. — SAVARY, VI, 295.

« Ainsi la bourrasque est passée mais elle n'empêche pas de prendre ses mesures. On a du temps et par conséquent plus de réflexion à soi (1). »

Dès le 16, l'institution du conseil de régence avait été décidée ; le décret, qui parut le 28, trois jours après le départ de l'Empereur, était identique à celui qui avait paru un an avant. Talleyrand en faisait donc partie comme grand dignitaire. Mais Napoléon pour l'empêcher d'y dominer en fait ou d'en devenir le président, sous l'Impératrice, prit une mesure qui lui fut fatale. Par un second décret, qui parut en même temps que le premier, il nomma Joseph son lieutenant général, c'est-à-dire qu'en toute éventualité, Joseph, pour l'incapacité duquel il n'avait pas assez de mépris, devenait, en son absence ou en cas de mort, le maître de la France. Mais Joseph était-il plus sûr que Talleyrand ?

Le 20 janvier, on apprit que le congrès se tiendrait à Châtillon. Caulaincourt était déjà parti. Le 22, Talleyrand dina rue d'Anjou chez Mme de Canisy. Prévoyant les décisions du congrès, il avait écrit à la duchesse de Courlande : « Les puissances ne sauraient prendre trop de sûretés dans le traité qu'elles feraient, si elles ne veulent pas être obligées à recommencer sur de nouveaux frais l'année prochaine. Les mauvais restent toujours mauvais. Quand on a fait des fautes par la tête tout est pardonnable :

(1) Cent vingt-deux billets de la correspondance de Talleyrand avec la duchesse de Courlande en 1814 (2 janvier au 31 mai) manquent dans les archives de M. le duc de Talleyrand. Ils ont été publiés dans l'*Amateur d'autographes* (1862-1863) et aussi sous le titre : *Talleyrand intime* (1891). Les originaux vendus par Charavay au baron de Stassart, le 27 février 1851, font partie du legs Stassart à l'Académie royale de Belgique. L'un des deux volumes reliés, qui les contiennent, porte cette note :

« Cette correspondance intime d'un amant a été livrée à un autre amant, qui a rempli les dates. Ces lettres sont une preuve irrécusable de la part active que prenait Talleyrand à l'invasion et aux projets des Alliés en 1814.

Le billet du 4 avril est de la plus haute importance, »

quand on a péché par le cœur, il n'y a pas de remède et par conséquent pas d'excuses. Adieu, vous qui avez bonne tête et cœur parfait, je vous aime de toute mon âme. Faites dire à Dorothée la nouvelle que je vous mande. Adieu, mon ange. Ce billet est à brûler. » En général, toutes les lettres que Talleyrand recommandait de brûler ont été gardées.

La messe du 23 aux Tuileries, à laquelle Talleyrand assista, fut « moins intempestive », écrit-il à la duchesse, que celle du dimanche précédent. Dans l'après-midi il assista aux adieux émouvants de Napoléon à la garde nationale.

Le lendemain soir 24, à la veille de son départ, l'Empereur réunit à Fontainebleau les dignitaires et les ministres pour remettre la régence à l'Impératrice. Cette cérémonie eut « une teinte lugubre ». Il remercia les assistants de leurs services et dit qu'il allait essayer de chasser les ennemis de la France avec de faibles forces. « Son regard porté par hasard sur Talleyrand s'alluma et, comme par une inspiration subite, il ajouta qu'il savait bien qu'il laissait à Paris d'autres ennemis que ceux qu'il allait combattre, que son absence allait leur laisser le champ plus libre. Personne ne put s'y méprendre. La violence des accusations s'accrut quand il vit que le dignitaire continuait avec sang-froid dans le coin du cabinet une conversation commencée avec le roi Joseph (1). »

Entre Napoléon et Talleyrand ce furent là, dans un renouveau de haine, les adieux de Fontainebleau. Le 25, Talleyrand annonçait à la duchesse de Courlande le départ de l'Empereur pour l'armée ; il ne

(1) MOLLIER, III, p. 360. — La duchesse d'Abrantès (X, p. 126) raconte une scène violente qui se serait passée le 24 aux Tuileries : Napoléon faisant faire à Talleyrand, à reculons, le tour de son cabinet du Pavillon de Flore, le poing sous le nez et essayant même de lui marcher sur les pieds, finalement le frappant au visage. Ce sont probablement là des exagérations que la colère inspirait à l'entourage impérial.

devait plus le revoir : « L'Empereur est parti à 7 heures moins un quart. Il avait dans sa voiture le Grand Maréchal : les aides de camp suivaient dans une autre voiture. L'Impératrice reste décidément. Tant qu'elle est ici, Paris est plus habitable qu'aucun autre endroit : si elle partait, il faudrait s'arranger pour n'avoir point d'obstacle et partir immédiatement. Voilà mon avis, chère amie. Je trouve tout supportable quand je suis près de vous. Vous! Vous! Vous! Voilà ce que j'aime le plus au monde. »

XVI

HORS DU GENRE HUMAIN

(1814-1815)

Napoléon part pour la campagne de France sans illusions. — Il n'a pas voulu prévoir la possibilité de la régence après sa mort. — Talleyrand, soutenu par l'Autriche, la désire en secret ; mais l'attitude de l'Angleterre, favorable aux Bourbons, l'oblige à jouer un double jeu. — Il endort Savary, ne s'engage qu'en apparence avec Aimée de Coigny, laisse partir Vitrolles et conserve l'espoir de la régence après la mort de Napoléon. — L'Empereur, qui l'a pénétré, met Joseph en garde contre lui. — Conseil du 20 mars. — Départ de Marie-Louise. — Plan de Joseph. — Précautions prises par l'Empereur contre Talleyrand. — Entrée des Alliés à Paris et abdication de l'Empereur. — Caulaincourt. — Maubreuil. — Hors de l'humanité. — Traité de Paris. — Lettre à Metternich. — Louis XVIII et Talleyrand. — Lettre de Fouché. — Attitude de Talleyrand contre Napoléon au Congrès de Vienne. — Retour de l'île d'Elbe. — Efforts de Napoléon pour gagner Talleyrand. — Sainte-Hélène.

Le héros était parti pour le sacrifice. La France ne le suivait plus qu'avec angoisse. Une poignée de braves, vétérans, « Marie-Louise », lui faisaient cortège. A sa tête, le prodigieux animateur d'armées montrerait encore ce qu'il savait faire. Un contre dix, il jouerait la difficulté en artiste. Chaque jour, en risquant tout, il attendrait encore le miracle. Ce vieux joueur en avait tant vus. Il aimait à dire que la plus petite cause produit parfois de grands événements. Puis le cœur humain n'est jamais fermé à l'espérance, surtout un cœur tel que le sien. Toutefois, il partait vidé d'illusions, fixant son destin en face et en percevant l'écroulement sans faiblir,

résigné, ayant vécu sa vie, méditant la plus belle fin. « L'avenir est écrit là-haut, » disait-il à Bubna dès le 1^{er} mars 1813. « Je suis fataliste comme tous les soldats, je crois à la prédestination. » Et à Pasquier : « Mes troupes, mes troupes ! Est-ce qu'on croit que j'ai encore une armée ? » A Mollien : « Si l'ennemi arrive aux portes de Paris, il n'y a plus d'Empire. » Pasquier, qu'il interroge sur les Bourbons, observe : « Je ne suis pas éloigné de croire que son orgueil était flatté de ne pouvoir être remplacé que par cette antique dynastie. » Quand, pendant la campagne, il grossira sans cesse l'importance de ses succès et le nombre de ses troupes, ce n'est pas qu'il s'abuse, mais il considère que c'est là une règle de l'art de la guerre. Quand, après Champaubert et après Montmirail, il se voit déjà à Vienne ou sur la Vistule, il ne rêve pas, mais il cherche à galvaniser son entourage défaillant. En partant, il avait dit à ses fidèles : « Au revoir, messieurs, nous nous reverrons *peut-être*. » « Il m'accabla de tristesse, dit Savary, parce qu'il me fit l'effet de quelqu'un qui dit un dernier adieu (1). »

Son instruction du 19 janvier à Caulaincourt donne la preuve de son étonnante lucidité. Il y déclare que la France réduite à ses anciennes limites est inséparable du règne des Bourbons et il ajoute : « Si donc les Alliés voulaient changer les bases proposées et acceptées, les limites naturelles, Sa Majesté ne voit que trois partis : ou combattre et vaincre ; ou combattre et mourir glorieusement ; ou enfin, si la nation ne le soutenait pas, abdiquer (2). »

Il n'est pas question de son fils et de la régence. Vivant, il ne pouvait même l'imaginer ; après sa mort il ne la croyait pas possible. Il avait dit à

(1) SAVARY, VII, 302.

(2) PASQUIER, II, 140.

un ami sûr, Lavalette : « Si je viens à être tué, ma succession ne sera pas dévolue au roi de Rome. Au point où les choses sont venues, il n'y a qu'un Bourbon qui me puisse succéder. » Avant de quitter Paris, il n'en organise même pas la défense.

Après la rupture du Congrès de Châtillon, il essaya de « mourir glorieusement ». Peut-être à Brienne sûrement dans la première journée d'Arcis-sur-Aube ; devant une compagnie qui recule, il pousse son cheval droit sur un obus fumant, qui éclate sans le toucher (1). C'eût été l'issue la plus noble, la plus digne de lui, mais elle eût moins bien servi sa légende. Il s'y était presque engagé devant les députés du Corps législatif, le 1^{er} janvier : « Avant trois mois j'aurai fait la paix, les ennemis seront chassés de notre territoire ou je serai mort. »

Cette mort, Talleyrand qui la prévoyait depuis Marengo, l'attendait anxieusement, qu'elle arrivât par les balles, le suicide ou l'assassinat. Pouvait-il penser que Napoléon mourrait dans son lit ? La régence du fils, que le père ne voulait même pas prévoir, était son but secret. Il y tendait de toutes ses forces. Elle lui donnerait à la fois sa vengeance et le pouvoir. Elle assurerait la monarchie et sauvegarderait les hommes de la révolution. En cas de mort de l'Empereur, elle serait entrée constitutionnellement en vigueur. Les Alliés, entrant à Paris, auraient trouvé pour les recevoir aux Tuileries la fille de l'Empereur d'Autriche et son fils. Bernadotte, candidat d'Alexandre, et les Bourbons, candidats de l'Angleterre, se trouvaient écartés. C'était la paix, facile à imposer, facile à accepter ; on ne faisait la guerre qu'à Napoléon. Metternich aurait puissamment aidé Talleyrand à dominer dans le Conseil. Il est déjà en rapports avec lui par Caulaincourt, par Floret qui est à Châtillon et qui a

(1) « J'ai tout fait pour mourir à Arcis ». CAULAINCOURT, III, 453.

conservé des intelligences à Paris. La régence enfin ce serait l'alliance autrichienne, préconisée par Talleyrand depuis 1805. Jusqu'au 31 mars, cet homme qui trahissait tout le monde en restant toujours fidèle à lui-même, n'aura pas d'autre idée (1).

Mais si l'Empereur ne meurt pas, l'Angleterre, maîtresse des mers et qui paye la guerre de son argent, l'Angleterre qui n'a jamais reconnu Napoléon, imposera sa solution : les Bourbons. Dans l'incertitude, Talleyrand doit attendre, se réserver, tout prévoir, même un brusque retour de Napoléon à Paris, très redoutable pour lui. Il ne s'en fallut que de quelques heures le 30 mars. Il faut donc qu'il soit paré pour tous les cas. Jamais il ne montra plus de flair et de dextérité que pendant ces trois mois tragiques.

Il se règle de loin sur Metternich. Il est renseigné par Bourrienne, ami de Lavalette, et par Jaucourt, chambellan de Joseph. Il a un chiffre avec Caulaincourt. La Besnardière l'avertit de tout ce qui se passe à Chatillon (2). Au conseil de régence du 2 mars, il apprend, s'il ne le sait déjà, que les Alliés

(1) Le 18 mars 1814, Metternich écrit encore à Caulaincourt : « Les vœux de l'Autriche sont en faveur d'une dynastie si intimement liée à la sienne. »

(2) *Mémoires d'Aimée de Coigny*, p. 245. — SAVARY (VI, 343) assure que Talleyrand avait des communications avec La Besnardière et « quelqu'un de plus élevé ». Il ne peut s'agir que de Caulaincourt.

D'autre part, Floret écrit à Metternich, le 31 janvier, de Châtillon, qu'avant de quitter Paris, Napoléon a reproché, en plein Conseil, à Talleyrand, de correspondre avec Caulaincourt. Il ajoute : « Je n'ai pas besoin de prier Votre Altesse d'user avec la plus grande discrétion de mes lettres particulières. Le duc de Vicence compte sur vous, mon Prince. »

Les 8 et 9 février, il déclare que Caulaincourt, abattu au dernier point, ne cache pas son impatience d'obtenir un traité quel qu'il soit, pourvu que ce soit Napoléon qui le signe. Il considère le retour des Bourbons comme une chimère, mais craint les horreurs d'une nouvelle révolution. Le 4 mars, Floret annonce qu'il a reçu par La Besnardière une lettre du duc de Dalberg. (Archives de Vienne. *Florets Berichte aus Chatillon an Metternich.*)

n'accordent plus que les anciennes limites et il se résigne à l'inévitable comme tout le conseil, à l'exception du comte de Cessac.

Quant à Savary, chargé spécialement de le surveiller et au besoin de l'arrêter, Talleyrand l'endort en lui adressant soigneusement tous les renseignements qui lui parviennent sur le comte d'Artois et ses partisans par ses nouveaux amis royalistes. Un jour, Savary entre brusquement à l'hôtel de la rue Saint-Florentin et trouve Talleyrand avec l'archevêque de Malines ; mais tous les trois se mettent à rire et il n'en résulte rien. Savary ménage Talleyrand et Dalberg, auxquels il se sent lié par l'affaire du duc d'Enghien. Il est d'ailleurs depuis longtemps partisan de la paix par haine de Maret et sans doute aussi désirant la régence. Talleyrand va le voir et l'on déplore ensemble les fautes de l'Empereur. « Il déplorait, dit Savary, la situation où se trouvait la France. Il la comparait à celle de Tilsitt et s'écriait : Et cela en six ans ! » Lavalette assure avoir vu sur la table de Savary l'ordre envoyé par l'Empereur, après la bataille de Montereau, d'arrêter Talleyrand. Cet ordre ne fut pas exécuté. « A quoi pense l'Empereur ! s'écria Savary. N'ai-je pas assez des royalistes de toute la France à contenir ? Veut-il encore me jeter le faubourg Saint-Germain sur les bras ? C'est Talleyrand seul qui le contient et l'empêche de faire des sottises. Je n'exécute pas cet ordre et plus tard l'Empereur m'en saura gré. » Après l'abdication, Savary demandera à Talleyrand une place sous les Bourbons, mais Talleyrand, qui l'a toisé, l'éconduira (1).

Avec Aimée de Coigny, « Mademoiselle Monck », Talleyrand joue un jeu encore plus savant. « Il ne peut être question que de régence, dit-il en baissant

(1) SAVARY, VI. 304, 344-345. — PASQUIER, II. — LAVALETTE, II, p. 84-85.

les yeux et du ton grave qu'il affecte quand il ne veut pas être contrarié. » C'est la première manière, après la bataille de Montereau, vers le 18 février. Dans le second entretien : « Nous pourrions peut-être, dit-il, faire des *idées patriotiques et un trône national* avec M. le duc d'Orléans. » Aimée de Coigny bouillait d'impatience ; elle était désespérée de la nonchalance du grand homme. Quelques jours passent ; Talleyrand, après avoir soigneusement fermé la porte, s'écria : « Madame de Coigny, je veux bien du roi, moi, mais... » Il voulait des moyens. « J'en ai, » repartit joyeusement la charmante émissaire de M. de Boisgelin. Le lendemain elle lui apportait la copie d'une lettre que M. de Boisgelin avait préparée pour être envoyée à Louis XVIII. Tout un passage concernait le prince de Bénévent, en vue d'établir que, sans lui, le roi ne pourrait jamais parvenir au trône.

Mais Talleyrand se jouait d'elle ; il n'a rien signé et pourrait toujours se dégager des paroles prononcées devant une amie si complaisante. C'est toujours à la régence qu'il pense. Le 12 mars, Louis XVIII a été proclamé à Bordeaux après l'entrée des Anglais. Talleyrand écrit, le 17, à la duchesse de Courlande, sa véritable confidente : « Si la paix ne se fait pas, Bordeaux devient quelque chose de bien important dans les affaires : si la paix se fait, Bordeaux perd de son importance. Il la perdrait de même si l'Empereur était tué, car nous aurions alors le roi de Rome, et la régence de sa mère. Les frères de l'Empereur seraient bien un obstacle à cet arrangement, par l'influence qu'ils auraient la prétention d'exercer ; mais cet obstacle serait facile à lever : on les forcerait à sortir de France où ils n'ont de parti ni les uns ni les autres. »

Et encore le 20 mars :

« Si l'Empereur était tué, sa mort assurerait les

droits de son fils, aujourd'hui aussi compromis que les siens par les événements de Bordeaux et par le mouvement général des esprits en France. Tant qu'il vit, tout reste incertain et il n'est donné à personne de prévoir ce qui arrivera. L'Empereur mort, la régence satisferait tout le monde parce que l'on nommerait un conseil qui plairait à toutes les opinions et que l'on prendrait des mesures pour que les frères de l'Empereur n'eussent aucune influence sur les affaires du pays... Mille tendres hommages. C'est Macoucy qui vous porte cette lettre que vous brûlerez aussitôt que vous l'aurez lue. C'est essentiel. En général, chère amie, ne gardez point de lettres. »

Écumant de rage contre Napoléon et contre « la race des Bonaparte », qu'il voudrait « chasser de tous les trônes », Dalberg s'impatiente de la lenteur des Alliés. Il est devenu royaliste. Il trouve un émissaire résolu, Vitrolles. Talleyrand approuve, mais de loin. « Vous ne connaissez pas ce singe, confie Dalberg à Vitrolles, il ne risquerait pas de brûler le bout de sa patte lors même que les marrons seraient pour lui seul. » Vitrolles accomplit sa mission avec courage, muni d'un billet de Dalberg, peut-être dicté par Talleyrand (1); il vit l'empereur Alexandre, Metternich, Castlereagh; mais Vitrolles méprisait Talleyrand et pensait l'écarter. C'est Metternich qui le lui imposa. L'effet de la mission de Vitrolles fut d'accélérer la marche des armées alliées sur Paris. Mais la restauration se serait faite sans lui. L'Angleterre avait décidé. Napoléon II n'eût été possible que si l'Empereur avait été tué avant l'entrée des Alliés à Paris. Talleyrand les aurait alors

(1) Voici ce billet dont M. Charles Dupuis a publié le premier le texte original : « La personne que je vous envoie est de toute confiance ; écoutez-la et reconnaissez-la. Il est temps d'être plus clair. Vous marchez avec des béquilles ; servez-vous de vos jambes et voulez (*sic*) ce que vous pouvez. »

introduits devant son fils proclamé et la régence installée. Napoléon vivant, la régence était impossible. « Il aurait écouté aux portes, » dira plus tard Talleyrand (1). En s'obstinant à vivre, Napoléon a peut-être perdu sa dynastie. Talleyrand, jusqu'à la fin, espéra la conserver, tout en prêtant, par précaution, la main au retour des Bourbons. Dans cette dernière hypothèse, il avait indiqué à Aimée de Coigny qu'il comptait sur le Sénat pour déposer l'Empereur.

Napoléon, qui avait depuis longtemps pénétré les préférences de Talleyrand pour la régence, ne songeait qu'à y mettre obstacle. C'est ainsi qu'il fut amené à donner à son frère Joseph des instructions fatales à ses armes et contraires à sa dynastie. Il ne pouvait ignorer l'appui que Talleyrand trouverait chez les Alliés, en particulier chez Alexandre et chez Metternich. Bien qu'il n'eût pas une connaissance précise du passé secret qui liait étroitement Talleyrand à l'Autriche et à la Russie, il ne pouvait se dissimuler que l'appui de Metternich, parlant au nom de l'empereur d'Autriche, serait décisif près de Marie-Louise. Il fallait donc empêcher à tout prix que le contact des Alliés s'établisse soit avec Marie-Louise, soit avec Talleyrand. Que d'un tel contact puisse résulter le règne de son fils sous la régence effective de Talleyrand ; qu'un de ses serviteurs non seulement le trahît, puis le renversât après avoir eu constamment raison contre lui, mais encore lui succédât en quelque sorte et gouvernât sa femme et son fils, une pareille pensée lui faisait horreur ; une pareille humiliation lui paraissait pire que la défaite et que la mort (2)

(1) A l'île d'Elbe, Napoléon dira à Fleury de Chahoulon : « Une régence ? Pourquoi faire ? Suis-je donc mort ? »

(2) Quand Napoléon propose, le 28 mars, la régence de l'Impératrice par le baron de Wessenberg, puis, dans les jours suivants, par Champagny et par une lettre directe à l'empereur d'Autriche, il ne pense qu'à gagner du temps et à diviser les Alliés.

Dès le 8 février, après l'échec de la Rothière, il envoie des ordres formels à Joseph :

« Si Talleyrand est pour quelque chose dans cette opinion de laisser l'Impératrice à Paris dans le cas où nos forces l'évacueraient, lui écrit-il, c'est une trahison qu'ils doivent comploter. Je vous le répète : méfiez-vous de cet homme. Je le pratique depuis seize années ; j'ai même eu de la faveur pour lui ; mais c'est sûrement le plus grand ennemi de notre maison, à présent que la fortune l'abandonne depuis quelque temps... S'il arrivait bataille perdue et nouvelle de ma mort, vous en seriez instruit par mes ministres. Faites partir l'Impératrice et le roi de Rome pour Rambouillet, ordonnez au Sénat et au Conseil d'État et à toutes les troupes de se réunir sur la Loire, laissez à Paris ou le préfet, ou un commissaire impérial, ou un maire... Ne laissez jamais tomber l'Impératrice et le roi de Rome entre les mains de l'ennemi. »

Vers les premiers jours de mars l'Empereur eut la certitude que les Alliés ne traiteraient plus avec lui. L'idée que son fils pourrait lui succéder, lui vivant, avec Talleyrand comme mentor de l'Impératrice, grâce à l'appui de Metternich, assiégea son esprit. Il écrivit alors à Joseph sa lettre du 16 mars :

« Mon frère, conformément aux instructions verbales que je vous ai données et à l'esprit de toutes mes lettres, vous ne devez pas permettre que, dans aucun cas, l'Impératrice et le roi de Rome tombent entre les mains des ennemis. Je vais manœuvrer de manière qu'il serait possible que vous fussiez plusieurs jours sans avoir de mes nouvelles. Si l'ennemi s'avancait sur Paris avec des forces telles que toute résistance devînt impossible, faites partir, dans la direction de la Loire, la régente, mon fils, les *grands dignitaires*, les ministres, les officiers du Sénat, les présidents du Conseil d'État, les grands

officiers de la Couronne, le baron de La Bouillerie et le Trésor. Ne quittez pas mon fils et rappelez-vous que je préférerais le voir dans la Seine plutôt que dans les mains des ennemis de la France. Le sort d'Astyanax, prisonnier des Grecs, m'a toujours paru le sort le plus malheureux de l'histoire (1). »

Le 28 mars, la route de Paris étant ouverte aux Alliés, le Conseil de Régence se réunit aux Tuileries à 8 heures et demie du soir pour délibérer sous la présidence de l'Impératrice. Malgré un exposé alarmiste et pressant du ministre de la Guerre Clarke, plusieurs membres déclarèrent justement que le départ de l'Impératrice désintéresserait les citoyens de la défense de Paris en leur prouvant que tout espoir était perdu, et que si l'on était dans la nécessité d'ouvrir une négociation, seul le prestige que conservait l'Impératrice pouvait sauver l'Empire. Déjà Pasquier, consulté avant le Conseil par Savary, avait émis cet avis. Boulay de la Meurthe proposa d'emmener l'Impératrice à l'Hôtel de Ville au moment du danger et de la montrer au peuple dans les rues, dans les faubourgs et sur les boulevards. « M. de Talleyrand lui-même, dit Savary, qui assistait au Conseil, opina dans ce sens ; il développa les motifs de cette opinion et ne cacha point la possibilité d'un bouleversement que la présence seule de l'Impératrice pouvait arrêter. » Deux votes successifs eurent lieu. Le Conseil tout entier se prononça contre le départ de l'Impératrice à l'exception de Clarke qui vota pour la retraite et de Joseph qui s'abstint. C'est alors que Joseph lut la lettre de l'Empereur du 16 mars ; c'était un ordre formel de départ. Le conseil fut atterré. Champagny proposa

(1) Le 12 novembre 1816, Las Cases note dans le *Mémorial* : « Napoléon dit qu'en ordonnant à Marie-Louise de sortir de Paris, il voulait contrecarrer ceux qui rêvaient la régence et voulaient gouverner sous elle. »

de passer outre. « M. de Talleyrand observa encore que tout était perdu si on quittait Paris. » Mais il n'y avait plus qu'à obéir. Par un troisième vote, le Conseil se soumit à regret.

En sortant des Tuileries, Talleyrand s'approcha de Savary et lui dit : « Eh bien ! voilà donc la fin de tout ceci ; n'est-ce pas aussi votre opinion ? Ma foi, c'est perdre une partie à beau jeu. Voyez un peu où mène la sottise de quelques ignorants qui exercent avec persévérance une influence de chaque jour. Pardieu ! l'Empereur est bien à plaindre, et on ne le plaindra pas, parce que son obstination à garder son entourage n'a pas de motif raisonnable ; ce n'est que de la faiblesse qui ne se comprend pas dans un homme tel que lui. Voyez, monsieur, quelle chute dans l'histoire : donner son nom à des aventures, au lieu de le donner à son siècle ! Quand je pense à cela, je ne puis m'empêcher d'en gémir. Maintenant quel parti prendre ? Il ne convient pas à tout le monde de se laisser engloûtir sous les ruines de cet édifice ; allons, nous verrons ce qui arrivera. L'Empereur au lieu de me dire des injures aurait mieux fait de juger ceux qui lui inspiraient des préventions ; il aurait vu que des amis comme ceux-là sont plus à craindre que des ennemis. Que dirait-il d'un autre, s'il s'était laissé mettre dans cet état ? »

C'était l'oraison funèbre du Premier Empire.

L'Impératrice devait partir le lendemain 29 à huit heures du matin. Mais Joseph hésita encore et Talleyrand paraît avoir suivi jusqu'à la dernière heure ses hésitations. Trois billets envoyés à la duchesse de Courlande annoncent successivement que le voyage est décidé, remis, puis enfin qu'il a eu lieu. Joseph ne partit que le 30. Aussitôt Talleyrand prit sa décision : il ne partirait pas. Mais il ne fit pas sans précaution son évolution définitive. Napoléon pouvait, comme la foudre, tomber

sur Paris et, en ce cas, il risquait sa tête. La mort de Napoléon pouvait aussi survenir d'un moment à l'autre, et, en ce cas, la régence était encore possible (1).

On sait comment il s'y prit et qu'ayant vainement sollicité une autorisation de Savary, il se fit arrêter à la barrière des Champs-Élysées par la compagnie de garde nationale que commandait son ami M. de Rémusat, avec la complicité obligeante du préfet de police Pasquier.

Si les ordres de l'Empereur avaient été exécutés dans leur esprit comme dans leur lettre, Joseph et Savary auraient dû forcer Talleyrand à partir et l'emmener avec eux à Blois. Ils connaissaient parfaitement l'un et l'autre les sentiments de l'Empereur pour Talleyrand et devinaient les rapports de celui-ci avec les Alliés; ils pouvaient donc comprendre quel était leur devoir. On est fondé à penser qu'il y eut entre eux une entente plus ou moins nette où chacun trompa et fut trompé.

Savary, exécuteur du duc d'Enghien, ne pouvait que redouter la vengeance des Bourbons; mais il pensait que Talleyrand, qui lui dénonçait les intrigues royalistes, redoutait les Bourbons autant que lui. Il ne l'arrêta pas, comme il l'aurait pu, et vraisemblablement comptait comme lui que les Alliés accepteraient Napoléon II.

Mais Joseph avait aussi son plan bien qu'il fût incapable de l'exécuter. « Il me parla lui-même, dit Savary, d'un projet dont on l'avait entretenu. On voulait le faire proclamer régent par le Sénat, qui aurait prononcé la déchéance de l'Empereur. Joseph voyait bien que si cela avait lieu, il serait à la merci des ennemis, après leur avoir ouvert le chemin de

(1) Dans ses *Mémoires* (II, p. 129 et suiv.) rédigés sous la Restauration, Talleyrand a vainement essayé de prouver qu'il n'eût dépendu que de Napoléon de conserver le trône, afin de s'attribuer faussement tout le mérite du retour des Bourbons.

Paris, qu'un reste de prestige attaché au nom de l'Empereur leur fermait encore ; mais j'ai cru qu'en quittant la capitale, les meneurs ne l'avaient pas laissé partir sans lui donner des espérances (1). »

Dans le portefeuille que Savary lui confia en partant pour Rambouillet, Pasquier fit d'étranges découvertes. « Mes regards tombèrent naturellement sur les pièces qui se trouvaient en dessus de toutes les liasses, et c'étaient les dernières de la correspondance, celles qui avaient été écrites par Napoléon en partant de Reims. Quel ne fut pas mon étonnement de voir qu'elles roulaient en grande partie sur des soupçons qu'il avait conçus relativement à l'impératrice Marie-Louise ou plutôt à son frère Joseph, qu'il accusait d'avoir fait auprès d'elle les tentatives les plus odieuses ! Le duc de Rovigo était fortement tancé de n'avoir donné aucun avis à cet égard, et la plus exacte surveillance dans l'intérieur du château lui était recommandée pour l'avenir. J'ai cru pendant longtemps que cette accusation de Napoléon contre son frère provenait de l'égarement d'un esprit que des contrariétés sans nombre disposaient, dans ce moment, à accueillir tous les genres de soupçons ; mais j'ai su depuis de M. de Saint-Aignan qui, attendu sa liaison fort intime avec la duchesse de Montebello, a dû être sur ce sujet fort bien instruit, que le soupçon n'était que trop fondé, et que l'Impératrice à cette époque avait été très importunée, et avait eu beaucoup à se plaindre des empressements de son beau-frère. »

Est-ce ainsi que Joseph, nouveau Mazarin d'une Anne d'Autriche, préparait pour lui la régence ou peut-être le trône ? Les lettres de Napoléon à Marie-Louise récemment publiées ne permettent plus d'en douter. Le 11 mars, l'Empereur écrit : « N'aie pas

(1) SAVARY, VII, 337.

(2) PASQUIER, II, 237. Cf. CAULAINCOURT, III, 450.

trop de familiarités avec le roi ; qu'il n'entre jamais dans ton intérieur ; reçois-le comme Cambacérès, en cérémonie et dans ton salon... Quand le roi te donne des conseils qui ne le regardent pas, puisque je ne suis pas loin de toi, tu dois rompre la conversation et parler d'autre chose et être froide... le plus que tu pourras, parle-lui devant la duchesse (de Montebello) et à l'encoignure d'une fenêtre... » Le lendemain, 12 mars, il écrit encore : « Tout le monde m'a trahi. Serais-je destiné à l'être par le roi ? Cela ne m'étonnerait pas et ne serait pas au-dessus de ma constance. Ce qui seul pourrait l'ébranler serait que tu eusses avec le roi des liaisons que j'ignorerais et que tu ne fusses plus pour moi ce que tu as été. Méfie-toi du roi ; il a une mauvaise réputation avec les femmes (1)... »

Quelle fut l'attitude de Talleyrand à l'égard de Joseph, qu'il voulait en 1807 pousser au trône en cas de mort de l'Empereur ? Sa lettre du 17 mars à la duchesse de Courlande nous l'apprend. En cas de régence, il comptait écarter ce concurrent gênant ainsi que les autres frères de Napoléon et même les faire sortir de France. Il ne fallait plus d'autre Bonaparte que le petit-fils de l'empereur d'Autriche. Mais l'écroulement de l'Empire emporta toutes ces intrigues.

Dans la soirée du 30 mars, Talleyrand se rendit à l'hôtel du duc de Raguse, qui, après avoir tout le jour vaillamment résisté avec son corps et celui de Mortier, discutait avec le colonel russe Orloff les clauses de la capitulation, malgré les instances du général Dejean, envoyé par Napoléon pour annoncer son arrivée le lendemain.

Talleyrand demanda à entretenir le maréchal et feignit de s'informer si les communications étaient

(1) *Lettres inédites de Napoléon à Marie-Louise (1810-1814)* avec introduction et notes de Louis MADELIN. V. Lettres nos 282, 283, 285 des 11, 12 et 14 mars.

encore libres pour se rendre à Blois. On ne sait rien de certain de cet entretien, où sans doute la défection de Marmont se prépara, en même temps que la capitulation qui perdait l'Empire se décida. Elle fut signée à deux heures du matin. Vers minuit Napoléon était arrivé à l'hôtel de la Cour de France, près d'Athis, à quatre lieues de Paris. Si l'Impératrice fût demeurée dans la capitale, Joseph aurait sans doute attendu son frère quelques heures de plus.

En quittant Marmont, Talleyrand s'était approché du colonel Orloff et lui avait dit solennellement : « Monsieur, veuillez bien vous charger de porter aux pieds de S. M. l'empereur de Russie, l'expression du profond respect du prince de Bénévent. » Orloff répondit : « Prince, je porterai, soyez-en sûr, ce blanc-seing à la connaissance de Sa Majesté. »

Au moment où les souverains alliés et leurs armées allaient faire leur entrée à Paris au milieu de l'enthousiasme des royalistes et de la résignation du plus grand nombre, Nesselrode se précipitait chez Talleyrand qu'il avait dit de retenir au besoin par force. Il était donc informé du projet de Talleyrand de se soustraire à la décision du Conseil. C'est certainement dans cet entretien, auquel Dalberg se joignit, que Talleyrand connut la décision des gouvernements alliés de rétablir les Bourbons et qu'il y conforma désormais ses actes. Son plan était prêt. Le Sénat proclamerait la déchéance, élirait un gouvernement provisoire qui ramènerait les Bourbons. La défection, déjà préparée, de Marmont serait le coup de poignard dans le dos qui achèverait Napoléon vaincu.

La comédie à laquelle se livra Alexandre I^{er} pour établir à la fois son omnipotence et sa générosité, ne peut faire illusion. Entre Caulaincourt et Talleyrand, il voulut se poser en arbitre. Mais la proclamation, signée de Schwarzenberg et rédigée par

Pozzo di Borgo, annonçait déjà la monarchie des Bourbons aux Parisiens. L'Angleterre, qui dominait les mers et payait la coalition, avait imposé sa volonté. En quittant Hartwell, Louis XVIII déclara au prince régent d'Angleterre : « C'est aux conseils de Votre Altesse Royale, à ce glorieux pays et à la confiance de ses habitants que j'attribuerai toujours après la divine Providence, le rétablissement de notre maison sur le trône de ses ancêtres. » C'est en vain que Talleyrand essaya de persuader à Louis XVIII qu'il lui devait son trône. Leur mésintelligence date de là. C'est en vain qu'il a voulu en imposer à l'histoire. Alexandre, qui n'aimait pas les Bourbons, et jalousait leur ancienneté de race, inclinait personnellement pour Bernadotte. Mais l'Angleterre trouva près de lui un avocat persuasif dans la personne de Pozzo di Borgo qui avait été l'âme de la marche en avant, au passage du Niémen, à Prague, au passage du Rhin, à l'entrée dans Paris et dont la restauration des Bourbons compléta la vengeance. Talleyrand, partisan de Napoléon II et de la régence, céda aux circonstances. « Il me fit l'effet, dit Caulaincourt, d'un homme qui est forcé par plus d'une nécessité d'épouser une fille qu'il n'aime pas et qu'il estime peu. » Du moins s'efforçait-il de faire adopter par la vieille monarchie une politique constitutionnelle et libérale, qui avait toujours été la sienne et qui seule pouvait rendre aux Bourbons l'amour des Français.

Nous n'entrerons pas dans le récit des journées tragiques qui aboutirent à l'abdication et au départ de l'Empereur pour l'île d'Elbe, l'objet de cette étude n'étant que de mettre en lumière l'opposition des caractères et des conceptions de Napoléon et de Talleyrand (1).

(1) L'ouvrage magistral de M. Charles Dupuis, *le Ministère de Talleyrand en 1814* (2 vol. 1919), expose les faits avec autant

Envoyé par l'Empereur à Paris après la capitulation, Caulaincourt se hâta, dans la matinée du 31 mars, de se rendre chez le prince de Bénévent. « Pénétrer les projets de M. de Talleyrand n'était pas chose facile ; je ne doutais cependant pas que nos anciennes relations le porteraient à me dire franchement si nous étions amis ou ennemis. Il parut fort étonné de me voir. »

Avant son départ pour Châtillon, Caulaincourt, d'après Molé, aurait été sondé par Talleyrand au sujet des Bourbons, mais il se serait dérobé à ses insinuations. Cette fois Talleyrand s'expliqua nettement :

« L'Empereur nous a perdus, fut son premier mot, en ne vous laissant pas faire la paix à Châtillon. » — « Dans notre malheur peut-il compter sur vous ? » lui demandai-je. — Vous apprendrez que j'ai encore tout fait, il y a deux jours, pour sauver son trône, pour retenir l'Impératrice et son fils, mais l'Empereur donne en cachette des ordres qui gâtent tout ; il se méfie de tout le monde ; sa lettre à son frère a tout compromis : la crainte de lui déplaire, de désobéir paralyse tout ; il s'est perdu et a perdu la France. Il ne dépend d'aucun de nous de le sauver aujourd'hui. Pourquoi a-t-il laissé aller les choses à ce point ? Pourquoi préférer les conseils de quelques flatteurs, les avis de Maret à ceux des hommes dévoués à sa gloire et à la France ? » — « Ce n'est pas le moment de nous occuper de ses fautes, répliquai-je ; il m'a envoyé près de l'empereur Alexandre pour le défendre,

de clarté que d'impartialité et contient tous les textes essentiels.

Nous n'en citerons qu'un qui se réfère à la note p. 331 de ce livre. C'est le billet adressé par Talleyrand à la duchesse de Courlande, le 4 avril 1814 :

« Voilà, chère amie, une bonne nouvelle. Le maréchal Marmont vient de capituler avec son corps. *C'est l'effet de nos proclamations et papiers.* Il ne veut plus servir pour Bonaparte contre la patrie. — Je vous prie de dîner ici avec Dorothée que j'embrasse. — Donnez-lui un des imprimés ci-joints. — Je vous aime. »

pour signer la paix que tout le monde désire. Me seconderez-vous dans nos malheurs? L'abandonnez-vous, quand il n'est plus heureux? Sacrifierez-vous l'Impératrice, le roi de Rome, les vrais intérêts de la France? » — « Au dernier Conseil, j'ai encore tout fait pour les sauver, pour les empêcher de partir. Quelque injuste que l'Empereur ait été pour moi, j'ai presque seul combattu pour lui, pour eux, et bien vainement puisque l'Empereur avait donné des ordres particuliers. Il a tout perdu jusque dans le Conseil de régence; vous saurez cela et que j'ai fait tout ce que je devais (1). »

De ce moment date la séparation des deux hommes, qui cependant ne se brouillèrent pas. Jusque-là leur accord avait été complet. A Châtillon, il paraît certain que Caulaincourt, en rapport avec Talleyrand et Metternich, désirait comme eux Napoléon II et la régence. « Caulaincourt redoutait, dit Mme de Chastenay, les moindres victoires de l'Empereur et les considérait comme l'instrument de sa perte (2). »

Entre le 7 et le 17 février, il eut « carte blanche » pour signer la paix sur la base des anciennes limites. Maret lui a reproché de ne s'être pas sacrifié pour sauver l'Empereur. Les historiens russes ont taxé de trahison son attitude dilatoire. Napoléon se refusait à signer lui-même une paix qu'il qualifiait de « honteuse ». Il se débarrassait de ce soin sur Caulaincourt, qui risquait d'ailleurs d'être désavoué s'il signait. Caulaincourt n'a pas voulu charger sa mémoire d'une telle responsabilité. Il considérait dès

(1) CAULAINCOURT, III, 85. — Talleyrand, à la même époque, parla dans le même sens à Méneval : « Il me chargea d'exprimer à l'Impératrice tout son regret de ce qui s'était passé en ce qui la concernait, elle et son fils. Il dit que toutes les combinaisons avaient dû échouer devant le fait de l'existence de l'Empereur; que l'Empereur mort tout eût été facile; mais que tant qu'il aurait vécu, son abdication eût été illusoire; que si la régence avait été adoptée et le fils de l'Empereur reconnu, son père serait un jour revenu et se serait remis à sa place. » MÉNEVAL, *Souvenirs*, III, 386.

(2) *Mémoires de Mme de Chastenay*, II, 306.

lors le maintien de Napoléon comme impossible et pensait, en acculant l'Empereur à l'abdication, favoriser une régence avec Napoléon II pour sauver l'Empire. Après la prise de Paris par les Alliés, le grand écuyer voulut par point d'honneur et pour remplir les devoirs de sa charge assister l'Empereur jusqu'au bout. Mais, en insistant près de Napoléon pour l'abdication en faveur de son fils, ne fit-il pas encore le jeu d'Alexandre? C'est ainsi qu'en a jugé Albert Sorel : « Le tsar paraît avoir tiré du zèle, du cœur bouillant et de la cervelle agitée de Caulaincourt le même parti qu'au temps des entretiens de Pétersbourg, des conférences de Pleisswitz, de celles de Prague, de celles de Châtillon, et il employa pour décider Napoléon à l'abdication les mêmes moyens qu'on avait employés pour le réduire à la paix (1). » Il faisait, en même temps, le jeu de Talleyrand (2). Nesselrode écrivait peu après à Pozzo di Borgo : « L'opinion de Sa Majesté sur le duc de Vicence n'a été démentie dans aucune circonstance ; le courage avec lequel il a combattu dans tous les temps les idées exagérées de Bonaparte et toute l'atrocité de son système, le service essentiel qu'il a encore dernièrement rendu, et nommément au roi et à sa patrie, en prévenant la guerre civile par tout ce qu'il a fait pour amener l'abdication, ont encore ajouté à l'estime qu'on lui doit (3). »

Caulaincourt eut du moins, dans ces circonstances, l'honneur de recevoir les confidences les plus intimes de l'homme extraordinaire dont il avait suivi le destin à contre-cœur et qu'il admirait sans l'aimer. Napoléon lui dit alors : « Maret m'aime, Berthier aussi, Duroc m'était dévoué mais ne m'aimait pas.

(1) SOREL, VIII, 323.

(2) Dans le projet de traité remis le 15 mars aux Alliés par Caulaincourt et rédigé par lui, il est stipulé que les États du Pape lui seront rendus, « la principauté de Bénévent exceptée ».

(3) MARTENS, XIV, p. 264.

Vous, vous m'avez dit la vérité, mais vous ne m'aimez pas. Vous m'êtes fidèle parce que vous êtes un homme d'honneur ; aussi je vous estime. » Il lui demanda s'il l'accompagnerait à l'île d'Elbe. Caulaincourt répondit qu'il préférerait rester en France ; il fit allusion à Mme de Canisy et rappela l'opposition que l'Empereur avait mise à son mariage, par suite d'une humeur, lui dit-il, « qui ressemblait même à de la haine. »

Le duc de Vicence devait épouser Mme de Canisy le 24 mai 1814. Mais, dès le 26 avril, c'est-à-dire six jours après le départ de l'Empereur pour l'île d'Elbe, il publiait dans le *Journal des Débats* la lettre que le tsar lui avait écrite en 1808 pour l'assurer qu'il le considérait comme étranger à l'affaire du duc d'Enghien. Toutefois les efforts d'Alexandre, qui l'eût désiré comme ambassadeur près de sa personne, furent impuissants à lui rendre la faveur des Bourbons. Quant à Talleyrand, il l'avait déjà oublié.

Le 9 avril, Caulaincourt fut témoin du singulier revirement de l'Empereur qui lui redemanda son acte d'abdication « parce qu'il était mal libellé par rapport à l'Italie ». Le grand écuyer refusa. Concentrant ses dernières forces avec celles de Soult et d'Angereau, Napoléon méditait alors de se jeter sur l'Italie : « Ma présence dans ce pays, dit-il, eût rallié tous les esprits ; j'aurais ouvert tous les ports aux Anglais et j'aurais eu là un beau royaume qui n'eût inquiété personne. » Il revenait ainsi à ses plans de 1797, au pro-consulat d'Italie, au rêve oriental, à ses idées de chercher sa propre fortune hors de France (1).

(1) CAULAINCOURT, III, p. 344. — Le 19 août 1816, devant Las Cases, Napoléon reniait en ces termes le traité de Fontainebleau négocié par Caulaincourt : « On l'a discuté pour moi. Celui qui me l'apporta me trahissait... Si j'eusse voulu traiter, alors seulement, j'aurais obtenu le royaume d'Italie, la Toscane ou la Corse, tout ce que j'aurais voulu... Je jetai les yeux sur un coin de terre où je pusse être mal

Caulaincourt recueillit encore les épanchements de l'Empereur avant et après son singulier essai de suicide. Car Napoléon a voulu se tuer et s'est manqué. Fataliste, a-t-on dit, il s'est résigné à vivre. Mais cette résignation ne témoigne-t-elle pas plutôt d'un invincible amour de la vie et de la lutte. Se suicider c'est s'avouer vaincu. Ce ne fut donc que la défaillance passagère, qui rend le héros plus humain. Même après Waterloo, Napoléon ne pensa plus au suicide.

En présence de la mort, Napoléon parla de Talleyrand et le jugea avec autant de calme que de modération : « Talleyrand me trahissait depuis six mois, dit-il, je le savais ; j'aurais dû le faire arrêter, mais je répugnais aux mesures de rigueur ; il m'avait très bien servi avant ; les affaires ont bien été tout le temps que je l'ai employé. Dans ce moment, on ne peut pas se passer de lui. Il connaît bien la France et l'Europe, et dans les circonstances actuelles, c'est encore l'homme qui peut le mieux tout rallier, tout faire marcher, si son insouciance, son laisser-aller naturel ne laissent point tout échapper. Il avait le grand inconvénient de n'être entouré que d'intrigants. Il est dans notre intérêt à tous qu'il reste aux affaires, car il ne peut avoir les préventions des émigrés et des hommes que le roi ramènera. Il pourra même lui donner des idées justes sur les hommes et sur les choses. Il faut servir les Bourbons, messieurs, aussi fidèlement que vous m'avez servi, dit-il, en s'adressant à tout ce qui était dans le salon. S'ils sont bien conseillés, ils vous donneront la préférence. »

Il répéta plusieurs fois que Talleyrand avait eu raison de faire appel aux Bourbons ; que dans les anciennes limites de la France, ils étaient pour elle le meilleur gouvernement. Il estimait cependant (mais il se trompait fort) qu'en échange de son abdi-

et profiter des fautes que l'on ferait. Je me décidai pour l'île d'Elbe, Cet acte fut celui d'une âme de rocher... Je suis une parcelle de rocher lancée dans l'espace. »

cation, Talleyrand aurait pu obtenir, avec l'appui de la Russie, la Belgique et la rive gauche du Rhin.

Bien plus, il pardonnait : « Je pardonne à Talleyrand car je l'ai maltraité ; il ne fût pas resté en France si j'eusse triomphé. Les Bourbons feront bien de l'employer ; il aime l'argent, l'intrigue, mais il est capable. J'ai toujours eu du faible pour lui. Je ne sais comment il s'est fait que je me sois brouillé avec lui pour Maret car tous deux m'étaient utiles. C'est l'ambition de la duchesse de Bassano et son esprit d'intrigue qui en sont cause. J'aurais dû l'éloigner aussi de la Cour ; cela m'eût donné la paix. Mes affaires ont bien été tout le temps que Talleyrand les a faites. C'est sa faute s'il s'est perdu dans mon esprit : pourquoi a-t-il voulu quitter le ministère ? C'est l'homme qui connaît le mieux la France et l'Europe. Il enjôlera les émigrés mais sera sans préjugés contre les hommes nouveaux, contre vous autres : il est de votre intérêt qu'on le conserve. »

Quelques heures avant de s'empoisonner, Napoléon renouvelait son pardon : « Je l'avais maltraité, c'était de sa part vengeance légitime. » Il ajoutait même dans l'aveuglement de sa grande âme apaisée : « Personnellement, Talleyrand ne me hait pas. » Eût-il pardonné s'il eût tout connu (1) ?

Tandis que l'âme de Napoléon s'élevait à cette haute sérénité, Talleyrand triomphant s'acharnait contre lui. Un de ses premiers soins, après avoir été élu par soixante-trois sénateurs de l'Empire président du gouvernement provisoire, fut d'envoyer au Louvre un émissaire, M. de Villers, avec la mission secrète d'enlever sans bruit dans les archives du cabinet impérial les lettres adressées par lui à Napoléon. C'était la préface nécessaire à son ralliement aux Bourbons. M. de Villers prit de force la place du fidèle archiviste Bary et emporta les principales

(1) CAULAINCOURT, III, 392, 447. Cf. PASQUIER, II, 364.

liasses. Les papiers qui compromettaient gravement le prince de Bénévent (affaires du duc d'Enghien, d'Espagne, affaires d'argent) furent livrés au feu. Mais bien que le prince, comme dit Aimée de Coigny, brûlât admirablement, il en oublia ou ne put détruire les copies, dont plusieurs nous sont parvenues.

Talleyrand lutta avec âpreté contre Caulaincourt pour enlever à Napoléon, qui n'était plus pour lui que Bonaparte, ainsi qu'à sa famille, toutes les garanties que l'empereur de Russie désirait leur conserver. Un rendez-vous fut pris chez la baronne de Saint-Aignan, sœur de Caulaincourt, entre ce dernier, Talleyrand et Nesselrode : « Le gouvernement provisoire, écrit Caulaincourt, attachait un grand prix à ce que l'Empereur n'eût pas l'île d'Elbe, à ce qu'il fût éloigné de l'Europe ainsi que sa famille ; sans cela, il se refusait à se charger d'aucun traitement et à reconnaître l'Empereur en aucune manière. L'établissement de l'île d'Elbe l'effrayait au point qu'après avoir directement et indirectement tout mis en usage pour faire revenir l'empereur Alexandre sur cette promesse, on s'adressa une dernière fois à M. de Nesselrode, à ce qui m'a été assuré depuis, pour qu'il fit de nouvelles démarches près de ce prince. « J'ai promis, fut, dit-on, sa réponse ; ces messieurs ont trop tôt oublié dans quelles circonstances. Pour avoir changé, elles ne m'ont pas dégagé de ma parole (1). »

(1) CAULAINCOURT, III, 291. — Le 23 avril, c'est-à-dire trois jours après le départ de Napoléon pour l'île d'Elbe, Fouché lui adressa une fort belle lettre, qu'il pria Talleyrand de faire parvenir à sa destination, après l'avoir communiquée au comte d'Artois. Il y représentait à l'Empereur que la souveraineté de l'île d'Elbe était indigne de lui, que son voisinage troublerait le repos dont la France et l'Europe avaient besoin et autoriserait tous les soupçons, qu'il serait « plus glorieux et plus consolant » pour lui de vivre comme un simple citoyen dans les États-Unis d'Amérique, dont les peuples sauraient « admirer son génie sans le craindre ». Talleyrand félicita vivement Fouché de cette lettre, dont Napoléon ne tint pas compte, mais qui sans doute lui inspira, après Waterloo, l'idée de se rendre en Amérique. Cette

Talleyrand voulait, dès cette époque, d'accord avec Metternich, envoyer Napoléon à Corfou ou aux Açores. Il n'admettait pas que le gouvernement royal dût ratifier l'accord conclu par Napoléon avec les souverains alliés ; il s'opposa également, malgré son sentiment personnel, à cause de l'opposition furieuse des royalistes, à la conservation dans l'armée de la cocarde tricolore ainsi qu'aux rentes promises à la famille impériale. Alexandre, qui voulait se concilier tout le monde, arbitra le débat et, le 11 avril, le gouvernement provisoire adhéra au traité de Fontainebleau.

Toujours d'accord avec Metternich et par l'action insinuante de Bausset, préfet du Palais, de Mme de Montebello et de Mme de Brignole, Talleyrand s'efforça de détacher l'impératrice Marie-Louise de son époux et de la diriger hors de France. La vengeance eut assurément une part dans son attitude contre Napoléon. Mais alors la raison d'État parlait aussi. L'existence politique de l'Empereur ne pouvait que contrarier le retour de l'ordre en Europe et diviser la France. Sa simple existence était déjà une gêne évidente. Talleyrand a été accusé d'avoir voulu la supprimer par la main d'un certain comte de Maubreuil, ami de Laborie, son homme à tout faire.

Cette affaire a fait couler beaucoup d'encre et fut, dans la suite, pour Talleyrand la cause de bien des tourments. Rien dans les documents mis à jour, sinon l'affirmation de Maubreuil, ne donne à l'accusation de fondement. Il est cependant fort possible que Talleyrand ait reçu Maubreuil en ne lui adressant que des paroles insignifiantes, mais qui suffisaient. Ce qui est bien certain, c'est que pour le chef du gouvernement provisoire l'assassinat de Napoléon

lettre, dont l'original fait partie de la collection d'autographes du marquis de Flers, a été publiée dans le t. II, p. 262, des *Mémoires de Talleyrand*.

était alors jugé fort opportun, et qu'au comte d'Artois il eût paru providentiel.

Le duc de Dalberg, dès le 1^{er} avril, exposait cyniquement à Pasquier « qu'un certain nombre d'individus déterminés, et conduits par un vigoureux bougre, — je prends ses propres termes, — revêtiraient des uniformes de chasseurs de la garde qu'on avait dans les magasins de l'École militaire, et que soit avant, soit pendant l'action, ils s'approcheraient de Napoléon à l'aide de ce déguisement et en délivreraient la France... » Il ajoutait : « Ah ! cela n'est pas difficile, nous en avons de toutes les couleurs, des chouans, des jacobins, etc... » Ces paroles de Dalberg donnèrent plus tard à Pasquier la clef de l'affaire Maubreuil. Le confident de Talleyrand voulait détourner les soupçons des royalistes sur les jacobins, qui en réalité se ralliaient tous à l'Empire déchu par haine des Bourbons (1).

C'est la crainte d'un assassinat, dont il eut toute sa vie la hantise, qui poussa, dès avril 1814, Napoléon, prévenu par Pasquier et par Lavalette, à chercher un refuge en Angleterre. C'est la même crainte qui l'y décida après Waterloo. « La nation anglaise, dit-il à Caulaincourt, ne souffrirait pas un assassinat... Dans la position où je suis ici, je me trouve au milieu des loups (2). »

C'est alors qu'après avoir abattu l'homme qu'il avait guidé vers le pouvoir suprême mais qui ensuite avait dédaigné ses conseils, après avoir, dans une lutte longue et tenace, usé contre lui des intrigues les plus perfides, des trahisons les plus audacieuses,

(1) D'après le ministre de Bavière à Paris, Dalberg aurait obtenu de faire partie du gouvernement provisoire pour conserver les dotations qu'il avait obtenues de Napoléon en Bavière. Nesselrode fit valoir les services éminents rendus par Dalberg en instruisant en secret les gouvernements alliés des dispositions du Sénat. (DUPUIS, I, 345.)

(2) CAULAINCOURT, III, p. 341.

Talleyrand, sa vengeance assouvie, va s'élever au-dessus de lui-même et prendre rang parmi les grands serviteurs du pays. Ni le désordre de ses mœurs, ni sa vénalité honteuse, ni son mépris pour les lois de la morale et de l'honneur ne peuvent empêcher de reconnaître sa constance dans ses idées et, à ce moment, son patriotisme sincère et même son abnégation. Chez cet homme singulier il y avait un divorce entre l'esprit et la conscience. Comme le disait le mystérieux correspondant de d'Antraigues, il avait dans la tête le courage que d'autres ont dans le cœur (1). Il est probable qu'il haïssait Napoléon, beaucoup moins par ressentiment des injures que parce qu'il offensait sa raison.

Talleyrand devint chef du gouvernement au milieu d'un désastre inouï. Napoléon dira plus tard qu'il a reculé les limites de la gloire ; mais il avait reculé celles de la défaite. Depuis Charles VI *l'Insensé*, la France n'avait pas vu sa capitale conquise et toutes ses frontières envahies. Dans cette tourmente, l'homme, qu'on a si souvent qualifié de girouette, garde tout son sang-froid et ne change pas une de ses idées. S'il eût dirigé la régence de Marie-Louise, il eût conservé l'égalité civile et essayé de fonder la liberté politique. Ce programme, qui était celui de la Constituante, il s'efforcera, malgré le parti de l'émigration, de l'imposer aux Bourbons et son attitude lui fera bientôt perdre le pouvoir. Mais en face de l'étranger il est, à ce moment, l'homme nécessaire. Aucun de ceux qu'il attaque ne serait disposé à le remplacer, ni capable de le faire. Traiter après

(1) On peut rapprocher de ces expressions les paroles échangées par Vitrolles avec Metternich pendant sa mission : « Eh ! pourquoi pas M. de Talleyrand?... vous devez le considérer comme rattaché à cette cause au moins dans son cœur. » On se mit à rire : « Ah ! dans son cœur est une très bonne plaisanterie. — Enfin, messieurs, dans sa pensée, si vous voulez. » (VITROLLES, I, 147, 148.)

une défaite n'a jamais tenté personne. C'est se vouer à l'impopularité ou à pire encore. Il est plus facile de refuser, comme Napoléon, de signer un traité honteux que d'essayer de le rendre pour son pays le moins mauvais possible. Talleyrand ne pense qu'à libérer les territoires envahis. Il y déploie tout son zèle et tout son crédit sur les Alliés ; il y réussit en quelques semaines.

On lui a reproché d'avoir signé comme chef du gouvernement provisoire et avant l'arrivée de Louis XVIII à Paris la convention d'armistice du 23 avril par laquelle il consentait « à l'évacuation de toutes les forteresses et territoires hors des frontières françaises du 1^{er} janvier 1792. » Mais on oublie d'abord que Louis XVIII débarqua à Calais le 24 avril et qu'il était nécessaire que les hostilités prissent fin avant cette date. En abandonnant, sous sa signature, cinquante forteresses encore occupées par nos troupes mais investies et impossibles à ravitailler, Talleyrand se sacrifiait dans l'intérêt du roi, qui était devenu l'intérêt national. L'évacuation des forteresses, à laquelle s'ajoutait le retour des prisonniers, rendait d'ailleurs à la France une armée que Napoléon n'avait pas su utiliser pour la défendre et qui bientôt nous fut nécessaire (1).

La convention impliquait que la France reviendrait à ses limites du 1^{er} janvier 1792. Mais tous les Alliés étaient d'accord sur ce point, sauf la Prusse qui convoitait l'Alsace et la Lorraine. Comment imaginer que l'Angleterre, qui avait combattu vingt ans, nous laissât Anvers, la Belgique, soulevée contre nous, et que la Prusse nous abandonnât bénévolement les provinces allemandes du Rhin ! Vingt ans de guerre, si souvent victorieuses sur terre, mais désastreuses sur mer, bien loin d'être un titre en

(1) Après Leipzig, Napoléon avait essayé de négocier, aux mêmes conditions que Talleyrand, l'évacuation des places de la Vistule et de l'Oder.

notre faveur étaient, aux yeux des Alliés, la raison majeure de nous affaiblir. Le retour des Bourbons, la libération du territoire, les anciennes limites constituaient un tout indivisible. L'occupation de l'ennemi, l'épuisement, l'anarchie intérieure nous interdisaient toute résistance. Talleyrand eut le courage de comprendre que nous risquions fort de perdre plus en attendant davantage et ne craignit pas de braver ainsi une opinion aveuglée. Il avait le droit, comme il l'a écrit, d'en tirer quelque orgueil.

Le traité de Paris du 30 mai 1814 ajoutait à l'ancienne France du 1^{er} janvier 1792 sept cantons des provinces belges, Sarrebruck, Landau, Montbéliard, une partie de la Savoie avec Chambéry et Annecy, Avignon et le Comtat Venaissin, soit 636 000 âmes. La France recouvrait les colonies perdues, à l'exception de Tabago, Sainte-Lucie, l'île de France et d'une portion de Saint-Domingue cédée à l'Espagne. Aucune indemnité de guerre ne fut réclamée. Les objets d'art, ravis à l'étranger, nous furent conservés. Après vingt ans de guerres, la France épuisée recouvrait ses frontières et obtenait quelques territoires nouveaux. La confiance était rétablie. Que l'on compare ces résultats avec ceux du traité de Francfort du 10 mai 1871 !

« Le traité du 30 mai, écrit M. Charles Dupuis, après sa minutieuse et impartiale enquête, « était « honorable et bienfaisant. Talleyrand avait négocié « en bon Français et en bon Européen. Il avait « d'autant mieux servi la France qu'il s'était montré « meilleur Européen... C'est à juste titre qu'il écrit « vait à la duchesse de Courlande le 31 mai : « J'ai « fini mes paix avec les quatre puissances... à quatre « heures la paix a été signée ; elle est très bonne, « faite sur le pied de la plus grande égalité et plutôt « noble, quoique la France soit encore couverte « d'étrangers. »

Nous ne pouvons que nous rallier à ce jugement (1), qui était aussi celui d'Albert Sorel.

Napoléon aimait à répéter que les traités de paix signés par Talleyrand après ses victoires ne lui avaient pas coûté grand'peine et qu'il avait fait sa réputation à ses frais. Cette fois, c'est après l'effondrement du grand Empire que Talleyrand, appuyé sur la vieille monarchie qui avait fait la grandeur de la France, avait sauvé son territoire.

Il envoya à Metternich, qui était parti pour l'Angleterre, aussitôt après la signature du traité, un billet de complice et de bon Européen :

« Je vous fais mon compliment et je reçois le vôtre. Voilà de la véritable paix : tout le reste n'en était que l'apparence. Les hommes qui ont dans la tête quelque idée politique doivent être contents. Laissez cette affaire-ci à elle seule ; n'y mêlez rien, vous la gâteriez. Une affaire bonne et bien faite est essentiellement productive ; celle-ci le sera. Enfin, votre excellent Empereur peut espérer quelque tranquillité. Adieu, nous commençons notre ministère d'une manière bien brillante. La société ici est comme vous l'avez laissée. Charles Flahault est toujours malade. La reine de Naples reste. Le vice-roi ne s'en va pas encore. M. de Floret vous rendra compte de tout ce que je lui ai dit. S'il revient et si vous êtes dans l'intention de finir ce que vous avez commencé, vous pouvez le charger de votre lettre pour moi. Je me réjouis avec vous de la paix dont l'Europe va enfin jouir. Recevez, mon cher comte, l'assurance de ma constante amitié. Je ne puis vous dire combien mon esprit de système éprouve aujourd'hui

(1) Dans son discours à l'Académie, où il succédait à Henry Housaye, M. le maréchal Lyautey portait sur le traité du 30 mai 1814 un jugement analogue : « Après la guerre si complètement perdue, pouvait-on vraiment mieux gagner la paix? »

satisfaction. Cette lettre me paraît bonne à brûler ; j'en ai fait autant de la vôtre (1). »

Son esprit de système c'était la conviction qu'une France de vingt-neuf millions d'habitants, c'est-à-dire la nation alors la plus peuplée de l'Europe, centralisée, unie, pleine de ressources, pouvait prendre sur le continent une influence plus haute et plus durable que celle que Napoléon avait cherchée dans la domination universelle, se fortifier à l'intérieur, se répandre dans le monde et trouver dans son rayonnement naturel sa vraie grandeur. La paix que Talleyrand proposait à Danton en novembre 1792, il l'avait réalisée en mai 1814.

Après avoir sauvé la vieille France, il fallait lui faire reprendre son rang en Europe et, pour y parvenir, rompre la coalition qui s'était formée contre elle. Il fallait récolter les fruits de la confiance rétablie par le traité de Paris. Ce fut l'œuvre qu'accomplit Talleyrand au congrès de Vienne avec autant d'adresse que d'autorité et en parfait accord avec Louis XVIII. Le roi et le ministre ne s'aimaient pas, mais ils se comprenaient. Ils avaient tous deux une connaissance approfondie de l'Europe, le sens inné de la tradition française et cette qualité supérieure au génie, le bon sens, quand il est éclairé par la tradition.

Louis XVIII parvint à conclure le 3 janvier 1815 un traité secret avec l'Angleterre et l'Autriche : « Maintenant, lui écrivait Talleyrand, la coalition est dissoute et elle l'est pour toujours. Non seule-

(1) Cette lettre de Paris, sans date, a été publiée par MM. Benedek et Ernst dans la *Revue de Paris* du 15 décembre 1933, mais avec des fautes de lecture. Nous en restituons le texte intégral. Ses premiers éditeurs la supposent de 1817. Mais elle est évidemment des jours qui suivent le traité du 31 mai 1814, auquel elle s'applique. C'est par inadvertance que Talleyrand appelle « M. le comte », Metternich, qui avait été fait prince le 20 octobre 1813. Il faut entendre que Caroline Murat reste à Naples et Eugène à Munich.

ment la France n'est pas isolée en Europe, mais Votre Majesté a déjà un système fédératif tel que cinquante ans de négociations ne semblaient pas pouvoir parvenir à lui donner. Elle marche de concert avec deux des plus grandes puissances... Elle sera véritablement le chef et l'âme de cette union formée pour la défense des principes qu'Elle a été la première à proclamer. »

De nombreux historiens ont reproché, après Thiers, à Talleyrand d'avoir établi la Prusse sur le Rhin au lieu du roi de Saxe, dont les États eussent été donnés à la Prusse. C'est juger le passé avec l'esprit de notre époque. La démonstration d'Albert Sorel (1) nous paraît répondre victorieusement à ces critiques. Talleyrand y avait déjà répondu lui-même : « Rien ne serait plus simple, disait-il, plus naturel que de reprendre à la Prusse celles des provinces qui lui étaient cédées, tandis que si elles eussent été cédées au roi de Saxe en dédommagement de ses anciens États, il serait difficile et par trop dur de l'en dépouiller. » Talleyrand espérait le retour de la France à ses frontières naturelles (2). Une occasion s'est présentée à Napoléon III en 1866. Maintenant il n'y a plus de différence entre la Saxe et la Prusse.

Le congrès de Vienne commençait à oublier « l'homme de l'île d'Elbe ». Mais Talleyrand le connaissait et n'était pas tranquille. Metternich pensait comme lui et, depuis la signature du traité du 11 avril, prédisait une nouvelle guerre avant deux ans (3).

(1) ALBERT SOREL, *Essais de critique et d'histoire* : « Talleyrand au Congrès de Vienne ». — Thiers est d'ailleurs revenu sur son premier jugement. V. LACOUR-GAYET, IV, p. 143.

(2) V. FL. DE LANNOY, *Histoire diplomatique de l'indépendance belge*, Bruxelles, 1930.

(3) METTERNICH (I, p. 296) dit qu'au moment de la signature du traité du 11 avril, ses propres craintes étaient également partagées par les deux plénipotentiaires de Napoléon. Il y en avait en réalité trois : Ney, Caulaincourt et Macdonald.

Tous deux déploraient la faiblesse d'Alexandre, qui avait choisi l'île d'Elbe, tout près de France et d'Italie, sans doute pour jouer un tour aux Bourbons.

Dès son arrivée à Vienne, Talleyrand écrivit à Louis XVIII : « On montre aussi une attention assez arrêtée d'éloigner Bonaparte de l'île d'Elbe. Personne n'a encore d'idée fixe sur le lieu où l'on pourrait le mettre. J'ai proposé l'une des Açores. C'est à cinq cents lieues d'aucune terre. » Louis XVIII accueillit l'idée des Açores avec empressement. « Mon idée fructifie, » écrivait Talleyrand le 7 décembre. Il pense, le 15 février 1815, en compensation de l'abolition de la traite des nègres, à charger l'Angleterre des pensions stipulées, le 11 avril 1814, en faveur de Napoléon et de sa famille. Mais Alexandre et Castlereagh entendaient que le traité de Fontainebleau fût exécuté et Napoléon n'était nullement menacé d'un transfert aux Açores quand on apprit soudain son départ de l'île d'Elbe.

Ce fut Metternich qui annonça la nouvelle à Talleyrand :

« Il resta impassible, écrit-il, et nous eûmes ensemble la conversation laconique que voici :

« TALLEYRAND. — Savez-vous où va Napoléon?

« MOI. — Le rapport n'en dit rien.

« TALLEYRAND. — Il débarquera sur quelque côte d'Italie et se jettera en Suisse (1). »

« MOI. — Il ira droit à Paris. »

« Toute entreprise de sa part en France, écrivit Talleyrand, le 6 mars, à Louis XVIII, serait celle d'un bandit. C'est ainsi qu'il devrait être traité; et toute mesure permise contre les brigands devra être permise contre lui. » Il désigna Macdonald au choix du roi pour marcher contre Napoléon. La

(1) Talleyrand avait envoyé comme consul à Livourne Mariotti, qui espionnait Napoléon; en Suisse était ambassadeur son cousin Auguste de Talleyrand.

coalition des puissances s'était aussitôt reformée « avec une unanimité, dit Talleyrand, dont je ne sais s'il n'y a jamais eu d'exemple. »

Le 14 mars, il fit adopter par le congrès une déclaration disant que « Napoléon Bonaparte s'est placé hors des relations civiles et sociales et que comme ennemi et perturbateur du repos du monde, il s'est livré à la vindicte publique. » Talleyrand écrit alors à la duchesse de Courlande : « L'histoire ne fournit aucune preuve d'un pareil repoussement du genre humain. » Il disait autrefois à Mme de Rémusat que la civilisation était l'ennemie personnelle de Napoléon. A la princesse de Baufremont il écrit encore : « Vous mettez à jamais hors de la loi Buonaparte. Ici nous le mettons hors de la loi du genre humain. » Il annonça que le traité de Chaumont était renouvelé. La Suisse s'y joindra malgré sa neutralité, car « l'homme qui force l'Europe à s'armer n'est qu'un brigand ». Il espère que Wellington agira vite pour que Bonaparte ne soit pas écrasé sous les ruines de la France. L'exaltation de Talleyrand n'était pas alors inspirée par la haine. Il voyait toute son œuvre compromise et l'intégrité du territoire français remise en question.

Le retour de l'aigle est un prodige de l'audace fondée sur le calcul. C'est le phénix renaissant de ses cendres. Il achève l'existence fabuleuse de Napoléon, comme Sainte-Hélène la couronnera de l'auréole du malheur. Mais si l'on considère cet événement du simple point de vue de l'intérêt national, il ne saurait être trop sévèrement jugé. Napoléon savait qu'il retrouverait toute l'Europe liguée contre lui (1) et que la France épuisée était

(1) On a prétendu, d'après un passage des *Mémoires* de Bausset, que le général autrichien Kohler, qui avait accompagné Napoléon comme commissaire, de Fontainebleau à l'île d'Elbe, s'était présenté à lui pendant son séjour dans cette île et lui avait fait savoir officieu-

impuissante à lutter contre elle. Mais la passion du risque l'emporta sur sa conscience de Français. Ses griefs contre Louis XVIII étaient légitimes, mais le repos de la France, l'intégrité de son territoire ne pouvaient être mis en balance avec le paiement de sa pension, ni même avec la sécurité de sa personne. Ces griefs ne furent qu'un prétexte, a dit justement Albert Sorel. Il a d'ailleurs lui-même justifié son entreprise par des raisons personnelles en disant à Gourgaud, « que ce qui l'a poussé à revenir en France, c'est qu'on disait qu'il n'avait pas su mourir, qu'il était lâche (1) et qu'enfin on l'avait poussé à bout. » Henry Houssaye conclut lui-même qu'il quitta l'île d'Elbe parce qu'il était Napoléon et qu'il avait quarante-cinq ans. En effet, il s'y ennuyait cruellement et, comme dit le grognard de Balzac, « c'était un homme qui ne pouvait pas rester sans rien faire. »

A peine arrivé aux Tuileries, il était complètement dégrisé. Il dit à Mollien qui le félicitait de son

sement que s'il recouvrait le trône de France, sa femme et son fils pourraient lui être rendus à la condition qu'il s'engageât à respecter le traité de Paris. Bertrand en aurait avisé Ney avant sa défection. Celui-ci le révéla dans son interrogatoire, lors de son jugement. Il est probable que Ney fut abusé par Bertrand. Metternich et Talleyrand étaient certes capables d'une telle perfidie pour amener Napoléon à quitter l'île d'Elbe. Mais comment expliquer que Napoléon n'en ait parlé ni à Maret ni à Caulaincourt et qu'à Sainte-Hélène il n'ait pas mis en avant un fait qui l'eût au moins en partie justifié? D'ailleurs il connaissait les dispositions hostiles de Metternich et de Talleyrand et devait se méfier des propos de Kohler.

Dans un livre récent (*Le Secret de Talleyrand*), M. Ferdinand Bac voit dans l'absence du commissaire anglais, parti pour Livourne, une combinaison, de l'Angleterre, d'accord avec Talleyrand, pour inciter Napoléon au départ. Mais ce fait, d'ailleurs expliqué, ne suffit pas. Castlereagh était partisan de l'exécution loyale du traité de Fontainebleau. Napoléon était lié par les termes de son acte d'abdication où il déclare « qu'il n'est aucun sacrifice personnel, même celui de la vie, qu'il ne soit prêt à faire à l'intérêt des Français ».

(1) Napoléon veut sans doute faire allusion au déguisement qu'il prit en traversant le Comtat Venaissin et la Provence, quand il se rendit à l'île d'Elbe, et à l'effroi qu'il ressentit devant les menaces de la population. C'est la seule occasion avec le 18 Brumaire et son essai de suicide où on ait vu le héros défaillir.

arrivée et du départ des Bourbons : « Mon cher, le temps des compliments est passé ; ils m'ont laissé arriver comme ils les ont laissés partir. » Il ne lui fallut pas longtemps pour s'apercevoir qu'il était rejeté par l'Europe entière. Le corps diplomatique avait quitté Paris. La communication à la Russie du traité secret du 3 janvier 1815 n'eut aucun effet. Suivant l'expression de d'Hauterive, la France était en interdit. Le malheureux Caulaincourt, malgré l'article du *Journal des Débats*, redevint ministre des Affaires étrangères après avoir d'abord, comme c'était son habitude, refusé cet emploi peu enviable, que le jeune Molé sut esquiver. Le nouveau ministre confiait à Pasquier et à Lavalette qu'il considérait la guerre comme inévitable et l'Empereur comme perdu. Mais à qui Napoléon pouvait-il faire appel sinon à l'ami d'Alexandre et de Metternich pour offrir encore la paix à l'Europe ?

« M. de Talleyrand, dit Mollien (1), est peut-être celui dont il eût le plus désiré la présence pendant les Cent-Jours, celui dont le nom revenait le plus souvent dans ses entretiens, je dirais même dans ses regrets. Il disait de lui : C'est encore l'homme qui connaît le mieux ce siècle et le monde, les cabinets et les peuples ; il m'a quitté ; je l'avais assez brusquement quitté moi-même ; il s'est souvenu de mes adieux de 1814. »

Pour la forme, Napoléon excepta Talleyrand avec Dalberg, Jaucourt, Marmont et quelques autres de l'amnistie générale qu'il annonça de Lyon ; il mit les biens de Talleyrand sous séquestre et fit analyser toutes ses dépêches par Bignon pour en publier les « extraits condamnables ». Caulaincourt fit parvenir à Murat celles qui le concernaient.

Mais en même temps, Napoléon envoyait à Talleyrand trois émissaires : Flahaut, son propre fils,

(1) MOLLIEU, III, 432.

Montrond, son intime ami, Dufresne de Saint-Léon, son ancien fondé de pouvoirs à Bénévent. N'était-ce pas avouer qu'il était aux abois? Flahaut ne put dépasser Stuttgart, Montrond parvint à destination, intrigua pour Fouché, vit tout le monde et ne rapporta qu'un billet de Talleyrand pour Caulaincourt, lui recommandant ses biens sous séquestre. Dufresne de Saint-Léon, également acquis à Fouché, était muni de lettres de Caulaincourt pour Metternich. Dans les archives de Caulaincourt se trouve cette lettre de Napoléon :

« Paris, ce 22 avril 1815.

« Monsieur le duc de Vicence, je vous autorise à faire donner des assurances de restitution de ses biens au prince de Bénévent s'il se conduit en Français *et me rend quelques services*. Le sieur Saint-Léon pourra aussi prendre des engagements avec M. de Metternich depuis un jusqu'à dix millions si l'Autriche, en s'éloignant de la coalition, suit un système plus conforme à ses véritables intérêts et aux liens de famille qui l'unissent à moi. Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde.

« NAPOLÉON (1). »

Saint-Léon parvint à Vienne. Talleyrand lui remit cette lettre pour Caulaincourt :

« Saint-Léon que vous avez laissé arriver jusqu'ici, mon cher ami, m'a donné des renseignements sur mes affaires et sur mes amis, va repartir (*sic*); et je ne veux pas le laisser nous quitter sans le rendre

(1) Napoléon considérait Metternich comme un homme d'argent. Il le croyait payé par l'Angleterre et le lui dit en face dans la fameuse entrevue de Dresde. Rien jusqu'ici n'est venu confirmer cette accusation. Si Metternich reçut de l'argent du roi Ferdinand de Naples, comme on le verra plus loin, il paraît certain qu'il y fut autorisé par son souverain.

porteur de toutes mes amitiés pour vous et Mme de Caulaincourt. Il vous dira que je me porte bien, que fais (*sic*) ce qu'à ma place je crois que vous feriez et que je vous aime. Si mes affaires ont besoin soit de conseils ou d'appuis, je dis que l'on s'adresse à vous (1). »

Ces missions ainsi que celle du baron de Stassart n'eurent aucun résultat. Talleyrand en prévint aussitôt Louis XVIII. Il dit lui-même à Montrond : « Lisez la déclaration ; elle ne contient pas un mot qui ne soit de mon opinion. Ce n'est pas d'ailleurs d'une guerre contre la France qu'il s'agit, elle est contre l'homme de l'île d'Elbe (2). »

Fouché conseillait à Napoléon d'abdiquer ; son conseil était singulièrement opportun pour Napoléon comme pour la France. Mais le sort réservé à Napoléon eût-il été meilleur qu'après Waterloo ? Il hésita, semble-t-il, puis tenta sa dernière chance. Une débâcle de son armée en résulta, la plus lamentable de notre histoire, un Iéna français. Paris capitula une seconde fois.

L'Angleterre imposa de nouveau les Bourbons. Fouché prépara leur retour. Talleyrand suivit Louis XVIII dans une France livrée aux violences de l'ennemi. Les Allemands, les Prussiens surtout, étaient ivres de vengeance. Le Jura, les Vosges et les Ardennes leur paraissaient les limites naturelles de la France. Ils réclamaient l'Alsace-Lorraine, la Flandre française, la Franche-Comté et même la Bourgogne, soit 4 762 000 habitants. Que serait-il arrivé si Talleyrand n'avait pas à Vienne remis la France royale à sa place dans les conseils de l'Europe ? Nous perdîmes la frontière de 1814, que nous n'avons pas pu recouvrer en 1919. Il fallut trois ans à Louis XVIII pour négocier de pair avec les puissances, comme Tal-

(1) *Mémoires de Caulaincourt*. Préface de M. Jean Hanoteau, I, p. 191 et 192.

(2) TALLEYRAND, *Mémoires*, III, 162.

leyrand avait réussi à le faire à Vienne en quelques mois. Talleyrand ne signa pas le 20 novembre 1815 le second traité de Paris. Alexandre, se vengeant du traité du 3 janvier, avait obligé Louis XVIII à le remplacer par Richelieu dès le 24 septembre 1815; Louis XVIII, que Talleyrand n'intimidait nullement, fut enchanté de lui faire une niche et de s'en débarrasser.

Après Waterloo, Caulaincourt subit l'influence de Fouché. Il pressa l'Empereur de partir au plus vite pour gagner les États-Unis. Il ne se rendit pas à la Malmaison, mais y envoya la duchesse de Vicence. Savary et même Montholon furent dissuadés par lui d'accompagner l'Empereur dans son exil (1).

Quant à Talleyrand, il paraît s'être borné à faire nommer le marquis de Montchenu comme commissaire français à Sainte-Hélène : « C'est la seule vengeance, aurait-il dit, que je veuille tirer des procédés de Napoléon à mon égard ; du reste, elle est terrible ; quel supplice pour un homme de la trempe de Bonaparte d'être obligé de vivre avec un bavard ignorant et pédant ! Je le connais, il ne résistera pas à cet ennui ; il en sera malade et mourra à petit feu (2). »

C'est par cette plaisanterie macabre que finit le duel tragique des deux hommes. A Sainte-Hélène Napoléon refusa de recevoir Montchenu.

(1) SAVARY, V, 293. — OCTAVE AUBRY, *Sainte-Hélène*, II, 10. — Napoléon désigna cependant Caulaincourt ainsi que Daru, Drouot et quelques autres parmi ceux qu'il eût désiré voir venir à Sainte-Hélène après le départ de Las Cases et de Gourgaud.

(2) *Souvenirs du général comte de Rochechouart*, édit. 1933, p. 486.

XVII

LES DÉPOUILLES DISPERSÉES

Vente par Talleyrand à Metternich de la correspondance de Napoléon avec ses ministres des Relations extérieures. — Metternich renvoie *les immenses papiers*. — Talleyrand, joué, ne touche pas l'argent. — Pension du roi de Naples. — La Besnardière trafique également des documents napoléoniens. — Comment Napoléon parle de Talleyrand à Sainte-Hélène. — Talleyrand et ses *Mémoires*. — Comment Talleyrand parle de Napoléon après sa mort. — Singulier passage de son testament. — Il déclare qu'il doit sa fortune à Napoléon. — Comment juger le duel de Napoléon et de Talleyrand. — Lettre de Metternich à la duchesse de Dino après la mort de Talleyrand.

MM. C. Benedeck et le docteur O. Ernst viennent de publier, mais avec des commentaires tout à fait inexacts, un très curieux dossier, extrait de Archives de Vienne et datant des premières années de la Restauration (1). Il s'agit de la vente par Talleyrand au gouvernement autrichien de toute la correspondance que Napoléon lui avait adressée en sa qualité de ministre des Relations extérieures du Consulat et de l'Empire, de 1799 à 1807, ainsi que de celle que l'Empereur adressa, dans la suite, à ses successeurs, Champagny et Maret, dans les années 1807, 1808 et 1813.

Le 12 janvier 1817, Talleyrand écrivit à Metternich par un courrier portugais, dont Mme de Souza sans doute lui ménageait l'office, pour lui proposer ce marché :

(1) Voyez la *Revue de Paris* du 15 décembre 1933.

« Mon cher prince, j'ai reçu par M. de Binder votre lettre du 20 décembre dernier. Je laisserai mes affaires à Naples entre les mains de M. Menricoffre qui en a été chargé jusqu'à présent, et que je n'avais quitté que pour faire un arrangement avec vous. Vous avez pris d'autres dispositions; n'en parlons plus.

« Je vais aujourd'hui vous occuper d'une chose qui a quelque intérêt. Un Russe a cherché à avoir aux archives des Relations extérieures la correspondance de Buonaparte avec moi depuis son retour d'Égypte. Il n'a pas pu y parvenir. On a cru que je l'avais emportée (ce qui est très vrai), et on m'a fait sonder pour savoir si je voudrais la céder à l'Empereur. J'ai dit que je ne l'avais pas. Une démarche pareille et l'influence russe chez nous m'ont fait supposer que quelque jour on pourrait bien me l'enlever; cette crainte m'a donné décidément l'idée de m'en défaire et je vous l'offre. C'est incontestablement la plus belle pièce d'archive que l'on puisse avoir, car outre sa correspondance avec moi qui commence à l'an VII au 25 nivôse et qui est continuée l'an VIII, l'an IX, l'an X, l'an XI, l'an XII, l'an XIII, l'an XIV jusqu'à la fin de 1806, je pourrais y joindre la correspondance de Buonaparte avec M. de Champagny en 1807 et en 1808 et celle de Buonaparte avec M. Maret en 1813. Tout est original, signé de lui et forme douze paquets volumineux.

« Je suis sûr que l'Angleterre et la Prusse feraient avec grand plaisir cette acquisition et la payeraient volontiers d'un bon lot de leurs contributions. Je nomme l'Angleterre et la Prusse, car rien ne me la ferait donner à la Russie. Cela vous convient éminemment, parce que vous avez été les plus intéressés dans tous les mouvements de l'Europe depuis vingt ans.

« Veuillez, mon cher prince, soumettre ma proposition à l'Empereur. Je donnerai sur votre réponse

communication de tout à M. de Binder. Je suis et serai toujours Français et bon Français, quelque injustice que l'on veuille faire ici à moi et aux miens, mais vous savez qu'après être Français, ce que je suis le plus près d'être c'est Autrichien. Mon sentiment me porte à désirer que cette précieuse et souvent compromettante partie de notre histoire moderne soit entre vos mains.

« Je vous prie de me répondre promptement, mon cher prince, parce que, la sûreté de ce petit trésor étant un peu menacée, mon intention est d'avoir terminé quelque chose à cet égard avant le mois de mars, époque à laquelle je retournerai à la campagne ; je ne veux plus laisser au hasard des choses aussi précieuses.

« L'arrivée du duc de Wellington à Paris a été utile au Trésor français pour l'appui qu'il a donné aux propositions faites par M. Ouvrard, soutenu par MM. Baring et Labouchère. J'ai, comme je vous l'ai dit, raison de croire que l'Angleterre mettrait un grand prix à la correspondance dont je vous parle, mais sa place est chez vous.

« Adieu, mon cher prince, répondez-moi par le courrier portugais qui est porteur de cette lettre. Je vous renouvelle l'assurance de ma tendre amitié ; elle ne finira qu'avec moi.

« TALLEYRAND. »

Un mois après, le 18 février, Metternich, après en avoir prévenu l'empereur François, acceptait en principe le marché proposé et s'enquérât discrètement des conditions :

« Le dernier courrier portugais m'a remis la lettre que vous lui aviez confiée, mon cher prince ; j'ai fait usage où de droit de son contenu et je vous prie de me mettre au fait de vos vues sur l'objet en question. On lui assignera une place ici digne de sa

valeur. Je vous prie de me répondre incessamment et de vous servir à cet effet de la voie que je vous ai indiquée. Je réponds de la sûreté entière de mon intermédiaire, qui, pour mes commissions particulières, se trouve placé hors de tout contrôle avec son chef. Je regarde mes courriers comme plus sûrs que tous autres. Vous concevez que la confiance ne se commande pas.

« J'attends vos ouvertures et vous offre mes hommages, etc.

« *P.-S.* — La même personne qui vous remet cette lettre peut se charger du dépôt sans qu'elle ait besoin de savoir ce qu'il contient. Je mets à votre disposition les moyens de transport les plus sûrs et les moins sujets à un risque quelconque. Fiez-vous, sous ce rapport, entièrement à moi. »

Devant un tel empressement Talleyrand était en droit de considérer le marché comme conclu. Dès le 6 mars, sans plus attendre, il annonçait l'envoi de la correspondance napoléonienne et faisait connaître « ses vues », c'est-à-dire son prix :

« J'ai l'honneur de vous envoyer, mon cher prince, tous les papiers dont je vous ai parlé.

« Voici quelles étaient mes intentions. Si j'avais traité à cet égard avec une des autres puissances de l'Europe, j'aurais demandé cinq cent mille francs. S'ils conviennent à S. M. l'Empereur, il en fixera le prix et je trouve tout bien.

« Je demande seulement qu'en m'envoyant des mandats au porteur (c'est-à-dire sous mon nom) pour toucher en une ou plusieurs fois, mais à époque fixe, la somme fixée par l'Empereur, vous ayez la bonté d'y faire joindre une autorisation de l'Empereur même pour que moi et ma famille puissions-nous établir à Vienne ou dans quelque autre partie de ses États à notre choix, si les circonstances dans

lesquelles pourrait se trouver la France exigeaient que je m'en éloignasse.

« Je reste à Paris jusqu'au 2 du mois d'avril. Je désirerais que la réponse à cette lettre m'y parvînt avant mon départ parce que les communications de Paris à Valençay sont peu sûres ou du moins peu secrètes.

« Agréez, mon cher prince, tous mes hommages et l'assurance de mon ancienne et constante amitié.

« TALLEYRAND. »

« Mme de Périgord (1) me charge de mille choses pour vous. »

L'authenticité de ces documents ne peut être mise en doute, les lettres de Talleyrand étant autographes. Le 12 mars, l'homme de confiance de Metternich, le baron de Binder, lui annonçait qu'il venait de recevoir de Talleyrand, le précieux dépôt. Metternich n'avait pas encore fait savoir s'il acceptait le chiffre de 500 000 francs et Talleyrand s'en remettait à la générosité de l'empereur François.

Suivant les instructions de Metternich, le baron de Binder reçut, sans chercher à en connaître le contenu, les paquets de Talleyrand; il les remit à un autre fonctionnaire autrichien, le baron de Barbier, qui, sans en connaître davantage, les fit parvenir par le courrier militaire au général de Frimont, qui commandait le dépôt autrichien à Strasbourg. Celui-ci en assura la remise à Metternich. L'ambassadeur d'Autriche à Paris, le baron de Vincent, avait été tenu en dehors de l'affaire.

Que se passa-t-il alors? Nous ne sommes plus renseignés que par une lettre autographe de Talleyrand, postérieure de quinze mois et datée du 17 juin 1819 :

(1) Sa nièce Dorothée, la future duchesse de Dino.

« M. Bethmann (1), mon cher prince, qui est au moment de son départ, se charge de cette lettre et veut bien aussi se charger de me faire parvenir d'une manière sûre, dont nous sommes convenus, les immenses papiers que vous avez à moi et que je vous prie d'avoir la bonté de lui faire adresser, sous doubles enveloppes, par un des courriers que vous expédiez journellement à Francfort. J'ai choisi ce moyen parce que le moment de votre voyage d'Italie approche et que d'ici là il ne s'en présenterait peut-être pas d'autre : sans cela je préférerais, et de beaucoup, les recevoir directement à Paris par un de vos courriers, sous le couvert de M. de Binder qui en a été chargé dans le principe. »

Suivent quelques appréciations assez sévères sur le ministère Dessoles, et la lettre finit ainsi :

« Adieu, mon cher prince, conservez-moi un peu d'amitié : la mienne pour vous est déjà bien ancienne et ne finira qu'avec moi. Dorothee me charge de mille choses tendres pour vous. Adieu, encore mille amitiés et hommages.

« Mettez du soin à ce que l'affaire de mes papiers soit bien et sûrement faite. »

Les éditeurs autrichiens, et M. Lacour-Gayet (2) après eux, ont supposé que cette lettre avait trait au dernier versement, dont Talleyrand devait être le bénéficiaire, si les 500 000 francs, qu'il avait demandés dans sa lettre du 6 mars 1817, lui étaient accordés. Mais a-t-il jamais reçu cette somme? Il est fort probable que non. L'expression : *immenses papiers* ne peut s'appliquer à des mandats au porteur et Bethmann n'intervient pas ici comme banquier, mais comme officieux, C'était bel et bien toute la correspondance napoléonienne, qui revenait de

(1) Le banquier de Francfort, dont nous avons parlé au chap. XII, p. 232. Il était en déplacement à Paris.

(2) Talleyrand, IV, 159.

Vienne à Paris, après que Metternich en eût pris connaissance. Le ministre autrichien n'avait pris aucun engagement formel; Talleyrand s'était fié fort imprudemment à sa générosité : il était joué.

Nous avons d'ailleurs à cet égard un témoignage d'importance, celui de Chateaubriand. Pendant son passage au ministère des Affaires étrangères, il avait été fort bien renseigné sur Talleyrand. Énumérant dans les *Mémoires d'outre-tombe* (Ed. Biré, VI, 426) ses nombreuses exactions, il ajoute : « Il n'est pas jusqu'à de vieux papiers de nos archives que le prince n'ait voulu céder à l'Autriche; dupe cette fois de M. de Metternich, celui-ci renvoya religieusement les originaux après en avoir pris copie. »

Ces vieux papiers étaient certainement de grande importance car, dans le cas contraire, Talleyrand eût exigé l'argent avant l'envoi. Mais Metternich, qui sans doute ne fut pas fâché de jouer un tour à son vieux complice, ne pouvait les garder. Une lettre du 25 mars 1817 de son agent, le baron de Binder, l'avait en effet averti que le secret avait transpiré et que sa correspondance particulière avec Talleyrand était plus ou moins connue. Il risquait donc de se trouver dans un mauvais cas si le gouvernement français revendiquait des papiers volés. D'autre part, il savait que Talleyrand, par son opposition rageuse au ministère Richelieu, était tombé en disgrâce et que le roi avait interdit quelque temps à son grand chambellan de paraître à la Cour. Il n'avait donc plus à le ménager. L'Autriche avait assez payé!

Des « immenses papiers » quelques débris sont restés dans les Archives de Vienne. Ils sont joints au dossier contenant les lettres de Metternich, Talleyrand et Binder. L'ensemble est classé aux *Acta secreta* et l'enveloppe porte au crayon rouge la mention *Nicht mittheilbar*. Les documents napoléoniens de Vienne comprennent 832 pièces, dont

73 originaux signés de Napoléon, le reste en copie. Il n'y a que 150 inédits, dont nous avons publié les principaux dans la *Revue des Deux Mondes* les 1^{er} et 15 janvier 1934. Aucun n'est d'une importance essentielle. Avant nous, l'historien autrichien, M. August von Fournier, en avait eu communication et avait publié 139 inédits dans son ouvrage sur Napoléon.

A propos de cette singulière affaire on peut encore se poser trois questions : comment Talleyrand s'est-il trouvé en possession de ces documents ? Pourquoi les a-t-il livrés à Metternich ? Que sont-ils devenus après que Metternich les eut restitués ?

A la première question, la réponse ne paraît pas douteuse. Talleyrand s'est emparé de ces documents en avril 1814, pendant la courte durée du gouvernement provisoire qu'il présidait, quand il fit rechercher et brûler par M. de Villers dans les dossiers de la Secrétairerie d'État tout ce qui pouvait le compromettre.

Pourquoi livra-t-il à M. de Metternich la correspondance impériale ? La disgrâce passagère qu'il éprouva à la fin de 1816, l'autorisation qu'il sollicita de l'empereur d'Autriche pour se retirer à Vienne avec sa famille n'étaient que d'ingénieux prétextes pour colorer son trafic. « M. de Talleyrand, a dit Stendhal, était un homme d'infiniment d'esprit qui avait toujours besoin d'argent. » Ne cherchons pas plus loin ; mais ayons soin de rappeler en outre les paroles de Napoléon à Gourgaud : « Talleyrand faisait argent de tout et a réellement un grand talent pour l'agiotage. Je suis certain qu'il vendait certaines pièces aux Anglais, pas des choses essentielles, mais les lettres secondaires qu'il envoyait à Pitt. On lui avait fait savoir que chacun de ces documents lui serait payé mille louis (1). » En 1817, les archives

(1) GOURGAUD, I, 485.

napoléoniennes n'étaient plus considérées par les royalistes que comme des lettres secondaires.

Dans sa lettre à Metternich du 12 janvier 1817, Talleyrand déclarait : « Tout est original, signé de lui (Napoléon) et forme douze paquets volumineux. » Que sont devenus ces « immenses papiers », en dehors des 342 pièces restées à Vienne ? Il y a tout lieu de croire qu'une partie importante fut volée par le secrétaire particulier de Talleyrand, Gabriel Perrey, qui disparut en 1827, passa en Angleterre et écoula le produit de son vol dans des collections particulières. Une autre partie est restée dans les papiers de Talleyrand ; c'est ainsi que Mlle Louise Weiss a pu découvrir, il y a quelques années, au château de Sagan en Silésie, des lettres de Napoléon à Talleyrand. En 1851 et 1854, le ministère des Affaires étrangères récupéra 321 pièces, provenant du vol de Perrey, par l'intermédiaire de Charavay ; 273 lettres signées faisaient partie de la correspondance de Napoléon et de Talleyrand ; leur authenticité n'est pas douteuse.

Dans le dossier récemment publié par MM. Benedeck et Ernst, une pièce a été omise. C'est une lettre de Metternich à Talleyrand datée de Vienne le 12 décembre 1816 et que voici :

« J'ai reçu votre dernière lettre, mon cher prince, et quelque plaisir que j'aurais, en toute occasion, de me trouver en aussi bonne compagnie que la vôtre, nos intérêts relatifs à Naples ne sauraient me le fournir. Le roi, qui a daigné me faire une dotation, ne m'engage aujourd'hui que les intérêts à raison de 5 pour 100. Je ne lui ai demandé ni la dotation, ni le paiement ; il ne me reste qu'à le remercier de l'extrême exactitude avec laquelle les trimestres sont acquittés et remis à notre consul général à Naples que j'ai muni de mes pleins pouvoirs. Vous concevez, mon cher prince, que l'envoi d'un homme

exprès ne saurait me convenir. Si vous avez besoin d'un homme très sûr et très bien informé à Naples même, je vous recommanderais plutôt le sieur Raymond, nom de notre consul.

« Veuillez croire au bonheur que j'éprouverais si le sort, ou, ce qui équivaut, si les affaires ne me tenaient à une aussi effroyable distance que l'est celle de Vienne à Paris. La pensée ne connaît pas cependant de pareilles entraves. La mienne me porte souvent près de vous et je suis tout étonné de savoir qu'une année vient de s'écouler depuis notre séparation.

« Conservez-moi amitié et souvenir et croyez bien à la plus entière réciprocité de ces sentiments de ma part. »

C'est à cette lettre de Metternich que Talleyrand répondit le 12 janvier 1817 en lui offrant en même temps la correspondance de Napoléon. On voit que, pensionnés l'un et l'autre par le roi de Naples, Ferdinand IV, qu'ils avaient soutenu tous deux contre Murat au congrès de Vienne, ils ne purent s'entendre sur le choix du même agent pour la perception de leurs « trimestres ».

Ainsi, Talleyrand considérait en 1817 Buonaparte comme un mort, jeté à la voirie, dont on disperse les dépouilles, en en tirant le plus d'argent qu'on peut. Son « aventure » ne faisait plus partie de l'histoire de France, et on pouvait en livrer les titres à l'étranger. C'est à des actes aussi dégradants que la passion politique, jointe à l'amour de l'argent, peut faire descendre une intelligence supérieure. Jusqu'à la fin, et notamment à Londres après 1830, il ne cessa, avec une âpreté qui était devenue une manie sénile, d'extorquer tout l'argent qu'il put des gouvernements étrangers (1). Sous Louis-Phi-

(1) V. l'article de M. Michel Huisman, professeur à l'Université de Bruxelles, dans la *Revue d'histoire moderne* d'août-octobre 1934.

lippe comme sous le Directoire, il était resté le même.

Talleyrand ne fut d'ailleurs pas le seul à trafiquer des dépouilles de l'Empereur et des secrets de l'État. Son principal collaborateur La Besnardière, qui accompagnait Caulaincourt à Châtillon et le suivit lui-même au Congrès de Vienne, paraît l'avoir imité.

La Besnardière, ancien oratorien comme d'Hauterive, avait rendu de grands services au département des Relations extérieures de 1796 à 1815. Il en était considéré par Talleyrand comme l'agent le plus remarquable. Chef de la division du Nord depuis 1807, il reçut, après la chute de l'Empire, le titre de directeur des Affaires politiques. Après Waterloo, Talleyrand l'envoya à Fouché comme son homme de confiance. Fouché le fit nommer commissaire pour l'armistice. Il se faisait remarquer par son hostilité pour Napoléon (1). En 1816, il prit sa retraite après avoir reçu le titre de comte, fut nommé conseiller d'État et se retira en Touraine, au château de Longueplaine, d'où il voisinait avec Valençay.

A sa mort, survenue le 30 avril 1843, un fonctionnaire des Archives du ministère des Affaires étrangères, M. Dumont, mit les scellés sur ses papiers, selon les règlements qui sont toujours en vigueur, et y saisit le brouillon d'une instruction rédigée par le défunt pour son exécuteur testamentaire. Cette instruction est ainsi conçue :

« Possesseur d'un grand nombre de lettres de Buonaparte, j'ai longtemps et mûrement examiné si, sans manquer à aucun devoir, même à ceux de la simple bienséance, il m'était permis de faire un usage de ces lettres et quel meilleur usage j'en pouvais faire. La révélation de ce qu'elles contiennent ne pourrait aggraver le sort de leur auteur, même sous le rapport de la réputation qu'il s'est faite ;

(1) MÉNEVAL, III, 393.

elle ne peut non plus contrarier les intérêts de la France, devant servir à compléter la leçon que sa conduite et son sort (*sic*) et à faire connaître aux souverains de quel danger ils ont été menacés, par quels artifices ils ont été abusés ou séduits, etc.. (*sic*). Ma volonté est donc que mon exécuteur testamentaire remette à LL. MM. les Empereurs et Rois de... (*sic*) les parties de cette correspondance dans lesquelles il s'agit de leurs personnes et les intérêts de leurs monarchies. »

Malgré ses longues recherches, Dumont ne put trouver dans les papiers de La Besnardière aucune lettre de l'Empereur. Il se saisit seulement de 325 pièces officielles sans importance particulière. Le testament ne contenait aucune clause analogue au projet cité. Dumont en conclut donc que La Besnardière avait fait lui-même parvenir aux souverains intéressés les lettres qui les concernaient. De la fortune, évaluée à sa mort à 900 000 francs, que La Besnardière, né pauvre, avait entièrement acquise, il crut pouvoir conclure que ces documents avaient été livrés à prix d'argent. Il rédigea ses conclusions dans deux notes où il qualifie la conduite de La Besnardière d'« abominable trahison (1). »

L'ancien directeur des Affaires politiques s'était approprié, grâce à ses fonctions, un nombre considérable de documents, minutes des lettres rédigées par lui, copies et même originaux ; il fournit d'ailleurs à Thiers de nombreux renseignements. Il est fort possible que les lettres, qui furent par lui livrées aux souverains et dans lesquelles il s'agissait de « leurs personnes et des intérêts de leurs monarchies », ne soient autres que les lettres émanant des souverains eux-mêmes et adressées à Napoléon. On sait que celui-ci croyait les avoir confiées à Joseph,

(1) Affaires étrangères, France. Mémoires et documents, 2122, p. 10.

qui protesta n'avoir rien reçu, quand de Sainte-Hélène, Napoléon en demanda la publication. En 1820, Alexandre I^{er}, par l'intermédiaire de Jomini et d'un certain Monnier, racheta (peut-être à La Besnardière) pour 175 000 francs celles qu'il avait écrites. Napoléon III paraît avoir racheté les autres.

A Sainte-Hélène, le souvenir de Talleyrand se réveillait souvent dans la mémoire de Napoléon et il s'entretenait de lui avec ses compagnons, dont Gourgaud est, comme on sait, le plus véridique. Il aimait se moquer de son ancien ministre, reconnaissant son caractère dans *Delphine* où Mme de Staël l'avait dépeint sous les traits d'une femme, racontant comment il surveillait ses lettres, surtout celles de ses amis, car Talleyrand écrivait peu ; comment il se faisait rapporter ses conversations, car si Talleyrand était fermé « comme une boîte de fer-blanc » quand on voulait le faire parler, dans la soirée, entre amis, après boire, il bavardait « comme une vieille femme ». Il flétrissait sa vénalité, son agiotage à la Bourse, le traitait à cet égard de coquin, comme d'ailleurs Castlereagh et Metternich ; il se disait certain qu'il vendait des documents secondaires aux Anglais à mille louis la pièce. Il se moquait de sa femme, qu'il avait eu la faiblesse d'épouser alors qu'il aurait pu rester dans les ordres et devenir cardinal. Il rappelait que Talleyrand lui avait conseillé l'enlèvement du duc d'Enghien et qu'il le poussait même à profiter de l'offre criminelle de se défaire, à raison d'un million par tête, de tous les membres de la famille des Bourbons. Il affirmait qu'il n'avait jamais connu d'être plus profondément immoral ; que son mérite n'était pas transcendant, qu'il avait le travail en horreur, mais qu'il possédait le don de ne rien laisser voir sur son visage, de savoir se taire, et l'avantage de veiller jusqu'à trois heures du matin, ce qui lui permettait de dis-

simuler ses rendez-vous. Ce n'était qu'un homme de la Révolution, « un prêtre marié à une catin ». « Mais il est d'une grande maison, ajoutait-il, et cela efface tout : voilà l'avantage de la noblesse. » Il concluait que Talleyrand mourrait dans son lit et qu'une telle fin l'empêchait de croire à l'existence d'un Dieu vengeur.

Après avoir donné cours à son ressentiment, Napoléon reconnaissait qu'en somme Talleyrand était l'homme le mieux doué qu'il ait connu pour être ministre des Relations extérieures. Maret était un peu niais. Caulaincourt n'écrivait pas assez bien. Talleyrand était sans rival. Et combien supérieur à Fouché, « homme de peu de moyens, qui n'était bon qu'à tramer de petites intrigues. »

Il est remarquable qu'à Sainte-Hélène, pas plus qu'à Fontainebleau, Napoléon n'a jamais accusé Talleyrand de l'avoir trahi au profit de Metternich et d'Alexandre, ni de s'être mis à la solde de l'Autriche et de la Russie. C'est qu'il ignorait sa conduite à Erfurt et surtout sa secrète vengeance après la fameuse scène du 28 janvier 1809. Cette longue trahison qui continua jusqu'au 31 mars 1814 avait échappé à la vigilance de toutes ses polices. On peut croire aussi qu'ayant fini par tout deviner (1) il voulut, par orgueil ou par politique, ne pas laisser savoir qu'il avait été joué. En tout cas, il mourut sans rien dire et, à notre avis, sans rien connaître.

Il ne reprochait à Talleyrand que de l'avoir trahi au profit des Bourbons vers la fin de 1813. Il n'était pas sûr du moment et pensait qu'après Leipzig il ne trahissait pas encore. Quand il dit à Las Cases que Talleyrand était toujours en état de trahison, mais de complicité avec la fortune, il pense à 1814, au Directoire, au 18 Brumaire, mais il semble ignorer

(1) D'après Méneval, les soirées d'Erfurt chez la princesse de Thurn-et-Taxis en septembre 1808 lui furent dénoncées quelque temps après.

que Talleyrand le trahissait pendant ses victoires. Encore l'excusait-il à Sainte-Hélène comme à Fontainebleau, soit qu'en vrai Corse, il admît le droit à la vengeance, soit qu'il ait pensé que Talleyrand, voulant la régence et Napoléon II, n'avait pas en somme trahi l'Empire. « L'Empereur, écrit Gourgaud, le 25 septembre 1817, me fait venir : Talleyrand ne l'a pas trahi comme Fouché ! En 1814, il n'était pas ministre et c'est un autre homme que le duc d'Otrante qui n'est qu'un Figaro, un coquin. Le prince de Bénévent avait eu la confiance de son maître, Fouché jamais. » Mais il disait aussi à Las Cases que Fouché était le Talleyrand des clubs, Talleyrand, le Fouché des salons.

Napoléon n'a pas tout dit à Sainte-Hélène. Que de fois sa mémoire a dû lui rappeler ses longs entretiens avec l'homme qu'il avait associé si intimement à son œuvre, qui avait pénétré si profondément dans sa pensée, qui seul l'avait contredit presque d'égal à égal, au milieu de ses victoires, avec une clairvoyance, une sagesse, une hauteur de vues que son amour-propre n'avait pu supporter. Que d'amères réflexions ces souvenirs durent lui causer dans la monotonie des jours, dans l'énervement des nuits tropicales et que de tristes retours sur lui-même, que nous ne connaissons jamais.

Dans son testament, l'Empereur a pris noblement, comme il le devait, la responsabilité de l'arrestation et du jugement du duc d'Enghien. Il a déclaré au paragraphe 6 : « Les deux issues si malheureuses des invasions de la France, lorsqu'elle avait encore tant de ressources, sont dues aux trahisons de Marmont, Augereau, Talleyrand et Lafayette : je leur pardonne. Puisse la postérité française leur pardonner comme moi ! »

A Paris, le prince de Talleyrand, incapable de haïr longtemps, ne s'occupait plus guère de *Bona-*

parte, ainsi qu'il l'appelle dans ses *Mémoires*. C'est M. de Bacourt qui, sous Louis-Philippe, dans sa copie contrefaite, a rétabli le nom glorieux de Napoléon. Les *Mémoires* furent composés en 1816. Tronqués et refaits par M. de Bacourt, d'accord avec Mme de Dino (1), ils ont été écrits dans l'intention évidente de montrer la Restauration comme le but auquel devait aboutir l'anarchie révolutionnaire par des étapes successives : Directoire, Consulat, Consulat à vie, Empire ; à travers ces étapes, l'auteur, Talleyrand lui-même, restaurateur du trône des Bourbons, s'est chargé de guider les événements et de faire triompher la légitimité. Il eût fait un raisonnement contraire s'il avait pu aboutir à Napoléon II et à la régence. Ce sont de ces théories qu'on découvre après les événements, sans les avoir prévues pendant leur cours. Talleyrand n'avait jamais désiré le retour des Bourbons ; il l'avait au contraire toujours redouté. S'il se fût simplement montré ce qu'il était, fidèle toute sa vie à la cause de la liberté et à celle de la paix, il eût été plus grand. Mais il n'aurait pu le faire qu'en avouant le projet qu'il avait formé de fonder après Marengo une nouvelle dynastie nationale. Que devenait alors le principe de la légitimité défendu au congrès de Vienne ?

C'est ainsi qu'il a été amené à se faire gloire de ses trahisons. Le chapitre d'Erfurt, qui est excellent et ne peut être que d'une main aussi experte que la sienne, est destiné à prouver qu'en trahissant son maître d'alors, il a sauvé la France et l'Europe. Il reconnaît cependant dans ses *Mémoires* de 1816 qu'il aima Napoléon, qu'il subit « cet attrait irrésis-

(1) M. Lacour-Gayet, qui a pu comparer la copie imprimée des *Mémoires* avec un fragment authentique de la main de Talleyrand, en a fait la démonstration décisive (IV, chap. xxviii). Mais il reste beaucoup de Talleyrand dans ses *Mémoires* et l'on n'a pu imiter ni la finesse, ni la profondeur, ni l'impertinence, qui sont la marque de son esprit.

tible qu'un grand génie porte avec lui », qu'il fut touché de ses bienfaits, qu'il a joui de sa gloire et de « la situation merveilleuse dont la France jouissait après la paix d'Amiens », qu'il le servit sincèrement tant qu'il crut en même temps servir la France.

Talleyrand survécut assez à Napoléon pour assister à l'éclosion de la légende napoléonienne qui devait préluder à l'avènement du second Empire. Dès la fin de la Restauration, la France entière leva les yeux vers le soleil qui se levait derrière le rocher de Sainte-Hélène, au-dessus d'un tombeau désert. C'est là qu'était venu se perdre « le plus puissant souffle de vie qui jamais anima l'argile humaine ». Quand il parlait de mettre Napoléon hors de l'humanité, Talleyrand pouvait-il prévoir cette résurrection nouvelle, plus étonnante encore que le débarquement au golfe Juan ? A la fin de 1817, comme le bruit courait que Napoléon était menacé d'hydroisie, il écrivait à la duchesse de Courlande : « Un boulet de canon il y a quatre ou cinq ans aurait mieux fini cette vie extraordinaire. » Il se trompait. La souffrance est une auréole. Sainte-Hélène a exalté Napoléon comme l'échafaud a consacré Louis XVI.

Quand, au mois de juillet 1821, il apprit la mort de Napoléon chez une Anglaise, Mrs Crawford, celle-ci s'écria : « Ah ! mon Dieu ! Quel événement ! » Talleyrand, redevenant l'homme du congrès de Vienne, dit de son ton glacé : « Ce n'est pas un événement, c'est une nouvelle. » Mais peu après, il parlait de l'Empereur avec admiration devant lord Holland, neveu de Fox : « Son génie était inconcevable. Rien n'égalait son énergie, son imagination, son esprit, sa capacité de travail, sa facilité de produire... Ce n'était que rarement que son mauvais jugement l'emportait et c'était toujours lorsqu'il ne s'était pas donné le temps de consulter celui d'autres personnes... Sa carrière est la plus étonnante qu'on ait vu depuis mille ans. Il a commis

trois fautes capitales : l'Espagne, la Russie et le pape et c'est à elles qu'il faut attribuer sa chute... Ce fut un grand homme, un homme extraordinaire, presque aussi extraordinaire par ses talents que par sa fortune. Au moins c'est ainsi qu'en y réfléchissant, moi qui l'ai vu beaucoup et de près, je suis disposé à le considérer. C'est certainement l'homme le plus extraordinaire que j'aie jamais vu, et, à mon avis, l'homme le plus extraordinaire qui ait vécu de notre temps et depuis bien des siècles (1). »

Des lettres inédites du 9 et du 12 juillet de lord Strafford au comte de Carlisle, qui se trouvent en copie aux archives du ministère des Affaires étrangères, donnent des détails analogues. D'après ces lettres, la première nouvelle de la mort de Napoléon arriva pendant un dîner chez Pasquier, alors ministre des Affaires étrangères. Le duc de Richelieu, qui s'y trouvait, alla aussitôt l'annoncer au roi. Strafford s'en fut chez Talleyrand, qui recevait Pozzo di Borgo. « Tous deux affectèrent l'indifférence, puis parlèrent de Bonaparte d'un ton détaché. » Survint Mme de Coigny. « Elle s'est écriée d'abandon que ceux à qui cette nouvelle ferait le plus de plaisir étaient ses vieux amis, qui n'auraient plus à redouter un autre règne de Cent-Jours. Talleyrand ne croit point que Bonaparte ait laissé de Mémoires. Il dit qu'il n'aurait pu les écrire. Cependant, a-t-il ajouté, il aurait pu dicter quelque chose, mais c'est douteux... Il remarqua que son père était mort au même âge... Il dit encore que, depuis Charlemagne, personne n'avait exercé plus d'influence sur le monde, que c'était le plus grand homme qu'il ait jamais connu. Ses fautes les plus grandes, à son avis, furent ses guerres d'Espagne et de Russie et ses querelles avec le pape. Quant aux

(1) Lord HOLLAND, *Souvenirs diplomatiques*, traduction Chanski, p. 228 et 250.

autres, qu'il connaissait, elles n'étaient pas irréparables, ni nombreuses, en considérant les circonstances dans lesquelles il se trouvait placé. »

Jusqu'à la fin de sa longue vie, Talleyrand, quand il se remémorait les temps de gloire qu'il avait vécus aux côtés du héros, laissait percer devant ses amis, devant Mme de Dino, cette admiration qui avait survécu à sa haine et qu'il éprouvait sincèrement. Mais il en parlait rarement, car la grande ombre le poursuivait.

Il était exécré des bonapartistes qui s'ingénierent à le tourmenter. Les attaques de Savary à propos du duc d'Enghien, puis le « coup de poing » de Maubreuil lui causèrent bien des ennuis. Continuant à duper Caulaincourt après sa mort, survenue en 1827, il détourna la duchesse de Vicence de répondre publiquement aux accusations dont son mari était l'objet, mais réussit en sous main, par l'entremise de Mme de Feuchères, à se réconcilier, en dehors de la duchesse, avec le vieux prince de Condé. Il eût été bien étonné s'il eût pu deviner que son petit-fils Morny, sur les conseils de Flahaut, son père, jouerait au 2 Décembre le même rôle qu'il avait joué au 18 Brumaire et chercherait, comme lui, à rétablir la monarchie en France, mais sans les Bourbons.

A la fin de 1836, quand il rédigea, comme annexe à son testament, une déclaration où il justifiait tous les actes de sa vie, il affirma :

« Que de tous les gouvernements que j'ai servis, il n'y en a aucun de qui j'aie reçu plus que je ne lui ai donné ;

« Que je n'en ai abandonné aucun avant qu'il se fût abandonné lui-même ;

« Que je n'ai mis jamais les intérêts d'aucun parti, ni les miens, ni ceux des miens, en balance avec les vrais intérêts de la France, qui d'ailleurs ne sont, dans mon opinion, jamais en opposition avec les vrais intérêts de l'Europe.

« Ce jugement que je porte de moi-même sera confirmé, je l'espère, par les hommes impartiaux ; et dût cette justice m'être refusée, quand je ne serai plus, sentir qu'elle m'est due suffira pour assurer le calme de mes derniers jours. »

Il ajoutait les lignes étonnantes qu'on va lire ; ce sont les dernières pensées qu'au seuil de la mort, l'Empereur, qu'il avait servi, lui inspira :

« Mis par Bonaparte lui-même dans la nécessité d'opter entre la France et lui, j'ai fait le choix qui m'était prescrit par le plus impérieux des devoirs, mais en gémissant de ne pouvoir plus, comme par le passé, confondre dans une même affection les intérêts de mon pays et les siens. Je ne me rappellerai pas moins jusqu'à ma dernière heure qu'il a été mon bienfaiteur, car la fortune que je lègue à mes neveux me vient en grande partie de lui. Mes neveux doivent non seulement ne l'oublier jamais mais l'apprendre à leurs enfants, et ceux-ci à ceux qui naîtront d'eux, de manière que le souvenir s'en perpétue dans ma famille, de génération en génération, afin que, si jamais un homme portant le nom de Bonaparte se trouve dans une position de fortune où il ait besoin d'être aidé ou secouru, il obtienne de mes héritiers immédiats ou de leurs descendants tous les genres d'assistance qu'il sera en leur pouvoir de lui donner. C'est par ce moyen, plus que par aucun autre, qu'ils se montreront reconnaissants envers moi et qu'ils honoreront ma mémoire. Le sentiment qui m'inspire cet article ne s'arrête pas à la seule famille Bonaparte. J'ai eu aussi des obligations réelles au commandeur Ruffo, ministre de Naples, qui s'est chargé de traiter pour moi, avec qui de droit et comme il le jugeait convenable, de mon abandon de la principauté de Bénévent et qui m'en a fait retirer de grands avantages pécuniaires. Et j'impose la même obligation à mes héritiers à l'égard de la même branche de

cette famille qui se trouverait dans une situation embarrassée (1). »

Ainsi, à l'heure suprême, il n'éprouve aucun remords de ses longues trahisons. Il n'adresse à la mémoire de l'Empereur ni regrets, ni témoignages d'admiration, ni remerciements pour les charges, titres, honneurs, dignités de toutes sortes qu'il accepta du grand homme dont il avait voulu faire le chef d'une dynastie nouvelle. Mais, sur un ton doux, gémissant, il exprime sa reconnaissance pour la fortune qui lui venait « en grande partie » de lui. Cet aveu n'est-il pas singulier, puisque, dès 1809, il se déclarait devant Metternich ruiné par Napoléon? Ne semble-t-il pas qu'il ait voulu, avant de mourir, trouver une source avouable à sa fortune. La reconnaissance simulée qu'il exprime à Napoléon pour ces raisons pécuniaires, il l'étend au commandeur Ruffo, ministre du roi de Naples, qui a obtenu pour lui une indemnité en échange de Bénévent. Que ne l'étend-il aussi aux empereurs d'Autriche et de Russie et à tant d'autres? Ainsi, sa haine pour Napoléon serait oubliée; il ne se souviendrait plus des injures qu'il a reçues de lui; mais il se souvient de l'argent qui lui est resté et il met Napoléon dans son souvenir reconnaissant au même rang que le commandeur Ruffo. Un pareil trait, devant la mort, eût fait hésiter Molière. Seul l'auteur de la *Comédie humaine*, le grand Balzac, aurait pu l'imaginer.

Mais chez bien des hommes qui ont vécu intensément et participé longtemps aux luttes politiques dans une époque troublée, l'historien trouve ainsi matière à sourire ou à pleurer de la nature humaine. On voudrait, à la fin de cette étude, porter un juge-

(1) Ce passage a été publié pour la première fois par M. Lacour-Gayet (III, p. 345), d'après la copie de Mgr Dupanloup, possédée par M. Bernard de Lacombe.

ment impartial sur le duel des deux hommes entre lesquels le sort de la France s'est débattu.

A la fin de sa substantielle étude sur Napoléon M. Jacques Bainville se demande s'il n'eût pas mieux valu pour la France que le grand Empereur n'ait jamais existé. Napoléon, dont l'intelligence pénétrait tout, s'est posé la même question pour Rousseau et pour lui-même, c'est-à-dire pour la Révolution et pour l'Empire. Un tel examen eût sans doute scandalisé beaucoup d'excellents Français d'autrefois. Le recul des temps nous permet de juger maintenant sans passion, c'est-à-dire avec plus de clairvoyance, la déplorable aberration qui, de 1792 à 1815, a détourné de son cours notre histoire nationale, après que la vieille monarchie française, minée secrètement par l'Angleterre qui voulait se venger de la guerre d'Amérique, se fut effondrée. La chute de Louis XVI enleva à la France un siècle peut-être de prépondérance et de stabilité intérieure en échange de quelques années d'une gloire sanglante et stérile.

Si Napoléon, comme l'a cru Albert Sorel, était impuissant à conserver à la France les limites naturelles conquises par la Révolution, il eût mieux valu que son aventure finît plus tôt. Mais aucun contemporain ne l'a pensé. La majorité des Français croyait au contraire qu'après les traités de Lunéville et d'Amiens, il pouvait, en renonçant aux moyens de violence, conserver les frontières naturelles et la paix. Anvers n'était pas toute la Belgique, ni toute la rive gauche du Rhin. L'Angleterre d'ailleurs n'avait-elle pas jadis renoncé à Calais? En 1802, n'a-t-elle pas renoncé à Anvers? Mais pour négocier avec elle, il fallait désarmer le continent par une modération sincère, par un essai de liberté politique, par une attitude d'abstention et de conservation. Il fallait « faire Charlemagne », si l'on ose dire, mais autrement.

Talleyrand l'a pensé. Il était opposé, dès 1792, à la propagande et aux conquêtes. Mais la lente assimilation de la rive gauche du Rhin, le prolongement jusqu'à la mer du *pré carré* de Vauban était dans les vues traditionnelles de l'ancien régime comme dans les siennes. Son mémoire à Danton conseille de conclure avec ces régions limitrophes des traités défensifs, des accords de commerce. Sous le Directoire, il accepte sans hésiter le fait accompli ; les frontières naturelles font désormais pour lui partie de l'état *constitutif* de la France, « que la nation doit défendre jusqu'à la dernière goutte de son sang ». Les Alpes et le Rhin doivent d'ailleurs marquer le terme de notre effort. En 1803, Talleyrand proteste contre l'annexion du Piémont. En 1805, il conseille hardiment, avec l'alliance autrichienne, la renonciation aux conquêtes au delà du Rhin et des Alpes. En 1806, il fait admettre de nouveau par les négociateurs anglais les frontières reconnues au traité d'Amiens. En 1807, il médite, en cas de mort de l'Empereur, le retour au Rhin. En 1808, il fait entendre à Caulaincourt qu'après Napoléon, la France devra renoncer aux conquêtes au delà du Rhin. A Erfurt, il dit plus crûment à l'empereur Alexandre : « Le Rhin, les Alpes, les Pyrénées sont la conquête de la France, le reste est la conquête de l'Empereur ; la France n'y tient pas. » Il s'obstine, en 1813, et jusqu'à la fin dans son idée des frontières naturelles et, en les abandonnant, ne cède, en 1814, qu'à la nécessité. Après 1830, il songera encore à l'annexion d'une partie de la Belgique. A la veille de sa mort, apprenant l'arrestation par le gouvernement prussien de l'archevêque de Cologne, « il en fut frappé comme d'un événement important, écrit Mme de Dino : « Voilà qui peut nous rendre la ligne du Rhin, dit-il aussitôt (1). »

(1) Lettre de Mme la duchesse de Talleyrand à l'abbé Dupanloup, publiée par Mme la princesse Radziwill. Paris, 1908.

Qu'un politique de cette qualité, qu'un homme dont Napoléon disait lui-même qu'il fut son meilleur ministre, que nul ne connut mieux que lui l'Europe et la France, ait pu être animé d'une telle conviction ; qu'il ait pu penser, avec suite et logique, que la conservation des limites naturelles était réalisable dans la paix, voilà qui ébranle singulièrement la théorie rectiligne, la conception fataliste d'Albert Sorel. Il apparaît donc comme probable que Napoléon s'est trompé sur le possible, qu'il n'a pas su résoudre, au mieux des intérêts de la France, le problème européen qui se posait à lui sous le Consulat par un compromis, dont Talleyrand discernait clairement les conditions.

Un chef, dont l'énergie égale l'imagination créatrice, mais qui n'est pas bridé par une tradition, rien de plus redoutable pour un peuple. Le sénatus-consulte du 17 février 1810 faisait de Rome la seconde ville de l'Empire, réservant ainsi l'Italie à l'héritier à naître, et disait dans son article 10 : « Après avoir été couronnés dans l'église Notre-Dame de Paris, les Empereurs seront couronnés dans l'église de Saint-Pierre avant la dixième année de leur règne. » L'Empereur prévoyait, en 1810, son couronnement à Rome pour 1814 !

Thiers avait donc raison quand il jugeait que l'ambition égara le génie de Napoléon vers des buts chimériques. Il a sorti la France du chaos révolutionnaire, mais sans lui donner un régime politique assez libéral pour être durable. Peut-être même que la survivance de certaines de ses fondations n'a eu pour cause que la longue apathie qui a suivi sa débauche de volonté. Il a brisé une monarchie séculaire à son profit, sans pouvoir léguer son trône usurpé. Fonder la démocratie autoritaire eût été plus digne de lui. Son trône, qu'il n'a pu léguer, compliqua sa tâche. Joseph et Louis, Bernadotte et Murat, en le trahissant, ne firent que l'imiter. Le

souvenir du Premier Empire nous fait encore soupçonner par l'Europe d'un nationalisme agressif. Chez les Français eux-mêmes, il a provoqué par l'énormité de son génie, un siècle d'instabilité intérieure et une telle défiance du pouvoir personnel que cette défiance met en péril l'autorité. La formidable hécatombe, qui fut la condition de la grandeur de Napoléon, n'a-t-elle pas, en épuisant alors la race, provoqué au dix-neuvième siècle notre avance désastreuse dans la dénatalité?

Mais Napoléon exalta l'âme et le courage des Français, leur fit vivre avec lui, jusqu'aux extrêmes limites de l'effort humain, des heures immortelles. D'après une philosophie aristocratique, qui n'était pourtant pas celle du prince de Talleyrand, la production d'un grand homme et de grandes actions est un but qui se suffit à lui-même. La France en effet n'a pas oublié le héros, que seule elle était capable de suivre jusqu'au bout. Elle lui a pardonné de l'avoir laissée plus petite et plus faible à côté de voisins fortifiés par lui. Elle lui sait gré d'avoir étonné l'Europe en suivant ses aigles. Comment ne serait-elle pas fière de lui quand l'humanité tout entière en est vaine! Elle s'aime en lui comme il s'aimait en elle; dans les heures tragiques elle imagine sa présence et s'électrise à son souvenir.

C'est là son service éminent et durable. « A tous les dangers de la patrie, a dit magnifiquement le maréchal Foch, nos drapeaux frémissent du passage de l'aigle. » Le chef illustre, qui vengea la France de trois invasions, jugeait ainsi l'Empereur devant son tombeau, le 5 mai 1921 :

« Décidément, le devoir reste commun à tous; au-dessus des armées à commander victorieusement, c'est le pays à servir pour son bonheur tel qu'il l'entend; c'est la justice à respecter partout; au-dessus de la guerre il y a la paix.

« Décidément, l'homme même le plus doué s'égare,

qui, dans les règlements des comptes de l'humanité, se fie à ses vues propres et à ses seules lumières, et s'écarte de la loi morale des sociétés, faite du respect de l'individu, de ces principes de liberté, d'égalité et de fraternité, bases de notre civilisation telle que l'a faite le christianisme. »

Talleyrand s'est trouvé devant Napoléon dans des conditions si paradoxales qu'on ne sait comment porter sur lui un jugement équitable. Il admirait son génie et fit tous ses efforts pour établir sa dynastie. C'est par une conviction sincère qu'il combattit sa politique et, en la combattant, il croyait encore le sauver et sauver la France. Ainsi s'explique qu'il ait entraîné avec lui un homme d'honneur comme Caulaincourt. Mais sa vénalité, sans altérer sa pensée, a souillé son œuvre et ses moyens furent tels qu'il est impossible de le suivre. Il ne semble pas d'ailleurs qu'il disposât d'autres moyens. En somme, un honnête homme ne pouvait jouer le rôle qu'il assumait : celui d'être monarchiste contre les Bourbons, bonapartiste sans Napoléon et Européen contre la France. Toute sa vie fut un tel paradoxe, que la morale courante et même la morale politique, moins exigeante, ne peuvent l'accepter. Cependant, s'il n'avait pas joué ce rôle, il n'aurait pu intervenir en 1814 aussi utilement qu'il le fit pour sauver les frontières de l'ancienne France et lui rendre son rang en Europe : « Il faut distinguer en M. de Talleyrand, disait Metternich, l'homme politique de l'homme moral. S'il était moral, il ne serait pas ce qu'il est (1). » Non seulement il y avait

(1) On trouvera à la suite de ce chapitre, la curieuse lettre qu'écrivit Metternich à la duchesse de Dino après la mort de son oncle, qu'elle avait su réconcilier avec l'Église. Cette lettre se trouve en minute aux Archives de Vienne. On y reconnaît le style ampoulé, l'infatuation et l'hypocrisie politique du ministre autrichien.

On a beaucoup écrit sur cette réconciliation tardive de Talleyrand avec l'Église. Si elle eût été sincère, elle eût provoqué de sa part,

divorce entre sa claire intelligence et sa conscience troublée, mais il alliait encore bizarrement l'orgueil d'un féodal d'autrefois aux idées d'un homme de gauche d'aujourd'hui. Il prétendait être un « faiseur de rois » et inventa « la légitimité ». C'est le dernier des courtisans et le premier, avec Fouché, des grands politiciens, serviteurs du fait.

Il n'avait pas dans le caractère la fermeté nécessaire à l'homme d'État. Mais la hauteur de ses vues et sa persistance dans ses idées lui font le plus grand honneur. N'ayant rien celé de son indignité morale, dont la fausse direction donnée à sa première jeunesse est l'origine, on est à l'aise pour dire que sa pénétration n'en fut que plus étonnante, égale, à l'extérieur, à celle de Mirabeau. Il fut fort et finalement l'emporta parce qu'il s'appuyait sur la meilleure tradition nationale.

« La France, constituée comme elle l'est, doit craindre les agrandissements bien plus que les ambitionner. Plus d'étendue serait un poids placé aux extrémités qui affaiblirait le centre ; elle a en elle-même tout ce qui constitue la puissance réelle : un sol fertile, des denrées précieuses, des sujets passionnés pour leur maître et pour leur patrie... Placée au centre de l'Europe, la France a droit d'influer sur toutes les grandes affaires... Si, en même temps que Votre Majesté s'occupe avec assiduité à réta-

devant la mort, d'autres actes et d'autres réparations. Le secret de son attitude paraît contenu dans cet aveu, rapporté par Mme de Dino elle-même : « Il n'y a rien de moins aristocratique que l'incrédulité. » Ce mot de Talleyrand contraste singulièrement avec celui de Robespierre, prononcé quarante-quatre ans avant : « L'athéisme est aristocratique. »

Les derniers entretiens de Napoléon avec Bertrand (V. AUBRY, *Sainte-Hélène*, II, 225) indiquent que Napoléon obéit, comme Talleyrand, en faisant appel aux secours de la religion, à des sentiments de convenance. Il ne paraît pas possible que, sur son lit d'agonie, il ait été à la fois croyant et dissimulé par respect humain. On ne peut admettre non plus que Bertrand ait menti. Napoléon et Talleyrand avaient été formés tous deux par la philosophie du dix-huitième siècle.

blir l'ordre intérieur de ses affaires domestiques, Elle dirige sa politique à établir l'opinion que ni la soif d'envahir ni la moindre vue d'ambition n'effleurent son âme et qu'elle ne veut que l'ordre et la justice, son exemple fera plus que ses armes. »

Ces lignes sont extraites d'un mémoire de Vergennes à Louis XVI. Ne paraissent-elles pas adressées par Talleyrand à Napoléon?

Après la rupture de la paix d'Amiens, de tels conseils étaient vains. Dès 1805, il y eut en France un gouvernement occulte que l'Europe connut et que Napoléon ignora. Mais, en voulant contenir l'ambition de Napoléon, Talleyrand ne réussit qu'à fortifier la coalition. En 1809 et dans les années qui suivirent, il ne réussit qu'à accélérer les armements autrichiens et russes. Désormais la force seule pouvait décider.

Napoléon sentait Talleyrand à ses côtés comme un reproche vivant. Il le recherchait et le foudroyait tour à tour. Au fond, il eût mis autant de prix à l'asservir à ses plans qu'à conquérir un nouveau royaume. N'eût-il pas mieux fait de l'écouter? Un Anglais illustre, dont l'esprit était aussi élevé qu'impartial, lord Roseberry, a pu écrire : « Nous sommes convaincus que si Napoléon avait gardé Talleyrand et continué de travailler avec lui, il ne serait pas tombé du trône » (1).

Mais chez les deux hommes la passion l'emporta ; on s'étonne que Napoléon n'ait pas en 1814, profité, des vues de Talleyrand, qu'il avait pénétrées, pour préparer la régence de son fils au cas où il fût mort en combattant. C'était le seul moyen d'assurer le maintien de sa dynastie. Mais il ne voulut pas le devoir à son ennemi.

Le titre le plus durable de Talleyrand, dans son existence si mêlée, sera d'avoir été un des premiers

(1) LORD ROSEBERRY, *Napoléon*. La dernière phrase, p. 306.

« Européens ». Ministre du plus grand homme de guerre de tous les temps, il a exprimé sur la paix et sur le désarmement des opinions qui peuvent encore servir aujourd'hui à la réflexion des pacifistes. L'Europe qu'il concevait était une sorte d'Internationale de l'aristocratie, plus favorable en somme à la conciliation et à la paix que les démocraties nationalistes et armées. Que le vrai progrès pour une nation soit de se réformer et de se fortifier intérieurement plutôt que de conquérir, voilà ce qu'il y a d'essentiel et d'une utilité permanente dans les vues de Talleyrand. Combien de gouvernements n'ont cherché dans la guerre qu'à faire oublier leurs vices ou à masquer leur impuissance? Combien préfèrent les risques de la violence à l'effort nécessaire pour s'améliorer? C'est ainsi que la pensée de Talleyrand, dépassant des triomphes éphémères, s'est élevée jusqu'à la conception moderne d'une paix sans vainqueurs et sans vaincus, qu'il s'efforça, d'accord avec Louis XVIII, de faire prévaloir en 1814.

Cent ans après, l'Allemagne à son tour, quoique assurée, comme la France de 1792 et de 1802, d'une longue prépondérance en Europe par sa population et ses richesses, sans avoir, comme Napoléon, l'excuse de soutenir le prestige d'un gouvernement nouveau, a déchaîné la guerre en Europe, dans un but de domination universelle. Un Talleyrand ne s'est pas présenté pour l'arrêter dans la voie qui lui fut fatale. Il n'aurait pas été plus écouté.

Lettre du prince de Metternich à la duchesse de Dino.

a Vienne, le 9 juin 1838.

« Vous ne serez point surprise, ma chère Dorothée, si je saisis le moment actuel pour vous donner un signe de vie. Vous connaissez ma vieille et constante amitié pour vous et si le cours des événements influe sur les démonstrations qu'un homme placé dans mon cadre peut et doit se permettre, un esprit de votre trempe sait faire leur part aux sentiments et aux circonstances.

« Je vous écris aujourd'hui pour vous assurer de la vive part que je prends au mérite que vous vous êtes acquis par l'influence que vous avez exercée sur les derniers moments du prince de Talleyrand. Je connais en effet celle qui vous appartient dans le dénouement du long drame et, si je vous en remercie, ce n'est pas seulement au nom de l'amitié, mais en me plaçant sur un champ bien autrement étendu.

« Vous me connaissez assez et si vous ne me connaissiez pas, ma vie publique, cette vie si longue déjà et si constante dans ses errements, vous eût appris que je suis du nombre des hommes qui savent distinguer ce qui appartient aux hommes et aux choses. Doué de cette faculté, j'ai toujours été juste envers feu votre oncle ; je crois l'avoir connu mieux et deviné plus juste que beaucoup de ceux qui ont été en un contact non interrompu avec lui et je n'ai dès lors point énoncé le sentiment de la surprise quand j'ai appris le congé qu'il a pris de ce monde. En faisant ce qu'il a fait, il s'est acquis un véritable mérite, et les mérites de cette espèce sont inséparables du triomphe des principes ! Les adversaires aujourd'hui les plus virulents du défunt seraient devenus ses prôneurs les plus chauds, si au lieu

de se placer sur le terrain de la vérité, il avait abondé dans le sens de l'anarchie. Ce que valent les hommages des anarchistes, ce n'est pas mon jugement à leur égard qui peut être mis en doute ! Dites-vous que vous avez été le soutien d'un grand bien et dont la portée dépasse beaucoup le foyer domestique. Vous éprouverez dans ce sentiment de la joie que partageront vos amis.

« Si je puis vous être utile, ne me ménagez pas. Je désire en toute occasion servir la vérité. Si donc vous deviez vous sentir le besoin de faire contredire dans des voies tierces des calomnies ou rectifier des faits, adressez-vous avec une entière confiance à moi, pour tout ce qui peut rentrer dans le cercle de mon action sur l'esprit public dans l'étranger. Je dispose à cet effet de moyens que beaucoup d'autres n'ont pas, et cela par la raison toute simple que, dans nos temps si pitoyables, il y a beaucoup d'hommes qui me croient parce qu'ils savent que je ne sais point me donner de démenti à moi-même. Je ne ferai au reste que remplir dans l'occasion un devoir d'amitié tant à votre égard qu'à celui du défunt. Sa ligne politique et la mienne se sont souvent croisées, sans qu'il en soit dérivé de froissements entre nos individualités.

« J'ai eu pour M. de Talleyrand un véritable attachement personnel et je ne mets pas en doute qu'il n'ait éprouvé le même sentiment à mon égard. Nos esprits ont dû se rencontrer dans le *positif* et aussi souvent que tel est le cas, les hommes peuvent se réunir et se séparer sans inimitié.

« Conservez-moi votre bonne et ancienne amitié, et comptez sur la sincérité de celle que je vous ai vouée d'aussi loin qu'il vous souvienne. »

FIN

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS DE PERSONNES

A

ABRANTÈS (duchesse D'), 174, 188, 191.
 ACERENZA (duchesse D'), 283.
 ACTON (Joseph), 101.
 ADDINGTON, 65, 68.
 ALDINI (comte), 154.
 ALEXANDRE I^{er}, III, 51, 75, 91, 132, 142, 147, 180, 181, 188, 198, 199, 200, 204 et suiv., 232, 243, 244, 246, 247, 252, 257 et suiv., 265 et suiv., 281, 282, 283, 284, 293, 302, 311, 312, 313, 340, 341, 348, 349, 350, 353, 357, 365, 371, 384, 385.
 ALI (Mameluk), 194.
 ALOPEUS (baron D'), 167.
 ANDIGNÉ (général D'), 53.
 ANDRÉOSSY (général), 65, 232.
 ANGOULÊME (duchesse D'), 315.
 ANSTETT (baron D'), 311.
 ANNE (archiduchesse), 213.
 ANTONIO (l'infant DON), 175 et suiv.
 ANTRAIGUES (comte D'), 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 199, 283, 359.
 ARENBERG (prince D'), 135, 288.
 ARMFELDT (général comte D'), 283.

ARTOIS (comte D'), 32, 128, 213, 338, 356.
 ASTURIES (prince DES), 173, 175 et suiv., 179, 180.
 AUBERT-DUBAYET (général), 187.
 AUGEREAU (maréchal), 4, 353, 486.

B

BAC (Ferdinand), 367.
 BACOURT (DE), 9, 179, 387.
 BAINVILLE (M. Jacques), 393.
 BALZAC (Honoré DE), 66, 367, 392.
 BARANTE (Prosper, baron DE), 16, 154.
 BARRIER (DE), 376.
 BARING, 374.
 BARRAS (comte DE), 3, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 32, 35, 36, 37, 50, 54, 114.
 BARTHÉLEMY (François, marquis DE), 5.
 BAUFFREMONT (duchesse DE), 288, 366.
 BAUSSET (comte DE), 357, 366.
 BEAUHARNAIS (prince Eugène), 100, 163, 214, 221.
 BEER, 138.
 BELLEGARDE (Adèle et Aurore DE), 282 et suiv., 298.

BENEDECK et ERNST (MM.), 363, 373, 380.
 BERNADOTTE, 34, 44, 236, 237, 255, 291, 315, 336, 349, 395.
 BERTHIER (maréchal), 3, 13, 57, 153, 156, 167, 242, 263, 291, 303, 313, 314, 320, 328, 352.
 BERTRAND (général, comte), 308, 333, 367, 398.
 BERTRAND (Pierre), 47.
 BEUGNOT (comte), 220.
 BESSIÈRES (maréchal), 163, 180.
 BETHMANN (banquier), 232, 258, 377.
 BEURNONVILLE (maréchal, marquis DE), 58, 67.
 BISMARCK (prince DE), 110.
 BIGNON (baron), 368.
 BINDER (DE), 373, 374, 376, 377, 378.
 BOISGELIN (comte Bruno DE), 298, 339.
 BONAPARTE (Mme Lætitia), 221.
 BONAPARTE (Joseph), 26, 43, 44, 53, 54, 57, 68, 129, 138, 155, 156, 159, 173, 174, 175, 181, 197, 220, 331, 337, 341, 342 et suiv., 348, 383, 395.
 BONAPARTE (Jérôme), 57, 173, 281.
 BONAPARTE (Louis), 57.
 BONAPARTE (Lucien), III, XIX, 11, 26, 43, 49, 50, 53, 57, 72.
 BONAPARTE (Élisa), 53.
 BONAPARTE (Caroline), 142, 221, 362.
 BONAPARTE (Pauline), 245, 265.
 BORGHÈSE (prince), 57.
 BOUFFLERS (marquise DE), 52.
 BOUILLON (duchesse DE), 86.
 BOULAY DE LA MEURTHE (comte), 34, 343.
 BOURRIENNE (Fauvelet DE), III, 48, 49, 337.
 BRETEUIL (baron DE), 131.
 BRIENNE (comtesse DE), 192, 193.

BRIGNOLE (comtesse DE), 286, 357.
 BRIGNOLE (Mlle DE), 101.
 BRIONNE (comtesse DE), 126.
 BRUIX (amiral), 31, 34, 35, 52, 58.
 BRUNE (maréchal), 34, 64.
 BRUNSWICK (duc DE), 32.
 BUBNA (général, comte DE), 304, 307, 314, 335.
 BULOW (général DE), 310.

C

CADOUDAL (Georges), 74, 90.
 CAMBACÉRÈS, XX, 31, 37, 43, 50, 71, 74, 222, 223, 253, 263, 300, 303, 314, 315, 328.
 CANISY (Mme DE), 192, 193 et suiv., 208, 214, 287, 313, 324, 331, 353, 369, 371, 390.
 CARLISLE (comte DE), 389.
 CARNOT (Lazare), 5, 23, 43, 44.
 CASELLI (Mgr), 55.
 CASTLEREAGH, 340, 365, 367, 384.
 CATHERINE (grande-duchesse), 21, 213.
 CAULAINCOURT (Armand-Augustin-Louis DE, (duc DE VICENCE, XVI, XIX, XX, 19, 30, 31, 49, 74, 75, 95, 97, 102, 158, 159, 167, 169, 183, 184 à 202, 204 et suiv., 208 et suiv., 225, 232, 235, 244, 245, 246, 248, 249, 250, 254, 264, 267, 268, 270, 272, 277, 278, 279, 287, 291, 296, 297, 301 et suiv., 335, 336, 237, 349, 350, 351, 352 et suiv., 358, 367, 368, 369, 370, 371, 385, 394, 397.
 CAVAGNAC (Jean-Baptiste), 64.
 CHAMPAGNY (Nompère DE), duc DE CADORE, 157, 166, 167, 173, 175, 182, 206, 213, 219, 222,

229, 242, 250, 269, 277, 301,
341, 343, 372, 373.
CHARAVAY, 196, 331.
CHARLES (l'archiduc), 127, 130,
147, 233.
CHARLES IV, roi d'Espagne, 174,
177.
CHARLOTTE, 280.
CHATEAUBRIAND, 74, 189, 223,
378.
CHAUMEIX (M. André), xx.
CHAVAGNAC (Mme DE), vi.
CHEVREUSE (duchesse DE), 285,
287.
CHOISEUL-GOUFFIER (marquis
DE), 18, 59, 118, 119, 243, 288.
CHOISEUL (duc DE), 254, 263.
CHRISTIN, 90.
CLARY (comte DE), 288.
CLARKE (maréchal), duc DE
FELTRE), 142, 343.
COBENZL (Louis, comte DE), 62,
98, 117, 118, 121, 122, 125, 126,
137, 227, 242.
CONBNZL (Philippe, comte DE),
13, 55, 70, 118, 121, 122, 125,
126, 137, 227, 242.
COIGNY (Aimée DE), 4, 76, 123,
141, 283 et suiv., 295, 298, 299,
301, 319, 330, 338, 339, 341,
356, 389.
COLLOT, 36.
COLLOREDO (prince DE), 121, 129.
COLLOREDO (Mme DE), 123, 124.
CONDÉ (prince DE), 391.
CONSALVI (cardinal), 82, 84.
CONSTANT (Benjamin), 3.
COURLANDE (duchesse DE), 213,
214, 263, 277, 281, 282 et suiv.,
293, 294, 297, 302, 303, 319,
321, 322, 325, 326, 330, 331,
332, 339, 344, 347, 350, 367,
388.
CRAWFORD, 262, 388.
CZARTORYSKI (prince Adam), 91,
266.

D

DALBERG (Charles-Théodore,
prince DE), 79 à 102, 139, 144,
208, 214, 232.
DALBERG (Emmerich, duc DE),
79 à 102, 139, 144, 148 et suiv.,
167, 197, 199, 208, 213, 222,
232, 243, 256, 262, 265, 286,
296, 328, 329, 337, 338, 340,
348, 358, 368.
DALBERG (duchesse DE), 286, 329.
DAMAS (comte DE), 114.
DANTON, x, xi, xiii, 19, 40, 42,
68, 362, 394.
DARU (comte), 92, 93, 167, 328,
371.
DARU (Noël), 92, 93.
DECAEN (général), 63, 66.
DECRÈS (amiral, duc), 222, 224,
291.
DEFFAND (Mme DU), 263.
DEJEAN (général, comte), 347.
DELACROIX (Charles), 30.
DESAIX (général), 44.
DESRENAUDES, 36.
DINO (Dorothee de Courlande,
duchesse de Talleyrand-Péri-
gord, princesse de Sagan, du-
chesse DE), xiii, 9, 59, 214, 235,
263, 282 et suiv., 288, 289,
332, 350, 376, 377, 387, 390,
394, 397, 398, 401, 402.
DOLGOROUKI (général, prince),
132.
DROUOT (général), 371.
DUFF-COOPER (M.), 54.
DUMONT, 382, 383.
DUPANLOUP (Mgr), 59, 392, 394,
397.
DUPUIS (M. Charles), xix, 340,
349, 361.
DUPEYROU, 95.
DUQUESNOY, 36.
DURANT, 95, 96.

DUROC (maréchal), xx, 173, 197, 225, 227, 279, 287, 291, 301, 328. 352.

E

EDELSHEIM (baron d'), 74.
ENGHIEN (duc d'), 32, 73 et suiv., 96, 97, 172, 180, 189 et suiv., 221, 223, 225, 240, 259, 295, 313, 338, 345, 356, 386, 390.
ESMÉNARD, 244.
ESSEID PACHA, 187.

F

FAIN (baron), 48.
FERDINAND IV, roi de Naples, 380, 381.
FEUCHÈRES (Mme de), 391.
FITZ-JAMES (duchesse de), 288.
FLAHAUT (général, comte de), 285, 287, 288, 362, 368, 369, 390.
FLEURY DE CHABOULON, 341.
FLORET (chevalier de), 37, 234, 242 et suiv., 279, 295, 304, 305, 306, 307, 336, 337, 363.
FOCH (maréchal), 396, 397.
FONTANES (de), 31, 248.
FOUCHÉ (duc d'Otrante), viii, 43, 49, 50, 54, 68, 78, 95, 177, 189, 220 et suiv., 236, 237, 244, 251, 252, 253, 256, 261, 275, 284, 291, 356, 369, 370, 371, 382, 385, 386, 398.
FOURNIER (August von), 379.
FOX (Charles), 68, 139, 140, 141, 142, 143, 388.
FRANÇOIS II D'ALLEMAGNE, FRANÇOIS I^{er} D'AUTRICHE, 119, 122, 134, 137, 182, 221, 227, 232, 376.
FRÉDÉRIC II, xiv, 1, 63, 177.
FRIMONT (général de), 376.

G

GAGERN (baron de), 38.
GANTHEAUME (amiral), 92.
GARAT (Mailla), 298.
GAZZANI (Mme), 147, 245
GENLIS (Mme de), 18.
GENTILI (général), 27.
GIRARDIN (Stanislas de), 237.
GIULAY (général comte), 122.
GODOI (prince de la Paix), 172, 173, 178.
GËTHE, 81, 217.
GOURGAUD (général), 15, 20, 26, 66, 75, 146, 192, 208, 233, 234, 371, 379, 384, 386.
GRAVINA (amiral), 92.
GRÉGOIRE XVI, vi.
GRÉGOIRE (abbé), vii.
GRENVILLE (lord), 139.
GUYOT (Raymond), 112.

H

HAMELIN (Mme), 252.
HANOTEAU (M. Jean), xix, 73, 308.
HARVILLE (général d'), 185, 186, 187.
HAUGWITZ (comte d'), 65, 115, 128.
HAUTERIVE (comte d'), 75, 108, 113, 114, 116, 139, 253, 256, 301, 368, 382.
HAWKESBURY (lord), 69.
HEINE (Henri), 84.
HELVÉTIUS (Mme d'), 52.
HENRI IV, 47.
HERTHAL (baron d'), 81.
HERVAS (marquis d'), 262.
HOCHÉ (général), 4, 11, 23, 34, 187.
HOHENZOLLERN-HECHINGEN (princesse de), 283.
HOLLAND (lord), 388.

HORTENSE (la reine), 186, 225.
 HOUSSAYE (Henri), 367.
 HUBER, 68.
 HUGEL (baron DE), 87.
 HULIN (général), 191.
 HYDE DE NEUVILLE, vi, 53.

I

IZQUIERDO, 172, 173, 178.

J

JAUCOURT (comte DE), 52, 288, 337, 368.
 JOMINI, 328, 384.
 JOSÉPHINE (l'Impératrice), 3, 15, 16, 19, 20, 24, 49, 50, 53, 58, 84, 94, 188, 190.
 JOUBERT (général), 22, 33, 34, 43.
 JOURDAN (maréchal), 187.

K

KAUNITZ (prince DE), 131.
 KERNTHOFFER, 242.
 KIELMANNSEGGE (comtesse DE), 280 et suiv., 293, 295, 302, 303,
 KIRCHEISEN (Friedrich), 63.
 KLÉBER (général), 187.
 KLOPSTOCK, 84.
 KOHLER (général), 367, 387.
 KOTCHOUBEY (prince), 93.
 KOURAKINE (prince), 94, 242, 243, 244, 264, 269 et suiv.
 KRUSEMARK (général), 273.

L

LADENSKI, 258.
 LA BESNARDIÈRE (comte DE), 120, 301, 325, 337, 382, 383, 384.
 LABORIE (Roux-), 54, 357.
 LABOUCÈRE, 374.

LA BOUILLERIE (DE), 343.
 LACLOS (Choderlos DE), iv, v, xi.
 LACOMBE (M. Bernard DE), 392.
 LACOUR-GAYET (M. G.), xix, 73, 115, 179, 288, 377, 387, 392.
 LACUÉE (comte DE CESSAC), x, 40, 338.
 LA FAYETTE (général), 43, 44, 85, 386.
 LAFOREST (comte DE), 234.
 LA LEYEN (prince DE), 100, 139.
 LA LEYEN (princesse DE), 208.
 LAMETH (Théodore DE), 186.
 LANCKORONSKA (comtesse), 290.
 LANGE (Mlle), 36.
 LANNES (maréchal), 167, 177, 215, 216.
 LA REVEILLÈRE-LÉPEAUX, 24.
 LASES-CASES (comte DE), 158, 214.
 LA TOUR (comte DE), 154.
 LA TOUR DU PIN-GOUVERNET (marquise DE), vii, 315.
 LAUDERDALE (comte DE), 142.
 LAURISTON (général, comte DE), 270, 271.
 LAUZUN (duc DE), 18, 298.
 LAVAL (vicomtesse DE), 104, 193, 226, 277, 282 et suiv., 288, 293, 295, 321.
 LAVALETTE (comte DE), 36, 221, 277, 336, 337, 358.
 LE BRUN (duc DE PLAISANCE), 50, 74, 122.
 LEBRUN-TONDU, x.
 LECLERC (général), 53.
 LE FÈVRE DE RECHENBERG, 245.
 LEJEAS, 249.
 LIANCOURT (duc DE), 18, 85.
 LIECHTENSTEIN (prince Jean DE), 118.
 LIGNE (prince DE), 134, 135, 288.
 LOUIS XIV, 45, 171.
 LOUIS XVI, 24, 398.
 LOUIS XVIII, xi, 32, 33, 72, 93, 297, 298, 316, 339, 349, 360,

363, 365, 367, 370, 371, 400.
 LOUIS-PHILIPPE I^{er}, xi.
 LOUISE, reine de Prusse, iii, 51,
 LUCCHESINI, 63, 69, 103, 142, 144.
 LUYNES (duchesse DE), 75, 282
 et suiv.
 LYAUTEY (maréchal), 362.

M

MACDONALD (maréchal), 364, 365,
 MACK (général), 129.
 MACOUCY, 340.
 MADELIN (M. Louis), xix, 111, 308.
 MAGALLON, 28.
 MALET (général), 296, 298.
 MALOUEY (baron), 68.
 MARET (duc DE BASSANO), 34, 48,
 50, 175, 219, 241, 246, 269,
 277, 279, 291, 296, 301, 307,
 313, 319, 320, 326, 328, 329,
 330, 338, 350, 351, 352, 355,
 359, 367, 372, 373 et suiv., 385.
 MARET (Mme, duchesse DE BAS-
 SANO), 277, 278, 295, 297, 355.
 MARIE-LOUISE (l'Impératrice),
 239, 243, 246, 280, 290, 292,
 336, 341, 342, 343, 346, 357.
 MARIOTTI, 365.
 MARKOFF (comte), 69, 90, 94,
 265.
 MARMONT (maréchal), 66, 291,
 296, 310, 347, 348, 350, 368,
 386.
 MASSÉNA (maréchal), 34, 237,
 266.
 MATHIEU (cardinal), 55.
 MAUBREUIL (comte DE), 90, 357,
 358, 390.
 MAZARIN, vii.
 MÉNEVAL (baron DE), 56, 74,
 189, 224, 291.
 MENRICOFFRE, 373.
 MÉRIMÉE (Prosper), iii.
 MERLIN DE DOUAI, 5.
 METTERNICH (prince DE), iii, vi,

xv, 51, 86, 117, 119, 122, 137,
 142, 148, 150, 155, 156, 157,
 160, 161, 167, 178, 181, 182,
 207, 208, 210, 211, 215, 221 et
 suiv., 336, 340, 341, 342, 351,
 357, 362, 364, 365, 369, 384,
 385, 397, 401, 402.
 METTERNICH (Mme DE), 246.
 MICHAUD, 97, 98.
 MICHEL, 94.
 MIER (DE), 230, 231.
 MIOT (comte DE MÉLITO), 3, 27.
 MIRABEAU, x, 19, 85, 135, 288,
 398.
 MOLÉ (comte), 78, 301, 303, 350,
 368.
 MOLLIN (comte), 223, 262, 335,
 367, 368.
 MONCK (général), 27.
 MONGE (comte DE PÉLUSE), 13.
 MONNIER, 384.
 MONTCHENU (marquis DE), 371.
 MONTEBELLO (duchesse DE), 287,
 346, 347, 357.
 MONTESQUIEU, 6, 10, 18.
 MONTESQUIOU (comte DE), 228.
 MONTHOLON (comte DE), 371.
 MONTMORENCY (Mathieu DE), 193.
 MONTROND (comte DE), 36, 37,
 54, 141, 142, 178, 236, 237,
 245, 298, 369, 370.
 MOREAU (général), 11, 27, 34, 187.
 MOREAU DE SAINT-MÉRY, 36.
 MORNY (duc DE), 390.
 MORTIER (maréchal), 347.
 MULLER (Jean DE), 81, 217.
 MURAT (maréchal et roi), 57, 74,
 142, 154, 163, 170, 189, 220,
 221, 291, 294, 315, 368, 395.
 MURAT (Caroline). V. Bonaparte.

N

NANSOUTY (général, comte DE),
 314.

NAPOLÉON II. V. Roi de Rome.
 NAPOLÉON III, 364.
 NARBONNE-LARA (comte Louis DE), 51, 193, 307, 308.
 NASSAU-SIEGEN (prince DE), 58.
 NEIPPERG (général DE), 148, 151.
 NELSON (amiral), 92.
 NEUFCHATEAU (François DE), 5.
 NEY (maréchal), 64, 167, 364, 367.
 NESSELRODE (comte DE), xvi, 234, 237, 242 et suiv., 282, 291, 293, 348, 352, 356.
 NICOLAS MIKHAÏLOVITCH (grand-duc), 75, 198.
 NOAILLES (comtesse Juste DE), 214.
 NORVINS (baron DE), 36.

O

OLDENBURG (duc D'), 267, 270.
 ORDENER (général), 74, 189, 199.
 ORLÉANS (duc D'), 31, 32, 44, 85.
 ORLOFF (colonel), 347, 348.
 OSSIAN, 23.
 OTTO (comte DE MOSLOY), 65.
 OUBRIL (D'), 90, 142.
 OUDINOT (maréchal), 229, 310.
 OUVRRARD, 67, 252, 374.

P

PALÉOLOGUE (M. Maurice), xx, 289.
 PASQUIER (chancelier), 3, 31, 58, 87, 154, 155, 166, 171, 179, 180, 214, 223, 313, 318, 319, 320, 328, 335, 343, 345, 358, 389.
 PATRAULT (le Père), 192, 195.
 PERREY (Gabriel), 380.
 PICHEGRU (général), 27, 90, 97.
 PIE VII, 56, 72, 84, 101.
 PINGAUD (Léonce), 91, 92, 93, 97.
 PITT (William), 41, 68, 139, 379.

POLIGNAC (comtesse Diane DE), 128.
 PONIATOWSKI (maréchal), 267, 270, 284, 295.
 PONTON, 249.
 POTOCKA (comtesse), 99, 134, 284, 290.
 POZZO DI BORGO, 329, 349, 392, 389.
 PRADT (abbé DE), 279, 294.
 PRUSSE (prince Ferdinand DE), 283.

R

RACINE (Jean), i.
 RAPP (général), 314.
 RAUCOURT (Mlle), 234.
 RAYMOND (M.), 16.
 RAYMOND (consul), 381.
 RAZOUMOVSKY (prince), 93.
 RÉAL (comte), 34.
 RÉCAMIER (Mme), 190.
 REGNAULT DE SAINT-JEAN D'ANGÉLY (comte), 4, 34, 68, 291.
 REINHARD (comte), 33, 37.
 RÉMUSAT (comte DE), xv, 104, 297, 345.
 RÉMUSAT (comtesse DE), xx, 26, 48, 56, 70, 104, 164, 190, 193, 220, 226, 284 et suiv., 317, 328, 366.
 RÉMUSAT (comte Charles DE), 288.
 REWBELL (Jean-François), 24.
 RICHELIEU (duc DE), 378, 389.
 RIGAULT (Abel), xx.
 ROBESPIERRE, 3, 24.
 RÖDERER (comte), xix, 11, 34, 36, 50, 58, 75, 85, 167, 225, 316.
 ROHAN (princesse DE), 283.
 ROMBECK (Mme DE), 121 à 135.
 ROME (Roi de), 240, 339, 340, 342, 345, 349, 351.
 ROSEBERRY (lord), 145, 399.

ROUMIANTSOFF (comte), 206, 208,
224, 232, 244, 264.
ROUSSEAU (Jean-Jacques), 393.
ROYER-COLLARD, xi, 18.
RUFFO (commandeur), 391, 392.

S

SAINT-AIGNAN (baron DE), 287,
313, 318, 328, 346, 356.
SAINT-ALDEGONDE (capitaine
DE), 156.
SAINT-FOIX (DE), 32, 58, 139.
SAINT-HUBERTY (Mme), 94.
SAINT-LÉON (DUFRESNE DE), 369.
SAINT-PRIEST (comte DE), 93.
SAMSON, 97.
SAN-CARLOS (duc DE), 179, 225,
228, 329.
SANDOZ-ROLLIN, 25, 28, 32, 35.
SAVARY (général, duc DE ROVIGO),
74, 75, 96, 140, 142, 145, 159,
171, 174, 175, 178, 197, 198,
241, 263, 273, 277, 280, 281,
287, 297, 301, 302, 303, 305,
320, 326, 328, 330, 335, 338,
343, 344, 345, 346, 390.
SCHOUVALOW (général), 308, 311,
312.
SCHWARZENBERG (prince DE), 210,
233, 242, 243, 247, 258, 306,
318, 348.
SÉBASTIANI (général), 64, 69, 134.
SÉMONVILLE (marquis DE), 291,
297.
SIEYÈS, vi, 5, 6, 8, 9, 10, 25, 31,
32, 33, 34, 35, 43, 50, 51, 85,
220, 298.
SIMON, 178, 261.
SIMONS (Mme), 36.
SOREL (Albert), ii, xii, xiii, 88,
95, 96, 97, 108, 112, 140, 165,
177, 244, 271, 313, 352, 362,
364, 367, 393, 395.
SOULT (maréchal). 353.

SOUZA (Mme DE), 52, 287, 372.
SPERANSKI (Nicolas), 243, 250,
255, 267, 273, 291.
STADION (comte DE), 117, 119,
122, 129, 150, 151, 155, 156,
160, 161, 181, 221, 227, 230,
232, 234, 243.
STAEL (Mme DE), 3, 16, 24, 78,
STAHREMBERG (prince DE), 167.
281, 384.
STASSART (baron DE), 331, 370.
STENDHAL, 12, 50, 93, 379.
STRAFFORD (comte DE), 389.

T

TACITE, vi.
TAINE, ii, xii.
TALLEYRAND-PÉRIGORD (cardinal
DE), 14, 15, 303.
TALLEYRAND-PÉRIGORD (Mme
GRANT, puis Mme DE), 30, 38,
57, 58, 71, 138, 161, 176, 178,
179, 228, 240, 245, 262, 263,
282, 320, 324, 325.
TALLEYRAND-PÉRIGORD (comte
Archambaud DE), 58, 150.
TALLEYRAND-PÉRIGORD (comte
Boson DE), 58.
TALLEYRAND-PÉRIGORD (Louis
DE), 156, 201.
TALLEYRAND-PÉRIGORD (Ed-
mond DE), 201, 213, 278, 288,
294, 295.
TALLEYRAND-PÉRIGORD (Augusto
DE), 365.
TASCHER DE LA PAGERIE, 101.
TCHERNICHEFF (colonel), 264, 265,
266 et suiv., 293.
THIARD, 256.
THIERS (Adolphe), xi, xii, 63,
140, 223, 224, 228, 280, 301,
354, 383, 395.
THURN-ET-TAXIS (princesse DE),
205, 208, 287, 385.

TOLSTOÏ (comte), 167, 181, 207, 210, 211.

TYSKIEVITCH (comtesse Vincent), 146, 279, 282 et suiv., 295.

V

VAUBAN, 394.

VANDAL (Albert), xiv, 25, 63, 244, 266, 271.

VAUDÉMONT (princesse DE), 104, 282 et suiv., 299.

VAUDREUIL (comte DE), 32.

VERGENNES (comte Gravier DE), x, xiv, 286, 398, 399.

VERNÈGUES (chevalier DE), 90.

VICENCE (duchesse DE), V. Mme de Canisy.

VILLEMAREST (DE), 303.

VILLERS (DE), 355, 379.

VILLENEUVE (amiral DE), 92.

VINCENT (baron DE), 57, 119, 137, 138, 140, 148 et suiv., 205 et suiv., 207, 208.

VISCONTI (Mme), 57.

VITROLLES (baron DE), 86, 89, 90, 120, 195, 210, 213, 340, 359.

VOLTAIRE, vi, viii, 18.

W

WALEWSKA (comtesse), 146, 152.

WALISZEWSKI (M.), 93, 244.

WALTHER (général), 177.

WASHINGTON, xiv.

WEISS (Mlle Louise), 2, 380.

WEISHAUP, 81, 82, 89.

WELLINGTON (duc DE), 327, 366, 373.

WESSENBERG (baron DE), 82, 341.

WIELAND, 81, 217.

WITWORTH (lord), 67, 270.

WEIMAR (grande-duchesse DE), 283.

Y

YARMOUTH (lord,) 141, 142.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS..... I à xx

I

LA PREMIÈRE RENCONTRE

(1797)

Les deux premières lettres. — Correspondance en partie perdue. — Le 18 Fructidor. — Le général Bonaparte et Talleyrand cherchent tous les deux à entrer dans le Directoire et échouent. — Talleyrand veut envoyer Siccyès à Milan. — Dans une lettre secrète à Talleyrand du 19 septembre 1797, Bonaparte révèle ses idées sur le gouvernement de la France. — Dans sa lettre du 7 octobre, il lui explique pourquoi il veut la paix. — Traité de Campo-Formio (17 octobre 1797). — Le 6 décembre, Bonaparte et Talleyrand se rencontrent pour la première fois. — Comment l'un et l'autre doivent leur fortune à Barras. — Idées et sentiments de Talleyrand. — Son Mémoire du 25 novembre 1792, conservé par Danton, contient toutes ses idées. — Pour Bonaparte, Talleyrand ne pouvait pas être un guide, mais un simple instrument..... 1

II

L'ALLIANCE

(1798)

Talleyrand s'impose au Directoire et à Bonaparte comme le seul représentant de l'ancienne Cour. — Il reçoit Bonaparte au nom du Directoire. — Il donne une fête, le 3 janvier, en l'honneur du général et de Mme Bonaparte. — En arrivant à Paris, Bonaparte était décidé à l'expédition d'Égypte. — Talleyrand ne concevait la conquête de l'Égypte qu'au profit de la Turquie et après la paix conclue avec l'Angleterre. — Il céda à Bonaparte et fit rédiger par ses bureaux tous les mémoires qu'il voulut. — Malgré ses promesses, Talleyrand ne part pas pour Constantinople. — Attaqué

comme auteur de l'expédition d'Égypte, Talleyrand démissionne le 20 juillet 1799. — Il cherche partout un roi. — Il obtient du Directoire l'ordre de retour de Bonaparte et de son armée. — Avant d'avoir reçu cet ordre, Bonaparte revient seul et débarque à Fréjus. — Le 18 Brumaire. — Jugement de Bonaparte sur Talleyrand..... 21

III

UN ROI ET LA PAIX

(1799-1803)

Lettre de Talleyrand à Lacuée. — Il lui envoie copie de son rapport à Danton du 25 novembre 1792. — Il répète que la paix n'est possible qu'en mettant un terme à la propagande et en respectant l'indépendance des autres peuples. — Après Marengo, Talleyrand se décide à pousser Bonaparte au trône. — Il prend avec lui le ton du courtisan et du favori. — Leurs entretiens sont fréquents et intimes, mais nous ne les connaissons pas. — Talleyrand rallie la noblesse au régime consulaire. — Talleyrand peu favorable au Concordat. — Il n'obtient pas du pape la permission de se marier : Bonaparte l'oblige à le faire. — Son but est de le déconsidérer et de lui interdire toute possibilité de retour aux Bourbons. — Mariage de Talleyrand..... 33

IV

CHARLEMAGNE ET LA GUERRE

(1802-1804)

Comment le Premier Consul pouvait maintenir la paix après le traité d'Amiens. — Au lieu de rassurer l'Europe en inaugurant une politique de conservation, il multiplie les annexions et les entreprises nouvelles. — Il ne peut se résigner à être « le premier en Europe et le second sur mer » et projette déjà la constitution de l'empire d'Occident. — Talleyrand voulait un roi et la paix : c'est Charlemagne et la guerre. — Leur dissentiment date de cette époque. — Talleyrand garde le ton du courtisan et participe à la fondation de l'Empire. — L'affaire du duc d'Enghien. — Talleyrand conseille l'arrestation et désigne Caulaincourt au choix du Premier Consul. — Plusieurs raisons de cette attitude. — Donner un nouveau gage à Bonaparte contre les Bourbons. — Souiller par un crime l'homme qui a fait de lui un évêque marié..... 60

V

LES DALBERG

Origine ancienne des Dalberg. — Charles-Théodore (1744-1817). — Coadjuteur en 1787 de l'archevêque de Mayence. — Sa culture,

son cosmopolitisme, ses mœurs peu canoniques, sa réputation d'écrivain dans toute l'Allemagne. — Il est considéré au Vatican comme franc-maçon, pervers et dangereux. — Son zèle pour l'unité allemande. — Il assiste au sacre de Napoléon par Pie VII. — Après Austerlitz, il voit dans Napoléon le seul fondateur possible de l'unité allemande. — Emmerich de Dalberg (1773-1833). — Son patriotisme allemand. — Sa liaison avec Vitrolles en 1795. — Au service de l'Autriche, de la Bavière; ministre de Bade à Paris en 1803. — Sa liaison avec Talleyrand. — Sa haine pour Bonaparte. — Il devient chef du service de l'espionnage russe. — Le comte d'Antraigues fait partie de ce service. — Dénonciation des ordres secrets donnés à la flotte française en mars 1805. — Ces fuites provenaient d'agents subalternes. — Dalberg était en rapport avec les bureaux des Affaires étrangères. — Talleyrand se sert de son intermédiaire pour se justifier près d'Alexandre I^{er} dans l'affaire du duc d'Enghien et charger Caulaincourt. — Dalberg contribue par ses rapports à la coalition de 1805. — Il suit Talleyrand à Varsovie en 1805. — Naturalisé Français, il est créé duc par Napoléon en 1810. — Charles-Théodore devient prince primat de Francfort. — En 1814, il abdique en faveur du prince Eugène. — Emmerich de Dalberg, associé à Talleyrand en 1814, finit sa carrière en France..... 79

VI

L'ULTIMATUM DE TALLEYRAND

(1805)

Napoléon et Talleyrand se séparent le 1^{er} octobre à Strasbourg. — Scène étrange. — Talleyrand se décide à présenter à Napoléon ses conseils par un rapport qui constitue, dans sa pensée, un ultimatum. — Il propose l'alliance de l'Autriche, qu'on dédommagerait en Orient en l'opposant à la Russie. — Celle-ci, rejetée vers les Indes, s'opposerait à l'Angleterre. — Mais en même temps la France devrait se retirer dans ses limites naturelles. — Napoléon renoncerait à la couronne d'Italie en désignant son successeur. — L'Empereur paraît peu attentif aux conseils de Talleyrand que celui-ci renouvelle sans succès le 5 décembre. — Désastre de Trafalgar. — Talleyrand ne croyant plus à la fortune de Napoléon commence à se séparer de lui lors de la négociation de la paix de Presbourg. — Témoignage de Metternich. — Repoussant des offres d'argent de Cobenzl, Talleyrand trouve le moyen de faire rembourser par l'Autriche sa propre dette envers Choiseul-Gouffier..... 103

VII

CONVERSATION AVEC MADAME DE ROMBECK

(1805)

Mme de Rombeck. — Talleyrand cherche à s'enquérir près d'elle des opinions de Cobenzl, son frère. — Elle se défend avec beaucoup

d'esprit. — Relation de cette conversation par Mme de Rombeck.
— Une lettre de Talleyrand au prince de Ligne..... 121

VIII

LE DÉPART DE TALLEYRAND

(1806-1807)

Dès le commencement de 1806, Talleyrand décidé à quitter le ministère. — Il est nommé prince de Bénévent. — Mort de Pitt. — Fox entre en pourparlers avec Talleyrand. — Celui-ci fait tous ses efforts pour conclure la paix avec l'Angleterre. — Il consent à la restitution du Hanovre et à l'abandon de Malte sans y être autorisé par l'Empereur. — L'Empereur veut traiter avec la Russie avant de conclure avec l'Angleterre. — Mort de Fox et échec des négociations. — Talleyrand s'oppose à la guerre de Prusse. — Il rejoint l'Empereur à Mayence. — Ses félicitations après Iéna. — Le blocus continental. — Services rendus par Talleyrand à Varsovie. — Napoléon le charge de contenir l'Autriche en lui offrant une alliance. — Dalberg sert à Talleyrand d'intermédiaire avec M. de Vincent. — L'Autriche offre la médiation. — Talleyrand insiste pour l'alliance. — Après Friedland, Napoléon se déclare pour l'alliance russe et charge Talleyrand de signer le traité de Tilsitt. — Talleyrand prévoyant la mort de Napoléon se tenait prêt à proclamer Joseph comme successeur et à conclure l'alliance autrichienne. — Dalberg, son émissaire à Vienne. — Talleyrand quitte le ministère (9 août 1807). — Il est nommé vice-grand électeur. — A Paris, il se rapproche de Metternich..... 136

IX

BAYONNE ET VALENÇAY

(1808)

Napoléon, enivré par sa puissance, ne compte plus que sur la violence pour soumettre l'Europe et abattre l'Angleterre. — Talleyrand reste fidèle au régime impérial. — Malgré Napoléon il cherche à diriger les affaires. — Comment Napoléon est amené à l'associer à ses projets sur l'Espagne. — Dès 1806, il paraît certain que Talleyrand a poussé Napoléon à l'entreprise espagnole pour le détourner de l'Autriche et de la Russie. — Il était d'ailleurs obligé de se prononcer contre les Bourbons. — Mais il n'est responsable ni des événements de Bayonne ni de la guerre qui s'ensuivit. — Pour le lier à sa politique, le déconsidérer et le ruiner, Napoléon fait de Talleyrand le geôlier des princes espagnols à Valençay. — Au mois d'août 1808, Napoléon fait appeler Talleyrand à Nantes et lui annonce qu'il l'emmènera à Erfurt. — Raisons de cette grave imprudence. — Talleyrand quitte Paris en plein accord avec Metternich..... 162

X

CAULAINCOURT

Un soldat égaré dans la politique. — Sa famille. — Ses débuts dans l'armée royale, puis dans l'armée républicaine, en Vendée. — Mission à Constantinople. — Avec Hoche et Moreau. — Mission à Saint-Petersbourg sur la désignation de Talleyrand. — Aide-de-camp du Premier Consul en 1803. — L'arrestation du duc d'Enghien. — Sa colère et son désespoir après l'exécution. — Son amour pour Mme de Canisy. — Napoléon s'oppose au divorce. — Influence de Talleyrand sur Mme de Canisy. — *Proserpine*. — Caulaincourt, ambassadeur à Saint-Petersbourg en 1808. — Il se justifie près de l'empereur Alexandre de son rôle dans l'arrestation du duc d'Enghien. — Il tombe sous l'influence d'Alexandre. — Sa correspondance avec Talleyrand et ses projets de mariage 184

XI

LA TRAHISON D'ERFURT

(1808)

L'Empereur, avant de partir pour Erfurt, met Talleyrand au courant de ses projets et le charge de rédiger une convention avec Alexandre. — Il ajoute au projet de Talleyrand deux articles dirigés contre l'Autriche. — Talleyrand persuade Alexandre de repousser ces deux articles et fait échouer ainsi le projet de Napoléon. — L'offre de Constantinople à la Russie aurait seule pu conserver l'alliance russe. — Caulaincourt étroitement associé à Talleyrand. — Témoignages à cet égard de Talleyrand, Metternich et Tolstoï. — Talleyrand, Caulaincourt et le mariage russe. — Napoléon dupé. — Caulaincourt, obligé de retourner à Pétersbourg, arrange le mariage d'Edmond de Périgord et de Dorothée de Courlande. — En rapprochant la Russie de l'Autriche, Talleyrand décide celle-ci à la guerre. — Napoléon, complètement joué, attribue à l'action du maréchal Lannes les mauvaises dispositions de l'empereur Alexandre 203

XII

L'OUTRAGE ET LA VENGEANCE

(1809)

Talleyrand désapprouve publiquement la guerre d'Espagne et se rapproche de Fouché. — Murat choisi pour succéder à Napoléon. — Metternich prévient sa cour. — Retour brusqué de Napoléon. — La scène du 28 janvier 1809. — Talleyrand impassible prépare

sa vengeance. — Le 29 janvier il va trouver Metternich et se met au service de l'Autriche. — Correspondance à ce sujet entre Metternich et Stadion. — Francfort choisi comme centre des rapports du gouvernement autrichien avec Talleyrand pendant la guerre. — Napoléon ignore la trahison de Talleyrand. — Fouché d'accord avec Talleyrand pendant l'affaire de Walcheren. — La « conspiration des hypothèses »..... 218

XIII

NESSELRODE ET FLORET

(1809-1812)

Talleyrand disgracié mais regretté par l'Empereur. — Floret et Nesselrode sont accrédités près de Talleyrand par l'Autriche et la Russie. — Correspondance secrète de Nesselrode avec Speranski. — Talleyrand revient en faveur au moment de la négociation du mariage autrichien. — Son rôle important à cette occasion. — Talleyrand déclare à Nesselrode que Napoléon veut rétablir la Pologne et que la Russie ne peut l'éviter qu'en faisant la paix avec la Turquie et en se rapprochant de l'Autriche. — Espionnage de Nesselrode. — Disgrâce de Fouché. — Metternich, poussé par Talleyrand, se rapproche de la Russie. — Alexandre prépare aussitôt la guerre. — Napoléon, averti par les Polonais, arme à son tour. — Talleyrand prévient Nesselrode. — Dalberg prévient Schwarzenberg. — Demande d'argent de Talleyrand à l'empereur Alexandre. — Napoléon essaie de ruiner Talleyrand pour l'avoir à sa discrétion. — Envoi de Tchernicheff à Paris. — Il espionne et pousse à la guerre. — Talleyrand s'y oppose et détermine Alexandre à renoncer à l'offensive. — Arrivée de Caulaincourt qui se rallie entièrement aux vues de Talleyrand. — Napoléon accepte l'idée de Talleyrand d'une garantie autrichienne donnée à la Russie contre un rétablissement de la Pologne. — Il le déclare à Kourakine et désigne Nesselrode comme négociateur. — Nesselrode à Pétersbourg. — Refus d'Alexandre, décidé à la guerre..... 239

XIV

L'ARMÉE DES FEMMES

(1811-1812)

L'Empereur, pour ne pas laisser Talleyrand à Paris, lui offre l'ambassade de Varsovie. — Les intrigues de la duchesse de Bassano font échouer le projet. — Nouvelle disgrâce de Talleyrand. — Nouveaux regrets de Napoléon. — Surveillance dont Talleyrand est l'objet. — Il se réfugie dans les salons de ses amis. — La comtesse de Kielmannsegg. — Son dévouement à Napoléon. — La duchesse de Courlande. — La vicomtesse de Laval. — La princesse de Vaudémont. — Les dames de Bellegarde. — La comtesse Tyskiewitch. — La duchesse de Luynes. — Mme de Rémusat. —

Mme de Brignole. — Mme de Canisy. — Mme de Souza. — La comtesse Edmond de Périgord. — Hostilité de cette société pour l'Empereur, qu'elle considère comme fou. — Goût de Napoléon pour l'aristocratie. — Départ de la duchesse de Courlande. — Sa correspondance avec Talleyrand. — Le secret de Talleyrand. — Aimée de Coigny..... 275

XV

TALLEYRAND ET CAULAINCOURT EN 1813

Conseil extraordinaire du 3 janvier 1813. — Nouvelle scène violente de l'Empereur à Talleyrand. — Entente étroite et se crée de Talleyrand et de Metternich. — Attitude de Caulaincourt à Pleisswitz et au congrès de Prague. — Elle est concertée avec Talleyrand et répond au sentiment général de l'armée. — Mme de la Tour du Pin. — Retour de Napoléon après Leipzig. — Il adresse à Talleyrand des injures mais le consulte encore. — Propositions de Francfort. — Comment la succession de Maret fut offerte par l'Empereur à Talleyrand avant de désigner Caulaincourt. — Il fait à Talleyrand des conditions inadmissibles pour provoquer son refus et forcer ainsi Caulaincourt à accepter le ministère. — Talleyrand oppose à Napoléon l'exemple de Wellington. — Dalberg envoie un émissaire à Francfort qui décide les Alliés à franchir le Rhin. — Dernière scène de violence. — Quels furent les adieux de Napoléon à Talleyrand avant de rejoindre l'armée pour la campagne de France 300

XVI

HORS DU GENRE HUMAIN

(1814-1815)

Napoléon part pour la campagne de France sans illusions. — Il n'a pas voulu prévoir la possibilité de la régence après sa mort. — Talleyrand, soutenu par l'Autriche, la désire en secret ; mais l'attitude de l'Angleterre, favorable aux Bourbons, l'oblige à jouer un double jeu. — Il endort Savary, ne s'engage qu'en apparence avec Aimée de Coigny, laisse partir Vitrolles et conserve l'espoir de la régence après la mort de Napoléon. — L'Empereur, qui l'a pénétré, met Joseph en garde contre lui. — Conseil du 20 mars. — Départ de Marie-Louise. — Plan de Joseph. — Précautions prises par l'Empereur contre Talleyrand. — Entrée des Alliés à Paris et abdication de l'Empereur. — Caulaincourt. — Maubreuil. — Hors de l'humanité. — Traité de Paris. — Lettre à Metternich. — Louis XVIII et Talleyrand. — Lettre de Fouché. — Attitude de Talleyrand contre Napoléon au Congrès de Vienne. — Retour de l'île d'Elbe. — Efforts de Napoléon pour gagner Talleyrand. — Sainte-Hélène 334

XVII

LES DÉPOUILLES DISPERSÉES

Vente par Talleyrand à Metternich de la correspondance de Napoléon avec ses ministres des Relations extérieures. — Metternich renvoie <i>les immenses papiers</i> . — Talleyrand, joué, ne touche pas l'argent. — Pension du roi de Naples. — La Besnardière trafique également des documents napoléoniens. — Comment Napoléon parle de Talleyrand à Sainte-Hélène. — Talleyrand et ses <i>Mémoires</i> . — Comment Talleyrand parle de Napoléon après sa mort. — Singulier passage de son testament. — Il déclare qu'il doit sa fortune à Napoléon. — Comment juger le duel de Napoléon et de Talleyrand. — Lettre de Metternich à la duchesse de Dino après la mort de Talleyrand	372
INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS DE PERSONNES.....	403

PARIS

TYPOGRAPHIE PLON

8, rue Garancière

1936



- JACQUES BARRÈRE. — *Carrière sur*
en phototypie et rotogravure..... 100 fr.
- **Napoléon**. Deux volumes. Chacun in-8° avec 21 hors-texte..... 25 fr.
- Mémoires du général de Caulaincourt, duc de Vicence, grand écuyer de l'Empereur**. Trois volumes in-8° carré sur alfa. Chacun..... 30 fr.
- CAVALIÉ MERCEUR. — **Journal de la campagne de Waterloo**. In-16.
Prix..... 15 fr.
- XAVIER DE COURVILLE. — **Jomini ou le devin de Napoléon**. Préface de Jacques Bainville, de l'Académie française. In-8° écu avec un frontispice et 38 croquis dans le texte..... 20 fr.
- CLAUDE DERBLAY. — **Une héroïne de Brantôme. Renée de Bussy d'Amboise, marquise de Balagny, princesse de Cambrai**. In-16 avec 5 hors-texte.
Prix..... 12 fr.
- HENRY D'ESTRE. — **Bourmont. La Chouannerie. — Les Cent-Jours — La Conquête d'Alger**. In-8° écu avec un portrait en frontispice..... 16.50
- ANTOINE HADENGUE. — **Bouvines, victoire créatrice**. In-8° écu avec 8 gravures hors texte, 4 cartes dans le texte et un fac-similé..... 18 fr.
- F. M. KIRCHEISEN. — **Napoléon I^{er}. Une Vie**. 2 vol. Traduits de l'allemand par Jean-Gabriel Guidau. In-8° carré sur alfa. Chacun..... 30 fr.
- PIERRE DE LA GORCE, de l'Académie française. — **Au temps du Second Empire**. In-8° écu avec un frontispice..... 15 fr.
- E. LAVAQUERY. — **Necker, fournisseur de la Révolution**. In-8° écu avec 2 gravures hors texte..... 20 fr.
- LOUIS MADELIN, de l'Académie française. — **La Contre-Révolution sous la Révolution (1789-1815)**. In-8° carré sur alfa..... 20 fr.
- Napoléon à bord du « Bellérophon »**. Souvenirs du capitaine de vaisseau F. L. MAITLAND et de l'aspirant de marine George Howard d'Henry Borjane. In-16 avec 8 gravures hors texte..... 15 fr.
- MARCEL MARION, de l'Institut. — **Le Brumaire**. In-16 avec une gravure hors texte..... 15 fr.
- COMTE DE PROKESCH-OSTEN. — **Mes relations avec Napoléon**. Publié avec des commentaires, des notes et des documents de BOURGOING. In-16 avec 8 gravures hors texte..... 15 fr.
- ROBERT SENCOURT. — **Napoléon III. Un précurseur**. Traduit de l'anglais par Luce Clarence. In-8° écu..... 15 fr.
- JEAN STERN. — **Un brasseur d'affaires sous la Révolution et l'Empire. Le comte de Mademoiselle Lange, Michel-Jean Simons (1762-1833)**. In-16.
Prix..... 12 fr.
- MAURICE DE TASCHER. — **Journal de campagne d'un cousin de l'Impératrice (1806-1813)**. In-16..... 15 fr.